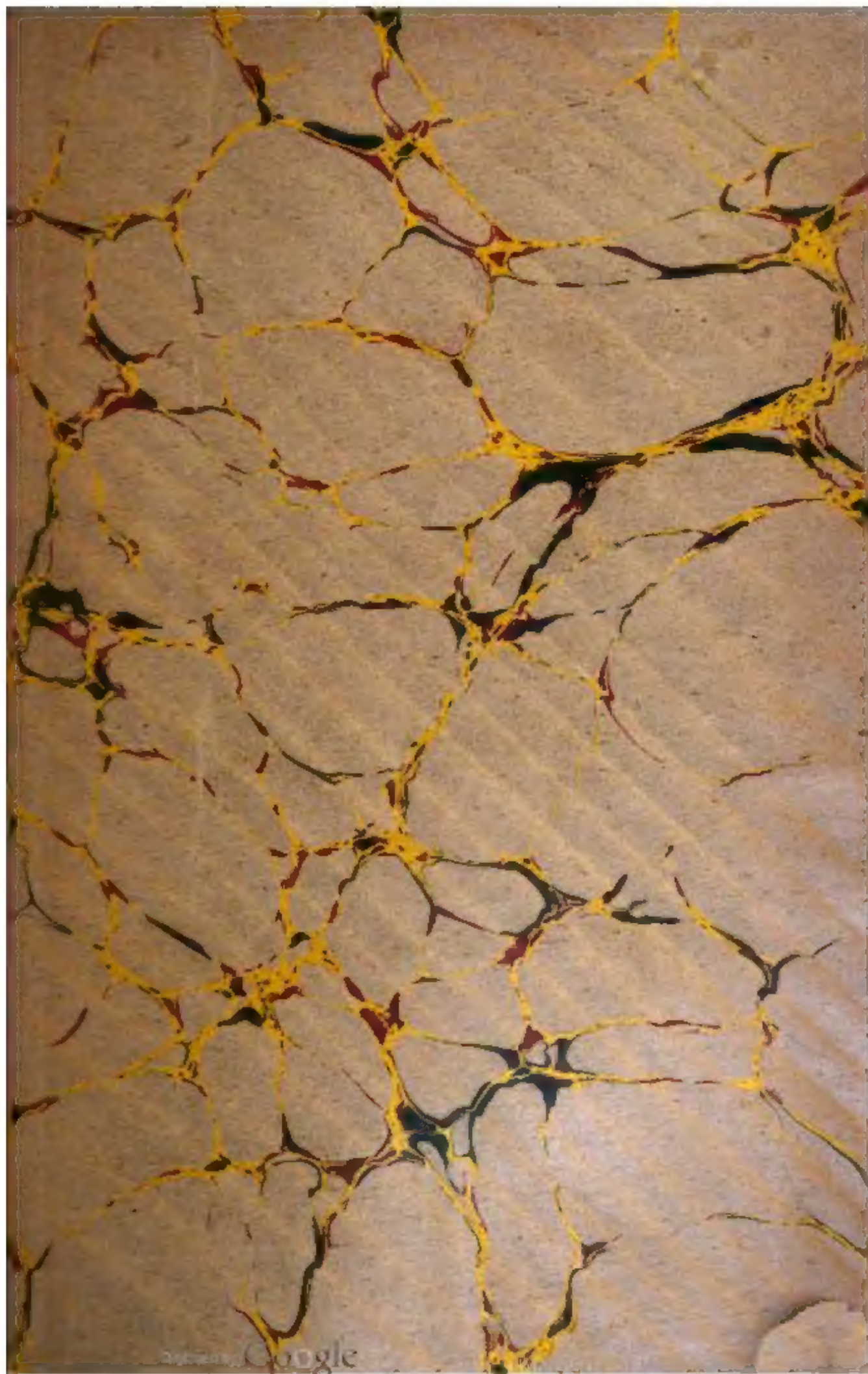


BUHR B



39015 00017004 6b





Exemplaire de Luchan
donné de la main

DC
93
.4
L524

HISTOIRE
DE
PHILIPPE LE LONG

55451. — PARIS, IMPRIMERIE LAHURE
9, rue de Fleurus. 9

HISTOIRE
DE
PHILIPPE LE LONG

ROI DE FRANCE

(1316-1322)

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

PAUL LEHUGEUR

Agrégé d'histoire, professeur d'histoire au lycée Henri IV
et à la Maison de la Légion d'honneur de St-Denis

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—
1897

A MONSIEUR

ERNEST LAVISSE

427231

•

INTRODUCTION

Le règne de Philippe le Long a été longtemps dédaigné. Les chroniqueurs trouvent peu à dire des rois qui n'ont pas livré bataille. Des récits comme celui de Pierre Cochon sont des merveilles de concision :

*Li premier an qu'i fu sacre
Trespasa, c'est la edrité
Après luy fu Philippe rois,
Chinc anz régna (c'est bien li voirs¹).*

Sans doute nous possédons des chroniques plus bavardes, mais aucune ne nous parle du mécanisme du gouvernement

Quant aux écrivains modernes, entre la révolution de Philippe le Bel et la guerre de Cent Ans, ils négligent volontiers un règne « qui n'a pas duré six ans » : — « Ce règne fut trop court, disent-ils, pour laisser des traces profondes ». — « C'est un des princes les plus insignifiants de notre histoire », affirment-ils sans plus d'examen², et ils se contentent le plus souvent de mentionner, d'après les chroniques, les événements dramatiques de

1. *Hist. de France*, t. XXIII, p. 224.

2. *Ex.* : Cheruel, *Dictionnaire hist.*, t. I, p. 212.

son époque; ils accordent quelque attention aux massacres des Juifs, des Lépreux et des Pastoureaux; ils déplorent son infortune conjugale, grâce à laquelle il est connu de ceux mêmes qui ignorent l'histoire; ils donnent en passant leur opinion sur la fameuse loi salique, puis, faisant encore meilleur marché de Charles le Bel, ils se hâtent d'arriver à l'année 1328, comme à une date où la nuit se dissipe et où l'intérêt recommence, grâce à la bataille de Cassel.

Henri Martin, un peu plus complet, observe que « plusieurs édits importent à mentionner », mais il se borne à en énumérer quelques-uns au hasard, sans les étudier.

Ceux-là seuls ont compris l'importance du règne de Philippe le Long qui l'ont vu à l'œuvre dans les documents d'archives et dans les *Ordonnances*, par exemple M. Naudet¹, M. Hervieu², M. Coville³, M. Richard, qui, le rencontrant sur son chemin en étudiant la comtesse d'Artois Mahaut, le juge « un roi éminemment remarquable ».

C'est sur le conseil de M. Siméon Luce et de mes maîtres MM. Fustel de Coulanges, Lavisce et Zeller que j'ai commencé, il y a de longues années, le travail que je ne termine qu'aujourd'hui après des recherches ininterrompues⁴.

Malgré la difficulté prévue de la tâche, deux raisons

1. Cf. Naudet, *Rapport sur le concours relatif aux institutions de Philippe le Bel* (Académie des sciences morales, juillet 1869).

2. *Recherches sur les premiers États généraux*.

3. Lavisce et Rambaud, *Histoire générale*, t. III, p. 57, sqq.

4. Parmi ces études préparatoires, les plus importantes sont un *Recueil des actes de Philippe le Long*, de 5000 fiches environ, et une liste des *Sejours de Philippe le Long*, que je me propose de publier après quelques années de recherches nouvelles, particulièrement dans les archives des départements.

m'ont déterminé à l'entreprendre. J'ai d'abord été séduit par l'intérêt du sujet : placé à la fin d'une grande période de développement du pouvoir monarchique, et à la veille de la décadence qu'amène l'incapacité de Philippe VI et de Jean le Bon, le règne de Philippe le Long est un de ceux qui méritent le plus d'être étudiés en détail, parce qu'il marque non ce qu'on appelle souvent avec dédain une période de transition, mais au contraire une sorte d'apogée, et (j'espère du moins le montrer) de développement prématuré, parce que les mœurs sont en retard sur les institutions.

J'ai été plus encore séduit par son peu de durée, non pour terminer plus vite mes recherches, mais au contraire pour les pousser aussi loin qu'il me serait possible. L'étude approfondie d'un long règne comme celui de Philippe le Bel est au-dessus des forces d'un seul ouvrier, et le travail si important de Boutaric, malgré les services qu'il a rendus, demande à être repris par la base. Le moyen âge est si peu immuable, le mécanisme des institutions y est si fréquemment modifié, les mots mêmes y changent si souvent de signification, qu'à moins de se complaire dans le vague et dans l'erreur, il est nécessaire « de le diviser en tranches chronologiques, et de les étudier séparément, de même qu'on n'arrive à connaître l'ensemble d'une région qu'après avoir visité, décrit et mesuré chacun des cantons qui la composent¹ ». Quand surtout il s'agit de notre pays, il n'est pas si petit canton qui ne nous paraisse digne d'être étudié en détail, avec la passion de la vérité. Il suffit que la période choisie soit assez longue pour que les faits

1. Langlois, *le Règne de Philippe le Hardi*, page 11

puissent être réunis en groupes instructifs, et qu'elle ait assez d'unité pour ne pas renfermer de contradictions insolubles.

Le règne que j'ai choisi réunit ces deux avantages : malgré son peu d'étendue il présente une évolution remarquable des institutions monarchiques, et ses limites chronologiques, bien que marquées par des événements fortuits, n'ont rien d'artificiel, parce que la mort et surtout l'avènement de Philippe le Long ont eu des effets considérables.

Enfin il a le mérite de pouvoir être étudié non seulement dans les chroniques, qui ne nous disent rien du mécanisme du gouvernement, et dans le recueil des *Ordonnances*, qui nous font connaître en partie la théorie de ce mécanisme, mais aussi dans les documents d'archives, qui nous mettent sous les yeux la réalité même.

Le premier volume, intitulé *Histoire de Philippe le Long, roi de France*, comprend :

1° Les événements politiques qui se déroulent de 1316 à 1322, règlement de la succession de Louis X, fin de la réaction féodale, pacification du royaume, relations extérieures;

2° Les relations quotidiennes de Philippe le Long avec la noblesse, le clergé et le peuple;

3° Les misères publiques, telles que les excès des Pastoureaux, la destruction des Lépreux, faits sociaux qui nous rappellent utilement les mœurs de l'époque.

Le second volume sera consacré uniquement à l'étude du *Mécanisme du gouvernement*, c'est-à-dire à l'Hôtel

du roi, au Grand Conseil, au Parlement, à la Chambre des Comptes, à l'administration provinciale et à la royauté même, au commencement du xiv^e siècle, particulièrement sous Philippe le Long.

Si je donne tant de place à ces institutions, c'est qu'il était impossible d'étudier leurs modifications de 1316 à 1322 sans les étudier elles-mêmes : les périodes adjacentes n'étaient pas assez solidement assises pour me servir d'appui.

PAUL LEHUGEUR.

LES SOURCES

L'étude d'un règne comme celui de Philippe le Long est avant tout une étude de documents d'archives, étude lente et minutieuse où la paléographie sert de guide à l'histoire. Les chroniques qui nous le racontent sont pauvres, incomplètes, souvent inexactes, et fussent-elles parmi les meilleures, elles resteraient encore muettes sur les institutions, sur le mécanisme du gouvernement, sur les relations quotidiennes du roi avec la noblesse, le clergé et le peuple, questions qu'elles dédaignent ou qu'elles ignorent, mais qui forment pour nous le principal intérêt de cette époque. Heureusement, les documents diplomatiques parlent là où les chroniques se taisent ; ils nous révèlent les institutions, et nous font connaître au moins autant d'événements intéressants que les chroniques.

I. — DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

Les documents diplomatiques, c'est-à-dire les actes administratifs, les ordonnances, les mandements et les lettres diverses de Philippe le Long sont la plupart inédits. Il nous manque une grande partie des documents les plus nécessaires, par exemple tous les actes de la Chambre des Comptes et du Châtelet, la plus grande partie de ceux du Parlement, du Grand Conseil et des officiers des provinces, presque toute la correspondance étrangère ; mais il nous reste encore une si grande abondance de matériaux que ceux des Archives et ceux de la Bibliothèque Nationale exigeraient à eux seuls, s'ils étaient publiés, une centaine de volumes in-quarto de la collection des documents de l'histoire de France.

Au premier rang, comme la mine la plus riche, se placent les neuf registres du Trésor de Chartes, — registres 53, 54 A, 54 B, 55, 56, 57, 58, 59 et 60¹, en général bien écrits et bien tenus, principalement le dernier². J'y ai analysé une à une les 3310 pièces en latin ou en français³ qu'ils contiennent, ordonnances traités, correspondances avec les princes étrangers, pouvoirs donnés aux diplomates, instructions remises aux commissaires enquêteurs, mandements adressés aux baillis et sénéchaux, nominations de fonctionnaires de tout ordre, lettres de grâces, rémissions et donations, confirmations de privilèges, lettres d'amortissement et de sauvegarde, conventions matrimoniales, testaments enfin nombre d'actes destinés à régler des intérêts publics ou privés⁴.

L'étude de ces neuf registres permet de les diviser en quatre groupes :

1^o Les deux registres 54 A et la première moitié du registre 58, qui ne renferment que des actes d'importance secondaire⁵ (mais très précieux par leur ensemble pour l'histoire provinciale, principalement des nominations de fonctionnaires, des donations, des concessions de menus privilèges, etc.), actes scellés presque tous en cire blanche⁶ (quand un de ces actes est scellé en cire verte, il est

1.	Le registre 53 renferme 361 pièces.			
	— 54 A	—	701	—
	— 54 B		87	
	— 55		160	
	— 56	—	623	—
	— 57	—	44	—
	— 58		487	—
	— 59	—	621	—
	— 60	—	226	—
	Total		3310	

plus une cinquantaine de pièces bis et ter.

2. Son format est aussi plus grand.

3. Les lettres adressées à des clercs sont de préférence en latin et les autres en français; — « *clercis in latino, laicis in gallico* » (JJ 58, n° 435). Quelques pièces commencées en latin finissent en français « *ut per hoc clarius et certius videantur* » (JJ 60, n° 91).

4. V. l'introduction de Guérin, dans le tome XI des *Archives historiques du Poitou* (Poitiers, 1881), — et *Cabinet historique*, t. IX, p. 81.

5. Le registre 54 A contient cette note des plus instructives, écrite en première page, mais difficilement lisible : « *In isto libro nichil queratis, quia non est registrum ad linguam, immo quoddam registrum abbreviatum de aliquibus donis ad vitam et aliis mandatis parvi valoris, et videtur magis esse journali, nec in eo continetur aliquod notabile nisi dumtaxat pro villa Gandavo vel tres vel quatuor littere, pro villa Petragoricensi una* ».

6. Le registre 54 A porte en tête, sur le folio 1 : « *Registrum litterarum sub sigillo*

mentionné que c'est par exception)¹. Le registre 54 A est surtout un abrégé, un « journal » (il ne renferme que quelques pièces en entier)². Le registre 58 se compose de deux parties très différentes : la première est un abrégé comme le registre 54 A ; le second renferme des pièces en entier, et plus importantes.

2° Les cinq registres JJ 54 B, 53, 56, 59 et 60, qui comprennent des actes en général importants de la Chancellerie royale, scellés le plus souvent en cire verte (comme l'indique au bas des actes cette note fréquente que les frais de sceau ont été de 60 sols³, lettres de rémission et d'amortissement, constitutions de rentes, concessions d'importants privilèges, etc.). Le registre 54 B a fait longtemps partie, sous la cote X, 8834, de la section judiciaire (série du criminel du Parlement de Paris), et n'a été replacé dans le Trésor des Chartres que par Grun et Boutaric en 1858 ; il y manquait déjà à la fin du xiv^e siècle, puisque Gérard de Montaigu, garde du Trésor des Chartres sous Charles VI, n'en fait pas mention ; il serait plus exact de le classer sous la cote 52 B, ou mieux 53 A puisqu'il doit être placé d'après sa date avant le registre 53⁴.

3° Le registre 55 et la seconde moitié du registre 58, presque entièrement composés de pièces relatives aux rapports de Philippe le Long avec les grands feudataires, principalement aux affaires de Flandre, de Nivernais, d'Artois et de Champagne.

4° Le registre 57, presque entièrement composé d'ordonnances d'époques diverses (depuis Saint Louis jusqu'à Philippe le Long), ordonnances sur l'Hôtel du Roi, sur le Parlement, sur la Chambre des Comptes, sur le Trésor, sur les baillis et sénéchaux, etc.), recueil de même nature que les célèbres mémoires de la Chambre des Comptes aujourd'hui perdus.

Quoi qu'on en ait dit, ces neuf registres sont loin de renfermer tous les actes de la Chancellerie royale du temps de Philippe le Long : le registre 54 A, qui va du 16 janvier 1317 (n. s.) au mois d'octobre 1317, et la première partie du registre 58, qui va du mois d'octobre 1317 au mois de mars 1319 (n. s.), se suivent sans lacune,

cere albo, a tempore domini mei domini P. de Capis — La mention « *cere albo* » se retrouve encore dans le registre (Ex. : JJ 54 A, n° 320).

1. Ex. « *Sigillata sunt in cera viridi, licet debent esse in cera albo* » (JJ 58, n° 231).

2. Ex. : JJ 54 A, n° 12, 13, 74, 100, 201, 3-5.

3. Ex. : JJ 53, n° 7, 8, 10, 12, 13, 16, 30, etc. — Le tarif nous est donné par un document des plus importants A, 40, n° 23 (13^e ordonnance).

4. Celui-ci fut devenu en ce cas 53 B.

mais nous ne possédons pas les actes scellés en cire blanche antérieurs au 16 janvier 1317 (n. s.), et postérieurs au mois de mars 1319 (n. s.). Les cinq registres 54 B, 53, 56, 59 et 60, qui se font suite, forment un ensemble remarquablement conservé, qui s'étend au règne tout entier¹, mais le registre 55, qui ne commence qu'en 1317 pour finir en 1319, et la deuxième moitié du registre 58, qui finit en octobre 1320, ne nous apprennent rien ni du commencement ni de la fin du règne, et ne nous éclairent même, pour la période qu'ils comprennent, que sur une partie des affaires qu'il nous faut étudier : c'est ainsi qu'il faut chercher ailleurs que dans les registres du Trésor des Chartes, et très souvent en vain, les négociations avec l'Empire, la Papauté et les États d'Italie. — De même le registre 57 ne nous conserve que quelques-unes des nombreuses ordonnances du règne.

Il n'est donc pas exact de dire que les registres du règne de Philippe le Long nous aient été tous conservés² : il nous manque encore au moins cinq groupes de documents³ : deux recueils d'actes scellés en cire blanche, deux recueils d'actes (la plupart scellés en cire verte) analogues à ceux du registre 55, et un recueil d'ordonnances qui complète celles du registre 57. L'importance de ces deux derniers registres, où chaque pièce est instructive, nous laisse facilement imaginer ce que vaudraient pour nous des registres du même genre. Il paraît certain que ces registres ont existé⁴ ; ils sont perdus pour toujours ou égarés comme l'a été pendant des siècles le registre 54 B ; je les ai cherchés sans succès et sans illusion, et je crains qu'ils ne demeurent introuvables, du moins en entier⁵.

1. Ces cinq registres renferment des analyses placées en tête de chaque acte, et répétées dans des tables générales (*rubricæ*). Ces analyses ont été faites après coup, comme l'indique par exemple cette note : « *Non rubricata propter defectum ydionatis non intellecti* » (JJ 56, n° 10, 17), et la note de l'année 1326, à la fin du registre, et JJ 59, n° 619 *huc*.

2. « Il n'y a pas de déficit pour le règne de Philippe le Long », dit Boutsic (*Introduction manuscrite au registre JJ 54 B*).

3. Entenda de documents enregistrés, sans parler des autres.

4. Je remarque, à la fin du registre 60 (le dernier du règne), la note suivante, de l'époque de Philippe le Long : « *XI^o, 226 lettres rubricatae veritabiles* ». Le chiffre XV ne serait-il pas le numéro d'ordre du registre 60 ? Cette solution s'accorde avec les autres données du problème, elle établirait qu'il nous manque six registres. — Pour de Camps, le registre 60 est le registre XI (les pièces qu'il cite de ce registre XI sont en effet au registre 60, par exemple celle de de Camps (n. LXXXV, fol. 294) est la pièce du registre JJ 60, n° 34. Ce chiffre XI non seulement montre qu'il y avait plus de neuf registres, mais peut même se concorder avec le chiffre XV, si l'y avait quatre numéros *huc* (dont JJ 54 B).

5. Je crois en avoir retrouvé quelques feuilets détachés dans le ms. lat. 5414 A

Heureusement d'autres documents diplomatiques permettent de suppléer en partie aux lacunes de la série JJ du Trésor des Chartes. Les *Layettes*, ou série J, plus longues encore à dépouiller que les registres, parce qu'elles se composent, comme on sait, d'une immense collection de pièces volantes classées dans 800 cartons environ¹, non par ordre chronologique, mais par ordre de matières, ou par provinces, renferment dans ces cartons, mêlées le plus souvent à des documents antérieurs ou postérieurs, quelques centaines de pièces relatives au règne de Philippe le Long, qu'il faut compulser une à une, parce que l'analyse de Dupuy est insuffisante (le carton 562 A, par exemple, renferme à lui seul 27 pièces, dont quelques-unes assez volumineuses²; telle pièce d'un autre carton remplit à elle seule de son texte compact un long rouleau de parchemin dont l'impression formerait un petit volume)³.

Ces *Layettes* nous instruisent surtout sur les rapports de Philippe le Long avec les princes étrangers⁴, le Pape⁵, les nobles⁶, le clergé⁷, et les villes⁸, particulièrement sur les affaires de Flandre⁹, de Champagne, de Verdun, de Lyon et d'Artois, les documents qu'elles renferment sont surtout des négociations, des traités, des contrats de mariage, des testaments, des actes de ventes et d'échanges, des donations.

de la Bibl. nat., ou sont égarées deux lettres de Philippe le Long, de même écriture, de même format, de même parchemin que celles du Trésor des Chartes. Elles ne nous apprennent d'ailleurs rien que nous ne sachions (cf. JJ 53, n° 363), mais elles ne sont pas de simples doubles : l'une est en latin, au lieu d'être en français comme la pièce du registre 53.

1. 736 numéros, plus un bon nombre de numéros *bis*. Ex. : J 562 A et 562 B. Les pièces des *Layettes* sont de tout format, depuis les billets de quelques lignes jusqu'aux rouleaux de quinze mètres de long et aux pièces de parchemin vastes comme des nappes, documents disproportionnés avec l'exiguité de la salle de travail des Archives.

2. Ex. : J 562 A, n° 3; — J 563 A, n° 36 (cette pièce a environ douze mètres de longueur).

3. J 562 B, n° 30.

4. Ex. : J 216, n° 17; — 339, n° 15; — 340, n° 17; — 509, n° 28; — 612, n° 25 et 17.

5. Ex. : J 435, n° 24 199; — 452 (dernière pièce); — 683, n° 15, 58, 84, etc.; — 696, n° 188; — 709, n° 222; — 713, n° 4; — 716, n° 6.

6. Ex. : J 151, n° 50; — 164 B, n° 7; — 174, n° 10; — 191, n° 22; — 205, n° 7; — 221, n° 4 et 5; — 226, n° 60; — 242, n° 1 et 6; — 260, n° 3; — 277, n° 13; — 320, n° 7; — 374, n° 19 et 20; — 408, n° 18, 19 et 23; — 421, n° 30; — 424, n° 11; — 510, n° 21; — 621, n° 47; — 731, n° 125.

7. Ex. : J 152, n° 20; — 155, n° 40; — 163, n° 38; — 259, n° 7; — 264, n° 16; — 318, n° 71; — 341, n° 3; — 398, n° 31; — 421, n° 38; — 444, n° 3; — 527, n° 11; — 582, n° 11; — 607, n° 1.

8. Ex. : J 232, n° 32; — 245, n° 60; — 304, n° 97; — 450, n° 21.

9. Ex. : J 562-575 (particulièrement J 561, 562 A, 562 B, 563 et 564).

Parmi ces documents beaucoup sont de la même nature que ceux des registres (particulièrement du registre JJ 55); nous possédons même plusieurs pièces en double, les unes dans les registres¹, les autres dans les Layettes, par exemple nombre de pièces relatives à la Flandre, et l'on peut conclure de ces rapprochements qu'un certain nombre de documents contenus dans les registres perdus nous sont conservés par les Layettes, mais comme d'autre part certains documents ont place dans le registre JJ 55, sans se retrouver dans aucun carton, il est certain qu'elles ne suppléent pas entièrement à ces précieux registres qui nous manquent. Ajoutons enfin que plusieurs pièces importantes, analysées par Dupuy, sont aujourd'hui perdues ou égarées².

En revanche, les Layettes nous conservent un grand nombre de pièces d'une nature qu'on chercherait en vain dans les registres³. ce sont les actes émanés non du roi, mais des princes étrangers, du Pape et de ses légats, des seigneurs laïques et ecclésiastiques, des villes avec qui le roi est en relations. — Elles ont enfin l'avantage d'être des pièces originales, et non des copies comme celles des registres, le texte en est identique, mais les souscriptions en sont plus instructives, parce que chaque mot y est à sa place⁴.

Le Supplément du Trésor des Chartes (ou Mélanges) renferme encore, perdues dans ses centaines de cartons⁵, une soixantaine de pièces relatives à Philippe le Long, de même nature que celles des Layettes, si ce n'est qu'on y trouve de plus quelques arrêts du Parlement. Enfin les *Transcripta*, composés de dix volumes de copies qui reproduisent 58 layettes contenant 619 pièces (c'est-à-dire à peine la trentième partie du contenu des Layettes) ont cependant un certain intérêt, parce qu'ils nous font connaître plusieurs pièces aujourd'hui perdues⁶. — En résumé les Layettes et le Supplément forment, avec les registres du Trésor des Chartes, notre principale source d'informations.

Les Cartons des rois (série K) renferment aussi de précieux docu-

1. On sait que les documents des registres ne sont pas les originaux : il ne faut pas s'étonner par exemple de rencontrer dans la souscription d'une pièce irréprochablement écrite, les mots « *approbo ratum* ». Ex. : JJ, n° 140; la rature était dans l'original. En revanche, des erreurs se glissent parfois dans ces copies des registres.

2. Ex. : J 521 (je n'ai trouvé que cette fiche moderne : « *Saint-Omer, deficit* »).

3. S'ils en renferment quelques-unes, c'est parce qu'elles se trouvent intercalées dans les actes du roi, soit comme pièces *vidimées*, soit à titre de pièces justificatives.

4. V. t. II, l'*Hôtel du roi*.

5. J 736-1053.

6. *Transcripta*, registres C. D. E. F, etc.

ments¹, réunis dans un seul carton (K, 40) : des 45 pièces qui le composent, la plus importante de beaucoup est un large rouleau de parchemin² qui nous conserve de nombreuses ordonnances sur l'Hôtel du roi, le Parlement, le Châtelet, la Chambre des Comptes, les baillis et les sénéchaux³, 16 ordonnances sur le recto et 7 sur le verso⁴, c'est-à-dire des actes de la même nature que ceux du registre JJ 57; nous possédons même plusieurs ordonnances en double, les unes dans ce registre, les autres dans ce rouleau. Quant aux 44 autres pièces du carton K, 40⁵, elles rentrent dans les mêmes catégories que celles des autres registres du Trésor des Chartes et que celles des Layettes.

Les *Actes du Parlement*, particulièrement les « Lettres, arrêts et jugés » (série X 1 A, registre 5) forment encore un recueil d'une rare abondance; malheureusement ils se ressentent de l'incendie qui détruisit en 1618 le greffe du Parlement⁶.

Parmi les autres fonds des Archives, la série KK (*Jornalia thesauri*)⁷, la série P (Comptes)⁸, les Papiers des Princes (par exemple : Artois, R 1, 110), l'Ancien mémorial *Noster* (AD, IX, 103), m'ont encore fourni quelques documents de nature diverse.

Avant de quitter les Archives nationales, je dois remercier ici M. Siméon Luce, qui a bien voulu me communiquer l'analyse de l'Inventaire du Supplément du Trésor des Chartes, sans laquelle ce fonds serait insondable, et MM. Guérin et Legrand, qui m'ont souvent aidé avec beaucoup de complaisance à déchiffrer des écritures difficiles.

1. Ce sont aussi des pièces originales, aux souscriptions expressives.

2. K, 40, n° 23.

3. Particulièrement un modèle de budget pour les baillages.

4. Plusieurs de ces ordonnances, qui se trouvaient aussi dans les registres *Croix*, *Pais*, *Noster*, et *Qui ex in celis*, ont été publiées par Laurière, mais souvent incomplètes et incorrectes. Ainsi l'ordonnance du 17 avril 1320 n'a dans Laurière que 25 articles (*Ordon.*, t. I, p. 703); le registre K 40 nous en donne la suite au verso de l'ordonnance, ou nous renvoie cette note utile « *Quere rendum in principio istius rotuli a tergo* », et ou nous trouvons en effet la fin de l'ordonnance, avec cette note : « *Ce doit estre après la première ordonnance de ce roule, au blanc, mes après l'ordonnance de la Chambre des Comptes.* » Nous pouvons compléter de même l'ordonnance sur les Receveurs du royaume, du 27 mai 1320 (*Ordon.*, t. I, p. 712).

5. Quelques-unes sont fort volumineuses; malheureusement il en est deux ou trois qui sont presque illisibles (Ex.: K 40, n° 6).

6. Ils nous permettent d'étudier surtout les Requêtes et les Enquetes.

7. Ces documents proviennent de la Chambre des Comptes (V. Leopold Delisle, *Bibl. de l'École des Chartes*, t. XLIX (année 1888), p. 154).

8. Ex.: P. 2290, p. 415, 471.

La Bibliothèque nationale renferme, disséminés dans ses fonds multiples, dans ses fonds généraux (fonds français et nouvelles acquisitions françaises, fonds latin et nouvelles acquisitions latines), dans le Cabinet des titres (pièces originales), et dans les collections indépendantes (collections Moreau, Clairambault, de Camps, Doat, Duchesne, Fontanieu, Baluze, etc.)¹, de riches recueils de pièces originales et surtout de copies des époques les plus différentes, documents nombreux et variés dont les uns nous répètent ce que nous apprennent les Archives, mais dont les autres nous apportent des connaissances entièrement nouvelles, particulièrement ceux qui nous parlent des matières financières (sur lesquelles les Archives sont à peu près muettes depuis l'incendie de 1737).

Au lieu d'énumérer les fonds les uns après les autres, je grouperai par ordre de matières les principaux manuscrits dont je me suis servi.

Le ms. fr. 20853 (ancien 150 du fonds Notre-Dame, manuscrit de la réserve), le ms. fr. 2833 (très soigné aussi)², le ms. lat. 12814³, le ms. fr. 4596⁴, le ms. fr. 20598, le tome 832 du fonds Clairambault, plusieurs volumes du fonds de Camps (particulièrement le tome 83) (ces derniers formés de copies), renferment en plus ou moins grand nombre, présentées dans un ordre qui varie, écrites avec plus ou moins de correction, des ordonnances sur l'Hôtel, le Parlement, la Chambre des Comptes, le Trésor, les baillis et les sénéchaux, etc., c'est-à-dire des documents de la même nature que ceux du registre JJ 57, du rouleau K, 40, n° 23, et par conséquent aussi des mémoires de la Chambre des Comptes (Croix, Pater, Noster, Qui es in coelis, et Registre rouge)

Les ms. fr. 4031, 4425, 9488 (ancien suppl⁵ fr. 1219) 20408, 20409, 25697 (Chartes royales originales)⁶, plusieurs volumes de

1. J'ai dépouillé aussi d'autres fonds, par exemple l'ancien fonds *Saint-Victor*, l'ancien fonds *Notre-Dame*, l'ancien *Fonteneau*, mais je ne les mentionne pas ici, puisqu'ils sont fondus maintenant dans les fonds généraux (Ex. *Saint-Victor*, t. II, devenu le ms. fr. 20598), *Fonteneau*, t. XVI, devenu le ms. lat. 1839) de même que les anciens suppléments.

2. Analogue aux mémoires, *Croix*, *Pater*, etc. J'en égale l'importance.

3. Ce manuscrit n'est pas le « *Qui es in coelis* », comme le suppose Bontarie, mais il a avec lui de grandes analogies (V. la savante étude de ce ms. par M. Couderc, dans la *Bibl. de l'École des Chartes*, XLIX (1888). L'importance de ce ms. a été notée pour la première fois par M. de Beaulieu (*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, 372, p. 1, du tirage à part).

4. Le ms. a été consulté par Viuzy (*Étude sur le régime financier*, 2^e série, t. I, p. 25).

5. On peut ajouter ici le ms. lat. 5444 A, qui renferme les deux lettres de donations de Philippe le Long, lesquelles paraissent avoir fait partie du Trésor des Chartes.

la collection Duchesne (vol. XCIX, CVII et CX), les tomes LXXXV et LXXXVII de la collection de Camps, les Chartes et diplômes de 1316 à 1322 (dans la collection Moreau, t. CCXXII et CCXXIII)¹, nous conservent un grand nombre de pièces de même nature que celles des registres et des Layettes du Trésor des Chartes, plus quelques procès et quelques arrêts du Parlement et des juridictions provinciales² (qui ne se trouvent pas dans les Actes du Parlement publiés par Boutaric). La plupart de ces pièces sont originales, et beaucoup sont accompagnées de leurs sceaux; les Chartes et Diplômes ne renferment guère que des transcriptions, mais avec la précieuse indication des souscriptions et la description des sceaux; la collection de Camps ne contient que des copies modernes.

La collection Doat, dans ses 258 in-folios, renferme environ 600 pièces relatives à Philippe le Long³, pièces infiniment variées comme celles des Layettes, mais toutes relatives au Midi, malgré les incorrections grossières des copistes employés par Doat, cet immense recueil est, comme on sait, une des sources les plus abondantes de l'histoire de la France méridionale au moyen âge, et j'ai pu, grâce à lui, me dispenser de fouilles interminables dans les préfectures du Midi, sans compter que les originaux ont souvent disparu.

Le ms. lat. 9069 (Inventaire de comptes de Robert Mignon), — enfin les ms. fr. 23256, 25993, 25994, les nouvelles acquisitions françaises ~~ms.~~ 3637⁴ et 5933, nous conservent quelques comptes que la rareté de pareils documents nous rend précieux⁵.

Je n'ai pas fouillé sans quelque profit la Bibliothèque de l'Institut (fonds Godefroy⁶, et ms. 86, nombreuses copies d'ordonnances); — la Bibliothèque Mazarine, qui conserve des extraits de mémoires de la Chambre des Comptes (ms. 1541 A et 1541 B), la Bibliothèque Sainte-Geneviève, qui possède des copies assez nombreuses⁷, enfin

1. Ces deux registres se composent à eux deux de 510 folios, et comptent plus de 150 pièces, dont beaucoup sont fort instructives.

2. Par exemple une condamnation à mort (*Collection Moreau*, t. CCXXII, fol. 33, et *Moreau*, t. CCXXIII, fol. 189 et 198).

3. Particulièrement dans les tomes I, II, III, IV, V, VI (analyses), 27, 29, 30, 31, 32, 52, 109, 119, 125, 127, 137, 141, 146, 156, 164, 181, 182, 242.

4. *Collection Bastard d'Estang*.

5. J'en dépouillé aussi beaucoup de manuscrits moins importants, mais non sans utilité, plusieurs, au contraire, que l'on pourra se supposer pleins d'informations d'après les catalogues, sont dénués de toute valeur (Ex. ms. fr. 20155, 20366).

6. Malheureusement beaucoup de documents sont en déficit, par exemple toute la série de pièces relatives à Philippe le Long du tome CCLIII.

7. Ex. L F, 5; — L F, 12.

quelques archives de provinces et quelques bibliothèques de villes, particulièrement la Bibliothèque de Rouen, qui conserve dans la collection Leber de précieux extraits des mémoires de la Chambre des Comptes¹; — la Bibliothèque de Saint-Omer; — les Archives du Nord, du Pas-de-Calais, de la Meuse, de la Côte-d'Or, de la Marne, de la Seine-Inférieure².

J'ai ramassé enfin quelques pièces utiles aux Archives royales de Belgique, et une ample moisson de documents (relatifs surtout à l'Angleterre et à la Gascogne) au Record Office, qui est peut-être le plus vaste dépôt d'archives du monde, et où il faut aller chercher une partie de notre histoire³; j'ai mis surtout à contribution plusieurs collections de la Chancery, savoir les Gascon Rolls (rouleaux 915, 916, 917, 918, 919), les French Rolls (rouleaux 274 et 275, les Roman Rolls (rouleau 731)⁴; les Patent Rolls (Edward II, de anno X, XI, XII, XIII, XIV et XV); — et les Charter Rolls (même division). J'ai trouvé aussi quelques pièces intéressantes dans les deux autres grands fonds du Record Office, c'est-à-dire dans l'Exchequer Queen's (Remembrancer, Miscellanea) et particulièrement dans les Nunci et dans le Realm of France⁵.

Enfin, en dehors du Record Office, j'ai consulté avec quelque profit, au British Museum, les Foreign State Papers, et l'importante collection intitulée « Rymer collectio non impressa »⁶.

De cette multitude de documents variés, plus des neuf dixièmes

1 Collection Leber, n° 3400 — 3411.

2 Pour les autres départements, je me suis généralement contenté des inventaires sommaires des Archives départementales (celui du Tarn est un des plus instructifs).

3 Les recherches m'y ont été grandement facilitées par la très utile étude de M. Langlois *Les documents relatifs à l'histoire de France au Public Record Office*, dans les *Archives des Missions*, 3^e série, t. XIV, 1889).

4 C'est par erreur que ce rouleau est classé parmi les *Roman Rolls* — en réalité, c'est un *French Roll* qui devrait être placé entre le rouleau 274 et le rouleau 275. En effet, les dates des documents sont, pour le n° 274, 1310-1317, — pour le n° 731, 1317-1321, — pour le n° 275, 1321-1325; le vrai nom de ces trois rouleaux serait *Roman and French Rolls*, les documents qu'ils renferment sont de la même nature ainsi le rouleau 731, loin d'être réservé aux rapports avec le Pape, renferme surtout, malgré son titre trompeur de *Rotulus Rome*, les relations de l'Angleterre et de la France, et plusieurs de ses membranes portent en titre, *Rotulus Francie et Pontis* (membranes 1 et 19, et membranes sans numéros annexes aux membranes 3 et 10).

5 J'ai consulté aussi les *Close Rolls*, les *Miscellaneous Rolls*, les *Chancery Privy Rolls*, et je me suis assuré qu'il ne s'y trouvait pas de documents relatifs à mon sujet.

6 Ex. m. 1567, n° 156, 157, 226, 247, 254, 261, 262, ms. 4579, n° 4, 12, 16, 21, 11, 56, 15, 95, 111, 112, 117, 161, 161, 184.

sont inédits¹, et ceux qui sont publiés l'ont été souvent de la manière la plus incorrecte, d'une incorrection qui lèse non seulement la philologie mais aussi l'histoire². Aussi ai-je dû, dans un grand nombre de cas, les collationner avec les originaux, « *collegi cum originalibus* », ainsi que disaient les clercs de Philippe le Long après des besognes du même genre. J'ai pu ainsi corriger de nombreuses erreurs qui contrariaient gravement l'étude des institutions et du mécanisme du gouvernement.

Il n'est pas sans intérêt de découvrir par exemple, à l'aide des manuscrits, que les « lettres portant pois », qui reviennent à plusieurs reprises dans les textes imprimés, particulièrement dans Laurière³, sont les « lettres portant pris » (*pretium*), en d'autres termes les « lettres qui touchent argent »⁴, que l'énigmatique « *notaire du cent* », dont parlent Martène et Durand⁵, doit faire place au « *notaire du sang* »⁶, c'est-à-dire au notaire chargé des affaires criminelles, que, dans telle ordonnance dont tous les termes portent, les mots « *par devers vous* », employés par le roi, doivent être remplacés par les mots « *par devers nous* »⁷, qui font comprendre le contexte autrement dénué de tout sens; — que les mots « *majoribus iudicibus* », séparés à tort par une virgule, désignent les *juges-mages* et non les « *maires et les juges* »⁸; — qu'au contraire les mots « *cartularius registratorum* »⁹, qui sont inintelligibles, doivent être remplacés par les mots « *cartularius et registratoribus* »¹⁰, qui désignent des employés des ports et passages; — que la date de 1289 à laquelle Blanchard¹¹ et Vuitry¹² font vivre trois clercs du secret dont ils donnent

1. Par exemple les Ordonnances impriment une seule lettre de sauvegarde accordée à des religieux (t. XVIII, p. 340), alors que le Trésor en renferme un grand nombre, si bien que cette lettre unique prend une importance qu'elle n'a pas; (même remarque pour les privilèges accordés aux ecclésiastiques de Varnueil, *Ordonn.*, t. XI, p. 465).

2. Ils sont de plus incomplets : ils n'ont en général ni leurs souscriptions, qui sont si instructives, ni les « *crues* » (additions) qui les font souvent mieux comprendre. Ex. : *Ordonn.*, t. I, p. 835, p. 733; — t. XII, p. 449.

3. *Ordonn.*, t. I, p. 670, art. 4.

4. Bibl. nat., ms. fr. 2833, fol. 81. Le texte du Trésor des Chartes (JJ 55, n° 114) porte *pris*, comme le texte de Laurière, mais l'*o* est le résultat d'une surcharge, d'une encre plus noire et d'une autre main que le reste.

5. Martène et Durand, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. I, col. 1257.

6. Bibl. nat., coll. Clairambault, t. DCCCXXII, p. 747.

7. *Ordonn.*, t. I, p. 669.

8. JJ 55, n° 114.

9. *Ordonn.*, t. I, p. 641.

10. *Ordonn.*, t. I, p. 750.

11. Bibl. nat., ms. fr. 2833, fol. 105.

12. Généalogie des maîtres des requêtes, Paris, 1670, p. 5, 7, 8 et 9.

13. *Le Régime financier de la France*, t. I, p. 243 (note). De même il ne faut pas

les noms, doit faire place à la date de 1319, qui permet de résoudre un petit problème longtemps insoluble.

Une foule d'importants personnages de l'entourage du roi, conseillers et *missi* qu'on nous dit être des clercs et des chevaliers obscurs, faute d'avoir su déchiffrer leurs noms, sont en réalité des seigneurs parfaitement connus, qui font bonne figure dans les Armoriaux; c'est ainsi qu'il faut lire au bas de telle ordonnance « *Henri de Sully* » (*Henricus Soliaci*, le bouteiller, le principal ministre de Philippe le Long), et non pas « *dominus Solidet* », où l'on voit naturellement un chevalier des plus obscurs; — que le *sire d'Erquen*¹, qui semble lui aussi de très pauvre noblesse, doit être remplacé par le *sire d'Erquery*²; — que le nommé *Ansel* ou *Anseau*, dont le nom revient maintes fois dans les souscriptions, n'est autre que le fils du grand historien Joinville, sénéchal de Champagne, et qu'il est membre du Grand Conseil; — que les clercs de l'Hôtel « *Paste* », « *Barr* » et « *Coppes* », qui font l'effet de bien petits personnages, ce que Saint-Simon aurait appelé « de la crasse de séminaire », sont l'un *Jean Paste*, seigneur du Plessis-Pasté, doyen de Chartres et plus tard évêque, le second *Pierre Barrière*, évêque de Senlis, un des chefs de l'administration, le troisième *Pierre de Chappes*, chancelier de France et ensuite évêque d'Arras, membre du Grand Conseil.

À plus forte raison est-il nécessaire de corriger au moyen des originaux les copies et les analyses qui fourmillent d'erreurs. Par exemple l'évêque de *Loudun*, cité par tant de traducteurs novices³ que trompe le mot « *Laudunensis* », doit faire place à l'évêque de Laon, le comte de *Saucerre* au comte de Savoie⁴, etc. Ces méprises sont quelquefois amusantes : c'est ainsi que les « *serfs et écoliers* » qui figurent dans certains textes⁵ parmi les administrés du cham-

confondre Pierre Rémi, trésorier du comte de la Marche (JJ 58, n° 455), avec le trésorier de Reims, Philippe le Couvert, important personnage de l'Hôtel (Ex - JJ 59, n° 16); — le « vin d'Arton », que les Artoisens pourraient être tentés de regretter, doit être remplacé avec avantage par le vin d'Arbois.

1. Ordonn., t. I, p. 859, art. 16.

2. Hist. de France, t. XXIII, p. 818.

3. Ex. Vaitry, *la Régime financier*, t. I, p. 237, note.

4. Ex. : *Chronographia*, p. 236 (dans la *Collection de la Société de l'histoire de France*). — « Barry », Hervieu, *op. cit.*, p. 155. — À plus forte raison le simple prénom de Pierre, qui se rencontre parfois, au lieu de Pierre Barrière.

5. Et d'après eux par des auteurs plus sérieux (Ex. : Bibl. nat., *Coll. de Camps*, t. LXXXV, fol. 145 v°; — *Inventaire de Van Burch*, année 1316, aux Archives royales de Belgique, — Leiboitz, *Codex juris gentium*, p. 93).

6. Bibl. nat., *Coll. de Camps*, t. LXXXIII, fol. 91.

7. Ex. Bibl. de l'Institut ms. 86, fol. 45.

bellan, ce qui n'a d'ailleurs rien de déraisonnable, sont, à tout bien considérer, des « cerfs » et des « sangliers », que le roi distribue gracieusement après ses chasses¹. L'inventaire des archives du Pas-de-Calais signale un accident terrible survenu à Calais : il parle de cent un hommes morts ; séduit pas ce chiffre qui fait frémir, je demande communication de l'original, et je trouve ce petit fait-divers : « li tonniaus de vin leur escapa, et eut un homme mort ». On voit le danger des mauvaises lectures.

Je pourrais multiplier les exemples. Je me hâte d'ajouter que certains textes, surtout ceux qui ont été publiés depuis une quarantaine d'années, échappent presque à toute critique², mais ce sont de beaucoup les moins nombreux.

Les recueils imprimés, même les plus incorrects, possèdent deux avantages : ils nous permettent d'étudier plus facilement une multitude de pièces dispersées de tous côtés dans les dépôts d'archives qu'une seule vie ne suffirait pas à visiter ; ils nous font connaître aussi un certain nombre de documents dont les manuscrits sont devenus introuvables³. Les recueils qui m'ont le plus servi sont :

Les *Ordonnances des roys de France*, principalement les t. I et XII ;

Les *Actes du Parlement*, qui renferment l'analyse de 2125 actes de l'époque de Philippe le Long⁴ ;

L'*Histoire de Bourgogne*, de dom Plancher (preuves) ;

L'*Histoire du Languedoc*, de dom Vaissète (preuves) ;

La *Bibliothèque de l'École des Chartes*⁵ (textes publiés) ;

Les *Historiens de France*, qui reproduisent quelques documents intéressants, en dehors des chroniques⁶ ;

Les *Comptes de l'Hôtel au XIV^e siècle*⁷, et le *Nouveau Recueil de comptes de l'argenterie des rois de France*⁸ (dans la collection de la Société de l'Histoire de France) ;

Les *Privilèges accordés à la couronne de France par le Saint-Siège* (dans la collection des documents inédits).

1 Le copiste a écrit *cerf* au lieu de *cerfs* (différence peu sensible) et *escoglier* au lieu de *sanglier*.

2. Par exemple dans la bibliothèque de l'École des Chartes.

3. Par exemple les *Ordonnances* nous conservent des extraits importants des *manuscrits* brûlés en 1737.

4. Malheureusement rangées dans un ordre chronologique qui mêle ensemble tous les fonds, olim, criminel, greffe, juges.

5. C IV (année 1853), p. 54 ; — C III (1852), p. 69 ; — D III (1857), p. 270 ; etc.

6. Par exemple des comptes de recettes et de dépenses (t. XXI, p. 517-519) dont la Table de Robert Mignon (p. 519).

7. Paris 1851.

8. Paris 1874.

II. — CHRONIQUES

Les chroniques qui s'intéressent au règne de Philippe le Long sont assez nombreuses, mais fort médiocres. Muettes sur les institutions, elles nous font connaître surtout les événements qui éveillaient le plus la curiosité des contemporains, les chevauchées guerrières, les prises de châteaux, les mariages princiers, les affaires de sorcellerie, les massacres de Lépreux et de Juifs. Encore ces faits mêmes doivent-ils être soigneusement contrôlés, corrigés et complétés par les documents d'archives¹.

Les principales d'entre elles sont publiées.

La *Continuation de la Chronique de Guillaume de Nangis* (1301-1328)², œuvre de plusieurs auteurs dont le premier se donne pour moine de l'abbaye de Saint-Denis³, est le corps d'annales le moins incomplet qui ait été écrit sur cette période.

Les *Chroniques de Saint-Denis*, depuis 1285 jusqu'en 1328, en sont une sorte de traduction en français, avec quelques suppressions⁴.

La *Chronique abrégée de Guillaume de Nangis* (et de ses continuateurs), de 1226 à 1328, n'est qu'un résumé d'une rare sécheresse⁵.

La *Chronographia regum Francorum*, un peu postérieure, a l'avantage d'avoir profité des précédentes, et d'y ajouter plusieurs informations nouvelles, quelquefois remarquables par la précision⁶.

A ce groupe de chroniques plus ou moins dérivées de l'historiographie commune de Saint-Denis se joignent de grandes compilations particulières qui ajoutent au récit officiel des informations souvent précieuses.

1. Les erreurs y sont souvent grossières : par exemple les *Anciennes Chroniques de Flandre et les Istors et Croniques* racontent que Louis X laisse à sa mort un jeune fils légitime, âgé d'un mois (*Hist. de France*, t. XXII, p. 405). — Les *Annales du monastère de Saint-Wandrille* (*Hist. de France*, t. XXIII, p. 427) marient Philippe le Long avec la fille du duc de Bourgogne, etc., — les *Chroniques de Saint-Denis* s'embrouillent à propos de Robert d'Artois (*Hist. de France*, t. XX, p. 639).

2. *Hist. de France*, t. XX, p. 533, et de préférence l'édition Géraud, dans la *Collection de la Société de l'histoire de France*.

3. *Bibl. de l'École des Chartes*, A III (année 1852, p. 27).

4. *Hist. de France*, t. XX, p. 654.

5. *Hist. de France*, t. XX, p. 617.

6. Elle a été publiée récemment par M. Moravcsik, dans la *Collection de la Société de l'histoire de France*.

Le *Mémorial de Jean de Saint-Victor*¹, qui est jusqu'à l'année 1300 une copie de Guillaume de Nangis, forme dans sa dernière partie, de 1300 à 1322, un ouvrage original, parce que l'auteur a connu personnellement les faits qu'il raconte.

La *Chronique attribuée à Jean Desmouelles*², abbé de Saint-Vincent de Laon, a l'avantage de ne pas se servir des mêmes sources que les moines de Saint-Denis, et de nous faire connaître quelques détails curieux, particulièrement sur les affaires de Flandre.

La *Continuation de Girard de Frachet*³ rectifie plusieurs erreurs des Chroniques de Saint-Denis et du continuateur de Nangis, mais n'est qu'une compilation.

La Chronique anonyme intitulée « *Anciennes Chroniques de Flandre* » nous fournit des informations précieuses, particulièrement pour l'histoire des affaires de Flandre, informations évidemment empruntées à des auteurs contemporains dont les ouvrages sont aujourd'hui perdus. Ecrite en français, elle n'est pas dépourvue d'un certain mérite littéraire; malheureusement aux erreurs de l'auteur, déjà nombreuses, se joignent les incorrections des copistes, et le texte a besoin d'être remanié et corrigé pour être utilisé.

Les *Istorie et Croniques de Flandre*⁴ forment une vaste compilation historique, rédigée dans les couvents de Saint-Omer, sorte d'atelier historique de la région du Nord.

La *Chronique anonyme conservée à la Bibliothèque de Berne*⁵, — la *Chronique de Nieuve*⁶, — la *Chronique des Comtes de Flandre*⁷, — la *Généalogie des Comtes de Flandre*⁸, — la *Chronique de Gilles le Muisis*⁹, ont le mérite d'avoir recueilli sur la Flandre et sur l'Artois quelques informations que les autres chroniques ne nous donnent pas.

Les *Fleurs des Chroniques*, par Bernard Gui (et non *Gutdouts*), le

1. *Hist. de France*, t. XXI, p. 630 (en latin).

2. *Hist. de France*, t. XX^e, p. 195 (en français; — extraits).

3. *Hist. de France*, t. XXI, p. 1 (en latin).

4. *Hist. de France*, t. XXII, p. 331-429 (en français; — extraits).

5. Publiées par Kervyn de Lettenhove dans la *Collection des chroniques belges* (Bruxelles, 1879, t. I, p. 308-317) (en français).

6. Publiée par de Smet, dans la même collection (t. I, p. 312) (en latin).

7. Publiée par de Smet (*Corpus chr. Flandriae*, II), d'après un mauvais manuscrit; le bon, qui n'a pas été publié, est à Gand.

8. *Collection des chroniques belges*, t. I, p. 179.

9. Martène et Durand (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. III, col. 411). Cette chronique est d'un témoin oculaire: « *Et qui vidit hæc scripsit ea fideliter, perhibendo testimonium veritati* » (*ibid.*, col. 379).

10. *Collection des chroniques belges*, publiées par de Smet, t. I, 109.

célèbre dominicain, le terrible inquisiteur, renferment des pages saisissantes sur les Frères prêcheurs, les Lèpreux et les Pastoureaux¹.

La *Chronique rimée* attribuée à Geffroi de Paris² est due certainement à un Parisien contemporain, et quelquefois témoin des événements; il les raconte dans un langage naïf, mais avec un véritable souci de la vérité historique; tout rimeur qu'il est, il s'élève au-dessus de la plupart des chroniqueurs, on peut le considérer comme l'interprète fidèle des sentiments et des passions de son temps, c'est-à-dire de ce qui tenait lieu alors d'opinion publique; malheureusement son récit s'arrête dès le mois d'octobre 1316.

Deux autres ouvrages de Geffroi de Paris, le « *Dit des alliés* », en français³, et le « *Dit des alliés* » en latin, espèces d'odes où l'auteur exhorte le nouveau roi à ne pas être un second Louis X, nous aident à comprendre les événements et à reconstituer l'état de l'opinion⁴.

Les Chroniques anglaises ne sont pas sans nous parler incidemment des rapports d'Édouard II avec Philippe le Long, avec le Pape, avec la Flandre, avec la Bretagne. Telles sont par exemple les *Chroniques* recueillies par Thomas Walsingham⁵, — et la *Vie d'Édouard II*, écrite par un moine de Malmesbury⁶.

Après ces chroniques plus ou moins développées on peut placer quelques chroniques très sommaires où l'on ramasse encore quelques informations. Telles sont : la Chronique anonyme écrite vers 1342⁷, — l'Anonyme de Caen⁸, — l'Histoire satirique des rois⁹, — la Chronique anonyme finissant en 1356¹⁰.

Outre ces chroniques imprimées, j'ai consulté enfin plusieurs chroniques inédites dont la plus importante est intitulée « *les*

1. *Hist. de France*, t. XXI, p. 693.

2. *Hist. de France*, t. XXII, p. 87.

3. Publié en partie par Pouha Paris, *Manuscrits français de la Bibliothèque du roi*, t. IV, p. 409.

4. La littérature contemporaine reflète quelquefois les préoccupations et les sentiments populaires (Ex. : *Fabliaux de Barbazan*, III, 29; — V. Legrand d'Aussy, *Notices et extraits des ms. de la Bibl. nat.*, t. V).

5. *Thomas Walsingham historia anglicana* (de la fin du XIV^e siècle) dans les *Recum britannicarum mediæ ævi scriptores*.

6. *Chronicles of the reigns of Edward I and Edward II* (vol. II); éd. William Stubbs.

7. *Hist. de France*, t. XXII, p. 20.

8. *Ibid.*, t. XXII, p. 21.

9. *Ibid.*, t. XXII, p. 12.

10. *Ibid.*, t. XXI, p. 140.

Chroniques de France de Thomas de Maubeuge », librairie à Paris¹; elle est une des plus instructives. La Chronique de Hollande², parle avec quelque émotion de la misère publique.

Même dans les Chroniques en apparence insignifiantes qui remontent généralement à Priam, on peut encore glaner çà et là une information utile; leur sécheresse de sommaire donne aux rares faits qu'elles consignent une valeur particulière³.

A côté de ces chroniques inédites, il faut citer ici deux ouvrages inédits attribués à Geffroi de Paris, qui, pour ne pas être des récits d'événements, n'en ont pas moins une rare valeur historique, parce qu'ils reflètent, comme le « *Dit des allés* », l'esprit public à la mort de Louis X en face des ligueurs féodaux : l'un, sans titre, est un éloquent discours adressé à « *Phelippe de Loys le frère* » pour l'exhorter à aimer les « *bonnes gens* », à les protéger contre les gros poissons qui les « *havent* » :

*Fai que doiz, et viengne que viengne,
Ne autre conseil ne croi pas,
Fai ta besoigne pas à pas,
Et Diez te le doint et octroie,
Amen, quer se seroit grant joie⁴.*

L'autre, intitulé « *Un Songe* », raille le triste règne de Louis X, qu'il surnomme « *le roi de prume* », et salue avec enthousiasme l'avènement de Philippe le Long :

Ce temps a grant victoire et forte,

grâce à la « *piété* », à la « *noblesse* », à la « *sagesse* », à la « *courtoisie* » du nouveau roi :

*Tout ceci li a Diez donné;
Ce roi est de Poitiers le ronte
Qu. de garde en réaute monte,*

1. Nous savons qu'il habitait rue Neuve-Notre-Dame, et qu'il fut chargé de ce travail par Pierre Honoré, de Neufchâtel en Normandie; V. les *Anciennes bibliothèques de Paris*, par A. Franklin, t. II, p. 2; — et le *Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque impériale*, par Léopold Delisle, t. III, p. 314. Le manuscrit est à la Bibl. nat., ms. fr. 10132 (fol. 399 sqq.).

2. Bibl. nat., ms. fr. 9002, fol. 153 sqq.

3. Je citerai par exemple les ms. fr. 1410, — 28, 2, — 6463, — 7512, — 9616, — 9624, — 20853, — nouvelles acquisitions françaises, ms. 1396.

4. Bibl. nat., ms. 145, fol. 5r.

Et il lui renouvelle ses conseils, sous plusieurs formes :

*Oing les bons, et poing les mauvais,
Et sois pasteur et non pas loue.*

Nous ne possédons pas le procès-verbal de l'assemblée de Paris, du 2 février 1317, mais les bourgeois qui y représentaient les bonnes villes s'exprimèrent certainement dans une prose peu différente de ces vers de bourgeois et de Parisien.

III — TRAVAUX MODERNES

Le règne de Philippe le Long a été peu étudié dans son ensemble. Il ne lui est naturellement accordé que quelques pages dans les histoires générales; les meilleures de ces courtes études sont celles de Dareste et de Coville.

La Bibliothèque Mazarine¹ conserve un « *Journal des règnes de Louis X, de Philippe V et de Charles IV* », qui paraît être l'œuvre d'Aubery, dont Lelong cite diverses monographies de règnes; l'auteur y suit l'ordre chronologique mois par mois, plus ou moins exactement, suivant qu'il a consulté ou non les documents d'archives, mais toujours avec la même sécheresse de nomenclature².

Si ces ouvrages d'ensemble sont de peu d'utilité pour une étude approfondie du règne, il existe sur plusieurs points particuliers du sujet des études qui ont facilité mon travail, alors même que je n'arrive pas aux mêmes conclusions. Je citerai particulièrement, parmi les brochures et articles de revue :

Bertrand, *Recherches historiques sur l'origine, l'élection et le couronnement du pape Jean XXII* (Paris, 1854);

Naudet, *Rapport sur le concours relatif aux institutions de Philippe le Bel*³;

Servois, *Documents inédits sur l'avènement de Philippe le Long* (*Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, année 1864);

1. Bibl. Mazarine, ms. 2765.

2. Mezeray parle aussi, en 1585, d'un projet d'étude sur Philippe le Long fait par un chanoine de Saint-Victor, nommé La Noue, je n'en sais rien.

3. *Académie des sciences morales*, juillet 1814.

Dufayard, *la Réaction féodale sous les fils de Philippe le Bel* (*Revue historique*, t. LIV (année 1894), p. 241, et t. LV (année 1895), p. 249);

Monod, *la Légende de la loi salique et la succession au trône de France* (*Revue critique*, 1892, p. 515);

Viолет, *Comment les femmes ont été exclues, en France, de la succession à la couronne*, dans les *Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XXXIV, 2^e partie);

Léopold Delisle, *Mémoire sur les baillis de Cotentin* (Caen, 1856, in-4);

Le Roux de Lincy, *Arrêt du Parlement touchant le pillage des biens de la comtesse Mahaut d'Artois* (dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*¹, C, IV, année 1852).

Godefroy Menilglaise, *Mahaut, comtesse d'Artois* (dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, t. XXVIII, p. 181 (1865)).

Parmi les ouvrages plus étendus, mais dont une partie seulement est consacrée au règne de Philippe le Long, je mentionnerai principalement :

Richard, *Mahaut, comtesse d'Artois*;

Giry, *Histoire de Saint-Omer*;

Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*

Fournier, *le Royaume d'Arles*;

Valois, *le Conseil du Roi et le Grand Conseil* (1883), in-8

Vuitry, *le Régime financier de la France avant la Révolution*;

Aubert, *Histoire du Parlement*;

Enfin, si les *Premiers Capétiens* de M. Luchaire, la *Blanche de Castille* de M. Elie Berger, le *Philippe III* de M. Langlois, n'ont qu'une parenté un peu éloignée avec Philippe le Long, ces belles études m'ont quelquefois expliqué les origines des questions que j'étudiais, en même temps qu'elles m'ont servi de modèles par la sûreté scientifique de leur méthode et la clarté bien française de leur composition.

1. Cf. *Revue de Paris*, juin et juillet 1839.

HISTOIRE DE PHILIPPE LE LONG ROI DE FRANCE

ÉTUDES PRÉLIMINAIRES

I. — LA RÉACTION FÉODALE SOUS LOUIS X

La royauté, vivement attaquée par les « ligues provinciales », dès la fin du règne de Philippe le Bel, avait subi sous Louis X une grave atteinte. Tous les ennemis du progrès et des réformes, flétries sous le nom de « nouvelletes », tous les nobles dédaigneux de la « ribaudaille », avaient travaillé à reprendre le terrain perdu et aspiraient à revenir non pas au règne de saint Louis, comme ils le proclamaient hypocritement, pour tromper les naïfs, mais aux âges plus lointains de la brutalité et de l'anarchie féodales.

Les circonstances leur avaient été favorables : la faiblesse de Louis X, la complicité de Charles de Valois, l'hésitation du peuple avaient seules permis le demi-succès de leur tentative.

La plupart de nos historiens¹ ont considéré Louis X comme

¹ Ex : Henri Martin (t. IV, p. 514, 522) Michelet, t. III, p. 148, cf. Benvoisé (*Pontions des thèses de l'École des Chartes* 1889, p. 78. — M. Dufayard, dans son étude sur la *Réaction féodale sous les fils de Philippe le Bel* (*Revue historique*, t. LIV (mars 1894), observe avec raison que Louis X n'est pas le « jeune roi féodal » que peint Michelet : « Si les barons révoltés, observe-t-il, n'avaient trouvé pour leur tenir tête qu'un brillant chevalier plein d'horreur pour les légistes de son père, il est probable que leur victoire eût été complète », *ibid.*, p. 262. Ajoutons qu'elle n'eût pas été beaucoup plus durable V *Hist. littéraire* t. XXIV, p. 178.

l'adversaire de la politique de Philippe le Bel, le chef du parti féodal, l'ami du désordre. D'autres le dépeignent au contraire comme un habile politique qui sans doute fait des concessions vagues, mais n'a pas la naïveté de tenir sa parole, et « continue en réalité la politique de son père, quoique avec une énergie moins farouche, et une vigueur moins impitoyable ».

Ces deux appréciations contraires sont aussi peu fondées l'une que l'autre. Sans doute Louis X n'est pas l'auteur de la réaction de 1314; il ne faut pas le confondre avec Charles de Valois; mais il n'est pas plus permis de parler de son « énergie » et de sa « politique vigoureuse », quelque correctif que l'on emploie; car c'est sur une méprise que reposent les preuves qu'on en a données: on l'a confondu avec Philippe le Long².

Âpathique et inappliqué, tout entier à ses plaisirs, sans expérience et sans énergie, on peut ajouter « sans argent »,

L. Dufayard, *op. cit.*, p. 263, et t. IV, p. 243. « Il comprit que ce serait une dangereuse maladresse que le refuser toute concession... » (*ibid.*, p. 248). — « Il reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre » (*ibid.*, p. 250). — « La prudence de Louis X et des légistes qui l'inspiraient ne les abandonna point » (*ibid.*). — « Les actes du Parlement nous fournissent plusieurs preuves que le roi (Louis X) soutenait partout avec la plus grande énergie les agents de son autorité » (*ibid.*, p. 258). — « Le temps était passé où l'on jetait des Marigny en pâture aux vengeances féodales » (*ibid.*, p. 260). — Le nouveau roi (Philippe V) suivant-il son frère dans la voie où il s'était résolument engagé? ou bien abandonnerait-il la politique paternelle pour se faire le chef du parti féodal? (*ibid.*, p. 262).

2 La méprise de M. Dufayard vient d'une inadvertance qui s'explique sans doute par une confusion de fiches non datées. Il a placé en 1316 des actes de 1317, de 1318 et même de 1320, attribuant ainsi à Louis X ce qui appartient à Philippe le Long: « Nous n'en voulons pour preuve, dit-il (*ibid.*, p. 259), pour démontrer la « vigueur de Louis X », qu'un acte du Parlement de Paris à la date du 2 mai 1316 » (et il renvoie lui-même aux *Actes du Parlement*, publiés par Boutaric, t. II, p. 179). Or cet acte (qui porte le numéro 4815) est du 2 mai 1317, comme l'indique Boutaric lui-même, au moyen de la date 1317, placée au haut de la page à côté du titre « Parlement de l'octave de la Toussaint de l'an 1316 », c'est-à-dire « Parlement commençant à l'octave de la Toussaint 1316 ». — « Un mandement de février 1316, dit M. Dufayard, pour appuyer la même démonstration (*ibid.*, p. 259), est d'une extrême importance », et il renvoie aux *Actes du Parlement* II, p. 169), or cet acte (n° 4609) est du 7 février 1317 n. s. — « Nous n'en fournissons pas, dit M. Dufayard (*ibid.*, p. 261) si nous voulions citer *tous les actes de vigueur* du pouvoir royal pendant cette période (le règne de Louis X), que l'on représente généralement comme l'apogée de l'anarchie et de la puissance féodales. » Or tous ces actes de vigueur, dont M. Dufayard fait hommage à Louis X, poursuites devant le Parlement, arrestations, condamnations, « *exemples terribles* », soit comme l'acte du 2 mai 1317, des actes de Philippe le Long par

Louis X mérite sa triste réputation¹. En face de la réaction féodale qu'il n'avait pas le courage de combattre, il ne trouva d'autre posture que de pratiquer une sorte de politique de concentration, je veux dire de gouverner au jour le jour, avec les légistes et avec le parti féodal, avec Raoul de Presles et avec Charles de Valois, à l'aide de transactions et de concessions, ce qui équivalait à ne pas gouverner.

Philippe le Long, qui appelle sans ambages l'exécution d'Enguerrand de Marigny un « forfait », considérait justement son frère Louis X comme responsable de la réaction de 1314, non pour l'avoir dirigée, mais pour l'avoir laissé faire. Tel doit être aussi le jugement de l'histoire, et l'on n'exagère pas l'incapacité de Louis X quand on conclut « qu'il fit plus par sa mort pour la dissolution des ligues, qu'il n'avait fait par ses actes ».

Peut-être s'il eût vécu, et que son caractère se fût enfin formé, eût-il pris plus tard le dessus; son règne aurait alors un tout autre aspect dans l'histoire. (Quelle figure y ferait

exemple le mandement adressé au légiste Pons d'Omelay, où le roi vante « sa fidélité et son industrie », est du 15 mars 1317, et non du 1^{er} mars 1316 (Dufayard, *ibid.*, p. 252, cf. *Actes du Parlement*, p. 164 (et non 167 — n° 4702). Les mandements relatifs au duel sont même du 29 avril 1316, et du 12 avril 1318, et non pas du 29 avril 1316 et du 12 avril 1316 (Dufayard, *ibid.*, p. 248, cf. *Actes du Parlement*, p. 230 — n° 5367, — et p. 314 — n° 6046). — Autres exemples : Dufayard *ibid.*, p. 248, — 254, — 256, — 257, — 259, — 260, — 261 — cf. *Actes du Parlement*, n° 4669, 5174, — 4691, — 4190, 4730, — 4871 — p. 184 (et non 186), 4600, — 4502, — 4609, 4536 (= p. 152 et non 150), 4741, 4771, — 4821, 5015. — « À partir de 1316, dit M. Dufayard (*ibid.*, p. 261-262), les documents commencent à être infiniment plus rares », tout au contraire les actes de vigueur de Philippe le Long sont nombreux, comme on peut s'en rendre compte déjà par les exemples précédents, et ils ont sur ceux de Louis X l'avantage de ne pas être « posthumes »; il ne reste au compte de Louis X, dans les *Actes du Parlement*, que d'avoir fait emprisonner Guillaume de Beaumontel pour délit de classe (*Actes du Parlement*, n° 4508), et d'avoir ordonné deux ou trois inquestes (*ibid.* 4604). Il est facile de comprendre les conséquences d'une pareille confusion de dates; c'est elle qui explique l'opinion inexacte de M. Dufayard sur le rôle de Louis X. Elle prouve une fois de plus l'importance de la chronologie.

1. *Geffroi de Paris* l'appelle à plusieurs reprises « roi de paume », il représente son règne comme le règne de la paume (V. la pièce inédite intitulée « *Un Songe* ». Bibl. nat., ms. fr., 146, fol. 52). Sa mort n'est pas présentée comme très édifiante « et morat par ahanie de loire » après avoir joué à la paume, « et bent tant qu'il se creva et gist à Saint-Denis ». Nouv. acq. fr. ms. 1396 (chronique). — cf. *J. de Saint-Victor, Hist. de France*, t. XXI, p. 663. — Louis X n'avait pas été « entensif en ce qu'au royaume il falloit ». *Art de vérifier les dates*, t. VI, p. 24.

2. Renvoisé (*op. cit.*, p. 79), appréciation que conçoit naturellement M. Dufayard (*ibid.*, p. 261).

Louis XI lui-même, s'il était mort au lendemain du traité de Péronne?) Mais tel qu'il est, avec sa fin prématurée, il est certain que le règne de Louis X apparaît comme une période de défaillance de la royauté française il fait songer aux rois fainéants.

Charles de Valois avait été la cause principale de l'impuissance de Louis X, en aidant à la réaction. Non que son attitude révèle en lui un partisan convaincu du régime féodal et de ses beautés; mais, ambitieux et inintelligent, il ne vit pas d'autre moyen de « faire ses affaires », et de parvenir au pouvoir dont il avait été sevré sous Philippe le Bel, qu'en se mettant bruyamment à la tête de la réaction¹, pour s'imposer à son neveu et bénéficier des concessions auxquelles il le réduisait; c'est une manière de maire du palais, et un maire du palais dont le fils a régné.

Enfin le peuple, entre les tyrannies seigneuriales et le despotisme monarchique, était demeuré parfois indécis, dans son incertitude du présent et de l'avenir, faute de distinguer de quel côté il rencontrerait le moins de misères. Quelques alliances même avaient été formées entre les nobles et le « commun » dans certaines provinces², par exemple en Bourgogne, où le duc avait essayé d'organiser une sorte de syndicat de tous les mécontentements; alliances théoriques, qui s'étaient dissipées au moment d'agir, mais qui avaient certainement encouragé les ennemis de la royauté.

Ainsi favorisée, la réaction s'était exercée de deux manières, contre les personnes et contre les institutions.

On connaît ses principales victimes : Enguerrand de Marigny, Pierre de Latilly, Raoul de Presles, le premier pendu³, le

1. M. Dufayard reconnaît avec justesse l'importance du rôle de Charles de Valois « le vrai chef du parti féodal » (*op. cit.*, p. 262).

2. C'est pour cette raison que Boulaingvilliers s'imaginait « qu'il y eut concert unanime » (*Histoire de l'ancien gouvernement de la France*, p. 53), et que M. Perrens estime que la réaction de 1314 « ne fut pas exclusivement féodale, que la démocratie y trouva aussi son compte » (*La démocratie en France*, t. I, p. 61). — Je crois plus juste l'appréciation de M. Richard : « Le mouvement de 1314, dit-il, n'était en réalité qu'une insurrection de la noblesse; les villes ne leur prêtèrent pas leur concours » (*Mahaut, comtesse d'Artois*, p. 23).

3. 30 avril 1314. (S. Clement, *Enguerrand de Marigny*, p. 114.)

second emprisonné, le troisième torture¹. Sans doute, pour les perdre plus sûrement, les accusateurs officiels leur attribuaient des crimes abominables, malversations, trahisons, maléfices, assassinats²; la vérité, c'est que la réaction poursuivait en eux les agents de Philippe le Bel, les ennemis des tyrans féodaux petits et grands, les légistes acharnés à fortifier partout le pouvoir royal, race ennemie qu'elle haïssait d'une haine à la fois instinctive et raisonnée :

*Nous sommes verax à revers
Et par vilains et par conveys,
Sera, vilains, avocalériaus,
Sont devenus emperiaus³.*

Il est facile de comprendre pourquoi Enguerrand de Marigny fut frappé plus rudement que les autres : il avait été le premier ministre de Philippe le Bel ; il était l'obstacle principal à l'ambition de Charles de Valois ; enfin le peuple ne pourrait qu'être flatté de voir pendre un surintendant ; sa mort ferait donc beaucoup d'heureux et elle coûtait si peu à Louis X, qu'il céda⁴ ; on nous laisse entendre que ce ne fut pas sans rougir :

*Le roy n'en fust pas esjouï.
Mex ne l'osa pas contredire⁵.*

« Concession » qui fait songer à celle de Charles I^{er} sacrifiant Strafford, et qui mérite d'être appelée un crime, un « forfait », pour employer l'expression même de Philippe le Long qualifiant la conduite de son frère⁶.

1 Parmi les autres on peut citer Guillaume Dubois, Michel de Bordenay, Nicole le Locquetier et Pierre d'Orgemont (Dufayard, *Revue historique*, t. LV, p. 242, — *G de Paris, Hist de France*, t. XXII, p. 164).

2 V. le réquisitoire, qui raconte le sacrifice d'Abraham, les ravages des serpents en Portou, etc., etc. (Clement, *ibid*).

3 *Chron. métrique*, Édit. Buchon, p. 243, — et *Hist de France*, t. XXII, p. 151.

4 « *Apunculo natus adversari.* » Jean de Saint-Victor *Hist de France*, t. XXI, p. 660.

5 *Chron. métrique*, p. 261, — et Dufayard, *Revue historique*, t. LV, p. 242.

6 J. 403, n° 22, V ci-dessous, *Restauration*, p. 107, n° 3. En revanche Louis X déclare défendre les deux fils de Guillaume de Nogaret contre toute violence « *ab injuriis, oppressionibus et excessibus quibuscumque*. » — 16 juil. 1313, *JJ 59*, n° 382.

Quant aux institutions, elles avaient été frappées comme les personnes; la royauté subissait le sort des religions naissantes : ses apôtres étaient persécutés, ses autels renversés.

Beaucoup de seigneurs avaient profité du désarroi du gouvernement¹ pour ressaisir ce qu'ils appelaient leurs privilèges, c'est-à-dire les droits régaliens qu'ils avaient perdus, les uns sous Philippe le Bel, les autres plus anciennement, sans excepter le règne de saint Louis² qu'ils affectaient de regretter comme l'âge d'or. Ces privilèges consistaient surtout à « guerroyer » suivant leur caprice³, à juger sans appel, à frapper monnaie à leur effigie. Plus d'appels au roi, plus de cas royaux, plus d'asseurements⁴. Quelle reculade! Si tous les barons agissent d'après les mêmes principes, si les seigneurs ecclésiastiques les imitent, le Parlement devient une machine inutile et c'en est fait de la souveraineté de la justice royale.

On peut croire que c'en est fait de la royauté elle-même. En face de cette ruine s'était élevé tout à coup un édifice nouveau, le *Conseil étroit*, qui par son aspect n'était pas sans analogie avec le Conseil permanent du royaume d'Angleterre, le *Continual Council* : du Grand Conseil de Philippe le Bel, conseil homogène composé d'hommes dévoués à la couronne, le gouvernement avait passé sous Louis X à un conseil moins nombreux et soigneusement trié, sorte de conseil de « concentra-

1. *Normanne nova chronica* (Chéracel, Caen, 1850, in-4), p. 31 : « creverunt verissime contentiones cuncta regalibus (aux officiers du roi). » — Cf. Arch. de Seine-Inférieure, série G, 855.

2. Mahaut d'Artois répliquait avec raison aux partisans « des anciennes coutumes », qu'ils violaient eux-mêmes ces anciennes coutumes et que : « quand il requéroient qu'elles leur fussent gardées, ainsi estoient-ils contraires à eux-mêmes ». Arch. du Pas-de-Calais, A 64, n° 24.

3. Le redoublement des guerres privées a lieu dans le domaine royal aussi bien que hors du domaine. Louis X reconnaît qu'il est juste, que « tout gentil-homme puissent guerroyer les uns aux autres, puissent chevaucher, aller, venir à armes et guerre après la quarantaine », mai, 1315, JJ 50, n° 81.

4. Ex. : Charte aux Bourguignons, Ordonn., I, p. 357. — cf. Nouv. acq. le ms. 1140, n° 2, etc. M. Dufayard, après du Gange, estime que « ces concessions furent moins considérables qu'elles ne paraissent l'être » (*Revue historique*, t. IV, p. 24). Sans doute Louis X les accorde sans enthousiasme, mais elles n'en sont pas moins graves. Si M. Dufayard voit dans toutes ces concessions la preuve d'une intelligence habile, c'est que se représentant à tort Louis X comme un roi énergique, il ne peut expliquer ces concessions par leur véritable cause, qui est la faiblesse, le manque de caractère.

tion », où l'élément féodal dominait l'élément monarchique, où Philippe le Bel et Enguerrand de Marigny étaient remplacés par Charles de Valois, assisté de son propre chancelier Étienne de Mornay, devenu chancelier de France. Comme le *Continual Council*, le Conseil étroit partageait le gouvernement avec le roi amoindri; comme lui aussi il comptait vingt-quatre membres¹, et Louis X eût pu dire comme Jean sans Terre après la Grande Charte : « Ils m'ont donné vingt-quatre rois ».

Mais ces analogies sont plus apparentes que réelles, et ce serait mal comprendre cette révolution de 1314 que de lui attribuer la même valeur qu'à celle qui l'avait précédée d'un siècle en Angleterre. Les deux pays, depuis des siècles, avaient suivi des routes trop divergentes pour arriver au même point. La royauté anglaise et la féodalité française, toutes les deux si fortes à leur origine, avaient été vaincues l'une comme l'autre par une coalition : en Angleterre l'aristocratie² avait triomphé du despotisme parce qu'elle avait su depuis longtemps se concilier l'alliance de la bourgeoisie³; en France la royauté avait grandi au détriment de la féodalité, parce qu'elle avait eu le peuple pour elle. Ce n'était pas en un jour que le peuple pouvait changer de parti.

En dépit des fameuses ligues provinciales, qui ne sont en réalité que des ligues féodales, la grande majorité de la bourgeoisie et du peuple demeurait fidèle à la royauté, préférable malgré tout aux tyrannies féodales sous Louis X comme avant. Dans les provinces mêmes où les bourgeois s'étaient ligués avec les nobles dans un accès d'humeur, pour protester surtout

1 V t II (Grand Conseil), Beugnot (*Œuvres*, t. III, préface, p. lxxxii) rapproche déjà avec justesse les ligues de 1314 et les associations des barons anglais un siècle auparavant. M. Dufayard (*Revue historique*, t. LV, p. 287) montre à son tour, d'une manière générale, en quoi elles peuvent être comparées et en quoi elles diffèrent (relations avec la bourgeoisie), mais c'est le Grand Conseil qu'il faut étudier en détail pour arriver à quelque précision.

2 N'oublions pas qu'elle ne comprenait pas de grands feudataires comme en France et qu'elle ne pouvait songer à lutter seule (V. Dufayard, *Revue historique*, t. LV, p. 287).

3 De là cette cohésion qui permit à la société anglaise de faire reconnaître ses libertés : « Noblesse et bourgeoisie ne furent au triomphe que pour avoir été ensemble à la peine » Dufayard, *ibid.*

contre l'excès des impôts, ils n'avaient pas tardé à s'apercevoir de leur erreur et à rentrer dans le droit chemin. Le « conseil des besognes communes » n'avait pas dure.

Le « dit des alliés » est une longue invective contre les grands seigneurs, « gent dénaturée » qui est parvenue à tromper les gens du commun,

*Dont ils ont par accerement
Et par mauvais enorlement
D'eus mainte grant gent aruglée
Qui en est au repentement¹.*

On sait maintenant ce que valent les promesses des nobles

*Mais en leur cuer reposement,
Leur grant malice pourpensee,
Estoit en leur veniment.*

Ces nobles sont des « Ganelon » qui vivent de trahisons

*Guerre font sans defflement
Là où ils doivent sèrement.*

Ils ne peuvent pas même s'accorder entre eux :

*Je voy une gent aliée
Mais mieux droie desliée;
En eus n'a point d'alignement².*

Ces sentiments monarchiques si heureusement exprimés par l'auteur du « dit des alliés », qui paraît bien être Geoffroi de Paris³, sont d'accord avec les faits en Bourgogne.

1. Il me paraît dater du règne de Philippe le Long plutôt que de celui de Louis X, il encourage et soutient un roi énergique plus qu'il n'exhorte à l'action un prince indolent.

2. Le « dit des alliés », *Édit. Paulin, Paris*, p. 163 (dans l'*Annuaire historique pour l'année 1837*).

3. Cf. le texte de l'*Anonyme de Denis Sauvage* : « Combien que ils fussent tous jurés ensemble, si n'estoient ils point tous d'une volonté. » *Horvyn de Lettenhove, Hist. de Flandre*, t. III, p. 69.

4. Les « alliés », en latin, sont sûrement de lui « *major ego, G. de Parisio* », *Bibl. nat., ms. fr. 146*, fol. 51, v°. Toutes ces pièces sont à la suite dans le même manuscrit, de plus, les pièces en français ont la même facture que la *Chronique de Geoffroi de Paris*, qui est imprimée dans les *Historiens de France* (t. XXII, p. 87).

ni en Picardie, ni en Artois, ni ailleurs, la bourgeoisie ne se joint effectivement aux nobles rebelles : les petites gens qui se révoltent sur un seul point du royaume, dans le bailliage de Sens, pour être aussitôt exterminés, sont non pas des alliés des nobles, encore moins des « libéraux » aspirant à doter la France d'une Grande Charte et d'une monarchie constitutionnelle, mais simplement des malheureux exaspérés par la faim et par la misère, des esclaves déchainés comme les Jacques, des cerveaux sans idées comme les Pastoureaux.

Ce serait donc faire beaucoup d'honneur aux ligues provinciales de 1314 que de déplorer leur échec, comme s'il avait tenu à elles d'ouvrir une ère de liberté.

Elles avaient pu enfanter la Charte aux Normands, la Charte aux Picards, la Charte aux Bourguignons ; ces chartes mort-nées ne pouvaient à elles toutes faire une institution vivante comme la Grande Charte anglaise. Capables de détruire, elles étaient impuissantes à rien fonder de durable, parce qu'elles ne pouvaient être que l'accouplement monstrueux d'une jacquerie et d'une praguerie, l'union passagère de deux extrêmes, comme la coïncidence de l'inondation et de l'incendie.

Quand bien même l'union se fût faite, à cette date tardive, entre la noblesse et le peuple, il eût manqué à cette coalition antimonarchique ce fond d'institutions parlementaires, fond solide comme le roc, que l'Angleterre devait à ses efforts persévérants, à son remarquable esprit de suite et de discipline, au travail accumulé des générations, aux origines mêmes de la monarchie et de l'aristocratie anglaises.

Le *Continual Council* était un édifice construit par des architectes et des ouvriers qui savaient leur métier. Le *Council étroit*, œuvre d'amateurs, était une façade sans appui et sans base ; le conseil des besognes communes n'avait jamais été qu'un projet mal étudié, qui ne pouvait tenir debout.

C'est parce que les nobles de France n'avaient pas su s'attacher le peuple pendant les siècles précédents que les révoltes de 1314 eurent pour résultat non une révolution libérale, mais une réaction féodale, dont le peuple souffrit comme la royauté, — véritable ligue du mal public.

11. — PHILIPPE LE LONG AVANT LA RÉGENCE

Avant d'étudier le gouvernement de Philippe le Long, il serait très instructif de savoir quelle éducation il avait reçue de son père Philippe le Bel, et quel rôle il avait joué « *avant que il veinst au gouvernement du royaume*, » surtout pendant la réaction féodale du règne de Louis X.

Malheureusement ces questions, que les chroniqueurs laissent à peu près sans réponses, ne pourront être résolues avec précision que par l'étude la plus minutieuse des règnes de Philippe le Bel et de Louis X; j'ai dû me borner, pour toute cette période, à suivre Philippe le Long dans les chroniques et à rechercher sa trace dans le Trésor des Chartes, registres¹ et layettes.

Philippe le Long était né en 1293 (nous ne connaissons pas la date précise de sa naissance²). Nous n'avons pas de Joinville pour nous raconter sa jeunesse, et les quelques faits qui nous sont acquis, par exemple qu'il connut le cardinal Le moine³, qu'il eut Ymbert pour confesseur⁴, qu'il chassait au faucon⁵, qu'il fit un voyage dans le Midi en 1303⁶ et un autre à Loches en 1307⁷, sont d'un intérêt plus que médiocre.

Le premier acte que nous connaissons de lui est son mariage avec Jeanne de Bourgogne, fille aînée d'Eudes de Bourgogne, qui avait d'abord été fiancée à Louis le Hutin⁸; le mariage décidé dès 1299 fut célébré « *joyusement* » à Corbeil, au mois de janvier 1307 (n. s.), en même temps que celui de Louis avec Marguerite de Bourgogne⁹.

1 JJ 50 et 52 (le registre 51, comme on sait, est en déficit)

2 Charles le Bel naît au mois d'avril 1294 (J 682, n° 2)

3 JJ 51, n° 81

4 *Hist. de France*, t. XXII, p. 549, 551 et 561

5 *Ibid.*, t. XXII, p. 556

6 *Ibid.*, t. XXI, p. 714

7 *Ibid.*, t. XXII, p. 546

8 *Hist. de France*, t. XXI, p. 25, 647 et 726; — t. XXIII, p. 194, — cf. l'intéressante étude de M. Frantz Funck-Brentano *Bibl. de l'École des Chartes*, 1888, p. 17)

9 *Hist. de France*, t. XX, p. 594; — t. XXI, p. 647, — Clerc, *Hist. de la*

¹By charter of

bits about Byron,

nt. Ca 70.4 w d

Montrose

FO- 2 4 100

207 *at* in ant.

As research

de Lyon et

2. J. J. Jones
J. J. Jones

de

La même année (octobre 1310), il fiancé une de ses filles, Isabelle, qui venait de naître, au fils du dauphin de Vienne¹.

En 1311, après de nombreux délais², il prête hommage au roi des Romains l'empereur Henri VII, pour le comté de Bourgogne³. La même année il assiste au Concile de Vienne, où est aboli l'ordre des Templiers⁴.

Comte palatin de Bourgogne et duc de Salins par sa femme, Philippe le Long devient en outre comte de Poitiers, au mois de décembre 1311⁵ (il avait alors dix huit ans). On sait quels apanages Philippe le Bel créa en faveur de ses frères et de ses autres fils : la part de Philippe le Long fut désignée du nom de comté de Poitiers « à tenir en fief de la couronne », mais elle était beaucoup moins vaste que l'ancien apanage d'Alphonse de Poitiers, non seulement elle ne s'étendait ni à la Marche, ni à l'Auvergne, mais elle ne comprenait qu'une petite partie du Poitou et de la Saintonge⁶, le roi en avait détaché un grand nombre de territoires, entre autres Château-Larcher, Lusignan, la Mothe-Saint-Héraye, Prahecq, Cherveux, Sanxay, Château-Neuf et Jarnac⁷. Enfin jusqu'à la mort de Philippe le Bel et même pendant quelques mois du règne de Louis X, le comté lui-même continua d'être administré par le sénéchal royal⁸. Philippe le Long recevait chaque année les 20 000 livres (environ 2 millions d'aujourd'hui) que le comté était censé

¹ Arch. nat., J 277, n° 9 et 10 — Valbonnais, *Hist. du Dauphiné*, t. I, p. 269.

² V. Fournier (*Royaume d'Arles*, p. 367) — et Chevalier, *Mémoire historique sur Poigny*, t. I, p. 398. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'examiner le projet de Philippe le Bel sur le royaume d'Arles pour son fils Philippe (V. Leroux, *Relations de la France avec l'Allemagne*, p. 139 et Fournier, *op. cit.*, p. 378).

³ Arch. de la Côte-d'Or, B 594, et Brequigny, *Table chron. des diplômes*, p. 196 (Chambre des Comptes de Dijon B 394).

⁴ *Hist. de France*, t. XXIII, p. 348.

⁵ V. le texte de la constitution de cet apanage dans les *Arch. historiques du Poitou* (t. XI, p. 79 et 80) — et *Arant-propos*, p. xvii et xix (d'après le *Trésor des Chartes*), et les additions dans le *Supplément des Layettes* (t. 748 n° 2) et *Bibl. Saint-Geneviève*, t. 5, 2^e partie, fol. 71 et 72.

⁶ Notamment les châtellenies de Poitiers et de Beuon (Charente-Inférieure), Guern, *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, *Arant-propos*, p. xviii, xix, 72, 80.

⁷ Les deux premiers dans la Vienne, les quatre suivants dans les Deux-Sèvres, les deux derniers dans la Charente.

⁸ Pierre de Valenciennes, de 1299 à 1313.

1916 mon appren que Jean Charnay avait le comté -
en 1311. L'année par le comte ou l'ail et que on goss
de 900 Google

En 1313
Philippe
le Long
fut
sénéchal
royal
de
Poitiers
et
de
la
Saintonge
le
roi
en
avait
détaché
un
grand
nombre
de
territoires
entre
autres
Château-Larcher
Lusignan
la Mothe-Saint-Héraye
Prahecq
Cherveux
Sanxay
Château-Neuf
et Jarnac
Enfin jusqu'à la mort
de Philippe le Bel
et même pendant
quelques mois du règne
de Louis X, le comté
lui-même continua
d'être administré
par le sénéchal
royal
Philippe le Long
recevait chaque année
les 20 000 livres
(environ 2 millions
d'aujourd'hui) que
le comté était censé

produire, mais il les touchait au trésor de Paris¹. Il n'avait donc ni le gouvernement ni la gestion de son apanage.

En 1313², à l'âge de vingt ans, Philippe le Long est fait chevalier, en même temps qu'un grand nombre de princes et de nobles³, parmi lesquels on remarque Louis le Hutin et Charles le Bel, Hugues, duc de Bourgogne, Robert d'Artois (le neveu de Mahaut), le comte de Dreux, le comte de Foix, le vicomte de Thouars, Guy de Blois, Guy de Comminges; nous savons que la veillée eut lieu à Notre-Dame dans la nuit du 2 au 3 juin, et que la cérémonie eut lieu le jour de la Pentecôte (3 juin), en présence du roi d'Angleterre et de la société la plus brillante⁴. Les fêtes données à cette occasion ont fait la joie des chroniqueurs :

*Tel déduit, tel joie, tel feste
Onques ne fu feste de teste⁵*

Et ils se complaisent à nous décrire ces huit journées de fêtes perpétuelles, les magnifiques cortèges des trois rois, roi de France, roi de Navarre et roi d'Angleterre, escortés de tant de princes, de prélats et de hautes personnes, que « merveilleuse chose estoit à les regarder », les trois toilettes qu'ils faisaient chaque jour, la beauté d'Isabelle.

*Gente de cors et de cuer fine
Que c'est des plus bêles la rose⁶.*

1. Ainsi en 1314 le roi décide qu'il sera attribué au comte de Poitiers une rente de 3600 livres due au roi par la comtesse d'Artois, et que le Trésor lui paiera chaque année 14400 livres « en attendant que ces sommes lui soient assignées sur des terres en Poitou, en Champagne, et dans le comté de Bourgogne », ce qui prouve que Philippe le Long n'est pas encore entré en possession de son apanage (V. Guérin, *Arch. historiques du Poitou*, t. XI, p. LVIII, — Bibl. nat., *Laurambault*, t. 832, fol. 50, — D. 53, n° 38).

2. En 1312 d'après la Chron. de Nangis, mais c'est une erreur du copiste, le même fait y est répété en 1313 (*Hist. de France*, t. XXI, p. 607; — XXI, p. 38, 110 et 150; — XXII, p. 134).

3. Quatre cents environ; v. *Hist. de France*, t. XXI, p. 723, — XXII, p. 354, — Ludwig, *Reliquæ manuscriptorum*, p. 43; — et Bibl. na., *Laurambault*, t. 832, p. 269 (document qui contient la liste complète).

4. Les détails abondent : ainsi nous savons que Philippe le Long recut un cheval bai et un palefroy blanc, que Louis X a un cheval noir et un palefroy bai brun (Ludwig, *Reliquæ* t. XXII, p. 43, — Bibl. de Rouen, ms. 3401, fol. 58, — Bibl. nat., ms. fr. 2833, fol. 240).

5. C'est-à-dire de mémoire d'homme, *Hist. de France*, t. XXII, p. 135.

6. *Hist. de France*, t. XXII, p. 135.

les splendeurs du palais de Paris, que « ledit roy de France avait fait faire de nouveau », les fêtes du Louvre et de Saint-Germain-des-Près, le pont jete « par dessus Saiunc, derers Nostre-Dame », toutes les rues « tendues et encourtinées », enfin le peuple innombrable qui s'y pressait pour prendre sa part « de la joie et du rigolage¹ ».

C'est pendant ces fêtes, le 6 juin 1313, que « fu faite si grande croiserie que c'estoit merveille de la devocion que tout le peuple avoit² », impatient de visiter le Saint-Sepulcre, de répandre son sang pour l'amour de Jésus-Christ et de conquérir son héritage, comme *Jésus-Christ a espendu le sien pour nous conquerre Paradis* ». Les princes et les barons assemblés et même leurs femmes prirent la croix, à la voix du cardinal Nicolas de Saint-Eusebe³. Les chroniques ne disent rien des débats qui eurent lieu certainement entre les enthousiastes et les sceptiques, entre « le siècle et Dieu », mise en action du débat du croise et du décroisé, que nous conte le trouvère Rutebeuf. Nous savons seulement que le duc de Bretagne et le comte de Flandre déclarèrent qu'ils attendraient, pour se croiser, « que le voyage fût plus avancé⁴ ». Quant à Philippe le Long, il se croisa comme les autres, mais les chroniques ne nous disent pas s'il pensait comme le cardinal ou comme le duc de Bretagne.

Les documents ne nous révèlent pas non plus l'état complet de son hôtel sous le regne de Philippe le Bel, mais nous avons du moins les noms des principaux personnages qui vivaient dans son intimité, chevaliers bannerets, bacheliers, écuyers. Les chevaliers bannerets, au nombre de dix, sont le comte d'Évreux, le connétable Gaucher de Châtillon, Jean de Clermont, Enguerrand de Marigny, Jean de Beaumont (le futur maréchal), Goujon de Baucay, Anseau de Joinville (fils du grand Joinville), Hue de Bouville, Pierre de Chambly et

¹ *Hist. de France*, t. XXI, p. 657.

² *Ibid.*, t. XXI, p. 430.

³ *Ibid.*, t. XXI, p. 16, 38, 150, 217 et 223. — *Bibl. nat. Douv.*, t. XVI, f. 126.

⁴ *Anc. chron. de Flandre. Hist. de France*, t. XXII, p. 399.

⁵ Nous ne savons pas la date exacte, ce qui est sûr c'est que le document est antérieur au scandale de 1311.

Jean de Beaumont, seigneur de Sainte-Geneviève. Parmi les onze bacheliers, il n'est pas sans intérêt de remarquer Mignot de Yielpont, Adan Héron, Pierre de Garancière, le Borgne de Cérès, Guillebaut des Échilleuses¹, Renaut de Lor, que l'on retrouve plus tard à l'Hôtel du roi, et Gaultier d'Aunay, l'amant de Blanche de Bourgogne, le malheureux sur lequel les bourreaux devaient bientôt épuiser leur art infernal pour venger l'honneur de Louis le Hutin. Parmi les écuyers, au nombre de quinze, il suffira de noter le futur chambellan Robillard de Bonnemares². Nous connaissons les cinq ménestrels qui formaient la musique de l'hôtel : ils se composaient de deux trompeurs, d'un ménestrel de timbales ou naquaires, d'un ménestrel de trompette, et d'un « ménestrel de cor sarrazinois »³.

La cour du comte de Poitiers était pour l'époque une cour brillante et relativement lettrée. Suivant l'auteur de l'histoire de l'Université de Paris⁴, il aurait lui-même fait des vers ; on ne nous dit pas s'ils étaient bons ou mauvais. Ce qui est sûr, c'est qu'il aimait à en entendre, surtout dans la langue provençale, ce qui fait supposer qu'il la pratiquait ; plusieurs de ses gentilshommes sont cités comme des célébrités par l'historien des poètes provençaux Jean de Notre-Dame : tels sont Peyre Milhon, son premier maître d'hôtel, Bernard Marchis, son chambellan, Peyre de Valieras, son valet tranchant, Ozil de Cadors, un de ses écuyers, Loys Émeric, un de ses secrétaires⁵. On se tromperait donc en se représentant la cour du comte de Poitiers comme sombre et barbare ; elle était animée par des poésies et par des chansons.

Un fragment de son livre de dépenses tenu par Guillaume de Péronne, maître de sa Chambre aux deniers, ajoute quelques traits à ce tableau : on y voit Philippe le Long perdre

1. Il est maître de l'hôtel (II 33, n° 136).

2. Bibl. nat., *Manuscrits*, t. 832, p. 489, — et Bibl. de Rouen, ms. 3300 sqq., collection Leber, (*Extraits des mémoriaux*), t. IV, fol. 86, et fol. 173, — t. VIII, fol. 120 (*Expensa hospitii domini comitis Pictorensis, antequam esset rex*).

3. *Ibid.*, cf. Bibl. de l'École des Chartes, t. III (année 1831-1832), p. 38.

4. E. du Boullay, 1663 (c'est l'histoire continuée par Jourdain, t. IV, p. 98).

5. On peut ajouter Giraudon le Roux, Améric de Sarlat, Guilhaud des Amalrics et Pistoleto. *Hist. litt. de la France*, t. XXV, p. 33.

1319 Ph. le Long, le de cour, nous b...
Juge de la Cour le Lincous

quelque argent à la paume et à la griesche, qui paraît être son jeu favori, la veille de Noël 1313 par exemple, Jean de Belleymont lui prête 10 sols pour jouer à la griesche, le 21 février à Meaux, en revenant de Compiègne, il perd 67 sols (environ 325 francs d'aujourd'hui), au même jeu; le 10 février, il donne 25 livres (environ 2500 francs) à l'homme qui lui apporte la nouvelle que madame de Blois est accouchée, à d'autres dates, qui importent peu, il donne du drap d'or à Saint-Nicaise de Reims et à Saint-Éloy de Noyon; il donne de l'argent « à plusieurs bonnes gens qui se plaignoient pour ce qu'ils n'étoient pas payés à bonne monnaie », etc ¹. Faute de mieux ces menus détails prêtent quelque vie au personnage.

Joueur de griesche et poète amateur, chevalier sans avoir tiré l'épée, croisé d'intention seulement, Philippe le Long n'était encore qu'un prince insignifiant comme tant d'autres, quand son aventure conjugale vint tout à coup lui donner cette fâcheuse notoriété qui, comme le prévoyait le chroniqueur, poursuit encore sa mémoire à travers les siècles :

*Au royaume on l'on parlera
Tant com le monde durera.*

On sait comment les trois belles-filles de Philippe le Bel furent arrêtées au printemps de 1314², par ordre du roi, sous l'inculpation d'adultère, on sait comment l'imagination populaire, heureuse d'une si riche aubaine, raconta qu'elles faisaient le guet aux passants du haut de la tour de Nesle, et les embrassa toutes les trois dans la même condamnation. L'histoire est plus réservée. Jeanne avait-elle, comme sa belle-sœur Marguerite et comme sa sœur Blanche, « mal gardé son mariage »³, commis le péché d'adultère pendant près de trois ans, dans des endroits variés, « *pluribus locis* », même dans les plus saints jours « *in temporibus sacrosanctis* », avec un chevalier « *joli et gay* », à l'inspiration du diable « *diaboli*

1. Bib. de Rouen, ms 341, coll. Leber, t. IV, fol. 173, 174.

2. Mai 1314.

3. V. Froissard Ed. Simeon Luce, t. I, p. 83).

*procuracione*¹ ? » Les témoignages contemporains sont contradictoires : l'anonyme de Caen et la chronique de Sainte-Catherine de Rouen² affirment que son crime fut prouvé³ : d'autres, par exemple Geoffroi de Paris, soutiennent son innocence : « tenue à l'écart des autres princesses, elle ne savait rien de leurs méfaits, ou si elle s'en doutait (car il n'est nul feu sans fumée), elle n'osait rien dire *por la honte de son lignage* ».

Ce qui n'est pas douteux, c'est qu'elle fut comme Marguerite et comme Blanche, arrêtée et conduite en prison dans une voiture tendue de noir; d'une voix lamentable elle criait aux gens qu'elle était sans péché et elle les suppliait pour l'amour de Dieu de le dire à son seigneur Philippe⁴.

Enfermée à Dourdan, mais mieux traitée que les deux autres accusées (qui furent comme on sait « *rèses, rocingnées* » et couvertes de haillons)⁵, elle ne cessa de protester hautement de son innocence et de réclamer le duel pour défendre son droit par champion. La plus heureuse des trois, elle ne fut ni répudiée, ni étouffée; le Parlement, auquel s'étaient joints le comte de Valois et le comte d'Évreux, la déclara « innocente et pure⁶ », victime d'une méprise de la police, et elle fut rappelée par son mari « *qui volentiers l'a receue* » (fin de l'année 1314). Geoffroi de Paris se réjouit de bon cœur de cette sentence d'acquittement,

Dont l'en menu grant joie en France⁷.

Mais cette « tribulation » ne fut pas sans compromettre gravement la réputation de Philippe dit le Long; les malveillants lui décernèrent certainement un autre surnom, ainsi qu'à ses

1. *Hist. de France*, t. XXII p. 146, — t. XXIII p. 409.

2. *Ibid.*, p. 25 et 409.

3. Qu'elle fut un des organes du diable, un de ces aspics, de ces scorpions ou de ces dragons qui sommeillent dans toute créature féminine au dire de saints personnages tels que saint Bonaventure, qui ne connaissent pas très bien leur sujet.

4. *Hist. de France*, t. XXII p. 17.

5. *Hist. de France*, t. XXII, p. 146, 117.

6. *Inculpatus et omnino innocens*, *Hist. de France*, t. XX, p. 610, — t. XXI, p. 41 et 658.

7. *Hist. de France*, t. XXII, p. 146.

1314 Un le long, c'est en 1314, on en a vu un
Juge de Canton de Limeron

quelque argent à la paume et à la griesche, qui paraît être son jeu favori ; la veille de Noël 1313 par exemple, Jean de Belleymont lui prête 10 sols pour jouer à la griesche ; le 21 février à Meaux, en revenant de Compiègne, il perd 67 sols (environ 325 francs d'aujourd'hui), au même jeu ; le 10 février, il donne 25 livres (environ 2500 francs) à l'homme qui lui apporte la nouvelle que madame de Blois est accouchée ; à d'autres dates, qui importent peu, il donne du drap d'or à Saint-Nicaise de Reims et à Saint-Éloy de Noyon ; il donne de l'argent « à plusieurs bonnes gens qui se plaignoient pour ce qu'ils n'étoient pas payés à bonne monnaie », etc ¹. Faute de mieux ces menus détails prêtent quelque vie au personnage.

Joueur de griesche et poète amateur, chevalier sans avoir tiré l'épée, croisé d'intention seulement, Philippe le Long n'était encore qu'un prince insignifiant comme tant d'autres, quand son aventure conjugale vint tout à coup lui donner cette fâcheuse notoriété qui, comme le prévoyait le chroniqueur, poursuit encore sa mémoire à travers les siècles :

*Au royaume où l'on parlera,
Tant com le monde durera.*

On sait comment les trois belles-filles de Philippe le Bel furent arrêtées au printemps de 1314², par ordre du roi, sous l'inculpation d'adultère ; on sait comment l'imaginatif on populaire, heureuse d'une si riche aubaine, raconta qu'elles faisaient le guet aux passants du haut de la tour de Nesle, et les embrassa toutes les trois dans la même condamnation. L'histoire est plus réservée. Jeanne avait-elle, comme sa belle-sœur Marguerite et comme sa sœur Blanche, « mal gardé son mariage »³, commis le péché d'adultère pendant près de trois ans, dans des endroits variés, « *pluribus locis* », même dans les plus saints jours « *in temporibus sacrosanctis* », avec un chevalier « *joli et gay* », à l'inspiration du diable « *diaboli*

1. Bibl. de Rouen, ms 3561, coll. Leber, t. IV fol. 173, 174.

2. Mai 1314.

3. V. Froissard (Ed. Saneon Luce, t. I, p. 83).

*procuracione*¹? » Les témoignages contemporains sont contradictoires : l'anonyme de Caen et la chronique de Sainte-Catherine de Rouen² affirment que son crime fut prouvé³ ; d'autres, par exemple Geffroi de Paris, soutiennent son innocence : « tenue à l'écart des autres princesses, elle ne savait rien de leurs méfaits, ou si elle s'en doutait (car il n'est nul feu sans fumée), elle n'osait rien dire *por la honte de son lignage* ».

Ce qui n'est pas douteux, c'est qu'elle fut comme Marguerite et comme Blanche, arrêtée et conduite en prison dans une voiture tendue de noir ; d'une voix lamentable elle criait aux gens qu'elle était sans péché et elle les suppliait pour l'amour de Dieu de le dire à son seigneur Philippe⁴.

Enfermée à Dourdan, mais mieux traitée que les deux autres accusées (qui furent comme on sait « *rèses, rooingnées* » et couvertes de haillons)⁵, elle ne cessa de protester hautement de son innocence et de réclamer le duel pour défendre son droit par champion. La plus heureuse des trois, elle ne fut ni répudiée, ni étouffée ; le Parlement, auquel s'étaient joints le comte de Valois et le comte d'Érreux, la déclara « innocente et pure⁶ », victime d'une méprise de la police, et elle fut rappelée par son mari « *qui volentiers l'a receue* » (fin de l'année 1314). Geffroi de Paris se réjouit de bon cœur de cette sentence d'acquittement,

*Dont l'en mena grant joie en France*⁷.

Mais cette « tribulation » ne fut pas sans compromettre gravement la réputation de Philippe dit le Long, les malveillants lui décernèrent certainement un autre surnom, ainsi qu'à ses

1. *Hist. de France*, t. XXII, p. 146, — t. XXIII, p. 409.

2. *Ibid.*, p. 25 et 409.

3. Qu'elle fut un des organes du diable, un de ces aspics, de ces scorpions ou de ces dragons qui sommeillent dans toute créature semine au titre de saints personnages tels que saint Bonaventure, qui ne connaissent pas très bien leur sujet.

4. *Hist. de France*, t. XXII, p. 17.

5. *Hist. de France*, t. XXII, p. 146, 117.

6. *Inculpatus et omnino innocens. Hist. de France*, t. XX, p. 611, — XXI, p. 41 et 658.

7. *Hist. de France*, t. XXII, p. 146.

frères : « Si l'on avait épargné Jeanne, insinuaient-ils, c'était à cause de sa dot », et Henri Martin est tenté de se ranger à leur avis : « Jeanne, dit-il, était l'héritière de la Franche-Comté; on ne pouvait la condamner comme adultère et faire casser son mariage sans renoncer à la riche dot qu'elle apportait : sa richesse fit peut-être son innocence¹. »

D'un autre côté pourquoi admettre sans aucune preuve que Philippe le Long ait sacrifié son honneur à la possession d'une province, et qu'en songeant à son frère, il se soit contenté de dire comme Sganarelle :

*En tout cas ce qui peut m'ôter ma fucherie,
C'est que je ne suis pas seul de ma confrerie.*

Quelle ne serait pas l'indignation des mêmes auteurs, s'il avait répudié la femme et renoncé à la province ! Il eût, comme ils le disent précisément de Louis VII, qui l'a fait, « sacrifié les plus chers intérêts de la France² ».

Nous savons encore que Philippe le Long, sous le regne de son père, prit part aux deux expéditions de 1313 et 1314 contre les Flamands. Robert de Béthune ayant refusé l'hommage au roi tant qu'il n'aurait pas recouvré Lille, une première démonstration militaire eut lieu, comme on sait, en 1313; l'armée se réunit à Péronne, mais les Flamands promirent tout ce qu'on voulut et l'armée royale se dispersa³. Même alerte en 1314 : les Flamands, habitués à violer leur parole, essayèrent de prendre Lille par surprise; le pape les excommunia et Philippe le Bel envoya contre eux quatre armées, Louis le Hutin à Douai avec le connétable, Charles de la Marche à Tournay avec le comte de Valois, Louis d'Évreux à Lille, enfin Philippe le Long à Saint-Omer avec le comte de Saint-Pol⁴. Mais cette fois encore il fallut se contenter d'une promenade guerrière : Enguerrand de Marigny, le comte de

1. Henri Martin t. IV, p. 507.

2. Henri Martin, t. III, p. 561.

3. Jean de St-Victor, *Hist. de France*, t. XXI, p. 657.

4. *Hist. de France*, t. XX, p. 611, — XXI, p. 11, 196, 201 et 659, — XXII, p. 400.

Saint-Pol et le cardinal Nicolas négocièrent une trêve d'un an avec les Flamands, et les belles armées se dispersèrent de nouveau en accusant de trahison Enguerrand de Marigny.

Quant au rôle joué par Philippe le Long dans le gouvernement durant cette période, l'étude minutieuse des actes de Philippe le Bel et de leurs souscriptions pourrait seule le faire connaître. Les documents publiés nous le montrent seulement assistant avec ses frères et ses oncles aux deux séances du concile de Vienne (octobre 1311 et avril 1312¹), mais nous ignorons quelle fut sa part personnelle dans les longues intrigues qui aboutirent à l'abolition du Temple.

Les documents d'archives montrent qu'il faisait partie du Grand Conseil², par conséquent qu'il remplissait les importantes fonctions de grand conseiller, fonctions politiques et administratives ; c'est ainsi qu'à la séance du 19 janvier 1314 (n. s.) où fut faite une ordonnance sur le Trésor, nous le trouvons à côté de ses deux frères, de ses deux oncles, du comte de Clermont et du comte de Saint-Pol, de Mahi de Trie, d'Enguerrand de Marigny, de Jean des Grès, d'Herpin d'Erquery, de Guillaume de Marcilly, de Martin des Essars et de Geoffroi de Briançon³. Il fait partie avec les mêmes personnages, à peu près⁴, d'une commission chargée d'apurer les comptes.

Sous Louis X, Philippe le Long continue de faire partie du Grand Conseil, puis du Conseil étroit⁵ qui le remplace quand triomphe la réaction féodale.

C'est ainsi que nous le voyons porter l'épée devant Louis X à son sacre⁶, — assister à une séance ou le Conseil

1. *Hist. de France*, t. XXI, p. 721, et *Pertz*, t. XXVI, p. 505 (*Ex annalium rotomagensium continuationibus*).

2. *Ex.* : JJ 57, fol. 18.

3. JJ 57, fol. 18.

4. (1311 et 1315) Le comte de la Marche, Enguerrand de Marigny, Guillaume de Marcilly et Geoffroi de Briançon n'en sort pas, mais on y trouve le sire de Noyers, Etienne de Mornay (le chancelier) et Jean de Marigny (*Bibl. de l'École des Chartes*, A, V, année 1813, p. 377).

5. *Ex.* : *Anc. chron. de Flandre*, *Hist. de France*, t. XXI, p. 502.

6. *Ibid.*, p. 401.

étroit délibère sur les affaires d'Artois en 1313, — se joindre à la Chambre des comptes¹ avec onze autres membres du Conseil étroit² pour examiner les comptes du trésor du Temple et du trésor du Louvre, dont Enguerrand de Marigny avait le gouvernement; les comptes furent approuvés « pour bons, loyaux et suffisants », et Louis X donna quittance à Enguerrand de Marigny (15 janvier 1315, n. s.)³. Quelques mois plus tard son comté de Poitiers est érigé en pairie, avec toutes les prérogatives de pair de France⁴ (août 1315, et non en 1314 comme il est dit dans beaucoup d'ouvrages) Malheureusement nous ne savons rien de son rôle politique dans cette crise si curieuse de 1313, qui n'a pas encore été complètement étudiée⁵. Il ne m'appartient pas de m'y arrêter longtemps, et je me contenterai de relever ici quelques erreurs courantes. Il n'est pas exact que Pierre de Latilly et Raoul de Presles aient été emprisonnés « peu de jours après la mort de Philippe le Bel », et que leur arrestation « n'ait été que le prélude du procès d'Enguerrand de Marigny⁶ ». Le Trésor des Chartres nous montre en effet que Pierre de Latilly fait encore partie de la Chambre des comptes en janvier 1315⁷, que Raoul de Presles remplit ses fonctions de clerc jusqu'au 1^{er} septembre 1315⁸, et qu'il est mis en liberté à la fin du même mois. Il est exact qu'il subit la question, mais son emprisonnement est de courte durée : ses ennemis profitent de l'absence du roi pour lui faire le plus de mal possible,

1. Nous y trouvons l'évêque de Beauvais (Jean de Marigny), et l'évêque de Châlons (Pierre de LaGilly, JJ 50, n° 115).

2. Savoir Charles de Valois, Louis d'Évreux, Louis de Clermont, le comte de Saint-Pol, Gaucher de Châtillon, Miles de Noyers, Guillaume d'Harcourt, Étienne de Mornay, Mahi de Trie, Jean de Grox et Harpin d'Erquery, JJ 50, n° 115. — cf Bibliothèque de l'École des Chartes, A III (1862) p. 15. — et Clément, *Enguerrand de Marigny*, p. 85 et 88, Paris 1857.

3. Autres exemples *Hist. de France*, t. XX, p. 614 : *de avunculorum et fratrum baronumque consilio*....

4. *Anselme, général*, III, 12. — JJ 52, n° 230. — Guérin, *Archives historiques du Poitou*, t. XI, p. 15.

5. DuGayard, *La réduction féodale sous les fils de Philippe le Bel* (Revue historique, t. LV, p. 241, — et *Positions des thèses de l'École des Chartes*, neuvième, étude sur Louis X).

6. Henri Martin t. IV, p. 515.

7. JJ 50, n° 115.

8. Ex JJ 52, n° 7, 10, 21, 4, 13, 68, 100, 136, 208, 216, 221, 229, 231, 232.

mais dès que son arrestation est connue au camp de Bondues, près de Tourcoing, ses amis demandent « que droiture et justice soit faite », Louis X témoigne ses regrets de ce qui est arrivé, presque des remords¹, déclare Raoul « pur et innocent », et ordonne sa mise en liberté immédiate sans autre forme de procès, « considérant l'état de guerre où l'on se trouvait »; après la fin de la campagne, on s'occupera de faire « encore ledit jugement prononcier solennellement et publiquement² ». Raoul de Presles était libre, mais plusieurs de ses biens, qui avaient été donnés inconsidérément à des favoris de Charles de Valois, n'en demeurèrent pas moins confisqués sans jugement « contrairement à tout droit et à tout usage³ », et Louis X ne reconnut « son forfait » (l'expression est de Philippe le Long) qu'à son lit de mort, trop tard pour faire justice lui-même⁴. Il est probable que Philippe le Long fut au nombre de ces amis puissants dont l'intervention sauva Raoul de Presles, mais nous sommes réduits ici aux conjectures.

Quelle fut son attitude quand Pierre de Latilly fut emprisonné, et Enguerrand de Marigny pendu? Prit-il leur défense contre Charles de Valois, avec énergie ou avec mollesse? Ni les chroniques ni le Trésor des Chartes⁵ ne nous fournissent la solution de ces problèmes.

D'un côté il semble peu en faveur. À peine son nom paraît-il deux ou trois fois dans les actes pour nous apprendre que son influence n'était pas absolument nulle : c'est ainsi qu'il obtient pour son échanson un don du roi⁶, qu'il contribue à l'acquiescement d'un homme accusé de meurtre⁷, et à la mise

1 « *Voulant sur ce adressier sa conscience* ».

2 JJ 53, n° 14, 43, 82 et 111.

3 « *Pretermisso juris ordine ac contra notoriam regni Francie consuetudinem* » JJ 53, n. 13.

4 Il avait promis à Raoul 60 livrées de terre de revenus, dès le mois de janvier 1316 (n. s.) sur les forfaitures à venir, JJ 53, n° 327, mais il ne semble pas avoir tenu sa promesse, si nous nous reportons aux lettres de Philippe le Long.

5 JJ 52. Philippe le Long prit peut-être part à la seconde enquête qui aboutit à la condamnation d'Enguerrand de Marigny, mais nous n'en savons rien, il est invraisemblable qu'il ait contribué à perdre Enguerrand.

6 Déc. 1314, JJ 50, n° 102.

7 Juillet 1315, JJ 52, n° 147.

en liberté de Raoul de Presles¹. A en juger par ces souscriptions, sa part dans l'administration est loin d'égaliser celle de Bérault de Mercœur, de Pierre de Chambly, de Pierre de Machau, de Miles de Noyers, des évêques de Saint-Brieuc et de Saint-Malo, sans parler du comte de Valois, qui est le vrai roi; le sire de Varenne et le clerc Étienne de Borret paraissent jouir de plus d'influence que lui; il n'a même pas, dans l'administration, la place qu'il laissera à Charles le Bel, quand lui-même sera roi.

D'un autre côté Louis X parle plusieurs fois « de son très cher et fidèle frère Philippe, comte de Poitiers² » et ce qui est plus significatif que ces formules de politesse, il lui donne des preuves indiscutables de sa confiance : il augmente son apanage (du moins en principe); il lui donne un commandement dans la guerre de Flandre; enfin il le charge de faire élire un pape.

Ces trois points de l'histoire de Philippe le Long sont heureusement moins obscurs que les précédents. Son apanage fut porté officiellement de 20 000 livrées de terre à 50 000, mais il ne paraît pas lui avoir été payé avec exactitude : au mois de novembre 1315, Philippe est entré en possession de 37 000 de ces livrées de terre (dont 2 000 seulement en Poitou sur 7 000); il lui en reste dû 13 000³. Nous savons aussi que, loin d'augmenter son train de maison, il le diminue. Nous possédons en effet « l'ordonnance de *restrait de l'ostel* du comte de Poitiers », faite à Conflans le 24 novembre 1315⁴ : on y compte alors une centaine de personnes, savoir 10 chevaliers, « grands clercs » et prêtres, 23 écuyers, 24 valets de métiers et « petits clercs », 14 « petites robes » (par exemple le roi des ribauds), et 25 petits valets; ce personnel nous apparaît divisé en quatre parties. 1° les six offices ou « mes-

1 Sept. 315, JJ 53, n° 3.

2 Es. JJ 52, n° 66.

3. Bibl. nat. *Clairambault*, t. DCCCXXXII, p. 505. — Autres assignations des terres JJ 52, n° 148 et 149.

4 JJ 57, fol. 25. — AE. II, p. 327; — *Musée des Archives*, fol. 25; — Bibl. nat., *Clairambault*, t. DCCCXXXII, p. 473; — et Guérin, *Archives historiques du Poitou*, t. XI (1881), p. 116 et suiv.

liers » (paneterie, échançonnerie, etc.); 2° la chambre, avec ses dépendances, le service de santé, la chapelle, la garde du corps, la chambre aux deniers, le personnel de la vénerie; 3° un groupe de conseillers, bannerets, bacheliers, écuyers et clercs, à la tête desquels est le chancelier; 4° la direction de l'Hôtel, composée des maîtres de l'Hôtel.

Il serait superflu d'énumérer ici tous ces personnages; il suffit de remarquer les deux maréchaux Regnaut de Lor et le Borgne de Cériz, les deux chambellans Adam Héron et Robillard de Bonnemares, le secrétaire Jean de Belleymont, les chevaliers de l'hôtel Henri de Sully, Pierre de Garençières et Jean de Joinville, le célèbre chroniqueur en personne. La plupart d'entre eux seront les conseillers de Philippe le Long après son avènement.

En dépit de ce « *restrait* » l'hôtel du comte de Poitiers n'est pas celui d'un prince disgracié, et les réductions opérées paraissent avoir pour cause principale la guerre de Flandre qui « a vidé le Trésor ».

Philippe le Long reçoit de son frère une autre faveur relativement à son apanage. Il avait été décidé par Philippe le Bel (en 1314) que le comté de Poitiers ferait retour à la couronne si les héritiers mâles venaient à faire défaut¹. Philippe le Long demanda à Louis X une décision plus favorable. Louis X, se rendant au vœu de son frère, décida que les filles pourraient, à défaut d'hoir mâle, succéder à leur père dans le comté de Poitiers : « Raisons et droiz naturez donnent que en deffautes de hoirs males, les femeles doivent aussi bien héritier et avoir successions es biens et possessions des pères de cui elles ont esté procréées et descendues en loyal mariage comme font li malle² ». Ainsi Louis X invoque hautement le droit naturel et proclame en termes absolus le droit des femmes : il ne s'agit dans l'espèce que du comté de Poitiers, mais il est vraisemblable que dans la pensée du roi, cette théorie pouvait

¹ Arch. nat. (*Supplément des Layettes*), J 748, n° 2, — et Viollet, *Succession à la couronne de France*, p. 130.

² Arch. du Pas-de-Calais, A 60, — *Inventaire sommaire*, série A, t. 1, p. 91; — et Viollet, *op. cit.*, p. 130.

s'appliquer aussi au royaume de France, au profit de sa fille Jeanne¹. Philippe devait bientôt la remplacer par une autre plus favorable à ses intérêts; en attendant, il en profitait.

Le rôle de Philippe le Long dans la triste expédition de Flandre ne nous est pas connu avec précision. Nous savons du moins qu'il prit part à la délibération où la guerre fut décidée², qu'il reçut, comme en 1314, un commandement digne de son rang³, et qu'il avait avec lui plus de 300 hommes d'armes, parmi lesquels on peut remarquer ses deux maréchaux (Regnaut de Lor et le Borgne de Cérès), Henri de Sully et le vieux sire de Joinville, alors âgé de 91 ans⁴. On sait comment Louis X, après avoir pris l'oriflamme à Saint-Denis (le 25 juillet 1315) marcha sur la Flandre « avec ses deux frères, ses deux oncles et le duc de Bretagne », ce qui veut dire que ces personnages étaient les principaux chefs de l'armée royale. On sait comment l'expédition échoua piteusement dans la boue de Bondues : trente chevaux suffisaient à peine à traîner un tonneau de vin, les vivres manquèrent bientôt et il fallut battre en retraite après avoir brûlé les tentes et les bagages. Philippe le Long fut au nombre des « inglorieux », qui revinrent « *dolens et courroucés, moilliez et cotés* ».

Sa mission à Avignon nous est mieux connue. On sait que Clément V, mort le 20 avril 1314, n'avait pas encore de successeur; la lutte était vive entre l'influence italienne, qui tentait de se relever, et l'influence française, qui cherchait à se maintenir; elle se compliquait de rivalités personnelles entre cardinaux, particulièrement entre les Colonna gibelins et les Caiétans guelfes⁵. Philippe le Bel avait vainement essayé d'y mettre fin, mais ni ses conseils, ni ses ordres n'avaient été

1. La date de ce document n'est pas connue avec certitude, il est daté de la Saint-André (30 novembre 1314) mais c'est le lendemain même de la mort de Philippe le Bel, on s'étonne d'une pareille rapidité, et l'on se demande si le copiste ne s'est pas trompé (le document est une copie du xiv^e siècle).

2. J 561 A, n° 24 (fin du cahier).

3. *Hist. de France*, t. XX, p. 614 et 698.

4. *Bibl. nat., Ms. Camps*, t. LXXXIII, fol. 15.

5. *Hist. de France*, t. XX, p. 698 (*Chron. de Saint-Denis*).

6. V. Bertrand, *Recherches historiques sur l'origine, l'élection et le couronnement du pape Jean XXII* Paris, 1851.

écoutes; les vingt-trois cardinaux s'étaient réunis à Carpentras, sans résultat, puis s'étaient dispersés, après des scènes scandaleuses, « comme des perdreaux effrayés ».

Louis X eut grand'peine à rassembler la compagnie; ses premiers ambassadeurs, dont les principaux étaient le comte de Boulogne, l'évêque de Senlis (Pierre Barrière), et l'évêque de Soissons (Gérard de Courtonne) échouèrent dans leur mission¹, et Louis X, faute d'un pape qui pût prononcer son divorce et excommunier les Flamands, fut réduit, comme on sait, à faire étouffer sa femme et à déclarer la guerre à la Flandre.

Sa seconde ambassade fut plus heureuse. Philippe le Long, précédé de Pierre Barrière² et accompagné de Raoul de Presles, avec une belle compagnie d'hommes d'armes la plupart nobles, quitta Paris dès la fin de décembre 1315 et se rendit à Avignon³. Il fit aussitôt connaître aux cardinaux dispersés dans les châteaux et dans les abbayes le motif de sa venue; il les pressait d'élire un pape au plus tôt « pour que la chrétienté ne fût pas détruite par leur présomption et orgueil ». Les uns, à la tête desquels était François Caiétano, l'accueillirent mal « rogament et felonneusement », les autres, représentés par Arnaud de Pélagrue, lui promirent de faire la volonté du roi. Enfin ils s'assemblèrent au chapitre des frères mineurs d'Avignon; Philippe leur exposa « par belles paroles », comment « le loup courait les champs et ravissait les brebis faute de pasteur », et les supplia de se mettre d'accord « pour l'amour de Dieu et du roi de France », puis il sortit et les laissa délibérer. Au bout de deux jours, ils se séparèrent sans avoir rien fait. Force fut à Philippe de retourner chez chacun d'eux, d'hôtel en hôtel, recevant de chacun d'eux des promesses, mais quand ils se retrouvèrent tous ensemble, ils lui manquèrent encore de parole⁴.

1. Bibl. nat., ms. fr. 22256, fol. 5a (fin de 1314 et commencement de 1315). — cf. *Chronographia*, p. 228.

2. *Quando dominus rex germanum suum, nunc regem, misit ad romani curiam, premisit dictum electum* (P. Barrière, évêque (ou de Senlis) Bibl. nat., ms. fr. 22256, fol. 55).

3. *Hist. de France*, t. XXI, p. 662. — t. XXII, p. 304.

4. *Ancienta chroniques de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 40.

Certains comptes, de dépenses, qui nous sont conservés¹, nous montrent quels innombrables voyages il dut faire pour voir un à un tous les cardinaux, et quelles sommes d'argent il dépensa pour décider les hésitants. La lutte fut longue et acharnée, certains épisodes, tels que l'accusation d'envoûtement portée contre François Caiétano, nous montrent combien les passions étaient surexcitées : neveu de Boniface VIII, indulgent au népotisme, principal chef des ultramontains, François Caiétano était accusé d'avoir voulu faire disparaître par des pratiques magiques Louis X, Philippe le Long et les Colonna, l'accusateur était un clerc français nommé Évrard; à en croire le curieux document conservé à la Bibliothèque nationale², le cardinal lui avait ouvert ses projets; Évrard avait fait mine d'abonder en son sens; il lui avait procuré un spécialiste pour l'aider dans ses envoûtements multiples, mais il avait été tout révéler à Philippe le Long, et l'enquête avait pu reconstituer toute la trame du complot.

L'accusation était-elle fondée ou non? D'un côté il est certain que les hommes de ce temps et particulièrement les Italiens croyaient à l'envoûtement, et que François Caiétano était bien de son temps et de son pays; d'un autre côté on se rappelle que Philippe le Bel, pour perdre Boniface VIII et les Templiers, n'avait pas reculé devant les pires calomnies, et Philippe le Long avait été élevé à cette école. Quelle que soit la solution du problème, elle montre quels obstacles Philippe le Long devait vaincre pour que le nouveau pape fût un second Clément V et non un nouveau Boniface VIII. L'élection ne devait avoir lieu qu'au mois d'août 1316, deux mois après la mort de Louis X.

Philippe le Long reçut de son frère une marque suprême de confiance dans son testament du mois de juin 1316, qui instituait comme exécuteurs testamentaires l'évêque de Saint-Malo, Charles de Valois, Philippe de Valois, Philippe de Poi-

1. Bibl. nat., ms. 10132, p. 399 *chronique* — et ms. fr. 23236, fol. 15.

2. Bibl. nat., *Claramont*, ancien xvi, actuellement 788, fol. 427 et suivants, — et Bertrand (op. cit., p. 18, et 58).

tiers¹, Louis d'Évreux, Charles de la Marche, Guy de Saint-Pol, Gaucher de Châtillon, Miles de Noyers, Hugues d'Augeron et le confesseur du roi². Près de comparaître devant Dieu, après avoir bu de l'eau trop fraîche en jouant à la paume à Vincennes, Louis X s'était repenti d'avoir laissé dépouiller Raoul de Presles et pendre Enguerrand de Marigny; à travers sa fièvre, il demandait qu'on rendit au premier ses biens³, et qu'on donnât de l'argent, beaucoup d'argent, aux enfants du second, qui était encore accroché au gibet⁴.

Ce testament devait faciliter l'œuvre de Philippe le Long; il forme une sorte de transition entre la réaction féodale qui marque le règne du faible Louis X, et le relèvement de la royauté, qui fait la gloire de Philippe V.

1. Louis X était certainement libre de ne pas inscrire son frère dans cette liste, la preuve en est que Charles de la Marche ne figure pas parmi les exécuteurs de Philippe le Long (V. J 403, n° 26).

2. J 403, n° 22.

3. Il déplore « la grande infortune qui lui est advenue », il rappelle que le fils d'Enguerrand est son filleul, et lui donne 10 000 livres (1 million environ) pour lui et ses enfants. Nous possédons une liste complète des donations de Louis X à son lit de mort, elles sont énormes, par exemple Gaucher de Châtillon reçoit 600 livres de rente viagère (60 000 fr. environ), Miles de Noyers autant, Ansel de Joinville 400 livres, la nourrice de Louis X 200, son confesseur 300 livres, etc., etc. Bibl. Sainte-Geneviève, ms., LF 5, 7^e partie, fol. 207.

4. *Mes trépassa et Diez li face
Pardon, et ses maz li efface,*

Geffroi de Paris, *Hist. de France*, t. XXII, p. 164.

CHAPITRE I

RÉGENCE DE PHILIPPE LE LONG

(16 Juin — 19 Novembre 1316)

I — RÉGLEMENT DE LA RÉGENCE

Louis X était mort sans laisser de fils (5 juin 1316¹). Les chroniqueurs se plaisent à remarquer, à cette occasion, que le monde se trouva un moment sans pape, sans empereur et sans roi de France². Mais si l'inter règne était pour l'Église et pour l'Empire une maladie chronique, la France en souffrait pour la première fois, prise à l'improviste, et elle ne trouvait aucune coutume à suivre, aucun enseignement à puiser dans le passé pour remédier à ce mal inconnu.

Il ne convenait pas encore de régler la succession au trône, et par conséquent d'examiner les droits respectifs de la fille³, du frère et de l'oncle de Louis X; sa veuve, Clémence de Hongrie, était enceinte de quatre mois et il pouvait lui naître un fils⁴. Il s'agissait donc seulement de constituer la régence jusqu'à la naissance de l'enfant.

1 Dans la nuit du 4 au 5, après minuit (*Hist. de France*, t. XX, p. 638; — XXI p. 140, 151 et 725, — XXII, p. 164 et 772. — Bibl. nat. ms. 10132, p. 399) — M. Morauville, qui a publié dernièrement l'intéressante « *Chronographia regum Francorum* » pour la Société de l'Histoire de France, fixe la mort de Louis X au 7 juillet 1316 (*Chronographia*, p. 223). Cette date est inacceptable : nous possédons des actes de Philippe le Long, comme régent de France, datés du mois de juin, après la mort de son frère « *incelte recordationis* » (Lx. + k. 40 n° 2, et k. 57, n° 2). La date donnée par les chroniqueurs est donc exacte.

2 Lx. + *Hist. de France*, t. XXI, p. 813.

3 Jeanne avait alors quatre ans.

4 D'après Dupuy (*Traité touchant les droits du roi très chrétien*, 1655, p. 219),

La situation était entièrement nouvelle. La régence avait été exercée par Blanche de Castille, après la mort de Louis VIII; il ne semblait donc pas, malgré l'appréciation intéressée de Charles de Valois, que Clémence de Hongrie dût être exclue par sa qualité d'étrangère¹; mais Blanche de Castille était la propre mère du roi mineur, tandis que Clémence de Hongrie n'était que la belle-mère de Jeanne. On sait à la suite de quels drames était morte la mère de Jeanne, Marguerite de Bourgogne : si elle eût été « prude femme », elle eût survécu à Louis X, et vraisemblablement exercé la régence².

Au défaut de Marguerite, ce fut son frère, le duc de Bourgogne Eudes IV, qui s'intitula hautement le défenseur des droits de Jeanne; il résolut de « représenter » sa sœur, et réclama la régence avec la tutelle.

D'un autre côté Charles de Valois se considérait lui aussi comme désigné à la régence comme « *le plus aîné de la couronne* », il comptait des amis puissants, et se prévalait de l'autorité qu'il avait exercée sous le règne de Louis X.

Philippe le Long, « premier frère de Louis X³ », allait donc rencontrer deux rivaux, mais il n'y avait pas à craindre qu'ils s'unissent contre lui, leurs intérêts étant contraires. Or il n'y avait que deux politiques en présence, la politique monar-

« il fut question de bailler un curateur au ventre », pour veiller à l'intérêt de l'enfant à naître, et on parla de Louis d'Evreux pour cette charge. Je n'ai trouvé aucun document sur cette question, d'ailleurs sans intérêt. Les chroniques racontent seulement que Louis X, à son lit de mort, recommanda sa femme à ses oncles et à Charles de la Marche (Geffroi de Paris, *Hist. de France*, t. XXII, p. 164).

1. Nous ne trouvons rien dans les textes qui nous fasse penser qu'elle ait réclamer la régence, elle paraît abîmée dans son chagrin.

*La royne au boys lors estoit
Qui forment se desconfortoit,
Mes Monseigneur Loys de France
L'estoit de grant confortance.*

Geffroi de Paris, *Hist. de France*, t. XXII, p. 164.

2. Le passé était d'ailleurs plein de contradictions; ainsi à la mort de Henri I^{er}, en 1060, pendant la minorité de Philippe I^{er}, la régence avait été exercée par le comte de Flandre Baudouin, et non par Anne de Russie, bien qu'elle fût la mère du jeune roi.

3. *Philippus, filius regis Francorum, germanus primus inclite recordationis domini nostri carissimi domini Ludovici* (h. 57, n° 2).

chique, qui était celle de Philippe le Long, et la politique féodale, qui était celle de Charles de Valois et du duc de Bourgogne; les partisans de la première n'avaient qu'un chef; ceux de la seconde étaient divisés, au grand profit de Philippe le Long.

Philippe le Long était à Lyon quand il apprit la mort de son frère par une lettre de Charles de Valois¹. Il se révéla aussitôt comme homme d'action.

Au lieu de répandre la nouvelle, il fait fermer les portes de la ville pour tenir les habitants dans l'ignorance², et sans s'attarder à approfondir les questions de la succession au trône, il se fait reconnaître résolument comme régent par son entourage, notamment par le comte de Forez (16 juin³), puis par les barons qui se trouvent à Lyon (par exemple par le seigneur de la Voulte, 17 juin⁴); le 18 sont célébrées les fiançailles de sa fille Isabelle avec le fils du dauphin de Vienne, évidemment favorable⁵.

Malgré la *Chronique rimée*, qui nous le représente indécis

• Si ne sot pas que fère lors
De demorer ou d'aler hors⁶, •

il ne paraît guère avoir hésité sur le parti à prendre. Il fait aussitôt acte d'héritier, et entre dans l'exercice de ses fonctions : il saisit à son profit l'argent provenant des condamnations prononcées par les enquêteurs-réformateurs⁷ dans la sénéchaussée de Lyon; il se compose un conseil. Enfin il

1 Ménard, *Hist. de Rome*, t. II, preuves, p. 22. — « Stupefactus fuit », dit Jean de Saint-Victor (*Hist. de France*, t. XXI, p. 563).

2 *Anc. chron. de Flandre*, *Hist. de France*, t. XXII, p. 405. — *Isore et cron*, p. 307.

3 *Titres de la maison ducale de Bourbon*, n° 1120.

4 Arch. nat., h. 40, n° 2. (d'après l'inventaire de Dupuy, la pièce est en *défect*, comme bien d'autres, lacune regrettable, car la date est fort importante, heureusement d'autres documents confirment l'inventaire de Dupuy; *Ex. : h.* 57, n° 2. — V. Bertrand, *op. cit.*, p. 25 et 70).

5 Valbonnais, *Hist. du Dauph.*, t. 1, 288.

6 *Hist. de France*, t. XXII, p. 164.

7. « Un de ces réformateurs était Pierre Barrière, évêque de Senlis (V. Bibl. nat., ms. fr. 23250, fol. 50).

affirme ses droits par une sorte de message¹ adressé à la nation, ou pour parler le langage diffus du temps, par des lettres « aux évêques, abbés, chapitres, couvents et autres personnes ecclésiastiques, ainsi qu'aux barons, nobles, échevins, prévôts, communautés, habitants, et autres fidèles et sujets » des sénéchaussées et des bailliages.

Dans ce document des plus curieux, il commence par déplorer la mort de son frère, mais « la nature humaine est « ainsi faite qu'elle ne peut dépasser le terme qui lui est fixé; « aussi, ajoute-t-il sans plus de phrases, avons-nous décidé de « socher nos larmes, de prier avec vous le Christ pour son « âme, et de nous montrer empressé au gouvernement des « royaumes de France et de Navarre, afin que leurs droits ne « dépérissent pas, et que les sujets des deux royaumes vivent « heureux sous le bouclier de la paix et de la justice² ». Et passant des paroles aux actes, il envoie dans les provinces des commissaires « aimés dans le pays et dévoués à la fois aux intérêts des habitants et à ceux du roi », pour y prendre en son nom possession du gouvernement. c'est ainsi qu'Aymar de Poitiers, fils aîné du comte de Valentinois et de Diois, se met en route pour Beaucaire et pour Nîmes³.

Philippe le Long se réservait Paris, mais il ne voulait pas quitter Lyon avant d'en avoir fini avec cet interrègne pontifical qui durait depuis plus de deux ans, et puisque les cardinaux résistaient à toutes ses instances, il s'inspira des procédés suivis en 1271 pour l'élection de Grégoire X⁴, c'est-à-dire qu'il résolut d'enfermer les cardinaux⁵. L'emmurement des cardi-

1. « Nous ne savons, dit M. Servois (*Annuaire bulletin de la Soc. d'Hist. de France*, 1864, p. 45), quelles lettres il envoya aux pairs et barons de France, et quels ordres il expédia dans les sénéchaussées. » J'ai connaissance d'une de ces lettres, celle qu'il adresse de Lyon à la sénéchaussée de Beaucaire le 1^{er} juin 1316, et il est permis de conjecturer avec de grandes chances de vérité que cette sénéchaussée ne fut pas la seule à laquelle il notula sa volonté d'exercer la régence. Il déclare bien que cette sénéchaussée « brille entre toutes les autres en puissance et en honneur », mais c'est une formule de politesse qui ne prouve rien (Menard, *Hist. de Nîmes*, t. II, preuves p. 22).

2. Menard, *Hist. de Nîmes*, t. II, preuves, p. 22.

3. *Ibid.*

4. Comme on sait, les cardinaux demeurèrent trois années sans se mettre d'accord, et il fallut les « enfermer » en une salle à Viterbe.

5. Il se fait préalablement approuver par son conseil, qui l'engage à enfermer

naux réunis en conclave était conforme aux prescriptions nouvelles du droit canonique, mais les cardinaux de 1316 étaient peu disposés à se conformer à ces prescriptions; Philippe le Long sut les y forcer.

Habile à dissimuler, il commence par les inviter à une messe des morts qu'il fait dire aux Jacobins pour le repos de l'âme de son frère¹; les cardinaux s'y rendent sans défiance, chacun avec son chapelain, comme de coutume²; aussitôt des maçons murent sans bruit les portes, à l'exception de la grande; la cérémonie terminée, Philippe le Long sort de l'église le premier et laisse passer son escorte et la foule des assistants, mais quand les cardinaux, après avoir délibéré entre eux sur l'élection du pape sans pouvoir s'entendre encore, se présentent à leur tour pour franchir le seuil de l'église³, il les arrête d'un geste, et leur signifie impérieusement qu'ils sont enfermés et qu'ils ne recouvreront pas leur liberté avant d'avoir élu un pape; après quoi les maçons murent aussi la grande porte, en n'y laissant qu'une étroite ouverture pour passer les vivres aux prisonniers⁴; si la résistance se prolonge trop longtemps, il est entendu qu'on découvrira la toiture, sans s'inquiéter si le procédé est canonique ou non⁵; une forte troupe monte la garde tout autour de l'église pour déjouer toute tentative d'évasion ou de délivrance; sept cents hommes armés de toutes pièces occupent la ville⁶;

les cardinaux malgré ses promesses et malgré son serment, *Hist. de France*, t. XXI, p. 663.

1 *Anonyme de Caen* (*Hist. de France*, t. XXII, p. 26) Suivant les *anc. chron. de Flandre* (*Hist. de France*, t. XXII, p. 4), les cardinaux s'y seraient réunis pour fléchir la colère de Louis X, qu'ils croyaient vivant. Cette version me paraît moins acceptable.

2 *Isidore et croniques*, p. 207.

3 D'après les *Isidore et croniques*, les cardinaux demeurèrent dans l'église jusqu'à 3 heures de l'après-midi sans se douter de rien : « quant il vrent la este jusques à nonne, si vindrent au huis, mais il les trouvèrent tous fourbarrés », p. 307 et 308.

4 *Hist. de France*, t. XXII, p. 403.

5 « Qui adonc eust oy ces cardinaux brayre, d'i non sans irreverence l'*Isidore et cronique*, moult peust avoir grant joie », p. 308. Le *moine de Saint-Victor* se contente de louer l'habileté de Philippe « *ingenio et arte* » (*Hist. de France*, t. XXI, p. 662).

6 *Hist. de France*, t. XXII, p. 164.

l'élection du pape est assurée (28 juin 1316¹), Philippe le Long a rempli sa mission « pro creatione summi pontificis acceleranda² ».

Philippe le Long, laissant au comte de Forez et au sénéchal de Beaucaire la direction de ce singulier blocus³, prit la route de Paris dans les premiers jours de juillet⁴. Le temps pressait : le comte de Valois, habitué à se considérer comme le plus important personnage du royaume, était prêt sinon à s'arroger lui-même la régence, du moins à l'accepter dès qu'elle lui serait offerte; Charles de la Marche, le comte de Saint-Pol et plusieurs autres grands seigneurs soutenaient qu'il y avait droit comme « le plus aîné de la couronne⁵ » ; ils comptaient sur l'appui des ligues provinciales et sur la docilité de Philippe.

Mais le caractère de Philippe le Long n'était pas celui de Louis X. Charles de Valois, impatient de connaître ses sentiments, s'était porté au-devant de lui sur la route de Lyon⁶, avec Charles de Marche et le comte de Saint-Pol⁷. « Sire, lui dit le comte de Saint-Pol, véez-cy vostre oncle, le plus aîné de la

1 Raynald, *Annales ecclesiastici*, t. IV, p. 34, et V p. 34.

2 *Hist. de France*, t. XX, p. 615.

3 *Hist. de France*, t. XX, p. 615, et *Isidore et croniques*, p. 309.

4 Il était encore à Lyon le 2 juillet; l'évêque de Sens, P. Barriere, retenu par la maladie (*graviter infirmus*), resta à Lyon quelques jours de plus (Bibl. nat. ms. fr. 23254, fol. 35), sa mission dura 226 jours, du 25 décembre 1315 au 8 août 1316. Ses dépenses pendant ce temps s'élevèrent à 1318 livres 10 sous tournois (environ 130 000 francs d'aujourd'hui), *ibid*.

5 *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXI, p. 406.

6 Ou? Plusieurs textes disent « dans le comté de Chartres, mois qui ne peuvent pas être pris à la lettre, et qui désignent, s'ils sont exacts, un des domaines de Charles de Valois, situé soit dans le Gâtinais, soit même dans le Valois. Il n'est pas sûr en effet que Philippe le Long soit venu de Lyon par le plus court chemin : d'après M. Lacabane (v. Servois, *op. cit.*, p. 46.) il passe par Lray, pour assister à la naissance de son fils, mais M. Lacabane n'en donne aucune preuve, l'enfant paraît être né un peu plus tôt (Comte de Vaugis, *Hist. de France*, t. XX, p. 618). — *E floribus chron.*, *Hist. de France*, t. XXI, p. 526 On pourrait conjecturer aussi qu'il passa par Reims, ce qui expliquerait qu'il ait traversé le comté de Valois, ces questions sont d'ailleurs d'un intérêt médiocre (V. Servois, *op. cit.*, p. 46).

7 Les chroniques et les documents d'archives appellent le comte de Saint-Pol cousin du roi mais il ne faut pas, comme on sait, prendre ce mot dans le sens actuel : le comte de Saint-Pol est seulement le frère de sa tante par alliance, (Mahaut de Châtillon d'ile de Saint-Pol, troisième femme de Charles de Valois). Le roi l'appelle parfois son oncle (*avunculus noster*). Ex : JJ 53, n° 161, 169.

ou embellies. — le feu
en l'air historique de la Belgique et Flandre

couronne; si vous louons que vous accordez à luy, et qu'il ait le gouvernement du royaume, car trop seroit le royaume chargé d'un enfant de si jeune age, quy ne sçet terre gouverner, et qui est d'estrange pays de par sa mère¹ ». Philippe, résolu à défendre ses droits autrement que par des discours, répondit évasivement « qu'il en aviserait », puis il rentra à son hôtel, et dès que ses chevaux furent repus, il les fit rebrider, et sans prendre congé de son oncle, il gagna Paris à toute vitesse (12 juillet 1316²).

Son autre oncle, Louis de France, et le connétable Gaucher de Châtillon³, venus à sa rencontre, le menèrent au Louvre et le mirent au courant de la situation : il n'y avait pas de temps à perdre : le comte de Valois et le comte de la Marche avaient fait occuper par leurs hommes d'armes le palais de la Cité⁴; il fallait agir résolument avant leur retour.

Philippe commença par mander les bourgeois de Paris, dont les sentiments n'étaient pas douteux; ils vinrent aussitôt en foule et l'assurèrent de leur dévouement⁵. En même temps arrivaient des barons et des chevaliers en assez grand nombre

1. *Anc. chron. de Flandre Hist. de France*, t. XXII, p. 406); — cf. *Isidore et Croniques*, p. 308.

2. Il passa par Carrières-Charenton et y prit des chevaux pour entrer à Paris. Le mot *Carceriam*, imprimé par erreur dans le tome XX des *Historiens de France* (p. 613), et où M. de Monmerque voit le nom de *Carcham*, doit être remplacé par le mot « *Carrieriam* », qui désigne la maison royale de Carrières, près de Charenton, et où nous savons par un fragment de comte qu'il y avait à ce moment quatre chevaux ayant appartenu à Louis X, un gris, un roux, un bai et un ferrant (*Hist. de France*, t. XXII, p. 774). Pour la date de l'arrivée à Paris, V. le *Continuateur de Nangis* (*Hist. de France*, t. XX, p. 613, ou édit. Geraud, t. I, p. 427), et *Chronographia*, p. 232.

3. Gaucher de Châtillon « avoit pour tous les sceaux du roi » (*Bibl. nat. coll. De Camps*, t. LXXXVII, fol. 363), il était un des principaux membres du Grand Conseil qui exerça le gouvernement depuis la mort de Louis X (V. t. II, *Grand Conseil*).

4. Et non pas le Louvre, comme le suppose M. Moranville (*Chronographia*, p. 232), ce qui a trompé à son tour M. Viollet dans sa remarquable étude sur la *Succession à la couronne de France* (p. 133). Le texte même de la *Chronographia* est fort clair : « *Illico condixerunt cum Parisiis ad Castellum quod dicitur Lupara, ubi dictum est ex quod comites Valens et Marchie pauerant homines armurum in palatio regali* ». C'est donc le palais de la Cité, le « *mirificum palatium* » de saint Louis et de Philippe le Bel, embelli par Euguerrand de Marigny, (V. *Hist. de France*, t. XXIII p. 194 et 354) qui est occupé par les gens du comte de Valois, et c'est au Louvre que Philippe le Long en est informé.

5. « *Incontinent jurèrent avec luy* », *Isid. et Croniques*, p. 308.

pour montrer que la noblesse n'était pas tout entière inféodée à Charles de Valois¹.

Certain d'être soutenu en cas de résistance, le Connétable marcha sur le palais de la Cité « avec une belle compagnie de gens d'armes » ; les portes étant fermées, il demanda l'entrée et frappa ; des hommes armés parurent aussitôt aux fenêtres et lui demandèrent ce qu'il voulait. « Je veux entrer, répondit-il, et mettre le palais en état de recevoir le régent de France qui me suit. » Ils répliquèrent qu'ils ne pouvaient pas le laisser entrer sans la permission de Charles de Valois ou de Charles de la Marche² ; alors le Connétable fit venir des charpentiers et des serruriers, leur ordonna d'enfoncer les portes à coups de marteaux, et comme le bois résistait, il déclara aux défenseurs du palais qu'ils auraient tous la tête tranchée « quelque nobles qu'ils fussent », s'ils ne se rendaient pas à discrétion. À ces paroles, le gouverneur s'empressa de parlementer ; les portes s'ouvrirent et le Connétable entra dans le palais à la tête de sa compagnie (12 juillet 1316)³.

Philippe le Long, suivi d'une imposante escorte de barons et de chevaliers, vint s'y établir le jour même, et se concerta avec ses fidèles⁴.

Le comte de Savoie⁵, après lui avoir annoncé officiellement la grossesse de la reine Clémence, lui conseilla « de prendre possession du gouvernement auquel il avait droit en attendant la décision des grands, qui ne pouvait manquer d'être favorable » ; l'assistance ayant approuvé ces paroles, il fut convenu que Philippe ferait ses « offices royaux » au nom de son neveu à naître, et qu'une assemblée solennelle des grands

1. *Munt baron contre lui alèrent,
Et moult grandement l'honneurrent.*

Geffroi de Paris, *Hist. de France*, t. XXII, p. 161.

2. *Chronographia*, p. 232 ; — *Ist. et Chroniques*, p. 308.

3. *Hist. de France*, t. XXII, p. 406, — *Ist. et Chroniques*, p. 309.

4. « *Ata au palais tenir son tuel et y fist office roial* ». *Ist. et Chroniques*, p. 308, — cf. *Hist. de France*, t. XXII, p. 406.

5. Les documents du *Trésor des Chartes* montrent que Philippe le Long attribua en partie son succès au comte de Savoie (H. 54 B, n° 11).

Le comte de Valois, le comte de la Marche et le comte de Saint-Pol, apprenant ce qui venait de se passer au palais de la Cité², ne persistèrent pas ouvertement dans leur opposition, de peur de faire le jeu de Jeanne de France et du duc de Bourgogne, ils se présentèrent au palais de la Cité, firent leur soumission à Philippe le Long et lui remirent les clefs du trésor du Louvre³; Philippe leur pardonna « moult débonnairement », et ils lui jurèrent fidélité comme les autres⁴, mais les documents nous montrent qu'ils furent tenus à l'écart.

Maître du pouvoir « par amour et par force », suivant l'expression employée dans les anciennes chroniques de Flandre⁶, Philippe se rendit à Saint-Denis le mardi 13 juillet⁶, et y fit célébrer pour son frère un service des morts (14 juillet). De retour à Paris le 15, il s'installa au palais de la Cité dans les appartements royaux, non sans prendre encore quelques mesures de prudence : c'est ainsi que la cour du palais, ouverte ordinairement au public, fut garnie de sergents qui n'y laissèrent entrer personne; les merciers, qui avaient le privilège d'y étaler leurs marchandises dans la « galerie aux merciers », furent contraints de fermer boutique et de sortir⁷.

1. « Tous les hauts hommes du royaume », *Hist. et Chroniques*, p. 308. — cf. *Hist. de France*, t. XXII, p. 164.

2. Apprenant que Philippe « estoit par euvre de fait estably et receu pour estre gouverneur du royaume, et qu'il avoit de ja attrait la plupart des barons a son accord, » *Hist. de France*, t. XXII, p. 400.

9. JJ 59, n° 137

4. « Venerunt ad eum causa pacis impetranes, eique benigne ipse indulgenti
fecerunt homagium (Chron. lat. de Berne, à la suite des Ist. et Croniques,
t. I, p. 513, — cf. Hist. de France, t. XXII, p. 406.

— J. J. Hoff

6. Une chronique place le voyage à Saint-Denis « avant l'entrée à Paris » mais le texte du *Continuateur de Nangis* « revertens inde Parisius » et celui de Girard de Franchet ne laissent aucun doute sur ce point (*Hist. de France*, t. XX, p. 615; — t. XXI, p. 12, — t. XXII, p. 461). Le compte de Geoffroi de Fleury place aussi ce voyage un jour trop tôt (V. *Bout d'Arcq.*, p. 181).

7 *Hist. de France*, t. XXII, p. 164 (Galloni de Paris). Tous ces détails ont leur utilité ici parce qu'ils montrent clairement une fois de plus, qu'il s'agit du palais de la Cité et non pas du Louvre. On sait que les merciers vendaient nou

L'assemblée convoquée pour régler la succession de Louis X se réunit au palais de la Cité le vendredi 16 juillet¹. C'était une assemblée aristocratique, composée entièrement de grands et de barons². Le groupe des grands était formé du Grand Conseil de Louis X, augmenté de plusieurs pairs, princes et prélats venus pour la circonstance, tels que Charles de Valois le jeune, Mahaut d'Artois et Blanche de Bretagne (veuve de Philippe d'Artois)³; quant au groupe des barons, dont nous ignorons le nombre, il constitue, pour ainsi dire, le public de l'assemblée; représentants naturels de la noblesse, ils sont convoqués, en apparence pour exercer une influence féodale, en réalité pour donner seulement plus de valeur aux mesures prises par l'autre groupe; c'est un rouage de la machine féodale que la royauté fait servir à son usage.

Après une délibération dont malheureusement le procès-verbal ne nous est pas parvenu, mais dont nous connaissons les résultats⁴, l'assemblée décida que pour le moment Philippe

seulement la mercerie, mais aussi l'épicerie, la droguerie, la quincaillerie et tout ce qui tenait à la parure, leurs boutiques étaient très fréquentées par les gens de la cour, il y en avait surtout au palais et sur la route de Vincennes.

1. Le texte de Geoffroi de Paris, le seul qui précise la date de l'assemblée (*Hist. de France*, t. XXII, p. 165) ne paraît placer la séance le 16 et non le 15 : « si nous le savons attentivement, nous trouvons que Philippe revient à Paris « ce jour », c'est-à-dire le jeudi 15 juillet; le « second jour », c'est-à-dire le 16, on rouvre les portes et l'assemblée se réunit. En outre, il serait difficile d'admettre que l'assemblée du palais, les négociations avec le duc de Bourgogne et le traité conclu avec lui à Vincennes aient eu lieu dans la même journée du 17 (date certaine du traité). La précision des dates est ici encore des plus importantes, car si l'on place l'assemblée après le traité avec le duc, les faits cessent d'être intelligibles.

2. Plusieurs chroniqueurs, par exemple Geoffroi de Paris (*Hist. de France*, t. XXII, p. 165) et Bernard Guy (*ibid.*, t. XXI, p. 43) donnent à cette assemblée le nom de *Parlement*, mais ce terme ne doit pas nous tromper : il a à cette époque deux sens bien distincts, celui de cour judiciaire, qui prévaudra, et celui de séance où l'on délibère, qui est le sens ancien du mot.

3. Fille du duc de Bretagne Jean II.

4. Nous les connaissons (approximativement) par les chroniqueurs : Contin de Vancis, *Hist. de France* t. XX, p. 615, ou édit. Gerault, t. , p. 427; — Girard de Frachet, *Hist. de France*, t. XXI, p. 45; — Jean de Saint-Victor, *ibid.*, p. 663; — Bernard Guy, *ibid.*, p. 726; — Geoffroi de Paris, t. XXII, p. 165. La *Chronographia* et les *Chroniques de Flandre* n'en disent rien. — Nous les connaissons avec plus de précision par le traité du 17 juillet 1316, si, comme je l'estime, ce traité en est la répétition avec quelques additions avantageuses pour le duc de Bourgogne; il se compose en effet de deux parties : 1° les avantages accordés à Philippe le Long, — 2° les concessions faites au duc et à sa niece, cette seconde

gouvernerait les deux royaumes de France et de Navarre, avec le titre provisoire de régent, gouverneur ou gardien¹, et qu'il percevrait tous les revenus royaux². — La question de la régence était réglée.

La question de la succession à la couronne ne fut réglée qu'incomplètement, c'est-à-dire que l'assemblée décida qui serait roi si Clémence accouchait d'un fils, et laissa l'avenir incertain dans le cas contraire.

Si la reine Clémence accouchait d'un fils, Philippe le Long conserverait le gouvernement des deux royaumes, comme régent, jusqu'à la majorité de son neveu (en d'autres termes pendant quatorze années)³; pendant cette période, il assignerait à la reine Clémence un revenu annuel de 20 000 livres

partie est celle qui renferme les modifications, puisque le traité du 17 est destiné à ramener le duc, mais tout le reste s'accorde si exactement avec ce que les chroniqueurs nous apprennent du traité du 16, que nous sommes autorisés à le considérer comme le texte même de ce traité, jusqu'au paragraphe « *Item nous voulons et avons voulu et accordé que audit duc de Bourgogne* ». En outre, si les deux traités étaient contradictoires, on ne comprendrait pas que tous les chroniqueurs sans exception eussent ignoré ou passé sous silence une modification de cette importance, qui eût été pour Philippe le Long un grave échec.

1. Toutes ces expressions se rencontrent dans les documents, ainsi que dans les chroniques. — en latin *regens, gubernator, regis Francorum filius Francorum et Navarre regna regens*, on trouve aussi *comes regni, regis procurator* (V. Meyer, *Commentarii* (1861), p. 118).

2. La Chronique rimée, attribuée à *Geffroi de Paris*, s'exprime ainsi (*Hist. de France*, t. XII, p. 165).

*Et a ce se sont esméu
Qu'a gardien l'ont esléu,
Et ainsi conseil le regarde
Qui du royaume ara la garde,
Se mille an, XVIII an;
Et la garde aura tant de temps
Et les guerres et les contemps*

3. Le texte du traité du 17 juillet ne nous renseigne pas sur l'âge de la majorité royale. Quant aux chroniqueurs, ils ne sont pas d'accord sur le chiffre. la chronique rimée attribuée à *Geffroi de Paris* et *Jean de Saint-Victor* disent 24 ans, ou du moins les copistes le font tout dire (*Hist. de France*, t. XII, p. 165, et t. XXI, p. 683; — cf. Baluze, *les Papes d'Avignon*, col. 117). — le *Continuateur de Nangis* (éd. Géraud, t. 1, p. 427) et *Girard de Frachet* (*Hist. de France*, t. XXI, p. 47) disent 18 ans, — *Bernard Guy* seul donne textuellement 14 ans (*Hist. de France*, t. XXI, p. 726), mais d'autres donnent « *intelligibilem ætatem* », qui a à mon avis le même sens (Ex. : *Chronique anonyme*, *Hist. de France*, t. XXI, p. 20). C'est ce chiffre 14 que j'adopte pour des raisons que je me propose de développer plus tard dans une étude spéciale, qui sortirait du cadre de l'étude présente.

sur le duché d'Orléans¹, et lui en assurerait 4 000 à titre héréditaire (dont 3 000 à prendre sur l'échiquier de Rouen)²; — à la majorité de son neveu, il transmettrait librement les deux royaumes à leur légitime héritier, et obéirait désormais à l'enfant comme à son seigneur³.

Si au contraire la reine accouchait d'une fille, Philippe conserverait encore le gouvernement des deux royaumes⁴, comme régent, jusqu'à la nubilité de ses nièces⁵. C'est à cette date seulement que serait réglée définitivement la question de la couronne, soit au profit de Philippe le Long, soit au profit de ses deux nièces ou de l'une d'elles; le traité envisage nettement⁶ les deux solutions contraires: ou bien les filles de Louis renonceraient à jamais à la couronne de France⁷, et alors Philippe serait reconnu roi de France (mais non roi de Navarre), — ou bien les filles de Louis⁸ conserveraient leurs prétentions à la couronne de France, et alors les droits des deux parties seraient réservés, c'est-à-dire qu'elles pourraient être élevées aux trônes de France et de Navarre, aussi bien que Philippe le Long⁹.

1. Elle reçoit par exemple le château d'Yèvres (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXIII, fol. 214), et prend place désormais « parmi les quatre premiers barons du diocèse d'Orléans » (*ibid.*, cf. *Ordonn.*, t. VII p. 448). Le texte de *Geffroi de Paris* (*Hist. de France*, t. XXII p. 165) est donc bien le mot *Loire* (Loire) et non l'Aire, que Buchon avait imprimé.

2. *Jean de Saint-Victor* (*Hist. de France*, t. XXI, p. 663, et *Geffroi de Paris*, t. XXII, p. 165); cf. *Servois, Annuaire-bulletin de la Société d'histoire de France*, 1864 2^e partie, p. 30, note 1.

3. *L'oir maste qui de li nestroit
Auzi comme roy connoistroit,
Et obéissance et honor
Li feroit comme à seigneur*

Geffroi de Paris, Hist. de France, t. XXII, p. 165

4. Y compris la Champagne

5. *Jusques à tant que ladite Jehanne et la fille de ladite Clémence soient venues à leur aage* » (Dom Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. II, p. cixxi) Cet age est celui de 12 ans, « douze anz accompliz » J 234 B, n° 76, — J 410, n° 40)

6. Je ne veux pas dire que le texte soit clair, mais, malgré la confusion de la forme, les gaucheries et les redites, on en déduit sûrement le sens.

7. *Elles feront quittance de tout le remanant du royaume de France et de la descendue du père* », c'est-à-dire du royaume de France, à l'exception de la Champagne qui leur reviendrait, comme la Navarre

8. Ou l'une d'elles (le traité a soin de l'ajouter chaque fois), l'une ou l'autre

9. « Il sera roi, dit M. Viollet (*op. cit.*, p. 136) si la reine Clémence accouche

Dans le premier cas seulement, en échange de leur renonciation, Philippe le Long laisserait à ses deux nièces le royaume de Navarre et le comté de Champagne (la Champagne et la Brie), auxquels elles avaient droit comme filles de Louis¹. Le traité réglait soigneusement la part de chacune d'elles : le comté de Champagne, beaucoup plus vaste et plus riche que le royaume de Navarre, serait l'apanage de la fille de Clémence, tandis que Jeanne n'aurait que la Navarre, en dépit de son droit d'aînesse². C'est que Jeanne (nous le savons

d'une fille; telles furent, au dire des chroniqueurs, les décisions de l'assemblée de Paris, elles auraient été évidemment plus favorables à Philippe V que les clauses du traité de juillet 1316. » M. Viollet estime donc (avec beaucoup de réserve) : 1^{er} que le traité du 17 juillet est antérieur à l'assemblée de Paris, et que cette assemblée eut surtout pour mission de le ratifier; — que l'assemblée de Paris, sans faire de restriction, assure la royauté à Philippe le Long au cas de la naissance d'une fille. — Je me sers de M. Viollet sur ces deux points, sans méconnaître que les textes sont obscurs et contradictoires, au moins en apparence. J'estime : 1^{er} que le traité du 17 juillet est postérieur à l'assemblée et qu'il a pour objet d'en reproduire les décisions, avec quelques additions, — 2^o que l'assemblée de Paris assure, il est vrai, la royauté à Philippe le Long en cas de la naissance d'une fille, mais seulement à la majorité des filles de Louis X, et à la condition qu'elles renoncent à la couronne. — Sans doute les textes ne semblent pas plus d'accord sur ce point capital que sur l'âge de la majorité. *Jean de Saint-Luc* (*hist. de France*, t. XII, p. 464) que suit M. Viollet, déclare que, si Clémence accouche d'une fille, Philippe « sera reconnu roi », sans ajouter que la renonciation des filles de Louis X est nécessaire, et qu'elle ne peut être faite qu'au moment de leur majorité. Les autres chroniqueurs, parmi lesquels *leffres de Paris*, qui paraît pourtant bien informé, ne parlent pas d'ailleurs du conflit qui peut s'élever entre Philippe le Long et ses filles de Louis X au moment de leur majorité. Mais le traité du 17 juillet, dont nous possédons le texte, nous permet d'ajouter la restriction oubliée par les chroniqueurs (peut-être volontairement, soit pour flatter Philippe le Long, soit pour simplifier l'exposition) la question de la couronne ne sera réglée définitivement que plus tard, soit au profit des filles de Louis X (ou de l'une d'elles), soit au profit de Philippe le Long, qui alors sera reconnu roi, comme le déclarent les chroniqueurs. — Quant à supposer que l'assemblée du 16 juillet ait décerné la couronne à Philippe le Long dans le cas de la naissance d'une fille, et que le traité du 17 ne lui ait laissé que la regence, je répète que cette hypothèse est absolument invraisemblable, parce qu'un changement aussi radical opéré d'un jour à l'autre, aurait nécessairement attiré l'attention des chroniqueurs, le texte lui-même nous indiquerait que le traité de la veille est nul et non avens. Cf. Servois, *op. cit.*, p. 51, 52.

1. Excepté toutefois les parties de la Navarre et de la Champagne que Philippe le Long et Charles de la Marche avaient reçues comme part de la succession de leur mère. Nous savons par exemple qu'ils avaient reçu en apanage, 40 000 livres de terre qui leur avaient été assignées en Champagne et qu'ils devaient tenir au duc de Louis X.

2. Rib. nat., m. fr. 4556. fol. 104, — *Contin. de Guil. de Nangis, Hist. de France*, t. XX, p. 415 et 463; — t. XXII, p. 163. — Sur le droit de la cadette

par les chroniques, et non par les documents officiels) fut traitée à peu près comme une fille cadette, à cause « du meffait de sa mère » Marguerite de Bourgogne; il n'y avait pas certitude qu'elle fût la fille de Louis X, c'est pourquoi sa jeune sœur passerait avant elle.

Il est probable que ce soupçon d'indignité, qui la priva du comté de Champagne, contribua à plus forte raison à la priver du trône de France; l'adultère de Marguerite de Bourgogne, qu'il ait eu ou non pour théâtre la tour de Nesle, n'a pas été un simple « fait-divers »; il est possible qu'il ait modifié quelque peu l'histoire de France, comme le « nez de Cléopâtre » passe à tort ou à raison pour avoir eu quelque influence sur celle de Rome¹.

Il était nécessaire d'étudier ici les diverses clauses de ce traité dont le texte obscur a été souvent peu compris, au point de laisser croire tantôt que les droits de Philippe le Long y avaient été méconnus, tantôt au contraire que les filles y avaient été exclues du trône². Comme on l'a vu, l'assemblée du 16 juillet donne pleinement gain de cause à Philippe le Long, puisqu'elle lui assure la régence (au détriment de Charles de Valois), si l'enfant à naître est un garçon, et lui reconnaît des droits à la couronne, si c'est une fille³; Philippe

(qui n'a pas de frère), V. Viollet (*op. cit.*, p. 136) et Glanville, *Nouvelle Revue Historique de droit*, 1894, p. 387.

1. « Cette royne (Marguerite) avoit une fille du roy, si comme elle disoit, mais par le meffait de sa mère, elle (Jeanne) perdit sa terre, c'est assavoir la terre de Champagne et la terre de Brie; toutes voies oi elle le royaume de Navarre » Chron. attribuée à Jean Beaucourt, *Hist. de France* t. XVI, p. 197.

2. Dans le second cas, c'est-à-dire dans le cas où les filles de Louis X refuseraient de renoncer au trône de France, il est entendu que Philippe le Long conserve ses droits sur la Navarre et sur la Champagne, comme sur le royaume de France. Enfin si l'une d'elles seulement consent à la renonciation, elle aura droit à la Navarre ou à la Champagne, mais « la cession de la Navarre ou de la Champagne seroit nul quant à cele qui ne voudroit faire la quittance » D. Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. II, p. cxvii. Le texte du traité montre que Philippe le Long compte sur la renonciation, au moins comme le cas le plus probable.

3. Ex. Guizot (*Hist. de France* t. I, p. 373). « Si elle accouchait d'une fille, il entrerait immédiatement en possession de la couronne » Plusieurs de ces erreurs viennent de ce qu'on a confondu l'assemblée du 16 juillet 1316, tantôt avec le premier conseil tenu le 12 juillet au Palais, tantôt même avec la grande assemblée du 2 février 1317 (n. s.).

4. Sans doute elle réserve les droits des deux princesses, le jour de leur majorité elles pourront ressaisir leur droit à la couronne, et leur exclusion du

le Long ne pouvait guère demander davantage, et l'assemblée ne pouvait mieux montrer qu'elle n'entendait pas servir une réaction féodale.

C'est qu'il existait une noblesse à l'esprit royaliste à côté de la noblesse à l'esprit féodal, et il suffisait que le roi eût quelque fermeté pour gouverner avec la première et avec les clercs, sans compter le peuple; la seconde n'était plus redoutable que dans les crises exceptionnelles et sous les princes faibles, comme Louis X, qui, pratiquant une sorte de politique de concentration, avait tenté de satisfaire ceux qu'il eût dû exclure, et de les traiter en alliés au lieu de les combattre.

Philippe le Long, outre qu'il avait le caractère autrement trempé que son frère, se trouvait profiter du conflit d'ambitions de Charles de Valois et du duc de Bourgogne. Réunis, ils eussent pu être dangereux, mais Charles aimait encore mieux voir la royauté aux mains de son neveu Philippe qu'aux mains de Jeanne; avec Philippe il resterait le chef de l'opposition féodale et tâcherait de conserver l'influence qu'il avait exercée sous Louis X, avec Jeanne il devait céder la place au duc de Bourgogne et bientôt au mari de la reine, car il ne pouvait songer à l'épouser lui-même.

Le duc de Bourgogne se trouva donc seul, dans l'assemblée, à s'élever contre les décisions qui le privaient de la régence et qui écartaient sa nièce du trône (au moins pendant huit années). Opposa-t-il des textes à des textes? Il ne le semble pas¹. Ce que nous savons, c'est qu'en son nom et au nom de sa mère la duchesse Agnès, fille de saint Louis, il refusa de

trône n'est pas officiellement définitive. M. Viollet *op. cit.*, p. 135-137) conclut de cette restriction que « les grands feudataires ont cherché à organiser pour longtemps un pouvoir faible, pour servir la cause de l'aristocratie ». Ce n'est pas tout à fait ainsi que je comprends les textes. Si le parti féodal avait été le maître, il aurait écarté Philippe le Long et conféré la régence à Charles de Valois comme « au plus aîné de la couronne » (V. ci-dessus, p. 33). Il semble plutôt, comme le dit M. Viollet lui-même, que Philippe le Long, soit par scrupule de conscience, soit par crainte de l'opinion, accorde aux filles de Louis X des satisfactions platoniques. « Il adhère volontiers à un arrangement, qui lui confère le pouvoir; il espère ne se jamais dessaisir de ce pouvoir, il saura en faire un pouvoir fort; il saura en faire le pouvoir royal ». (Viollet, *ibid.*)

¹ C'est seulement le 10 avril 1317 que ses partisans déclarent « qu'à la Jeanne) doit appartenir la succession du decant de., tant par droit de vin, de

reconnaître Philippe comme régent, et déclara qu'il garderait sa nièce Jeanne auprès de lui « pour empêcher qu'on ne lui fit tort¹ ». Il ne fut pas suivi; l'assemblée passa outre et Philippe le Long, séance tenante, reçut à titre de régent l'hommage de tous les autres assistants.

Malgré le succès de la journée, le duc de Bourgogne était un ennemi qui pouvait devenir redoutable, surtout en présence des ligues provinciales qui s'étendaient jusqu'à la Champagne. Philippe le Long, *pour bien de paix*², résolut de lui faire quelques concessions; d'autre part Eudes IV, n'ayant pas trouvé dans l'assemblée l'appui qu'il avait sans doute espéré, calcula qu'il lui était plus avantageux de se soumettre, du moins en attendant la délivrance de la reine Clémence.

L'accord se fit sans tarder, le lendemain même de la rupture, c'est-à-dire le 17 juillet, à Vincennes³, le texte nous en a été conservé⁴. Il fut entendu d'abord que Jeanne serait confiée au duc de Bourgogne pour être élevée par la duchesse Agnès, et qu'elle aurait pour sa « nourriture » toute la terre qui fut à Madame Marguerite sa mère⁵.

En échange de cette concession, Philippe obtenait que Jeanne ne pourrait être ni transportée hors des limites du royaume, ni mariée sans le consentement du roi de France, du comte de Valois, du comte d'Évreux, du comte de la Marche ou, à leur défaut⁶, de leurs fils ou d'autres princes du lignage de France.

canon, et civile, comme de coutumes et usages gardes en reuulmes, empires, pairies, principautés et baronnies ». Bibl. de l'École des Chartres t. XLV 1884, p. 73.

1. « *Ne fraus aliqua fieret contra eam* » (*Hist. de France*, t. XX, p. 463).

2. Arch. nat., k 40, n° 3.

3. Et non le 17 juin, comme le porte la pièce k 40, n° 3 (altération plutôt qu'erreur, car la date paraît d'une écriture plus moderne), et comme l'imprime Dom Plancher (*op. cit.*, 163).

4. J 258, n° 7; — J 408, n° 18 — J 615, n° 7, — Bibl. nat., *soit Duchesne*, vol. cxi, fol. 10, — *coll. de Camps*, t. LXXXV, fol. 145 (qui repète l'erreur de k 40, n° 3); — tous les autres textes donnent la date correcte (17 juillet). Cf. D. Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. II, preuves p. clxxi (d'après J 258, n° 7, mais avec une autre orthographe).

5. Bibl. Sainte-Geneviève, L. F. 5, 2^e partie, fol. 233 (ce document est du 28 juillet, mais reproduit les engagements du 17) Un acte un peu postérieur (mars 1317, n° 8) confie au duc le bail des terres de Jeanne (J 254, n° 1).

6. « *Si ceux-ci défaillaient, dont Dieu les garde* ». Bibl. Sainte-Geneviève L. F. 5, 2^e partie, fol. 233.

Quant aux autres articles le traité de Vincennes fut la répétition de celui de la veille¹; il fut conclu avec la plus grande solennité : Philippe le Long et le duc de Bourgogne jurèrent « sur les saints évangiles de Dieu » de l'observer et de le faire observer par leurs enfants, leurs héritiers et leurs sujets; s'il leur arrivait de le violer, ils déliaient leurs sujets de toute obéissance, de toute féauté, de tout hommage; tous les grands personnages présents², princes, barons et prélats, que le roi appelle « ses grands amis et conseils³ », jurèrent à leur tour de le respecter et joignirent leurs sceaux au sceau de Philippe le Long. De son côté, Eudes conclut le traité pour la duchesse Agnès et pour sa nièce Jeanne⁴, c'est-à-dire qu'il reconnut Philippe le Long comme régent en leur nom comme pour lui-même.

Ce revirement subit, opéré littéralement du jour au lendemain, paraît avoir eu une cause dont le traité ne parle pas : deux mois après, au mois de septembre 1316, Philippe le Long devait fiancer sa fille Jeanne à ce même duc de Bourgogne qu'il avait trouvé d'abord à la tête de ses adversaires⁵. Il est conforme à la vraisemblance de penser que ce mariage, destiné à ramener le puissant duc, fut projeté dès le mois de juillet, le 16 au soir ou le 17 au matin, et qu'Eudes IV se consola rapidement de ne pas être l'oncle de la reine, le jour où il eut la promesse qu'il deviendrait bientôt gendre du roi⁶.

1. V. D. Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. II, preuves, p. CLXIII.

2. Savoir : Charles de Valois, Louis d'Évreux, Mahaut d'Artois, Blanche de Bretagne, Louis et Jean de Clermont, Charles de Valois le jeune, Guy de Saint-Pol, le dauphin de Vienne, le comte de Savoie, le connétable Gaucher de Châtillon, Miles de Noyers, Henry de Sully, Guillaume d'Harcourt, Ansel de Juvis Re, Herpin d'Erquery, J 408, n° 18; — J 615, n° 7, — J 258, n° 7 (On observe entre ces textes de très légères différences, par exemple H. d'Erquery ne figure pas dans J 408, n° 18).

3. Arch. nat., X 40, n° 3.

4. *Ibid.*

5. Le contrat fut signé à Nogent-sur-Seine (septembre 1316); la dot était fixée à 100 000 livres, le douaire à 20 000 livres de rente (4000 seulement jusqu'à la mort de la duchesse Agnès), J 408, n° 21, et D. Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. II, preuves p. CLXIV, CLXV. D'après D. Plancher Jeanne avait été fiancée antérieurement au duc de Bourgogne Hugues V, mort en 1315 (frère aîné d'Eudes V), Eudes avait d'abord été destiné à être clerc.

6. La fille de Louis X fut remise à Eudes IV quelques jours après, et à ce propos le traité du 17 fut encore renouvelé, avec quelques éclaircissements et

Philippe le Long avait donc triomphé successivement de l'opposition de Charles de Valois et de celle du duc de Bourgogne. Geffroi de Paris se félicite de cette solution pacifique :

*Ainsi fu il de tous promis,
Si demourèrent comme amis¹.*

Les grands et les barons rassemblés le 16 et le 17 juillet 1316, ne se séparèrent pas aussitôt après avoir conféré la régence à Philippe le Long et avoir reconnu le traité de Vincennes. La plupart d'entre eux demeurèrent réunis quelques jours à Paris pour s'occuper d'un grand projet « qui leur tenait à cœur », celui d'une croisade en Terre Sainte. Le comte de Clermont Louis et son frère Jean, comte de Charolais, prirent solennellement la croix de la main du patriarche de Jérusalem, en présence d'un grand nombre de prélats; une foule de barons et de nobles les imitèrent, et « *lors fu crié par le comte de Poitiers* », qui avait déjà pris la croix trois ans auparavant, que l'expédition aurait lieu l'année suivante, et que tous les croisés devaient « se tenir prêts à partir au *saint voyage* » le jour de la Pentecôte suivante². Ce projet, comme on sait, ne devait être suivi d'aucun effet, et il est impossible de savoir si Philippe le Long entendait le réaliser, mais que son ardeur de croisé fût sincère ou non, il est certain qu'elle lui rallia de nombreux suffrages, et que les barons, en se séparant après la fête de la Madeleine, emportèrent dans les provinces l'idée que le nouveau chef du gouvernement était un vrai chevalier, qui ne laisserait pas son épée se rouiller au fourreau.

Nous ne sommes pas réduits à ce que nous savons de cette

additions qu'il prouvent la soumission complète d'Euclès IV, et il ajoute en terminant : « *Declarons que nous ne dirons jamais que ces audites choses ou conueuances nous aient faites par force, par fraude ou circonvention* » 18 juillet 1316. Bibl. Sainte-Genève, LF 5, 2^e partie, fol. 233. Le duc ajoute que s'il fait chose contraire, il consent à être jugé comme pair de France (J 108, n° 18).

1. Geffroi de Paris, *hist. de France*, t. XXII, p. 165.

2. *Chronique de Saint-Denis*, *hist. de France*, t. XX, p. 693.

assemblée aristocratique pour juger du sentiment général de la France au sujet de la succession de Louis X.

Ce qui se passa à Nîmes, dans le pré du couvent des frères mineurs, est des plus instructifs¹. Les consuls et les habitants reconnurent Philippe le Long comme héritier de Louis X « *jure hereditario* », par droit de parenté, *jure proximitatis*², dans le cas où la reine Clémence mettrait au jour un enfant mort », — et par droit de bail, *jure balli*³, dans le cas où l'enfant vivrait, (ce qui veut dire que Philippe serait roi de France, à l'exclusion de Jeanne, si l'enfant de Clémence ne vivait pas, et que Philippe serait régent, si l'enfant de Clémence était un fils)⁴. Les cinq consuls jurèrent sur les évangiles, entre les mains d'Aymar de Poitiers⁵, d'être fidèles à Philippe le Long, « de défendre, de tout leur pouvoir, en sujets dévoués, sa personne, ses membres, son honneur, ses biens et ses droits, ainsi que ceux du royaume de France, contre quelque personne que ce fût, née ou à naître ». — « Et si nous apprenions, ajoutaient-ils dans leur serment, si « nous supposons même que l'on machinât quelque chose « contre lui, nous nous y opposerions nous-mêmes de tout « notre pouvoir, et si nous ne pouvions l'empêcher, nous « vous le révélerions le plus vite que nous pourrions. Que « Dieu donc vous soit en garde, ainsi que ces saints évangiles « de Dieu que vous tenez au nom dudit seigneur Philippe. » Toutes les personnes présentes, parmi lesquelles on remarquait le vicaire général de l'évêque de Nîmes, et plusieurs chevaliers⁶, répétèrent le serment des consuls, les mains levées vers l'église de Saint-François des frères mineurs (18 juillet 1316)⁷.

1. Menard, *Hist. de Nîmes*, t. II, preuves, p. 22.

2. Un autre serment analogue porte les mêmes termes : « *Jure hereditario* » (Dom Vaissète, *Hist. du Languedoc*, t. IV, preuves, col. 152).

3. On dit plus tard « garde noble », au lieu de bail.

4. Il n'est pas parlé du cas où l'enfant serait une fille, parce que cette naissance n'apporterait rien de nouveau à la situation, Louis X ayant déjà laissé une fille.

5. On se rappelle qu'Aymar de Poitiers avait été envoyé de Lyon, comme commissaire de Philippe le Long, dans la senéchaussée de Beaucaire et de Nîmes.

6. Ex. Pierre de Saint-Georges, Guillaume de Tournais, etc., Menard, *ibid.*

7. L'abbé de Saint-André-des-Auxois, personnage très important (alors que

Cet exemple suffit à montrer que la question de la régence fut tranchée dans les provinces¹ avant même que l'on sût la décision de l'assemblée de Paris, ce qui prouve que cette décision était connue d'avance, et que les barons réunis le 16 juillet au palais de la Cité ne furent que les interprètes du sentiment général.

Il en est de même de la question de la succession au trône : elle est réglée en même temps que celle de la régence, dans les provinces comme à Paris, et la province n'attend, pour reconnaître les droits de Philippe le Long à la couronne, ni la décision de l'assemblée aristocratique du 16 juillet, ni à plus forte raison l'arrêt de la fameuse assemblée du mois de février 1317 (n. s.), qui a exclu la femme de la succession au trône.

Philippe le Long, aussitôt investi du pouvoir, s'occupa des affaires les plus urgentes², et prit un certain nombre de mesures importantes. Geffroi de Paris s'exprime à ce sujet en termes assez précis pour une chronique rimée :

*Et puis fu fete la devise
En plaiz, en trésor, en requestes,
Si comme l'en voit que sont faites ;
Des nouviaz i en l'en boutez
Et des autres a l'en otez³.*

On verra que les documents d'archives nous révèlent les plus importantes de ces « devises », c'est-à-dire les nouveaux choix faits par le régent pour modifier à sa convenance, par des épurations successives, la composition de la Chancellerie,

tous les cardinaux sont éloignés d'Avignon), prête un serment analogue le 21 juillet entre les mains d'Aymar de Poitiers (Dom Vaissète, *Hist. du Languedoc*, t. IV, col. 152; — Servois, *op. cit.*, p. 46).

1 Il est plus que vraisemblable en effet que la sénéchaussée de Beaucaire ne fut pas la seule où Philippe le Long fit reconnaître son autorité, on n'expliquerait pas cette exception. Il est au contraire fréquent de rencontrer dans les documents des instructions générales, s'appliquant à tout le royaume sous forme d'instructions adressées à un seul bailliage ou à une seule sénéchaussée.

2 Nous possédons des actes du mois de juillet 1316, par exemple une lettre du 20 juillet au prévôt de la Rochelle, à propos des affaires de Guyenne, JJ 50, n° 170.

3 Geffroi de Paris, *Hist. de France*, t. XIII, p. 16a.

du Conseil étroit, du Parlement, de la Chambre des Comptes et du Trésor¹. Il suffira de signaler ici la nomination² de Pierre d'Arrablay comme chancelier, à la place d'Étienne de Mornat³ (qui était l'homme de Charles de Valois, tandis que Pierre d'Arrablay avait été un des agents de Philippe le Bel); on peut remarquer aussi les premiers effets de Philippe le Long pour faire rendre ses biens à Raoul de Presles (20 juillet)⁴.

Quant à son Hôtel, Philippe le Long le composa en ajoutant à son Hôtel de comte de Poitiers une partie de l'Hôtel de Louis X, et en y renforçant le personnel de gouvernement, plus que le personnel de service. D'après Geffroi de Paris, il aurait limité les dépenses de la maison royale, en établissant que les dons en nature, chevaux et robes, que recevaient les gens de l'Hôtel, seraient remplacés par des gages soigneusement réglés; les documents d'archives n'en disent rien à cette date, mais il est permis de croire que le régent prit quelques mesures d'économie fort approuvées des Parisiens, et des bourgeois en général :

Je croy que ce n'est pas damage⁵,

conclut Geffroi de Paris, faisant allusion aux prodigalités de Louis X⁶.

Le nouveau régent n'en célébrait pas moins son avènement, comme l'exigeait l'usage, par de nombreuses libéralités que le Trésor des Chartres nous fait connaître en détail, donations, faveurs, privilèges accordés à des particuliers, à des monastères, à des villes, afin de stimuler le zèle de ses partisans : « Nous voulons, dit-il en propres termes, que par ce moyen ils soient plus meuz à nous servir et conseiller⁷. »

1 V. t. II

2 22 juillet 1316

3. Le *Dictionnaire de Lalande* place inexactement Pierre d'Arrablay sous Louis X (V. Arrablay)

4. JJ 53, n° 327

5. *Geffroi de Paris, Hist. de France*, t. XXII, p. 165

6 Cf. Bibl. nat. ms. fr. 146, p. 13

7 Ex. JJ 51 B, n° 9, 13, 14. JJ 51 B, n° 2, 3, 6, 8, 9, 10, 11, 12, etc. Parmi ces donations on peut signaler celle de 2500 livres de terres au comte de Savoie (JJ 51 B, n° 14) — et la confirmation faite à la reine Clémence de la

Investi de la régence, assuré de grandes chances de régner, soit que Clémence mît au monde une fille, soit que son fils ne fût pas viable, comme le pouvait faire prévoir son état de santé¹, Philippe le Long voyait encore l'avenir de sa maison assuré par la naissance d'un fils². En même temps se décidait le mariage de sa fille Jeanne avec le duc de Bourgogne³, dont le dévouement semblait assuré.

L'élection du pape était un autre événement heureux pour lui. Après vingt-huit mois de vacance pontificale, après quarante jours de discussions entre Français, Gascons, Provençaux et Italiens⁴, les vingt-trois cardinaux enfermés dans le couvent des frères Prêcheurs de Lyon, rationnés de vivres, et exposés même, raconte-t-on, aux intempéries par l'enlèvement de la toiture, avaient enfin élu comme pape, sous le nom de Jean XXII, le cardinal Jacques d'Esse⁵, de Cahors, évêque de Porto et ancien évêque d'Avignon (7 août 1316⁶).

Heureux du triomphe de la politique française, Philippe le Long pria le nouveau pape de se faire couronner dans une ville du royaume de France et de fixer le jour de la cérémonie⁷,

donation à elle faite par Louis X des biens ayant appartenu à Enguerrand de Marigny, « considérant, dit l'acte de confirmation, qu'elle étoit venue de linn-
certaines parties, et le deuil que tie n ru du trépassement de nostre dit chier
seigneur et frère et plusieurs autres causes » (Jl 54 B, n° 10.)

1. Si contingat Clemenciam filium ab eo susceptum non parere ritum. Dom Vaissète, *Hist. du Languedoc*, t. IV, preuves, col 132. On prévoyait donc le cas où la reine accoucherait d'un enfant mort. (V. ci-dessus, p. 16.)

2. Vers la fête de Saint-Jean-Baptiste (24 juin) 1316, ou quelques semaines plus tard, les témoignages manquent de précision : un d'eux le fait naître le 15 août (Bibl. Mazarine, ms. 276.) les autres huit ou dix jours plus tard (*Chron. Guill. Scot*, *Hist. de France*, t. XXI, p. 209; — *E floribus chronice* (Bernard Gui), *Hist. de France*, t. XXI, p. 726; — Douet d'Arcq, *Comptes de l'argenterie*, p. 3, note 1) Ils ne s'accordent pas davantage sur le nom, les uns l'appellent Louis (*Continuateur de Nangis*, éd. Géraud, t. 1, p. 43.), les autres l'appellent Philippe (Douet d'Arcq, *ibid*), et Bernard Gui (*E floribus chronice*), *Hist. de France*, t. XXI, p. 276.

3. J 408, n° 21, et Dom Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. II, preuves, p. CLXIV-CLXV.

4. Chaque groupe voulant un pape « qui eis foret favorabilis » (Raynaldus, *Annales ecclesiastici*, t. V, p. 34).

5. Ou Duèze (selon l'orthographe des manuscrits contemporains)

6. *Chronique de Saint-Denis*, *Hist. de France*, t. XX, p. 699, — *Chronographia* p. 231, — Raynaldus, *Annales ecclesiastici*, t. V, p. 34.

7. Il charge de cette mission le comte de Forez et Raoul de Preuler (Raynaldus, *op. cit.*, p. 35).

afin de s'y rendre en personne et de montrer à tous les yeux l'excellence de ses relations avec le Saint-Siège. En conséquence, il confia le gouvernement à trois de ses principaux conseillers, l'évêque de Saint-Malo, le comte de Savoie et Henry de Sully, puis il se rendit à Lyon avec ses deux oncles et son frère Charles¹; il y trouva « moult d'autres barons » du royaume de France et d'ailleurs², « et prélas et evesques, arcevesques, cardinaux et autre clergie et pueple ». Ce fut en sa présence que Jean XXII fut « coroné du dyadème papal », le jour de la Nativité de la Vierge (8 septembre 1316); le comte de la Marche et le comte d'Évreux tenaient la bride du cheval³. Les désagréments du conclave étaient oubliés : le pape Jean XXII ne se souvenait pas des injures de l'évêque de Porto, et devait être pour Philippe le Long un précieux allié.

Malgré tous ces succès, Philippe le Long se trouvait, au début de sa régence, en face d'une situation difficile. Il était à peu près en possession de l'héritage, mais cet héritage était grevé d'hypothèques qu'il s'agissait de racheter.

II PREMIÈRE PACIFICATION DE LA FLANDRE

Le récit éminemment sommaire du règne de Philippe le Long dans la chronique abrégée de Guillaume de Nangis⁴ peut servir de résumé à l'histoire de ses guerres. « Il trouva son royaume empêché de plusieurs côtes en Flandre, en Artois, en Picardie, et il fit tant par son sens que tous vinrent à lui à merci. »

1 Il s'y rendit par la Bourgogne (par exemple il passa à Lantenay (arrondissement de Dijon). *Jl* 54 B, n° 20.

2 Par exemple Robert d'Artois, le fils de Mahaut.

3 *Girard de Frachet, Hist. de France*, t. XXI, p. 46, — *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France* t. XX, p. 639, — *Bibl. nat., ms. fr. 10132 (Chronique de Thomas de Maubeuge)*, fol. 399. etc. — La « *Chronographia* » (p. 331) donne la date du 5 septembre, mais les autres chroniques donnent le 8. — Philippe demeure à Lyon quelques jours : il y est au moins jusqu'au 13 septembre (*Jl* 53, n° 143, 327, — *Jl* 56, n° 378, etc.)

4 *Hist. de France*, t. XX, p. 612.

Robert de Béthune, comte de Flandre depuis 1305, avait été l'ennemi acharné de Philippe le Bel et de Louis X. Il n'avait signé le traité d'Athies¹ en 1305 qu'avec la résolution de ne pas exécuter « ce pacte d'iniquité »; la paix faite, il revendiquait les villes qu'il avait cédées, Lille, Douai et Béthune; il se refusait à abattre les forteresses qu'il devait détruire, à livrer au roi Cassel et Courtray, à lui payer le tribut fixé, à lui fournir les six cents Brugeois qui devaient prendre part au voyage d'outre-mer pour expier le massacre de 1302.

Deux fois sous Philippe le Bel, en 1313 et en 1314, la guerre avait été imminente; les armées rassemblées en fussent venues aux mains sans l'intervention du pape; les Flamands s'étaient excusés de « leurs pirateries malfaisantes », et le comte avait déclaré se soumettre, mais c'était seulement pour échapper à l'excommunication pontificale²; les traités signés, il avait continué à violer tous ses engagements.

Louis X avait entrepris de le réduire par la force³, avec l'aide du comte de Hainaut et du duc de Brabant⁴, mais il avait été contraint de reculer devant les inondations, d'abandonner ses bagages aux mains de l'ennemi, et de laisser les Flamands pénétrer en Artois à sa suite⁵. Une nouvelle intervention des évêques avait été nécessaire pour empêcher la traite d'être un désastre : une trêve avait donc été signée, qui devait durer jusqu'à la Madeleine suivante⁶. Mais le comte de Flandre, enhardi par l'impuissance de Louis X,

1 Athies (c. Laon, Aisne), et non pas Alhis près Paris (ar. Corbeil) comme le disent plusieurs auteurs.

2. *J. de Saint-Victor, Hist. de France*, t. XXI, p. 662.

3. Traité de Pontois (11 juillet 1312); — traité d'Arras (31 juillet 1313), — trêve d'Orchies (13 septembre 1314). — *Bibl. nat., Collection De Campa*, t. LXXXV, — ms. fr. 4031, p. 3, — cf. JJ 30, n° 62 (lettres de Louis X sur les Flamands excommuniés), — et *Bibl. nat. ms. fr. 4425* p. 106.

4. *Ibid.* (Arrêts de Louis X contre les Flamands, juin et juillet 1315).

5. Il avait demandé aussi au comte de Namur de faire sa partie contre les Flamands (*Inventaire de Van Hurck*, à l'année 1316, *Arch. Royales de Bruxelles*). — Il avait même sollicité l'alliance du roi d'Angleterre, mais sans obtenir de lui un concours efficace (Kervyn de Lettenhove, *Hist. de Flandre*, t. III, p. 75).

6. Il n'avait su que brûler les marchandises flamandes accumulées à Paris (*Chron. des comtes de Flandre*, dans la collection des *Chron. Belges*, t. I, p. 179).

7. *J. 361*, A n° 21.

n'attendait encore que l'occasion de reprendre les armes.

La mort de Louis X la lui fournit, avec cette circonstance avantageuse que Clément V n'avait pas encore de successeur. Impatient de profiter des troubles de la régence avant la fin de l'interrègne pontifical, il déclara hautement qu'il ne rendrait pas les châteaux de Cassel et de Courtray¹ et se prépara ouvertement à la guerre².

Le Grand Conseil qui gouvernait le royaume avant la constitution de la régence³, tenta de négocier, et insistant sur le mariage projeté en 1315 entre le fils aîné du comte de Nevers et la fille de Louis d'Évreux, il adressa au comte de Flandre un nouveau projet de traité; une conférence se tint à Pontoise le 8 juillet entre les procureurs des deux partis⁴ et la trêve qui expirait le 22 juillet fut prolongée jusqu'au 1^{er} août.

Quelques jours après Philippe le Long arrivait à Paris. La soumission du comte de Valois et de Charles de la Marche, dont il avait espéré l'appui, fut pour Robert de Béthune une première déception, car « il ne cuidoit mie que la chose eust ainsi alé⁵ », mais comme il connaissait à Philippe le Long d'autres ennemis redoutables, en Artois, en Champagne, en Bourgogne⁶, il persista dans ses intentions belliqueuses.

La Flandre était une ennemie redoutable quand le comte et les gens des villes étaient unis; or le comte paraissait avoir avec lui toutes les communes de Flandre, Gand, Bruges, Furnes, Ypres, Bergues, Bourbourg, Courtray, Audenarde,

1 *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 407; — *Chron. latine de Berne*, à la suite des *Isotore et croniques*, p. 513.

2. Nous possédons des lettres par lesquelles des seigneurs flamands, par exemple le sire de Banderode, s'engagent à servir le comte de Flandre contre le roi de France (*Arch. du Nord, inventaire de Godefroy*, n° 5095).

3. « Attendant que il eust été déclaré celui ou ceux qui le royaume devrent gouverner » *Bibl. nat., Coll. De Camps*, t. LXXXVII, fol. 246.

4. (Jacques de Naubeuge représente le roi de France) *Kervyn de Lettenhove, Hist. de Flandre*, t. III, p. 80; — *Hist. de France*, t. XXI, p. 662. — *Bibl. nat., Coll. De Camps*, t. LXXXVII, fol. 246.

5. *Isotore et croniques*, t. I, p. 309. — *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 401.

6. « Sub spe quarundam federatorum. » *Chron. latine de Berne*, à la suite des *Isotore et croniques*, t. I, p. 513. Robert de Béthune comptait particulièrement sur son beau-frère Jean, sire de Fiennes, qui avait épousé Isabelle de Flandre en 1307 (*N. Bibl. de l'École de Chartres*, C III, 1852, p. 25).

Nieuport, Dixmude, l'Écluse et Ardembourg¹; les Flamands avaient de l'argent, des hommes, des navires.

Philippe le Long, qui n'avait pas de flotte prête, ordonna de lever dans les ports une taxe sur le commerce : l'argent devait en être envoyé à Dieppe avant le 7 septembre pour servir à équiper des navires². Quant à l'armée, réunie à St-Omer, elle n'attendait que la fin de la trêve pour entrer en campagne; elle était commandée par Louis d'Évreux, « lieutenant es frontières et es parties de Flandre pour le roy de France³ » et ses ordres étaient de ravager le pays de Flandre et d'y faire « le pis qu'il pourroit ».

En conséquence, dès les premiers jours d'août, Louis d'Évreux saccagea les environs de Cassel; les habitants des pays dévastés et des villes voisines, en proie à la famine, envoyèrent aussitôt des procureurs au comte et au roi pour les supplier de faire la paix⁴; beaucoup d'hommes qui, sous les règnes précédents, avaient été bannis du royaume ou même condamnés à mort par contumace pour rébellion, venaient, pressés par la faim, se livrer aux troupes royales.

Louis d'Évreux ravagea ainsi toute la basse Flandre jusqu'aux environs de Bergues (14 août 1316 et jours suivants), mais, malgré les renforts que lui amenaient le connétable et le duc de Bourgogne, il n'attaqua pas l'armée flamande, qui se tenait retranchée solidement « sur ung très fort pas »; il ramena à St-Omer sa brillante armée, où flottaient 84 bannières déployées (parmi lesquelles celle du jeune Robert d'Artois, fils de Mahaut), et il se renferma dans la ville, pendant que le gros des Flamands, commandé par Robert Sans Terre⁵, second fils du comte de Flandre, se tenait sur la défensive à Poperinghe.

Cette expédition de Louis d'Évreux et de son lieutenant

1. J 561, B n° 30 199 (Ardembourg,auj. Ardenburg, Hollande).

2. Nous possédons l'indication de la lettre du roi au bailli d'Amiens à ce sujet (29 août 1316). Bibl. nat., ms. fr. 20598, fol. 80.

3. JJ 55, n° 102. Il était secondé par Béraud de Mercœur, lui aussi membre du Grand Conseil et connétable de Champagne.

4. Les nominations de ces procureurs, dues aux ravages de Louis d'Évreux, datent les unes du 10, du 14, la plupart du 17 et du 18 août 1316 (J 562, B n° 30).

5. Ou Robert de Cassel.

Bernart de Mercœur, dit chevalier de St-Omer, a été ou omise par les historiens, ou placée par erreur au mois d'août 1317¹, c'est certainement au mois d'août 1316 qu'il faut la placer².

Si Louis d'Evreux n'avait pas engagé la lutte contre l'armée flamande, c'est que les négociations s'étaient rouvertes; les

1. Le continuateur de Nangis n'en parle pas, et l'histoire de Flandre de Bertran de Lottinhove, si riche reproduisant en détails, est muette sur tous ces événements. Quel est des savants auteurs du xiii^e volume des *Historiens de France*, et à B. Guenée, qui a pourtant publié la *Chronographie*, pour la *Société de l'histoire de France*, se place l'expédition au mois d'août 1317, reprenant la date de 1316 comme impossible.

2. 1^o La date de 1316 est plus qu'admissible, si elle n'est indiquée ni par le continuateur de Nangis, ni par les *Anc. chron. de Flandre* (publiées dans le xiii^e volume des *Historiens de France*), elle est donnée formellement par le *Chron. latin de Berns* (*saecula et cron* I, p. 513, où Philippe le Long est qualifié non pas de roi, mais de régent), et par la *Chronographie*, qui présente la mort de Guy de Saint-Pol (du 6 avril 1316 u. s.) comme postérieure à l'expédition (p. 122-123). D'autre part il n'y a aucune objection valable contre cette date, « le n'est pas » en contradiction avec les événements », quoi qu'on dise les auteurs du xiii^e volume des *Historiens de France* — en effet entre la lettre qui expire le 1^{er} août et la lettre signée le 1^{er} septembre, pourquoi refuser a priori de placer une courte période d'hostilités, sans prétendre que cette période a été pas sous longar? Sans doute le comte de France, Gaucher de Châtillon, prend part à la guerre d'Artois et à la guerre de Flandre, mais successivement : au commencement d'août il n'est pas avec Louis d'Evreux, qui s'en va avec lui les environs de Cassel; il le rejoint dans le courant du mois, au mois de septembre il est à Arras, au moment où survient Robert d'Artois, déplacement tout naturel — le comte quitte Louis d'Evreux pour faire face aux rebelles d'Artois.

2^o La date de 1317 est inadmissible pour plusieurs raisons. Nous avons par les documents d'archives, particulièrement par le n^o 32 du registre 35 de Treves des chartes, que les négociations commencées en août 1316 n'étaient pas rompues encore au mois d'août 1318. Les auteurs du xiii^e volume des *Historiens de France* (p. 207 et Index) sont réduits, pour adopter cette date de 1317 en ils jugent seule possible à altérer les *Anc. chron. de Flandre* et le *Chron. latin de Berns*. Les *Anc. chron. de Flandre* mentionnent parmi les nobles qui entouraient Louis d'Evreux « le jeune Robert d'Artois qui fut fils au comte de Bourbourg », — « Louis » qui fut fils à Philippe de Louvain », disent-ils dans la note 6 de la p. 11^e, comme s'il s'agissait d'une erreur évidente, d'un lapsus de copiste. Le texte des *Anc. chron. de Flandre* n'a nullement besoin d'être « lu » de cette manière : le Robert dont il est parlé est un personnage parfaitement connu, non pas « neveu et cousin de Mahaut, mais le propre fils de Mahaut, Robert d'Artois » fils au comte de Bourbourg » Otton V, mort en 1283, il a 16 ans en 1316 il mérite beaucoup mieux d'être appelé « le jeune Robert » (seul Philippe le Bel il est appelé Robert l'enfant), que l'autre Robert d'Artois, comte de Beaumont la Roger, né en 1287, par conséquent âgé de 29 ans en 1316. (C'est par erreur que la plupart des historiens le font mourir en 1313) V. LEROY, *Recherches sur les relations politiques de la France avec l'Allemagne*, Vieweg, 1881 p. 120; — et Richard, qui corrige cette erreur (Mahaut, comtesse d'Artois, p. 17); — et Hist. de France, t. XXII, p. 400. *Chron. de Berns* (dans les *Intera et croniques*, I, p. 513), — et Arch. nat. KK 1 fol. 17-20.

Toute autre date est encore plus inadmissible : août 1318 parce que ce mois

villes de Flandre, effrayées des horreurs de la guerre, demandaient la paix à grands cris¹; le comte lui-même perdait contenance. Ses procureurs, joints à ceux des villes, se rendirent donc à Pontoise², puis à Paris auprès de Philippe le Long, et « avec toute la révérence et toute l'humilité qu'ils pouvaient » ils le supplièrent de leur accorder la paix en adoucissant quelques-uns des articles de la paix conclue jadis sous Philippe le Bel « de bonne mémoire ».

Philippe le Long, qui désirait sincèrement la paix, consentit à quelques concessions, sous prétexte de voyage d'outre-mer, « qu'il avait tant à cœur »³, et ses deux procureurs, qui étaient l'évêque de Saint-Malo et le comte de Savoie⁴, purent s'entendre avant la fin d'août avec les procureurs flamands⁵.

Les registres et les layettes du Trésor des Chartes⁶ nous ont conservé le texte complet de ce traité, qui renouvelle la trêve

d'août fait partie d'une longue période de négociations strictement suivies, ou il est impossible d'intercaler la moindre fait de guerre, août 1319 parce que le chef de l'expédition Louis d'Evreux meurt au mois de mai 1319 — La date de 1316 peut donc être considérée comme certaine.

1. « *Multa que non intendebant facere promittentes.* » Baluze, *les Papes d'Avignon*, p. 118.

2. *Geffroi de Paris* (*Hist. de France*, t. XXII, p. 166; — *Jean de Saint-Victor*, *Hist. de France*, t. XXI, p. 665. — Arch. nat., J 561 B n° 24 (fol. 8 et 9), et n° 30, 31¹, 31² sqq. (jusqu'à 31¹¹), — Archives du Nord B 538. Ces précieux documents nous conservent les noms de ces procureurs, la date de leur nomination, et, ce qui est très important, la liste exacte des villes que les chroniqueurs se contentent de désigner du nom vague de « bonnes villes de Flandre » : le comte de Flandre envoie quatre procureurs, dont Sohier de Courtrai et Baudoin de Zenebeke; les villes de Gand, de Bruges, de Furnes, d'Ypres, de Bergues, de Bourbourg, de Courtray, d'Audenarde, de Nieupoort, de Dixmude, de l'Ecluse, d'Ardenbourg en envoient un certain nombre, au plus six, si l'on additionne ces procureurs, on en trouve une cinquantaine, mais ce chiffre se réduit à vingt-quatre personnes seulement, parce que certains procureurs représentent deux ou même plusieurs villes : le chevalier Robert de Zamflachte représente le franc-lezroir de Bruges et l'Ecluse, Christian Hannewast, clerc de la ville d'Ypres, représente Ypres, Bourbourg, Nieupoort et Dixmude.

3. J 561, B n° 24, fol. 9.

4. J 562, B n° 30, 1^{re} feuille du rouleau.

5. J 561, A n° 21, fol. 9.

6. JJ 55, n° 34 et 52; — Arch. du Nord, Série B, 538 (les 26 sceaux des signataires sont conservés); — Série B, 1595 fol. 40 (30 août). — Copie à la Bibl. Sainte-Geneviève LF. 5, 1^{re} partie fol. 238.

7. Nous en possédons de nombreux exemplaires, les uns en lat.n. les autres en français (ceux-ci étant la traduction de ceux-là, J 563 A, n° 36), J 561 A, n° 24; — J 561 B, n° 30¹, 30², 30³, 30⁴, 30⁵, 30⁶, etc. — J 562 B, n° 31; — Arch. du Nord, série B, 538; — Bibl. nat. coll. de Camps, t. LXXXV, fol. 44¹; — etc. JJ

de 1313, modifiée par quelques « *atempremenz et esclarcissemenz* ».

Les quatre premiers articles marquent la soumission des Flamands : le comte Robert, ses fils et « les bonnes gens du pays de Flandre, des villes et des châtellenies », s'excusent d'avoir courroucé le régent et promettent de faire tout ce qu'ils pourront bonnement pour acquérir sa « *begnivolance* » et sa grâce. Le comte prendra part au voyage d'outre-mer avec « messire de Poitiers » ou avec celui qui sera roi de France; son fils Robert¹ ira en pèlerinage à Saint-Jacques en Galice, à Notre-Dame de Rochemadour², à Notre-Dame de Vauvert³, à Saint-Gilles en Provence et à Notre-Dame du Puy⁴; le comte de Flandre abattra le château de Courtray et en livrera la pierre aux gens du régent; les gens de Flandre paieront au régent 200000 livres en forte monnaie, et non en faible comme ils le demandaient⁵; Lille, Douai et Béthune « avec toutes leurs appartenances⁶ » demeureront pour toujours au roi de France, et si le comte essaie de les reprendre, les bonnes gens de Flandre seront tenus d'aider le roi à les garder.

Les dix-huit autres articles du traité sont les « *atempremenz* » et les « *esclarcissemenz* » accordés par le régent :

1° Le comte de Flandre, ses hoirs et ses successeurs seront

« été publié par Dumont (*Recueil des traités de paix*, t. I, p. 33) et par Leibniz (*Codes juris gentium*), mais le texte y est très incorrect. Les chroniques n'en donnent qu'un résumé insuffisant (Chroniques publiées dans les *Hist. de France* et *Bibl. nat. ms. fr. 40 132*, fol. 400).

1 Robert de Cassel ou Robert Sans Terre, qui s'était signalé par sa haine contre Philippe le Bel et contre Louis X.

2 L'abbaye des Bénédictins de Rochemadour (Lot).

3 Notre-Dame de Vauvert (arrondissement de Nîmes, Gard).

4 Ces pèlerinages furent accomplis de point en point, en 1321 (V. ci-dessous, p. 162).

5 Nous ne possédons pas la répartition contributive faite entre les différentes villes pour l'année 1316, mais nous la possédons pour l'année 1313 : Bruges y paie 15 centièmes, Gand 13 centièmes, Ypres 10 centièmes, etc., ces chiffres nous permettent d'apprécier la richesse relative des communes flamandes (*Exposition des Trois États du pays et comté de Flandre*, 1711, p. 341).

6 Les unes étaient incontestées, savoir Orchies, Mortagne (arrondissement de Valenciennes) et le Tournais, les autres étaient en litige, savoir Warneton, le pont d'Estaires, Robertmetz, etc., V. I 361 B, n° 13 et 14, et chronique de Gilles de Mousies (*Chron. de Flandre*, dans la coll. des chroniques belges, t. II, p. 181).

rétablis comme pairs de France, et ne pourront être juges que comme tels; il ne sera fait aucune enquête sur « chose advenue jusqu'aujourd'hui, et seront à ceux de Flandre sauves vies, membres, franchises, héritages, legs, coutumes et usages »; aucun d'eux ne sera emprisonné ou banni; ils ne fourniront même pas d'otages; « toute rancune doit être pardonnée »;

2° Les pèlerinages imposés au fils du comte (Robert de Cassel) pourront être rachetés¹, ainsi que la moitié des 20 000 livrées de terre dues au roi;

3° Les territoires des villes et châtelainies de Lille, de Douai et de Béthune, qui représentent les 10 000 autres livrées de terre dues au roi, seront limités loyalement;

4° Deux procureurs du régent et deux du comte se rendront dans les territoires contestés de Warneton, d'Estamvart, du pont d'Estaires, de Robertmez, de la Carnoie, de la Leue-Saint Vast, de l'Avoverie d'Arras, des fiefs de Mande², et n'en partiront qu'après être tombés d'accord. S'il est démontré que lesdits lieux ne se rattachent pas aux villes de Lille, de Douai et de Béthune, ils seront remis au comte, ainsi que toutes les levées que les gens du roi y ont faites en temps de paix; si au contraire il est démontré qu'ils en dépendent, le régent les gardera et touchera toutes les « levées » que le comte y a faites en temps de paix;

5° Les 400 000 livres exigées des Flamands à la première paix sont réduites à 200 000;

6° Les 600 hommes d'armes que les Flamands doivent fournir au roi pendant une année ne pourront pas être envoyés outre mer³;

7° Les nouvelles fortifications de Bruges, de Gand et d'Ypres seront abattues, mais il pourra être conservé des anciennes défenses ce qui est nécessaire à leur sûreté;

8° Lille, Douai, Béthune contribueront aux charges de la

1. Dans le premier traité, préparé par l'évêque de St-Malo, les pèlerinages étaient obligatoires (V. J 561, n° 24, fol. v).

2. Warneton, au nord-ouest de Lille. — le pont d'Estaires (entre Lille et Béthune); — Robertmez, à l'ouest d'Estaires.

3. Auparavant ils devaient « à lui servir auquel lieu qu'il en aurait affaire », Arch. du Nord, série B, 538.

paix, ce qui déchargera d'autant les autres pays de Flandre ;

9° Aussitôt la paix scellée, le comte fera abattre le château de Courtray¹, et le régent celui de Cassel ;

10° L'ordonnance de Philippe le Bel relative aux Trente-neuf de Gand est confirmée ;

11° et 12° Les Flamands qui ont été du parti du roi ne devront pas contribuer au paiement des 200 000 livres ; s'ils sont opprimés, ils pourront s'adresser au roi par simple requête ;

13° Tous ces éclaircissements sont définitifs et valables à perpétuité ;

14° On fera en sorte que le fils du comte de Nevers succède sans trouble ni empêchement à son grand-père le comte de Flandre, si le comte de Nevers mourait avant son père² ;

15° La paix faite entre le comte de Flandre et le comte de Hainaut sous Philippe le Bel est renouvelée ;

16° Le régent ne poursuivra ni le comte ni les gens de Flandre à propos des jugements temporels ou spirituels rendus contre eux par le pape ou par des prélats ; le régent travaillera loyalement à empêcher les poursuites qui pourraient être dirigées contre eux ;

17° Ce qui a été levé au mois d'août (c'est-à-dire pendant la période des hostilités) par les gens du comte, leur demeurera ;

18° Tous ceux qui ont aidé le comte de Flandre contre le roi sont contenus dans la paix ; tous les prisonniers seront délivrés de part et d'autre sans rançon ; les rançons payées seront restituées, toutes les terres confisquées rendues, tous les bannis rappelés.

Ce traité fut signé le 4^{er} septembre 1316, à Paris, au palais de la Cité, par le conseil du comte de Savoie, de Charles de

1. Et non pas celui de « Tournay », comme le porte par erreur le texte même des layettes (J 561, n° 24, fol. 10), la vraie leçon est donnée par les documents des Arch. du Nord et par les layettes mêmes dans les autres copies du traité.

2. En d'autres termes la représentation sera admise (contrairement à ce qui s'était passé en Artois), déjà en 1315 il avait été conclu entre Louis X et Louis de Nevers un traité secret, par lequel, si Louis de Nevers mourait avant son père, son fils devait recueillir l'héritage, à l'exclusion de Robert de Cassel (Kervyn de Lettenhove, *Hist. de Flandre*, t. II, p. 70). Il avait été décidé aussi que le fils du comte de Nevers épouserait la fille du comte d'Évreux.

Valois, de Louis d'Évreux, de l'évêque de Saint-Malo et de « plusieurs archevêques, évêques, prélats, barons, princes, comtes, ducs et chevaliers ». Philippe le Long le ratifia aussitôt, envoya un sauf-conduit au comte de Flandre pour venir à Paris jurer la paix¹, manda aux baillis d'Orléans et de Vitry de remettre Robert de Cassel en possession des biens confisqués sur lui pour rébellion², et rendit à Louis de Nevers son comté de Nevers « malgré tous les maux qu'il avait faits au royaume³ ».

Par ces légères concessions, qui avaient pour prétexte « le passage d'outre-mer », et que plusieurs conseillers du roi jugeaient exagérées⁴, Philippe le Long espérait assurer « la paix, la tranquillité et le bon estat » du royaume⁵, mais Robert n'avait cherché qu'à gagner du temps, afin de se préparer à la lutte, se flattant de trouver un appui dans les ennemis du régent et dans ceux de la comtesse d'Artois. Il profita de la trêve pour approvisionner la Flandre de denrées et de vins, si bien qu'elle en fut bientôt mieux pourvue que la France⁶ : « *Je n'en saroie bien parler* », dit Geffroi de Paris dans sa chronique rimée, en parlant du traité qu'il connaît vaguement⁷.

*Mès la fin est qu'en voit aler
Flamans partout, et marcheandent,
Et partout achalent et vendent.
Je ne sai comment en ira
Ne se de ce l'en en rira⁸.*

En même temps, les Bayonnais, allies des Flamands⁹, assail-

1. Arch. du Nord, série B 538, n° 4 (2 octobre 1316).

2. Arch. du Nord, série B 538, n° 5 (7 octobre 1316).

3. Bibl. nat. ms. fr. 10 132, fol. 400 (*Chron. de Thomas de Maubeuge*).

4. Ainsi Henri de Sully décida plus tard que cette paix a rendu au comte plus qu'il ne lui restait : « *Plus eis misericorditer remisit, quam valeat dominium quod ad comitem Flandrensem in comitatu Flandrie pertinebat* » (162, n° 30 (rouleau)).

5. JJ 55, n° 32.

6. Jean de St-Victor (*Hist. de France*, t. XXI, p. 663); — Bibl. nat. ms. fr. 10 132, fol. 400 (*Chron. de Thomas de Maubeuge*).

7. Geffroi de Paris, peu au courant des négociations (il le reconnaît lui-même), croit que le traité a été signé à Pontoise, comme la trêve du 8 juillet.

8. Geffroi de Paris (*Hist. de France*, t. XXII, p. 166).

9. « *Bayonenses confederati sunt cum Flamangis* », Baluze, *les Papes d'Avignon*, p. 318 (*Hist. de Jean XXIII par Jean de St-Victor*).

laient « dans la baie » des navires normands qui attendaient leur chargement, et ils réussissaient à en brûler quatre (septembre 1316); Geoffroi de Paris déplore avec amertume le préjudice causé au commerce par les affaires de Flandre :

*Ce qui n'est en nule autre terre,
Or avons pais, or avons guerre,
Je ne sai quel pais, ne quel triève,
Ceste chose trop mal s'achievér;
Le plus des gens pas ne s'en loent,
De celz qui ce voient et cent,
Qui qu'ait le profit, le damage
Eumes nous lors ou rirage;
Car tel ne autre marchandise
N'aurons nous à nostre devise¹.*

On comprend le mécontentement patriotique de Geoffroi de Paris; on comprend aussi la modération de Philippe le Long : la guerre maritime qui commençait entre matelots bayonnais et normands pouvait dégénérer, comme sous Philippe le Bel, en une guerre entre l'Angleterre et la France; il s'agissait en outre de pacifier l'Artois et de dissoudre les ligues féodales; enfin Philippe n'était que régent, dans l'incertitude du lendemain. C'est pourquoi il menagea la Flandre.

Sa patience devait être soumise à de dures épreuves : la paix était signée, mais il restait à en fixer les garanties. Philippe le Long offrit aux Flamands les « sûretés » accoutumées, c'est-à-dire sa parole de « roi », et son sceau apposé au traité, mais ils les déclarèrent insuffisantes : « on ne savait pas qui serait roi, disaient-ils; le régent ne pouvait répondre que de lui, et rien ne les assurait que son successeur ne violerait pas la paix² ».

Il consentit à patienter jusqu'à la délivrance de la reine Clémence³.

1 C'est-à-dire à notre gré (*li de Paris, Hist. de France*, t. XXII, p. 166).

2 J. 562 B. n° 30, V. t. II, pièces justificatives.

3. Non sans rappeler aux Flamands leurs promesses, par exemple au mois d'octobre (inventaire analytique des chartes des comtes de Flandre Gand 1843), par le baron de Saint-Génois, n° 1316 *ibid.*

III. — PACIFICATION PARTIELLE DE L'ARTOIS ET DE LA PICARDIE

La pacification de la Flandre était d'autant plus malaisée que l'Artois et la Picardie étaient troublés à la fois par les ligues féodales et par la querelle de Mahaut et de son neveu Robert.

On sait qu'à la mort du comte d'Artois Robert II, tué à Courtray, il s'était agi de savoir qui était son héritier, de sa fille Mahaut ou de son petit-fils Robert d'Artois, appelé aussi Robert d'Arras¹. Admettrait-on, oui ou non, la représentation? Le clergé et la plupart des villes d'Artois s'étaient prononcés pour Mahaut, « comme fille et héritière plus prochaine du comte Robert son père »; sa cause s'était encore fortifiée en 1306 et en 1308 quand ses deux filles Jeanne et Blanche avaient épousé « deux fils de roi de France ». Mais la plupart des nobles artésiens soutenaient que le comté devait revenir « au fils du fils plutôt qu'à la fille² ». Robert, dès sa majorité, avait saisi le Parlement d'une demande en restitution (1308)³; Philippe le Bel avait donné gain de cause à Mahaut et accordé à Robert, à titre de dédommagement, le comté de Beaumont le Roger (1309)⁴. Robert et sa mère, Blanche de Bretagne, avaient déclaré se soumettre à ce jugement.

La querelle semblait apaisée, mais le seigneur de Fiennes⁵, le seigneur de Renty et avec eux la plupart des nobles d'Ar-

1. Ex. : Arch. municipales de Saint-Omer, 2^e registre du renouvellement de la loi, fol. 23. — Cette éventualité avait d'ailleurs été prévue, par exemple dans le contrat de mariage de Philippe d'Artois : il avait été décidé que Mahaut aurait l'Artois, et que la lignée de Philippe aurait en dédommagement Domfront et les terres de sa mère Amicie de Courtenay, plus 4000 livres de terres dans le comté d'Artois (J 440).

2. Ex. : JJ 55, n° 98.

3. « Comme fils et hoir de Philippe d'Artois et représentant sa personne », J 439, n° 1.

4. Ibid., et J 55, n° 98.

5. Fiennes (Pas-de-Calais, entre Boulogne et Guines), anciennement Fieules, Fulnes, Filnes.

tois¹, qui accusaient Mahaut de violer les anciennes coutumes², et avaient juré la mort de son conseiller Thierry d'Hireçon³, prévôt d'Aire, prirent les armes en faveur de Robert, en 1315, et s'alliant aux ligues féodales des pays voisins, entraînèrent une partie de la noblesse « du comté de Saint-Pol, du Ponthieu, de l'Amiénois, de Corbie, du Beauvaisis, du Vermandois, du Cambresis et de la Champagne⁴, » vaste coalition que les documents appellent la « langue picarde⁵ »; Charles de Valois leur promettait de les aider « de bon cœur⁶ »; enfin Louis X sommait Mahaut avec des menaces de corriger toutes « novelezes » et il maintenait les nobles d'Artois dans leurs privilèges et usages anciens⁷.

Ces opérations militaires se réduisirent à des coups de main : par exemple Thierry d'Hireçon eut sa maison de Bonnières⁸ pillée, en dépit de la sauvegarde royale⁹; les chevaliers enlevèrent de force un chevalier que Mahaut détenait en prison au château d'Hesdin : la comtesse de Poitiers Jeanne, fille de

1 Par exemple les seigneurs de Senastre (arrondissement d'Arras), Nivole Bailloul (arrondissement d'Arras). Arch. du Pas-de-Calais, A 65, fol 13 et 16.

2 « *Quar ipson indebite volebat opprimere* » Le *Continuateur de Nangis* (Ed. Géraud, t. I, p. 439) prend parti pour eux.

3. On trouve aussi « Yreckon ». Ex. : Arch. du Pas-de-Calais, A 65, fol. 14, mais non Berruchen, comme l'appelle Kervyn de Lettenhove (*Hist. de Flandre*, t. III, p. 69). Thierry d'Hireçon était un des hommes les plus intelligents de son temps; ancien clerc et trésorier du comte Robert II, il était devenu le conseiller intime, l'homme de confiance de Mahaut, et en même temps un des agents de Philippe le Bel, il avait accompagné Nogaret à Anagni. Il ne reçut la prêtrise que fort tard et devint évêque d'Arras en 1324. Il est connu aussi comme un agriculteur distingué. V. *Bibl. de l'École des Chartes*, 1892, p. 343, — et Richard, *la comtesse Mahaut*. Philippe le Long le désigne aussi comme un de ses clercs « *directum et magistrum magistrum Thiericum de Hirecon, clericum nostrum* » X 1 A 5, fol 16.

4 Par exemple Érad de Vantuil (Champagne), les seigneurs de Nangest (arrondissement d'Amiens), d'Heilly (*idem*), Ferry de Pecquigny (*idem*), Guillaume de la Carnue (arrondissement de Peronne), de Beaulal (arrondissement de Doullens), de Renneval (Vermandois), Henuit de Sains, etc. JJ 54 B. n° 3, — *Hist. de France*, t. XXII, p. 402.

5. « *Et tous autres aus de la lingue picarde* » (JJ 54 B. n° 5). Le mot *lingue* a ici le même sens que dans « langue d'oïl. »

6. Les auteurs du XXII^e vol. des *Hist. de France* (p. 403) présentent à tort le mariage de Robert et de Jeanne de Valois comme accompli à cette date, il est de 1318.

7 JJ 50, n° 79.

8. Canton Auxy-le-Château (arrondissement de Saint-Pol).

9 Arch. du Pas-de-Calais, A 65, fol. 13.

Mahaut, et la reine d'Angleterre Isabelle, qui se trouvaient alors au château, obtinrent la permission de fuir¹. Louis X réussit à arrêter la guerre qui commençait : Mahaut, Robert et tous les nobles alliés mandés devant le roi et son Grand Conseil à Compiègne vers la Toussaint de l'année 1315, lui promirent « gracieusement » de s'en remettre à lui en tout point comme arbitre et de cesser aussitôt les hostilités².

Le traité ainsi accepté d'avance fut prêt au mois de décembre 1315 : « toutes haines et rancunes étaient pardonnées; Mahaut respecterait les coutumes du pays; la conduite de Thierry d'Hireçon serait soumise à une enquête que dirigerait des gens « non soupçonneux »; enfin en attendant que la paix fût assurée, le roi prendrait le comté en sa main et y mettrait des baillis royaux³. Jean de Beaumont, maréchal de France, puis Hugues de Conflans, maréchal de Champagne, furent envoyés en Artois comme gouverneurs⁴.

Cette fois la succession semblait réglée, mais la mort de Louis X, l'attitude de Charles de Valois, de Charles de la Marche et du comte de Saint-Pol⁵, ainsi que les affaires de Flandre, rendirent courage aux ennemis de la comtesse, et pendant que Robert se rendait à Paris pour y chercher des partisans, ses amis de l'Artois et des pays voisins prenaient les armes.

Les plus entreprenants⁶ s'emparent par la ruse (fraudu-

1. *Continuateur de Nangis, Hist. de France*, t. XX, p. 615. — *Guard et Franchet, Hist. de France*, t. XXI, p. 28 et 43.

2. JJ 54 B, n° 4. D'après M. Dufayard (*Revue historique*, t. LV, p. 256), Louis X « provoqua la défection de Guillaume de Fiennes, à qui il fit épouser la comtesse d'Artois ». Il a été trompé par l'anonyme de Denis Sauvage. La vie de la comtesse d'Artois Mahaut est trop connue pour qu'il y ait doute à ce sujet.

3. JJ 54 B, n° 4 et 5; — *Bibl. nat., coll. de Camps*, t. LXXXV, — *Auselme, Gendal.*, t. VI, p. 658.

4. Arch. munic. de Saint-Omer, cxxxvi, 2. Hugues de Conflans, qui est le même personnage que Hugues de Prey, s'était ligué en 1314 contre Philippe le Bel avec les seigneurs de Champagne, mais il était revenu à la cause royale (*Isidore et chroniques*, t. I, p. 312).

5. Le comte de Saint-Pol avait épousé Blanche de Bretagne, veuve de Philippe d'Artois, il se trouvait donc être le beau-père de Robert d'Artois.

6. André sire de Benty, châtelain de Bergues (et non de Bruges comme l'ont imprimé plusieurs éditeurs de chroniques), Pierre, sire de Grigny, chevaliers, Arnoul sire de Longuilliers, et le sire de Caumont (et non Chaumont) Arch. du Pas-de-Calais, A 67, n° 4. — *Actes du Parlement*, n° 6403, ~ *Isidore et chroniques*, t. I, p. 311. V. ci-dessous (p. 128 et 129).

lenter) du château d'Hesdin, en expulsent violemment Jean de Broce, à qui Louis X en a commis la garde¹, décapitent les statues de rois qui ornent les murs, et se partagent tout ce qu'ils y trouvent, bétail, gibier, poissons, vins, armes, joyaux, livres de prix, ornements d'églises; l'inventaire en français qui nous en a été conservé est un document des plus précieux pour l'archéologie² (il nous donne par exemple le catalogue de la bibliothèque du château, composée de dix ouvrages parmi lesquels nous remarquons le *Roman du Renard*, les *Faits d'Outre-mer*, les *Voyages de Marco Polo* et une bible en français³).

Parmi les pillards, le sire de Caumont se distingue « par le venin qu'il a au ventre » (c'est l'expression officielle); il profère insultes et menaces à l'adresse de Mahaut et de son fils Robert : « *Ore Robert est desheritez de la contée de Bourgoigne; encore sera-t-il desheritez de cèle d'Artois*⁴. »

En même temps le puissant sire de Fiennes, qui possédait entre autres châteaux ceux de Fiennes et de Tingry, devastait les bois de la comtesse⁵, ravageait la région située à l'ouest de Saint-Omer⁶, tandis qu'à l'est les rebelles entraient à Bapaume.

1. Tous les documents montrent que l'Artois était alors dans la main du roi : « *laquele contée, dit Philippe le Long, fu mise en la main de nostre chier seigneur et frere le roy Loys, et y estoit quant il mourut.* » 11 33, n° 169.

2. Arch. du Pas-de-Calais A 67, n° 4. C'est certainement un des plus anciens inventaires en langue vulgaire que nous possédions (V. le Roux de Lincy, *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. III (1852), p. 146. On y remarque un écriu noëlié d'argent et couvert de pierres précieuses, « tel qu'on n'en ferait pas à Paris pour cent livres », — une croix d'argent doré garnie d'émaux, de perles et de pierres précieuses, renfermant un morceau de la vraie croix, un échiquier de jasper et de cristal, une petite statue de saint Louis et des images de Notre-Dame, des arbalètes à deux pieds, une arbalète d'acier doré, etc., etc.

3. Les autres ouvrages sont un « *Roman des vies des Saints*, » c'est-à-dire une histoire en français de la *Vie des Saints*, les romans d'Oger le Danois, de Tristan et de la Violette, « *Maistre François* » (Tancrede?), la coutume de Normandie (*Bibl. de l'Ecole des Chartes*, *ibid.*, p. 143). La bibliothèque entière est estimée 200 livres. — Nous savons par les mêmes documents que la cave de la comtesse renfermait 32 tonneaux de vin d'Arbois (et non d'Artois, comme l'imprime M. le Roux de Lincy), de Beaune, de Saint-Jean d'Auxerre, etc.

4. Arch. du Pas-de-Calais, A 64, n° 23.

5. Avec Arnoul d'Isque, Robert de Ront, Aymon de Robert et Guillaume Poquete (*Actes du Parlement*, n° 6403).

6. Ses querelles avec Saint-Omer remontaient au moins au règne de Louis X (1311). Nous ne possédons pour ces *layettes* que l'inventaire de Dupuy; les originaux sont perdus ou égarés, mais nous possédons dans tous les détails le

L'Artois était à moitié perdu, et les villes pour se défendre ne pouvaient compter que sur leurs milices.

Quelques historiens ont reproché à Philippe le Long d'avoir soutenu en Artois ce droit de successibilité féminine qu'il attaquait au contraire dans l'héritage royal, mais il est facile de montrer que sa politique relative à l'Artois fut à la fois nécessaire et correcte, nécessaire parce qu'il héritait d'une situation dont il n'était pas responsable, correcte parce que, le droit n'étant pas le même dans tous les pays de France, le roi n'avait d'autre moyen de s'en faire le défenseur que de prendre résolument son parti des contradictions. Enfin, si l'on envisage, comme Henri Martin, la question au point de vue moral, il est permis d'observer que les progrès de la royauté, en augmentant l'importance de la personne royale, avaient diminué d'autant celle des grands vassaux, et qu'un comté comme l'Artois pouvait d'autant mieux être gouverné par une femme qu'il y avait un vrai roi sur le trône de France.

Philippe le Long commença par essayer de ramener les rebelles; dans une lettre paternelle qu'il leur écrivit au mois de juillet 1316¹, il leur parle de leur ancienne fidélité aux rois de France, leur pardonne généreusement leurs rébellions anciennes et récentes, les rétablit « dans leur bonne renommée », rappelle les bannis, et leur rend toute sa confiance pour l'avenir; il fera exécuter le traité de 1315 : la comtesse respectera les coutumes du pays, les nobles seront gardés contre toutes représailles, tous ceux qui ont à se plaindre de Thierry d'Ilireçon pourront porter leurs réclamations devant l'évêque de Thérouanne²; s'il est jugé coupable, il sera emprisonné; s'il est reconnu innocent, les nobles ne lui feront

récit de ces ravages dans la requête adressée au roi par la comtesse d'Artois (Arch. du Pas-de-Calais, A 61, n° 21 et 23). M. Richard (*op. cit.*, p. 93) a placé cette requête sous Louis X (et à plus forte raison le pillage du château de Hesdin), mais Mahaut y parle de Louis X « de bonne mémoire », et dit en propres termes au roi : « li dit alie ont deceu le roy Loys vostre frere ».

1. Lettre adressée aux nobles de Vermandois, de Beauvaisis, d'Amiénois d'Artois, de Corbie et de Ponthieu (JJ 53 B, n° 3 et 4).

2. Inghelram de Crecquy.

aucun mal, mais il sortira du pays avec toute sa famille¹, à cause de la haine qu'il excite.

Philippe le Long ne se contenta pas d'amnistier les rebelles; il leur envoya plusieurs commissaires pour leur développer de vive voix les avantages de la paix, et leur demander la restitution des châteaux qu'ils avaient pris. Les commissaires principaux étaient trois membres du Grand Conseil, Gaucher de Châtillon connétable de France, Jean de Beaumont, maréchal de France, et Regnaut de Lor, ci-devant maréchal du comte de Poitiers²: amis de la conciliation ils prirent sur eux d'accorder que non seulement la comtesse ne rentrerait pas en Artois avant d'avoir scellé la paix, mais encore que le régent la forcerait à rendre tout ce qu'elle ou ses gens avaient levé indûment sur le comté, — qu'il les aiderait au besoin à lui résister si elle projetait de leur faire quelque mal, et enfin qu'il ferait ratifier ces conditions par son frère et par ses oncles.

Mais Philippe le Long n'approuva pas ces concessions qu'il jugeait inacceptables, et les négociations furent rompues. Robert d'Artois, pendant son voyage à Paris, avait réussi à intéresser à sa cause d'importants personnages, entre autres Charles de la Marche, Charles de Valois, et son fils Philippe³. Retourné en Artois aussitôt après l'assemblée du 16 juillet⁴, il trouva un accueil enthousiaste auprès des rebelles venus au-devant de lui, dans les environs de Doullens, organisa rapidement son armée, qui comptait déjà 1800 chevaliers⁵, et nomma deux maréchaux pour la commander⁶.

1. Toute cette famille jouit des faveurs de la comtesse, ses deux frères sont l'un bailli d'Arras, l'autre trésorier de l'hôtel, quatre de ses neveux figurent parmi les familiers de Mahaut, ses neces parmi ses demoiselles de compagnie (V. Richard, *op. cit.*, p. 49.)

2. *Ad 34 B*, n° 5, — Bibl. nat., *coll. de Camps* t. LXXXIII, fol. 71, — *Cf. Cabinet historique*, t. I, 2^e partie, fol. 98 (analyse de la *coll. D. Grenier*); — Bibl. de Ste-Geneviève L F 5, 2^e partie, fol. 76.

3. Bibl. nat. ms. lat. 14670, *continuateur de Nangis, Hist. de France*, t. XX, p. 617.

4. Il y arriva le 22 (*Actes du Parlement*, n° 8103.)

5. Kervyn de Lettenhove, *Hist. de Flandre*, t. III, p. 81.

6. Jean de Beauval et le seigneur de « Hautpontieu », *Isotrs et Chroniques*, t. 1, p. 311. — ou de « Compenhou », ou de « Champenhou ». *Hist. de France*, t. XXJ, p. 106. — Beauval (Somme).

Il se mit immédiatement en campagne, descendit la vallée de la Canche et se rendit à Hesdin, où les habitants « lui montrèrent ung petit de contredit », mais sans aller jusqu'à lui résister¹. De là il lança à tous les nobles de la terre d'Artois l'ordre de prendre les armes en sa faveur, puis, se rabattant brusquement de l'ouest à l'est, il s'empara, en passant, du château d'Avesnes-le-Comte, et marcha vivement sur Arras, où il comptait de nombreux partisans; le connétable Gaucher de Châtillon, qui s'y trouvait avec une faible escorte, n'eut que le temps de sortir par une porte et de prendre la route de Paris, pendant que Robert entraît triomphalement par une autre porte, bannières déployées et trompettes sonnantes (septembre 1316)².

Tout l'Artois était conquis à l'exception de la région du nord. Robert, « qui ne dormoit mie sur ses besoignes », s'y rendit aussitôt en prévenant Mahaut, « comtesse de Bourgogne », qu'il considérait le comté d'Artois comme sien et que cette fois le moment était venu pour elle d'y renoncer : « Comme vous aiez empeschie à tort mon droit de la conté d'Artoys, dont moult me poise et à touz jours pese, laquelle chose je ne puis ne veil plus souffrir, si vous fais savoir que je ivée à mettre conseil et à recouvrer le mien le plus tost que je pourrai³ ».

Mais Mahaut ne s'abandonnait pas. établie à Paris, dans son hôtel de la rue Mauconseil, elle pressait le roi d'intervenir

Les *Isotore et Croniques* (*ibid.*) commettent une erreur en plaçant à cette date le pillage du château d'Hesdin; c'était chose faite avant l'arrivée de Robert (V. *Actes du Parlement*, n° 6103).

2. *Ibid.*, *Chron. de Saint-Denis. Hist. de France*, t. XX, p. 499. — *Ant. chron. de Flandre*, *ibid.*, t. XXII, p. 408. — Bibl. nat., ms. 10132, fol. 400 r° (*Chron. de Thomas de Maubeuge*). — Bibl. de l'école des Chartes C. II (1812), p. 169. — *Itinér. de Paris*, juillet 1839. — « Les détails de ces événements ne sont point parvenus jusqu'à nous, dit Kervyn de Lettenhove, insuffisamment informé (*Hist. de Flandre*, t. III, p. 62), mais, ajoute-t-il sans preuves, la confédération des communes de Flandre et d'Artois contre le système de Philippe le Bel est un grand fait historique que l'on ne peut méconnaître. » Il suffit de lire simplement le récit des faits pour comprendre combien cette appréciation est inexacte. Il n'y a ici ni confédération des communes de Flandre et d'Artois, ni insurrection contre le système de Philippe le Bel, ni grand fait historique.

3. (22 septembre 1316), Arch. du Pas-de-Calais, A 61. — Richard, *la Comtesse Mahaut*, p. 21. On voit que la paix signée avec la Flandre s'empêche pas la guerre de continuer en Artois.

et hâtaît les préparatifs de guerre. En même temps son fils Robert d'Artois, âgé de seize ans¹, se rendait à Avignon avec Thierry d'Hireçon pour implorer la protection du Pape contre Robert d'Artois et les confédérés de la ligue picarde : « les rebelles n'avaient pas craint de porter la main sur les choses les plus saintes, sur les ornements du culte, sur les reliques même, ils méritaient les censures ecclésiastiques² ».

Enfin Mahaut avait des partisans en Artois. Robert occupa Théroutanne sans résistance, mais il ne put entrer ni à Aire, ni à Saint-Omer³, ni à Calais. Deux de ses chevaliers envoyés en avant étaient venus inviter les habitants de Saint-Omer à le reconnaître pour comte et à le recevoir avec honneur : leurs libertés et leurs privilèges seraient respectés loyalement. Les bourgeois, feignant l'ignorance, leur demandèrent si le roi avait reconnu Robert comme comte d'Artois; les deux chevaliers ayant répondu d'une manière évasive « qu'ils ne savaient » : — « Beaux seigneurs, leur dirent les bourgeois, si messire Robert était reconnu par le roi de France, nous l'aimerions autant qu'un autre, mais *sachés que nous ne sommes mye fuisseurs de comtes d'Artois*⁴ ». Les chevaliers⁵ ne réussirent pas mieux en essayant de leur dépeindre la tyrannie de la comtesse, ils répondirent qu'ils n'avaient pas à se plaindre d'elle, « et d'ailleurs, si elle violait leurs droits, ce serait au roi qu'ils s'adresseraient et non à un autre⁶ ».

Robert, avec toute son armée, s'avança vers la ville et

1. Il avait atteint sa majorité de quatorze ans en 1314 (J. 2.80, n° 3).

2. Thierry d'Hireçon demeura à Avignon tout l'hiver (Richard, *op. cit.*, p. 67), recevant de la comtesse de nombreux messages. La supplique de Mahaut au Pape a été publiée par Godefroy-Ménigloise (*Mém. de la Soc. des Antiquaires de France*, XXIII, p. 219) elle se confond pour une partie avec la protestation ou requête adressée précédemment au roi.

3. D'après le *Continuateur de Nangis* (édition Géraud, t. I, p. 429) qu'a suivi M. Giry dans son *Hist. de Saint-Omer*, p. 77, le château de Saint-Omer serait tombé au pouvoir de Robert, mais les *Anc. Chron. de Flandre* (*Hist. de France*, t. XXII, p. 407), et les documents d'archives (Ex. : J. 52.) permettent de rectifier cette petite erreur. Saint-Omer était alors occupé par une garnison royale.

4. *Anc. Chron. de Flandre*, *Hist. de France*, t. XXII, p. 408. — *Isore et Croniques*, t. I, p. 311.

5. C'étaient Gérard Quercet et Florent de la Motte (Richard, *la Comtesse Mahaut*, p. 34).

6. *Ibid.*

occupa aux environs le château d'Esquerdes, mais les portes de Saint-Omer ne s'ouvrirent pas. Les rebelles, qui n'avaient ni le temps ni les moyens d'entreprendre un siège, reprirent leur marche dans la direction de la mer; Robert enleva encore quelques châteaux, celui d'Éperlecques¹, celui de la Montoire², où il commit de grands dégâts, évalués à 10 000 livres³ (environ un million d'aujourd'hui), et se présenta devant Calais. Il n'y fut pas plus heureux que devant Saint-Omer.

Repoussé par ces villes où il comptait s'appuyer, il se trouva bientôt dans une situation critique, quand s'avancèrent, cette fois avec bon nombre de « chevaliers féaux et de communes gens », l'ancien maréchal de France Miles de Noyers et le connétable Gaucher de Châtillon, qui ramenaient des renforts de Paris et de Picardie⁴. Sommé de comparaître devant le Parlement pour rendre compte de sa conduite, il refusa orgueilleusement de se soumettre⁵.

Alors Philippe le Long résolut de mettre lui-même fin à la guerre « pour relever l'honneur du royaume ». De la Croix Saint-Ouen près Compiègne, où il se trouvait le 26 octobre⁶, il revint à Saint-Denis pour prendre l'oriflamme (30 octobre)⁷; il la reçut des mains de l'évêque de Saint-Malo, avec sa bénédiction; seulement les reliques ne furent pas placées sur l'autel comme de coutume pour toucher l'oriflamme, soit parce qu'il n'était que régent, soit parce qu'il ne s'agissait pas d'une grande guerre⁸. Puis il se dirigea vers l'Artois avec des forces considérables, pendant qu'un de ses chevaliers, prenant les devants, allait de sa part sommer une

1. Au nord-ouest de Saint-Omer.

2. Commune de Nielles-lez-Ardres (V. Richard, *op. cit.*, p. 275 et 277).

3. *Bibl. de l'École des Chartes*, t. III (1852), p. 53 sqq.

4. *J. Desnoyelles. Hist. de France*, t. XXI, p. 197.

5. Les récits plus résumés des *Anc. Chron. de Flandre* et de l'« *Isbre et Croniques* » ne mentionnent pas cette réponse de Robert et laissent croire qu'il se rendit à la première sommation. Je suis de préférence le texte du *Trésor des Chartes* (M 54 B, n° 27).

6. M 54 B, n° 28 bis.

7. *Continuateur de Nangis, Hist. de France*, t. XX, p. 616.

8. *Anc. Chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 409. — Lancelot, *Mémoire pour servir à l'histoire de Robert d'Artois* (Académie des Inscriptions, t. X (1736), p. 578).

dernière fois Robert de se rendre auprès de lui sans retard « aussi cher qu'il avait son honneur¹ ».

Robert, qui ne partageait pas la confiance de ses alliés, se résigna à se soumettre : en vain « les grands maîtres de son alliance », qui attendaient de lui plus de persévérance, le supplièrent de ne pas les abandonner; il leur déclara « qu'il n'oserait désobéir au roi », et que sa résolution était irrévocable, puis il prit congé d'eux et courut tout d'une traite jusqu'à Amiens, où venait d'arriver Philippe le Long. Ce fut là qu'en présence du Grand Conseil et d'une nombreuse assistance, le 6 novembre 1346, il comparut humblement devant le régent, déclara formellement qu'il n'avait jamais eu l'intention de rien faire contre lui, et s'engagea à lui rendre « tous les châteaux, forteresses, justices, seigneuries, serments, hommages et toutes autres choses qu'il avait prises et occupées² ».

Il fut convenu que le comté serait remis dans la main du régent, en la même forme que sous Louis X, que Philippe le Long ne l'ôterait pas de sa main avant le règlement de la succession d'Artois, quelles que fussent les instances de la comtesse, qu'il y mettrait « tel gardien, tels officiers et tels châtelains qu'il voudrait, et que ces choix devraient être agréables audit Robert³. En même temps une trêve était conclue par les soins du régent entre la comtesse d'Artois et son fils Robert pour eux et pour tous les leurs, d'une part, et Robert et tous les siens⁴ d'autre part; cette trêve devait

1 JJ 54 B, n° 27.

2. Cette clause rendait Robert responsable de tous les excès commis depuis sa venue en Artois (22 juillet) jusqu'au traité (6 novembre), « *pax predicta, que solum facta et levata post festum Magdalene comprehendit* », et par conséquent en absolvait les autres rebelles, comme le montre l'arrêt du Parlement du 9 mai 1341 (*Actes du Parlement*, n° 6463); mais, d'autre part, lesdits rebelles étaient responsables des excès commis avant cette date : « *Ad eorum pax predicta nullatenus se extendit* ».

3. Les chroniques, très incomplètes ou pleines d'erreurs, sont heureusement rendues inutiles ici par l'abondance des documents d'archives, JJ 54 B, n° 27 et 32, — JJ 55 n° 61. — Arch. du Pas-de-Calais, série A, n° 161, — Bibl. nat., ms. lat. 14670. — Le traité fut signé devant les deux notaires royaux, Pierre de Chappes (le futur chancelier) et Jean du Temple.

4. Par exemple, Guillaume de Vienne, seigneur de Saint-Georges (fil d'Hugues V

durer jusqu'à Pâques de l'année 1317¹, en d'autres termes, selon le calendrier du temps, jusqu'à la fin de l'année 1316; avant cette date, au plus tard la veille de la Saint-Adrien (4 mars), la comtesse devait faire connaître sa volonté, et la cour des Pairs devait se réunir alors en présence de Philippe le Long pour faire droit aux deux parties; jusque-là les revenus du comté devaient être touchés par Charles de Valois et par Louis d'Évreux². Tel fut le traité d'Amiens, du 6 novembre 1316³.

L'humiliation de Robert était complète et ses partisans n'étaient plus redoutables; les uns, jugeant que la soumission de leur chef rendait la guerre sans objet, suivirent son exemple quand ils connurent les conditions du régent: décidé « à la *bénignité* par les prières de nobles hommes du pays voisin », il les tenait quittes de toute amende, à la condition qu'ils rendraient à la comtesse et à ses tenants⁴ tous ses châteaux et tout ce qu'ils y avaient pris, excepté les vivres qu'ils avaient mangés et bus⁵; il leur promettait en outre de respecter la coutume du pays « comme au temps de saint Louis », de les appeler devant lui et de leur faire justice si leurs plaintes étaient fondées; tous les prisonniers seraient délivrés de part et d'autre⁶, et pour que la paix fût complète, la ville de Saint-Omer se reconcilierait avec le sire de Fiennes⁷. Bon

de Vienne), élevé avec Robert fils de Mahaut, V. Richard, *la Comtesse Mahaut*, p. 30.

1. JJ 53, n° 61 et 62.

2. *Continuateur de Nangis, Hist. de France*, t. XX, p. 616.

3. Cf. Bibl. nat., ms. lat. 14 670, fol. 55 (ancien n° 1085 du fonds Saint Victor), Bibl. Sainte-Geneviève, L. F. n° 5 (1^{re} partie).

4. Par exemple à Thierry d'Hiroçon (Philippe le Long manda à Ferry de Villepesque, du Parlement, de lui faire rendre ses biens (Arch. du Pas-de-Calais, A. 61, n° 18).

5. Encore pour contenter Mahaut, les comtes d'Évreux, de la Marche, du Maine, de Saint-Pol, et les seigneurs de Noyers, de Craon et de Briel (Ansel de Joinville) lui offrirent-ils de les lui payer, si elle le demande (V. Le Roux de Lincy, *Bibl. de l'École des Chartes*, t. III (1852), p. 54).

6. Nous possédons plusieurs lettres de rémission accordées par le régent (même avant le traité), à des bannis, par exemple à Jean de Pecquigny, le 26 octobre 1316, JJ 54 B, n° 26 bis).

7. JJ 53, n° 169; JJ 54 B, n° 37; Bibl. nat., ms. lat. 14 670, fol. 58 Ce traité, conclu en Artois au mois de novembre 1316, est scellé à Paris, le 2^e décembre.

nombre de rebelles « s'apercevant, dit le chroniqueur¹, que la querelle n'était pas bonne et qu'à persévérer mal leur adviendrait », firent leur soumission dans les délais fixés par le roi, c'est-à-dire avant la Chandeleur (2 février 1317, n. s.), la plupart au mois de novembre, devant le roi lui-même ou devant ses maréchaux Jean des Grès et Jean de Beaumont.

Mais les plus acharnés, particulièrement Jean de Fiennes qui comptait sur l'appui de son beau-père le comte de Flandre, refusèrent tout accommodement et continuèrent la guerre contre les villes de Saint-Omer, d'Aire et de Calais; ils ne devaient être réduits qu'en 1320. Cette obstination montre bien que la révolte d'Artois avait pour cause non seulement les prétentions de Robert au comté, mais aussi l'animosité d'une partie de la noblesse du pays contre le gouvernement de Mahaut et contre le roi lui-même; la guerre de succession était compliquée d'un mouvement féodal.

Le regent, pressé de revenir à Paris pour l'accouchement de la reine Clémence, ne s'attarda pas à assiéger les uns après les autres les châteaux occupés par les rebelles; il fit connaître à tous présents et à venir la soumission « de son féal cousin Robert d'Artois comte de Beaumont², » mais comme Robert se trouvait dans l'impossibilité d'exécuter une des principales clauses du traité, c'est-à-dire de lui rendre les châteaux « de fait » comme il l'avait fait « de bouche », Philippe le Long, au lieu de le laisser aller, l'emmena à Paris avec lui et l'enferma au Châtelet³. Quant à l'Artois, il demeurait sous la garde du gouverneur Hugues de Conflans, maréchal de Champagne, et des deux maréchaux de France, établis à Saint-Omer avec 200 hommes d'armes.

Trois années devaient être nécessaires pour réduire les derniers rebelles, mais Robert d'Artois n'était plus à craindre, et Philippe le Long avait montré, en Artois aussi bien qu'en Flandre, une énergie et une intelligence pleines de promesses.

1. *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 409.

2. JJ 55, n° 61 (6 nov. 1316).

3. *Continuation de Noug. s., Hist. de France*, t. XX, p. 616 et 629.

IV. — FIN DE LA RÉGENCE

La veuve de Louis X était accouchée au Louvre dans la nuit du 13 au 14 novembre¹ « à heures de matines », c'est-à-dire vers minuit. L'enfant était un fils : il reçut à son baptême le nom de Jean, nom qui avait été donné déjà à un fils de Louis VIII, mais qui était particulièrement employé à l'époque de Philippe le Long². Il aurait pu être surnommé Dieudonné pour la même raison que Philippe Auguste, tant la joie fut grande de voir la race capétienne se perpétuer de père en fils, et le royaume échapper au morcellement³. Mais ce bonheur fut de courte durée : l'enfant n'était pas venu à terme, s'il faut en croire un chroniqueur⁴; ce qui est sûr, c'est que la reine Clémence avait souffert, « en sa gésine », d'une fièvre quarte qui avait beaucoup nui à l'enfant⁵, et il était à prévoir qu'il ne vivrait pas⁶. Jean I^{er} ne vécut que cinq jours⁷ : il mourut

1 Et non le 15, comme le dit Vuitry (*le Régime financier*, p. 4) encore moins le 5 novembre, comme le porte le texte du *Continuateur de Nangis* (XXVII kalendis Decembris, qu'il faut corriger en XVIII kal Dec.), *Hist. de France*, t. XX, p. 616 (En effet si le chiffre XXVII était exact, l'enfant aurait vécu quatorze jours, or le chroniqueur déclare lui-même qu'il mourut le vendredi après sa naissance, c'est-à-dire à l'âge de cinq jours. D'ailleurs jamais on ne paraît avoir parlé du vingt-septième jour avant les calendes, ceux qui savaient compter par calendes n'étaient pas sans connaître les Ides. L'erreur vient du copiste qui a remplacé VI, par XV) — V. *Chron. anonyme, Hist. de France*, t. XXI, p. 140, — *Chron. anonyme, Hist. de France*, t. XXII, p. 20, *Continuateur de Nangis, Hist. de France*, t. XX, p. 616; — et Bibl. Mazarine, ms. 2763 « le quatorzième jour, ou du moins environ le minuit précédent dudit jour, qui estoit un Dimanche », etc.

2 Jean le Bon naît à la même époque (à peu d'années près) Édouard II qui a un fils en 1316 l'appelle aussi Jean (Thomas Walsingham, *Hist. anglie*, t. I, p. 146).

3 Viollet, *op. cit.*, p. 136 (p. 16 du tirage à part).

4 *Chron. anonyme, Hist. de France*, t. XXI, p. 140.

5 *Continuateur de Nangis, Hist. de France*, t. XX, p. 616; — *Chron. de Saint-Denis, ibid.*, p. 629, — *Jean de Saint-Victor, Hist. de France*, t. XXI, p. 665.

6 V. Néard, *Hist. de Nîmes*, t. II.

7 Il vit suivant la *Chron. abrégée de Guillaume de Nangis* (*Hist. de France*, t. XX, p. 652), — et suivant plusieurs autres chroniques (Ex *Hist. de France*, t. XXI, p. 404, 523); — sept suivant *Bernard Guy* (*Hist. de France*, t. XXI, p. 724, . . . — deux ou trois seulement suivant *Jean de Saint-Victor* (*Hist. de France*, t. XXI, p. 665).

le vendredi 19 novembre, les obsèques, ordonnées par Regnaut de Lor, furent célébrées à Saint-Germain l'Auxerrois¹; Philippe le Long, Charles de Valois et Louis d'Évreux l'escortèrent le samedi 20 à Saint-Denis, où il fut enterré aux pieds de son père.

Plusieurs chroniqueurs ajoutent au récit de cette mort d'enfant de pueuses réflexions; les vers de Pierre Cochon sont à citer pour leur naïveté :

*Jhésus qui est sire de tout
Ait l'âme en son commandement;
Bien croy qu'il l'a fait certainement².*

Et Geoffroi de Paris écrit ces deux vers

*Il nasqui et mourut ensemble...
Les jugemens Dieu sont cachés³.*

Le Pape ne connaissant encore que l'heureuse nouvelle de la naissance témoigna son affection à la cour de France en accordant vingt jours d'indulgence à tous ceux qui prieraient Dieu « pour la conservation de la sante du roi nouveau-né » (25 novembre). Sa bulle, datée d'Avignon, se croisa avec la lettre qui lui annonçait la mort de l'enfant, et il la connut assez tôt pour pouvoir envoyer avant la fin du mois une lettre de consolation à la reine Clémence, l'exhortant « à faire de ses larmes des armes ou des instruments de pénitence⁴. »

Telle est la très brève histoire du fils de Louis X, de Jean I^{er}. Mais les princes qui meurent prématurément ont le don de frapper les imaginations romanesques et d'inspirer des sympathies mystiques qui se prêtent d'elles-mêmes à l'exploita-

1 Nous en connaissons le détail et le montant (111 livres, 17 sols, 3 deniers), V. Douet d'Aroq, *comptes de l'argenterie*, p. 19.

2. Pierre Cochon, *Hist. de France*, t. XXIII, p. 224.

3 Bibl. nat., ms. fr. 146, fol. 82 (dans la pièce intitulée « Un Songe ») et Pautin, Paris, *Manuscrits français de la Bibliothèque du roi*, t. I p. 326, et 325 (pièce de G. de Paris sur la naissance de Jean). — *Hist. littéraire*, t. XXIV, p. 158.

4 Bibl. Mazarine, ms. 2765.

tion. Jean I^{er} a eu la même histoire posthume que Démétrius Ivanovitch, Louis XVII et même Napoléon II¹.

Le fait est assez peu connu, bien qu'il ait déjà passionné plus d'un chercheur. C'était sous Philippe VI de Valois; le bruit courut tout à coup que Jean I^{er} n'était pas mort; voici, disaient les uns, ce qui s'était passé après la naissance du fils Louis X; Philippe le Long se disposait à en prendre son parti, bien qu'elle lui enlevât la couronne, mais Mahaut d'Artois, qui voulait que son gendre fût roi, répandit partout le bruit que l'enfant était chétif et qu'il ne pourrait vivre longtemps. A quelques jours de là, la nourrice du petit roi (c'était une fille noble qui avait été séduite par un certain Guccio de Mino, en français Gouge², sorte de voyageur de commerce italien), trouve son enfant à elle mort dans son berceau; épouvantée des reproches que lui fera son amant, et songeant à l'opinion qui s'est répandue sur la santé du jeune roi, elle n'hésite pas à mettre Jean I^{er} à la place de son enfant, et le petit mort dans le berceau royal, puis elle pousse des cris de douleur qui attirent dames d'honneur et chambellans; personne ne se doute de rien, la consternation est générale, sincère dans l'entourage de Clémence, simulée chez Mahaut d'Artois qui se réjouit intérieurement sous ses larmes.

Dans cette histoire, c'est la nourrice qui joue le personnage principal. D'après une version plus dramatique³, la mort de l'enfant est due à un crime, et c'est Mahaut d'Artois qui entreprend de supprimer Jean I^{er}; Clémence de Hongrie ou ses gens, qui devinent le projet homicide, remplacent Jean I^{er} par le fils de la nourrice dans le berceau royal, si bien que la personne chargée de l'exécution se trompe d'enfant: le fils de Clémence est sauvé, et Clémence sait qu'il est sauvé⁴.

1. La famille Bonaparte a vu elle aussi surgir un prétendant qui se disait le vrai roi de Rome « *Napoleone re di Roma sacrificato* » (c'est un simple fait-divers sans importance (V. le *Temps* du 14 oct. 1805)).

2. Il était de Sienne, et non de Sens, comme l'a cru le père Daniel (V. le roi Giannino, par E. Tavernier, p. 211-239, dans les *Mémoires de l'Acad. des Sc., agric., arts et bell.-l. d'Aix*, t. XII, Aix, 1882).

3. V. Viollot, *loc. cit.*, p. 27.

4. D'après une autre version plus compliquée (adoptée par Papencordt, etc., V. *Nouvelle Revue*, 1^{re} février 1888 article de M. Emmanuel Rodocanachi, d'après les

upmargue

in accident

la rose

no - b. an.

no (Daglo)

no (17. 29)

no (17. 29)

no (17. 29)

no (17. 29)

Malgré des différences de détails, les diverses versions, qui datent toutes du milieu du ^{xiv}^e siècle, s'accordent sur un point important, c'est que Jean I^{er} avait été élevé en France, à la campagne, par sa nourrice jusqu'à l'âge de six ans (c'est-à-dire jusqu'à l'avènement de Charles le Bel), puis emmené en Italie par Guccio, pour plus de prudence, et le secret de sa naissance royale eût été à jamais inconnu, si la nourrice, à son lit de mort, en 1343, ne l'avait révélé à son confesseur Jourdain, pour obtenir l'absolution. Jourdain se met aussitôt en campagne pour retrouver le fils de Louis X, mais Jourdain est âgé de quatre-vingts ans, hors d'état de faire le voyage d'Italie, alors, il révèle ce qu'il sait à frère Antoine, frère Antoine part résolument; mais il tombe malade à Porto Venere près de Gènes, et confie à son tour le fameux secret à Rienzi.

C'est l'intervention de Rienzi, le tribun de Rome, l'ami de Pétrarque, qui prête à cette histoire quelque intérêt, en lui donnant l'apparence de l'authenticité. Rienzi qui, nous dit-on, avait entendu déjà parler de l'existence de Jean I^{er}, pendant son séjour à Avignon¹, accepta comme véritable le récit de frère Antoine, et quand ses émissaires, après maintes recherches, retrouvèrent à Sienne le fils de la nourrice et de Guccio, Gianino, devenu marchand de fer après avoir été directeur de l'hôpital Santa Maria, il ne douta pas qu'il ne fût réellement le fils de Louis X et de Clémence de Hongrie, Jean I^{er}, héritier des couronnes de France et de Navarre. Il le fit venir à Rome, le conduisit au Capitole, et là, il lui révéla qui il était, se prosterna à ses pieds, et lui promit de défendre ses droits : « N'est-ce pas Rome, disait-il, qui doit veiller au règne de la justice dans tout l'univers, puisqu'elle en est la tête ? » (1354.)

Rienzi n'eut pas le temps de tenir sa promesse; il fut, comme on sait, massacré la même année dans une émeute

¹ Arch. de Sienne, Mahaut d'Artois, qui veut supprimer Jean I^{er}, demande l'enfant à sa mère pour le présenter solennellement à la cour, et Clémence y consent, mais ses deux chambellans, plus craintifs qu'elle, remettent prudemment à Mahaut « à l'usage de tous » le fils de la nourrice, et bien que le diabolique Mahaut fait mourir un enfant sans conséquence. Jean I^{er} est sauvé, mais sa mère le croit mort, parce que les chambellans gardent le secret pour eux, dans l'intérêt de l'enfant.

² Clémence de Hongrie s'était retirée à Avignon en 1317, avant de s'enfermer dans un couvent d'Aix.

Gianino, privé de son seul appui, ne perdit pas courage; il revint à Sienne, et muni de lettres de frère Antoine et de frère Jourdain, il dévoila à ses concitoyens le mystère de sa naissance. L'enthousiasme fut d'abord considérable; le peuple le salua du nom de « Re Gianino », et lui rendit les honneurs royaux; le Conseil de la ville écrivit au Pape, aux sénateurs de Rome, à l'Empereur, aux rois de Naples, de Hongrie, d'Angleterre, de Navarre, et aux États généraux de Paris; le frère du roi de Navarre, plusieurs sénateurs de Rome et le vicaire du Pape à Rome reconnurent Gianino comme roi légitime de France et de Navarre, les Juifs lui promirent 50 000 florins et sollicitèrent sa protection future, en cas que l'affaire réussit; des chefs de bandes lui offrirent leurs services : « Les maux qui accablaient la France, disaient les partisans de Gianino, étaient la juste punition de l'abandon où elle avait laissé son souverain; les défaites de Crécy et de Poitiers étaient les signes par lesquels Dieu manifestait sa colère contre les usurpateurs. »

Cependant, sans que nous sachions pourquoi, les Siennois mobiles abandonnèrent bientôt Gianino, et il lui fallut chercher d'autres appuis. Il se rendit alors au pays de sa « mère », auprès de son « cousin » Louis I^{er}, roi de Hongrie, qui l'accueillit par de bonnes paroles, mais ne lui donna aucun secours (1357). Revenu de Bude à Sienne, il réussit non sans difficulté à se faire élire du Conseil des Douze, mais il eut le désagrément d'être aussitôt « invalidé », à cause de sa qualité de roi. Incapable de découragement, il dit adieu pour toujours à cette ville ingrate, et alla frapper à la porte du palais d'Avignon, mais Innocent VI refusa de le recevoir (1360).

C'est alors qu'aigri par ses échecs répétés, il prit le parti de recourir à la force; il réunit une bande et entra en campagne, mais le régent de France, le Pape et la comtesse de Provence Jeanne, reine de Naples, envoyèrent d'autres bandes pour le combattre, sa tête fut mise à prix et il finit par tomber en 1361 aux mains du sénéchal de Provence qui l'enferma au château de Saint-Étienne, puis l'expédia à Naples sous bonne escorte. C'est là qu'il mourut peu de temps

après; ses descendants portèrent les fleurs de lis dans leurs armes jusqu'à l'extinction de la famille, en 1530¹.

Il n'est pas de notre sujet d'examiner ici si Rienzi fut de bonne foi en reconnaissant les droits de Gianino, et si Gianino lui-même fut convaincu. Sans chercher à résoudre ce problème que l'érudition moderne a maintes fois étudié sans résultat, il était nécessaire de lui donner la place qu'il mérite, c'est-à-dire de lui reconnaître un certain intérêt, sans l'exagérer, parce que toute cette histoire est bien invraisemblable, mais sans le méconnaître, parce qu'elle n'est pas impossible.

1. Monmerqué, *Dissertation historique sur Jean I^{er}, roi de France*, Paris, 1844; — E. Tavernier, *le roi Gianino* (op. cit.), — Brehaut, *Gianino Baglioni, roi de France* (dans la *Revue Contemporaine*, 2^e Série, t. XVII, p. 3 et 239); Viollet, *Success. à la couronne de France*, loc. cit.; — E. Rodocanachi, d'après les *Arch. de Sienne* (Bibl. Communale, Cod. t. III, etc.) *Notice de l'œuvre* 1^{er} février 1888. Tous sont naturellement assez incrédules, soit qu'ils considèrent Gianino comme un imposteur, soit qu'ils voient en lui la dupe de Rienzi; ils ne regardent pas cependant comme absolument impossible que le prétendant de 1354 ait été le fils de Louis X. M. Viollet juge « l'événement mystérieux en dépit des efforts de l'érudition », et reste « indécis en face de ce problème irritant ».

CHAPITRE II

LA SUCCESSION A LA COURONNE

Le coup d'État de Philippe le Long (si coup d'État il y a) se place après la mort de Jean plutôt qu'après celle de Louis X. Le traité du 17 juillet 1316 n'avait pas prévu la mort du fils de Louis X, mais sa postérité se trouvant réduite à sa fille Jeanne, il semblait à certains esprits que la situation fût la même que s'il lui était né une seconde fille, et que l'une d'elles fût morte, éventualité réglée par le texte du traité. En ce cas, comme on sait, Philippe le Long devait se contenter de la régence et attendre, pour savoir s'il serait roi, que sa nièce eût atteint sa treizième année.

Mais si cette interprétation paraît avoir été celle des partisans de Jeanne¹, les légistes avaient beau jeu à la rejeter par un argument irréfutable, en établissant que toutes les conventions faites dans l'hypothèse de la naissance d'une fille avaient été annulées par le fait même de la naissance de Jean, et que le traité de 1316 avait réglé la succession de Louis X, et non pas celle de son fils.

Les droits de Philippe le Long et de Jeanne à cette succession demeuraient donc intacts, mais le soupçon d'indignité continuait à peser sur la fille de Marguerite de Bourgogne; son principal défenseur de 1316, son oncle Eudes de Bour-

¹ I. J 204, n° 2; — 205, n° 7; — 206, n° 2. — « Il semblait, dit aussi Votry, que le traité éventuel du 17 juillet dût s'exécuter (c'est-à-dire que Philippe le Long dût abandonner la Navarre et la Champagne), le *Règne financier*, p. 4.

gogne, était fiancé à la fille même de Philippe le Long; elle restait donc seule et sans appui.

Il ne fut pas difficile au régent de se faire proclamer roi. Il manda le comte de Valois et le comte de la Marche et leur représenta qu'il « *estoit le plus drois hoirs du royaume* », c'est-à-dire l'héritier de son neveu¹, et les deux princes, « *li un par amour, hasarde le chroniqueur², et li aultre par doubtaunce* (par crainte) » le reconnurent roi³ et lui jurèrent fidélité⁴.

Les principaux opposants de la première heure, Charles de Valois et Charles de la Marche, avaient fait acte de soumission, mais le duc de Bourgogne, Eudes IV, soutenu encore par sa mère Agnès, persista, malgré ses engagements du 17 juillet, et malgré son mariage projeté avec la fille de Philippe le Long.

1. Charles de Valois ne pouvait pas objecter qu'à ce compte il avait été, lui aussi, en 1316 « *le plus drois hoirs du royaume* », la situation était très différente. Jean ne laissait que des oncles et une sœur, Louis X avait laissé des oncles et des frères.

2. *Isotore et chroniqueur*, p. 310.

3. M. Viollet qui a si bien étudié la succession à la couronne de France (*Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XXXIV, 2^e partie, p. 138), estime que Philippe le Long eut quelque hésitation sur le parti à prendre, et qu'il ne prit le titre de roi que dans le courant de décembre, mais nous possédons des actes de Philippe le Long comme roi à la date de novembre 1316 (Ex. : JJ 54 B, n^{os} 30, 36, 36 bis).

4. Philippe le Long, à l'occasion de son avènement, fit, sans attendre son couronnement, une abondante distribution de largesses et de faveurs diverses qui se répandirent principalement sur son entourage. C'est ainsi qu'il assura à la reine Jeanne « en considération de sa grande affection » un douaire de 21 000 livrées de terre, « pour tenir son rang » (plus de deux millions d'aujourd'hui), 20 décembre 1316 et 4 janvier 1317 (n. 1), JJ 54 A n^{os} 74 et 76, — 4 B n^o 57, etc. (La donation avait été faite dès le mois d'octobre 1316 (JJ 53, n. 342), mais l'important était de la rendre réelle en précisant les rentes dont elle se composerait); — qu'il donne au comte de Savoie les 2500 livrées de terre et de rente annuelle qu'il lui a promises « au cas où il serait roi » (JJ 54 B, n^o 31). — qu'il cède à sa belle-mère Mahaut d'Artois, qu'il appelle « sa mère », une de ses plus belles garennes, avec le droit de pêche depuis la tour de Berry jusqu'au pont de Clarenton (JJ 54 B, n^o 53), — qu'il récompense de leurs services plusieurs de ses principaux conseillers, tels qu'Henri de Sully (Ex. : JJ 56, n^{os} 29 et 30), Martin des Essars (JJ 56, n^o 8, décembre 1316), Pierre de Diet (JJ 54 B, n^o 16) et nombre de personnages de son hôtel, officiers et valets, par exemple son maître d'hôtel Guillehaud des Eschilleuses (JJ 54 B, n^{os} 35 et 77), son huis-sier d'armes Jean le Mire (JJ 54 B, n^o 71), une lavouse de la reine (JJ 54 B, n^o 15), etc. (Ex. : JJ 54 B, n^{os} 30, 51, 53, — JJ 56, n^{os} 30, 45). Ses faveurs s'étendent aux particuliers, ecclésiastiques. (Ex. : JJ 54 B, n^{os} 33, 48, 52, — JJ 56, n^{os} 41, 121, — seigneurs (Ex. : JJ 54 B, n^{os} 63, 64, — JJ 56, n^o 37) et bourgeois (Ex. : JJ 54 B, n. 14, etc.)

à soutenir les droits de sa nièce¹, et à réclamer un jugement de la cour des Pairs, après débat contradictoire². Il déclara hautement qu'il n'assisterait pas au sacre, et quitta Paris le 25 décembre 1316.

Arrivé en Bourgogne, il rassembla ses barons, ses prélats et les procureurs de ses bonnes villes, en apparence pour les consulter, en réalité pour leur imposer son sentiment; les Bourguignons déclarèrent docilement que Philippe le Long était un usurpateur et qu'il fallait le combattre comme un ennemi public. Le duc de Bourgogne écrivit à tous les rebelles ligüés contre Philippe le Long, c'est-à-dire aux Flamands, aux Artésiens et à ceux de la ligue picarde, leur promettant son appui, et les conjurant de s'opposer de toutes leurs forces au sacre qui se préparait³; en même temps il sommait l'archevêque de Reims de ne pas procéder à la cérémonie.

Philippe le Long, sans se laisser intimider, se dirigea sur Reims, « à moult belle compagnie », avec la reine sa femme⁴, les officiers de son hôtel, ses grands officiers et une foule de barons⁵. Il n'y trouva ni tous les pairs ni tous les grands feudataires qu'il avait convoqués⁶ : on remarquait particulièrement l'absence du duc de Guyenne, qui s'excusa avec de belles paroles⁷, du duc de Bretagne, qui ne s'excusa que beaucoup plus tard, du duc de Bourgogne⁸ et du comte de

1. « *Tanquam regis filia et fratre suo defuncto propinquior* » (J. de Saint-Victor). — « comme la plus prochaine fille du roy », Bibl. nat., ms., fr. 10 132 (fol. 400, r^o). V. sa lettre du 25 dec. 1316 au comte de Flandre, et celle d'Agnes au même; Servois, *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, année 1864, p. 465 sqq.

2. Jean de Saint-Victor (*Hist. de France*, t. XXI, p. 665).

3. Servois, *op. cit.*, p. 54, 67, sqq. Les textes des *Historiens de France* (Ex. t. XXII, p. 401) sont en contradiction avec les documents publiés de M. Servois, mais ils sont certainement inexacts.

4. Un acte nous montre Jeanne légant à l'abbaye de Saint-Denis la couronne qu'elle avait à son sacre à Reims (J. 403, n^o 23).

5. *Anc. chron. de Flandre*, *Hist. de France*, t. XXII, p. 307-11 (il s'agit probablement d'une visite à l'abbaye de Saint-Denis (*Chron. Guillelm. Scot. Hist. de France*, t. XXI, p. 209).

6. Girard de Frachet, *Hist. de France*, t. XXI, p. 17.

7. Rymer, *Fœdera*, p. 304.

8. L'auteur des *Itinéraires et croniques* (p. 310) commet une grave erreur : « *Il cil sacre fu fait chevalier li dus Endes de Bourgaigne* » On en trouve bien d'autres dans les chroniques.

Flandre, ouvertement hostiles, de l'évêque de Châlons Pierre de Latilly, qui n'était pas encore rétabli sur son siège épiscopal¹.

Charles de la Marche, après avoir refusé de faire partie de la suite de son frère, vint le rejoindre à Reims, à la veille du sacre, mais pour lui mettre brutalement le marché à la main : « Mon frère, lui dit-il, vous savez combien ma part est insuffisante (il avait le comte de la Marche, assez pauvre pays en effet); si vous voulez que je sois avec vous, donnez-moi de quoi tenir décentement mon rang². » Pour parler avec précision, Charles de la Marche demandait un supplément d'apanage, avec le titre de pair. « Mon frère, lui répondit Philippe le Long, je le ferai volontiers, mais non pas maintenant, parce qu'on dirait que je le fais par crainte. » Charles, déçu dans cette tentative de « chantage³ », se retira sans mot dire, et se dirigea avec toute son escorte vers une des sorties de la ville; mais toutes les portes étaient soigneusement fermées et gardées par ordre de Philippe le Long, qui redoutait quelque surprise, et il n'était pas plus facile de sortir de la ville que d'y entrer⁴. Obstiné dans sa résolution, Charles de la Marche descendit du haut des murs dans le fossé, au risque de se rompre le cou, traversa non sans danger le marais qui défendait la ville, du côté de la Vesle, et parvint à gagner la route. C'est ainsi qu'il réussit à se soustraire à la cérémonie du sacre, à la grande joie des rebelles, et que les deux frères, qui se déliaient déjà l'un de l'autre, furent brouillés pour la vie⁵.

1. Le comte de Clermont Robert de France était absent aussi, mais pour cause de maladie, il mourut le mois suivant.

2. *Continuateur de Nangis*, édit. Geraud, t. I, p. 431-432. — *Girard de Frachet, Hist. de France*, t. XXI, p. 47. — *Jean de Saint-Victor, ibid.*, p. 663. — cf. *Chron. anonyme* : « *Tu actis quod ego parum habeo* », *Hist. de France*, t. XXII, p. 20.

3. « Charles, dit M. Viollet *op. cit.*, p. 139), était sorti de Reims comme indigne de l'usurpation qui allait se commettre. » On sait qu'en 1322 il commit la même usurpation, sans le moindre scrupule, et il semble bien qu'en 1313 il songeait à ses propres affaires beaucoup plus qu'à celles de sa neveu.

4. *Continuateur de Nangis*, édit. Geraud, t. I, p. 431-32 (ou *Hist. de France*, t. XI, p. 617). M. Dufayard est mé « que ces précautions étaient bien inutiles » (*op. cit.* t. IV, p. 264). Tel n'est pas mon avis : une assemblée était à craindre de la part des nobles de Champagne, du duc de Bourgogne, du comte de Nevers, et de quelles railleries n'eût-on pas accablé Philippe le Long, s'il s'était laissé prendre dans Reims, comme plus tard Villerot dans Crémone?

5. *Non ex tunc se rursus dilexerunt*. *Chron. anonyme, Hist. de France*, t. XXII, p. 20.

Charles de Valois, plus maître de lui, se résigna à assister au couronnement¹ : de pairs laïques il n'y avait que lui et la comtesse d'Artois. Quant aux pairs ecclésiastiques, cinq sur six étaient présents, tous dévoués à Philippe le Long, mais divisés par des conflits d'étiquette : l'évêque de Beauvais Jean de Marigny et l'évêque de Langres Guillaume de Durfort se disputaient la préséance, et les avis étaient partagés : l'évêque de Langres alléguait qu'il était duc, mais l'évêque-comte de Beauvais répliquait que son église était plus ancienne ; ce fut lui qui l'emporta².

Retardée de trois jours par ces diverses causes, la cérémonie du sacre eut lieu le 9 janvier³, au lieu du 6, non sans de nouveaux incidents. Au moment où l'on fit l'appel des pairs, la vieille duchesse de Bourgogne Agnès de France, propre fille de saint Louis, mère des deux ducs Hugues V et Eudes IV, mère du roi de Thessalonique, du comte de Tonnerre, de Marguerite de Bourgogne, de la comtesse de Savoie et de la comtesse du Maine, s'avança au milieu de l'assistance, et fit sommer par un de ses officiers les prélats et les pairs présents de différer le couronnement, tant que les droits de la fille de Louis X ne seraient pas réglés⁴. Beaucoup de grands et de barons partageaient ses sentiments et n'attendaient qu'un mot de Charles de Valois pour faire éclater leur hostilité, mais Charles garda le silence, soit qu'il ne se sentit pas le plus fort, soit qu'il n'entendit pas travailler pour d'autres que pour lui, — et la cérémonie suivit son cours.

On s'était demandé avec curiosité qui soutiendrait la couronne, Charles de Valois ou la comtesse d'Artois, les deux seuls pairs laïques présents. Philippe le Long confia cet honneur à sa belle-mère⁵, à la fois « pour montrer aux yeux

1. « Le comte de Valois, dit M. Vollet, avait refusé d'assister à la cérémonie » (*op. cit.*, p. 139). Les textes montrent qu'il y assista, mais avec humeur : « *Interfuit et presens, partem aliorum favente contra regem* », Girard de Frachet, *Hist. de France*, t. XXI, p. 47.

2. V. Mariot, *Hist. de Reims*, t. IV, p. 23.

3. *Chronicon Guillelmi Scoti*, *Hist. de France*, t. XXI, p. 209.

4. Girard de Frachet, *Hist. de France*, t. XXI, p. 47, et ibid., *nat., coll. de temps*, t. LXXXVII, fol. 363.

5. *Continuateur de Nangis*, éd. Geraud, t. 1, p. 132, ou *Hist. de France*, t. XX,

de tous qu'il la tenait comme comtesse d'Artois et pair de France », et pour laisser son oncle à l'écart; nouveaux défis jetés hardiment aux factions hostiles qui soutenaient les droits de Robert et la politique de Charles de Valois¹.

Tant d'incidents troublèrent sans nul doute le recueillement de l'assemblée, mais l'essentiel était que la cérémonie s'accomplît. L'archevêque de Reims Robert de Courtenay plaça sur la tête de Philippe V^e la couronne qu'il avait mise deux ans auparavant sur la tête de Louis X et qu'il devait placer bientôt sur celle de Charles IV.

Philippe le Long ne s'attarda pas à Reims; il rentra à Paris où il « *fu receus des Parisiens a grant honnour et révérence* »². Il était certain que la bourgeoisie était pour lui, et Geffroi de Paris se faisait l'interprète de l'opinion publique en l'exhortant à la vigueur :

*Rebellantum rixas debilita
Res laorum animos excito*³.

Aussi, en face de cette opposition redoutable (où se trouvaient confondus par l'effet des circonstances Charles de Valois, Charles de la Marche, le duc de Bourgogne, les rebelles d'Artois, de Picardie et de Flandre)⁴, Philippe le Long comprit

p. 617. — Nous possédons un règlement du sacre (*modus coronandi regem*), qui paraît être de 1310 (Bibl. nat., ms. fr. 2839, fol. 194, et le compte des dépenses (Ducul d'Arcy, *Comptes de l'argenterie*, 1851, p. 45, 54 sqq.).

1 « Le sacre fut comme furtif et honteux », conclut M. Viollet (*op. cit.*, p. 139) et il raille les précautions prises « par l'oint du Seigneur ». N'est-ce pas se montrer quelque peu sévère ?

2 Il a été souvent appelé Philippe VI, par exemple dans les *Chron. de Saint-Denis*, parce qu'on comptait comme second du nom le fils de Louis VI, Philippe, associé à la royauté en 1129 et mort avant son père, en 1131.

3 Bibl. nat., ms. fr. 10132, fol. 400 (*Chron. de Thomas de Marbeuge*, libraire à Paris).

4 Bibl. nat., ms. fr. 146, fol. 51. Nous ne savons à quelle date précise Geffroi de Paris écrivit ses poèmes; ce qui est sûr, c'est que les « *Alliés en latin* » sont postérieurs au mois de novembre 1316, mais de quelques mois au plus, tout montre qu'on est au début du règne de Philippe le Long.

5 « *Ex quibus signis judicio concludebatur multorum proceres aliosque magnates contra regem, saltem in occulto, similitatem habere* » (Garud de Frachet, *Hist. de France*, t. XXI, p. 47).

le besoin de donner une sanction légale à son couronnement, et il la demanda à l'opinion publique, suivant l'exemple de Philippe le Bel.

Il paraît certain qu'il songea d'abord à convoquer les États généraux, et qu'il envoya même des lettres de convocation, au mois de janvier 1317 (n. s.). Mais il ne fallait pas moins de deux mois bien comptés¹ pour convoquer, élire et rassembler les procureurs des villes; Philippe, pressé de se faire reconnaître roi légitime, résolut de ne pas les attendre, et sans les décommander, il prit le parti d'improviser une assemblée incomplète, où la bourgeoisie ne fut représentée que par les bourgeois de Paris, qu'il avait sous la main².

Grâce à ce sacrifice, l'assemblée put se réunir à Paris dès le 2 février 1317, mais on ne peut pas la considérer comme une réunion d'États généraux³.

Elle était composée de quatre éléments distincts :

1° Un nombre considérable de grands et de nobles, — 2° la plupart des prélats du royaume; — 3° des bourgeois de Paris; — 4° des docteurs de l'Université⁴.

Nous ignorons les noms et le nombre de ces barons, de ces prélats, de ces bourgeois, de ces docteurs⁵. Nous pouvons seulement affirmer que les barons dissidents n'y figuraient pas : en effet l'assemblée, présidée par Pierre d'Arrablay⁶, fut unanime à ratifier le couronnement de Philippe le Long, à lui jurer obéissance, et à reconnaître les droits de son fils Philippe à sa succession⁷. Tous prêtèrent serment, à l'exception des membres de l'Université, qui, ne figurant dans l'assemblée

1. V. Hervieu, *Recherches sur les premiers États généraux*, p. 121.

2. Les chroniqueurs, auxquels nous sommes redevus faute de documents plus précis, ne parlent pas d'autres bonnes villes, et l'on peut admettre que Paris fut seul représenté.

3. Baraton, Anquetil, Rénault, Boulaingvilliers y voient de véritables États généraux, Anquetil estime même que ce furent « les premiers États généraux ».

4. Girard de Frachet, *Hist. de France*, t. XXI, p. 47; — *Continuateur de Nangis*, édit. Geraud, t. I, p. 434.

5. Henri Martin avance que les bourgeois de Paris y affluèrent, non par députés, mais par masses (t. IV, p. 524).

6. Pierre d'Arrablay, nommé cardinal (en janvier) remplit encore les fonctions de chancelier le jour de l'assemblée.

7. *Continuateur de Nangis*, *Hist. de France*, t. XX, p. 699, — Girard de Frachet, *ibid.*, t. XXI, p. 47; — *E. floribus chronice*, *ibid.*, t. XXI, p. 726.

X

qu'à titre consultatif, se contentèrent d'opiner et d'approuver sans serment¹.

Nous savons aussi que, s'élevant au-dessus du cas particulier qu'elle avait à juger, l'assemblée du 2 février 1317 déclara solennellement « que femme ne succède pas au royaume de France² ».

Voilà tout ce que nous savons de la fameuse déclaration qui exclut les femmes de la succession au trône³. Seul le procès-verbal de la séance pourrait nous faire connaître par quelles raisons fut justifiée cette grave détermination. Malheureusement ce document, dont chaque mot serait instructif, est perdu ou introuvable, et rien ne nous permet de le reconstituer.

Ce qui est certain, c'est que la séance ne s'éternisa pas en dissertations sur les droits de l'un ou de l'autre. La fille de Louis X reproche précisément à Philippe le Long, dans sa lettre du 10 avril 1317⁴, d'avoir étouffé toute discussion. Il est clair que Philippe le Long n'a pas l'esprit « parlementaire »; la discussion lui paraît oiseuse, et, sachant que nul droit ne s'exerce que s'il est soutenu avec énergie, il préfère les actes aux paroles; il s'empare de la couronne par une sorte de coup d'État où il est appuyé par la majorité de la nation; il impose silence à ses adversaires non par des arguments qu'il tient en

1 Cette consultat on montre toutefois que Philippe le Long leur suppose un certain pouvoir sur l'opinion publique V *Hist. littéraire de la France*, t. XXIV, p. 139.

2 *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 699; — « *Tunc etiam declaratum fuit quod ad coronam regni Francie mulier non succedit* ». *Continuateur de Nangis*, éd. Géraud, t. I, p. 434. Le texte de Girard de Frachet est le même mot pour mot avec *succedit* au lieu de *succedit*, *Hist. de France*, t. XXI, p. 47.

3 Les deux chroniqueurs, après cette phrase unique sur un fait aussi important nous informent qu'il y eut un tremblement de terre le mardi avant les cendres dans le diocèse de Poitiers; ne cherchons pas de rapprochement entre les deux faits. La *Chron. de Saint-Denis* est encore moins instructive « *Les autres disent que femme ne puet héritier au royaume de France, pour ce le dit Philippe fu couronné en roy* », *Hist. de France*, t. XX, p. 699. — *Thomas de Maubeuge*, après avoir parlé de l'opposition du duc de Bourgogne, dit sans beaucoup plus de développement : « *mes respondi li fu que femme ne devoient pas succéder al royaume de France, laquelle chose ne se pout clerement prouver* » (*Bibl. nat.*, ms. fr. 16432, fol. 400 v°); — et *Jean de Saint-Victor, Hist. de France*, t. XXI, p. 665.

4 *Bibl. de l'École des Chartes*, t. XLV (1881), t. 73.

médiocre estime, mais par le spectacle de sa force et de sa popularité. S'il donna quelque explication de son avènement, il est permis de supposer avec beaucoup de vraisemblance, en se reportant à ce qui s'était passé au mois de juillet 1316, qu'il revendiqua le trône comme il avait revendiqué la régence « par droit de parenté, *jure proximitatis*¹ », — « en sa qualité de frère (*jure fraterno*)² et d'hoir mâle³ ».

On a été longtemps unanime à croire que la fille de Louis X avait été exclue par la loi salique⁴; beaucoup de livres le répètent encore. Il n'y aurait pas à s'étonner qu'il eût été question de la loi salique, dans l'assemblée du 2 février 1317. Des documents⁵ montrent en effet que dans certaines régions de l'Est, en pays bourguignon par exemple, le droit civil qualifiait « loi salique » l'usage qui excluait les filles de tout droit à la succession de leur père, et cela bien avant 1317, dès le xiii^e et le xii^e siècle. Il était naturel d'étendre cette loi

1. Menard, *Hist. de Nîmes*, preuves, p. 22.

2. *Chron. de Flandre*, dans les *Chron. belges*, t. II, p. 332.

3. V. ci-dessus (Régence), p. 46. Pour nous cette proposition que « la succession est déléguée héréditairement à la race régnante du mâle en mâle », proposition souvent formulée par ses cinq mots « *Successor imperii Francorum masculus esto* » (Ex. Favyn, *Hist. de la Navarre*, 1612, p. 380), ne diffère évidemment que par la forme du principe de l'exclusion des femmes, mais le moyen âge n'avait pas notre méthode de raisonnement, et ces deux formules furent tous deux dérivées comme deux principes différents, engendrant l'un par l'autre on dit « en conséquence », là où nous disons « en d'autres termes ».

4. C'est l'avis de Paris qui a le premier combattu cette croyance, mais sans grand succès (*Grande chron. de France*, t. V (1837), p. 234); — cf. Servois, *op. cit.* (1864), p. 44 sqq., — plus récemment M. Monod (dans la *Revue critique* du 26 dec. 1892, p. 519) a montré que la loi salique est invoquée en 1318 par certains légistes, mais qu'ils ont tout l'air de la découvrir « tous les juristes que j'ai interrogés, dit Richard le Scot, en 1358, n'ont rien pu m'en dire ». Bibl. nat., ms. lat. 14683, fol. 40 v; — cf. Pasquale de Giudice, *la Storia di una frase, commento all' art. 1 dello statuto del regno*, Milano, 1893 dans les Extraits des « *Rendiconti del Instituto Lombardo*, série II, t. XXV-XXVI), enfin M. Paul Viollet (Comment les femmes ont été exclues en France de la succession à la couronne, dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. XXXIV, 2^e partie, 1902) a définitivement démontré que la loi salique n'a été adoptée ni la loi successorale ni à l'avènement de Philippe le Long, ni à celui de Charles IV, ni même à celui de Philippe VI de Valois, mais seulement vers la fin du règne de Jean I^{er}. « Cette loi, conclut-il, derive des fiefs, comme tant d'autres ».

5. Par exemple la charte de Girard, seigneur de Charmey (1296), où l'on peut lire : « sub conditione legis salice in hac patria observari solite, et si illa abique liberis masculis decederet, tunc illa pars ad nos rediret pleno jure ». Hely, *Hist. du comté de Gruyère*, Introduction, Lausanne, 1814, p. 341; — cf. Guichenon, *Hist. de la Bresse et du Bugey*, preuves n^o 2.

salique du droit civil au droit public, des successions privées aux successions royales, comme il en fut au xvii^e siècle du droit de dévolution.

Il n'est donc pas exact que la loi salique ait été fabriquée au xiv^e siècle, pour le besoin d'une cause douteuse; il est permis de la comparer, non à une fausse monnaie, ni même à une faible monnaie, mais à une monnaie locale, dont on a fait une monnaie nationale : elle est authentique et ancienne, mais elle n'a cours d'abord que dans certaines provinces et n'est appliquée au royaume que plus tard.

Philippe le Long, comte de Bourgogne, connaissait-il cette loi salique, qui devait devenir la base juridique de la succession au trône de France, un des principes les plus solides du droit public, un des immortels principes de la monarchie? L'invoqua-t-il dans l'assemblée du 2 février 1317? On ne peut pas répondre non avec certitude. Mais d'autre part, comme ni les documents d'archives, ni les chroniqueurs n'en disent rien, ni à propos de son avènement ni à propos de l'avènement de ses successeurs, il est extrêmement probable qu'elle n'a été utilisée que plus tard, quand on s'occupa d'ériger le fait en loi¹. C'est alors que les légistes donnèrent carrière à leur zèle, et que de leurs longues investigations dans les vieux textes barbares et jusque dans l'évangile, il ressortit à jamais que « les l s ne filent pas », et que la « couronne de France ne peut tomber de lance en quenouille² ». Ce fameux principe, comme tant d'autres, dérivait des faits; le règne de Philippe le Long nous en montre la formation.

La grande majorité de la nation était complice de Philippe le Long. La royauté française n'était plus considérée comme un fief; les prêtres et les légistes l'avaient placée peu à peu au-dessus des règles féodales et tendaient à revenir aux

1. V. Viollet (*op. cit.*, p. 126); — Le Roux de Lincy, *Paris et ses historiens*, p. 107-108, 137. — Raoul de Presles, *Exposition sur la Cité de Dieu*, t. III, p. 21 (Bibl. nat., ms. fr. 170, fol. 147 r^o); — Dupuy, *Traités touchant les droits du roi très chrétien* (1625), p. 218. Dupuy le remarque déjà : « Les lois de la succession des rois dépendent plus de l'ancienne observance que non pas de l'établissement par écrit ».

2. En même temps se posait un autre principe qui en est le corollaire, l'exclusion des descendants par les femmes.

conceptions antérieures, c'est-à-dire aux conceptions de l'époque de Charlemagne, des temps mérovingiens et de l'Empire même. Enfin la France, habituée depuis des siècles à être conduite par une main virile, voulait un roi robuste et énergique, capable de monter à cheval comme Louis VI pour faire la police de son royaume, de commander une armée comme Philippe Auguste pour vaincre l'étranger, de traverser les mers comme saint Louis pour conduire les croisés contre les infidèles. C'est encore Froissart qui explique le mieux pourquoi les femmes ont été exclues du trône quand il dit brutalement : « Le royaume de France est si noble qu'il ne peut aller à femelle¹. » Les Français réclamaient un roi et non une reine, pour les mêmes raisons que les Allemands voulaient un empereur et non une impératrice.

Sans doute on avait vu des fiefs « tomber en quenouille », par exemple la Flandre, gouvernée au xiii^e siècle par Jeanne, puis par Marguerite², plus récemment l'Artois gouverné par Mahaut, à l'exclusion de son neveu³; il était naturel que les fiefs fussent régis par les lois féodales, c'est-à-dire qu'ils fussent traités comme des propriétés, au hasard des successions. Mais le régime qui convenait aux fiefs convenait-il aux royaumes, particulièrement au royaume de France, qui n'avait jamais été qualifié de fief?

Plusieurs royaumes, assimilés aux fiefs, avaient passé aux

1. « Le royaume de France est de si grant noblesce qu'il ne doit mes par succession aler à femelle » (édit. Simon Luce, t. I, p. 84). C'est ce que déclare dans un langage plus pédant le célèbre ?) théologien Gilles de Rome : « L'intelligence des femmes, dit-il, est faible, car de même que l'enfant a une intelligence imparfaite, parce qu'il manque de maturité virile, de même la femme a une intelligence faible, parce qu'elle a un tempérament faible, et manque de vigueur virile... Il faut transférer la dignité royale aux mâles plutôt qu'aux femmes, parce que le mâle a plus de puissance dans la raison, plus d'ardeur dans le cœur, et moins d'acharnement dans la passion. » *Gilles de Rome*, cité par M. Viollot, *op. cit.*, p. 127, — cf. Fournemagne, *Acad. des Inscriptions*, t. VII (1753), p. 490.

2. V. Kervyn de Lettenhove, *Hist. de Flandre*, t. I, p. 203-267.

3. V. Richard, *Mahaut, comtesse d'Artois*, p. 20-27. — Autres exemples du droit des femmes aux successions féodales, V. Glasson, *Hist. du droit et des institutions de la France*, t. IV, p. 278, 538, — et *Nouvelle revue historique du droit*, 1892, p. 387, note 1 (le droit de succession au moyen âge) — cf. Baron de Gaujal, *Essais sur le Rouergue* (1824), t. I, p. 134.

femmes, par exemple le royaume de Jérusalem¹ et le royaume de Constantinople². Mais ces expériences n'étaient pas faites pour donner raison aux partisans de la successibilité féminine; les deux royaumes avaient péri, et ne pouvait-il pas sembler qu'ils eussent pu vivre, défendus par des bras plus robustes? Le royaume de Navarre, lui aussi, avait passé en 1274 à une petite fille de trois ans et demi, il avait perdu sinon l'existence, du moins l'indépendance, dès que l'enfant avait épousé Philippe le Bel³.

Ces divers exemples ne rendaient pas l'opinion plus favorable au droit des femmes, et personne n'avait protesté quand Philippe le Bel, en réglant l'apanage de Philippe le Long, en 1314, avait décidé qu'au défaut d'hoir mâle le comté de Poitiers ferait retour « au domaine du royaume », pour qu'il ne tombât pas « en main de femelle⁴ ».

Tels sont les faits et les coutumes, qui, à la mort de Louis X, pouvaient exercer quelque influence sur les esprits : « On voit, dit justement M. Viollet, que l'accession d'une femme à la couronne n'était pas de nature à heurter violemment l'opinion⁵. » Bien au contraire, ce qui eût heurté l'opinion c'eût été la proclamation de la fille de Louis X.

En effet à un sentiment général de repulsion contre le gouvernement féminin se joignait, comme on l'a vu, un sentiment particulier de défiance à l'égard de la malheureuse princesse Jeanne, à cause du « meffait » de sa mère, l'adultère Marguerite, qui avait déshonoré la race de saint Louis. Jeanne était-

1. V. Chron. d'Ernoul et de Bernard le Trésorier, ch. 11, 21 et xxxv, édit. de Mas Latrie, p. 41, 12, 134, 407, 408.

2. *Ibid.*, ch. xxxiii, p. 391.

3. Autres exemples, pour la Castille et l'Aragon, V. l'Art de vérifier les dates, t. I, p. 743 et 745.

4. J 718, n° 3, — Bibl. Sainte-Geneviève, L. F., 5, 2^e partie, fol. 71 et 72, — Viollet *op. cit.*, p. 129. Le duc de Bourgogne n'en réclama pas moins le comté de Poitiers, au nom de sa femme Jeanne, après la mort de Philippe le Long, mais le Parlement rejeta sa requête (J 748, n° 4, — J 963, n° 3, — J 975, n° 18).

5. « Il était de leur intérêt, dit M. Dufour en parlant des nobles de l'assemblée de 1347 (*Recueil historique, op. cit.*, t. IV, p. 262) de préférer un prince français au roi d'Angleterre. » C'est par suite d'une confusion de dates qu'on fait intervenir ici le roi d'Angleterre : c'était entre Philippe le Long et la fille de Louis X qu'était le débat. La question de la succession par les femmes ne se posa que plus tard.

e. le la fille de Louis X? Voilà une question toute particulière dont le 2 février 1317 comme le 16 juillet 1316 on se préoccupa certainement beaucoup plus que de la loi salique.

En outre la princesse était mineure et l'on savait les dangers des minorités; jusqu'où n'irait pas la réaction féodale à la faveur de l'anarchie?

Il se trouvait en même temps qu'au sentiment général de sympathie pour une royauté virile se joignait un sentiment particulier de confiance en la personne de Philippe le Long: on le savait résolu à combattre la réaction commencée sous Louis X, un fils lui était né, l'avenir semblant assuré.

*Lors convint le grant temps venir,
Ce temps a grant victoire et force,
Ce temps a pour Dieu labouré
Et pour ce l'a Dieu honouré,*

s'écrie Geffroi de Paris¹ en saluant l'avènement de Philippe le Long², au nom de la bourgeoisie, dont il se fait l'interprète³.

Il suffit de se rappeler quels sont dès la première heure ses adversaires et ses partisans pour apercevoir nettement quelle politique il représente. La perspective de trouver sous son gouvernement l'ordre que n'eût pu donner celui de Jeanne, dut militer singulièrement en vertu de l'exclusion des femmes. Il est possible que, si Jeanne avait représenté l'ordre et Philippe l'anarchie féodale, les légistes et l'Université⁴ eussent soutenu que les femmes devaient succéder à la couronne de France

1. V. *Jean Desnouettes (Hist. de France, t. XXI, p. 137)*

2. Bibl. nat., ms. fr. 146. fol. 52 (*Un songe*)

3. *Ce roi est de Poitiers le conte,
Qui de garde en réauté monte Ibid*

4. On peut rapprocher par exemple de ses vers les lettres des consuls de Montpellier: « *Facietis tute patriam habitare. et frui justitia* .. etc (V. Servois, op cit., p. 62-63)

5. L'Université, outre qu'elle fut représentée à l'assemblée du 2 février, envoya, le 3, au roi une adhésion spéciale, qui nous est conservée; on y remarque une flatterie assez puerile, à moins qu'elle ait pour but de parler pour ne rien dire: « Entre saint Louis et Jeanne, remarquent les docteurs, on eût compté trois intermédiaires entre saint Louis et Philippe on n'en compte que deux. » (A ce compte, entre saint Louis et Charles de Valois on n'en eût compté qu'un.) Ils ne

comme elles pouvaient succéder aux fiefs, et c'eût été à l'opposition féodale à chercher dans les vieux textes des citations favorables à ses intérêts. Les rôles eussent été intervertis, de même qu'on voit parfois, en Angleterre par exemple, le même principe servir successivement aux torys et aux whigs, selon les circonstances.

Quant à examiner si le résultat de cette exclusion des femmes a été avantageuse ou non pour la France dans la suite des siècles¹, il faudrait, pour trancher la question, savoir ce que notre histoire eût été sans la loi salique. Belle matière à rêverie, qui n'a rien de commun avec l'histoire.

Ce qu'il est permis d'affirmer, c'est qu'en 1316 il fut avantageux que Philippe le Long fût roi, parce que la monarchie valait mieux que l'anarchie féodale.

L'assemblée du 2 février paraît avoir été unanime à exclure les femmes du trône de France. Sans doute la fille de Louis X conserva quelques partisans : « *Ensi ala le royaummes*, dit plus tard Froissard, *che samble il a moult de gens, hors de la droite lignie* »². Mais leur goût de la ligne droite n'alla pas jusqu'à leur mettre les armes à la main; il n'y eut pas de guerre de la succession de France.

La révolte de la Champagne, qui a été quelquefois consi-

s'élève à aucune considération plus haute (V. Denifle et Chatelain, *Chartul Universit. Paris*, t. II, p. 197). « Je soupçonne les professeurs de l'Université d'avoir voulu donner satisfaction à Philippe le Long, tout en écartant avec intention cette formule absolue qui pouvait embarrasser peut-être certains théologiens, à cause du texte des Nombres sur le droit héréditaire » (Servois, *op. cit.*, p. 34), — cf. Viallet *op. cit.*, p. 141.

1. Longtemps il a été répété comme une vérité démontrée que la loi salique avait sauvé l'unité française : « *Sans elle*, dit par exemple un auteur du xv^e siècle, *ne seroit que confusion, guerres, divisions et maux infinis*. » (Bibl. Mazarine, ms. 2041, fo. 7 v^o; — Viallet, *op. cit.*, p. 177.) — « La mesure, dit Guizot, *Hist. de France*, t. I, p. 575, était évidemment sage et salutaire pour la France comme pour la royauté. » L'opinion contraire a été soutenue aussi, surtout dans ces dernières années.

2. Édition Siméon Luce, t. I, p. 218. — Geoffroi de Paris observe aussi (dans *Le Sangre*)

*Que du bas de ligne paterne
Mont's est par la sub alterne*

(Bibl. nat. ms. fr. 146, fol. 52), mais il en remercie Dieu

derée comme une protestation contre l'arrêt de l'assemblée qui excluait les femmes du trône, eut pour objet véritable la succession de la Champagne et de la Navarre.

On sait que par le traité du 17 juillet, Philippe le Long s'était engagé à abandonner ces deux domaines à ses nièces, mais seulement dans le cas de la naissance d'une fille¹; la naissance du petit roi Jean l'avait absolument dégagé, et il ne violait aucun article du traité en gardant la Navarre et la Champagne². Les nobles de Champagne ne s'en agitèrent pas moins, tant par haine de la politique de Philippe le Long que par attachement à la maison de leurs anciens princes.

Cette affaire que les chroniqueurs appellent la « *commocion et rebellion des nobles de Champagne* » est désignée dans les documents d'archives sous le nom d'*Hommages de Champagne*³, et plusieurs textes précis nous permettent de la suivre. Dans une lettre adressée à ses amis et à ses vassaux le 10 avril 1317⁴, Jeanne, instrument entre les mains de sa grand'mère Agnès, de son oncle le duc de Bourgogne et des nobles de Champagne, déclare que « le comte de Poitiers » (c'est ainsi qu'elle désigne le roi) lui a intimé l'ordre de lui rendre hommage pour ses fiefs, à quoi elle ne peut « bonnement » consentir, eu égard à sa qualité⁵, — qu'elle lui a proposé plusieurs fois et encore dernièrement de faire examiner la question dans une assemblée générale des pairs du royaume, tant laïques qu'ecclésiastiques.

1 Et, deuxième restriction, dans le cas de la renonciation de ses nièces à la couronne de France, mais il suffisait que l'un des deux cas ne fût pas réalisé pour que l'engagement fût non avenu; il est donc inutile d'examiner les autres cas.

2. Plusieurs écrivains l'ont accusé d'avoir violé ou oublié ses promesses (Ex., Vuitry, *le régime financier de la France*, t. I, p. 4).

3. Ex.: *pro homagiis Campanie*. J 204, n° 1.

4 L'exemplaire que nous possédons de cette lettre est adressé à Jean III duc de Brabant et de Limbourg, l'original se trouve en Belgique, mais il a été publié par Alexandre Pinchart dans la *Bibl. de l'Ecole des chartes*, t. 45 (année 1884), p. 73. Ce texte est fort instructif, mais l'article de M. Pinchart renferme plusieurs inexactitudes: il croit que Jeanne se plaint de n'avoir reçu que la Champagne et le Brie, que le duc de Bourgogne est déjà marié avec la fille du roi, que le comte de Valois est d'accord avec le duc de Bourgogne; — cf. Guillaume du Breuil, *Stylus Parlamenti*, édition Lot, p. 31; — Jourdain, *Index chronologicus chartarum*, p. 73.

5. « Et nous ne le puisons pas bonement faire sans nos léaultez enfreindre et sans nous meffaire. » *Bibl. de l'Ecole des Chartes* op. cit.

tiques, où seraient entendues les raisons de l'une et de l'autre partie, — mais que le « comte » s'y est constamment refusé ; — qu'il a au contraire fortifié ses châteaux et ses villes, rassemblé des gens d'armes et fait toutes sortes de préparatifs de guerre, ce qui montre « sa volonté de tenir dommage » à Jeanne et à son pays. (En effet, Philippe le Long avait convoqué 3000 hommes d'armes environ pour le 29 mai 1317 à Paris et à Mâcon.)¹

Donc, en prévision d'une attaque « contre ses domaines de Champagne », Jeanne invite ses vassaux et ses alliés à se réunir équipés et armés, à quelques semaines de là (le 8 mai 1317) et à entraîner avec eux les bonnes villes pour l'aider à se défendre : « Et surtout, ajoute-t-elle, qu'ils ne se joignent pas au roi, au cas où il voudrait lui *courre sus* : car « *nuls n'est tenuz a aidier a nulluy contre raison* »².

Nous savons que cette lettre fut rédigée à Esnon, près de Joigny, le 10 avril 1317 « de par les nobles de Champagne qui *la estoient à grant foison* », et dont les principaux étaient Jean, comte de Joigny, Érard, seigneur de Nanteuil, Dreux, seigneur de Traignel, Jean, seigneur de Plancy, Jean de Saint-Florentin, seigneur de Jauges, Jean de Saint-Florentin, seigneur de Vieures et Jean, seigneur de Sarchy³. Leur chef était le comte de Joigny, mais il n'était lui-même que l'instrument du duc de Bourgogne qui recommençait une campagne contre Philippe le Long, en dépit de ses engagements diplomatiques et matrimoniaux⁴.

1. « Sans faille, par certaine cause touchant le bon estat du royaume et le commun profit. » — « Vous avons, ajoutait le roi, *certe beoigne a oeur pour la loenge de Dieu aquerre et justice maintenir, garder et adrecier au profit et à la seurte du commun peuple*. », et *chescun bon chretien doit desirer ceste chose* » (JJ 33, n° 10 et 17), cette convocation se rapporte aux affaires de Champagne (V JJ 33, n° 18), et non à celles de Flandre, comme le pensent les auteurs du xvi^e volume des *Historiens de France*. Mais tout en se tenant prêt à toute éventualité, Philippe le Long essayait évidemment d'amener un accord « *par bones raisons* » : la lettre même de Jeanne nous parle des messages qu'il lui a envoyés à Troyes, des démarches de Gaucher de Chatillon auprès d'elle.

2. JJ 203, n° 2, — 204, n° 7, — 206, n° 2.

3. Plancy (arrondissement d'Arcis). — Trauel (arrondissement de Nogent, Aube). — Sarry (arrondissement de Reims).

4. Il avait encore déclaré le 10 janvier 1317 (n° 8) qu'« *il garderast les convenances faites avec le roi* » (V Servois, *op. cit.*, p. 65, 68, 71), et avait plus

Charles de la Marche, sur qui ils semblaient pouvoir compter depuis les incidents du sacre, avait fait la paix avec son frère. Pour quelles raisons ? La chronologie nous montre que le fils de Philippe le Long, Philippe, âgé de huit mois, mourut le 18 février 1317 (n. s.)¹ ; il est évident que les idées de Charles de la Marche sur les droits des femmes à la couronne se modifièrent sensiblement quand la mort de son neveu lui donna l'espérance de régner lui-même. Nous voyons aussi qu'au mois de mars il reçut un supplément d'apanage et le titre de pair qu'il ambitionnait². Il avait désormais plus à perdre qu'à gagner. les nobles de Champagne durent se passer de son concours.

Ils trouvèrent sans peine celui du comte de Nevers. Déjà allié de son père le comte de Flandre contre Philippe le Long, comme il l'avait été contre Philippe le Bel³, le comte de Nevers et de Rethel⁴, Louis, s'était joint avec empressement aux « tenants » de Jeanne : il avait refusé formellement l'hommage au « comte de Poitiers » (qualifié par cela même d'usurpateur), proféré à son égard « *plusieurs paroles laïques et vilaines* »⁵, et sans seulement attendre le signal des hostilités, commencé la lutte ouverte, partout où il le pouvait, au préjudice du roi et de ses fidèles⁶ particulièrement en Champagne et en Nivernais⁷.

Il commit même de tels ravages que ses alliés durent le

recemment, au mois de mars, régler avec le roi les conditions de la garde de la fille de Louis X (J 234 B, n° 77)

1. Servois, *op. cit.*, p. 59; — *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 699; — *E. Floribus chronic, Hist. de France*, t. XXI, p. 726.

2. Il promet de son côté de défendre l'état et l'honneur de la reine Jeanne et de ses enfants, spécialement de son premier fils (à naître)... J 621, n° 47, — nouveaux dons en septembre 1317, J 164 A, n° 17.

3. Sous Louis X, au contraire il s'était rangé du côté du roi (V. Guy Coquill, *Hist. du Nivernais*, Paris 1622, p. 179, — et J 256, n° 62)

4. Il avait acquis le comté de Rethel par son mariage avec Jeanne de Rethel, heritière de Hugues IV.

5. JJ 35, n° 41

6. Par exemple, Robert et Girard de Châtillon, Guillaume d'Anlezy, Jean de Chevenon, Guillaume des Barres (seigneur d'Apremon), Odet de Treigny, l'évêque de Nevers, et plusieurs abbayes placées sous la garde du roi (J 562 A, n° 3 et 1)

7. *Table de Robert Mignon, Hist. de France*, t. XXI, p. 528, — *Saint-Martin, Recherches historiques sur le comté de Nevers* (1840), — et J 234 B, n° 80. — *Loya de Flandre a prises et fait prendre à force granz quantitez de biens de*

désavouer et le menacèrent de se séparer de lui, à cause de « ses énormes excès¹ », mais emporté par sa haine, il continua ses brigandages.

L'oppositon du duc de Bourgogne, ainsi appuyée sur la Champagne, le Nivernais et le Rethelois, devenait un danger redoutable, surtout en présence des autres révoltes de Flandre, d'Artois et de Picardie, sans parler des craintes de guerre avec l'Angleterre.

Philippe le Long se garda de fortifier cette coalition en lui donnant l'unité qui lui manquait : profitant des dispositions pacifiques des Champenois, il contremanda ses convocations d'hommes d'armes (26 mai)², et au lieu de recourir à la force il négocia patiemment avec le duc de Bourgogne et les nobles de Champagne.

Le comte de Nevers au contraire fut châtié, sans retard et sans ménagement³, de ses « meffes » excès et maléfices : ses deux comtés de Rethel et de Nevers (avec la baronnie de Donzy) furent mis en la main du roi, c'est-à-dire saisis « pour désobéissance et faute d'hommage⁴ », sans grand déploiement de

plusieurs personnes d'église de nostre garde et plusieurs autres de nostre garde et en nostre main, et fait plusieurs autres domages » JJ 55, n° 41.

1. Eudes de Bourgogne, Erard de Nanteuil, etc., promettent au roi de ne pas assister Louis de Nevers au cas où il ne s'excuserait pas, envers le roi, des violences qu'il a exercées en Champagne et dans les comtés de Nevers et de Rethel (1^{er} juin 1317) J 265, n° 7. — J 254 B, n° 80 et 81 (et non 82, comme l'indique l'inventaire de Dupuy). « Et nous duc de Bourgogne, comte de Joigny, etc., promettons que si ledit comte ne voulant accomplir les choses dessus dites... ne li aiderons de rien, ainçois des lors serons de tous points d'ajoings de li (Melun, 1^{er} juin 1317, J 256, n° 63). Le Grand Conseil donne sûreté au comte de Nevers pour venir s'excuser au roi (juin 1317) J 256, n° 63. — Quant aux méfaits qui lui sont reprochés, meurtres, tortures, pillages, quelques documents nous en donnent des exemples (ex. : mort de l'écuyer dans les tortures, JJ 60, n° 202).

2. Remettant les unes au 15 juillet, les autres au 15 et au 29 août (JJ 55, n° 17, 18 et 19).

3. Vraisemblablement en mars ou en avril 1317, puisque le 9 et le 14 juin le roi dit « Comme par certaines causes nous avons fait mettre en nostre main la conté de Nevers, et encore y soit », et parle de la mission de Henry de Sully en Nivernais comme d'une chose déjà ancienne, J 562 A, n° 3 et JJ 55 n° 30 et 31. Les Coquille considèrent la saisie des comtés de Nevers et de Rethel comme une réponse aux désobéissances des Flamands (Hist. du Nivernais, Paris, 1822, p. 179, mais c'est aux affaires de Champagne qu'il convient de la rattacher : les commissaires chargés de saisir le comté de Rethel reçoivent du roi des instructions qui ont pour titre « Commissiones super facto ducis Burgundie », JJ 55, n° 29).

4. J 562 A, n° 3 et JJ 55, n° 29 et 30. Ils l'avaient déjà été par Philippe le Bel (Actes du Parlement, n° 1286).

forces, par les propres moyens des baillis de Bourges et de Vitry, et reçurent chacun un gouverneur royal, qui avait pour mission de réprimer tout désordre¹; dans les documents officiels Louis n'est plus désormais que « *Loys de Flandre, qui se dit conte de Nevers* »². Plusieurs châteaux et forteresses refusèrent d'ouvrir leurs portes aux officiers royaux³; quelques bandes continuèrent à tenir la campagne, mais une quarantaine de seigneurs du comté de Nevers⁴, nombre de nobles et même certains officiers de Louis abandonnèrent sa cause, se soumirent « moult aimablement, comme bons et loyaux sujets » et demandèrent à Louis « de faire son devoir envers le roi ».

Henry de Sully, envoyé en mission dans le Nivernais, contribua à ramener encore beaucoup de seigneurs, si bien que le gouverneur put s'occuper de réduire les dernières résistances⁵, d'abattre les maisons des rebelles et d'envoyer en prison ceux qui « robaient le pays »⁶. En même temps, le maître des arbalétriers Pierre de Galart occupait militairement le comté de Rethel⁷.

Louis, qui ne s'attendait pas à autant d'énergie, craignit de demeurer isolé en face du roi, et se décida à se soumettre, avec le dessein de reprendre la lutte dès qu'il trouverait une occasion plus favorable. Il envoya donc à Philippe le Long un de ses chevaliers⁸ et un de ses clercs pour implorer sa clémence

1 JJ 53, n° 317; — JJ 54, n° 30 et 40. Dans le Nivernais le gouverneur est Gérard de Châtillon, chevalier sire de la Roche (*Actes du Parlement*, n° 1199), un noble du Nivernais même, fidèle au roi (JJ 55, n° 125).

2 Ex. : JJ 53, n° 30; — *Actes du Parlement*, n° 1896.

3 « Comme li ditz Loys tiegne en sa main plusieurs chastiaux et forteresses de ladite conté contre notre volenté, et encore ait en ladite conté certaines gens d'armes et courreurs qui rovent de jour en jour le pays, et ont ja fet grantz damages » (JJ 53, n° 30 et 43).

4 Bibl. nat., coll. de Campi, t. LXXXV, fol. 145; — J 562 A, n° 3. Les sergents du roi qui portent au seigneur les lettres du roi (à Chantenay, à Champalement, à Clamecy, à Magny, etc.), sont tantôt éconduits (ils ne peuvent pas toujours entrer), tantôt accueillis avec enthousiasme par exemple à Clamecy, Odet de Treigny répond au sergent qu'il est « bien obéissant au roi », qu'il est prêt à monter à cheval, et il lui jure « de vivre et de mourir pour le roi encontre tous », J 562 A, n° 3.

5 Philippe le Long lui en envoie l'ordre le 14 juin 1317 (JJ 53, n° 30).

6 *Ibid.*

7 JJ 53, n° 40.

8 Jean de Champeaus (JJ 53, n° 41).

« *mout humblement* » (août 1317), invité à se présenter en personne, avec un sauf-conduit¹, il se rendit à Paris, renouvela « de bouche ses excusations, avec toute la révérence qu'il put », supplia le roi de le recevoir en son hommage, s'engageant à lui obéir loyalement, « comme sujet et justiciable à son redouté et cher seigneur lige ». Philippe le Long² lui pardonna en lui faisant sentir son indulgence : « *Ja soit ce que nous puissien contre luy aler plus roidement et plus aprement, nous voulons plus en ce nous encliner à miséricorde qu'à redour.* »

En conséquence un traité de paix fut conclu à Gisors le 13 septembre 1317³. Louis jura sur l'évangile d'être « obéissant au roi », de lui délivrer, en signe de soumission, tous les châteaux et maisons fortes qui étaient encore en son pouvoir, de payer des indemnités, de désavouer et de livrer au roi ses ennemis, « s'il pouvait les prendre », enfin de respecter ceux de ses vassaux et sujets qui étaient restés fidèles au roi. De son côté Philippe le Long lui rendait ses comtés et ses titres de comte de Nevers et de Rethel, baron de Donzy⁴. En dehors des clauses du traité, Philippe, par mesure gracieuse, pour prouver son amour de la paix, accordait à Louis de Nevers, pour sa femme Jeanne de Rethel, une partie des revenus qu'il avait perçus dans les domaines saisis⁵.

Cette soumission du comte de Nevers était plus prompte que sincère, comme devait le prouver bientôt sa participation aux affaires de Flandre et de Verdun.

1. Nous en possédons le texte J 562 A n° 4, JJ 53, n° 41 et 42.

2. « *Intervenientibus amicis.* » Baluze, *les Papes d'Avignon*, vol. 119.

3. Principalement par les soins du Connétable Gaucher de Châtillon et de Henri de Sully (J 562 A n° 4).

4. J 562 A n° 4, — JJ 53 n° 317, — Bibl. nat. ms. lat. 14670, et *Cell. De Camps*, t. LXXXV, fol. 145, — Bibl. Sainte-Genève LF, 3, 1^{re} partie. — Leibniz, *Codez diplom.*, p. 100; — Gay Coquille, *Hist. du Nivernais*, p. 179, — et les lettres adressées au garde (ou gouverneur) du comte de Nevers (Garard de Châtillon), pour remettre Louis en possession de ses domaines, et « l'en laisser jouir paisiblement, à condition qu'il lui remette préalablement tous les châteaux qui tenaient encore », JJ 53, n° 43.

5. Bibl. nat., ms. fr. 10132, fol. 400 v° (*Chron. de Thomas de Maubeuge*). Louis de Nevers ne devait pas tarder à se rebeller de nouveau, et à ôter à sa femme « la provision que le roi lui avait assignée », soit 2000 livres de revenu, et Jeanne fut réduite à vendre ses bijoux et ses vêtements pour vivre *ibid.* et Baluze, *les Papes d'Avignon*, col. 119).

La soumission du duc de Bourgogne et des nobles de Champagne fut plus longue à obtenir, mais plus durable; Philippe le Long l'obtint par la persuasion et surtout par la séduction.

Ce fut Louis d'Évreux qui, assisté d'une partie du Conseil Étroit (l'évêque de Saint-Malo¹, l'évêque de Mende, le connétable, Ansel de Joinville, etc.)², fut chargé de conduire ces négociations délicates : elles se poursuivirent successivement à Sens, à Melun et à Paris. Des conférences de Sens, nous savons peu de chose, mais nous possédons les procès-verbaux des deux autres.

À Melun, elles durèrent plusieurs semaines, depuis le commencement de juin jusqu'au commencement de juillet 1317³. Les procureurs du roi⁴ requièrent le duc de Bourgogne et les autres « alliés » de faire au roi les hommages qu'ils lui devaient pour tout ce qu'ils tenaient du roi « dans le royaume de France et dans le comté de Champagne » ; ceux-ci, s'appuyant sur les concessions de Louis X⁵, répondent qu'ils n'y sont « mie tenus pour certaines convenances, conventions et plusieurs autres raisons de droit et de coutume, de quoi ils se vantent », et maintiennent que Jeanne, fille de Louis X, « doit être mise en possession de la Navarre et de la Champagne⁶ » (ce qui montre clairement qu'ils ont renoncé désormais pour elle à la couronne de France).

Les deux partis, ne pouvant s'entendre, conviennent de s'en rapporter à des arbitres pour trancher le différend, et jurent sur l'évangile de se conformer à leur décision⁷. Ces arbitres,

1. Raoul Boussetel, bientôt après évêque de Pamplune.

2. J 251 B n° 80.

3. *Ibid.*

4. Au nombre de sept : Louis d'Évreux, l'évêque de Pamplune Raoul Boussetel, l'évêque de Mende, le connétable, Ansel de Joinville, membres du Conseil Étroit, le doyen de Sens Denis (du Parlement), Amaury de Craon, chevalier de l'Hôtel (J 205, n° 2). Les procureurs des « alliés », au nombre de huit, sont : le duc de Bourgogne en personne, le comte de Joigny et les six seigneurs de Nanteuil, de Traigniel, de Plancy, de Jauges, de Vieures et de Sarchy (*ibid.*, et J 25, n° 28; la date de leur sauf-conduit est du 11 juin).

5. Ord. I, p. 577.

6. J 204, n° 2 et 3; — J 203 n° 7; — J 254 B n° 79; — JJ 71 A n° 113 et 531, — JJ 55, n° 37.

7. Les *layettes* du Trésor des Chartes nous en ont conservé la liste : l'archevêque de Rouen, l'archevêque de Bourges, l'évêque de Chartres, l'évêque de

au nombre de quinze, entendront les raisons des deux parties, examineront « ce qu'il y a à faire sur les hommages », et rendront leur décision avant Noël, décision solennelle accompagnée de serments sur les évangiles; aucun de ces arbitres ne devra s'absenter ni « se décharger » sans cause légale et juste; s'il advient qu'un d'entre eux meure ou soit empêché par la maladie ou quelque autre raison majeure, le roi « *au lieu de celui ou ceux mettroit ou establirait amiablement autres personnes convenables à la besogne* ». Le jour des pourparlers est fixé au lundi 5 septembre à Paris¹.

Ces perspectives d'entente amenèrent Philippe le Long, le 3 juillet 1317, à ajourner encore une fois les convocations d'hommes d'armes, qu. avaient été fixées d'abord au 29 mai, puis au 13 juillet, car il ne voudrait pas « *donner travaux ne courages se n'estoit pour necessité* », mais, ajoutait-il, « *pour ce que nous ne savons mie encore le certain estat en quoy nos besoignes demourront, et ainsi pourront avoir besoing de vous, nous vous prions et requérons au plus acertes que nous poons que vous vous leignés si garnis et ainsi apparellés du nombre de gens dessus dit, que à toute heure soiez prest de venir du jour à l'endemain sans nulle faute* ». Philippe le Long, tout en redoublant d'efforts pour maintenir la paix, se tenait donc prêt à agir vigoureusement, s'il était nécessaire. En attendant il convoquait à Paris, le 26 juillet, par lettres closes, quinze agents dévoués, pour leur confier des missions secrètes destinées à faciliter le succès des négociations².

Châlons, Charles de Valois, Charles de la Marche, le comte de Savoie et son fils Oualard de Savoie, Guichard de Beaupré, Hugues de Chalon (seigneur d'Artois), Henry de Sully, Miles de Noiers, Berenger de Landore (grand maître des freres precheurs, ou Jacobins, J 234 B n° 80), Pierre de la Palu (du même ordre), enfin le chancelier de France Pierre de Chappes (J 204, n° 2, — J 206, n° 2; — J 234 B n° 79, — JJ 55, n° 37). Le comte de Savoie et son fils Oualard paraissent choisis par les deux partis, ceux qui les precedent paraissent choisis par les « allies », et ceux qui les suivent, par les procureurs du roi (V. 1 11, *pièces justificatives*). Ces quinze procureurs se divisent en huit laïques et sept ecclésiastiques, dont deux legats du pape, les deux freres precheurs.

1 « *Au jour des trois semaines de ceste Nostre-Dame* » (JJ 55, n° 37). Le roi envoie le 12 juillet 1317 des lettres de convocation aux arbitres et aux procureurs, « les requérant affectueusement de venir a ladite journee sans nulle excusacion, toutes autres besognes laissez » JJ 55, n° 43, 44 et 47.

2 JJ 55, n° 21.

3 Nous en possédons aussi la liste — ce sont le doyen de Sens (un des princi-

L'insuccès de tant d'efforts montre bien à quelle opposition sourde, à quelle force d'inertie se heurtait Philippe le Long. Le 5 septembre venu, les quinze procureurs du roi et la plupart des arbitres, exacts au rendez-vous à Paris, constatèrent l'absence non motivée du duc de Bourgogne, de tous les autres procureurs des rebelles, et même de plusieurs des arbitres qu'ils avaient désignés, si bien que la conférence projetée ne put avoir lieu. Et quand le roi leur adressa des lettres fort courtoises pour leur demander compte de leur absence, ils se moquèrent de lui en lui répondant « qu'ils avaient ignoré le jour de la conférence¹ ». Il est clair que les « alliés » cherchaient à gagner du temps, dans l'espoir de recruter de nouveaux partisans.

Philippe le Long, désespérant d'obtenir une solution pour Noël², comme il avait été fixé, remit au 5 mars 1318 (n. s.)³ la prochaine conférence, et requit affectueusement procureurs et arbitres de se trouver ce jour-là à Paris⁴; quant à la décision des arbitres, il fut convenu qu'elle serait rendue à Pâques, et les procureurs du roi se réunirent le 15 novembre 1317⁵, à Lorris en Gâtinais, avec un certain nombre d'arbitres de bonne volonté⁶ pour constater solennellement la lenteur des négociations.

reurs du roi), l'évêque de Saint-Brieuc, l'élu de Saint-Malo (Alain Gonthier, successeur de Raoul Rousselet), le confesseur du roi (Renaut d'Aubigny), le maître des frères mineurs, l'écolâtre de Paris, le chantre de Clermont, Pierre Bertran I, Jean Cherchemont, Jean Courteuse, Pierre de Diez, Hugues de la Celle, Thomas de Marfontaines, Mathieu dit Vilain, c'est-à-dire des membres du Parlement, des clercs et des chevaliers de l'Hôtel (JJ 53, n° 38)

1. J 204, n° 1.

2. « Les négociations n'étant pas assez avancées pour mettre à fin leur dite besogne », J 204, n° 2.

3. La lettre du roi est du 13 octobre 1317 (J 204, n° 1).

4. « *Obtinens omnibus aliis negotiis, omni excusatione postposita* » Nous possédons la lettre par laquelle il convoque Béranger de Landore : il l'a choisi dit-il, parmi ceux qui possèdent sa confiance *plenariam fiduciam*, il compte qu'il se rendra exactement à la convocation. Nous possédons aussi la lettre par laquelle Béranger de Landore lui envoie l'accuse de réception que le roi lui demandait — *per litteras presentium* —, et s'engage à venir à Paris le 5 mars 1318 (n. s.), pour lui donner conseil (J 204, n° 1).

5. Et non le 5, comme le porte par erreur l'inventaire de Duany.

6. Nous possédons aussi la liste de ces procureurs Louis d'Évreux, l'évêque de Laon (Raoul Rousselet), l'évêque de Meaux, le Comte de Flandre, Amaury de Craon, Ansel de Joinville, le Chancelier. — et de ces arbitres (archevêque de Rouen,

Il est à présumer que semblable constatation aurait dû être longtemps renouvelée, de délai en délai, si le roi ne s'était décidé à deux concessions, l'une au duc de Bourgogne, l'autre à la fille de Louis X.

Au duc de Bourgogne, son futur gendre, qui jugeait la dot insuffisante, il promet comme « espérances » les comtes d'Artois et de Bourgogne, c'est-à-dire qu'il était entendu qu'après la mort de Mahaut d'Artois et de sa fille Jeanne de Bourgogne, les deux comtés d'Artois et de Bourgogne, au lieu d'être partagés entre leurs divers héritiers, reviendraient l'un et l'autre à la princesse Jeanne¹, à l'exclusion de ses sœurs Marguerite, Isabelle et Blanche²; quant à la seconde fille de Mahaut, Blanche de Bourgogne, la prisonnière de Château-Gaillard, elle était, comme on sait, déchue de tout droit « pour son meffait », et sa sœur Jeanne eût eu le même sort si elle eût été reconnue coupable.

À la fille de Louis X, Jeanne de France, Philippe le Long promettait également comme « espérance » le comté de Champagne (avec la Brie), dans le cas où il ne laisserait en mourant que des filles; en même temps il lui offrait 15 000 livres de rente³ pour augmenter son état et sa dot.

Le duc de Bourgogne, décidé par ces concessions faites à sa nièce, mais surtout séduit par les héritages futurs de sa

l'archevêque de Bourges, Bérenger de Landore (elu confirmé de Compostelle), Henry de Sully, le comte de Savoie et son fils Oudard, Guichard de Beaupre et Miles de Noyers) Il manque donc à cette réunion non seulement les quinze procureurs des « allies », mais encore les plus marquants des arbitres qu'ils avaient choisis (Charles de Valois, Charles de la Marche, l'évêque de Chartres et l'évêque de Châlons). — Nous possédons les lettres par lesquelles ces procureurs et arbitres réunis à Lorris préviennent les absents de la date de la prochaine conférence; ces lettres ont été remises par notaire public; ainsi Erard de Nanteuil reçut la sienne le 14 décembre à Paris, il répond au notaire : « Nous savons de quoi il s'agit, qu'il soit fait au nom de Dieu ». Le duc de Bourgogne reçoit la sienne le 20 décembre à Aisy (Yonne), Jean le Plancy, le 26 décembre à Plancy, dans son manoir, Jean de Tramel, à Vesme, le 27, etc. (201 n° 4. Ces détails ne manquent pas d'intérêt comme exemple de correspondance officielle.

1. Jeanne hérita effectivement, comme on sait, en 1330, des deux comtés, qui furent séparés pour longtemps du domaine royal. M. Vauru commet une confusion en disant que le duc de Bourgogne joignit des son mariage les deux comtes à son duché (*Revue française*, t. I, p. 6).

2. Quant à Robert d'Artois, fils de Mahaut, il était mort au mois de septembre 1317.

3. Environ un million et demi d'aujourd'hui (approximativement).

fiancée, faussa compagnie aux nobles de Champagne, et conclut avec le roi le traité du 27 mars 1318 (n° 3)¹, qui réglait définitivement la succession de Louis X à l'avantage de Philippe le Long. Il était convenu solennellement que le duc et sa mère Agnès renonçaient pour la fille de Louis X à tous les droits qu'elle pourrait avoir sur le royaume de France et sur celui de Navarre, et que, dès qu'elle aurait douze ans accomplis, ils l'« induiraient à ratifier cet accord »².

En échange de cette renonciation, Philippe le Long lui assignait 15 000 livres tournois de rente, pour lesquelles elle aurait « le comté d'Angoulême, la cité et ville d'icelle, et spécialement Boutteville, Cognac, Mepuis, Gressignac, Aubeterre et Villebois » (si ces terres ne suffisaient pas, le reste lui serait assis en Saintonge et ailleurs)³; elle aurait pour baillistre son oncle le duc de Bourgogne⁴, c'est-à-dire qu'il percevrait ses revenus pendant sa minorité, à charge de subvenir à ses dépenses. Si Philippe le Long décédait « sans hoir mâle », elle hériterait des comtés de Champagne et de Brie⁵ (excepté ce que le roi et son frère y possédaient comme part de la succession de leur mère); si c'était elle au contraire qui mourait sans héritier, le tout retournerait au royaume⁶.

Il fut décidé en même temps qu'elle serait mariée à Philippe, fils aîné de Louis d'Évreux, et que « pour éviter plusieurs inconvénients résultant de sa jeunesse » (elle n'avait encore que sept ans), le duc de Bourgogne, au lieu de la

1. Le *Continuateur de Nangis* commet une erreur en disant que le fils de Philippe le Long venait de mourir : cette mort remontant à plus d'une année, de telles erreurs sont fréquentes quand il s'agit du mois de mars et d'avril, où est Pâques.

2. Remarquons ici encore, qu'il n'est pas fait la moindre allusion à la loi salique.

3. Les évaluations furent faites au comté de Savoie et à Mies de Noyers.

4. *Cabinet historique*, t. 1, 2^e partie, p. 214.

5. Il n'est pas question de la Navarre, contrairement à ce qu'avance M. Vuitry (*Régime financier*, t. 1, p. 5).

6. Le texte de ce traité si important est conservé dans les *Layette* (3 410, n° 30, et non 409, comme le porte par erreur l'ouvrage de Dupuy), et aux Archives de la Côte-d'Or. Une partie se trouve reproduite dans une autre *layette* (3 408, n° 25). Nous en possédons plusieurs copies des siècles derniers (Bibl. nat., ms. fr. 20 598, fol. 30 et 103).

conserver auprès de lui, la confierait à la reine Marie, veuve de Philippe le Hardi¹, et après elle à Louis d'Évreux. Le contrat de mariage fut signé le jour même (27 mars 1318 n. s.) et scellé du sceau du roi et du duc².

Ce traité du 27 mars réglait donc définitivement les droits respectifs de Philippe le Long et de la fille de Louis X. Plusieurs historiens, par exemple Henri Martin, ont accusé le duc de Bourgogne « d'avoir honteusement trafiqué des droits de sa nièce ». Il est évident que le duc songe à ses intérêts propres, mais, à son insu ou non, il agit dans l'intérêt public en renonçant à des prétentions qui encourageaient les révoltes féodales et qui menaçaient la France d'un démembrement.

Les deux mariages, autorisés, malgré l'âge et la parenté, par le pape Jean XXII³, furent célébrés en même temps le jour de la Trinité (18 juin 1318), mariage nominal (*per verba*) : celui de la fille de Louis X avec Philippe d'Évreux excitait, dit le chroniqueur, « l'étonnement de beaucoup, car ils n'étaient pubères ni l'un ni l'autre⁴ »; celui de la fille de Philippe le Long avec Eudes de Bourgogne n'était pas moins fait pour piquer la curiosité à cause de la disproportion des âges.

Il est probable que beaucoup d'« alliés » assistèrent à cette cérémonie. Ce qui est sûr, c'est que leur révolte n'avait plus de raison d'être; la mission des arbitres était terminée, la Champagne était rentrée dans le devoir : on voit désormais les seigneurs champenois répondre aux convocations du roi et le servir fidèlement⁵.

Ainsi la succession de Louis X, embrouillée par des drames

1. Marie de Brabant. La princesse ne lui est remise qu'en juin 1318 (*Archives du Pas-de-Calais*, A 63, n° 13).

2. J 408, n° 22 et 23.

3. Il donne pouvoir à trois prélats pour apaiser toute difficulté (ce sont l'archevêque de Lyon, l'archevêque de Rouen et l'évêque de Mende), J 433, n° 25 et 27.

4. *Continuateur de Nangis* édit. Céraud, t. II, p. 9 (expression un peu exagérée, puisque Philippe avait dix-sept ans.).

5. Le seigneur de Nanteuil devient un des principaux « gentilshommes salariés » (Bibl. nat., col. Boas, t. VIII, fol. 114, — v. ci-dessous, p. 296).

tels que les « meffaits » de Marguerite et de Blanche de Bourgogne, compliquée encore par des conflits d'ambition et par des révoltes féodales qui pouvaient amener un dénouement tragique, se terminait par deux mariages, comme une pièce du genre gai, opérette ou comédie, et même comédie enfantine, mais où nous trouvons, au-dessus des comparses ou des marionnettes, un homme véritable, Philippe le Long, qui tient les fils

CHAPITRE III

RESTAURATION DU POUVOIR ROYAL

L'avènement de Philippe le Long n'était pas seulement le triomphe d'une personne¹, il marquait aussi un changement de politique²; Philippe le Long ne ressuscita pas Enguerrand de Marigny, mais il ressuscita la royauté. Ses idées, qui s'étaient annoncées déjà pendant la regence, s'affirmèrent avec plus d'autorité, dès qu'il fut assuré du lendemain.

Plusieurs actes importants marquent cette restauration du pouvoir royal sous ce règne si court et si rempli. Les plus remarquables sont la réparation des « forfaits » de Louis X, l'envoi d'enquêteurs réformateurs dans les provinces; — l'institution des capitaines de villes; — la suppression du Conseil Étroit; — l'importance plus grande des Poursuivants, — le relèvement de la justice royale.

Rien n'est plus propre à nous donner une idée nette de l'esprit d'un gouvernement, que d'examiner à qui vont ses

1 L'avènement de Philippe le Long avait aussi pour résultat de réunir au domaine royal toutes les terres qu'il possédait dans le royaume, c'est-à-dire le comté de Poitiers (Ord., t. XI, p. 111, — Arch. hist. de Poitou, t. XI, p. 79, 80, — cf. Duhl. nat. Nouv. acq. lat., ms. 2311, — et J. 231 B, n° 91), et de mettre le comte de Bourgogne dans les mêmes mains que les royaumes de France et de Navarre (V. t. II, *Administration provinciale*, et, ci-dessous, *Relations avec l'Empire*, p. 226).

2 « Il n'y eut pas de revirement véritable », remarque naturellement M. Dufayard, qui attribue à Louis X les actes de vigueur de Philippe le Long « car Louis X avait toujours été du même côté » (*Revue historique*, t. LX, p. 263). M. Dufayard reconnaît seulement que Philippe le Long eut beaucoup plus d'intelligence politique que Louis X. La différence est plus grande.

sévérités, à qui ses faveurs. Non que les réformes administratives n'aient leur éloquence, mais il n'est pas toujours aisé de juger avec précision si elles ont été effectives, tandis que la conduite d'un gouvernement envers les personnes est des plus expressives, surtout quand elle consiste à acquitter, à réhabiliter, à anoblir ceux que le gouvernement de la veille a emprisonnés, torturés ou pendus.

Les principales victimes de la réaction féodale avaient été Pierre de Latilly, Raoul de Presles et Enguerrand de Marigny.

Pierre de Latilly, évêque de Châlons et pair de France, ancien chancelier de Philippe le Bel, avait été jeté en prison par Charles de Valois¹. Philippe le Long le fit juger et acquitter; Pierre de Latilly ne redevint pas chancelier, mais il recouvra son évêché et sa pairie; plusieurs actes nous le montrent dans l'exercice de ses fonctions de pair².

Raoul de Presles, emprisonné et torturé en 1315, avait été remis bientôt en liberté par ordre de Louis X lui-même³, mais plusieurs de ses biens étaient restés confisqués, et Louis X n'avait songé qu'à son lit de mort à réparer cette « injustice ». Philippe le Long, pour « aider au salut de l'âme de son frère, compromise par ce forfait », ordonne de les lui restituer et de le dédommager de toute perte, et cela sans bruit et sans délai⁴ (29 novembre 1316). En conséquence, l'évêque de Saint-Malo, le comte de Boulogne, Pierre Bertrand, frère Ymbert et Guillaume d'Harcourt, chargés de procéder légalement à cette restitution, appellent devant eux Raoul de Presles et les détenteurs des biens par lui réclamés⁵; Raoul de Presles

1. Il avait été remis en liberté dès le règne de Louis X (noël 1315). (*Geffroi de Paris (Hist. de France, t. XXII p. 161)*, mais non réhabilité.

2. Anselme. *Généalogie*, t. II, p. 340.

3. Septembre 1315.

4. V. le testament de Louis X (J 403 n° 22, et Bibl. Sainte-Geneviève, LF, 1, 2^e partie, fol. 207).

5. *Non ignitur consideratione maxime salutis anime prefati domini germani nostri considerata etiam quod dictus germanus noster in sua voluntate ultima disposuit et precepit quod « forfacta sua » emendantur, et quod ea que de bonis alienis per ipsum occupata seu alienata fuerunt injuste, restituantur.* » J 403, n° 22.

6. *Sine strepitu, rejectis omnibus dilationibus* (J 53, n° 14).

7. Savoir Philippe de Saint-Martin, ex-chambellan de Louis X (J 53, n° 82), et

demande que les donations faites à son détriment soient purement et simplement annulées; les autres ayant soutenu la validité de confiscations prononcées « pour crime de lèse-majesté », Raoul réplique, non sans raison, qu'il n'a jamais été convaincu de ce crime, qu'il a été absous, rétabli dans sa bonne renommée et mis en liberté par jugement, après délibération du Grand Conseil, que par conséquent l'accusation est annulée et que ses biens doivent lui être rendus, selon la coutume; il montre comme preuves à l'appui la lettre qu'il a reçue à ce sujet de Gaucher de Châtillon et de Bérault de Mercœur de la part de Louis X; enfin il ajoute qu'à son lit de mort le roi a regretté ce qu'il avait fait. Les deux parties entendues, les cinq commissaires cassent les donations de Louis X et déclarent que les biens doivent être restitués au plaignant (29 janvier 1317 n. s.). Philippe le Long s'empresse de confirmer leur décision (février 1317, n. s.)¹; il confirme en même temps la sentence d'acquiescement que Louis X, pour « *adrecier sur ce sa conscience* », a prononcée au camp de Bondues en Flandre², et pour plus de régularité, il fait déclarer solennellement par le Parlement que cet acquiescement prononcé par lui et par Louis X doit être respecté de point en point³.

Philippe le Long ne se contenta pas de garder Raoul de Presles à son service comme clerc du secret et comme « conseiller »; il lui donna des fonctions importantes, particulièrement des missions; il le combla d'éloges, de donations et de faveurs⁴; il lui avait conféré la noblesse dès le mois de septem-

châtelaine de Senlis et Mate de la Boullaye, femme de Jean Rousselot, dit Clerc-Bridel.

1. JJ 53 n° 14. — 287. — 309. — La restitution n'en fut pas moins pénible. Philippe le Long, dans son testament, recommande avec instance d'y mettre ordre (J 403, n° 27).

2. JJ 53, n° 45 et 110.

3. « *Debere servari, compleri, et debite executioni mandari* (mars 1317 n. s., JJ 53, n° 110, — et Bibl. Sainte-Genève. LF 5, 2^e partie, fol. 137). Le Parlement avait été saisi de l'affaire dès le mois de septembre 1316 (JJ 53 n° 110). Quant à Philippe de Saint-Martin, et aux autres, qui se trouvaient spoliés à leur tour, ils furent dédommagés (200 livrées de terre de revenu à Philippe de Saint-Martin, etc., etc., (J 53, n° 82).

4. Ex. JJ 53, n° 313. Il lui avait déjà donné de nombreuses marques de bienveillance sous la régence (Ex. JJ 53, n° 327).

bre 1317¹. Charles de Valois, tenu à l'écart du gouvernement, et avec lui tous les ennemis des légistes pouvaient renouveler leurs doléances de 1314 :

*Sers, vilains, avocaleries
Sont devenus emperiers.
Chetive gent qui sont venus
Cum u court mestre devenu².*

Quant à Enguerrand de Marigny, Philippe le Long le réhabilita. Déjà Louis X, à son lit de mort, avait paru se repentir du supplice de son surintendant : il s'était rappelé avec une émotion tardive que le mariage d'Enguerrand avait été fait par la reine Jeanne de Navarre, et il avait légué à ses enfants la forte somme de 10 000 livres³. Philippe le Long fit plus : le squelette d'Enguerrand « *ou longuement avoit pendu, fu de nuit osté du gibet* » de Montfaucon, et inhumé avec honneur « *en terre benoite* » dans l'église des frères chartreux « *près de Paris* », au milieu du chœur, devant le grand autel, où son frère Philippe, archevêque de Sens, alla bientôt le rejoindre

Et sont tous deux sous une pierre⁴.

En même temps le roi le réhabilitait solennellement, ainsi que ses héritiers⁵, et s'occupait de leur faire rendre leurs biens⁶. Enguerrand passait à l'état de martyr.

1 JJ 53, n° 314.

2 *Chron métrique*, édition Buchon, p. 245, — et *Hist de France*, t. XXI, p. 141.

3 J 403, n° 22 (environ un million d'aujourd'hui).

4 « *En cel temps Enguerranz de Marigny qui longuement avoit pendu, fu de nuit osté du gibet et du consentement du roy qui en fu entortillé l'en ne sot de cui.* » Bibl. nat., ms. fr. 40 132, fol. 300 v° (*Chron de Thomas de Mauthege*).

5 Cf. *Continuateur de Nangis*, édit. Geraud, t. II, p. 3.

6 *Si quam notam infantie ipos ab mortem predicti Ingerranz patris sui contraxerat incurrasse.* » JJ 53, n° 226 (juin 1317).

7 S'il n'y parvint pas aussi vite qu'il le souhaitait, c'est que ces biens avaient été distribués par Louis X à Charles de Valois (par exemple la terre de Gaillefontaine), à Clémence de Hongrie, à Louis d'Évreux, au vénéral l'abbé de Montmor, au prévôt de Paris Henri Tapereel, etc. (JJ 54, B, n° 10, — JJ 56, n° 47 et 52), et que la pénurie du trésor l'empêchait de les redonner au jour au lendemain. En outre plusieurs de ces biens avaient passé depuis lors à d'autres personnes, particulièrement à la reine elle-même Jeanne de Bourgogne (cf. JJ 53 n° 250).

Bibl. nat., coll. Moreau, t. 222, fol. 22 v°. La restitution des biens d'Enguerrand souleva les mêmes difficultés que celle des biens de Raoul de Prustes.

Louis XI, achevant l'œuvre de réparation, devait élever un mausolée « au grand conseiller de Philippe le Bel, au sage chevalier qui fut l'honneur de son pays¹, » fier défi aux Charles de Valois et aux ligues féodales du xv^e siècle.

La réaction du règne de Louis X avait fait d'autres victimes, moins célèbres. Philippe le Long ne les oublia pas : c'est ainsi qu'un procureur du roi, que les enquêteurs avaient injustement condamné à 1500 livres d'amende, fut réhabilité, et vivement félicité du zèle qu'il avait montré pour le bien du royaume². Guillaume du Bois, qui avait été lui aussi persécuté, fut nommé trésorier du roi³ et bientôt anobli⁴. On pourrait multiplier les exemples⁵.

Les « forfaits » du règne précédent étaient réparés : ceux qui avaient été à la peine étaient à l'honneur.

Ceux que le gouvernement de Louis X avait au contraire menacés et flattés par ses concessions, les barons des ligues féodales (particulièrement ceux d'Artois, de Picardie, de Champagne, de Nivernais) s'aperçurent bientôt du changement de gouvernement. Avant de sévir Philippe le Long voulut affaiblir ses ennemis et s'assurer des appuis.

Il n'adressa pas de « message » officiel à ses sujets, après son avènement, mais « ne pouvant être présent partout », il envoya dans les provinces des commissaires ou enquêteurs réformateurs, avec pleins pouvoirs « pour faire régner la paix et la justice ». Les instructions précises qu'il leur donna avant leur départ⁶, nous montrent qu'il s'agissait avant tout d'en finir avec les ligues provinciales⁷.

1. En 1175 (V. Clement, Enguerrand de Marigny, p. 113).

2. Sept. 1311, JJ 14, A, n° 626.

3. JJ 56, n° 16.

4. JJ 58, n° 46^r.

5. Les donations et les faveurs accordées par le roi montrent aussi à qui va sa confiance : le plus comble est Henri de Sully (Ex. JJ 53, nos 1, 17, 37, 113, JJ 54 A, nos 117, 359, 360), etc.

6. JJ 55, nos 1, 2, 3, etc.

7. « Le nouveau roi, dit M. Dufayard (*op. cit.* t. IV, p. 232), suivrait-il son frère dans la voie où il s'était engagé (de gouverner avec vigueur), ou bien abandonnerait-il la politique paternelle (suivie par Louis X) pour se faire le chef du parti féodal ? » Ce n'était pas certainement cette question que se posaient les hommes

Dans chaque pays, ils assembleront tous prélats et autres personnes d'église, barons, bannerets et autres nobles, ainsi que les députés des bonnes villes, pour leur exposer amicalement comment le nouveau roi a « *grant volonté et bone d'eus tenir en bone paiz et en bone amour* », de rendre justice à chacun, de mettre fin aux scandales et aux abus administratifs, de punir les officiers de son père ou de son frère qui ont abusé de leur pouvoir, de respecter les ordonnances, déclarations et privilèges qui leur ont été octroyés au temps passé, ainsi que les bonnes coutumes et les anciens usages « *comme au temps du saint roi Louis, à l'honneur de Dieu et au profit du royaume et des sujets* ».

Après ces déclarations générales, ils requerront les nobles de par le roi de s'abstenir de toute alliance avec les rebelles, de ne pas se laisser entraîner « *aux nouveautés* » par les perturbateurs de la paix publique qui veulent les rendre complices de leur crime, et d'être prêts avec armes et chevaux à partir quand le roi aura besoin d'eux ; s'il en est parmi eux qui se soient déjà alliés aux rebelles, qu'ils reviennent aussitôt à l'obéissance.

Les enquêteurs, recommande le roi, montreront le mieux qu'ils pourront « *les grands inconveniens, périls de corps et d'âme, dommages de biens temporels qui résulteraient d'une rébellion, et comme exemple ils pourront rappeler ce qui s'est passé en Lombardie et en moult d'autres pays* », — car « *le peuple prise peu les nobles* ».

Ils feront aussi valoir le projet de croisade « *que le roi a tant à cœur, mais qui ne peut être mené à bonne fin que si le royaume repose dans la paix et dans la justice* ».

Enfin ils expliqueront que les revoltes contre lesquelles le roi a « *moult à faire* » (c'est-à-dire les ligues féodales, les affaires d'Artois et celles de Flandre) étaient commencées avant qu'il fût régent, et ils leur « *montreront bien l'amour et la*

de 1317. Louis X n'avait pas été un roi vigoureux, et l'on savait dès la régence de Philippe le Long quelle serait sa politique s'il était roi.

1. « *Quar li peuple prise peu les nobles.* » II 55, n° 1.

2. II 55, n° 3.

grande affection que le roi a et veut toujours avoir à eux, comme ils pourront voir par effet ».

Après ce discours, les enquêteurs réformateurs recevront au nom du roi le « serment de féauté » de tous ceux qui le devront, et ils prendront les mesures qu'ils jugeront utiles « au profit du roi, à la paix de ses sujets et au bon état du royaume »; ils feront bien aussi « d'avoir, avec les plus sages, des entretiens particuliers, et de faire appel à leur dévouement, et à leur expérience pour agir auprès des autres¹ ».

D'autres documents montreront quelles furent les conséquences administratives et judiciaires de ces missions dans les provinces; il suffisait de montrer ici comment le roi, dès son avènement², travaille à dissoudre les ligues féodales en relevant la justice et en « fermant l'ère des scandales » pour dissiper le malentendu qui avait pu leur prêter en 1314 l'apparence d'une ligue du bien public.

Philippe le Long répond au dévouement du peuple « en prenant son conseil et en se confiant à sa loyauté³ » : les procureurs des bonnes villes sont convoqués le 27 janvier 1317 (n. s.)⁴, ceux de langue d'oïl à Paris pour le dimanche 6 mars⁵, ceux de langue d'oc à Bourges pour le dimanche 27 mars⁶, afin de délibérer sur le commun profit du royaume et particulièrement sur le bon état.

L'assemblée de Paris eut pour résultat l'institution des *capitaines de villes*. Les procureurs des quarante-cinq villes représentées (nous en possédons la liste complète) ayant

1. Le Trésor des Chartres nous fait connaître les noms de plusieurs de ces commissaires envoyés dans les provinces « pour suppléer le roi », par exemple l'évêque de Saint-Brieuc et Guillaume Flotte en Champagne (JL. m., n° 2) — l'évêque d'Avranches et Jean de Gailion en Normandie (*ibid.*), etc (V. t. II, *enquêteurs réformateurs de 1317*).

2. Ces instructions sont de janvier et de mars 1317 (n. s.) JL. III, n° 1 et 3.

3. JL. III A, n° 12 et 13.

4. *Ibid.*

5. Douze bailliages seulement étaient convoqués, les cinq de Normandie, cinq de France sur huit, et deux de Champagne sur huit. Le mandement ne paraît pas avoir été adressé aux bailliages de Chaumont et de Vary, sans doute à cause des affaires de Champagne, quant aux bailliages de Tours et de Bourges, ils furent convoqués à Bourges avec les villes de langue d'oc.

6. V. Hervieu, *Recherches sur les premiers États généraux*, p. 127 sqq.

demandé au roi de « faire exercer bon droit et bonne justice dans le royaume, de maintenir le peuple en paix en la manière qu'il fut maintenu au temps de monseigneur saint Louis, et de leur fournir le moyen de repousser la force par la force¹ ». Philippe le Long, heureux de se les attacher, leur accorda ce qu'ils demandaient², et par l'ordonnance du 12 mars 1317 (n. s.)³, il essaya d'organiser une sorte de garde nationale sédentaire, ou plus exactement de sainte Hermandad, soutien du pouvoir royal contre les « alliés » et autres barons rebelles.

Cette institution est des plus intéressantes : « les manans des villes, chatellenies et vicomtés de chaque bailliage, soigneusement recensés par le bailli et par les preud'hommes de chaque ville, auront à s'équiper et à s'armer, chacun selon son état, c'est-à-dire que les plus riches serviront à cheval et équiperont des gens d'armes, les petites gens (les « menus ») serviront comme gens de pied ». Seulement pour les empêcher de se servir de leurs armes hors de propos ou de les vendre dans des moments de pénurie, elles seront déposées en lieu sûr, dans la ville ou dans le château, de manière à pouvoir être distribuées en cas de besoin.

Le roi entretiendra à ses frais dans toute ville ou tout château où il sera nécessaire un capitaine « bon et suffisant », sorte de commandant de place⁴ qui devra se renfermer uniquement dans ses attributions militaires, c'est-à-dire ne s'occuper ni de justice, ni d'impôts. Les habitants lui obéiront, et lui s'engagera par serment à les défendre. Un capi-

1 Expression à rapprocher de celle de Geoffroi de Paris. « *Lietum est v. cum reperire* » Bibl. nat., ms. 110, fol. 49, et Dufayard (*op. cit.*, t. I, p. 268).

2 « *Ob obviandum quorundam maliciis conatibusque periculis qui, statui pacifico regni nostri ac subditorum nostrorum quieti plurimum incidentes, adversum nos in rebellionem se ponere non verentur* (Ordonn., t. I, p. 636).

3 JJ. 33, A, n° 221. — JJ. 33, n° 4. — *Ordonnances*, t. I, p. 635. — Hervieu, *op. cit.*, p. 129.

4 « *Guardator et capitaneus* », par exemple un sergent d'armes (ex. JJ. 33, n° 23). Le nombre de ces capitaines fut certainement considérable : on peut l'évaluer à plusieurs centaines, rien que pour les douze bailliages où il est sûr qu'ils furent établis (en effet les 45 villes représentées à l'assemblée sont loin d'être les seules qui obtiennent des capitaines : le roi en établit, par exemple, non seulement à Rouen (la seule ville représentée, mais aussi à Pont-de-l'Arche, à Pont-Audemer, à Pont-l'Évêque, à Robec, etc.)

laine général sera établi dans chaque bailliage et tous les autres capitaines lui obéiront.

Les documents d'archives montrent que cette ordonnance fut exécutée en partie : les capitaines furent nommés¹, et les milices organisées dans les villes où elles étaient utiles. Sans doute ces milices ne composaient pas une armée capable de faire campagne, bien qu'il eût suffi de les mobiliser pour avoir une réserve analogue aux Francs-Archers de Charles VII, mais, telles qu'elles étaient, elles rendaient des services sur des remparts; composés d'hommes de la même localité, elles pouvaient former de petits corps compacts, habitués à leur terrain et faciles à discipliner; villes et châteaux étaient au moins à l'abri d'un coup de main; la présence d'un capitaine royal dans leurs murs assurait à la fois leur salut et leur fidélité.

Ce qui aurait pu faire la force des ligues dites provinciales, c'eût été l'alliance des nobles avec les villes; l'institution des capitaines et des milices, créée sur la demande de l'assemblée de Paris, montrerait à elle seule de quel côté est le peuple; loin d'aider à la réaction féodale, il demande à la combattre et se distingue par son dévouement en contribuant à la pacification de l'Artois, de la Picardie et de la Flandre.

Il est clair, que l'institution des milices et des capitaines fut saluée avec joie par le peuple, comme une institution anti-féodale, comme un progrès. Son exécution intégrale eût été même une révolution. Il était naturel qu'elle soulevât des protestations parmi les nobles², surtout parmi les barons batailleurs et pillards. Aussi devait-elle être abandonnée par les rois tels que Philippe VI et Jean le Bon, pour être reprise

1. Ex. : *Ordonn.*, t. I, p. 635, — JJ 55 n° 3 et 8. Par exemple le capitaine et gouverneur de la ville de Lyon est en même temps le capitaine général de la sénéchaussée, les documents nous montrent que ce fut le sénéchal de Lyon en personne (JJ 55, n° 6, 23 mars 1317, n° 8) — c'est bien un des capitaines nouvellement créés : en effet, la pièce est au milieu de pièces relatives aux capitaines des bonnes villes, et il y est question de « l'ordonnance fait derrenement ».

2. Philippe le Long prend la précaution d'expliquer aux seigneurs (le 21 avril 1317), qu'en établissant les capitaines des villes, il n'entend pas porter atteinte à leurs droits (JJ 55, n° 9, — *Ordonn.*, t. I, p. 636), mais il était plus difficile de convaincre ceux qui regrettaient l'anarchie féodale.

avec les modifications par des rois tels que Charles VII et Louis XI.

La réforme du Conseil Étroit, qui est un des grands événements politiques du règne, mérite, elle aussi, d'être détachée de l'étude minutieuse du mécanisme administratif pour être jointe aux mesures spéciales par lesquelles Philippe le Long releva l'autorité royale.

Du Grand Conseil de Philippe le Bel, conseil homogène, composé d'hommes dévoués à la couronne, le gouvernement était passé, sous Louis X, à un conseil moins nombreux et soigneusement trié, sorte de conseil de concentration, où l'élément féodal dominait l'élément royal, grâce à l'influence prépondérante de Charles de Valois; ce Conseil Étroit, composé de vingt-quatre personnes, n'était pas sans analogie avec le *Conseil permanent* du royaume d'Angleterre : comme lui, il partageait le gouvernement avec le roi amoindri et Louis X eût pu dire comme Jean Sans Terre après la Grande Charte : « Ils m'ont donné vingt-quatre rois ! »

Philippe le Long, en habile politique, se garda bien de supprimer ce Conseil Étroit par un coup d'État qui eût allumé de dangereuses révoltes comme l'avait fait la tentative malheureuse d'Édouard II à son avènement, dans des circonstances à peu près semblables. Il lui avait promis¹ de le consulter sur toutes les affaires importantes et de lui laisser une partie de l'administration. Mais il le transforma peu à peu par des modifications partielles², auxquelles il procédait sans bruit « *sine strepitu* », pour employer une de ses expressions favorites; ainsi métamorphosé le Conseil Étroit était devenu en 1320 presque entièrement monarchique.

Philippe le Long n'attendit pas cette date pour gouverner

¹ Juillet 1316; JJ 37, fol. 40 v.

² Il suffit d'indiquer ici le remplacement d'Étienne de Moray par Pierre d'Arrablay comme chancelier, la nomination d'Anseau de Heyuel (fils de Jomville), de Regnaud de Lor, de Guy Florent et du bourgeois Martin des Essars, la disgrâce éclatante de Bérault de Mercur, Regnaud de Lor était l'ancien maréchal au comte de Poitiers, Guy Florent était trésorier du roi et Martin des Essars maître de la Chambre des Comptes; il avait déjà fait partie du Grand Conseil de Philippe le Bel, et avait été ensuite un des maîtres de l'École de Louis X.

à peu près comme si ce Conseil n'existait pas, dès 1318 il se passe de lui : grâces, rémissions, amortissements, donations, nominations, il fait dresser et sceller tous les actes qu'il lui plaît, « *non contrestant le conseil du moys*¹ ».

Il donne une autre preuve de son indépendance en adjoignant aux vingt-quatre membres du Conseil Étroit les conseillers de son hôtel ou les membres de la Chambre des Comptes qu'il juge utile, suivant les cas²; Charles de Valois y figure toujours, mais sans influence : il n'est plus qu'un conseiller honoraire.

L'institution du Conseil Étroit, doublement violée, était condamnée à périr. Les séances mensuelles, établies par une ordonnance de 1318³, continuent pour la forme jusqu'à la fin de l'année 1320; après quoi il n'est plus question du Conseil du mois, ni même bientôt du Conseil Étroit, et la disparition de ces deux mots, loin d'être un grand événement, n'est que la conséquence de la révolution lente qui a détruit l'institution même⁴. Le Conseil Étroit est des lors remplacé par le Grand Conseil, c'est-à-dire par un Conseil monarchique composé de l'ancien Conseil Étroit transformé par épuration, et d'un certain nombre de ces chevaliers et de ces clercs de l'Hôtel (autrement dit du Conseil secret) qu'on a pris l'habitude d'appeler des « légistes ».

Cette substitution du Grand Conseil au Conseil Étroit, du Conseil monarchique au Conseil aristocratique est un événement capital. Il s'agissait en 1316 de savoir si la monarchie serait limitée comme en Angleterre, ou si elle serait absolue comme dans l'ancien Empire romain, si les « légistes » seraient vaincus ou vainqueurs, si les rois de France seraient des Louis X ou des Philippe le Bel. Philippe le Long donne au problème sa solution : le Grand Conseil sera un groupe de fonctionnaires avec un état-major de princes du sang; c'est

1 Sur tout à partir de 1319. Ex. : JJ 59, n° 139, 76, 226, 289, 294, etc., etc.

2 Ex. : JJ 563 A, n° 39, — JJ 564 A, n° 1 *ter* et n° 17, etc.

3 *Ducloux*, I, p. 657, art. 1, et 670, art. 3.

4 Le mot *Conseil Étroit* reparaitra plus tard, à la suite d'une révolution inverse.

le retour aux principes de la loi romaine, c'est le triomphe des légistes, et les deux monarchies française et anglaise, après s'être un moment rassemblées, s'éloignent l'une de l'autre comme deux lignes qui divergent.

Philippe le Long acheva de paralyser la coterie de Charles de Valois en donnant aux « poursuivants-le-roi » ou maîtres des requêtes de l'Hôtel, des fonctions nouvelles qui firent d'eux un des rouages essentiels de la monarchie (1318). Il les chargea d'examiner en son nom tous les actes qui devaient être scellés du grand sceau¹, c'est-à-dire que tous les actes importants, qu'ils vinssent de l'Hôtel, de la Chambre des Comptes, du Parlement, ou du Conseil Étroit, passèrent sous leurs yeux et ne continuèrent leur marche à travers la filière administrative qu'avec la sanction des deux poursuivants de service² d'accord l'un avec l'autre.

En d'autres termes les poursuivants ont dès lors le droit de *veto* sur tous les actes qui doivent être scellés du grand sceau; il ne suffit plus qu'un acte ait été commandé aux notaires par un de « ceux qui ont pouvoir pour commander lettres³ », puis dressé et signé par eux en présence de celui qui l'a commandé : le sceau qui lui donnera sa valeur ne peut lui être apposé qu'avec la permission des poursuivants.

Il est aisé de comprendre combien cette formalité, établie au plus tard en 1318, diminua la puissance administrative des membres du Conseil Étroit : sans doute l'ordonnance de juillet 1316 leur avait laissé à tous le droit d'accorder des grâces et des faveurs, mais celle de 1318 le leur reprenait implicitement pour ne leur laisser en réalité que le droit de présenter des propositions, agréées respectueusement quand elles émanaient des amis du roi, rejetées dans le cas con-

¹ *Ordonn.*, t. 1, p. 670, art. 4.

² Les poursuivants étaient au nombre de six, trois clercs et trois laïques, mais ils étaient de service deux par deux, un clerc et un laïque, pour leurs autres fonctions V. ma thèse latine « *De hospitio regis inuenta quarta decima seculo* ».

³ ff 37, fol. 42.

traire, par exemple si elles émanaient de Charles de Valois¹.

En résumé ce *veto* des poursuivants nous apparaît clairement comme la condition indispensable de l'autorité monarchique et de l'unité administrative : il fait de ces agents d'apparence modeste des personnages des plus considérables, « des secrétaires des commandements » (pour employer une expression usitée plus tard), on pourrait même dire de véritables ministres, si à ce droit de *veto* ils ajoutaient une plus large initiative, c'est-à-dire le droit de commander eux-mêmes des actes importants.

Le relèvement de la justice royale est aussi un des faits qui font le plus d'honneur au nouveau gouvernement.

Louis X n'avait usé qu'avec mollesse de ses droits de juge suprême ; il avait même abdiqué une partie de ces droits², et son Parlement avait si peu inquiété les seigneurs dans leur indépendance et dans leur droit de justice, que faute de cas royaux à juger et de jugements à « amender », il n'avait rendu qu'un très petit nombre d'arrêts depuis la fin de l'année 1314 jusqu'au mois de mai 1315³, et qu'il n'avait même pas siégé pendant le reste de l'année⁴.

Le contraste est complet sous Philippe le Long. Ses interventions fréquentes dans les justices seigneuriales, laïques ou ecclésiastiques, le rétablissement du régime régulier des appels et des cas royaux témoignent du retour offensif de la souveraineté royale⁵. « Nous voulons être obéis de tous⁶ », dit-il plus d'une fois, et ce ne sont pas de vaines paroles.

1 La souscription « *per comitem Valensi* » ne se rencontre dans les souscriptions qu'une ou deux fois, et pour des actes sans importance.

2. V. *Ordonn.*, t. I, p. 373.

3 Exemples d'interventions du Parlement : *Actes du Parlement* t. II, p. 149, 156, 168, 170, 179, 180, etc. M. Dufray (op. cit., p. 243 et 256) conclut de ces quelques faits à l'attitude énergique de Louis X, je considère au contraire ces faits comme des exceptions rares.

4 Plusieurs seigneurs avaient, comme on sait, établi dans leurs domaines une cour d'appel.

5. V. ci-dessous *Relations avec les nobles*, p. 317 et 320 ; et t. II, *Parlement*.

6. « *Ab omnibus pareri volumus*. » Ex. : *Actes du Parlement*, n° 4827.

Il n'entre pas dans le cadre de ce chapitre d'étudier les autres actes de Philippe le Long qui ont pu contribuer à relever la royauté et avec elle la France compromise, par exemple la pacification de la Flandre, la pacification de l'Artois, les relations avec l'Église, avec l'Empire et avec l'Angleterre : chacune de ces questions demande une étude particulière.

Il en est de même des rapports quotidiens de Philippe le Long avec les nobles, le clergé et le peuple. Enfin les nombreuses réformes introduites dans l'administration montreront, comme la suppression du Conseil Étroit et le Veto des Poursuivants, le relèvement du pouvoir royal.

Tout le règne de Philippe le Long est consacré à cette œuvre de restauration, qui consiste non seulement à réparer un édifice mal entretenu, mais encore à le fortifier dans ses assises et à l'agrandir de constructions nouvelles.

CHAPITRE IV

PACIFICATION DE LA FLANDRE, DU RETHELOIS ET DU NIVERNAIS

(1317-1321.)

Il devait falloir trois longues années pour triompher de la mauvaise foi du comte de Flandre, trois années d'angoisses pour les populations flamandes et françaises de la frontière.

Devenu roi, Philippe le Long avait mis les Flamands en demeure d'exécuter le traité du 1^{er} septembre¹, mais le comte avait aussitôt formulé de nouvelles exigences, convaincu que le nouveau roi serait un chien qui aboie, mais ne mord pas². Les Chinois, les Siamois, les Hovas nous ont permis encore récemment de juger de cette psychologie politique qui ne respecte que la force.

Les embarras de l'avènement, les troubles du sacre, la révolte de Jean de Fiennes et des Artésiens, l'attitude du duc de Bourgogne et des nobles de Champagne, avaient encore encouragé les Flamands dans leur résistance. Une vaste ligue s'organisait contre le roi, depuis la mer jusqu'à la Bourgogne. Louis de Nevers, bien qu'habitué à séparer sa cause de celle de son père, s'était retreint dans ses domaines du Rethelois pour y fortifier ses châteaux et ses villes, et poussait ses vassaux

1. Ex. : lettres du 25 novembre et du 3 décembre 1316 (Arch. du Nord, *inventaire de Godefroy*, n° 5123, — et série B, 544).

2. Cette expression, fréquemment répétée au moyen âge, a été récemment employée par les Hovas à notre adresse (V. le *Temps*, 15 novembre 1891) et mal à propos encore.

du Nivernais à se soulever contre les gens du roi¹; c'est ainsi que les affaires de Flandre se trouverent compliquées de celles du Rethelois et du Nivernais².

Robert de Béthune, ainsi appuyé, commettait des infractions continuelles au traité du 1^{er} septembre : il refusait de rappeler ceux qu'il avait bannis pour leur fidélité au roi³, il refusait de restituer leurs terres à ceux qu'il avait dépouillés pour la même cause⁴; secondé par la populace qu'il flattait, il accablait de vexations et de mauvais traitements ceux qui voulaient observer la paix⁵ : il leur extorquait de l'argent⁶, il les chassait de Flandre, il confisquait leurs biens, « au mépris de Dieu et de la justice » ; il maltraitait les marchands qui se rendaient à Saint-Omer⁷; il réparait le château de Courtray, qu'il devait démolir, et il tenait des forces menaçantes devant celui de Cassel, qu'occupait une garnison royale⁸.

Malgré ces provocations multiples, Philippe le Long ne cessait de travailler à la paix « qu'il avait à cœur plus que tout autre besogne »⁹. Il essaya d'abord de la sceller par un mariage : il avait été convenu que le fils du comte de Nevers épouserait la fille du comte d'Évreux¹⁰; le jour était fixé et la cérémonie préparée, quand Philippe, à l'instigation de son

1. On sait que le comté de Nevers avait été confisqué, le roi n'appelle Louis de Nevers que le « soi-disant comte de Nevers » V. affaires de Champagne, p. 37. C'est pour se dédommager de cette confiscation que Louis de Nevers avait fait assurer par son père la succession de la Flandre à ses enfants, au détriment de son frère Robert (V. Auselme, *Général*, t. II, p. 736). Les comtés de Nevers et de Rethel avaient déjà été confisqués par Philippe le Bel, puis restitués par Louis X. Arch. du Nord B, 15619.

2. Par exemple, les terres de Girard de Châtillon, fidèle au roi, sont envahies et dévastées (*Actes du Parlement*, n° 5199).

3. Par exemple Jean le Fauconnier, Gilles le Poissonnier, J 562 B, n° 30, art 2.

4. Par exemple à Gauthier de Rouvres, chevalier, dont les terres étaient saisies depuis Courtray, en dépit de tous les traités (*ibid*).

5. Ex. : (*Ibid*, art 36).

6. Par exemple 400 livres parisis à Jacques Ruvisch (24 juil. 1317, J 562 B, n° 30, art 35).

7. Arch. du Nord B, 540.

8. J 562 B, n° 30, art 3, 4, 30, etc., etc.

9. La frontière n'était pas pour cela désarmée, aussitôt après son sacre il avait donné ordre au connétable, au comte de Comminges et au duc de Bourgogne de se rendre à Saint-Omer (*Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 407).

10. J 561 A, n° 24.

oncle Charles « qui aimait mieux voir sa fille comtesse de Flandre que celle de son frère¹ », interdit formellement le mariage, et déclara que ce serait une de ses filles à lui, Marguerite², qui épouserait le jeune Louis (Louis de Crécy). Par cette union, il espérait se concilier l'amitié du comte de Flandre et du comte de Nevers³; il accordait du même coup ses deux oncles, comme le juge de la fable.

Les Flamands n'accueillirent pas ses projets avec l'empressement qu'il eût souhaité : ils traînèrent les négociations en longueur, comme des gens qui reculent devant la franchise d'un refus, discutant sur des vétilles, si bien que le jour fixé pour « l'accomplissement du traité » fut remis à la Pentecôte (22 mai 1317), puis à la quinzaine de la Pentecôte, enfin à la Toussaint⁴. Impuissant à séduire les Flamands, Philippe le Long voulut, avant de se résoudre à la guerre, épuiser toutes les chances de paix : il s'adressa au Pape.

Jean XXII, qui avait déjà conseillé la paix aux deux partis « parce qu'il n'y a pas d'ennemis plus terribles que ceux qu'une nation porte dans son sein⁵ », intervint avec de nouvelles instances. Entraînés par lui, les rois d'Angleterre, de Castille, d'Aragon, de Portugal, pressèrent le comte de Flandre de se réconcilier avec le roi, « pour ne pas empêcher plus longtemps la croisade projetée contre les infidèles » ; en même temps les légats pontificaux⁶ déterminaient les re-

1. *Continuateur de Nangis*, édit. Géraud, t. II, p. 1. — *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 699, — et *Guard de Pracht*, *ibid.*, t. XXI, p. 48.

2. C'est elle qui, jusque-là « devoit estre fame du jeune roy de Castelle ». *Bibl. nat. ms. fr. 10 132*, fol. 402 v^o (*Chron. de Thomas de Maubeuge*). — et *Archives et missions scientifiques et littéraires*, 2^e série t. II, p. 282 (d'après les Archives de Gand).

3. Le comte de Nevers semble en effet se rapprocher du roi (traité de Gisors, 13 septembre 1317), mais on sait qu'il ne tarda pas à renouveler les hostilités (V. p. 98, note 5).

4. *Continuateur de Nangis* (édit. on Géraud), t. II, p. 2 ; — H 55, n^o 15, 27, 52 ; — *Bibl. nat., coll. De Camps*, t. LXXXVII, fol. 217. — J 562 B, n^o 30 (2^e feuille de parchemin).

5. Raynaldus, *Annal. eccles.*, t. XXIV, p. 41.

6. Ces légats étaient l'archevêque de Bourges, et le maître des frères prêcheurs Bérenger de Landora (Kervyn de Lettenhove, *Hist. de Flandre*, t. III, p. 84 ; — *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 699, — et *Biblioth. de l'Ecole des Chartes*, t. XLI (1880), p. 18.).

belles de Champagne à attendre et le duc de Bourgogne à négocier.

Le comte, un moment deconcerté, se résigne à nommer des procureurs¹ avec pleins pouvoirs pour conclure avec ceux du roi « bonne, ferme et perpétuelle paix », sur les bases du traité du 1^{er} septembre 1316; ils pourront octroyer en son nom « tout ce que bon leur semblera », jurer en son nom « *touz juremens que mestiers sera* », donner toutes les garanties qu'il conviendra, « quand même, ajoute-t-il, il faudrait obliger, par devant le roi et sa Cour, nous, nos hoirs et successeurs, et tous nos biens meubles et non meubles présents et à venir » (12 juillet 1317)².

La conférence projetée s'ouvrit à Paris le jour de la Toussaint 1317; les procureurs du roi étaient Dreux de la Charité, Hugues de la Celle et Bertrand de Roquenegade³. Après de longues discussions où les Flamands essayèrent d'éluder leurs engagements, il fut entendu, par l'accord du 4 novembre, que le comte ferait abattre le château de Courtray et le roi celui de Cassel, conformément au traité de 1316; l'armée que le comte avait réunie devant le château de Cassel devait se retirer au plus tôt; il était seulement autorisé à laisser dans la ville cinq ou six cents hommes pour s'assurer par leurs propres yeux de la démolition du château; de son côté le roi pourrait envoyer une troupe égale à Courtray pour le même motif; les deux châteaux seraient rasés avant la Purification. Enfin la trêve expirée à la Toussaint était prolongée jusqu'à Pâques⁴ et le comte de Hainaut, allié du roi, y était compris⁵.

1. Yvain de Warnewout et Baudouin de Zencheque, J 562 A, n° 3.

2. J 35, n° 34. Le comte de Flandre donne avis au Pape de la nomination de ces procureurs (J 562 A, n° 7).

3. J 562 A, n° 1. — Bibl. nat. (*Coll. De Camps*, t. LXXXV, fol. 146, et t. LXXXVII, fol. 246; — Leibnitz, *Codex juris gentium diplomaticus*, p. 103, — Dumont, *Recueil des traités de paix*, t. 1, p. 40.

4. On voit d'après ces négociations combien les chroniques sont incomplètes quand elles disent avec une concision exagérée que la trêve fut prolongée d'un an, à partir de Pâques 1317. Ex. : *Chron. de Saint-Denis*, *Hist. de France*, t. XX, p. 699.

5. J 562 A, n° 7 bis; — Bibl. nat., *coll. De Camps*, t. LXXXV, fol. 146. — Arch. du Nord, D, 341. — Une convention supplémentaire, conclue le 13 novembre

Ces points furent les seuls sur lesquels on put s'entendre, la question des garanties de la paix demeura sans solution; les deux parties, affirmant leur désir de la paix, décidèrent seulement de consulter le Pape « à cause de sa grande loyauté ». Encore était-il soigneusement spécifié qu'ils s'adressaient à lui « non comme à un juge, mais simplement pour avoir son conseil¹, *ut private persone et amice*² ». Ils n'entendaient pas lui obéir : si le Pape mourait, l'affaire ne serait pas portée devant son successeur. C'était donc Jean XXII en personne que l'on consultait, plutôt que le chef de la chrétienté.

L'élection des procureurs flamands fut marquée par des incidents significatifs : un notable bourgeois de Gand, nommé Bardoïn de Valle³, ayant manifesté hautement son désir de la paix, est saisi par ordre du comte, emmené en prison et présenté à la torture; épouvanté à l'aspect des tourments, il jure de vivre et de mourir dans le parti du comte, renie expressément le roi de France et jure de ne pas se plaindre à lui⁴. Il était à prévoir que de pareils serments ne seraient pas toujours tenus et que le comte, dans sa résistance au roi et au Pape, ne serait pas suivi de tous. La plupart des bourgeois, surtout à Gand, refusaient de partager sa haine contre la France et souhaitaient sincèrement la paix, mais leur situation était dangereuse entre le comte et la populace; ils étaient pour le moment réduits à l'impuissance.

Il avait été convenu le 4 novembre que les envoyés des deux parties se rendraient « à la Cour de Rome » (c'est-à-dire à

1217, comprend dans la paix tous les alliés du roi et tous ceux du comte (excepté les meurtriers du comte de Hollande). J 362 A, n° 7.

1 « Non mie comme de juge, et mie faire submission nulle, obligation ou loier par quoi on soit astraint de tenir son Conseil ». J 362 A, n° 5 bis et 5 ter.

2 « *Locet (rex) ut adro potius et magnus ut nullum recognoscat superiorem, ut publice scitur* » < « *Nullum in terris superiorem in temporalibus (rex) recognoscat.* » J 362 B, n° 30. 3^e feuille de parchemin).

3 On trouve un Jean de Valle parmi les procureurs de Gand (J 362 B, n° 30), et un Philippe de Valle parmi les bourgeois de Gand que Philippe le Bel et Philippe le Long récompensent de leur fidélité. JJ 54 A, n° 420.

4 J 362 B, n° 30, art. 5. Les layettes eurent plusieurs autres exemples de Gantois arrêtés, emprisonnés, torturés, bannis à cause de leur fidélité au roi (J 362 B, n° 30).

Avignon) huit jours après Noël¹. La mauvaise volonté des Flamands, qui accusaient le Pape de partialité en faveur du roi, causa deux mois de retard, malgré toutes les instances des envoyés de Philippe le Long². Ce fut seulement dans les premiers jours de mars 1318 (n. s.) que Robert de Cassel³ et les procureurs des villes se présentèrent à Avignon; le roi, de son côté, y avait envoyé son chancelier Pierre de Chappes, Henri de Sully⁴, et le maître des arbalétriers Pierre de Galart⁵.

Le Pape les reçut tous ensemble avec une grande solennité, entouré de tous ses conseillers, cardinaux, patriarches, prélats, auditeurs du sacré palais, « maîtres en divinité, docteurs de droit canon et civil⁶ ». Les Flamands exposèrent dans un langage énergique que, si l'on exigeait d'eux des gages aussi importants de leur respect pour les traités, il était juste que le roi donnât de son côté des garanties équivalentes; en conséquence ils demandaient : 1° que les pairs, conseillers, barons et évêques de France jurassent d'aider les Flamands contre le roi s'il manquait à son serment; — 2° que la Cour des Pairs commût de toutes les violations des traités, — 3° qu'en ce cas le roi fût soumis au jugement de l'Église et frappé d'excommunication — Ils ajoutaient que si le roi leur rendait Lille, Douai et Béthune, ils pourraient se contenter de garanties moins complètes⁷.

Le Pape, après de longs pourparlers, rendit sa sentence à la

1 J 362, 7 bis. — Arch. du Nord B, 511. — Bibl. nat. coll. de Campa, 1 LXXXV fol. 133

2 Le principal était Bertrand de Roquenegeade (Arch. du Nord B, 511)

3 Robert de Flandre, seigneur de Cassel, surnomme *Robert sans Terre*, deuxième fils de Robert de Béthune

4 Celui-ci dès le 21 décembre 1317

5. Nous possédons tout l'itinéraire et toutes les dépenses de son voyage (Bibl. nat., ms. fr. 43256, fol. 31. Ex. : mardi 22 novembre 1317, dîner à Lunel, gîte à Nîmes; — mardi 29, dîner et gîte à la tour d'Avignon, — vendredi 16 décembre, dîner et gîte à Nîmes, « en attendant Mons de Sully; » — 13 décembre à Orange, — 20 décembre, avec Mons de Sully à Avignon, etc. — Il y passe les mois de janvier et de février, et les vingt et un premiers jours de mars, « jour que Mons de Sully partit », — dépense totale pour 123 jours, 507 livres 15 sous 9 deniers (environ 50 000 fr. d'aujourd'hui).

6. *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 107. — *Arch. des missions scientifiques et littéraires*, 2^e série, t. II, p. 243

7 J 362 B, n° 35 (lettres du Pape du 20 mars 1319, qui renferme l'historique des événements)

séance suivante, le mercredi des Cendres, 8 mars 1318 (n. s.)¹. Il déclarait que les garanties données par le roi étaient suffisantes, et que sa seule promesse devait être estimée une sûreté². Cependant pour enlever aux Flamands tout sujet de plainte, il demandait aux deux parties de s'accorder des garanties réciproques : le roi et le comte devront jurer solennellement sur leur âme, pour eux et pour leurs successeurs, en engageant tous leurs biens en garantie de leur parole, qu'ils observeront scrupuleusement le traité et qu'ils n'y laisseront porter aucune atteinte. Les comtes de Flandre prêteront ce serment le jour où ils rendront au roi leur hommage de fidélité, et les rois de France répéteront le même serment le lendemain de ce jour; quant aux communes flamandes, elles le prêteront avec les mêmes garanties par procureurs spéciaux tous les cinq ans, à l'époque et au lieu fixés par Philippe le Bel. Le roi devra faire loyalement tous ses efforts pour que son frère, ses oncles, ses cousins³ et les pairs de France s'engagent eux aussi à respecter le traité. S'il lui arrive de porter ou de laisser porter atteinte au traité, ils ne seront pas tenus de lui donner la moindre assistance; si au contraire ce sont les Flamands qui violent la paix, les susnommés seront déliés de leurs engagements et pourront se joindre au roi. D'où qu'elle vienne, la violation du traité sera punie d'une d'une amende de 200 000 marcs d'argent, que le violateur encourra *ipso facto*, et qui sera versée à la partie restée fidèle à son serment⁴.

Ces conditions étaient à peine acceptables pour la royauté et les envoyés de Philippe le Long ne se dissimulèrent pas ce qu'elles avaient d'insolite : « Jamais, disaient-ils hautement,

1. Le *Continuateur de Nangis* rapporte que le Pape fut seulement sur le point de se prononcer, le recet du *Trésor des Chartes* fait foi de préférence à tout autre.

2. « *Quod sola et simplex regis promissio auctoritate de jure pro securitate hujusmodi reputari* ». J 362 B, n° 31.

3. Dont le comte de Saint-Pol.

4. J 362 B, n° 32, — J 35, n° 52 et 137; — *Raynaldus, Annales ecclesiast.* l. XXV, p. 86, — cf. *Kervyn de Lettenhove, Hist. de Flandre*, t. III, p. 86.

« *la dicta consilio multa onerosa et extranea et promissa insolita* », dit le Pape lui-même en rendant compte de ce qui s'est passé à Avignon (J 362 B, n° 32).

aucun roi de France n'a accordé de pareilles garanties de paix à aucun comte de Flandre, à aucun roi, à aucun empereur; cependant, pour rendre au royaume la tranquillité et pouvoir enfin secourir la Terre sainte, ils offraient de donner au nom du roi les garanties demandées.

Les Flamands, qui n'étaient pas d'accord entre eux, se retirèrent pour délibérer : la majorité, hostile au roi, repoussa les conditions du Pape, et, dans une nouvelle séance qui eut lieu le soir même, ils répondirent qu'ils rapporteraient au comte et aux communes les paroles du Pape, qu'ils espéraient qu'il les accepterait, mais que leur mandat ne leur permettait pas de conclure eux-mêmes¹. L'assemblée se sépara aussitôt; Robert sans Terre quitta Avignon sans même prendre congé du Pape, et regagna la Flandre au plus vite (mars 1318, n. s.).

Le Comte n'avait cessé, malgré l'accord du 4 novembre 1317, de maltraiter les partisans de la paix et de soutenir sournoisement le comte de Fienes, le sire de Renty et les autres rebelles d'Artois, vrais brigands féodaux qui, sous prétexte de défendre les droits de Robert d'Artois, arrêtaient les marchands, rançonnaient les bourgeois, brûlaient les villages. Nombre de Flamands que le comte ne désavouait pas faisaient cause commune avec eux et partageaient leur butin : tels étaient Tartarin de Renescure et son frère Girardin², Arnaud de Sainte-Aldegonde et son fils Eulard, bandits plutôt que belligérants³. C'était surtout la fidèle ville de Saint-Omer qui souffrait de ces désordres : placée entre la Flandre et l'Artois, coupée presque constamment de ses communications avec la mer, elle souffrait de la disette et ceux de ses habitants qui se hasardaient hors des murs s'exposaient aux plus grands perils.

1 J 562 B n° 34, cf. *Continuateur de Vangis*, édition Gérard, t. II, p. 2.

2. Ils se signalent dès la fin de 1317 par leurs violences, les Layettes nous racontent par exemple les misères de Guillaume d'Azemule arrêté près d'Arches par Girardin, mis aux fers pendant six semaines au moins dans un château du sire de Fienes (J 562 B, n° 30, art. 21).

3. Ces derniers agissent en dehors du comte de Flandre : ils ne s'en entendent pas toujours avec lui. Tartarin pousse même l'impudence jusqu'à poser des plaintes contre le comte de Flandre devant les officiers royaux (J 562 B n° 30, art. 34).

Le retour de Robert de Cassel provoqua un redoublement de violences, en dépit des menaces d'interdit¹. Ainsi Tartarin pousse l'audace jusqu'à venir avec une bande ravager le village de Blandecques, aux portes de Saint-Omer; le bailli sort de la ville avec une partie de la milice, surprend les pillards et ramène quatre prisonniers parmi lesquels Tartarin et son frère; mais leur complice Guillaume de Bruc, écuyer de Flandre, attire deux bourgeois de Saint-Omer dans un guet-apens près d'Hazebrouck; il en prend près de Cassel deux autres qui se rendaient à la foire d'Ypres avec une bourse bien garnie pour se procurer des vivres; les quatre bourgeois ne sont restitués qu'en échange des quatre Flamands, sans compter une grosse rançon qu'il leur faut payer à Guillaume de Bruc². Une fois de plus le brigand se rit du gendarme.

L'infraction la plus grave aux traités fut la prise de Cassel par le comte lui-même³. Irrité de la sentence du Pape, il s'attaqua au roi : ses troupes investirent à l'improviste le château de Cassel, et la garnison royale, étroitement bloquée, souffrit bientôt de la famine. Le roi, pour avoir été trop confiant, se trouvait pris au dépourvu; les troupes féodales qu'il convoqua le 24 mars et le 3 avril ne pouvaient être en Flandre que le mois suivant⁴, et d'ailleurs il cherchait encore à éviter la guerre. Il envoya donc au comte un de ses conseillers, le chevalier Bertrand de Roquenegate, pour parlementer⁵.

1. Bulle du 20 mars 1318, menaçant les Flamands de l'interdit (Bayanaldus, *Annal. eccl'es.*, t. XXIV, p. 87).

2. J 562 B, n° 30, art. 20.

3. La plupart des chroniqueurs parlent de la prise du château de Cassel et de Courtray. *Anc. chron. de Flandre, Histoire de France*, t. XXII, p. 408, — (*Chron. latine de Berne*, p. 314, etc.). Mais les Layettes ne mentionnent que la prise de Cassel. Henri de Sully, en parlant du château de Courtray (V. ci-dessous), se plaint seulement que le comte ne l'ait pas de suite suivant le traité de 1316, si Courtray avait été pris par le comte, Henri de Sully en aurait parlé, comme il parle de la prise de Cassel. L'*Hist. de Flandre* de Kervyn de Lettenhove est muette sur ces événements.

4. Il avait, en prévision d'une guerre au printemps, convoqué l'armée féodale le 15 novembre pour la mi-carême (2 avril 1318 n. s.) (JJ 55, n° 63), mais il avait contremandé en partie ses convocations.

5. M. Moranville (*Chronographia*, p. 216) place cette mission en 1319, mais les documents donnent la date de 1318 (rs. — J 562 B, n° 30, 3^e m. — cf. *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 408 note 1).

et il lui fallut, pour sauver les assiégés, consentir à de nouvelles concessions : la garnison royale évacua le château en emmenant son « artillerie » à Saint-Omer ; le roi ne livrait ni un homme d'armes ni une baliste, mais il perdait Cassel.

Philippe le Long, dans ses calculs optimistes, comptait beaucoup sur les divisions des Flamands . au lieu de leur faire une guerre qui les eût nécessairement mis contre lui, il répondait à leurs violences par une longanimité qui peut d'abord sembler excessive, mais que l'analyse des faits justifie. Le retour des procureurs en Flandre, dans le courant de mars 1318, n'y avait pas ramené l'union : les partisans plus ou moins cachés du roi leur reprochèrent de revenir sans la paix, particulièrement à Gand ; eux, de leur côté, soutenus par le comte, accusaient de trahison ceux de leurs collègues qui avaient parlé de se soumettre à la décision pontificale : « Si nous n'avons pas obtenu la belle paix que nous désirons tous, dirent-ils aux Gantois assemblés en foule, c'est par la faute de ceux de vos procureurs qui sont du parti du roi », et ils les montraient au peuple en criant : « Voilà ceux qui vous ont perdus ». La populace, excitée par des meneurs, était près de se ruer sur les bourgeois, mais ceux-ci firent assez bonne contenance pour la tenir en respect¹.

Philippe le Long savait qu'il comptait en Flandre des allies précieux, livrés pour le moment, comme des otages, aux mains de leurs ennemis communs, mais dont le nombre grossirait de jour en jour, s'il parvenait à éviter la guerre. Au lieu d'employer la force, il s'agissait de laisser le comte gâter entièrement sa cause par son entêtement et par ses violences, de le perdre dans l'esprit du Pape, de détacher de lui ses propres sujets, et de le réduire, pour n'être ni excommunié ni détrôné, à venir s'humilier aux pieds du roi.

Pour que ce plan réussît, il ne fallait pas que Philippe le Long semblât redouter la guerre par impuissance. Fidèle à la vieille maxime de la sagesse des nations « *Si vis pacem, para bellum* », il s'efforça, par des convocations échelonnées, de

1. JJ 362 B, n° 30 (rouleau), art. 6. Les chroniques sont muettes sur ces incidents si expressifs.

tenir des forces prêtes sur la frontière de Flandre, mais il employa les négociateurs plus que les soldats et la persuasion plus que la force : « S'il est porté à l'indulgence, écrit-il au comte le 9 avril 1318 (n. s.), c'est qu'il ne veut être trouvé en défaut; s'il lui a accordé tant de concessions, c'est à cause du voyage d'outre-mer, qu'il a tant à cœur; le comte au contraire a violé ses promesses et ses serments : il a feint de consulter le Pape, puis il a rejeté ses conseils; il est temps qu'il fasse ce à quoi il est tenu; qu'il se rende donc à Paris, au palais de la Cité, « *après les trois semaines de granz Pasques prochaines venanz* », c'est-à-dire le jeudi 18 mai¹, pour confirmer la paix de 1316, les conventions de 1317 et l'arbitrage pontifical; s'il persiste à en juger les garanties insuffisantes, la cour du roi se réunira le 20 mai pour l'entendre; elle sera garnie de pairs, de prélats, de barons; elle examinera soigneusement tous les articles du traité et les éclaircira, s'il est nécessaire; le roi espère que le comte acceptera la décision de ses pairs; si cet espoir est encore déçu, le roi en portera tout le profit, et défendra les intérêts du royaume comme il le doit² ».

Afin d'enlever au comte tout prétexte à s'excuser, il lui envoya à Bruges deux de ses chevaliers de l'Hôtel, Thomas de Marfontaine et Philippe de Précy, pour lui remettre un sauf-conduit, avec toutes les sûretés qu'il pourrait demander, pour le presser de se rendre à la convocation du roi, et pour prolonger la trêve³.

Les mêmes chevaliers et plusieurs autres avec eux étaient députés en même temps aux communes de Flandre soigneu-

1. Sous le commandement de Louis, comte d'Evreux, « *lieutenant de monseigneur le roi en frontières et es parais de Flandre* », J 562 A, n° 19 et 20.

2. Plusieurs textes donnent par erreur « le lundi XXI mai » (J 562 A, n° 18) — le XXVIII mai (J 55, n° 52, — le samedi XVII mai (J 55, n° 59), tous ces autres textes (J 562 A, n° 8, 15, etc., — J 55, n° 57) portent le chiffre XVIII qui est la vraie leçon, l'erreur y avait été commise aussi, d'après un original incorrect, mais elle a été corrigée par un grattage. Cf. Arch. du Nord, B. n° 519.

3. J 562 A, n° 8, 15, 16, 18, 19, — J 562 B, n° 32 — J 55, n° 52, 53, 57 et 59. — Bibl. nat. coll. de Lamoignon, L. XXXVII, fol. 288 — cf. Lebautez, *Codez jure gentium*, p. 35; — Damont, *Recueil des traités de paix*, t. 1, p. 36.

4. J 562 A, n° 7; — Arch. du Nord, B. 517. Les instructions du roi sont du 11 avril 1318 (J 55, n° 50). La trêve devait expirer à Pâques, c'est-à-dire le 23 du mois.

sement prévenues, particulièrement aux villes de Gand, de Bruges et d'Ypres. Ils leur donnèrent lecture de la lettre du roi au comte¹, leur firent valoir habilement les concessions et les sacrifices du roi, leur rappelèrent les promesses formelles du comte, leur dépeignirent les horreurs de la guerre et les invitèrent à envoyer leurs procureurs à Paris, le 18 mai, pour conclure la paix définitive². Les bourgmestres et les échevins des villes n'ayant pas osé s'engager isolément, une grande réunion eut lieu le 20 et le 21 avril pres de Bruges, dans l'hôtel du comte; les envoyés du roi renouvelèrent leurs instances, et sur la demande d'un des procureurs du comte, la trêve qui allait expirer fut prolongée d'une année jusqu'à Pâques de l'année 1319³. Habile à exploiter la crédulité publique, ce procureur du comte (un avocat, professeur de droit, du nom de Baudoin de Zenebeke)⁴ déclarait hautement que le comte désirait la paix plus que personne, qu'il était plein de respect pour les traites, et qu'il était prêt à faire tout ce qu'il devait.

Mais Robert de Béthune se borna à ces vagues généralités, et ses protestations pacifiques n'étaient que des mensonges. Il continua de violer la trêve de mille manières, ne s'attaquant qu'aux particuliers, et se gardant d'agir en personne, pour pouvoir prétendre impudemment qu'il respectait la trêve. Les layettes du Trésor des Chartes nous font connaître par le détail un grand nombre des violences commises soit par ses gens, soit par le sire de Fiennes son allié; par exemple les marchands qui essayent de parvenir à Saint-Omer avec leurs vins et leurs laines sont arrêtés en pleine Flandre (notamment au pont de Bistade)⁵ par les gens du sire de Fiennes, et dépouillés de tout ce qu'ils possèdent; ceux qui protestent sont menacés de mort et frappés, un d'entre eux ayant parlé de la trêve :

1. J. 562 A, n° 8.

2. JJ. 56, n° 52, 54, 55, 56, 57, 58 et 78; — J. 562 A, n° B, 15, 16, 17, 17 bis 18, — J. 562 B, n° 32.

3. J. 561 B, n° 30.

4. *Zenebeke* Arch. du Nord, B. 38, ou *Zonnebeke* (Kervyn de Lattinhouve, *Hist. de Flandre*, t. III, p. 91), ou encore *Sinnebeke* (J. 563 A, n° 30).

5. (Au nord de Saint-Omer) J. 562 B, n° 30, art. 46.

« Un mot de plus et je t'enlève la tête », lui répond un des bandits, puis un autre le frappe à coups de « godendat » en disant : « Voilà les trêves qu'on vous donnera ; maintenant allez vous plaindre à votre roi ». Les gens du comte de Flandre commettent les mêmes violences. Le comte de Hainaut n'avait pas moins à se plaindre des Flamands, en dépit de la sauvegarde royale¹.

Philippe le Long ne se décida pas encore à la guerre, mais il fit agir les armes spirituelles² ; les archevêques de Rouen, de Reims et de Sens, les évêques de Tournay, de Cambrai, de Thérouanne, d'Arras, de Beauvais, de Troyes, de Bayeux, de Coutances, de Paris et de Meaux, lancèrent contre le comte de Flandre et ses tenants non pas encore une sentence, mais une menace d'excommunication imminente, « pour ne pas s'être conformés au conseil du Pape³ ». Un chapelain du roi, nommé Regnaud, prêcha publiquement à Paris qu'il serait aussi méritoire de porter les armes contre les Flamands excommuniés que contre les Sarrasins ; un frère prêcheur, Pierre de la Palu, tint le même langage dans une procession solennelle qui parcourut Paris, et il ajouta que « des Flamands excommuniés ne méritaient pas plus de pitié que des chiens⁴ ».

Philippe le Long pressait les évêques et le Pape de lancer contre les rebelles la sentence d'excommunication, pendant que les Flamands, au contraire, appelaient au Pape de la menace des évêques⁵. Jean XXII, avant d'avoir recours aux foudres de l'Église, essaya encore de faire entendre raison aux Flamands : il leur envoya Pierre de la Palu avec deux

1 Thomas de Marfontaine et Philippe de Trêves avaient été chargés de prendre en main le comte de Hainaut (avr 1 1318, Arch. du Nord, B 547).

2 On peut remarquer dès le mois d'avril 1318, vers le 24, une conférence du roi avec les évêques et avec des parents du Pape, qui paraît avoir eu pour objet les affaires de Flandre (JL 55 n° 60). Pour la liste des évêques, V J 562 B, n° 35 et J 563 A, n° 36.

3 Ils avaient déjà été menacés sous Louis X, le 14 juillet 1315, d'être « excommuniés et départis de la sainte église », Je poviillés de leurs « autorités, dignités, honneurs, libertés, immunités, franchises, privilèges, châteaux, terres, villes, sauzours, fiefs, hommages, jurisdictions, etc. » (Kortyn de Lettenhove, *hist. de Flandre*, t. III, p. 72).

4 *Ib. d.*, p. 88. — Baluze, *Miscell.*, I, p. 167.

5 Nous ne connaissons ce groupe de faits que par les chroniques, d'où nous les tirons.

frères mineurs, Étienne de Nérac et Guillaume de Gand', pour les engager une dernière fois à observer le traite, et s'ils s'y refusaient, il les réputait « *pour parjures et empescheurs du voyage d'outremer* ».

Les trois moines, quittant leurs habits sacerdotaux parce qu'ils regardaient les Flamands comme moralement excommuniés, se rendirent d'abord à Courtray (7 ou 8 mai 1318), flattèrent la vanité des Flamands et allèrent jusqu'à leur parler de leur gloire nationale : « Notre mission, disaient-ils, est toute pacifique : elle est *admonitive* et non *monitive*; la monitive est voie de droit, tandis que l'*admonitive*, procédant de la charité, ne peut être suivie d'aucun acte de rigueur¹. » De Courtray ils allèrent à Bruges, où les procureurs des communes s'étaient réunis pour les entendre. Effrayé de l'attitude hostile de la foule qui se pressait dans le palais du comte, Pierre de la Palu s'acquitta mal de sa mission : l'avocat Daudoin de Zenebeke lui ayant demandé à brûle-pourpoint s'il était vrai qu'il eût comparé les bonnes gens de Flandre à des Sarrasins et à des chiens, il affirma n'avoir jamais rien dit de semblable, et s'attacha même à montrer combien l'âme d'un Flamand diffère de l'âme du chien, puis, de plus en plus troublé par l'attitude de ses auditeurs, il émit le souhait, apparemment peu sincère, que le Pape refusât de mettre à exécution la menace d'interdit prononcée à la requête du roi, et que l'appel des Flamands, admis par le souverain pontife, devînt pour eux « un bouclier protecteur ».

« Eh! bien, répliqua rudement Baudoin, si cette excommunication vous paraît injuste, pourquoi l'avez-vous observée d'avance en quittant vos robes de moines? » Pierre de la Palu répondit avec un embarras croissant qu'étant Français il avait dû se conformer à l'opinion adoptée en France, mais qu'il avait beaucoup hésité à le faire. La foule irritée couvrait sa voix de murmures et de cris; le pauvre moine, se croyant perdu, retrouva quelque courage : « Je suis entre vos mains,

1. *Continuateur de Raugu* (Ed. Géraud, t. II, p. 1).

2. Baluze, *Miscell.*, t. I, p. 174. — Kervyn de Lettenhove, *op. cit.*, t. I, 89.

s'écria-t-il, et je ne puis mourir qu'une fois, qu'il soit fait selon la volonté de Dieu! » (10 mai 1318').

La discussion, interrompue par le tumulte, reprit le surlendemain en présence du comte lui-même, dans le refectoire du couvent des frères mineurs (12 mai 1318). Après un long discours, où Guillaume de Gand enveloppa prudemment la question dans des textes vagues de l'Écriture sainte, Pierre de la Palu entra en scène pour réciter un court apologue qui avait le mérite d'une extrême simplicité. « Il y avait un homme ayant deux fils; il leur demanda de se rendre dans sa vigne; l'un lui promit de lui obéir et n'y alla pas; l'autre refusa mais y alla. Ainsi vous avez promis au Pape de suivre ses conseils et vous ne le faites point; tandis que le roi, sans s'être engagé, est prêt à le faire. » Les Flamands se récrièrent avec indignation: « Jamais, dit le comte, nous n'avons pris l'engagement de nous conformer à l'avis du Pape² ». Pierre de la Palu, déconcerté, recourut encore à la flatterie: « Tout le monde déclare que jusqu'à ce jour vous avez eu l'honneur pour vous dans toutes les guerres³, conformez-vous donc au conseil du Pape, et il n'y aura personne qui ne vous honore ». Le comte radouci promit de répondre au Pape trois mois après, aux « octaves de la mi-août »; rendez-vous fut pris pour ce jour à Compiègne, et les trois moines retournèrent en France⁴.

Pierre de la Palu n'échappait aux Flamands que pour encourir d'autres colères. Le comte de Savoie et Henri de Sulz l'accusèrent de s'être comporté comme un ennemi du roi; le Pape le rappela auprès de lui, le priva de ses fonctions de légat et lui choisit pour successeur Bernard Gui, le célèbre dominicain, « le maître des Prêcheurs⁵ », avec l'archevêque de Bourges comme auxiliaire.

En attendant le résultat de l'intervention pontificale, la

1. Baluze, *ibid.*; — Kervyn de Lettenhove, *ibid.*, p. 91.

2. « Et sera oïe la Comteil du Pape non mie comme de juge, et sans faire nulle submission » 1362. A. n° 5 bis et 7^{ter}.

3. « Totus mundus dicit quod usque nunc de guerra vos subiectis honoram » (Baluze, *Miscell.*, t. 1, p. 166, — Kervyn, *ibid.*, p. 91.)

4. *Continuateur de Nangis* (édition Géraud, p. 41).

5. Baluze, *Miscell.*, t. 1, p. 250-258. — Kervyn, *op. cit.*, p. 92; — *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 700.

trêve continua d'être respectée par le roi de France et violée par le comte de Flandre. Le 18 mai, au jour convenu, les pairs se réunirent au palais de la Cité pour conclure la paix définitive; mais, comme il était aisé de le prévoir, le 18 mai se passa, puis le 20 mai, sans que les Flamands parussent au rendez-vous, « ce qui prouvait une fois de plus, dit le roi, qu'ils n'avaient cure de la paix¹ ».

Ce qui le prouva plus clairement encore, ce fut leur redoublement de violences contre les partisans du roi en Flandre, contre le comte de Hainaut², contre les habitants de Calais³ et de Saint-Omer, leur alliance avec les rebelles d'Artois, leurs tentatives pour exciter de nouveaux soulèvements. Louis de Nevers, qui s'était un moment rapproché du roi, et qui lui avait prêté hommage⁴, se laissa une fois de plus entraîner à la révolte⁵. Pendant une année, jusqu'au mois de mai 1319, principalement du 26 juin au 10 juillet, période où les trêves expirées ne sont pas encore renouvelées, la frontière nord de la France est plongée dans la misère: ce ne sont que marchands dépouillés⁶, fermes dévastées, bourgeois rançonnés, violences de toutes sortes que les layettes du trésor des Chartes nous racontent avec autant de détails qu'une chronique.

Ainsi un chevalier banneret, le seigneur de Watènes, qui est au service du roi⁷, a sa terre saisie et ses revenus confisqués par les gens du comte, le comte, à qui il demande justice, lui répond hypocritement qu'il n'y est pour rien, que les biens ont été confisqués au profit de son frère Henri et que

1. JJ 55, n° 78.

2. *Ibid.*

3. Ils ne pardonnaient pas à la ville de Calais la part qu'elle avait prise à la bataille de Zierikzee (V. *Froissard*, édition Kervyn de Lettenhove, t. I, p. 323).

4. Bibl. nat., ms. fr. 10 132, fol. 400 (*chronique*). — JJ 55, n° 82 (sauf-conduit).

5. C'est une des raisons pour lesquelles les archevêques de Reims et de Sens interviennent comme les évêques du Nord (Tournay, etc.).

6. Marchands anglais, espagnols, hollandais, gascons, poitevins, normands et autres. JJ 562, B, n° 30, art. 12.

7. C'est peut-être Jean de Haveskerke, qui avait eu un commandement important en 1304 (*Ann. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 392). Il est plusieurs fois question du sire de Watènes dans les Archives municipales de Saint-Omer (Ex. : 2^e registre du renouvellement de la loi, fol. 26 r°).

celui-ci, n'étant lié par aucune convention, peut faire ce qu'il lui plaît; trois sergents sont aussitôt établis sur les terres du chevalier pour organiser le pillage, c'est-à-dire pour enlever les meubles, vider les écuries et les étables, dévaster les terres, brûler les arbres¹. Un grand nombre de chevaliers et d'écuyers, tels que François d'Étaples, Gautier de Tetinghen, Eudes d'Oxelaere, sont victimes d'attentats semblables².

Les bourgeois et les paysans sont encore plus maltraités³, surtout les habitants de Saint-Omer⁴ et de sa banlieue; les rebelles viennent par petits groupes, pendant la nuit, jusque sous les murs de la ville; les paysans qui donnent l'éveil, même ceux qui s'approchent de leur fenêtre pour voir ce qui se passe, sont frappés, blessés, menacés de mort; les bandits ont des chariots pour emporter les meubles et les récoltes; ils torturent les tenanciers et les valets pour savoir leurs cachettes, et les emmènent avec eux comme otages, à moins qu'ils ne les laissent pour morts⁵; avant de partir, ils saccagent ce qu'ils ne peuvent enlever; le coup fait, ils mettent leur butin en lieu sûr, soit en Flandre, à Cassel, à Bergues, à Dourbourg⁶, soit dans quelque château artésien du sire de Renty⁷ ou du sire de Fiennes. Ils notifient impudemment aux propriétaires la liste de ce qu'ils ont pris et la rançon qu'ils exigent. Malheur aux bourgeois qui tombent entre leurs mains: ils les emmènent en prison, les mettent à la question « comme des voleurs », les marquent au visage, leur arrachent les dents, les torturent longuement jusqu'à ce qu'ils soient rachetés par

1 J 361, B, n° 30, art. 31, 32.

2 *Ibid*, art. 31.

3. Par exemple un notable de Gand, Thierry le Vilain, est saisi par ordre du comte et jete en prison. Il y serait mort « d'une mort ignominieuse », si ses amis ne s'étaient cotisés pour payer la rançon exigée (1000 livres parisis, environ 125 000 fr. d'aujourd'hui).

4 Nous possédons la liste des échevins et jurés de cette époque dans les « *Registres du renouvellement de la loi* ». Arch. municip. de Saint-Omer (1^{re} et 2^e registres).

5. Par exemple le 27 juin 1318, on les ont à leur tête Eulardin de Santo-Aldegonde (J 362 B, n° 30, art. 24).

6 La s^{re} de Fiennes est en même temps châtelain de Dourbourg.

7 Par exemple à Scunninghen.

leur famille ou par leurs amis au prix de toute leur fortune et souvent du double¹.

Le sire de Renty, un des rebelles d'Artois, est tellement redouté que personne à Saint-Omer n'ose se rendre auprès de lui pour parlementer, et ses prisonniers restent en prison de longs mois, « les fers aux pieds, à peine nourris pour ne pas mourir, menacés chaque jour du dernier supplice ». Des officiers royaux sont insultés, frappés, assassinés même; par exemple un sergent d'armes du roi² est invité pendant une trêve, « par manière d'amitié », à la table du sire de Renty, et tué à la fin du repas; ses compagnons ne s'échappent qu'à grand'peine. Le clergé lui-même n'est pas respecté : nombre de terres appartenant à l'évêché de Thérouanne sont envahies, saccagées ou saisies, malgré les menaces d'excommunication³.

Saint-Omer avait cependant dans ses murs une petite armée royale commandée par les deux maréchaux de France Jean de Grès et Jean de Beaumont, qui mourut au mois de juillet 1318 et fut remplacé par Mathieu de Trie⁴. A Calais était l'amiral Beranger Blanc, avec ses navires⁵. En arrière, Louis d'Évreux, « lieutenant es-frontières et es-parties de Flandre »⁶, se tenait en observation avec les troupes rassemblées à Arras et à Béthune. Mais leurs instructions leur défendaient formellement de répondre aux provocations de l'ennemi, afin de ne pas entraver l'action du Pape, ils devaient accorder au comte toutes les trêves qu'il lui plairait de demander⁷, et continuer

1. J 562 B, n° 30, art. 15.

2. Horriet Laleman, châtelain de la Montore, J 562 B, n° 30, art. 30, — et JJ 59, n° 392.

3. Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 196.

4. Bibl. nat., *Cabinet des titres*, ms. 684, fol. 129 r°, — ms. fr. 23 256, fol. 17, Arch. nat., K, n° 1, fol. 221; — *Ann. Chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, fol. 411.

5. Nous avons des comptes relatifs à des messages de Louis d'Évreux à Beranger Blanc, à Mathieu de Trie, à Ansel de Joinville, etc. (Bibl. nat., ms. fr. 23 256, fol. 17).

6. JJ 55, n° 101. Il est à Douai le 23 juin, à Lille le 24, à Béthune le 26 juin au 4 juillet, puis il se rend à Paris. Nous avons des détails des plus précis sur plusieurs de ses voyages (Bibl. nat., ms. fr. 23 256, fol. 11, sqq.).

7. Ainsi le 8 juin, le comte, qui est à Donze (au S.-E. de Gand), demande à Louis d'Évreux la prolongation de la trêve, qui devait expirer à la Pentecôte, c'est-à-dire le 11 du même mois. Louis d'Évreux consent aussitôt à la faire durer jusqu'au 25 juin, « pour finir le lundi 26 au soleil levant » (J 562 A, n° 19).

à les respecter religieusement alors même qu'il les violait. Réduits à l'inaction, ils lui adressaient, ainsi qu'à ses baillis et qu'à ses alliés lettres sur lettres pour leur rappeler la trêve¹, leur reprocher leurs cruautés, les sommer de rendre leurs prisonniers et leur butin, mais ils n'obtenaient aucune satisfaction, ils recevaient des réponses méprisantes et leurs envoyés étaient bafoués.

Ce fut pendant l'été de 1318 que la longanimité de Philippe le Long fut le plus durement mise à l'épreuve. Si le comte de Flandre n'avait pu décider les Picards à s'unir aux rebelles d'Artois², son fils et allié le comte de Nevers et de Rethel s'était uni à l'évêque de Verdun contre le comte de Bar, allié du roi (30 mai 1318³), et les dispositions de Robert de Béthune étaient telles que l'incendie allumé en Lorraine pouvait se propager facilement par le Rethelois dans cette Flandre si menacée de prendre feu elle-même.

Philippe le Long, sans perdre encore patience, se tint prêt à agir vigoureusement, s'il était nécessaire : il réunit des subsides, et convoqua des forces considérables, particulièrement destinées à marcher au secours du comte de Hainaut « contre lequel les Flamands avaient déjà fait leur sermons » :

Le 7 juillet, le comte, qui est à Courtray, demande une nouvelle trêve (J 562 B, n° 31 et 102). Louis la lui accorde aussitôt, à Béthune, le 10 juillet (J 562 B, n° 24, 25, 27), et convoque les procureurs de Flandre à Compiègne pour le 8 octobre (Arch. du Nord, *Inventaire de Godefroy*, n° 5198). Il y a donc au milieu de ces trêves un intervalle qui s'étend du 20 juin au 7 juillet.

1. Ainsi, après le pillage du pont de Bistade, les échevins de Saint-Omer et Jean de Beaumont, maréchal de France, écrivent au baill. de Cassel pour lui rappeler la trêve, n'ayant pas même reçu de réponse, ils s'adressent directement au comte; il promet sans difficulté de faire restituer les marchandises saisies, mais au lieu d'exécuter sa promesse, il garde pour lui la moitié de ces marchandises (29 *sarpillères* sur 38, valant bien 1400 livres parisis, environ 175 000 fr. d'aujourd'hui), et le reste, à peine rendu aux marchands, retombe au pouvoir du sire de Fennes, complice du comte (J 562 B, n° 30, art. 18). — En août ou septembre 1318, un nommé Jacques Roand est envoyé au comte par Louis d'Evreux pour intercéder en faveur du sire de Walènes, dont les biens ont été saccagés (J 562 B, n° 30, art. 31).

2. Le texte du *Continuateur de Nangis* (édition Géraud, t. I, p. 11) porte que le comte de Flandre fit des propositions aux *Poitevins*; on peut corriger avec vraisemblance par *Picards* : il n'est pas probable que les Flamands aient tenté d'obtenir l'alliance des Poitevins (pour combattre les Normands sur mer).

3. Arch. du Nord, *Inventaire de Godefroy*, n° 5192 (d'après le 2^e *Cartulaire de Flandre*, pièce 563).

il était temps, disait-il¹, de « *contrester à leurs folles emprises et de punir leur mauvaise volonté et leur grant orgueil* »; en conséquence, la noblesse de tous les bailliages et de toutes les sénéchaussées était convoquée pour le 5 août à Arras², et Philippe le Long se prépara à s'y rendre en personne « s'il plaisait à Dieu ».

En même temps Louis de Nevers, « *accusé de moult de choses* »³, était sommé de comparaître à Compiègne le 22 août 1318 pour y expliquer sa conduite, et comme il refusa de comparaître, ses comtés de Nevers et de Rethel furent de nouveau confisqués⁴.

La guerre semblait certaine; elle était même commencée en fait, tant sur terre, sur la frontière de Flandre, en Lorraine et dans le comté de Nevers⁵, où le roi et ses partisans se tenaient sur la défensive, que sur mer, où les Normands, assaillis par les Flamands, ne se faisaient pas faute de leur rendre coup pour coup et de piller leurs navires⁶. Cette guerre maritime risquait de brouiller la France avec l'Angleterre, dont le comte de Flandre recherchait l'amitié⁷.

1. (Juillet, 1318) : « *La besoigne n'a mestier de délai* » JJ 55, n° 80. Il se paca à cette date même une trêve avec le comte de Nevers valable pour tout le royaume excepté dans le comté de Bar (JJ 55, n° 85, J 569 A, n° 20), mais elle est de courte durée.

2. Les lettres de convocations sont envoyées aux sénéchaussées, c'est-à-dire aux provinces du Midi le 4 juin 1318, et aux bailliages, c'est-à-dire aux provinces du Nord, le 19 juillet (JJ 55, n° 77, 78, 79, 80, 81-82, — *Ordonn.*, t. I, p. 611.)

3. On se rappelle sa conduite au début du règne, ses efforts pour entraîner la noblesse de Champagne et de Bourgogne, puis sa soumission à Gisors. Mais il s'agissait de griefs plus récents : la violation du traité de Gisors, son alliance avec son père Robert de Bethune, ses efforts pour entraîner les Flamands et les Artésiens dans une guerre à outrance, ses hostilités contre les « *tenants* » du roi en Lorraine et au Nivernais (Ex. : plaintes des nobles du comté de Nevers (J 562 B, n° 30) (4^e feuille), — la confiscation de l'argent qu'il devait remettre à sa femme comme provision (Bibl. nat., ms. fr. 10132, fol. 301 2^e, *chron.* — C'était sa femme qui lui avait apporté le comté de Rethel).

4. *Ibid.*; cf. Sainte-Marie, *Recherches historiques sur Nevers*. Les documents nous montrent aussi des terres du Nivernais confisquées pour forfature (Ex. JJ 59, n° 45).

5. Et dans la baronnie de Donzy, au comté de Nevers.

6. Ainsi le comte se plaint que des marchands de Bruges et d'Ypres aient été pillés en mer (août 1318) (J 562 B, n° 30).

7. Ainsi il arrête des marchands qui se rendent à Saint-Omer, par la raison, dit-il, « qu'ils ont des dettes envers le roi d'Angleterre, c'est sur sa demande qu'il n'embarque leurs marchandises » (août 1318), *ibid.*

Le Pape n'avait cessé de travailler au rétablissement de la paix. Ce fut lui qui décida Philippe le Long à fermer les yeux sur les violences du comte de Flandre et du comte de Nevers, qui « *pourchassoient la honte et damage du roi et du royaume*¹ », et à conclure avec eux de nouvelles conventions², comme s'ils devaient les respecter : le comte de Hainaut, allié du roi, et les rebelles d'Artois, alliés du comte, étaient compris dans la trêve, ainsi que le comte de Nevers³, les hostilités devaient être suspendues jusqu'à Pâques; il était convenu que les procureurs flamands se rendraient à Compiègne le 22 août, avec le comte de Nevers, pour y préparer la paix qui sera scellée définitivement le 8 octobre⁴.

Les procureurs du Pape et ceux du roi furent exacts au rendez-vous, comme ils l'avaient été le 18 mai, mais ils ne virent arriver, racontent les chroniqueurs⁵, que deux jeunes gens « *lesquels distrent qu'ils n'avoient pooir de rien ordener, mais s'en estoient partis de Flandre pour quérir bestes qu'il avoient perdues* ». Il était clair que les Flamands se moquaient du roi et du Pape (22 août 1318).

Le roi, qui avait réuni sur la frontière de Flandre des forces considérables⁶, était prêt à agir vigoureusement. Ce fut Jean XXII qui le retint : il le laissa seulement envoyer le Connétable rétablir l'ordre à Verdun, et il se chargea de combattre les Flamands par les armes spirituelles. C'est alors que l'interdit fut enfin lancé sur le comté de Flandre⁷, non pas encore par le Pape même (l'Église ménageait soigneusement la gradation de ses peines⁸), mais par les prélats intéressés⁹,

1. Bibl. nat., ms. fr. 10132, fol. 401 2° (*Chron.*)

2. Trêve de Bethune (10 juillet), *Jr.* 77, n° 86 — J 562 B, n° 24, 25, 27

3. 28 juillet 318 (*Jl* 55 n° 85)

4. J 562 B, n° 28, Le roi envoya au comte un nouveau sauf-conduit (*Jl* 55, n° 86).

5. *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 701, — *Coll. des Chron. Belges (Chron. de Berne à la suite des Istorie et croniques)*, t. 1, p. 5

6. Surtout depuis le 5 août (V. ci-dessus, p. 138)

7. « *Pourquoy la terre d'emmaire entredite* », *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France* t. XX, p. 700.

8. Cf. *Anc. Chron. de Flandre* (1314), *Hist. de France*, t. XXII, p. 400

9. Le Pape établit lui-même la distinction : « *Quod juxta sacerorum scito, ad singulos spectat episcopos in episcopatus sui sui jurisdictione ac potestate compescere pacis fœdera juramento vallata non servantes* (J 562 B, n° 35) Par

c'est-à-dire archevêques de Reims, de Rouen et de Sens, et par les évêques de Tournay, Cambrai, Thérouanne, Arras, Beauvais, Troyes, Bayeux, Coutances, Paris et Meaux (septembre 1318').

L'interdit fut loin de produire une soumission immédiate. Le comte et les rebelles les plus acharnés se mirent en révolte ouverte contre l'Église, et s'attaquèrent aux prêtres qui observaient l'interdit. Ainsi un prêtre d'Ardenbourg nommé Guillaume est privé de ses revenus par les gens du comte; l'évêque de Tournay, à qui il se plaint, mande au doyen d'Ardenbourg de lui faire donner satisfaction; à cette nouvelle le comte furieux ordonne à son bailli de forcer Guillaume à dire la messe et à célébrer le culte, et, s'il s'y refuse, « de lui ôter à jamais l'envie de faire parler de lui de nouveau ».

Un agent zélé du comte, Baudoin de Gand, apprenant que le gardien des frères mineurs se conforme aux ordres du pape, se rend aussitôt à l'Église : « Brigand, lui dit-il, tu oses venir sur la terre du comte, et tu te révoltes contre lui ! » Puis, le saisissant par son capuchon, il le secoue avec rage et lui met son épée sur la poitrine; il l'eût tué, si « quelques hommes de bien » ne le lui eussent arraché, et le moine épouvanté s'enfuit². — Il y eut en Flandre, au mois de septembre et au

un avertissement solennel (*monitio*) il menace Robert de Béthune de l'excommunication pontificale comme d'une peine suprême, « s'il ne s'accorde pas avec le roi de France, et s'il ne se défait de cet esprit de tumulte et de révolte dont il est possédé » (17 septembre 1318). Bibl. Mazarine, ms. 2704 (ann. 1318), — cf. J 562 B, n° 35.

1. Cette date nous est donnée par le manuscrit de la Bibl. Mazarine, ouvrage de seconde main, mais composé certainement d'après des documents authentiques (par exemple le *Tresor des Chartes*, comme il est facile de s'en convaincre), on peut en outre la calculer d'après la date de la conférence manquée de Compiègne (22 août 1318), — d'après ce que des pouvoirs donnés par les Flamands à leurs procureurs (fin septembre 1318, J 562 B, n° 30, 3^e feuille) pour se faire relever de l'interdit, — enfin d'après la date des plaintes des procureurs du roi, qui le 2 octobre 1318, demandent compte aux Flamands des persécutions exercées contre les prêtres « qui ont voulu, comme ils le devaient, observer dévotement l'interdit », J 562 B, n° 30, art. 9.

2. J 562 B, n° 30, art. 9.

3. *Ibid.*, art. 7. Ces faits ne nous sont connus que par les Layettes du *Tresor des Chartes*; Kervyn de Lettenhove et les autres historiens de la Flandre n'en parlent pas. Nous possédons aussi (Bibl. nat., *fonds Moreau*, t. CLXXII fol. 28) des instructions du pape, pour faire une enquête sur les biens ecclésiastiques envahis illégalement « *contradictoria per censuram ecclesiasticam compes-*

commencement d'octobre 1318, beaucoup de scènes de ce genre; les prêtres étaient persécutés comme les bourgeois du parti du roi, les sanctuaires envahis comme les granges, l'interdit violé comme les trêves, « au grant préjudice et vitupère de Dieu et de l'Église de Rome ».

Cependant, s'il se trouvait quelques hommes sans scrupules pour forcer les églises fermées et sonner les cloches muettes, la foi était encore assez vive pour que l'interdit troublât profondément la masse des Flamands. Ils demandaient à grands cris la soumission du comte et la levée de l'interdit; quelques-uns disaient tout haut que l'excommunication lancée contre un prince délie ses sujets du serment de fidélité; les partisans du roi relevaient la tête et se faisaient écouter; le voisinage des troupes royales rassemblées à Calais, à Saint-Omer, à Arras, ajoutait du poids à leur parole.

Le comte, craignant avec raison d'être abandonné par une partie des siens, promet au légat du Pape, Bernard Gui, de s'accorder avec le roi, et la conférence qui avait si pitoyablement échoué le 22 août, eut lieu effectivement le 11 octobre¹, à Royallien², près de Compiègne. Les Layettes du Trésor des Chartes nous en ont conservé le précieux procès-verbal: les légats du Pape, Bernard Gui, « inquisiteur de l'hérésie³ », et Bertrand de la Tour, maître en théologie, commencèrent par exhorter les procureurs du roi et ceux de Flandre à se ranger à la raison et à s'accorder entre eux en vue du voyage d'outre-mer. Les Flamands formulèrent ensuite les garanties qu'ils exigeaient⁴

rendo ». La Flandre offre le même spectacle que l'Écosse, où Robert Bruce veut forcer un chapelain à dire la messe mais « une colombe vient enlever l'hostie de ses mains » (*Chronicles of the reigns of Edw. I and Edw. II*, vol II, *ancient Manuscripts*, édition William Stubbs). Nous ne trouvons pas de pareil miracle en Flandre, parce que les chroniqueurs qui nous racontent en détail les choses de Flandre, sont des Flamands peu sympathiques au roi de France et au Pape.

1. Et non le 7 octobre comme le marque Kersyn de Lettenhove.

2. « *In capitulo pruaratus Regalia loci prope Compendium*. » Les procureurs du roi sont l'évêque de Meuse, l'évêque de Meaux, Henry de Suilly, Pierre Bertrand (archidiacre de Clermont), Jean Cherchemont (doyen de Poitiers), Herpin d'Herquens, Aysel de Jonaville, Thomas de Marfontaine et Raoul de Jay. J. B. H., n° 30. 3^e feuille de parchemin, fin du rouleau.

3. « *Inquisitor hereticæ pravitate*. »

4. Ils rappellent par exemple que faute de sûretés suffisantes, certaines femmes de hand ont été arrêtées par le chancelier de Louze.

1° Les pairs et les grands de France jureraient d'assister les Flamands au cas où le roi violerait la paix ;

2° Toute infraction à la paix serait jugée par les pairs ;

3° Si le roi était reconnu coupable, il se soumettrait à la sentence de l'Église.

Henri de Sully¹ protesta avec énergie contre de pareilles prétentions : il montra « toutes les rébellions, toutes les félonies des Flamands », leur alliance avec le comte de Nevers, avec le sire de Fiennes, avec tous les fauteurs de discorde², — et la grande clémence des rois envers eux. Puis il répondit point par point aux exigences des Flamands : « Les sujets du roi ne peuvent se retourner contre lui sans subversion de l'État ; le roi ne peut se soumettre à un jugement des pairs, qui n'ont d'autre juridiction que d'assister le roi dans les causes où il les appelle ; — enfin, celui qui n'a pas de supérieur dans les choses temporelles³, ne peut, contre toutes les traditions, soumettre le royaume de France à une volonté étrangère ; s'il a consulté le Pape, c'est seulement pour avoir l'avis d'un ami, d'une personne privée, et en faisant cette concession à des rebelles, il a fait plus qu'il ne devait, dans l'espoir d'accélérer le voyage d'outre-mer » Il termina en adjurant les gens de Flandre de rentrer dans le devoir, au nom de leur propre intérêt, « car ils ne s'aperçoivent pas, disait-il, qu'ils sont les premiers à souffrir de ces guerres⁴ ».

Après ce fier discours de Henri de Sully, les envoyés du roi présentèrent à l'assemblée un rôle de 36 articles⁵ sur les attentats et les trahisons des Flamands ; la trêve conclue par

1. La Layette J 562 B, n° 30 nous conserve tout au long les discours des procureurs flamands, de l'évêque de Mende, et de Henri de Sully. Enfin le résumé, souvent plus clair, nous en est donné par le Pape dans sa longue lettre substantielle du 20 mars 1319 (n° 3), J 562 B, n° 35.

2. J 562 B, n° 30, 4^e feuille.

3. « *Adco potens et magnus, ut nullum recognoscant superiorem* ». — J 562 B, n° 30, 3^e feuille.

4. *Ibid.*, 4^e feuille.

5. Ce sont ces 36 articles qui nous fournissent le plus de renseignements sur les violences du comte de Flandre et de ses allies pendant les années 1311 et 1318, avec un court retour sur les années précédentes (par exemple Jean Tournier de Gand est mis à la question et estropié pour avoir engagé les Gantois à garder la paix avec le roi, en 1315 (art. 1 du rouleau). Le roi a, comme on sait, de nombreux partisans à Gand. V. t. II, *pièces justificatives*.

Louis d'Évreux fut confirmée¹, mais les deux parties se séparèrent sans avoir pu s'entendre sur la paix définitive².

La conférence de Royallieu n'eut donc d'autre résultat que de montrer une fois de plus l'impudence des Flamands. La guerre semblait plus que jamais imminente, et le roi fit de nouveaux appels d'hommes³ et d'argent⁴, mais sans perdre encore tout espoir de paix. Si l'intervention du Pape avait été inefficace, c'est qu'il avait trop ménagé les Flamands; Philippe le Long envoya donc à Avignon Henri de Sully et l'évêque de Meaux⁵, avec deux de ses clercs de l'Hôtel, Jean Cherchemont⁶ et Simon d'Archy⁷, et il adressa des lettres pressantes au Pape⁸ et aux cardinaux pour les prier d'écouter ses envoyés, d'avoir confiance en eux comme en lui-même, « de lui montrer en toute cette affaire cette amitié que l'Église garde au roi et au royaume de France. » Si le mot n'était pas un anachronisme, on pourrait dire que le roi faisait appel au patriotisme du Pape : il lui rappelait son origine française, il ne doutait pas qu'il ne ressentît pour le royaume de France une affection particulière « et comme innée »; aussi comptait-il sur sa sollicitude pour y rétablir la paix⁹.

Philippe le Long et Jean XXII avaient les mêmes raisons de ménager les Flamands; ils craignaient, en les combattant, l'un par les armes, l'autre par l'interdit, de frapper indistinctement leurs ennemis et leurs amis, de s'aliéner les partisans de la paix et d'allumer une grande guerre. C'est pourquoi plusieurs mois se passèrent encore en négociations et en pourparlers

1 Elle devait aller jusqu'à Pâques 1319 (JL 55, n° 23).

2 Les procureurs de Flandre alléguèrent encore qu'ils n'avaient pas ce pouvoir suffisant (JL 562 B n° 3).

3 Convocations d'hommes d'armes, JL 55, n° 121, 122, 123, et *Hist. de France*, t. XXIII, p. 817.

4 Par exemple les seigneurs du Berry lui accordent le 8 novembre 1318 le quinzième de leurs revenus « pour la guerre de Flandre » JL 55, n° 134, et *Hist. de France*, t. XXIII, p. 820. Le roi leur rappelle leur promesse le 13 janvier 1319 (n° 5), *ibid.* — Autre exemple, JL 55, n° 89 c. 91.

5 Guillaume de Bross.

6 Doyen des chanoines de Beaulieu.

7 Doyen des chanoines de Nantes.

8 Ces lettres sont datées de Bourges, 15 novembre 1318, JL 55, n° 127.

9 « *Itequam France, de quo tractatis originem, vestra Sanctitas specialis et tanquam innata sibi affectione delectat* », JL 55, p. 126 v. 127.

alternant avec les préparatifs belliqueux du roi¹ et les menaces répétées d'excommunication pontificale.

Au mois de mars 1319 (n. s.), le nord de la France était toujours plongé dans la même misère, et la trêve approchait de son terme. Jean XXII, comprenant la nécessité d'en finir, se résolut à envoyer en Flandre « un légat distingué entre tous par son expérience, par ses vertus et par la profondeur de sa science, homme si éminent qu'il ne se priverait pas de sa présence, s'il ne s'agissait pas d'arracher la France aux plus grands périls » : ce légat, un des plus hauts personnages de la cour pontificale, était le propre neveu du Pape, le cardinal Gosselin² d'Euse, cardinal-prêtre de Saint-Marcelin et de Saint-Pierre³, qui avait déjà rempli d'importantes missions en Angleterre et en Écosse⁴.

Le Pape lui adressa le 20 mars 1319 (n. s.) de longues instructions que les layettes nous ont conservées⁵ : il sommait le comte de Flandre, ses fils et les communes flamandes d'accepter les garanties de la paix fixées par la sentence pontificale de 1318 ; s'ils les acceptent, ils seront déchargés de l'amende de 200 000 marcs d'argent qu'ils ont encourue en violant la paix ; s'ils se refusent à obéir, ils seront frappés par le Pape lui-même d'excommunication, et leurs terres d'interdit⁶. Le cardinal n'aura qu'à faire publier solennellement la sentence, que le Pape promulgue d'avance ; il ordonnera aux fidèles

1. Demandes de subside (janvier 1318, n. s.), le roi y déclare que non seulement le trésor du Louvre, mais encore « les trésors de sa mansuetude royale sont épuisés », et que si les Flamands violent les trêves, il faudra enfin les réduire par une expédition décisive par terre et par mer, « *pro expeditione guerre tam per terram quam per mare finaliter consummanda* », J 562 B, n° 35.

2. On trouve aussi Gosselin et Gosselin.

3. Il était aussi pénitencier du Pape.

4. *Continuateur de Nangis* édition Giraud, t II, p. 118 ; — Jacques Muerin (dans la collection des *Chroniques belges* (*Chron. de Flandre*), t II, p. 158).

5. J 562 B, n° 35. Cette pièce est capitale : les instructions données au cardinal sont précédées d'une narration des affaires de Flandre depuis le mois de mars 1318 (n. s.), véritable historique plus exact et plus complet à lui seul qu'aucun récit de chronique. Cf. J 55, n° 137.

6. « *Alioquin contradiatores quolibet et rebelles predictas nostris monitionibus non parentes in quos et nunc excommunicationis eorumque terras et pertinencias ipsarum interdicti sententias auctoritate apostolica promulgamus.* » J 562 B, n° 35. C'est l'excommunication majeure, « *speciali mandato Sedis Apostolicæ excommunicatio promulgata* ». (V. J 693).

d'éviter soigneusement le contact des excommuniés¹; quant à ceux-ci, ils ne pourront obtenir leur pardon que par une soumission absolue², et personne que le Pape lui-même ne pourra cette fois les absoudre.

Si par malheur ils poussaient l'insolence jusqu'à mépriser les peines ecclésiastiques, il faudrait recourir contre eux à de nouvelles rigueurs, car l'indulgence ne ferait qu'accroître leur audace³ : les ecclésiastiques assez oublieux de leurs devoirs pour pactiser avec les rebelles seraient privés de leurs dignités, canonicats, prebendes et autres bénéfices; les laïques, quels qu'ils soient, perdraient tous les fiefs et tous les privilèges que l'Église a pu leur accorder. Si le cardinal juge devoir leur appliquer encore d'autres peines, le Pape s'engage à les confirmer; par exemple il pourrait étendre la sentence qui les frappe à leurs descendants à perpétuité. Enfin le roi de France ne sera pas tenu de respecter un accord que violent ses ennemis, et toute la responsabilité de la guerre⁴ retombera sur les Flamands.

Muni de ces pouvoirs redoutables, le cardinal Gaucelin se rendit d'abord à Paris pour s'entretenir avec le roi⁵. Philippe le Long l'assura que pour sa part il était sincèrement résolu à observer la paix aux conditions fixées par le Pape au mois de mars 1318⁶, « malgré tout ce qu'elles contenaient d'insolite⁷ », mais il rejetait hautement les garanties supplémentaires que les Flamands avaient réclamées dans la conférence de Royallieu,

1. « *Dictaque excommunicatos ab omnibus artibus eritari* », *ibid.* 1 562 D, n° 35.

2. « *Donec super his plenarie satisfecerint, et absolutionis beneficium per Sedem eandem duntaxat meruerint obtinere.* » Comme on le voit, il ne s'agit plus de l'excommunication des évêques; il importe d'insister sur cette distinction, qui seule explique les faits.

3. « *Quod si forte per eorum quod absit insolentiam predictas sententias dampnabiliter contempnentes, redire non curaverint ad Ecclesie unitatem, et propter hoc, eorum exigente protervia, fuerit contra eos disciplina ecclesiastica rationaliter aggravanda, contra ipsos . procedere non omittas* », 1 562 B, n° 35. (Ces lignes précèdent l'avant-dernier pli horizontal de l'immense feuille de parchemin.)

4. Et « plus forte raison l'amende de 100 000 marcs d'argent.

5. 1 563 A, n° 36. (Nous possédons son sceau admirablement intact.)

6. « *Ilex ipse obliget omnia bona* », etc. V. ci-dessus, p. 116.

7. « *Licet in dicto consilio multa sint onerosa et extranea et prorsus insolita nobis et predecessoribus nostris* », 1 563 A, n° 36.

« parce que ces garanties étaient la faculté de faire le mal impunément » (31 mai 1319).

Il était décidé à n'être pas plus longtemps joué par les Flamands : « la guerre de Flandre a trop longuement duré par l'espace de vingt-deux ans, et ce par la déloyauté et les mensonges des Flamands¹ ». — « Il est notoire, écrivait-il aux bailis et aux barons², que par la désobéissance et la rébellion de Robert *qui se dit comte de Flandre*³, le royaume de Flandre est grandement grevé de dommages; plusieurs fois les rebelles ont été épargnés dans l'espoir qu'ils reviendraient à l'obéissance, mais chaque fois ils ont persévéré dans leur grand orgueil, au lieu de se départir de leur erreur; et maintenant il ne leur suffit pas de désobéir : s'endurcissant de plus en plus dans leur perversité, ils entendent nous faire une guerre ouverte, comme il appert par leurs enseignes qu'ils ont gîtées hors et déployées. Le roi et son Grand conseil estiment donc qu'il est temps de renoncer aux voies gracieuses pour prendre la voie de rigueur sans plus de délai, et avec l'aide de Dieu rétablir la sécurité du royaume⁴. »

En effet le comte de Flandre concentrait ses troupes féodales et les milices des communes; Saint-Omer était exposé à être enlevé comme Cassel. Philippe le Long se hâta d'y envoyer de nombreux renforts, avant-garde d'une armée formidable qui devait, comme l'année précédente, se réunir à Arras, le 5 août⁵, et saisir la Flandre. Toute la noblesse de France était appelée, toutes les milices ecclésiastiques. Louis d'Évreux étant mort⁶, Philippe mit à la tête de ses armées le connétable

1 « *Li roys ne pent ne doit ces choses plus longuement souffrir*, » JJ 58, n° 323.

2. Le 18 mai et le 7 juin 1319; il écrit le 4 juin au clergé de Normandie à peu près dans les mêmes termes, en insistant sur le péril que la révolte des Flamands fait courir au voyage d'outre-mer ». JJ 55, n° 150, 151, 152, 153 (*Approbatio consilii Papæ*, 160).

3. « Robert, jadis comte de Flandre », JJ 58, 117.

4. JJ 55, n° 146, 147, 153, 166.

5. JJ 55, n° 146, 147, 148, 149, 151, 155, 156, 157, 158, 160; — JJ 58, n° 317.

6. 19 mai 1319. Le cardinal Gaucelin, qui se trouvait à Paris au moment des obsèques de Louis d'Évreux (23 mai 1319) « fit l'office de la sépulture », Bibl. nat., ms. fr. 10 132, p. 301 v° (*Chron. de Thomas de Marbeuge*).

Gaucher de Châtillon à Saint-Omer, le comte de Comminges à Aire¹, Henri de Sully et le seigneur de l'Isle-Jourdain² sur d'autres points de la frontière³. Ces préparatifs militaires⁴ devaient faciliter singulièrement l'intervention du Pape, et le cardinal, présent à Paris au mois de mai⁵, ne paraît pas les avoir déconseillés. Les pairs de France, consultés, promirent au roi leur concours; l'armée française était prête à marcher contre les Flamands comme à une croisade.

Assuré que les menaces du Pape recevraient au besoin une sanction matérielle, le cardinal Gaucelin se mit en route le 4 juin 1319, avec un sauf-conduit du roi⁶, et de l'abbaye de Royaumont, près de Beauvais, il ordonna⁷ aux archevêques et aux évêques du nord de la France et à ceux de Normandie⁸, en d'autres termes à ceux qui avaient lancé l'interdit sur le comté de Flandre, de sommer en son nom Robert de Béthune et les communes flamandes de se soumettre à la décision du Pape dans les soixante jours⁹, comme le roi offrait de le faire. Pour que nul ne puisse prétexter l'ignorance, ils feront afficher publiquement aux portes de leurs cathédrales, les parchemins contenant le texte de sa « monition », scellés de leurs sceaux¹⁰; ils la feront publier par crieurs publics; enfin ils feront remettre aux Flamands les sauf-conduits qu'il leur envoie¹¹.

1. Il y est en juillet 1319 quand Mahaut y fait son entrée (V. p. 184).

2. Bernard, JJ 58, n° 41^r.

3. Tous quatre sont appelés « gardes et chetelaines principaux pour le roi es frontières de Flandre », JJ 58, n° 417.

4. Autres convocations pour le 22 septembre 1319 (à Arras), JJ 58, n° 415.

5. J 563 A, n° 40, 41, 42, 43, 43 bis.

6. J 562 B, n° 35 bis, — et J 563 A, n° 36; — Bibl. nat., ms. fr. 25697, n° 87.

7. Sa lettre est, comme toujours, enveloppée de phrases pompeuses, peu particulières au sujet, sur la guerre, la paix, Dieu et ses anges.

8. Ce sont les archevêques de Reims, de Rouen et de Sens, les évêques de Troyes, de Cambrai, de Tournay, de Théroüanne, de Beauvais, de Bayeux, de Coutances, de Paris, d'Arras et de Meaux. J 562 B, n° 35 et J 563 A, n° 36 (9^e pli horizontal de l'immense parchemin long d'environ 12 mètres sur 65 centimètres de large).

9. Quarante-cinq jours leur étaient donnés pour délibérer, les quinze autres pour faire leur soumission à Tournay.

10. *Cartas seu monitiones processus nostros integre continentur, sub sigillis vestris, in majorum vestrarum cathedralium ecclesiarum, Flandrie potissimum curiarum et maris appendi palam vel affigi, hostiis aut super luminaribus.* J 562 B, n° 35 (à la fin).

11. JJ 55 n° 150 et 151.

Ceux qui refuseraient de lui obéir, ou qui le feraient avec négligence, seraient excommuniés eux-mêmes, « fussent-ils archevêques ».

La mission du cardinal Gaucelin sembla d'abord échouer comme avaient échoué celle de Pierre de la Palu et celle de Bernard Gui. N'osant se rendre lui-même auprès du comte, ni lui envoyer, faute de sauf-conduits, ni l'évêque de Troyes ni l'abbé de Saint-Serge, qui l'accompagnaient, il s'établit à Tournay le 25 juin (1319), dans le monastère de Saint-Martin, et chargea l'évêque de Tournay de faire connaître aux Flamands ses volontés. L'évêque¹, qui ne redoutait pas moins les terribles violences du comte, lui envoya à sa place deux frères mineurs à leurs risques et périls. Ces craintes étaient fondées : les deux moines n'eurent pas plus tôt exposé à Robert de Béthune de quoi il s'agissait, qu'il entra dans une grande colère et les fit jeter en prison pour s'assurer de leur silence².

Puis, comprenant que le temps pressait, il réunit ses troupes sur le mont Cassel, leur affirma qu'il avait la Sainte Église avec lui³, que le Pape avait reconnu la justesse de sa cause; enfin, pour frapper les imaginations, il fit étendre sur un chariot un drap vermeil, monta sur cette tribune improvisée, et tirant d'un petit coffret de cuir des lettres scellées du prince Louis, fils de Philippe Auguste⁴, il déclara que conformément à ces lettres de 1212, les deux villes d'Aire et de Saint-Omer, ayant été cédées au roi de France pour cent ans seulement,

1. Guy de Boulogne.

2. *Continuateur de Nangis* (édition Géraud, t. II, p. 8). Bibl. nat., ms. fr. 10132, pl. 401 v° (*Chron. de Thomas de Maubeuge*). Nous ignorons quels conseils le comte recevait de son confesseur et de son chapelain (qui étaient, du moins en 1321, Gilles de Clesmackerke et Jean de Ghenes), Bibl. nat., fonds Moreau, t. CLXXIII, fol. 225.

3. *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 4.

4. Le texte de plusieurs chroniques porte Louis le Gros (ex. : *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XX.I, p. 409), l'erreur est manifeste et la correction facile : le 25 février 1212 Ferrand, comte de Flandre, cède à Louis, fils de Philippe Auguste, les villes d'Aire et de Saint-Omer; en retour le prince abandonne ses prétentions sur le reste de la Flandre (*Catalogue des Actes de Philippe Auguste*, par Léopold Delisle, n° 1349 et 1350) *Les Lettres et chroniques*, p. 313, qui placent cette convention un peu plus tôt, sous Baudouin de Constantinople, désignent aussi par erreur le roi Louis le Gros. La *Chronographia* (p. 213), plus exacte, attribue l'acte à Philippe Auguste.

devaient faire retour à la Flandre : « *car les cent ans sont passez, pour quoi je vous prie à tous que aydier me veulliez à saulver mon héritage* ». Cette parade burlesque fut suivie d'une délibération des seigneurs : les uns donnèrent raison au comte ; d'autres lui firent observer que le traité conclu en 1212 avait été annulé par des traités postérieurs. Quant aux gens des communes, ils ne se dissimulaient pas l'imprudence de leur comte, et se doutant bien qu'ils allaient braver l'excommunication pontificale, ils marchaient « *moult à regret* ». C'est que la lettre du cardinal venait d'être publiée solennellement à Tournay, à Cambrai, à Théroutanne et sur toute la frontière ; elle était connue en Flandre et y produisait son effet.

Le dénouement approchait, celui que le roi avait souhaité, coup de théâtre imprévu pour les spectateurs, mais habilement préparé dès la première scène du drame. Robert de Béthune avait résolu d'assiéger Lille ; il avait quitté Cassel avec son armée et se préparait à passer la Lys¹, quand les Gantois² refusèrent formellement d'aller plus loin : « *Sire, lui dirent-ils avec courage, nous avons juré de garder les trêves et de vous et du roy, si que sur li ne vous suivrons-nous pas* ». (Juillet 1319³.) Et ils reprirent le chemin de Gand, le long de la Lys⁴.

Le comte voulant au moins tirer d'eux de l'argent, les condamna à une grosse amende pour refus de service ; n'ayant

1. D'après Kervyn de Lettenhove (*Hist. de Flandre*, t. III, p. 93), Louis de Nevers aurait joué le principal rôle dans ces événements : « Les communes de Flandre, trompées par ses discours, crurent trop aisément que leur premier devoir était de s'assurer le rétablissement du culte religieux... ; sa trahison avait suffi à ébranler leur zèle ». Cette appréciation est trop partielle pour être exacte, nous ne savons quelle est la part de Louis de Nevers dans ces événements, mais fût-il prouvé qu'il eût détourné les Flamands d'une guerre folle, on ne saurait que lui faire honneur de son bon sens.

2. Vraisemblablement à Armentières.

3. Les négociations avec le roi n'avaient pas cessé depuis le commencement du règne (t. X, JJ 54 A, n° 522 et 523 ; — JJ 55, n° 23. — *Ordonnances*, t. I, p. 448).

4. La date nous est indiquée par les contre-ordres envoyés aux seigneurs et aux nobles (convoqués pour le 2 août), « le comte de Flandre ayant cessé les hostilités », ces contre-ordres sont du 14 juillet 1319 (JJ 55, n° 402, 403).

5. *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. IX, p. 791. — *Continuateur de Nangis*, édition Geraud, t. II, p. 18 et 19 ; — Bibl. nat., ms. fr. 10 132, fol. 401 v° (*Chron. de Thomas de Marbeuge*). — Bibl. de Saint-Omer, ms. 747, fol. 114 sqq.

rien obtenu, il ne pensa plus qu'à les châtier : il se mit à leur poursuite, leur coupa la retraite avec sa cavalerie, et en prit un grand nombre; beaucoup furent mis à mort, d'autres mutilés ou emprisonnés, quelques-uns relâchés contre rançon, puis il mit le siège devant leur ville. « Nul ne pouvait sortir de Gand ou y rentrer qu'il ne fût mort ou pris », mais les habitants se défendirent virilement, soutenus par les agents secrets du roi, pendant que le comte de Nevers et Robert de Cassel s'alliaient contre eux à leur père, s'engageant « à ne faire la paix avec eux que conjointement avec lui¹ ».

Grâce aux Gantois, l'expédition contre Lille était manquée, et la guerre évitée encore. De nouvelles défections étaient imminentes; Louis de Nevers traitait de la paix avec Henri de Sully²; le comte, abandonné de son fils, ne pouvait sans folie combattre à la fois ses propres sujets et l'armée royale. Il se résigna donc, la rage au cœur, à écouter le cardinal Gaucelin et à obéir au souverain pontife, il cessa toute hostilité (juillet 1319), relâcha les deux frères mineurs qu'il avait emprisonnés, et envoya à Tournay ses procureurs (dont Baudoin de Zenebeke)³ rejoindre ceux des communes⁴, s'excusant de n'y pouvoir venir lui-même, à cause de sa santé, de son grand âge et des ennemis qu'il avait dans la ville (16 août 1319⁵).

Le lendemain même le cardinal Gaucelin, mettant enfin les procureurs des communes de Flandre en présence de ceux du

1. Arch. du Nord, D, 553.

2. A. Aïre (Kervyn de Lettenhove, *Hist. de Flandre*, t. III, p. 96).

3. J 563 A, n° 36.

4. Les villes de Flandre qui envoient leurs procureurs en 1319 sont plus nombreuses qu'en 1316. A Gand, Bruges, Furnes, Ypres, Bergues, Bourbourg, Courtray, Audenarde, Wieuport, Dixmude, l'Écluse ou Liète, Ardenburg (*Ardenbourch*), s'ajoutent Poperinghe, Baillieu, Roulers, « *Necasse* », « *Slaire* », Cravelines, Warneton, Mardyck, Cassel, Dunkerque et Dam. Souvent la ville a son ou ses procureurs, et le « *terrouer* » le sien ou les siens (Ex. J 563 A, n° 36, 37, 38, 46²). Les Layettes nous conservent tous leurs noms, et les procès-verbaux de leurs nominations, par exemple le procès-verbal de la nomination des procureurs gantois, parmi lesquels nous remarquons Jean d'Artevelde « *Johannes de Artevelde* », conseiller de la ville, J 563 A, n° 36 et 46², c'est le père de Jacques d'Artevelde. — Tous ces procureurs sont réunis à Tournay le 14 « *veille Notre-Dame mi-août* ».

5. « *Quod comparere personaliter non poterat nec auderet, quia senex et valetudinarius et propter inimicias capitales quas insum habere dicebat* », J 563 A, n° 36.

roi dans l'abbaye de Saint-Martin de Tournay, donna lecture des conventions de 1316, « traduites en français pour plus de clarté », et leur fit jurer sur leurs âmes, les mains sur l'Évangile, qu'ils respecteraient le traité religieusement, qu'ils n'aideraient par le comte, s'il violait la paix, s'il voulait reprendre Lille, Douai et Béthune, et qu'ils renouvelleraient le même serment tous les cinq ans. Ils engageaient en garantie de leur parole tous leurs biens présents et futurs; ils obtenaient seulement la remise de l'amende de 200 000 marcs d'argent qu'ils avaient encourue en violant les trêves.

Le cardinal connaissait trop bien le comte de Flandre pour se contenter du serment des procureurs flamands¹ : il le somma de comparaître en personne. « La clemence de Dieu fit qu'ils s'entendirent, » raconte le chroniqueur Gilles li Muisis², c'est-à-dire que le comte, à bout d'échappatoires, dut se résoudre à lui obéir « comme à un père ». L'entrevue eut lieu le 22 août 1319³, sur la frontière même, au lieu dit Saint-Léger de Tournay⁴, en présence d'un grand nombre de prêtres réunis autour du cardinal⁵. Robert de Béthune essaya encore d'obtenir quelques adoucissements au traité de 1316, mais les procureurs du roi s'y opposèrent formellement; le comte se résigna donc, en devorant son impuissance, à fléchir le genou devant le cardinal et à jurer, à peu près dans les

1. L'évêque de Meaux, — Pierre Rodier, etc. (J 563 A, n° 36).

2. La paix ne paraissait pas encore certaine : le 22 juillet 1319, le roi écrit au comte de Clermont une lettre fort intéressante, où il dit qu'« il attend la fin de la guerre », qu'il espère « que les Flamands viendront à obéissance », mais qu'on ne peut encore rien affirmer. « Si la paix n'est pas faite, ajoute-t-il, nous entendons que notre saint Père le Pape et la Sainte Église de Rome prendra la guerre à lui contre les dits Flamens, comme contre désobéissans à la Sainte Église, et nous aydera spirituellement et temporelement » (Jl 60, n° 100). — Le 10 août il regarde même les négociations comme rompues encore (Jl 58, n° 130). — Le 13 août il fait même de nouvelles convocations d'hommes d'armes, « parce que les Flamands sont incorrigibles (*obstinata Flandriensium malignitas*) », Jl 58, n° 131 et 133, elles sont bientôt contremandées, mais il ne se fait pas d'illusion, « licet antiqua Flamingorum rebellio pacis propiciatione quiescat », — « tout n'est pas fini, ajoute-t-il prudemment, en parlant des peines que lui donne la pacification de la Flandre » (5 septembre 1319) Jl 58, n° 142 7.

3. Collection des chroniques belges (*Chron. de Flandre*) t. II, p. 200.

4. Et non le jour de l'Assomption, comme le rapportent les chroniqueurs.

5. A trois lieues de Tournay.

6. Ex. : l'abbé de Saint-Serge d'Angers, l'évêque de Troyes, Pierre de Nogaret, etc., J 563 A, n° 36.

mêmes termes que les procureurs des communes, qu'il observerait les conventions de 1316¹. Les procureurs du roi, qui étaient l'évêque de Saint-Malo et Pierre Rodier², acceptèrent au nom du roi les serments du comte de Flandre comme ils l'avaient fait quelques jours auparavant pour ceux des communes flamandes, puis ils jurèrent à leur tour sur l'Évangile que le roi observerait la paix, et qu'il la ferait jurer par les princes et par les pairs; ils faisaient seulement leurs réserves sur la remise de l'amende.

La nouvelle de la paix remplit de joie les populations de la Flandre et du nord de la France³; les habitants de Tournay se pressaient dans l'église Sainte-Marie pour témoigner au cardinal leur reconnaissance. Les communes flamandes se répandaient en actions de grâces et sonnaient leurs cloches à joyeuses volées, particulièrement les gens de Gand, que le cardinal vint visiter lui-même, pour les réconcilier avec leur comte⁴. En France, s'il y eut quelque déception parmi les gens de guerre, les populations se réjouirent aussi quand Philippe le Long contremanda ses nouvelles convocations d'hommes d'armes et les levées de nouveaux subsides : « Les Flamands sont venus à notre obéissance, » écrit-il à ses baillis le 31 août 1319, et il leur enjoignait de répandre partout l'heureuse nouvelle.

La paix n'était cependant pas scellée encore : il restait au comte de Flandre à faire hommage au roi. Il promit de se rendre à Paris avant la fin de l'année (vieux style), le 15 mars 1320 (n. s.)⁵, c'est-à-dire dans plus de six mois. Il était à craindre qu'il n'eût encore voulu gagner du temps. Philippe le Long, dont il avait tué la confiance, le pressa⁶ de

1. La principale différence entre les deux serments c'est que le comte ne s'engage pas, comme les communes, à répéter son serment tous les cinq ans « *de quinquennio in quinquennium* ».

2. Ils avaient reçu leur commission le 23 juillet 1319 (J 563 B, n° 49) Pierre Rodier était chanoine de Limoges et clerc du roi.

3. *Chron. de Flandre*, dans les *Chron. belges*, t. II, p. 208.

4. Nous possédons les lettres des échevins de Gand (*Jean d'Aertervelde*, etc.), demandant à traiter avec « leur cher seigneur le comte de Flandre et ses enfants, à Courtray. » Arch. du Nord, B n° 556.

5. JJ 58, n° 369.

6. Par lettre du 27 septembre 1319 (JJ 58, n° 394).

se rendre à Paris à une époque moins éloignée, à Noël, ou plus tôt, s'il le préférerait¹. L. lui envoya en outre trois commissaires spéciaux dans lesquels il avait « pleine fiance », Pierre Rodier, clerc de l'Hôtel, Jean des Barres, maréchal de France, et Pierre de Galart, maître des arbalétriers, avec des instructions précises² « pour faire accomplir la paix » : ils devaient dompter toute rébellion, exiger du comte et de ses fils ainsi que des communes l'exécution complète du traité de 1316, paiements d'indemnités, restitutions³, démolitions de forteresses et autres articles quels qu'ils fussent.

D'autre part, pour montrer son désir de la paix, il enjoignait aux trois commissaires de remplir toutes les obligations imposées au roi par le traité, c'est-à-dire de faire une enquête minutieuse sur les extorsions, pillages, excès et méfaits de tout genre dont le comte de Flandre accusait les officiers royaux des pays frontières : « ils auront pleins pouvoirs pour citer devant eux tous ceux qu'ils jugeront utile, d'instruire leur affaire sans bruit (*sine strepitu judicii*), de les suspendre ou même de les priver de leurs fonctions pendant l'enquête, de contraindre les coupables à la restitution de ce qu'ils ont pris, de les bannir du royaume, de réprimer par la force toute résistance, d'infliger les peines nécessaires, en un mot de faire tout ce qu'ils croiront devoir⁴ ».

Les commissaires du roi se rendirent aussitôt en Flandre⁵ (octobre 1319), mais ils ne purent obtenir du comte qu'il avançât la date de son voyage à Paris⁶, et le roi prit son parti d'attendre. Ils essayèrent du moins, guidés par de fréquentes instructions du roi⁷, de régler les autres difficultés. Établis à

1 « Et si ferons nous avant, se avant voules venir à nous » (J 563 A, n° 44 et JJ 58, n° 390 et 391).

2 Données le 27 septembre 1319, — J 563 A, n° 45, — JJ 58, n° 392, 394, 395. — Les Lavelles nous les montrent à l'œuvre (J 563 A, n° 47*).

3 « La restitution se fera, que le comte le veuille ou non », JJ 58, n° 395.

4 JJ 58, n° 393.

5 Nous ne trouvons en Flandre que Pierre Rodier et Pierre de Galart (J 563 A, n° 47; — Arch. du Nord (janvier 1320 n. s.), B, n° 357).

6 Bien qu'ils se fussent contentés de la date du 9 février 1320 (n. s.), JJ 58, n° 396.

7 Instructions du 29 novembre 1319 (J 563 B, n° 47 A; — Instructions du 16 décembre 1319 (J 563 B, n. 47 B).

Lille, près de l'église Saint-Pierre, ils firent publier leur venue et leur mission dans toutes les villes françaises voisines de la frontière et dans toutes les villes flamandes; ils envoyèrent plusieurs fois le bailli de Lille, Gilles Hakin, le receveur de Lille Jacques Rolland ou des sergents du roi¹ faire des enquêtes sur place² et hâter la marche des négociations; ils examinèrent pendant les mois de janvier et de février les plaintes des villes les unes après les autres³: il était convenu qu'il ne serait pas donné suite aux jugements temporels ou spirituels rendus contre les Flamands, que tous les méfaits antérieurs à la paix de 1319 étaient pardonnés, que des deux côtés on laisserait toute rancune, pour avoir « bonne paix »; en conséquence les commissaires du roi rendirent sans rançon les prisonniers faits pendant la guerre⁴, rappelèrent les bannis, rendirent les biens confisqués, confirmèrent les privilèges et les usages des villes et des châtellenies⁵.

De son côté le roi, pour remplir ses engagements, avait invité les princes et les pairs à se joindre à son Grand Conseil pour ratifier le traité. Ils se réunirent au Louvre, le 7 janvier 1320 (n. s.), en assez grand nombre pour que la cour fût véritablement « garnie de pairs⁶ ». Le chancelier Pierre de Chappes exposa la question, puis le roi, tout en faisant ses réserves sur les clauses insolites de l'accord proposé par le Pape, ratifia l'acceptation de ses commissaires, et exhorta les

1. Ex. J 563 B, 47^a, 47^b, 47^c.

2. Par exemple à Gand, où il avait tant de questions à régler, à cause du rôle joué par la ville (cf. Arch. du Nord, B, n° 531).

3. « *Quod vobis sint salte vite, membra, franchise, hereditates, leges, consuetudines et usus villarum, castellanorum et patrie flandensis.* » Le roi ne fait de réserve que pour certaines amendes, J 562 B, n° 31, 32, 33.

4. 1^{er} janvier 1320, n. s. J 563 B, n° 31.

5. *Ibid.*, n° 33. — Le comte de Flandre obtient en outre un sauf-conduit pour son fils Louis de Nevers, « dont il aurait bien besoin pour l'assister dans les négociations », J 58, n° 362.

6. Étaient présents: le roi son chancelier Pierre de Chappes, le comte de Valois et ses deux fils, le comte de Clermont, le connétable, Miles de Noyers, G. de Blois, le comte de Saint-Pol, le duc de Bourgogne, le comte de Boulogne, Robert d'Artois, la comtesse d'Artois, Ansel de Jozeville, deux des chambellans, deux chevaliers de l'Hôtel, Giraud Guente (de la chambre des Comtes), enfin quatre pairs ecclésiastiques (l'archevêque de Reims, les évêques de Beauvais, de Noyon et de Châlons). Kervyn de Lettenhove oublie les deux fils de Charles de Valois, que mentionnent les Layettes J 563 A, n° 39.

seigneurs et les pairs à jurer comme il était convenu, mais ils répondirent fièrement que le comte et les Flamands ne leur paraissaient pas avoir tenu leurs engagements¹, et qu'il leur en coûtait de répondre à tant de mauvaise volonté par des conditions aussi favorables². Philippe le Long dut donc se borner à ratifier personnellement le traité du 1^{er} septembre 1316 et la sentence du Pape³.

Robert de Béthune essaya de tirer parti de cet incident pour élever ses prétentions, déclarer qu'il ne viendrait pas à Paris à la mi-carême, alléguer de futilles sophismes⁴, et susciter de nouvelles difficultés. Mais les Flamands n'entendaient pas laisser s'échapper cette paix qu'ils avaient eu tant de peine à saisir, ils envoyèrent leurs procureurs au comte pour le presser de se soumettre comme ils s'étaient résolus à le faire⁵. Sa fille, Jeanne, veuve du seigneur de Coucy, et Louis de Nevers, qui avait modifié son attitude depuis qu'il s'était décidé à marier son fils Louis de Crècy avec une fille de Philippe le Long⁶, joignirent leurs instances à celles des Flamands, si bien que le comte, menacé d'être abandonné du plus grand nombre, promit de se rendre auprès du roi à Paris, et dut cette fois tenir sa promesse. Il laissa le gou-

1. Arch. du Nord, B, n° 537.

2. Le document est imprimé dans Dumont (*Recueil du traité de paix*, t. I, p. 45), mais avec de nombreuses erreurs et un titre qui constitue un contre-sens grave, « déclaration des principaux seigneurs de France qu'ils n'assisteront point Philippe le Long contre le comte de Flandre » C'est précisément cet engagement qu'ils refusent de prendre. Même erreur dans la plupart des copies de la collection de Camps (Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXVII, fol. 248 et 263, et t. LXXXV, fol. 147) Il faut s'en tenir aux Layettes (J 563 A, n° 39), et au texte des Archives du Nord.

3. Il en donne avis aux Flamands en mars 1320 (n° 3). Arch. du Nord B, n° 538.

4. *Frivolas cavillationes, mare suo, — excusationes frivolas*, — *Continuateur de Nangis* (édition Geraud, t. II, p. 49 ou *Hist. de France*, t. XX, p. 614 — cf. *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 702, etc.).

5. Commencement de mars, les procurations sont de la fin de février et des premiers jours de mars, J 563 A, n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7..... 20, — et J 563 B, n° 21-48.

6. JJ 58, n° 483 — Des comptes montrent que le mariage (projeté en 1317) était considéré comme décidé au moins depuis le mois de décembre 1319 (JJ 60, n° 66) La troisième fille de Philippe le Long, Marguerite, ayant été promise au jeune roi de Castille, on songea à donner à l'héritier de Flandre la quatrième, Blanche, religieuse à Longchamp, mais la reine s'opposa à ce qu'elle renouât à ses vœux (Baluze, *Vies des Papes d'Avignon*, col. 128).

vernement du comté à son fils Robert (17 avril 1320), et prit la route de Paris, accompagné de son fils Louis et de sa fille Jeanne¹.

Cette visite, à laquelle on ne croyait plus à force de l'avoir attendue, frappa vivement les contemporains, et les chroniqueurs se complaisent à la raconter. Le comte avait fait « moult grant appareil pour aler par devers le roy son souverain seigneur » ; il était entouré d'une brillante escorte. Il rencontra le roi qui venait au-devant de lui à la porte de Paris ; dès qu'il l'aperçut, il s'inclina humblement, « *mais le roy ne lui fit quelque semblant, ainchois tourna son chief d'aultre part* ». La froideur du roi était facile à comprendre, et, comme on allait le voir bientôt, il avait encore les meilleures raisons de se défier du comte.

Le lendemain Robert de Béthune se rendit au palais, et assisté de son fils Louis, il fit hommage au roi, comme à son suzerain, dans les formes accoutumées, puis l'on prit jour pour la conclusion de la paix², et Philippe le Long, radouci, « *fit assez bonne chère* » (c'est-à-dire assez bon accueil) à son hôte. Le cardinal Gaucelin, qui travaillait depuis longtemps à ce rapprochement, et avec lui tous les amis de la paix se réjouissaient de toucher enfin au but, quand le comte leur donna une nouvelle alerte. Poussé par Baudoin de Zenebeke, « *ce malicieux avocat* » qui lui servait de principal conseiller³, il imagina tout à coup de nouvelles exigences : aussi, au jour fixé, le dimanche 4 mai, quelle ne fut pas la surprise de l'assistance⁴, quand le comte déclara tout à coup qu'il lui fallait Lille, Douai et Béthune, villes flamandes que le roi tenait seu-

1. Le roi leur avait envoyé leurs sauf-conduits dès le 11 février 1320 (n. s.), JI 58, n° 442 et 443.

2. D'après les conventions de 1318, le comte devait jurer de respecter la paix de 1316 le jour même où il prêterait hommage au roi.

3. « *Qui semper ipsum fovebat in suis rebellionibus* » Baluze, *Lies des Papes d'Arignon*, col. 126 (Céron, de Jean de Saint-Victor).

4. Les principaux personnages réunis autour du roi « *in quadam camera regalis palatii* » étaient Charles de Valois, Charles de la Marche, Louis de Clermont, Aymon de Savoie, Bernard de Comminges, Gaucher de Châtillon, Ansel de Joinville, Miles de Noyers, Henri de Sully, l'évêque de Meaux, Jean Cherchemont, Pierre Rodier (c'est-à-dire des membres du Grand Conseil et les principaux négociateurs).

lement en gage provisoire, et qu'Enguerrand de Marigny, procureur de Philippe le Bel, lui avait promis de lui rendre, Philippe le Long, indigné, le fit taire : « Par l'âme de mon père, s'écria-t-il, jamais ces trois villes ne retourneront au comte de Flandre¹ » Et il invita son frère, son oncle, les princes du sang et les barons à s'associer à son serment, tous jurèrent, et le comte de Flandre quitta la salle sans prendre congé du roi².

L'assistance était plongée dans la stupeur, et les Flamands, qui ne pouvaient s'engager en l'absence du comte³, se demandaient avec anxiété ce qu'ils devaient faire. Philippe le Long ne leur laissa pas le choix : il ne les laisserait partir que la paix faite et bien faite; d'ailleurs, s'ils rentraient en Flandre sans la paix, « il n'auraient teste où il peussent metre leurs chaperons » Pendant ce temps, Robert, malgré les prières de sa fille Jeanne, fuyait en toute hâte, avec un seul serviteur, sur la route de Flandre; les meilleurs cavaliers d'entre les procureurs obtinrent du roi la permission de se lancer à la poursuite de leur comte, et parvinrent heureusement à le rejoindre à trois lieues de Paris, dans un village où il s'était arrêté⁴, exténué de fatigue, pour y passer le reste de la nuit : « Nous avons été envoyés à Paris pour faire la paix, lui dirent-ils; si nous revenons sans l'avoir faite, notre sort est réglé d'avance; voyez donc ce que vous avez à faire. » Le vieux comte n'ayant pas Baudoin de Zenebeke auprès de lui pour l'égayer, comprit qu'il ne pourrait compter sur les communes de Flandre, ni même sur son fils Louis contre le roi de France, qu'il aurait peut-être à combattre un soulèvement terrible et qu'il y allait pour lui de son comté⁵. Il reprit donc la route de

1 Baluze, *Vies des Papes d'Avignon*, *ibid* (détails sur la promesse d'Enguerrand de Marigny); — *Chron. de Saint-Denis*, *Hist. de France*, t. XX, p. 703, — *Continuateur de Nangis*, édition Géraud t. II, p. 23; — Bibl. nat., ms. fr. 10 132, fol. 302 v^o (chronique), — Kervyn de Lettenhove, *Hist. de Flandre*, t. III, p. 39.

2. « Car il estoit convenu qu'il ne pouvoit au roi acorder sans le comte » Bibl. nat., ms. fr. 10 132, fol. 302 v^o 'chronique'. D'après Jean de Saint-Victor, c'était Baudoin de Zenebeke qui avait fait insérer frauduleusement cette clause dans les pouvoirs donnés par les villes de Flandre à leurs députés.

3. Vraisemblablement Pierrelille ou Sarcelles.

4. « Qu'il seroit tantost desherité » — « qu'il perdroit la conté, si les communes estoient d'accord au roy » Bibl. nat., ms. fr. 10 132, fol. 302 v^o (chron.); — Baluze, *op. cit.* col. 12.

Paris, non sans humiliation (*obstupuit*) « Autre roi Lear de notre histoire, dit, non sans emphase, Kervyn de Lettenhove, il courba la tête et se tut¹. » Ressemblant plutôt à un prisonnier qui a échoué dans son évasion, il revint le lendemain 5 mai au palais de la Cité, assisté de sa fille Jeanne, et jura enfin sur l'évangile, en son nom et au nom de la Flandre entière, de se conformer aux conventions de 1318, légèrement modifiées à l'avantage du roi, c'est-à-dire que les grands et les pairs² n'eurent pas à jurer qu'ils se tourneraient contre le roi au cas où il violerait le traité³.

La paix avait été conclue la veille, au jour fixé (4 mai 1320) entre le roi et le comte de Nevers, malgré l'incartade du vieux Robert : Louis avait juré sur l'évangile de se conformer aux conventions de 1318⁴ : s'il les violait, il consentait que le Pape l'excommuniât et lançât l'interdit contre toutes ses terres de Flandre ; il ferait tous ses efforts pour que son frère Robert fit le même serment ; il était entendu que son fils Louis épouserait la fille de Philippe le Long, Marguerite, « à la prière du comte de Flandre de son fils Louis et de sa fille Jeanne⁵, pour le profit commun et la tranquillité du royaume, par quoi le saint voyage de la terre sainte se puist faire ». Le roi lui avait déjà rendu ses comtés de Nevers⁶ et de Rethel, en se réservant de juger les différends du comte avec les nobles et les religieux des deux comtés⁷, non sans de vives protestations du comte.

1. *Hist. de Flandre*, t. III, p. 100.

2. Le comte « quitta le roi de faire la vérité des pairs de France et autres de son lignage contenue au conseil du Pape ». JJ 58, n° 479.

3. J 564 A, n° 4; — Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXV, fol. 147.

4. JJ 58, n° 479; — Arch. du Nord, inventaire de Godefroy, n° 3274, d'après le 2^e cartulaire de Flandre, pièce 235. — Guy Coquille (*Hist. du Nivernais*, p. 181) ne donne qu'un court résumé de ces conventions.

5. « Pour le très grant désir qu'il ont de parvenir parfaitement à nostre grâce... nous ont supplié que nous vousissions donner une de nos filles par mariage à Loya... » JJ 58, n° 479. — Le roi donnait à sa fille 60 000 livres par an; de son côté Louis de Nevers promettait « à ladite future épouse » 6000 livres de rente (J 564 B, n° 11).

6. Avec la baronnie de Donzy, et non de Douai, comme le dit l'analyse de Dupuy (J 564 B, n° 10).

7. En outre la comtesse de Rethel, que son mari avait répudiée, devait avoir 2000 livres de rente sur le comté de Rethel, dont elle était héritière (Bibl. nat., ms. fr. 10 132, fol. 401 v°, *Chron. de Thomas de Manbeuge*, — Baluze, *Des papes d'Avignon*, col. 128).

L'exécution du traité ne souleva pas de graves difficultés avec les villes de Flandre, qui se réjouissaient de la paix; les derniers prisonniers rendus de part et d'autre, toutes les restitutions réglées, les procureurs des villes flamandes (parmi lesquels nous remarquons encore Jean d'Artevelde, « *conseilleur* » de Gand)¹, revinrent à Paris au mois de juillet 1320 pour sceller la paix à leur tour. Le roi leur fit grâce de quelques clauses du traité de 1316, par exemple des six cents hommes que la ville de Bruges devait fournir au roi, mais les principaux articles furent confirmés², par exemple la cession définitive de Lille, de Douai et de Béthune, l'engagement de ne pas soutenir le comte s'il essayait de les reprendre, l'obligation de payer au roi des indemnités de guerre³.

Quant au comte de Nevers, l'union de son fils Louis (de Crécy) et de Marguerite de France « *gemina quippe pretiosa* », qui fut célébrée solennellement le 22 juillet 1320⁴, aplanit les dernières difficultés⁵, et les « *besoignes de Flandre* » après avoir failli tourner au drame, finirent comme une comédie, par un mariage⁷.

L'entêtement incurable du vieux Robert de Béthune mit

1 J 264 B, n° 8 et 11. — Arch. du Nord, B 536.

2 Il avait été décidé le 10 mai que les procureurs viendraient à Pontoise le 15 juin; il y eut donc encore un mois de retard (J 58, n° 477).

3. En outre les gens de Flandre devaient donner au roi, à l'occasion du mariage de sa fille Marguerite, 30 000 livres parisis, à payer en un an (J 564, n° 8; — J 563 A, n° 46¹¹). — Philippe le Long prenait enfin sous sa protection, à l'exemple de Philippe le Bel, les *Crespinois*, usuriers de race juive, détestés du peuple qui les accusait d'avoir fait un pacte avec le diable (V. Kervyn de Lettenhove, *op. cit.*, p. 9).

4. Ces indemnités permirent à Philippe le Long de marier sa fille Marguerite sans bourse délier : il lui donna 60 000 livres de dot (dont elle devait garder les deux tiers en propre), mais il était spécifié que ladite somme serait à prendre sur les deniers dus à lui par les villes de Flandre (21 juillet 1320). Arch. du Nord, *inventaire de Godefroy*, n° 5489. — B 565 et 565; — J 58, n° 479; — J 564 B, n° 11.

5. Meyer, *Commentarii*, fol. 121, v°.

6. Marguerite avait à peine huit ans. C'est à l'occasion de ce mariage que Yatriquet de Couvins composa son *Dirigé des douze dames de la fête du comte de Flandre* (Kervyn, *op. cit.*, p. 100).

7. Louis de Nevers jura de nouveau la paix, la veille du mariage, à Paris (21 juillet), J 564 B, n° 11. Robert de Cassel et sa sœur Jeanne, qui étaient venus assister à la cérémonie, furent retenus par Philippe le Long jusqu'à ce qu'ils lui eussent remis les lettres du comte de Flandre, ratifiant les termes du traité avec les communes de Flandre, les lettres reçues et examinées, il les autorisa à partir le 2 août 1320 (Arch. du Nord, B, n° 501).

encore plus d'une fois à l'épreuve la patience de Philippe le Long. Chaque article du traité donna lieu à des difficultés qui se prolongèrent jusqu'à la fin du règne. Le roi, s'autorisant du traité de 1316, fit occuper par le maître des arbalétriers Pierre de Galart, « capitaine de Lille et de Tournay¹ », les dépendances de Lille, de Douai et de Béthune : il ne réclamait pas moins d'une douzaine de territoires, tels que Warneton², le pont d'Estaires³, la Karnoie, Robermetz, la « *leue Saint Vaast* », l'« *avouerie d'Arras*⁴ », mais le comte déclarait que le mot « appartenances » ne pouvait s'appliquer à des territoires aussi importants, que de pareilles réunions étaient déloyales; les habitants déclaraient aussi qu'ils étaient « hommes du comte de Flandre⁵ ». L'entente se fit au moyen d'une transaction⁶ (octobre 1320) : Warneton et le Pont d'Estaires, « appartenances de Béthune », furent adjugés au roi; les autres territoires furent laissés au comte⁷, et la frontière fut nettement délimitée.

Robert de Béthune était moins excusable quand il essayait de garder les châteaux qu'il devait rendre⁸ et les terres qu'il avait confisquées aux partisans du roi⁹, quand il refusait obstinément de démolir les fortifications de Cassel et de Courtray, ainsi que de rétablir les *Trente-Neuf* de Gand, disant que cette question « ne touchoit mie le roi, mes la ville¹⁰ », —

1. J 564 A n° 3.

2. (Canton du Quesnoy).

3. (Canton de Merville).

4. Les autres territoires étaient ceux d'Estainwerch (ou Estainwert), de Feutescu, et les fiefs de Mandes, J 563 A, n° 36, et Arch. du Nord, R, n° 562 sqq.

5. J 564 B, n° 13 et 14.

6. Cet article prêtant à la discussion, les commissaires du roi (Pierre Rodier, Pierre de Galart et Hugues de Wissac) et ceux du comte furent chargés de déterminer « les dites appartenances par bon et loial cherchemenage, si comme on a usé par la coustume »; il était spécifié « pour la besoigne metre plus à fin », qu'ils ne pourraient se séparer qu'après avoir terminé leur tâche (Arch. du Nord, B 562 et B 562 ter).

7. Les pièces J 564 B, n° 15 et 16, qui seraient fort instructives, sont en défaut. D'autres documents montrent que ce règlement ne mit pas fin à toute contestation; par exemple quelques années plus tard la comtesse d'Artois réclame la justice « de la *leue Saint-Vaast* », J 1032, n° 22.

8. Par exemple le château de Heleclun.

9. Par exemple au sire de Watènes, à Gourdouan de la Donne, etc. Arch. du Nord, R, n° 566.

10. J 204 B, n° 17, art. 6.

quand il continuait les hostilités contre le comte de Hainaut, bien que celui-ci fût compris dans la paix¹, — et qu'il recevait avec honneur le sire de Fiennes², le sire de Pecquigny³ et autres rebelles. Plusieurs fois les négociations furent près d'être rompues encore, malgré la modération des commissaires royaux⁴, et Philippe le Long, pour ne pas remettre tout en question, dut encore se montrer patient et indulgent sur certains détails⁵.

Malgré ces légers échecs dans « l'accomplissement de la paix », la victoire demeurait au roi. Dès le mois d'octobre 1320,⁶ les principales difficultés étaient aplanies. Philippe le Long, comme il était tenu de le faire par les sentences d'excommunication lancées contre les Flamands, informa de cette heureuse solution le Pape et les évêques intéressés, particulièrement ceux de Tournay et de Thérouanne, en les priant de ne pas inquiéter les Flamands⁷. Les dernières traces de l'interdit furent effacées : nous savons par exemple que les processions furent rétablies dans le Tournésis, à la grande joie des habitants⁸.

1. Robert de Bellune alléguait que, depuis la paix, le comte de Hainaut avait fait «uer un chevalier flamand.

2. Les procureurs du comte demandent en outre que le roi lui rende sa terre, ajoutant : *que autrement li contes tient que la pais ne li seroit pas tenue ne gardée.* (J 264 B, n° 17, art. 5.) Les procureurs du roi repiquent : *quod dictus de fientis palam et publice commiserat multa enormia. . propterea pace gaudere non debet* (ibid.)

3. Il avait « brisé la prison du roi », où il était détenu pour griefs et énormes cas (ibid.), — cf. Arch. du Nord, B, n° 566.

4. Le roi se plaint encore, le 18 mars 1321, de la non-exécution de plusieurs articles du traité : *« Cum plures articuli restant perficiendi pro pace vestra »*.

5. Ex. : JJ 58, n° 487; — J 461 B, n° 17, 2^e partie, etc. — Il faut remarquer, à son honneur, qu'il ne cessa d'intervenir en faveur de ses partisans, bourgeois de Gand, de Calais ou de Saint-Omer, nobles flamands tels que le sire de Watènes, il renouait que quelquefois à leur faire recouvrer leurs terres, leurs marchandises, leurs navires saisis par le comte (Ex. : Arch. mun. de Saint-Omer, 2^e reg. du renouvellement de la loi, fol. 115^r et 115^v). Le Pape de son côté exigea que Robert de Cassel exécutât de point en point les conditions qui le concernaient, Robert dut aller au Puy, à Nîmes, à Notre-Dame de Vauvert (diocèse de Nîmes), à Saint-Jacques en Galice à Rochamadour (mal juin juillet 1321); nous possédons de curieux certificats de pèlerinage qui lui sont délivrés (au Puy par Lancelot, trésorier, etc.), et vus à Paris par le prévôt de Paris (août 1321), Arch. du Nord B n° 570.

6. Après une dernière conférence avec les procureurs flamands (J 364, n° 17).

7. *« Rogantes vos quod dictos comitem et Flaminges non curatis », omni molestamine exante », 29 octobre 1320, JJ 58, n° 485 et 486.*

8. Gilles le Muise (*Chron. de Flandre*), dans les *Chroniques belges*, t. II, p. 169.

Robert de Béthune, impuissant contre le roi de France, tourna sa colère contre son fils Louis de Nevers. Robert de Cassel et les rebelles d'Artois, particulièrement le sire de Fiennes, le sire de Renty et le sire de Pecquigny¹, que le mariage de Louis de Crècy avec la fille de Philippe le Long avait exaspérés², n'eurent pas de peine à persuader au vieux comte de Flandre que son fils Louis l'avait trahi et même qu'il avait tenté de l'empoisonner, pour mettre toute la Flandre aux pieds du roi. Les chroniqueurs³ racontent que, sur l'ordre de son père, Robert de Cassel fit assaillir Louis de Nevers à Bornhem, comme il revenait d'une entrevue avec le duc de Brabant⁴, par des hommes apostés qui le jetèrent à bas de son cheval et « moult le travaillèrent et villonèrent », puis l'emmenèrent en prison d'abord à Vianne dans le Luxembourg, puis à Rupelmonde, sous la garde des terribles sires de Fiennes, de Renty et de Pecquigny. Plusieurs chroniques ajoutent même que son père donna l'ordre de le mettre à mort, — que l'ordre faillit être exécuté⁵, — que le confesseur de Louis, accusé de lui avoir procuré le poison, fut mis à la torture, etc.

Si ces récits ne paraissent point exacts de tous points, il est certain que Louis de Nevers, en butte à la colère de son père et à la haine de son frère, fut calomnié et emprisonné. La pré-

1. J. de Saint-Victor (*Hist. de France*, t. XXI, p. 673).

2. Ils n'avaient pas encore fait la paix avec le roi (*Chronographia*, p. 253).

3. *Continuateur de Nangis* (édition Geraud, t. II, p. 30), — *Chron. de Saint-Denis. Hist. de France*, t. XX, p. 704), — *Anc. chron. de Flandre (Hist. de France*, t. XXII, p. 413); — *Carpus chronicorum Flandria, Istorie et croniques*, p. 17, [*Chroniques belges*, t. I, p. 180); — *Chronographia*, p. 253 — *Villani, Istoria Fiorentina*, IX, p. 121. — Kervyn de Lettenhove (*op. cit.*, p. 102) suppose que Louis est l'ennemi de son père parce qu'il veut venger sa mère Yolande mise à mort par ordre de Robert de Béthune), et que Robert de Cassel défend son père — Je n'ai pas à étudier ce drame de famille.

4. D'où de nouveaux soupçons de trahison.

5. La *Chronographia* raconte que cet ordre barbare du comte de Flandre, « *faciatu amputari caput Ludovici filii nostri* », fut rédigé par vern, et que Robert sans Terre (Robert de Cassel) n'ayant pas obtenu du chancelier de son père qu'il y mit le sceau du comte, prit le sceau avec colère et en scella lui-même l'ordre d'exécution; le châtelain de Vianne, ayant reçu ces lettres, les montra aussitôt à Louis de Nevers, qui refusa de croire à leur authenticité. Le châtelain embarrassé va alors trouver le comte de Flandre à Male. Le comte, en apercevant le châtelain, s'imagina que son fils est mort et fut, cela et sa douleur, le châtelain le trompe, et le comte rempli de joie se reconcilie avec Louis à Courtray (*Chronographia*, p. 253-254). Sans doute Robert de Béthune était très

sence des rebelles artésiens à la tête de ses ennemis permet de penser que son principal crime était de s'être réconcilié avec le roi de France. L'intervention de Philippe le Long achève d'éclairer les faits sous leur véritable jour : il joint ses instances à celles de ses commissaires pour obtenir la liberté de Louis de Nevers comme si celui-ci avait toujours été son allié. Quand Louis sort de prison¹, quelques jours après la mort de Philippe le Long (15 janv. 1322, n. s.), c'est à Paris qu'il se retire². C'est que Louis de Nevers et après lui son fils Louis (de Crécy), gendre de Philippe le Long, ont passé dans le parti français³. Devançant la politique chère aux Habsbourg, le roi de France a fait servir les alliances matrimoniales « au commun profit et à la tranquillité du royaume⁴ ».

En résumé Philippe le Long est parvenu à conclure la pa x

vieux, mais ce récit ferait croire qu'il était tombé en enfance. Toutes ces chroniques sont mal d'accord entre elles sur les détails, plusieurs remplacent le château de Ypres par celui de Rupelmonde, Jean de Verrières (un de ceux qui s'étaient confédérés en 1318 avec Robert d'Aspre contre le comte de Flandre) mais il ne faut pas trop se hâter de rejeter ce récit comme invraisemblable, de pareilles accusations et les violences qui en résultent ne sont pas rares au xiv^e siècle ; il suffit de se rappeler les accusations lancées contre Enguerrand de Marigny, contre Mahout, contre Bernard Belieus, etc., quant aux violences, elles atteignent tout ce qu'on peut imaginer.

1. Louis de Nevers ne recouvra la liberté qu'à la condition de demander pardon au comte de ses fautes passées, de pardonner lui-même son arrestation à ses ennemis (particulièrement à Ferry de Bécougnay), de payer les frais de son propre emprisonnement, comme s'il s'agissait d'une agréable villégiature, et de ne pas rentrer en Flandre du vivant de son père. J. 564 B, n° 18 — (G. Bibl. de Rouen, n° 3143 coll. Leber — et *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques* t. II p. 107.

2. Comme on sait il y mourut bientôt (16 juillet 1322) le vieux Robert de Bellême mourut à son tour à Ypres le 17 septembre 1322. On soupçonna naturellement des empoisonnements « *tam pater quam filius, ut ferebatur intoxicati* » (Jervyn de Letendove, *op. cit.*, p. 107.)

3. Aussi quand après la mort de Robert de Bellême (1312), sa succession est disputée par Robert de Cassel et par Louis de Crécy, les Gantois se prononcèrent pour Louis de Nevers, tandis que Bruges, Ypres, Cassel, etc., lui sont hostiles. Le différend est soumis à la cour des pairs, et deux commissaires du roi, Miles de Noyers et Michel de Mautoudant, gouvernent la Flandre, au nom de Charles le Bel, en attendant l'arrêt. La cour des Pairs proclame au mois du janvier 1323 (n. s.) la légitimité des droits de Louis de Crécy, il reunit ainsi les comtes de Flandre, de Nevers et de Bethel, Charles le Bel lui choisit lui-même ses ministres, parmi lesquels on remarque Guillaume Flotte et l'évêque d'Arras (Pierre de Chappes). Un des premiers actes du nouveau comte est la paix avec le comte de Hainaut, allié de la France (Bibl. nat., coll. de Lamoignon, t. LXXXVII, fol. 147).

4. JJ. de, n° 179.

avec les Flamands, à des conditions honorables, grâce à l'intervention du Pape assurément, « *armis papalibus*¹ », mais aussi grâce à un habile mélange de douceur et de fermeté, assez maître de lui pour garder pendant toute la lutte l'avantage de la position et se servir moins de la force des armes que de cette influence morale qui augmente de jour en jour le nombre de ses partisans, amène le coup de théâtre de la défection des Gantois et réduit le comte à l'impuissance.

La pacification de la Flandre, ainsi obtenue, ne pouvait frapper l'imagination des contemporains comme l'eût fait une grande bataille, elle ne passa cependant pas inaperçue : « *Et tant fist par son sens, que touz vindrent luy à merci* », disent les chroniqueurs², et l'historien, qui sait la vanité des victoires telles que celle de Philippe VI de Valois à Cassel, ne peut blâmer Philippe V le Long d'avoir hésité à combattre les Flamands comme s'ils eussent été des Allemands ou des Anglais.

Aussi la mort de Philippe le Long fut-elle un deuil pour la Flandre³, pour les mêmes raisons que l'avènement de Philippe de Valois fut un malheur pour elle et pour la France.

1. « *Homo benignus, qui non armis, sed papalibus litteris vixit est Flandriam impugnare.* » *Chron. des comtes de Flandre* (dans la coll. des *Chron. belges Chron. de Flandre*) t. I, p. 179, 180

2. Ex. : *Chron. abrégée du Continuateur de Nangis, Hist. de France*, t. XX, p. 165.

3. « *De qua doluit Flandria* » *Chron. des comtes de Flandre* loc. cit.

CHAPITRE V

PACIFICATION DE L'ARTOIS ET DE LA PICARDIE

La pacification de l'Artois¹ et de la Picardie² demanda plus de temps encore que celle de la Flandre³. En effet il s'agissait non seulement d'obtenir la soumission effective de Robert d'Artois, mais encore de réduire le sire de Fiennes et autres rebelles qui ne modelaient pas leur conduite sur celle de Robert d'Artois, parce que la succession du comté d'Artois n'était pour eux qu'un prétexte.

Dans ses rapports avec les Artésiens et les Picards aussi bien que dans les « *besoignes de Flandre* », Philippe le Long se sert d'abord des « *voies gracieuses* » : à plusieurs reprises, en décembre 1316 et dans les premiers mois de 1317⁴, il leur envoie des ambassades pour tenter de les ramener⁵; les rebelles

1 Y compris le comté de Saint-Pol.

2 C'est-à-dire du Vermandois, du Ponthieu, de l'Amiennois, du Beauvaisis, de Corbie et du comté de Boulogne (*Hist. de France*, t. XXIII, p. 815 sqq).

3 « Cette guerre des arties dut avoir les memes phases et la meme durée que la guerre de Flandre », dit une note du xiii^e vol. des *Historiens de France* (p. 410); ces deux guerres sont au contraire assez distinctes.

4 Particulièrement à la « *journee* » ou conférence de Montdidier (7 février, 1317 n. s.).

5 Ses envoyés sont le comte de la Marche, Bibl. nat., ms. lat. 45670, fol. 57, l'évêque de Meuds, le comte de Clermont, le chantre de Clermont Hugue de Chalançon, et particulièrement Jean Paste, clerc de son hôtel, et Thomas de Marfontaine, chevalier le roi, qui se rendent successivement à Saint-Pol, à Amiens (décembre 1316), à Arras, à Saint-Pol, à Amiens, à Montdidier, etc. (janvier 1317), à Corbie (février), à Arras, à Saint-Pol (mars). Bibl. nat., ms. fr. 23256 fol. 40, 41, 42 et 47 (ms. lat. 14670 [paix d'Amiens avec les ampliations ajoutées à Paris le 8 mars 1317, n. s.).

qui demandent à se soumettre sont reçus en grâce, bien que les délais soient passés depuis la Chandeleur¹; ils obtiennent même de bénéficier du traité d'Amiens et de ne pas être poursuivis pour les excès qu'ils ont commis du 22 juillet au 6 novembre²; enfin les ennemis de Mahaut se plaignant qu'elle veuille « *les grever et guerroyer et mener autrement que par voie de raison* », Philippe le Long leur promet, le 25 février 1317 (n. s.)³, d'empêcher « *tout grief et toute guerre jusqu'aux prochaines Pâques* »; il sera toujours prêt à entendre leurs justes réclamations et à « *faire bon et hastif droit* », et il commanda à Mahaut et à son fils Robert, ainsi qu'à leurs « *aidanz* » et aux villes du comté de cesser de leur côté toute hostilité.

Robert d'Artois (le neveu de Mahaut) était en prison depuis le mois de novembre 1316 et suppliait le roi de le délivrer⁴; enfermé d'abord au Châtelet, il avait été transféré à Saint-Germain des Prés⁵, puis au Louvre. Philippe le Long lui rend provisoirement une demi-liberté (4 janvier 1317 n. s.), c'est-à-dire qu'il le fait sortir de prison avec défense de s'éloigner à plus de vingt lieues de Paris⁶, excepte du côté de la Normandie et du Berry, et sans lui permettre de lui faire hommage du comté d'Artois⁷; puis après un nouvel emprisonnement, il lui rend la liberté complète le 25 mars, à la condition qu'il lui remette en gage les châteaux de Méhun-sur-Yèvre et de Domfront, « *qu'il empêche de tout son pouvoir qu'aucune chose ne soit faite au préjudice du roi ou du comté d'Artois, et qu'il fasse mettre franchement en la main du roi, avant la Pentecôte,*

1. Ex. Jean de Pecquigny, qui était banni, est gracié. JJ 54 B, n° 26 bis. — Raoul de Basconcel (fils du sire de Basconcel), accusé de meurtre contre Nicolas le Hergne de Rapaume, est absous par le « *bailliens de Prukeyn* ». JJ 60, n° 211.

2. Bibl. nat., ms. lat. 14670, fol. 55.

3. JJ 54 A, n° 124. Il leur envoie à cette occasion Thomas de Marfontaine et Guillaume Flotte (avril 1317). Bibl. nat., ms. fr. 23256, fol. 44. — En mai nouvelle mission de Thomas de Marfontaine à Amers « *à la journée de l'Ascension* » (12 mai 1317), *ibid.*, fol. 47, — cf. Bibl. Sainte-Geneviève LF, n° 5, 1^{re} partie.

4. JJ 54 A, n° 132.

5. Girard de Frachet, *Hist. de France*, t. XXI, p. 47; — *Ibid.*, t. XX, p. 616.

6. De dépasser Montdidier et Breteuil en Beauvaisis (Servois, *Annuaire-bulletin de la Société d'Histoire de France* 1861, p. 78).

7. Olim III, fol. 155 2°, — Boutaric, *Actes du Parlement*, t. II, n° 4630 (14 février 1317 n. s.).

tous les châteaux qui s'y trouvaient avant le traité d'Amiens ; s'il ne peut y parvenir, il se mettra au point et « en l'état qu'il est ores », c'est-à-dire en prison « au Louvre de lez Paris », et s'il s'y refuse, ses châteaux seront « forfaits pour toujours ».

Robert d'Artois, sorti de prison, semble avoir fait ce qui dépendait de lui pour tenir ses engagements, mais le sire de Fiennes, le sire de Renty et quelques autres seigneurs² continuèrent à lutter sans lui contre Mahaut, malgré tous les efforts des envoyés du roi³. Exaspérés de la fidélité des villes de Calais, d'Aire et de Saint-Omer, ils leur font tout le mal qu'ils peuvent, coupent les communications, arrêtent les marchandises, maltraitent les marchands, jettent en prison les habitants qu'ils peuvent saisir et les mettent à rançon⁴.

Quant à Mahaut, qu'ils ne peuvent atteindre dans son hôtel de la rue Matconseil à Paris⁵, ils essayent de la perdre par la calomnie. Ils la font accuser par des comparses subalternes, non par une dénonciation régulière, mais par de sornioises insinuations⁶, des crimes les plus abominables, de haute trahison, d'assassinat et de sorcellerie⁷ : « On savait comment elle avait réconcilié le comte de Poitiers avec sa femme Jeanne de

1 JJ 54 A, n° 132; — *Bibl. nat.*, ms. lat. 14 670.

2 Par exemple Ferry de Pecquigny, Alard de Sainte-Aldégonde, Guicaudin (ou Girardin), de Renescure, Cassard, Joh, etc., JJ 562 B, n° 30, art. 21.

3 *Bibl. nat.*, ms. fr. 23456, fol. 42.

4 Ex. Jean Lodewit, partisan du roi (JJ 562 B, n° 30, art. 11, 21 et 23).

5 V. Richard, *Mahaut*, comtesse d'Artois, p. 285; — *Ann. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 409.

6. « *Quedam crimina nobis extra iudicium, non tamen per aliquam viam denunciatis, de carissima et fidei nostra Mathildi comitissa Andrebateni retulerunt* » (JJ 53, n° 32a).

7. Toute cette affaire nous est révélée par l'arrêt du 9 octobre 1317, il ne se trouve pas dans les archives du Parlement, mais il était encore conservé en 1786, aux archives d'Artois, où M. de Godefroy-Moniglais père le fit copier, il en a disparu depuis ainsi que de nombreux documents et M. Godin l'a minutement recherché en 1864 dans les archives du Pas-de-Calais. Il nous en est resté heureusement la copie de 1786, que M. de Godefroy-Moniglais fils a publiée en 1866 dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de France* (t. XXVIII, ou 3^e série, t. VIII (1865) p. 195-218), elle comprend 24 articles. Une partie en a été aussi imprimée par Leibnitz (*Index juris gentium* t. I, pièce 44), un fragment par Anselme (*Généalogie*, t. I, p. 381). Enfin j'ai trouvé trois des pièces de cette grave affaire, la réponse du roi aux protestations de Mahaut, et la convocation des trémoins pour le jour de bataille, dans le *Tresor des Chartes* (JJ 53, n° 325 et JJ 53, n° 32 et 33).

Bourgogne, convaincue d'adultère comme sa sœur Blanche Aidée de son favori Thierri d'Hireçon, elle avait consulté Isabelle de Fiennes¹, sorcière renommée pour sa science magique, et avait commencé, sur son conseil, par se procurer du sang de sa fille Jeanne, emprisonnée à Dourdan (du sang de son bras droit), avec ce sang mêlé à trois espèces d'herbes, verveine, amourette et livèche, Isabelle avait, en invoquant Jésus, composé un philtre² ou « charme »³, que son fils Jean avait porté à l'hôtel d'Artois, à Paris, et que Mahaut, avec la complicité de son cousin Henri de Sully et d'un de ses chevaliers d'Artois⁴, avait fait boire au comte de Poitiers, son ressaent ment conjugal avait disparu aussitôt et il avait tout pardonné.

On savait aussi de quelle manière Louis X était mort si subi-

1 D'après Lancelot *Académie des Inscriptions*, t. X, p. 571) et Le Roux de Lincy (*Revue de Paris*, juin et juillet 1839, — et Bibl. de l'École des Chartes, since 1852, p. 69) les accusateurs seraient le sire Jean de Fiennes et sa mère Isabelle de Fiennes en personne. C'est une erreur qui paraît avoir pour cause une similitude étonnante de noms : les dénonciateurs s'appellent effectivement Jean et Isabelle de Fiennes. — Anselme imprime *Fiennes*, — M. Richard *Ferrières*, qu'il identifie avec *Esiterre* (las-de-Lalais, enfin M. de Godefroy-Meuilglaise imprime *Ferrières*, par suite d'une mauvaise lecture du copiste de 1786, qui a pris le point de l'i pour l'abréviation du *er*). — Lebnix (*op. cit.*, p. 10-100) imprime *Isabelle de Siennes*, et comme d'après l'autobiographie du prétendant Jean I^{er} (*Gianotto*, sa nourrice Marie est fille d'un certain *Esibel*, sœur d'un certain Gannotto, qui paraissent être de Siennes, il est tentant de conjecturer que cette *Esibel* était la même qu'Isabelle, en d'autres termes que l'accusatrice de Mahaut était au courant de ses crimes par sa fille la nourrice Marie, il y aurait ainsi toute une série de drames et de crimes, assassinat de Louis X, assassinat projeté contre Jean I^{er}, mais qui atteint par erreur son frère de lait (*Bibl. Barberine*, ms. xlv, fol. 54) — Le texte de Godefroy-Meuilglaise (*Ferrières* exclut ces conjectures, » conclut M. Viollet (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. XXXIV, 2^e partie, p. 147); mais le texte du *Treasure des Chartes* doit faire loi, faute d'original : or il porte en caractères bien lisibles « *Isabellus de Fiennes et Johannis ejus filius* ». JJ 53, n^o 125. Toute autre lecture est impossible. Seulement il ne s'agit pas de là, à mon avis, que cette Isabelle de Fiennes et son fils Jean soient de grands personnages : « *Isabellus et Johannis, qui sunt pauperes, levis opinionis, viles persone* », dit Mahaut en parlant de ses accusateurs (JJ 53, n^o 324) ce n'est pas ainsi que pourraient être désignés, même par Mahaut au comble de l'indignation, Jean de Fiennes, un des plus hauts seigneurs du royaume, et sa mère Isabelle. Il est possible que le sire de Fiennes ait eu parmi ses agents une Isabelle et un Jean, de Fiennes dont ils ont imaginé de se servir, notre sœur tout moderne de la ponctuation permet de distinguer « Jean de Fiennes » de « Jean, de Fiennes ».

2 En latin « *amoran* », le mot n'est pas dans Du Cange. Il fait peut-être lire *Amoriana*, philtre d'Amorium (ville d'Asie).

3. Le procès nous fait connaître jusqu'au prix de ce philtre, 70 livres par ses (environ 2500 francs d'aujourd'hui).

4. Robert du Plessier.

tenent, après avoir joué à la paume : ce n'était pas pour « s'être refroidi la graisse », en buvant « du vin aussi frais que glace » comme le font les « Normands trop buveurs¹ ». Mahaut avait projeté de le réconcilier également avec sa femme Blanche de Bourgogne, emprisonnée à Château-Gaillard, mais elle n'avait pas pu se procurer le sang nécessaire; alors elle avait commandé à Isabelle un poison foudroyant, composé principalement de poudre d'encens, de fleur de froment, de queue de couleuvre et de crapaud pulvérisé; elle en avait fait prendre à son gendre pour se rafraîchir pendant qu'il jouait à la paume, et voilà comment sa fille Jeanne était devenue reine de France.

De pareilles accusations étaient trop redoutables au xiv^e siècle pour pouvoir être dédaignées². Philippe le Long, devinant qu'elles venaient de certaines personnes « dont il convenait de taire les noms », résolut de réduire à néant l'accusation « pour l'honneur du royaume », et ordonna par lettres de justice la comparution de Mahaut et de ses accusateurs devant le Parlement. Mahaut consentit à comparaître, mais en protestant hautement contre l'injure qui lui était faite (commencement de juillet 1317) : elle mettait le procureur du roi au défi de jurer qu'il existât contre elle des preuves et même de simples présomptions : « l'accusation était sans consistance, venant d'aussi vils personnages qu'Isabelle et Jean, misérables sorciers qui avaient eu plus d'une fois maille à partir avec les baillis et avaient passé une partie de leur vie en prison³; il était indigne qu'une comtesse d'Artois, femme de bonne

¹ *Isidore et croniques* p. 307; — et *Gilles li Muisis* (dans la *Coll. des Chron. belges*) t. II p. 207; — et *J. Beaumoullien, Hist. de France*, t. XXI, p. 497.

² Le chroniqueur *Gilles li Muisis* se fait l'écho de ces bruits. « Le corps du roi avint été ouvert, un chien lecha un linge ensanglanté et mourut aussitôt, un serviteur du roi mangea de la nourriture dont avait mangé le roi et mourut à l'instant, » et *propter hoc fait mala suspicio super multis* » (*Gilles li Muisis* (dans la *Coll. des Chron. belges*), t. II, p. 207). — L'anonyme de Caen (*Hist. de France*, t. XXII, p. 26) répète aussi qu'on dit que Louis X est mort empoisonné (*ut dicebatur*). — *Jean Beaumoullien* crut à l'empoisonnement (*Hist. de France* t. XXI, p. 417).

³ « *Pauperes, levis opinio et rixis persone, et publice apud bonos et graves in hoc ubi traserunt originem, diffamata super sortilegio, augurio, divinationibus et pluribus aliis factis damnablebus* » (JL n. 3. n. 32.)

renommée, petite-niece de saint Louis, fût en butte à de pareilles calomnies, qui ne s'accordaient même pas entre elles ! » Elle consentait néanmoins à prouver son innocence, à la condition que la cour fût suffisamment garnie de pairs, et qu'il lui fût donné acte que sa comparution ne porterait aucun préjudice à ses privilèges. Philippe le Long lui donna satisfaction sur ces deux points¹ (10 juillet 1317)², et fit procéder à une minutieuse enquête.

Peu s'en fallut que le travail du Parlement ne fût simplifié par un duel judiciaire, que le rapprochement des dates, la personne des champions et la solennité dont il est entouré nous permettent de rapporter à cette affaire, sinon avec certitude, du moins avec une très grande vraisemblance. Que la provocation vint de l'une ou de l'autre partie, le roi, par lettres du 12 juillet 1317³, octroya « le gage de bataille » entre Ferry de Pecquigny et Jean de Varenne. Or Ferry de Pecquigny est un des principaux chefs des rebelles d'Artois⁴ ; il se distingue par sa haine contre la comtesse ; il est certainement de ceux qui peuvent soutenir une pareille accusation la lance à la main. Jean de Varenne, au contraire, nous apparaît, surtout à partir de cette époque, comme un des favoris du roi ; il devient chevalier de son hôtel ; il est envoyé en ambassade en Angleterre ; il joue un rôle considérable⁵.

Le combat devait avoir lieu à Paris le mardi 4 octobre 1317⁶, le roi convoquait à y assister une partie de son Grand Conseil et la plupart de ses « chevaliers poursuivants », avec une centaine d'hommes d'armes. Il serait invraisemblable que les

1 « Nos vero predictas rationes et protestationes omnes admittimus. » *ibid*

2 « Per dominum regem, in Curia » (c'est-à-dire au Parlement), *ibid.* ; — cf. Bibl. nat., coll. de Lamps, t. LXXXVII, fol. 317

3 JJ 55, n° 32 et 33

4 Il est frère du sire de Pecquigny (Amiénois) ; *Hist. de France*, t. XXII, p. 402.

5. Sans doute on trouve un Jean de Varenne parmi les rebelles d'Artois en 1316, mais on bien ce n'est pas le même personnage, le nom de Varenne et le prénom de Jean étant fréquents, ou bien, si c'est le même, son absence dans les rangs des rebelles à partir de l'année 1316 nous autorise à penser qu'il a été du nombre de ceux qui se sont ralliés à la comtesse et qui ont pris à cœur de faire oublier leur attitude passée par leurs services.

6 « Duellum est martis post Sanctum Remigium citatur ad diem dies ante. » JJ, 55, n° 32 et 33.

chroniqueurs se fussent entendus pour ne rien dire d'un événement aussi dramatique, quels récits n'en donneraient-ils pas? Ce duel serait aussi fameux que celui de Jarnac et de la Chataigneraie, surtout si Ferry eût triomphé et plus d'un auteur le présenterait comme le fait capital du règne. Si nous n'en savons rien que par l'annonce qu'en fait le Trésor des Chartes, c'est apparemment qu'il fut contremandé¹, et l'affaire « menée par voie de raison », soit que l'Église fût intervenue pour l'empêcher, soit qu'Isabelle et Jean, effrayés du sort qui les attendait si leur champion était vaincu, eussent rétracté à temps leur accusation, soit que le combat eût été interdit, comme l'avait été celui des frères d'Aulnai et de leurs accusateurs en 1314, en vertu d'un des nombreux cas d'impossibilité énumérés par Beaumanoir — on pouvait soutenir par exemple que le cas était « notoirement faux », ou qu'il existait dans l'espèce « d'autres moyens de preuve pertinente ».

Ce qui est sûr, c'est que le débat fut vidé par jugement régulier. Le roi conduisit lui-même l'enquête : entouré de son Grand Conseil², il interrogea lui-même les dénonciateurs et sa belle-mère séparément (nous possédons leurs réponses ; puis il les confronta, et examina un à un les nombreux articles de l'accusation³).

Ce serait une erreur de croire que Mahaut se contenta de protester au nom du bon sens contre l'absurdité de l'accusation : force lui fut de se défendre pied à pied, de discuter sérieusement chacun des vingt et un articles proposés contre elle, d'objecter par exemple l'impossibilité où elle était de communiquer avec Jeanne « tellement surveillée au château de Bourdan qu'elle n'eût pu être saignée ou cachetée », de prouver des alibis qui mettaient les accusateurs en contradiction avec l'évidence, de discuter avec eux les dates de ses voyages, et de ceux de son gendre.

1 Comme l'avait été par exemple celui du comte de Blois et Anseau de Garlande, champion de Louis XI (V. Luchaire, *Louis XI le Gros*, p. 62).

2 (Juillet 1317), II 43, n° 325.

3 *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, t. XXVIII, p. 195-212, — Lancelot (*Arch. des Inscr.*, t. X (1736), p. 584 (Lancelot a utilisé des documents perdus depuis).

Philippe le Long de son côté déclara qu'en supposant même qu'un philtre lui eût été administré, il avait été sans effet sur lui, et la preuve, c'est qu'à cette époque, « il n'avait ressenti aucun redoublement de tendresse pour sa femme bien-aimée¹ ». Cette déposition du roi acheva de confondre les accusateurs². Isabelle et Jean, convaincus de mensonges et saisis de terreur, avouèrent qu'ils n'avaient été que les instruments de puissants personnages qui avaient voulu perdre la comtesse et à qui ils avaient obéi en tremblant, le procès-verbal ne nous fait pas connaître ces noms « qu'il convenait de taire », mais nous connaissons assez le sire de Fiennes et le sire de Pecquigny pour les reconnaître à leurs actes.

En présence de ces rétractations, le procureur du roi avait abandonné l'accusation, et ce fut peut-être à ce moment que le gage de bataille fut contremandé. Mais Philippe le Long, pour achever d'élucider le deuxième point, tint à entendre encore de nombreux témoins, tous ceux qui avaient vu Louis X pendant sa maladie, par exemple sa veuve Clémence de Hongrie, les comtes de Valois, d'Évreux et de Clermont, le connétable, Blanche de Bretagne, Miles de Noyers, Anseau de Joinville, Jean de Beaumont, Pierre de Chambrillac, Hugues d'Augeron; tous affirmèrent avec énergie que Louis n'était pas mort empoisonné³.

La cause était instruite. L'arrêt fut rendu le dimanche 9 octobre 1317, jour de la Saint-Denis, avec la plus grande solennité, dans la Grand'Chambre du Parlement garnie de pairs, en présence du roi et d'un grand nombre de clercs et de chevaliers de son Hôtel. Il proclamait hautement que l'enquête la plus minutieuse n'avait justifié sur aucun point lesdites accusations de sortilège et de maléfices, qu'en conséquence Mahaut et ses prétendus complices Henri de Sully et Thierry d'Hireçon en étaient totalement absous, leur répu-

1. Il va jusqu'à dire « qu'il n'a jamais été brouillé avec sa femme », il est possible, en effet, que Jeanne n'ait été empoisonnée que par la volonté impérieuse de Philippe le Bel.

2. « *Et sic factas et variatas ducte Isabellis apparebant* » *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, t. XXVII, p. 206.

3. *Ibid.*, p. 191.

lation intacte et leur innocence sans tache¹. Quant à Isabelle et à son fils Jean, nous ignorons quel fut leur sort, mais nous savons quels supplices étaient réservés aux calomniateurs, chemise d'infamie semée de langues rouges et de têtes de diables, fustigations dans les carrefours, longues expositions aux piloris².

Le jeune Robert d'Artois, âgé de dix-huit ans environ, fils et héritier de Mahaut, était mort avant la fin du procès, dans les premiers jours de septembre 1317, à l'hôtel d'Artois de la rue Mauconseil³ pendant deux jours dix-huit valets crièrent sa mort dans les rues de Paris, et de nombreuses aumônes furent distribuées aux pauvres et aux maisons-Dieu⁴. Mahaut n'avait plus d'autres enfants que ses deux filles, Jeanne, reine de France et de Navarre, et Blanche, captive au Château Gaillard.

Robert d'Artois (son neveu) ne paraît pas s'être mêlé au diabolique procès intenté à Mahaut, mais il n'avait pas renoncé à soutenir ses droits, et la mort de son cousin Robert encourageait ses espérances. Seulement il avait renoncé à recourir à la force, pour s'adresser de nouveau à la justice du roi; malgré l'autorité de la chose jugée, il réclamait le comté d'Artois et la pairie, ou au moins un dédommagement en terres et en argent, comme il l'avait déjà réclame en 1307. De son côté Mahaut lui demandait, en réparation de ses violences passées, 100 000 livres d'indemnité pour chacune de ses infractions à la sentence de 1309⁵.

1 *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, t. XXVIII, p. 206.

2 V. Le Roux de Lancy (*Revue de Paris*, juin-juillet 1839).

3. Richard, *Mahaut comtesse d'Artois*, p. 15. — On voit quelle est l'erreur de ceux qui, comme Hennebert (*Hist. de l'Artois*, p. 59), font mourir Robert en 1312, et attribuent le soulèvement des Artoisiens en 1316 à l'espoir que leur donne cet événement. Lancelot, lui aussi, se fait mourir trop tôt, en 1316 (*Acad. des Inscriptions*, 1736, t. X, p. 171). Ces erreurs chronologiques en ont entraîné d'autres, parce qu'à partir de ces dates on a confondu le fils de Mahaut avec le comte de Beaumont-le-Roger (h. v. : *Hist. de France*, t. XXII, p. 405, et Index).

4. Son tombeau, commande quelques semaines plus tard au sculpteur parisien Pepin de Huy, se trouve à Saint-Benoît. Anselme se trompe doublement en plaçant sa mort en 1315, et son tombeau à Poligny (V. *Documents et études divers concernant l'histoire de l'art dans la Flandre et l'Artois*, Lille 1886).

5. J. 439, n° 1 et non pas n° 2, comme le porte l'inventaire de Dupuy. La Par-

Avant de juger au fond, il s'agissait de savoir quelle serait la juridiction compétente, et comme Robert avait omis, dans l'assignation, de requérir la convocation des pairs, le conseil du Parlement déclara que la cour, où se trouvaient le roi, plusieurs prélats, barons et conseillers, était « assez bien garnie » pour juger la cause. Robert ayant décliné la compétence de la cour ainsi composée, Philippe le Long convoqua plusieurs princes de sa maison qui avaient le titre de pairs, le comte de Valois, le comte d'Évreux, le comte de la Marche, le comte de Clermont, deux autres princes qui n'avaient pas le titre de pairs, Philippe de Valois et son frère Charles de Valois¹.

Robert d'Artois se décida à se présenter devant le Parlement ainsi « garni » ; il exposa ses griefs, proposa plusieurs raisons « tant de fait comme de droit », supplia le roi de lui faire justice et remit sa cause entre ses mains pour le bien de la paix². Son oncle le comte Richemont³ et son beau-frère le comte de Namur⁴ joignirent leurs prières aux siennes. Mahaut, de son côté, présenta le texte de l'arrêt rendu en 1309. Le roi, « après grande délibération », imposa perpétuel silence à Robert d'Artois et déclara que le comté et la pairie « entièrement et sans diminution » demeureraient à perpétuité à la comtesse et à ses successeurs, en même temps il confirmait à Robert la possession du comté de Beaumont-le-Roger comme compensation des droits qu'il pouvait réclamer⁵ ; enfin, se retranchant derrière le traité d'Amiens, il déboutait Mahaut de ses demandes d'indemnités, déclarait Robert d'Artois absous de tout ce qu'il avait pu faire jusqu'à ce jour, et commandait aux

lement était saisi depuis longtemps de ces réclamations. J'entend Mahaut des le 7 mars 1317 (n. s.) ; V. Lancelot (*op. cit.*), p. 37-382.

1. J 439, n° 1. En même temps le roi convoqua des hommes d'armes pour être en état d'agir par la force (J 439, n° 64).

2. Il requit le roi « que il dou destort dessus dict se vultust charger pour bien de pais, et sur ce faire et ordener sa volenté de haut et de bas ». J 439, n° 1.

3. Jean de Bretagne, célèbre sous le nom de Jean de Montfort, le héros de la guerre des deux Jeanne.

4. Marie d'Artois, mère de Robert d'Artois, avait épousé Jean de Namur, comte de Namur. Le texte des *Lettres* porte frère, employé dans le sens de beau-frère, J 439, n° 3.

5. Robert d'Artois avait reçu de Philippe le Bel 5000 livres tournois de revenu annuel, « sous le nom de comté de Beaumont-le-Roger ». J 439, n° 310.

deux parties d'oublier toute rancune, si bien que « ledit Robert aimât la comtesse comme sa chère tante, et ladite comtesse ledit Robert comme son bon neveu ».

Les princes ratifièrent aussitôt ce jugement et jurèrent sur l'Évangile, en présence du roi, que si l'une des parties y contrevenait, ils lui refuseraient leur assistance et aideraient de tout leur pouvoir à la contraindre. Robert d'Artois, à son tour, en présence de Mahaut, jura sur l'Évangile de se conformer à la sentence du roi, engageant en garantie « tous ses biens meubles et immeubles présents et à venir »; enfin son oncle et son beau-frère prirent le même engagement solennel que les princes. Le comté, qui était sous la main du roi depuis le règne de Louis X, fut restitué verbalement à Mahaut¹, et la succession d'Artois sembla définitivement réglée (dimanche, 28 mai 1318)².

Si Robert d'Artois devait, comme on sait, renouveler ses prétentions sous Philippe VI de Valois, il se résigna sous Philippe le Long à n'être plus que le comte de Beaumont-le-Roger; rentré en grâce auprès du roi, il épouse en 1318 la fille de Charles de Valois, Jeanne³, et suit le comte d'Evreux à la frontière de Flandre⁴, où il est exposé à combattre ses anciens alliés tels que le sire de Fieunes. Philippe le Long, qui l'appelle « son cher et fidèle cousin », lui donne des terres à plusieurs reprises⁵, i lui témoigne sa confiance en 1319 en le chargeant d'une importante mission en Normandie⁶. Robert d'Artois n'est plus pair de France, mais il est redevenu membre du Grand

1 Lancelot, *op. cit.*, p. 583. Le comté fut administré par les officiers du roi jusqu'en 1321, à cause des difficultés qui survinrent (JJ 58, n° 361).

2 JJ 129, n° 1, 2 et 3; JJ 55, n° 98. — *Bibl. de Tours*, ms. 1012 et 1013. Rennebert a publié ce document dans son *Histoire de l'Artois*, p. 165, d'après les Arch. du Pas-de-Calais.

3 M. Le Roux de Lincy, dans sa précieuse étude sur « les biens meubles et immeubles de la comtesse d'Artois », place ce mariage plusieurs années trop tôt (*Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1852, p. 54).

4 Avec 9 chevaliers et 10 écuyers (*Bibl. nat., coll. de Camps*, t. LXXXIX, fo. 105). — Il reçut, le 5 juin 1318, 1203 livres tournois pour ses services « et portica et frontures de Flandre » (Lancelot *op. cit.*, p. 586).

5 Ex. JJ 59, n° 112, 154.

6 Il s'agit de traiter avec les nobles au sujet de l'aide de Flandre (30 mars 1319, n. s. JJ 55, n° 138).

Conseil et s'occupe comme tel des affaires du royaume¹. On le voit même, « en bon neveu », entretenir avec sa tante Mahaut des relations amicales, en apparence du moins : lui et sa femme Jeanne viennent plus d'une fois s'asseoir à sa table².

Mais, il ne suffisait pas, pour pacifier l'Artois et la Picardie, d'avoir obtenu la soumission de Robert. Le sire de Fiennes, le sire de Renty³, le sire de Pecquigny et autres rebelles de 1316 avaient « persévéré dans leurs emprises, les uns plus, les autres moins », et le comte de Flandre les soutenait de tout son pouvoir⁴. Le maréchal de Beaumont, qui n'avait que 200 hommes d'armes de troupes mobiles, et qui de Saint-Omer devait surveiller à la fois la Flandre et l'Artois, ne pouvait en faire qu'une guerre d'escarmouches; il brûla quelques châteaux dans les environs, ravagea des terres et mit à mort « tous ceux qu'il pouvait trouver ».

Son plus heureux coup de main est la prise de Saint-Venant⁵, entre Aire et Béthune : un matin il part de Saint-Omer avec ses deux cents hommes d'armes et chevauche rapidement jusqu'à Saint-Venant⁶, à sept lieues de Saint-Omer; les rebelles, surpris dans la ville, sont tous tués ou pris à l'exception de quatre, qui parviennent à rentrer au château, et le châtelain Guillaume de Vernon⁷, après l'avoir défendu pendant quatre jours, se rend sans conditions; le maréchal y met un nouveau châtelain « de

1. Par exemple des affaires de Flandre, J 563 A n° 39.

2. Par exemple le 24 juin 1319 (Richard, *Mahaut, comtesse d'Artois*, p. 24 et 75), par conséquent quelques jours avant la scène de Longchamp.

3. André, sire de Renty et châtelain de Bergues (Arch. du Pas-de-Calais, A 67^b).

4. *Isotore et cron.*, p. 312; — *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France* t. XXII, p. 409. Le Trésor des Chartres nous fait connaître plusieurs de leurs méfaits avec beaucoup plus de précision que les chroniques (Ex. : J 562 B, n° 30, art. 21, 22, etc.).

5. Commencement de 1318. *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 410, — *Isotore et cron.* p. 413; — *Chronographia*, p. 211. Le seigneur de Saint-Venant était du parti du roi, bien que le château fût occupé par ses ennemis. JJ 58, n° 404.

6. Et non Saint-André, situé trois fois plus loin (l'erreur se trouve dans plusieurs éditions de chroniques).

7. Guillaume de Noyon (*Isotore et cron.* loc. cit.). — *de Norem (Chronographia*, p. 241).

par le roi¹ », et rentre en triomphe à Saint-Omer avec ses prisonniers « qui géurent en prison moult longuement² ».

Philippe le Long semblait décidé, comme il le disait, « à braver le danger plutôt que de tolérer plus longtemps de pareilles tribulations³ » ; les forces qu'il avait convoquées pour la mi-carême 1318 pouvaient tout aussi bien être employées contre les Artésiens que contre les Flamands, et le connétable, qui les commandait, était peu habitué à ménager ses ennemis. À son approche les rebelles s'empressèrent de parlementer : le sire de Fiennes lui-même, invité à faire comme les autres « pour son bien », se rendit auprès du connétable, à Montreuil-sur-Mer, et lui promit d'aller « demander merci au roi⁴ ».

Gaucher de Châtillon, croyant la paix assurée, envoya au roi le maréchal de Beaumont pour lui annoncer cette bonne nouvelle. En même temps il ménageait une conférence à Choisy⁵ entre la comtesse d'Artois et ses ennemis ; la « *la besoigne fut tant demenee que paix fut trouvée entre eux* », raconte la chronique de Flandre⁶, mais le sire de Fiennes, prenant exemple sur son beau-père Robert de Béthune, n'avait parlementé que pour gagner du temps ; il s'était bien garde de se rendre à Choisy, et l'armée royale dissoute, il viola de nouveau la trêve, et fit faire « pis que devant⁷ ». Philippe le Long, déçu, complimenta ironiquement le connétable sur la « belle paix » qu'il avait faite avec les alliés, et renvoya le maréchal de Beaumont rejoindre son poste pour faire face au danger. Le maréchal n'atteignit pas Saint-Omer : il tomba malade en route et mourut à Amiens (juillet 1318) ; le roi lui donna pour successeur Mahi de Trie⁸, qui se rendit aussitôt à Saint-Omer avec une « belle compagnie ».

1. Sans doute David de Sainte-Aldégonde, qu'il ne faut pas confondre avec d'autres Sainte-Aldégonde, ennemis du roi (*Actes du Parlement*, n° 6606).

2. *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, p. 410. — *Isidore et cron.*, p. 313 d, II 55, n° 69.

3. En même temps, il concluait une trêve avec les vâles de Saint-Omer et de Calais (des instructions à ses procureurs sont du 23 juin 1318, J 562 H, n° 23 et 24 Choisy au Bar, sur l'Aisne inférieure, canton de Compiègne).

4. *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 410 et 411. — *Isidore et cron.*, p. 313.

5. « *Onques ne firent de rober et ardoir le pais.* » *Isidore et cron.*, *ibid.*

6. Les *Anc. chron. de Flandre* lui donnent avec raison pour successeur Mathieu

Le Parlement avait interdit à la comtesse d'Artois de se faire justice elle-même¹, mais Mahaut, au lieu de se conformer à cet arrêt, réclamait de nouveau l'intervention du Pape², et faisait de grands préparatifs de guerre auxquels ses ennemis répondaient par une nouvelle levée de boucliers. Jamais les deux partis n'avaient réuni plus de troupes « pour grover l'un l'autre »³, et Philippe le Long, dont l'ambition était de prévenir les guerres privées, déplorait avec amertume « ce grand appareil de gens d'armes, dont moult de mautes et grant périls pouvaient venir, se hastif remede n'estoit mis ».

Le voisinage de la Flandre, où la grande guerre semblait névitable, rendait ce désordre d'autant plus dangereux⁴. Philippe le Long qui voulait à tout prix empêcher la fusion des deux guerres, redoubla d'efforts pour ramener les rebelles d'Artois et de Picardie « par voies de raison », il défendit dans le bailliage de Vermandois et dans tout son ressort, sous peine d'emprisonnement et de confiscation, tant que durerait la guerre de Flandre « toutes manières de guerres privées, malgré les us, coustumes de pays, grâces ou privilèges accordés » (1^{er} juillet 1318)⁵. En Artois il défendit de même aux

(ou Mah), de Trie, et non pas Renaud de Trie, qu'indique Anselme (*Hist. de France*, p. XXII, p. 411; — Anselme, *Généalog.*, t. VI, p. 618), et les documents d'archives confirment la chronique (Ex. . 33 59, n° 392).

1. Arrêt du 6 avril 1318 (*Actes du Parlement*, t. II, 531t).

2. C'est-à-dire l'excommunication contre le sire de Fieumes, les Perjurgys et toute la « peste de ses ennemis » (11 Artémens, 5 Cambrésiens, 16 Picards, 5 Flamands, 2 Comtois, 3 Champenois, 1 Normand), V. de Godefroi-Monlplaisie (*Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, t. XXVIII, p. 193).

3. Louis d'Évreux « lieutenant du roi en frontières de Flandre » (J 563, n° 19) surveillait ces préparatifs, établi tantôt à Arras, tantôt à Bethune (*ibid.*, et J 563, n° 101), mais il s'occupait surtout des affaires de Flandre, comme le montre particulièrement son voyage de juin-juillet 1318, dont nous avons tout l'itinéraire : parti de Paris le 6 juin, il s'arrête à Bapaume et à Arras, revient à Saint-Germain le 16 juin, retourne à Bapaume le 19, à Arras le 20, puis se rend à Douai, à Lille, à Béthune, repasse à Arras le 5 juillet, et est de retour à Paris le 9 juillet; il reçoit 1462 livres pour ses frais de voyage (Bibl. nat., ms. fr. 23246, fol. 11).

4. « En cel temps (1318) li Flamans se voudrent joindre aux aliés par serrement, mes li aliés ne les voudrent recevoir » (Bibl. nat., ms. fr. 10132, fol. 401 r (chronique), et *Journa de Saint-Victor, Hist. de France*, t. XXI, p. 667. Il y eut certainement en Artois beaucoup de nobles qui se souvinrent de Courtray et de la mort de Robert II et de Philippe d'Artois, mais tous n'eurent pas ces scrupules.

5. *Ordonn.*, t. I, p. 637.

deux partis d'en venir aux mains (20 septembre)¹; il exhorta ses partisans à la patience, il les encouragea par des faveurs², et deux de ses sergents d'armes³ se rendirent auprès des rebelles à Miraumont⁴, pour leur défendre en son nom tout rassemblement en armes.

La plupart des rebelles, intimidés peut-être par l'excommunication des Flamands, cessent les hostilités; quelques-uns d'entre eux font même leur soumission: c'est ainsi qu'André de Renty se rend au maréchal Mahi de Trie, met son château de Renty dans la main du roi, et s'engage à restituer tout ce qu'il a pris aux partisans de Mahaut (27 décembre 1318)⁵. Mais d'autres continuent de braver le roi dans leurs châteaux, à l'exemple du sire de Fiennes⁶. Leur mauvaise volonté, compliquée des exigences de Mahaut⁷, empêchent longtemps les négociations d'aboutir.

Cependant Philippe le Long, à force de persévérance, avance pas à pas vers le but. Ses envoyés ordinaires, l'évêque de Mende, le comte de Clermont, Thomas de Marfontaine⁸ et

1. Il y a à ce propos une conférence à Pontoise le dimanche 10 septembre. Bibl. nat., ms. fr. 23236, fol. 42.

2. Ainsi la sœur de Jean de Fiennes, Yolande, qui reste fidèle au roi (*et nostra semper devotione permansit*), reçoit une partie des biens de son frère, qui ont été saisis par le bailli d'Amiens « *propter ipsius delicta* », nov. 1318.

3. L'année suivante la dame de Boussemor (sœur de feu le sire de Fiennes), ayant supplié de lui laisser jouir d'une somme de 4000 livres « *paris* » qui faisait partie de la succession de son frère (somme assise sur les bois et le château de Tug y, Philippe le Long ne voulut pas que « *ladite dame fut défranchie de son fief* », à cause du « *mauvais port dudit seigneur* », et lui fit délivrer les 4000 livres par le bailli d'Amiens et par le « *garde de la terre de Fiennes* » 4 juillet 1319). JJ 58, n° 82. — C'est aussi pour le roi une alliance précieuse que celle du comte de Boulogne, un de ses principaux conseillers (JJ 59, n° 109, etc.). Quant à Jean de Fiennes, le roi dit de lui « *quondam dominus de Frevilles, qui se adversus nos et regnum nostrum perpetuum gessit* », JJ 59, n° 121.

4. Pierre de Pîtres et Michel de Navarre, JJ 59, n° 100 et 101.

5. Miraumont (canton Albert, arrondissement de Peronne).

6. Lettre dble nous donne le moyen de fixer la chronologie des faits que les chroniques énumèrent sans préciser: les *Isloire et croniques* (p. 314) disent seulement que Mahi de Trie maintint la guerre « *un an et deux* », les documents d'archives permettent de placer cette période des derniers mois de 1318 aux premiers mois de 1320 (JJ 59, n° 392, etc.).

7. JJ 562 B, n° 30, art. 2 et 26.

8. JJ 59, n° 101.

9. Thomas de Marfontaine fait voyage sur voyage: il met « *chaq jours entiers* » pour servir de Marfontaine (Aisne) à Pontoise (6-8 septembre 1318) « *parce qu'il* »

Jehan Pasté multiplient leurs démarches, pour que la « besoingne preigne bone fin¹ »; les délégués des rebelles sont convoqués à de nombreuses conférences²; dans celle du 25 octobre 1318, qui a lieu à Paris même, ils signifient à Mahaut qu'ils lui résisteront de toutes leurs forces, si elle veut recourir à la violence, mais qu'ils la laisseront entrer dans le comté, si elle y vient sans armée. Mahaut ayant rejeté ces conditions comme inacceptables, le roi propose aux deux parties un nouvel accord plus flatteur pour l'orgueil de la comtesse : une nouvelle conférence a lieu par ses soins, le 31 décembre 1318, à Corbie³, puis une autre encore devant le Grand Conseil, le 5 février 1319 (n. s.) à Montdidier, sans amener de résultat décisif; les rebelles de l'Amiénois sont seuls à y faire leur soumission⁴.

Mais Philippe le Long « qui n'épargne pas son travail ni celui de ses gens » ne se rebute pas dans ce rôle ingrat d'arbitre. Une nouvelle conférence⁵ a lieu le 26 mars 1319 (n. s.), à Compiègne, sous la présidence de l'évêque de Meude, du comte de Clermont et du Connétable⁶, et cette fois les nobles d'Artois, sur les instances des nobles de Vermandois, acceptent enfin les propositions du roi⁷.

estoit malade », et il est forcé de retourner se reposer à Marfontaine, il reçoit 30 l vers pour son voyage de quatorze jours. Bibl. nat., ms. fr. 23 256, fol. 47.

1. JJ 55, n° 112 et 138.

2. *Ibid.*, n° 100; et *Continuateur de Nangis* (édition Géraud, t. II, p. 41) — Le ms. fr. 23 256 de la Bibl. nat. nous donne de nombreux détails sur ces conférences, il s'en tient une à Pontoise le 10 septembre 1318, une à Compiègne, en présence du Grand Conseil, vers le 9 octobre, etc.

3. Les envoyés du roi sont : évêque de Meude, le comte de Clermont, Thomas de Marfontaine et le Connétable (Bibl. nat., ms. fr. 23 256, fol. 42 et 47; — JJ 55, n° 140, 141, 142, 148, 149, 150 et 151; — cf. *Hist. de France*, t. XXIII, p. 819 et 820).

4. JJ 55, n° 112. Les nobles de l'Amiénois paraissent avoir fait leur soumission à Montdidier, en effet ils y sont convoqués, tandis qu'ils ne le sont pas à la conférence suivante, apparemment parce qu'ils se sont alors retirés de la lutte.

5. Les procureurs des nobles de Vermandois se concertent préalablement à Roye, nous en possédons la liste (Bibl. nat., *coll. de Camps*, t. LXXXIII, p. 104). On y remarque Guillaume de Coucy, fils du sire de Coucy Enguerrand, les seigneurs d'Épées, de Hangeat, de Moreuil, etc.

6. Assistés de Thomas de Marfontaine et de Jean Pasté.

7. JJ 55, n° 108 et 109; — KK I, fol. 51; — Bibl. nat., ms. fr. 23 256, fol. 48; — *coll. de Camps*, t. LXXXIII, p. 104; — cf. les convocations, *Hist. de France*, t. XXIII, p. 812. Les procureurs des nobles de Vermandois sont au nombre de

Il ne restait plus qu'à obtenir la signature de Mahaut. L'évêque de Mende, l'évêque de Cambrai, Guillaume Flotte, Pierre Bertrand et plusieurs autres conseillers du roi se présentèrent à son hôtel de la rue Mauconseil le 3 juillet 1319, pour lui donner lecture du traité qu'ils avaient rédigé¹. Mahaut, entourée de Thierry d'Hireçon, de Thomas de Savoie, de Hugues de Besançon et de ses autres conseillers², ne les laissa pas achever; elle fondit en larmes : « le traité violait ses droits, il était inutile qu'elle en entendît davantage, puisqu'elle n'y pouvait rien changer; elle avait promis de s'en remettre à l'arbitrage royal et elle tiendrait sa promesse, mais tout ce qu'elle dirait ou jurerait serait contre sa conscience et contre sa volonté ». Et elle se rendit à Longchamp avec un notaire pour remettre sa protestation au roi en plein conseil.

L'entrevue fut pénible : « Madame, lui dit le roi, mon conseil a ordonné au mieux entre vous et les nobles de votre terre », et il la pria de jurer sur les évangiles de se conformer au traité. Mahaut, après s'être longtemps débattue, jura, mais avec colère, en disant : « Je jure, à la condition de ne pas être trompée », puis elle sortit vivement. Une pareille restriction annulait tout; Aymar de Poitiers et Hugues de Chalon coururent après elle, et la ramenèrent non sans peine : « Madame, lui dit le sire de Noyers, il est contraire à l'honneur du roi de supposer qu'il puisse y avoir un piège dans ce qu'il a ordonné, son intent on est que vous juriez sans aucune condition, et je m'étonne que personne n'ose vous faire observer que vous désobéissez au roi ». Mahaut répliqua que son serment était valable, et Ansel de Joinville étant intervenu à son tour pour la blâmer, elle l'accusa avec véhémence de s'entendre avec les rebelles.

Il y eut un moment de grand désordre dans le Conseil; tous parlaient à la fois : « Vous voyez comme vos gens me

donze chevaliers, dont Jean, seigneur de Bayneval, et Roger, seigneur de Hangest.
— Une conférence supplémentaire a lieu encore à Compiègne, le 16 avril 1319 (n. s.), pour régler les détails. Bibl. nat., ms. fr. 2325b, fol. 43).

1. Ils avaient avec eux un des notaires du roi, Étienne de Gien.

2. Thomas de Savoie est le fils du comte de Maurienne; Hugues de Besançon est chantre de l'église de Paris et sera plus tard évêque de Paris.

pressent, dit-elle à son gendre avec aigreur, l'un hurle à ma droite, l'autre aboie à ma gauche. Ah! cher sire, ajouta-t-elle en changeant de ton, prenez pitié de moi, qui ne suis qu'une pauvre veuve, chassée de son héritage et sans conseil. » Le Chancelier lui ayant demandé, au nom du roi, de jurer sans condition : « J'ai juré plusieurs fois déjà, s'écria-t-elle avec impatience, je jure encore et encore une fois, si il le faut, mais j'en serai punie dans mon cœur et dans mes membres », et, après ce serment moins valable encore que l'autre, elle sortit et reprit la route de Paris malgré tous les efforts qu'on fit pour la retenir (3 juillet 1319).

Le roi, mécontent de cette scène ridicule, se décida à employer la menace : Aymar de Poitiers et Hugues de Chalon retournèrent, le lendemain matin (4 juillet), à l'hôtel de la comtesse et lui représentèrent gravement que son entêtement l'exposait à perdre son comté d'Artois. Mahaut, aussitôt plus docile, retourna à Longchamp et remplit, cette fois, sans se permettre la moindre incartade, toutes les formalités exigées par le cérémonial. Aussi bien, ses résistances, ainsi que les menaces du roi n'avaient-elles été peut-être qu'une comédie, destinée à faire valoir leurs concessions aux rebelles, et à donner à Philippe le Long l'apparence d'un arbitre absolument impartial.

Enfin le traité si longuement élaboré était accepté par les deux parties. Nous n'en possédons pas le texte, mais il est facile d'en établir les principales clauses au moyen des négociations précédentes et des faits accomplis ensuite en exécution du traité : la comtesse rentrerait dans son comté avec une escorte imposante; elle conserverait Thierry d'Ilireçon, et choisirait ses baillis¹, mais les rebelles seraient jugés par le Parlement et non par elle : c'est à cette dernière clause qu'elle avait opposé une si vive résistance, feinte ou réelle.

Mise en demeure par le roi « de retourner sur son hér-

¹ Les baillages étaient encore administrés par les officiers du roi, dont nous possédons les noms. Ex. : Thomas de Destanvort, bailli de Calais et de Marquise, Remi de l'Écluse, bailli de Saint-Omer, Gautier Lalemant, gardien du chatiau de Bapaume, etc. (JL 54, n° 364).

tage », Mahaut réunit le plus de gens de guerre qu'elle put trouver, surtout des Bourguignons du comté, et quitta Paris le 10 juillet avec Thierry d'Hireçon, Aymar de Poitiers et Hugues de Chalon pour commander ses troupes¹; en quatre étapes elle arrivait à Bapaume, et des chevaliers artesiens étant venus se joindre à elle, elle se trouva à la tête de six cents hommes; cinq ménestres, dont trois lui étaient prêtés par Hugues de Chalon, composaient sa musique². Ainsi escortée, Mahaut se présenta devant Arras le lendemain même (14 juillet), la ville lui ouvrit ses portes et la reçut avec des cris d'allégresse, bien qu'elle fût accompagnée de « *maistre Thierry* (d'Hireçon) auquel plusieurs estoient moult contraires³ ».

D'Arras elle se rendit à Fampoux, à Lens, à Béthune et à Aire⁴, où commandait le comte de Comminges avec des forces considérables, puis, sans éviter le voisinage de Cassel, où Robert de Béthune avait réuni son armée quelques semaines auparavant et où il restait encore des troupes, particulièrement les derniers rebelles d'Artois, elle se dirigea vers Saint-Omer, où commandait le Connétable avec l'autre corps principal de l'armée royale; il vint d'ailleurs au-devant d'elle jusqu'à mi-chemin, avec 1 200 hommes d'armes, pour empêcher toute surprise. Elle fit à Saint-Omer une entrée triomphale, dont les chroniqueurs nous ont conservé l'ordre et la marche (23 juillet 1319) : ses chevaliers et ses Bourguignons marchaient en tête; elle s'avancait ensuite sur son char, avec le Connétable à ses côtés, derrière elle venaient les troupes royales avec les deux maréchaux de France, et enfin Thierry d'Hireçon, escorté par « *plusieurs hardis chevaliers, qui, de longtemps, avoient sa mort jurée* ».

1. Arch. du Pas-de-Calais, A. 374, fol. 5 v°.

2. Un petit Allemand qui jouait du tambour, un petit nainneur, un joueur de trompette et deux trompeurs.

3. *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 41; — *Isore et cron.*, p. 414.

4. 22 juillet 1318 (Richard, *Mahaut, comtesse d'Artois*, p. 32 et 109; — Arch. du Pas-de-Calais, A. 374, fol. 6). — Béthune, conquis sur le comte de Flandre avant de l'être par Philippe le Bel (V. Hennebert, *Hist. de l'Artois*, p. 150).

Le lendemain Mahaut réunit à sa table les chefs de l'armée royale, tous les chevaliers de son escorte, les échevins et les notables de Saint-Omer « avec leurs femmes », puis elle se rendit à Ardres, à Calais, à Merck¹, à Boulogne, au Wast², à Tournehem³, etc.; partout la foule l'acclamait, partout les bourgeois, les communautés religieuses et même une partie des nobles et des seigneurs allaient à sa rencontre pour lui faire fête; on lui donnait des aubades; de son côté, « large pour donner », elle prodiguait les présents et les banquets⁴. En même temps elle établissait partout des baillis, des receveurs et autres officiers de son choix, conformément au traité. Après avoir visité ainsi tout son comté, elle fixa sa résidence dans son château d'Hesdin⁵, qu'elle avait quitté quatre ans auparavant et qu'elle retrouvait saccagé; un de ses premiers actes fut d'y faire célébrer des obsèques solennelles en l'honneur de Denis d'Hireçon, qui avait été tué par les rebelles.

La plupart des nobles d'Artois avaient déjà fait leur soumission; les plus obstinés, qui avaient cherché un refuge en Flandre, particulièrement à Cassel, perdirent courage à leur tour: Pierre de Grigny, Philippe de Bailleul, Jean de Waux, etc., firent leur soumission. Le sire de Fiennes lui-même, qui voyait Philippe le Long triompher en Flandre comme en Artois (c'était le moment où les Gantois venaient de se soulever contre Robert de Bethune), chargea les comtes d'Eu et de Roussy de présenter au maréchal Mahi de Trie ses propositions de paix; mais le roi, justement défiant, lui fit répondre qu'il ne traiterait avec lui qu'après la soumission du comté de Flandre, si bien que le nord de l'Artois demeura troublé; seulement les rebelles y étaient moins nombreux: il ne restait

1. Merck Saint-Liévin (arrondissement de Saint-Omer).

2. Wast (arrondissement de Boulogne).

3. Tournehem (arrondissement de Saint-Omer). Elle va d'Ardres à Calais le 28 juillet (Arch. du Pas-de-Calais, A. 374, fol. 7).

4. Elle donne par exemple au fils d'Aymar de Poitiers un cheval gris qu'elle a payé 100 livres à un Lombard. Elle reçoit à dîner à Arras, le 30 août 1319, le Connétable, le comte de Comminges, le comte de Sarrebruck, le comte de Boulogne, Henri de Sully, Aymar de Poitiers, les deux maréchaux, etc. (Arch. du Pas-de-Calais A. 374, fol. 9 v°).

5. 5 août 1319 (*ibid.*, fol. 7 v°).

autour du sire de Fiennes que Ferry de Pecquigny, le sire de Renty (désigné souvent sous le nom de châtelain de Bergues), Aymé de Boubers, Alard de Sainte-Aldegonde et quelques autres, qui continuaient de guerroyer contre les partisans du roi et de la comtesse, principalement contre la ville de Saint-Omer¹.

Philippe le Long laissa encore leurs méfaits quelque temps impunis, pour ne pas entraver les négociations avec Robert de Béthune². Mais dès que la Flandre fut pacifiée, il montra une vigueur à laquelle les rebelles ne s'attendaient pas après avoir été tant ménagés. Le maréchal Mahi de Trie commence par mettre « jus au rez des terres » le château de Renty³, il s'empare ensuite de celui de Seningham⁴, puis le Connétable, qui ne pardonne pas à Jean de Fiennes de s'être joué de lui⁵, et qui a « le cuer enflé de despit », rejoint Mahi de Trie avec des forces considérables « tant de langue d'oe que de France », marche avec lui sur le château de Tingry⁶, qui appartient à Jean de Fiennes, et force au bout de huit jours la garnison à capituler (avril 1320)⁷; prise importante, car, parmi les prisonniers, se trouvent les deux enfants de Jean de Fiennes, le jeune Robert (qui sera plus tard connétable de France sous

1 On trouve souvent dans les copies et les éditions de chroniques, *Bruges* au lieu de Bergues par suite d'une erreur de lecture.

2 Le compte nous montre la comtesse aidant la ville à surélever sa grosse tour et à placer des barbicanes devant la porte du château (Richard, *op. cit.*, p. 280).

3 Il se contenta du moins de confisquer comme forfaits les biens qu'il pouvait saisir, « maisons, bois, cressonnieres, vaux et fermes », et de les distribuer à ses fidèles, par exemple à « son amé et féal » chambellan Robillart de Gannaches pour ses services (La 50 n° 266, fol. 132v, n. 8).

4 *Arch. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 411, — et mieux *Isotie et cron*, p. 313, — *Chronographie*, p. 216.

5 Il donne plusieurs assauts inutilement, mais la garnison fait pendant la nuit, le maréchal y entre le matin et « ravit tout », *Isotie et cron*, p. 314.

6 *Ibid.*

7 Le territoire était déjà réuni, ainsi que celui de Fiennes, au bailliage d'Amiens depuis la Toussaint 1319 (*Table de Robert Mignon dans les Hist. de France*, t. XXI, p. 521), et le roi en percevait les revenus depuis le mois d'avril 1319 (*ibid.*), — et *Arch. de Saint-Omer*, ms. 871, fol. 31.

8 Les documents plaçant ce fait dans l'année 1320, qui commence le 30 mars, et la paix avec le sire de Fiennes ayant suivi de près la paix avec le comte de Flandre (scellée le 5 mai 1320), la prise du château de Tingry, qui n'est pas le dernier fait de guerre, ne paraît devoir être placée en avril, au plus tard au

Jean le Bon et sous Charles V)¹, et sa jeune sœur Jeanne, récemment mariée au comte de Saint-Pol Jean de Châtillon, Mahi de Trie les garde comme otages et les confie à la garde de la comtesse de Boulogne leur parente, pour n'être rendus à leur père qu'après sa soumission²; puis, après avoir abattu le château de Tingry, il se rend devant celui de Fiennes, l'emporte « de première venue », et le fait raser³.

Le Connétable, rentré à Saint-Omer, espérait que ces leçons mettraient fin à la résistance des rebelles, il fut encore déçu et une nouvelle expédition fut nécessaire⁴. Avec d'autres troupes féodales qui remplacent les vainqueurs de Tingry et de Fiennes⁵, il va assiéger un autre château de Jean, celui de Ruminghem, à trois lieues de Saint-Omer; il y entre presque sans combat, après six jours de siège, le détruit et retourne à Saint-Omer « en bonne ordonnance ».

La soumission du comte de Flandre, le 5 mai 1320, acheva de décourager Jean de Fiennes⁶ : il fit demander son pardon au roi par Robert de Béthune, qui lui devait tant, et Philippe le Long, « mû de pitié », si l'on en croit le chroniqueur, mais plus vraisemblablement pressé de rétablir la paix, consentit à l'écouter, à la condition que « du haut et du bas il se mit à sa

commencement de mai. Les chroniques les plus sèches, qui accorvent dix lignes à peine au règne de Philippe le Long, mentionnent ce fait comme un des plus importants (Ex. : J. Deszouelles, *Hist. de France*, t. XXI, p. 197 — Bibl. nat. ms. fr. 6463, fol. 152, etc.).

1. C'est la première fois qu'il apparaît dans l'histoire.

2. *Mémoires de la Société des Antiquaires de la Morinie*, d'après les documents de la Bibl. de Saint-Omer, — et *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 3^e série, t. 11, p. 24 (d'après les archives de Saint-Omer).

3. Avril ou mai 1320.

4. *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 411.

5. « Moult grant ost, ou il y avoit grant plenté de haults hommes et de puissans, tant de la Langhe d'oïch comme de Franchois, » *Istor. et cron.*, p. 315. — La *Chronographia* (p. 217) en nomme les principaux, savoir les deux fils du connétable, les comtes d'Eu, d'Aumale, de Roucy, le prince de Ligne (maréchal de Hainaut), Pierre de Galart, etc.

6. Jean de Fiennes est « homme du comte, fils de son cousin germain »; il a « sa sœur à femme »; il est « de son conseil, de ses robes, de son hostel », et « ce » de la partie du comte en la dite guerre comme son homme et de son lignage », J 564 B, n° 17; — mais il se rattache aux rebelles d'Artois plus qu'à ceux de Flandre : « les affaires de Flandre et celles du sire de Fiennes sont deux choses distinctes », disent nettement les envoyés du roi en 1318 (J 562 B, n° 30, 4^e feuille), il n'est pas compris dans les trêves avec les Flamands.

volonté » Jean, qui se voyait aux abois, se rendit donc auprès du roi, le requit très humblement de lui pardonner, et Philippe le Long le reçut « en sa grâce », à la condition que tous ceux qui avaient été fideles à la royauté seraient compris dans la paix. Le traité fut enfin signé et le nord de la France décidément pacifié (1320)¹.

Les hostilités finies, il restait à juger les rebelles. Deux membres du Parlement, Fremin Coquerel (de la Grand'Chambre), et Benart d'Alby (clerc jugeur de la Chambre des enquêtes), furent envoyés en Artois comme commissaires pour en parcourir les bailliages, y interroger les accusés et recueillir les dépositions des témoins²; conformément aux instructions du roi³, ils parcoururent le pays⁴, se livrèrent sans bruit « *sine strepitu* » à de minutieuses enquêtes, où les dommages causés à la comtesse d'Artois et à Thierry d'Hireçon, tant sous le règne de Louis X que sous celui de Philippe le Long, furent évalués dans le plus grand détail; ils remirent leur rapport en juillet 1320, et le Parlement rendit son arrêt le 9 mai 1321.

Nous en possédons le texte⁵. Le Parlement ne retient que les pillages et les violences qui ont eu lieu sous Louis X et, pendant la régence, avant le 22 juillet 1316, c'est-à-dire avant l'arrivée de Robert d'Artois dans le comté⁶, et dont par conséquent il n'a pas la responsabilité. En conséquence André, « ci-devant seigneur de Renty », et Pierre « ci-devant seigneur de Grigny », coupables d'avoir pillé le château de Hesdin⁷, sont condamnés à restituer à la comtesse tout ce qu'ils lui ont dérobé, armes, joyaux, portraits, livres, vases, ornements d'église, bétail, vin, blé, etc., et à payer le prix de tout

1. Vraisemblablement juin 1320.

2. Arch. du Pas-de-Calais, A, 63, fol. 1, — et Richard, *op. cit.*, p. 33.

3. Balleus du 3 mars 1320 (n. s.). Arch. du Pas-de-Calais, A, 63, fol. 37.

4. On les voit successivement à « *Dourlens* » (Doullens), à Fampoux, à Saint-Pol en Ternors, à Aire, à Bethune, à Bapaume, à Arras (*ibid.*, fol. 2, 7, 16).

5. *Actes du Parlement*, t. II, n° 6403. — Arch. du Pas-de-Calais, A, 67, n° 3, étudiés par M. Le Roux de Lincy en 1852, puis par N. Richard, et revus par moi en 1892.

6. « *Antequam predictus Robertus ad comitatum venisset* ».

7. La sentence du Parlement permet aussi de corriger les anciennes chroniques de Flandre (*Hist. de France*, t. XVII, p. 40), qui placent la prise du château de Hesdin après le 22 juillet, c'est-à-dire après l'arrivée de Robert.

ce qui a été perdu, vendu ou consommé ; c'est pourquoi chaque article a été soigneusement estimé¹ ; l'ensemble s'élève à 5528 livres parisis, sans compter les reliques, pour lesquelles ils paieront 600 livres « bien qu'elles soient de valeur inestimable ». — Jean, ci-devant sire de Fiennes, pour les dommages qu'il a causés à la comtesse à la même époque, châteaux brûlés, bois dévastés, paiera 5 955 livres. Aymon de Boubers et les autres rebelles coupables d'avoir pillé le château de Bapaume paieront 1288 livres. Arnoul de Longvilliers et quelques autres, parmi lesquels nous remarquons Ferry de Pecquigny², sont condamnés à des indemnités pour actes de pillage commis avant le 22 juillet 1316.

Quant aux excès commis depuis cette date, et pour lesquels Mahaut réclame 14 000 livres d'indemnité³, la cour ne peut pour le moment lui donner satisfaction sur ce point, par la raison que la plupart ont été commis avant la paix d'Amiens, et que par conséquent les rebelles ont le droit de se prévaloir de l'article de cette paix qui met à la charge de Robert d'Artois toutes les violences commises du 22 juillet au 6 novembre ; c'est donc contre Robert et non contre eux que la cour devra procéder pour obtenir la réparation de leurs méfaits, et pour cette action distincte une nouvelle requête de la comtesse serait nécessaire.

Mahaut avait réclamé aussi une indemnité au roi lui-même, par la raison que ces violences avaient été commises pendant que le comté était dans sa main. Le roi, dans son Parlement, rejette en principe sa demande comme non recevable : « il n'est tenu à rien envers elle, si ce n'est à juger ses ennemis régulièrement », mais, en fait, pour la dédommager de ses pertes, il veut bien lui faire restituer la part de ses revenus qui a été touchée pendant ladite période par les officiers du

1. En général le Parlement réduit d'un tiers les prétentions de la comtesse.

2. On peut citer aussi le sire de Souastre, le sire de Beauval, etc. (Arch. du Pas-de-Calais, A, 67, n° 3). Ferry de Pecquigny paiera 856 livres parisis.

3. Par exemple 1500 livres représentant 30 000 sapins, pris dans ses bois (un sapin est donc estimé un sou en moyenne, ce qui est assez cher). En dehors de ces indemnités qu'elle demande par voie du Parlement, elle en exige de particuliers, par exemple 11 000 livres par an de Hesdin (V. Lascelot, *op. cit.*, p. 285).

roi, ou par ses partisans, par exemple par Hugues de Conflans, gouverneur d'Artois, par Jean de Beaumont, maréchal de France, par Guillaume de Dol, clerc du receveur du comté, par René Coquatriz, trésorier des guerres, c'est-à-dire de nombreuses redevances en nature, et des sommes d'argent s'élevant à 10 377 (plus d'un million d'aujourd'hui)¹.

Cet arrêt par lequel le Parlement s'efforçait de faire droit à chacun mettait à peu près fin au procès civil entre Mahaut et ses ennemis, et les rebelles étaient frappés d'assez lourdes amendes pour que la fermeté du roi ne fût pas mise en doute².

Quant au criminel, nous sommes, comme on sait, très pauvres en informations. Nous savons seulement que plusieurs rebelles restèrent bannis du royaume, au moins jusqu'à l'avènement de Charles IV, où « furent aloïet rappelés en Franche³ ». Nous connaissons aussi le sort d'Alard de Sainte-A.degonde, dont les documents d'archives nous ont conte les nombreux méfaits⁴ : condamné à mort « pour l'alliance des barons de Picardie et d'Artois », il fut affreusement torturé aux halles de Paris; on « l'étendit sur une roe d'une carète », on lui cassa les jambes et les bras, puis on lui coupa la tête et on le suspendit au gibet par les aisselles (1321).⁵ Il est vraisemblable que son châtimement ne fut pas le seul, et que la justice royale se montra sévère aux bandits, nobles ou non, qui avaient profité du désordre de la frontière pour se livrer au brigandage.

En résumé l'Artois et la Picardie étaient, comme la Flandre,

1. *Actes du Parlement*, t. II, n° 6403.

2. Plusieurs rebelles refusèrent de payer les indemnités auxquelles ils avaient été condamnés, et plaidèrent même devant le Parlement, par exemple le seigneur de Souastre en 1322 (Arch. du Pas-de-Calais, A, 958, et A 65 bis, fol. 15). Mais les baillis de Vermandois et d'Amiens, chargés de l'exécution du jugement (*ibid.* A 67, n° 4) saisirent les biens des récalcitrants, comme forfaits (*ibid.* et Bibl. nat., ms. fr. 6463, fol. 152), c'est ainsi que Berenger Blanc « amiral de la mer », reçoit du roi une maison confisquée à Jean de Fiennes (juillet 1321; — *II* 60, n° 133). — On trouve encore des soumissions en 1324 (V. Lancelot, *op. cit.*, p. 585).

3. *Chron. de Jean Deneuilles*, *hist. de France*, t. XXI, p. 197.

4. C'est bien le même : il est « chevalier flament », et est condamné « pour l'alliance des barons de Picardie et d'Artois ». *Chron. anonyme*, *Hist. de France*, t. XX, p. 143.

véritablement pacifiés. Si quelques-uns des rebelles n'avaient pu être domptés que par la force, la plupart d'entre eux s'étaient laissé peu à peu désarmer « par les voies gracieuses », et sans esprit de revanche; les « alliés » étaient devenus des ralliés.

Deux résultats étaient ainsi obtenus : la succession d'Artois était réglée, la ligue picarde dissoute. Double succès pour le gouvernement de Philippe le Long.

continuer par ailleurs : comme en 1316
sur le corps par 1316 ad 6

CHAPITRE VI

RELATIONS EXTÉRIEURES

Les relations extérieures de la France sous le règne de Philippe le Long ne nous sont qu'incomplètement connues, faute de documents.

Il importe peu d'ignorer celles qu'il put avoir avec le grand-duc de Vladimir, le grand-duc de Lithuanie¹, le roi de Pologne, l'Ordre Teutonique, le roi de Danemark et le roi de Suède. Il serait déjà plus intéressant de connaître ses relations avec l'Empire d'Orient (dont la situation précaire offrait aux héritiers des Empereurs latins une occasion tentante de restauration)², — avec les républiques de Venise et de Gènes, — avec les petites principautés latines de Grèce³, avec le royaume chrétien de Chypre⁴, avec les Hospitaliers de Rhodes⁵, — avec les Bulgares et les Serbes, — avec le roi de Hongrie⁶, — avec l'Empire chrétien de Trébizonde, — avec le fondateur de l'Empire Ottoman Othman, — déjà maître d'une partie de

1 C'est à cette époque que Gedimin ou « Gedeimic », qualifié de roi de Lithuanie, se convertit à la foi catholique, l'empereur Jean XXII lui envoie l'évêque d'Albi Barthélémy (*Cabinet historique*, t. XI 1865, p. 101).

2 L'empereur, le vieil Andronic y avait alors à lutter non seulement contre les ennemis de l'extérieur, mais aussi contre son petit-fils le jeune Andronic.

3 V. Mas Latrie, *Hist. de Chypre*, — Bibl. de l'École des Chartes, t. XV année 1884), p. 189, et c.

4 Établis depuis 1309 seulement.

5 Nous voyons seulement le roi de Hongrie, Charles, qui est de la maison d'Anjou, négocier avec Robert de Naples, en 1317, par l'intermédiaire du Dauphin de Viennois, qui est membre du grand conseil de Philippe le Long (Vallaux, *Hist. du Dauphiné*, t. II, p. 170 et 277).

l'Asie Mineure; — avec les Tartares; — avec les mameluks d'Égypte, avec le roi de Tunis et les Maures de Grenade, les prétendus instigateurs de la conspiration des Lèpreux contre la Chrétienté.

Quels rapports entretenait Philippe le Long avec les cantons suisses au lendemain de la grande lutte qui leur donna l'indépendance, et avec les Irlandais, soulevés alors contre l'Angleterre avec l'aide de l'Écosse¹? Questions insolubles aujourd'hui et peut-être pour toujours. Il est seulement permis de penser qu'il ne traitait pas de « vachers » les vainqueurs de Morgarten, et quand il déclare en 1316 « que le peuple prise peu les nobles, comme on l'a vu en Lombardie *et ailleurs* », il est possible qu'il ait pensé aux Walter Furst et aux Stauffacher, mais nous sommes dans l'ignorance.

Nous trouvons dans les documents quelques traces de ses relations avec le roi d'Écosse Robert Bruce, en faveur duquel il intervient diplomatiquement auprès du roi d'Angleterre², — avec le roi de Portugal, qui joint ses instances à celles du Pape pour décider les Flamands à se soumettre³, — avec les Guelfes et les Gibelins d'Italie⁴, — avec le roi de Norvège, dont il accueille gracieusement une recommandation en faveur d'un chevalier norvégien résidant en France⁵; avec le roi d'Arménie⁶, auquel il envoie un « chanfrein doré à têtes de léopards, de l'œuvre de Limoges, à deux crêtes ».

Nous possédons des informations moins vagues sur son projet de croisade, sur ses rapports avec le pape Jean XXII, — avec l'empereur Louis de Bavière et le roi de Bohême Jean de Luxembourg, — avec le roi d'Angleterre Édouard II, — avec les rois de Castille, d'Aragon et de Majorque.

1. Bataille de Dundalk (1318), où périt Édouard Bruce.

2. V. ci-dessous, p. 261.

3. V. ci-dessus, p. 122.

4. Nous voyons en relations avec la maison d'Anjou, mais nous ne savons rien de ses relations avec le roi de Sicile, de la maison d'Aragon.

5. « *Ad contemplationem precium regis Norvegie* » (Haakon V Magnusson), août 1318 (M. G., n° 435).

6. L'ancienne Cilicie.

7. *Fragmenta computorum, Hist. de France*, t. XXII, p. 771 (nous savons du moins qu'il en reçut livraison le 11 juillet 1317, et qu'il voulait l'envoyer « au roi d'Arménie »).

Mais ce que nous pouvons le mieux pénétrer, ce sont d'une part ses relations avec Édouard II en tant que duc de Guyenne, d'autre part ses relations avec les seigneurs laïques et ecclésiastiques de la rive gauche du Rhin, de la Lorraine, du comté de Bourgogne, et surtout ceux de l'ancien royaume d'Arles, qui ne sont étrangers que nominalelement.

LE PROJET DE CROISADE

Il serait fort instructif de savoir exactement quelle croisade projeta Philippe le Long, et à quel point ce projet fut sérieux.

Il en parle sans cesse, depuis son avènement jusqu'aux derniers jours du règne. Il en parle à tous ceux qui apportent quelque trouble dans le royaume, au roi d'Angleterre, au duc de Bourgogne, aux Artésiens, aux Champenois, aux Flamands surtout, qualifiés si souvent de l'épithète d'« empêcheurs de passage-d'outre-mer¹ », qu'elle semble dans sa bouche une épithète de nature. Il en parle au peuple, au clergé, aux nobles, chaque fois qu'il se trouve en face d'États généraux, d'assemblées de grands, de procureurs des villes, chaque fois surtout qu'il a besoin d'argent, quelque usage qu'il en puisse faire². Il en parle à tout propos et hors de propos dans ses ordonnances et jusque dans les quittances quelconques qu'il délivre, parce que, dit-il, « les réformes accomplies », et « ses comptes réglés », il pourra « plus dévotement faire le voiage de la Terre Sainte d'outre-mer³ ».

Rien ne semble lui tenir tant à cœur : « nous avons grand désir du voiage d'outre-mer, » répète-t-il, — nous le désirons plus que rien. » — « moult affectueusement sur toute autre chose⁴ ». Tout le monde parle avec lui de « visiter le saint Sépulcre, — « de répandre son sang pour l'amour de

1. Ex. : JJ 59, n° 76; — JJ 60, n° 100.

2. Ex. : JJ 59, n° 76; — *Gerard de Frachet, Hist. de France*, t. XXI, p. 45.

3. Ex. : JJ 60, n° 66. Variante : « Plus prouffitabement fait voiage accomplir. »

4. Ex. : JJ 58, n° 121; — JJ 60, n° 60 et 100.

Jésus », — de reconquérir son héritage « *comme Jésus-Christ a répandu le sien pour nous conquérir Paradis* ».

Le projet est grandiose. Il s'agit de l'« *essaument de la sainte foi chrestienne* »¹. Il s'agit de porter secours aux chrétiens d'Orient², de délivrer ceux de Syrie, de défendre ceux du royaume d'Arménie³ et ceux du royaume de Chypre⁴ fidèles alliés des croisés dans les temps passés. Il s'agit enfin, comme sous Philippe le Bel⁵, de recouvrer l'Empire de Constantinople, « *lequel est préparatoire et moult nécessaire pour le passage d'outre-mer* »⁶, le duc de Bourgogne Eudes IV, qui hérite des titres de roi de Thessalonique, de prince d'Achaïe et de Morée à la mort de son frère Louis, vend ces titres⁷ à Philippe de Sicile, prince de Tarente, déjà pourvu du titre de roi de Constantinople⁸. Philippe le Long aide Eudes IV, qui est son gendre, à payer cette coûteuse acquisition. et, suivant l'exemple de Philippe le Bel, promet au prince de Tarente de l'aider de cinq cents hommes d'armes un an durant, à ses

1. Ex. JJ 34, n° 436.

2. Ex. « *Oster de la main des ennemis de la foy chrestienne la terre sainte que N. S. sacra et rachata de son précieux sanc.* » JJ 33, n° 32, — cf. JJ 36, n° 78 et 153.

3. Ex. JJ 59, n° 76, — JJ 60, n° 100.

4. Charles IV, la veille de Pâques 1322, parle des messages d'Arménie et de Chypre qui lui « *exprimèrent moult pieusement la très grant nécessité que le pais de par delà avoit d'avoir brèvement secours et aide convenable contre les mureuz de la foi chrestienne, qui moult avoient ja occupé et gasté le d. pais, et estoit en péril d'estre perduz du tout* » (Arch. nat., h 41 n° 22.) — Ils s'adressaient « *principalement au royaume de France, ouquel la foi de Jesucrist es plus exaucée, gardée et honoree sur touz autres royaumes* » (*ibid.*)

5. En 1306 et en 1313 (V. J 494; — J 510, n° 21), et Delaville le Roulx, *La France en Orient au xiv^e siècle*, p. 40 (Expédition de Charles de Valois).

6. J 411, n° 42.

7. Pour 41 000 livres (environ 4 millions d'aujourd'hui), J 411, n° 42, la vente se fit le 6 octobre 1321 à l'hôtel d'Autriche à Paris. Le prince de Tarente devait prendre la plus forte partie de cette somme (34 500 livres) au Trésor royal, sur ce qui avait été amassé « *pour le recouvrement de Constantinople* » (J. Planck, *Hist. de Bourgogne*, t. II, p. 170.)

8. Philippe de Sicile est petit-fils de Baudouin, empereur de Constantinople, par sa femme Catherine de Valois, fille de Charles de Valois. Elle avait d'abord dû épouser Hugues, fils du duc de Thessalonique, mais le traité avait été rompu en 1312, « *vu que ledit Hugues n'avoit même pas pu conquérir le royaume de Thessalonique* ». J 411, n° 25. Catherine de Valois tenait ces titres de sa mère Catherine de Courtenay, l'« *imperière* » ou l'« *imperia* », fille unique de Philippe de Courtenay, empereur de Constantinople (Anselme, *Général*, t. I, p. 39).

uepens, il lui donne en outre 70000 livres « pour conquérir l'Empire de Constantinople et le rendre à l'obéissance de l'Eglise romaine¹ ». En un mot, il s'agit de faire tout à la fois la première et la quatrième croisade, et de faire même quelque chose de plus, en Arménie.

L'accomplissement d'un aussi vaste projet eût été un des grands événements de l'histoire : il eût détruit du même coup l'existence de l'Empire grec et la puissance de l'Islamisme, étendu l'influence capétienne sur toute la Méditerranée et jusqu'au fond de l'Asie, changé la face de la Chrétienté et du monde musulman².

Mais tout se passe en paroles et en levées de subsides. Aucun acte ne suit la « grande croisade » de 1313, « que c'estoit merveille de la dévotion que tout le peuple avoit » ; le comte de Poitiers prend la croix comme les autres, mais personne ne part. En 1316, l'enthousiasme semble se ranimer : les grands et les barons rassemblés pour régler la question de la régence décident³ à grand bruit que le moment est venu de réaliser le grand projet, le patriarche de Jérusalem distribue des croix à profusion, à Louis de Clermont, au comte de Soissons, etc. ; le régent fixe le jour du départ à la Pentecôte suivante, mais chacun retourne chez soi, et rien ne s'organise⁴.

Les prélats de Terre Sainte, par exemple l'archevêque de Césarée, l'évêque de Bethléem, rappellent à Philippe le Long

1. Cf. J. 408, n° 33, — J. 411, n° 45.

2. Tel était le projet de croisade sous Philippe le Bel et sous Charles IV : nous savons que le Vénitien Marino Sanuto suppliait la Chrétienté de ruiner le commerce de l'Égypte au profit de Venise, par une sorte de blocus continental de trois années, puis de la conquérir avec une armée de 40 000 hommes, aidés par les Chrétiens de Nubie et par les Tatars (*Hist. littéraire de la France*, t. XXIV, p. 428; — Delville Le Roux, *op. cit.*, p. 40). — Nous connaissons aussi les vastes projets de Pierre Dubois (*ibid.*, p. 429); — cf. Dubois, *De recuperatione Terre Sancte* (publié par G. Langlois). Enfin nous savons que Charles le Bel eut le vague projet d'envoyer une expédition vers l'Égypte ou Rhodes, pour passer de là en Égypte, et conquérir les lieux saints et l'Empire grec (*ibid.*, *Projets de croisade sous Charles le Bel* (*Bibl. de l'École des Chartes*, 36^e volume, année 1870, p. 503). — Lot, *Essai d'intervention en faveur des chrétiens d'Orient* (*ibid.*, année 1873, p. 588); — Bibl. nat., ms. lat. 7470, fol. 117, — Bibl. Sainte-Geneviève, E. L. 28, fol. 1.

3. Vers la fête de la Madeleine (22 juillet 1316).

4. Girard de Frachet, *Hist. de France*, t. XXI, p. 45.

sa promesse de « mourir pour la Terre Sainte »¹. Il convoque aussitôt² une nouvelle assemblée de plus de deux cents prélats, abbés, barons, et autres nobles « pour aviser au passage d'outre-mer »³ (1317), mais la question ne fait pas un pas; la Pentecôte se passe et personne ne part encore.

Au mois de septembre 1318 retentissent de nouveaux chants de départ. Après entente avec le Pape au sujet de l'emploi des décimes⁴, il est décidé qu'une avant-garde partira « en roiage particulier », en attendant l'armée innombrable⁵; le petit-fils de saint Louis Louis de Clermont, chambrier de France, un des vaincus de Courtray, mais aussi un des vainqueurs de Mons-en-Puelle, reçoit le commandement⁶; tous lui obéiront, excepté Charles de Valois, Louis d'Évreux et Charles de la Marche, s'ils prennent part à l'expédition⁷.

La croisade a un chef, mais elle n'a pas de soldats. Louis de Bourbon se répand en doléances. « Mon très chier et redouté seigneur, écrit-il au roi, vous savez le vœu que je ay fait, lequel je suis tenuz d'accomplir à mon pouvoir, à laquelle chose faire et accomplir, après la provision de Dieu, cele de nostre Saint-Père le Pape, l'aide et le confort de vous m'est nécessaire, pour que les croisés puissent passer profitablement à l'honneur de Dieu, de l'Eglise, du dit Saint-Père et de la Terre Sainte; » Il ajoute que, s'il ne passait, « il feroit déplaisir à Dieu et acquerroit la honte du siècle »⁸; enfin il conclut en demandant les indulgences et les subventions dont jouissaient les Hospitaliers en Terre Sainte, et sollicite des aides et des subsides⁹.

1. J 444, n° 2.

2. 8 mars 1317, n. 8.

3. J 444, n° 3.

4. Bibl. nat., ms. fr. 4425, fol. 170.

5. « *Dictum generale passagium per nos assumptum per terram et per mare pro ducte Terre Sancte liberatione* ».

6. Avec le titre de « *capitaneus rector omnium gentium armorum ordinatum pro passagio traumarino* » (Septembre 1318), JJ 56, n° 413; — A. de Boislisle, *Projet de croisade du premier duc de Bourbon* (Ann. Bul. de la Soc. de l'Hist. de France, 1872, p. 239, d'après le ms. lat. 12814 de la Bibl. nat.).

7. « *Si contingeret nos concurrere cum eorum* », en quel cas ils auraient tous les trois le pas sur Louis de Clermont (JJ 56, n° 413).

8. JJ 60, n° 100.

9. *Ibid.*, et JJ 59, n° 76.

Le roi, après avoir délibéré avec le Grand Conseil, répond à Louis de Bourbon, au mois de juillet 1319, que la guerre de Flandre¹ le force à ajourner le passage général, que les Flamands sont responsables de ce nouveau retard, mais que la paix est proche et qu'il espère être libre « le mois prochain ou l'autre » ; en attendant il invite Louis de Bourbon à partir en avant, et il lui promet de demander au Pape « *bien affectueusement* » de lui faciliter sa tâche spirituellement et temporellement².

Au commencement de 1320 nouvelle alerte : le roi³ annonce solennellement qu'il a « *empris, à l'aide de Dieu, le passage de Terre Sainte* » ; il convoque « *toutes choses laissées* » pour les octaves des Brandons (24 févr. 1320 n. s.) les archevêques, évêques, abbés, ducs⁴, comtes, barons et autres nobles, ainsi que le maître des arbalétriers⁵ « *pour avoir plus plaine délibération sur ladite beoigne, à la loenge de Dieu et de son nom, comment ledit passage se puisse miez ordener* »⁶. Ce ne sont pas les délibérations qui manquent, mais, si plénières qu'elles soient, elles sont frappées de stérilité.

C'est que les intérêts particuliers paralysent toute action. Le duc de Bourgogne et le roi de Sicile se disputent la principauté d'Achaïe⁷. Le prince de Tarente se tient pour satisfait d'avoir acheté la principauté de Morée⁸. Enfin les Pastoureaux, les seuls croisés qui sortent de chez eux, ne font que piller la France, ne massacrent d'autres mécréants que les juifs, ne prennent d'assaut que le Châtelet de Paris, ne délivrent que des prisonniers de droit commun, voleurs et bandits⁹.

1. « *Considéré l'estat du royaume, especiaument de la guerre de Flandre.* » JJ 60, n° 100.

2. 22 juillet 1319, JJ 59, n° 76 ; — JJ 60, n° 100, — cf. Martène et Durand, *op. cit.*, t. I, col. 1369.

3. Après en avoir tenu conseil le jour de Noël 1319.

4. Dont le duc de Lorraine.

5. Les ecclésiastiques en latin et les laïques en français, JJ 58, n° 427-440.

6. JJ 58, n° 444.

7. Mar. Latite, *Commerce et expéditions*, .. p. 47 — Delaville le Roulx, *op. cit.*, p. 82.

8. « *La prince de Morée* », J 411, n° 32.

9. M. Delaville Le Roulx (*op. cit.*, p. 79) explique l'échec de la Croisade par cette guerre des Pastoureaux « *qui absorba tous les efforts de Philippe le Long* ».

Quant à Philippe le Long, les faits semblent montrer que son projet de croisade n'a été qu'un moyen peu scrupuleux de se créer des ressources à l'aide des dîmes ecclésiastiques, mais il n'est pas impossible qu'il ait eu, comme les affranchissements, un mobile plus désintéressé, le désir d'assurer le salut de son âme et de mériter une récompense ultérieure.

Ce qui est sûr, c'est que le voyage d'outre-mer n'est pas, sous Philippe le Long, « de ces choses dont on ne parle jamais, mais auxquelles on pense toujours » ; tout le monde en parle, et en toutes circonstances, mais personne n'agit. C'est que l'ère des Croisades est définitivement fermée depuis la mort de saint Louis, le dernier croisé. Le monde chrétien n'est plus capable que de « *croiseries* ». C'en est fait du rêve pontifical. Comme le remarque Pierre Dubois, « la discorde règne entre les royaumes ». La République chrétienne est dissoute ; à la communauté de vie morale qui a produit la chevalerie et les croisades succède le morcellement qui va créer les patries et qui supprime déjà toute action commune. La Chrétienté fait place à l'Europe.

C'est pourquoi aujourd'hui, encore, les chrétiens d'Orient sollicitent contre les Infidèles la protection des chrétiens d'Occident. C'est pourquoi Jérusalem a vu le chemin de fer monter jusqu'à elle, avant de revoir les Croisés.

X

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC LA PAPAÛTÉ

Les relations de Philippe le Long avec Jean XXII ressemblent à celles de Philippe le Bel avec Clément V. Depuis l'établissement du Saint-Siège à Avignon, l'alliance séculaire est renouée entre « l'Église et les fleurs de lys », mais à la condition que le chef de l'Église soit un Clément V et non un

c'est accorder trop d'importance aux Pastoureaux, les graves embarras de Philippe le Long viennent des affaires de Flandre et d'Artois, et de ses disputes avec le duc de Guyenne, qui peuvent dégénérer en une grande guerre avec l'Angleterre

assister à son couronnement, de même qu'un ministre se rend en province à l'inauguration d'un édifice ou d'une statue.

Il lui témoigne toujours, dans ses lettres, la plus profonde vénération; il l'invite gracieusement à venir le voir à sa cour¹; il déclare « lui baiser les pieds² », mais il entend bien le manier à sa guise comme un instrument, au besoin comme un instrument de guerre. Il réclame son concours comme un droit indiscutable³; il lui rappelle son origine française, il lui demande de conserver des sentiments français. Sans avoir le ton de Napoléon parlant à Pie VII, ses prières ressemblent parfois à des ordres, et peu s'en faut qu'il ne le traite comme un simple seigneur ecclésiastique, vassal du roi ainsi que les seigneurs de France.

Il entretient d'ailleurs son amitié par de nombreuses faveurs, comme il le fait pour les grands feudataires qui le servent. C'est ainsi que le frère du Pape, Pierre d'Euse, bourgeois de Cahors, déjà valet de Philippe le Long pendant la régence⁴, est anobli⁵, devient chevalier-le-roi et seigneur de Saint-Félix⁶, puis reçoit, pour tenir son rang, donations sur donations, sommes d'argent par milliers de livres, livrées de terre qu'il fait asseoir à sa convenance, droits de haute justice, sauvegarde royale, avantages de toutes sortes pour lui, ses amis et ses valets. Toutes ces faveurs sont accordées « à ses vertus et à ses mérites », mais aussi, ajoute-t-on avec vérité, « en considération du Saint-Père⁷ ».

Pierre de la Vie et Arnald de Trian, neveux du Pape, reçoivent à peu près les mêmes honneurs. Pierre de la Vie devient valet du roi, noble, chevalier, seigneur de Villemur

1. Ex. en 1319, J 696, n° 209.

2. Ex. : JJ 58, n° 485.

3. Quand il le consulte, il spécifie que c'est en ami, le roi de France ne reconnaît pas de souverain, que Dieu, répète-t-il, « *adeo potens et magnus, ut nullum recognoscat superiorem, ut publice scitur* ». J 362 A, n° 30.

4. JJ 59, n° 384.

5. Pendant que Philippe le Long est à Lyon pour le couronnement du Pape (JJ 54 B, n° 18, — JJ 53, n° 320).

6. J 696, n° 220.

7. Ex. : JJ 53, n° 137, 320, — JJ 54 A, n° 274; — JJ 54 B, n° 48 — JJ 56, n° 108, 109 et 209; — JJ 58, n° 346, — JJ 51, n° 318, 381, 385 et 331; — JJ 60, n° 160 et 162, — Eibl. de Rouen, nos 3601 (*Cult. Leber*), fol. 98.

et de Chailly, coseigneur de Longjumeau et conseiller du roi¹. Arnald de Trian est anobli de même et devient seigneur de Montmirail, en même temps qu'il est maréchal du Pape². On les rencontre souvent auprès du roi³. L'avenir de cette maison est assuré⁴.

Des parents plus éloignés du Pape, tels que Jean Grand⁵, les cardinaux qui l'ont élu (tels que Pierre Colonna⁶ et le cardinal Napoléon⁷, que Philippe le Long appelle son ami intime), ses légats (tels que le cardinal Gaucelin, vice-chancelier du Pape)⁸, enfin nombre de personnages moindres, huissiers pontificaux⁹, notaires apostoliques¹⁰, familiers et protégés du Pape¹, reçoivent eux aussi « *contemplatione Pontificis* » des marques de la bienveillance et de la libéralité royales¹².

Au Pape lui-même Philippe le Long adresse aussi quelques cadeaux, pièces de gibier (*venationes pulcras*), des fromages (*pingues casei*)¹³. Un jour il lui envoie pour ses étrennes, le

1 JJ 53, n° 320, — JJ 54 B, n° 17 bis; — JJ 55, n° 60, — JJ 56, n° 100, 124 et 160, — JJ 56, n° 6, 315, 399, 436 et 512 — JJ 50, n° 100, 176 et 218, — JJ 51, n° 10 — JJ 229 et 304. — *Titres de la maison ducal de Bourbon*, n° 1486, — Bibl. nat., *Coll. Dont*, t. II, fol. 149; t. CLXXXI, fol. 255 (pièce démesurée).

2 JJ 54 B, n° 18, — JJ 50 n° 315, 341. Ils ne paient pas même les droits de scel pour les actes qui les combent de donations : « *Nihil solvit pro sigillo* ». Ex. JJ 56, n° 108, 109, 158 (ce qui est une attention particulière. Nous possédons des lettres de remerciements du Pape. Ex. : Arch. Vatican, registre 110, fol. 15 (École de Rome, *Mélanges* 1891, p. 612).

3 Ex. : JJ 50 n° 216.

4 Un Jacques, un Pierre et un Arnald de la Vie, petits-neveux du Pape, sont ou seront plus tard le premier évêque d'Avignon, le deuxième évêque d'Albi, le troisième évêque d'Avignon et cardinal (*Gallia Christiana*, t. I).

5 JJ 50, n° 104, — JJ 50, n° 318.

6 JJ 54 A, n° 276, 606; — JJ 54 B, n° 19, — JJ 55, n° 60 — JJ 56, n° 161, 271 JJ 50 n° 318, 390, — *Cabinet historique*, t. III, p. 21 — Philippe le Long le loue de sa fidélité continue et éprouvée, il l'appelle « *Specialis noster amicus* » JJ 50, n° 27.

7 *Neapolo dei gratia Sancti Adriani diaconus cardinalis*, JJ 54 B, n° 19, 29 — JJ 54 A n° 606, — JJ 50 n° 529 (1000 florins de revenu vinger); — JJ 50, n° 312 — JJ 50, n° 107.

8 Il est de Cahors comme lui (Raynaldus, *Annales eccles.*, t. V, p. 42).

9 Ex. : JJ 50, n° 317.

10. Plusieurs sont au même temps clercs de roi. Ex. : JJ 54 A, n° 273 et 275.

11. Ex. : Didier, vicomte de Calignac (JJ 53, n° 181). Regnaud de Colombiers (JJ 50, n° 164), autres exemples JJ 50, n° 69, — JJ 50, n° 479. Nous possédons plusieurs bulles par lesquelles le Pape recommande ses protégés au roi. Ex. : J 696, n° 220, — J 719, n° 221.

12. Ils sont graciés des condamnés. *Remissio totius culpe*, JJ 50, n° 351.

13. On sait que le prince de Bismarck à l'occasion de ses quatre-vingts ans en

1^{er} janvier¹, des bijoux, perles, émeraudes et saphirs, de véritables œuvres d'art, faites des métaux les plus précieux et enrichies de pierres rares², entre autres un miroir, deux « *languiers* » d'or et d'argent, bijoux ornés de langues de serpents qui avaient la propriété précieuse de faire découvrir les poisons³, comme le croyait volontiers le Pape lui-même.

De son côté Jean XXII, tout en gardant les dehors, est entièrement dévoué à Philippe le Long. Plusieurs historiens estiment que, « s'il resta en France, ce fut pour régenter la royauté, et non pour être régenté par elle⁴ ». Ils en donnent pour preuves les préceptes de conduite qu'il lui adressa « comme à un écolier », et les nouveaux évêchés qu'il érigea en France « de sa seule autorité, sans consulter le roi ni aucun concile ».

Les préceptes auxquels ils font allusion ne montrent nullement que Jean XXII aspire à relever la souveraineté des Grégoire VII et des Innocent III. Il se borne à recommander au nouveau roi⁵ d'être attentif à la messe et au sermon, de ne pas s'amuser aux dépens des uns et des autres, « pendant les divins mystères », de ne pas se faire raser le dimanche, de se défaire de certains gestes « qui sentent trop la légèreté⁶ ».

1893 a reçu lui aussi « *pingues cassos* », l'usage s'est perdu en France. Nous avons les lettres de remerciements du Pape « *Gratanter recepimus* ». Elles nous apprennent, entre autres détails, que le Pape a pour cuisinier un ancien cuisinier du roi, nommé Etienne, dont les services paraissent appréciés (Arch. Vatican, *registre* 110, p. 1, fol. 15).

1 La date des étrennes n'ayant pas changé depuis l'époque romaine, malgré le déplacement de l'année civile. Nous n'avons pas la date de l'année : c'est 1317 au plus tôt, 1311 au plus tard.

2 *Ipsa quidem materia, nichilominus superante opera materiam, preciosa.*

3. « *Cujus virtus dicitur ad detegendas insidias veneni valere* », dit le Pape lui-même. On se prêtait ces bijoux comme des fetiches. Jean XXII, qui n'avait pas le bonheur d'en posséder jusque-là, en avait emprunté un à Marguerite de Foix, par l'entremise d'un chanoine d'Oléron (Arch. Vatican, *registre* 110, part. 11, fol. 35, c. 161, 262, 707 et 906; — Ecole de Rome, *Mélanges* 1894, p. 614). M. Coulon a publié la lettre de remerciements du Pape à Philippe le Long (*ibid.*, p. 614); il faut seulement corriger dans son texte (ligne 3) les mots *ne minus* par celui de *nichilominus*, et supprimer le point d'interrogation après le mot *lingaria* (ligne 21) : il s'agit bien de *languiers*.

4 Henri Martin, t. IV, p. 543 (édition de 1860).

5. A l'occasion de son sacre, 18 janvier 1317 n. s., Bibl. Mazarine, ms. 2708.

6. *Hist. littéraire de la France*, t. XXIV, p. 16.

C'est, si l'on veut, le langage d'un prêtre à un jeune prince, ou d'un précepteur ecclésiastique à son élève, mais des conseils aussi paternels n'ont rien de commun avec les bulles *Ausculat fili* et *Unam Sanctam*; Philippe le Long, en les recevant avec respect, non seulement n'abdique rien de son indépendance royale, mais on ne peut même pas dire qu'il laisse « regenter sa vie privée »; le Pape lui rend facile la conciliation de ses devoirs de chrétien et de roi.

Quant aux nouveaux diocèses, on sait que Jean XXII créa un nouvel archerêché (celui de Toulouse, aux dépens de celui de Narbonne) et seize évêchés ceux de Saint-Pons, d'Alet, de Castres, dans la province de Narbonne, — ceux de Saint-Papoul, de Mirepoix, de Rieux, de Lombez, de Montauban, de Lavaur, dans la province de Toulouse, — ceux de Condom, de Sarlat, de Tulle, de Luçon et de Maillezais, dans la province de Bordeaux, enfin ceux de Vabres et de Saint-Flour dans la province de Bourges¹).

Mais rien ne montre qu'il ait décrété ces transformations sans s'être concerté avec le roi de France; au contraire ses relations habituelles avec Philippe le Long autorisent à penser qu'il le consulta sur cet acte important comme sur tant d'autres². En même temps ce que nous savons du caractère de Philippe le Long laisserait difficilement comprendre qu'il eût laissé « démembrer aussi arbitrairement l'Église gallicane ». On peut donc conclure sans témérité que le Pape et le roi furent d'accord pour créer ces nouveaux diocèses destinés dans leur pensée à augmenter la force de l'Église et de la royauté dans le midi de la France, en face de l'hérésie renaissante, particulièrement celle des Fratricelles et des Spirituels,

1. *Gallia Christiana*, passim. Nombreuses pièces sur ces nouveaux évêchés dans la *Gall. Doust.*, t. VI fol. 39, 73, 89, 91, 100, 216, 249, 213, 273, — t. V, fol. 237, 244, 248 — t. CXLVIII, fol. 17, 121, 121, 127, 170 etc — t. 636 n° 94.

Bibl. de l'École des Chartes, t. 33 (1872) p. 197 et 321.

2. Nous possédons les lettres par lesquelles il donne avis au roi de ces créations d'évêchés (Ex. *Gallia Christ.*, t. II, p. 137) il n'en faut pas conclure que le roi en éprouve de la peine ou de la surprise. Le Pape lui adresse des lettres semblables pour lui apprendre la nomination de Baon Bousset à l'évêché de Laon et d'Étienne de Borrel à celui de Paris, nouvelles qui n'ont rien d'imprévu pour Philippe le Long (t. 136, t. 136, 97, 198).

an 1. 11 de la p. 137 (1380)
de l'abbé de Jean XXII
de l'abbé de X...

Il était sur le point de partir, mais 1913 — 21 ans...
 de Jean XXII. Philippe le Long...
 de la fin... sans protection et cette...
 qui... personnes...
 RELATIONS EXTÉRIEURES.

sorte d'idéalisme transcendant, religion de poètes qui s'insurge
 contre la discipline romaine. Les nouveaux évêchés offraient
 en outre l'avantage immédiat de créer des places nouvelles,
 qui furent distribuées à des hommes sûrs

Quelques autres actes du Pape ont été mal interprétés.
 Ainsi quand Jean XXII prit sous sa protection tous les croisés
 de France, et octroya à tous ceux qui iraient à Jérusalem le
 privilège de ne pas payer à leurs créanciers les intérêts de
 leurs dettes, le duc de Bourgogne se plaignit des empiétements
 du Pape sur les droits du roi¹, mais l'appréciation du duc de
 Bourgogne, ancien chef de la ligue féodale, nous est trop sus-
 pecte pour que cette affaire nous paraisse avoir été un sujet de
 conflit².

Il faut juger de même les observations que Jean XXII
 adresse « à son cher fils Philippe le Long » une fois pour lui
 témoigner le déplaisir qu'il a de le voir en désaccord avec le roi
 de Castille et de Léon (au sujet du paiement d'une dot)³, une
 autre fois pour lui transmettre les plaintes des Hospitaliers
 qui se disaient maltraités par les officiers royaux⁴. Ce serait
 mal comprendre ces observations amicales que de les considé-
 rer comme les remontrances sévères d'un esprit dominateur.

A plus forte raison le Pape n'outrepasse-t-il pas ses droits
 en maintenant la paix et la discipline dans le clergé de France,
 par exemple quand il accorde deux évêques au sujet d'un
 domaine en litige⁵, — quand il juge un procès entre l'évêque
 et les consuls de Cahors, jugement que Philippe le Long lui a
 remis lui-même gracieusement, au moment où il recevait la
 tiare⁶, — quand il adresse des remontrances à l'évêque d'Albi,

1. « Il n'est ni juste, ni raisonnable, ni loisible au Pape et autre quelconque
 d'instituer au royaume quelque chose de nouveau sans le commandement du
 roi ».

2. V. *Cabinet historique*, t. I, p. 211; — autres exemples, Bibl. nat., fonds
 Moreau, t. CCXXII, fol. 31 et 187.

3. J. 696, n° 188.

4. J. 696, n° 189; — et Arch. Vatican, registre 110, partie II, fol. 62, etc (Arch.
 de Rouen, *Mélanges* 1874, p. 612).

5. L'évêque de Poitiers et l'évêque de Maillezais (Bibl. nat., ms. lat. 18378
anc. Fonteneau, t. II), p. 347). Accord entre un évêque et un seigneur, par
 l'intermédiaire du Pape Bibl. nat., *Coll. Doat*, t. CLXXXI, fol. 72.

6. « Prout eident, considerata utilitate regni et partium, videbatur faciendum ».

coupable d'abus de pouvoir¹, quand il excommunie les béguines de France « qui couvrent leurs vices d'une sainteté feinte² ».

Toutes les autres relations de Jean XXII avec la France montrent jusqu'à l'évidence son entente complète avec Philippe le Long et sa volonté de le servir autant que le lui permet sa dignité. Rien de lui eût été plus aisé, si ses dispositions eussent été hostiles ou seulement malveillantes, que de lui contester ses droits à la régence et au trône, de se prononcer ouvertement pour le comte de Valois ou pour la fille de Louis X, et de placer Philippe le Long en face de difficultés invincibles.

Tout au contraire il s'empresse de le reconnaître comme régent, de l'assurer de son affection paternelle et de son entier dévouement³ à sa personne et « à la maison de France bën e de Dieu⁴ », de lui adresser des encouragements paternels⁵. Il ordonne des prières publiques en sa faveur : vingt jours d'indulgence sont assurés à qui priera pour le régent⁶, puis quarante jours à qui priera pour le roi, la reine et leurs enfants⁷. Il pousse la complaisance jusqu'à inviter les fidèles à

mais il est entendu que le Pape juge « *tanquam persona privata, absque eo quod propter hoc romano pontifici jura aliquod adquiratur* » 13 septembre 1316, Bibl. nat., *Coll. Doat*, t. CXXIX, fol. 45 et 46. Il intervient de même comme arbitre entre ces laïques, par exemple entre le comte d'Armagnac et la comtesse de Foix (II 826, n° 206), il combat les guerres privées, comme « inspirées par le démon l'enemi du genre humain, le seneur de zizante ». Bibl. nat., *Coll. Doat*, t. CXXXI, fol. 72.

¹ Bibl. nat., *fonds Moreau*, t. CCXXIII, fol. 21.

² Arc. de l'Inquisition de Carcassonne (*Cabinet historique*, t. XI, 2^e partie, p. 101). — Autres exemples : Bibl. nat., *Coll. Doat*, t. LVIII, fol. 49 — t. LX, fol. 322, — t. XC, fol. 208, — t. CIX, fol. 37 et 38, — t. CXVII, fol. 60 et 61, — t. CXXXV, fol. 83, — *Hist. littéraire de la France*, t. XXIV, p. 15, etc.

³ « *De nobis ut patre benedicto firmam spem et certam fiduciam habiturus quod tuam et predictorum regnorum prosperitatem et pacem paterne promovere et conservare propinquas, et ubi se facultas obtulerit, quantum cum Deo poterimus, favorabiliter ampliare* » Arch. Vatican., registre 102, fol. 2, d'après A. Coulon, *Un présent de Philippe V au pape Jean XXII*, dans les *Mélanges d'Archéologie et d'histoire de l'École de Rome*, 1894, p. 511.

⁴ « *laetite domus France, cui Domina benedixit* » Bibl. nat., ms. fr. 4426, p. 132.

⁵ « *Si les rebelles d'osignent de revenir a l'obeissance, si tout ne reussent pas se on les vœux sous patient et remerci Dieu : il n'y a pas de Jacob sans Esau, et tout Abel est guidé par un Cain.* » Raynaudus, *Annales eccles.*, t. XXIV, p. 48.

⁶ J 683, n° 84, 89, etc.

⁷ J 683, n° 84, — J 687, n° 89.

prier pour Philippe le Bel, avec promesse de vingt jours d'indulgence : prières singulièrement difficiles pour les admirateurs de Boniface VIII, qui rêveraient d'effacer Anagni par un nouveau Canossa¹.

On a vu quel précieux concours le Pape apporte à Philippe le Long dans les affaires d'Angleterre, d'Artois et surtout dans celles de Flandre, où il met à son service toutes ses forces, qui sont ses moines, ses évêques, ses légats, armés de monitoires, d'interdits, d'excommunications. Les chroniqueurs eux-mêmes remarquent que, contre les Flamands, Philippe le Long se sert surtout des armes pontificales « *armis papalibus* » ; il rassemble des hommes d'armes, il lève des subsides et fortifie ses places, mais c'est l'Église qui lui assure la victoire². Dans sa longue querelle avec Édouard I., Philippe le Long profite de même des bonnes dispositions de la Papauté, non pas pour faire excommunier les Anglais mais pour sauver de l'excommunication ses alliés les Écossais, aussi longtemps du moins qu'il croit avoir à combattre le roi d'Angleterre³.

Enfin, comme il faut, malgré tout, des armes matérielles, Jean XXII prend soin de lui procurer les ressources nécessaires⁴, à titre d'avance⁵, au moyen d'aides payées par le clergé. Les principales sont les annates et les décimes ou « *dizièmes* » qu'il lui accorde quatre années de suite (1316-1319)⁶, et non seulement il ne lui tient pas rigueur de ne pas

1. On peut remarquer dans l'entourage du Pape un « Pierre de Nogaret, son chapelain, et auditeur des causes du sacré collège ». J 562 B, n° 31. — J 664, n° 36.

2. Cf. : « *Pontifici fretus auctoritate* » (Martène et Durand *Thesaurus*, t. III, col. 413); — etc.

3. « Nous entendons que Notre Saint Père le Pape prendra la guerre à lui contre lesdits Flamands, comme contre désobéissants à la Sainte Église. » JJ 11, n° 76 et JJ 60, n° 100.

4. Jean XXII intervient aussi plusieurs fois pour mettre fin à des guerres privées, par des bulles contre la « *razzia* ». Ex. Bibl. nat., *Coll. Doul.*, t. CLXXXI, fol. 72 et 253.

5. Le roi le pria plusieurs fois de l'aider « spirituellement et temporellement ». Ex. J 59, n° 76. Guillaume de Broce lui est envoyé dès la fin de 1316 « *pro arduis negotiis* », il resta soixante-treize jours à Avignon (Bibl. nat., ms. fr. 23256, fol. 55).

6. Il est entendu que le roi doit restituer cet argent au Saint-Siège « pour le dit passage d'outre-mer », quand il aura lieu JJ 56, n° 331.

7. « *Per quadriennium* » — « *ad quatuor annos* ». J 472 *Hist. de France*.

réaliser son projet de croisade, mais il lui accorde formellement la permission de détourner ces décimes du voyage d'outre-mer, auquel ils devaient servir en théorie¹, pour les « convertir à la défense du royaume et à ses usages royaux² », et comme les prélats du royaume paraissent peu goûter ce virement, il s'emploie à dissiper leurs scrupules de conscience³. De même il le tient quitte des décimes accordés à Philippe le Bel et eux aussi « convertis par les nécessités », c'est-à-dire détournés de leur but⁴. Le roi ne pouvait souhaiter un abandon plus complet de la bulle *Clericis laicos*.

Une telle politique n'était pas faite assurément pour plaire aux cardinaux du parti italien. Aussi Jean XXII ne néglige-t-il aucune occasion de fortifier le parti français dans le sacré collège : c'est ainsi qu'il nomme en 1316 plusieurs cardinaux gascons et languedociens, puis, en 1317, le propre chancelier d'Arrablay. Jean XXII fait du sacré collège ce que Philippe le Long fait de l'Étroit Conseil : il transforme l'obstacle en appui.

Il impose si peu au roi les évêques de son choix qu'il s'attache au contraire à nommer ses candidats. Ainsi à la mort de l'archevêque de Rouen, Gilles Aycelin (1318), deux candidats sont en présence, Guillaume de Dursfort, soutenu par Philippe

1. XXI, p. 16 et 122; — Bibl. nat., ms. fr. 4425, fol. 132, 140, 159. Clément V avait accordé aux rois de France six décimes à percevoir en une période indéterminée, en vue de la croisade, « car il faut l'aide du Pape pour que les croisés puissent passer en Terre Sainte profitablement » (J 40, n° 100; — Bibl. nat. cartul. 171, — et ms. fr. 4423). Deux décimes avaient été levées déjà (J 716, n° 4 et 52, — J 717, n° 7 sqq.). Le Pape ne montrait pas la même bienveillance au roi d'Angleterre qui demandait aussi des décimes « pour la croisade », se promettant de les employer contre l'Écosse (V. *Chronicles of the reigns of Edw. I and Edw. II*, vol. II, *Anctore Melmberiensis*, édition William Stubbs, p. 227).

2. Ex. « *Ut vigilet ad custodiam Terre Sancte* » Bibl. nat., ms. 2633, fol. 107 v°.

3. Plusieurs documents montrent l'usage qui en est fait, avant comme après cette autorisation : par exemple le « receveur des décimes en la province de Reims » délivre au trésorier des guerres une fois 21000 livres tournois (mai 1316, sous Louis XI), une autre fois 4000 livres tournois (janvier 1317 n. s.) « pour les contrees de Flandre », — « pour les dépenses du Connétable » Bibl. nat., ms. fr. 25993, n° 223 et 122; — cf. *Relations avec le Clerge*, p. 340.

4. V. Hervieu, *Recherches sur les premiers États Généraux*, p. 123, 124.

5. J 716, n° 5. — Outre les décimes, le Pape autorise le roi à lever d'autres subads « sur le clerge » *ex speciali Sedis apostolice privilegio, a personis ecclesiasticis subadium recipere licet* », J. 716, n° 422. — « *Nobis enim a Sede apostolica indultum extitit quod pro nostris necessitatibus a regni nostri prelatu gratia liberalitatis subadiis possumus petere* » J. 716, n° 422.

le Long, et Guillaume de Flavacourt, appuyé par Charles de la Marche, dont il est le chancelier ; le Pape nomme Guillaume de Durfort, et écrit à Charles de la Marche qu'il aura égard à sa recommandation « une autre fois¹ », puis, quand Charles lui demande un autre évêché pour son protégé, Jean XXII lui représente que son chancelier lui est infiniment utile dans son comté de la Marche, et que, s'il devenait évêque, il ne pourrait plus le servir². Charles de la Marche n'a pas la faveur du pape, parce qu'il n'a pas celle du roi³.

Les évêques nommés par Jean XXII sont si peu des Bernard Saisset que plusieurs d'entre eux sortent de l'hôtel du roi : c'est ainsi que le chancelier Pierre de Chappes devient évêque d'Arras en 1320, le « poursuivant » Pierre Bertrand, évêque de Nevers en 1320, le clerc de l'hôtel Étienne de Borret, évêque de Paris en 1321⁴, sans parler de tous ceux qui deviennent évêques après la mort prématurée de Philippe le Long. A plus forte raison les archidiacres et les chanoines sont-ils souvent nommés à sa recommandation ; il reçoit même du Pape le privilège d'en nommer un certain nombre⁵. En un mot Jean XXII fait tout ce qui dépend de lui pour mettre l'église de France dans la main du roi.

Les faveurs diverses qu'il octroie à Philippe le Long pour lui témoigner son dévouement forment une longue liste⁶ où il faut se borner à choisir les plus importantes ou les plus curieuses : droit de se faire absoudre par son confesseur de tous les péchés dont il se sera confessé depuis moins d'un an⁷ ; — droit d'entrer dans tous les monastères de femmes, excepté

1. J 696, n° 201.

2. J 696, n° 206. Il le nomme cependant bientôt évêque de Viviers, J 696, n° 207.

3. Autres exemples : Nominations d'un cardinal « suivant l'intention du roi », J 696, n° 190 ; — Nominations d'évêques, J 696, n° 186, 197, 198, 199, 201, 203, 215, 216, etc.

4. J 696, n° 210.

5. J 713, n° 4.

6. Une partie de ces privilèges ont été publiés dans les *Documents inédits (Privilèges accordés à la couronne par le Saint-Siège, renfermant le Répertoire attribué à Pierre d'Étampes)*. On pourrait y ajouter les privilèges accordés par le Pape à certains conseillers du roi, à certaines villes, par exemple à Cahors, « dont il est natif », Bibl. nat. coll. Beza t. CXIX fol. 43.

7. J 687, n° 174.

la nuit¹; — droit de faire célébrer l'office divin en sa présence dans les lieux interdits (à la condition de fermer les portes et de ne pas sonner les cloches); — droit de frayer avec les excommuniés²; — droit de se faire relever lui-même des excommunications, si ce n'est de l'excommunication pontificale³, — droit de compenser par des aumônes les restitutions qu'il peut devoir à des inconnus⁴; — droit d'ordonner le partage de son corps en plusieurs parties après sa mort, malgré la défense de Boniface VIII⁵, — dispenses et privilèges de toutes sortes pour lui, sa femme, ses enfants, son confesseur⁶, ses chapelains⁷ et les personnes de son entourage⁸.

A plus forte raison Jean XXII s'associe-t-il aux joies et aux deuils de la famille royale, comme le montrent les nombreuses lettres de félicitations ou de condoléances qu'il envoie à la reine Clémence à l'occasion de la naissance puis de la mort de son fils Jean⁹, — à Philippe le Long à l'occasion de la mort de son fils Philippe¹⁰, — de sa guérison d'une maladie¹¹; — au roi et à la reine pour les féliciter d'avoir échappé à un accident¹².

Devoué à Philippe le Long, Jean XXII l'est par reconnaissance, parce qu'il lui doit la tiare, par intérêt aussi parce qu'il a besoin de lui contre ses nombreux ennemis d'Allemagne et d'Italie. Il ne se prononce d'abord, comme on sait, ni pour

1 J 682, n° 97.

2 J 683, n° 103, — J 664, — J 687.

3 « *Si quis incurritur la contigerit in futurum, nisi de speciali mandato sedis apostolicæ fuerint promulgati.* » J 693.

4 J 684.

5 *De tuo corpore tumulando, decrequendo, acindendo vel alias quomodolibet dividendo*, J 389.

6 Ex. — Pouvoir au confesseur du roi de le dispenser de tous vœux, excepté de celui de chasteté et du voyage « outre-mer », J 683, n° 164.

7 Ex. : Exemption de l'ordinarium (c'est-à-dire de l'autorité ecclésiastique) accordée gracieusement à la chapelle royale (Arch. nat., X, 8607 — Exemption de l'interdit (Bibl. nat., ms. fr. 2833, fol. 186).

8 Autres exemples : J 435, n° 24, 26, 27, — J 683, n° 15 et 18, — J 686 (30 691 (passim), etc. — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXVI, fol. 104; — Bibl. nat., ms. fr. 2833, fol. 186, 193, 194, etc.

9 Arch. Vatic., Reg. 409 fol. 300, v°, — fol. 60 v°, etc.

10 Ibid., fol. 29 v°.

11 « *A discuria reumatiz* », *ibid.* registre 110, t. II, fol. 15.

12 La chute d'un mur, *ibid.*, fol. 12 v° (lexies cités par M. Coulon, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École de Rome*, 1894, p. 612).

Louis de Bavière, ni pour Frédéric d'Autriche ; il les qualifie dédaigneusement l'un et l'autre de rois élus (*reges electi*)¹, et profite habilement de l'anarchie de l'Empire pour fortifier son influence en Italie et en Allemagne. Philippe le Long, qui a lui aussi intérêt au maintien du désordre dans l'Empire, et au triomphe des Guelfes en Italie, s'associe naturellement aux efforts de Jean XXII. c'est ainsi qu'il autorise Philippe de Valois à passer en Lombardie avec une armée.

Unis par tant d'intérêts communs, Philippe le Long et Jean XXII sont deux amis véritables et suivent une politique le plus souvent commune, qu'on peut qualifier de politique franco-pontificale, mais où l'élément français domine.

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC LES ÉTATS D'ITALIE

On sait par le mémoire de Pierre Dubois² que Philippe le Bel avait des prétentions sur une partie de l'Italie. Philippe le Long n'eut pas le temps de mener ce projet à bonne fin, mais il essaya d'y parvenir à l'aide des Guelfes d'abord, puis à l'aide des Gibelins.

Le roi capétien de Naples Robert d'Anjou, dit le Sage, que l'étranger appelle « l'honneur de la France et la parure de l'Italie³ », avait profité de la catastrophe par laquelle s'était terminée l'expédition de Henri VII en Italie, puis des divisions intestines du corps germanique après la mort de l'empereur, pour reprendre ses projets de domination. Allié aux riches bourgeois des villes contre les nobles⁴, aux Guelfes contre les Gibelins, il avait pour adversaire principal le seigneur de

1. V. Zeller (*les Empereurs du xiv^e siècle*, p. 292).

2. Dubois, *De recuperatione Terre sancte*, édition Ch. Langlois, — Boutaric, *la France sous Philippe le Bel*, p. 410; — Boutaric, *Œuvres et extraits de documents inédits relatifs à Philippe le Bel*, p. 85.

3. Muratori *Scriptores*, t. X, p. 40.

4. C'est à ces événements que Philippe le Long fait allusion, quand il dit que le « peuple prise peu les nobles » (1355, no 3).

Milau, Matteo Visconti, le chef des Gibelins d'Italie, l'allié de Louis de Bavière¹, et il luttait péniblement contre lui en Toscane et en Lombardie².

Le pape Jean XXII, après avoir essayé en vain de rétablir la paix, s'allia naturellement au roi de Naples; il le combla de ses faveurs (en se réservant le droit de l'abandonner le jour où il le jugerait trop puissant pour l'équilibre italien), excommunia Matteo Visconti³, proclama Robert vicaire impérial de l'Italie, c'est-à-dire champion de la cause pontificale⁴ (1317), lui expédia d'Avignon de grosses sommes d'argent et stimula son zèle⁵. Visconti ayant mis le siège devant Gênes, afin d'y ramener les Doria et les Spinola (1318), dix galères armées « pour le passage de Terre Sainte », se joignirent aux quinze navires de la flotte napolitaine pour venir au secours des Génois et forcer Visconti à lever le siège, mais Robert, toujours préoccupé de ses intérêts personnels, agit avec mollesse, déclara que ses ressources ne lui permettaient pas de prendre l'offensive, et se rendit à

1. V. Fournier, *le Royaume d'Arles*, p. 382, et Preger (*op. cit.*, n° 3, sqq.), et n° 23 (rapports adressés à Jean XXI au printemps de 1317, par Bernard Gui et par Bertrand de la Tour, chargés par le Pape de pacifier le nord de l'Italie).

2. V. le Traité de paix entre Philippe de Savoie, prince d'Achaïe, le marquis de Saluces et Matteo Visconti (Bibl. nat., coll. de Cambré, t. LXXXV, fol. 146).

3. Robert fut proclamé malgré lui, et n'accepta qu'en faisant ses conditions (V. Fournier, *le Royaume d'Arles*, p. 377 et 382).

4. La chronique de Saint-Denis accuse Matteo d'avoir nié la résurrection, d'avoir violé des nonnains, etc. (*Hist. de France* t. XX, p. 700).

5. M. Fournier (*le Royaume d'Arles*, p. 374, — *Éclaircissement* II (p. 347, et *Harne des Quart. hist.*, oct. 1889, p. 572, sqq.) a bien montré ce qu'il faut penser de la prétendue bulle, « *Ne præterent* » de Jean XXII, qui soustrait l'Italie à l'Empire (*provinciam Italiae ab eodem imperio et regno Alemannie totaliter erimentes*), et qui revendique pour le Pape le droit de marquer les limites entre la France et l'Allemagne. Cette bulle dont il n'existe que des copies, a été « gunkée » par Baluze (*Vita papae Johannis Avinionensis*, t. I, p. 704) et publiée en 1811, par Daunou, comme un document d'une rare valeur, mais elle est certainement apocryphe, elle paraît avoir été rédigée, à l'époque qui nous occupe, non dans la chancellerie pontificale, mais dans celle de Naples, et être devenue plus tard, vers 1331, une arme dans les mains des frères mineurs revoltés contre l'Église. Preger distinguant dans la bulle une partie apocryphe (les motifs) et une partie authentique (le dispositif, qui est la partie essentielle) Preger, *de Politik des Papstes Johann XXI in Bezug auf Italien und Deutschland*, dans la collection de l'Académie royale de Munich, classe 14, t. XVII, 5^e partie. M. Fournier rejette le tout. Jean XXII tenait trop à exercer en Italie les droits de la souveraineté impériale « pendant la vacance de l'Empire », pour reculer l'indépendance de la péninsule.

Avignon pour presser le Pape de lui trouver de nouveaux alliés¹.

Mais Jean XXII cherchait un meilleur champion : il s'adressa à la France. Philippe le Long n'intervint pas en personne dans les affaires d'Italie : la Flandre et l'Artois, les difficultés avec l'Angleterre, suffisaient à l'occuper, mais quand même il eût été libre, une intervention directe était des plus délicates. S'allier aux Gibelins, se séparer ouvertement de Robert de Naples, dont l'ambition heurtait la sienne, vendre son appui le plus cher possible aux Gibelins dans l'embarras², c'était peut-être le moyen d'établir l'influence française en Italie, mais c'était l'abandon de la politique traditionnelle, la brouille possible avec le Pape, allié si précieux contre les Flamands. S'allier aux Guelfes, c'était non seulement mécontenter gravement les Gibelins de l'ancien royaume d'Arles, tels que le comte de Savoie, mais encore s'exposer à tirer les marrons du feu pour la maison d'Anjou, qui convoitait précisément cet ancien royaume d'Arles³, et dont la puissance pouvait devenir bien tôt dangereuse.

Philippe le Long était-il un bouillant chevalier que les circonstances empêchèrent de passer les monts, ou un diplomate prudent qui refusa de s'engager dans une aventure ? Ce qui est sûr, c'est qu'il s'abstint d'intervenir directement ; il demeura fidèle au Pape et aux Guelfes, mais se contenta d'autoriser son cousin Philippe de Valois à passer en Italie, à ses risques et périls.

C'était Philippe de Valois⁴ qui, sollicité par Jean XXII, avait accepté la mission de dompter les Gibelins. Robert conservait pour la forme le titre de vicaire de l'Empire ; Philippe ne por-

1. Fournier (*le Royaume d'Arles*, p. 383).

2. Cette éventualité ne paraissait pas impossible : on voit en 1318 les Gibelins se préparer à offrir le commandement à Charles de la Marche. Jean XXII lui donne lui-même avis de leur projet, et le conjure de ne pas accepter. « Les Gibelins étant des factieux et des excommuniés, qui ont toujours été des ennemis de la France, un prince français souillerait sa réputation en se mêlant à eux » J. G. G., n° 205.

3. Le comte de Savoie est l'ennemi de Robert de Naples, au contraire le Dauphin de Viennois, le comte de Valentinois, le comte de Genève ont des sympathies pour les Angevins.

4. On sait que Charles de Valois avait fait lui aussi une expédition en Italie en faveur de Charles le Boiteux.

tant que le titre de « sous-vicaire », mais était chargé du rôle principal¹.

Une expédition en Italie était faite pour séduire la noblesse française : on sait comme elle « frétilait » de passer les Alpes, et combien ce même appât provoqua d'entreprises chimériques durant des siècles. Philippe de Valois n'eut donc pas de peine à recruter une petite troupe de nobles, ou l'on remarquait son frère Charles, le comte de Roucy², Olivier de Clisson, Béraud et Girard de Mercœur³.

Si l'on en croit la *Chronographia*⁴, cette expédition était destinée en même temps à délivrer la France des Pastoureaux, comme l'expédition de Du Guesclin en Castille devait la délivrer des Grandes Compagnies. On leur persuada, dit la chronique⁵, que l'Italie était le véritable chemin de la Terre Sainte, et ils donnèrent dans le piège naïvement. Il est possible en effet que Philippe de Valois ait emmené avec lui quelques bandes de Pastoureaux, mais il est certain, malgré la *Chronographia*, qu'il ne les y emmena pas tous, car toutes les autres chroniques s'accordent à raconter leur extermination dans le midi de la France.

Dès que Philippe de Valois fut en Lombardie⁶, un grand nombre de Guelfes italiens accoururent avec enthousiasme se joindre à lui. Mais il n'attendit pas les renforts que le Pape et le roi de Naples lui-même devaient lui envoyer⁷, et mit le siège devant la ville de Verceil, que tenaient les Gibelins (1320)⁸. Le siège traîna en longueur et déjà les habitants commençaient à souf-

1. Raynaldus, *Annales eccles.*, 1320, § 13, — Preger, *op. cit.*, n° 52.

2. Roucy (arrondissement de Laon).

3. *Chronographia*, p. 250.

4. *Ibid.* — et *Chron. des Pays-Bas*, dans la *Coll. des chron. belges*, t. III, p. 143.

5. *Dicen'ca eis quod ducerent eis supra Sarracenos ultra mare* (*ibid.*, p. 251).

6. Il est en Italie en juin 1320 (Muratori, *Scriptores*, t. XIV, p. 996).

7. Raynaldus, 1320, § 13. — Le passage des Alpes se fit par le Grand Saint-Bernard (*montem Jovis*), *Chronographia*, p. 252.

8. Valart, *liv. IX*, ch. lxx et lxxi.

8. D'après la *Chronographia*, qui insiste longuement sur cette expédition, Béraud de Mercœur envoya les Pastoureaux au secours de Gênes, « les assiégeants étant des ennemis du Christ et des infidèles »; les Pastoureaux attaquent les Gibelins avec leurs boulettes, en tuent un grand nombre, mais succombent jusqu'au dernier; le résultat est obtenu « omnes mortui remanserunt » (*Chronographia*, p. 252).

frir de la famine, quand Visconti leur envoya son fils Galeas avec une solide armée d'Allemands et de Lombards. Philippe de Valois fit demander à Galéas s'il était dans l'intention de combattre, Galéas ayant répondu « avec de belles paroles » qu'il ne songeait pas à combattre un prince de la maison de France, mais qu'il entendait défendre ses terres et ravitailler la ville, Philippe répliqua qu'il s'opposerait de toutes ses forces à l'introduction de vivres dans la place, et choisit son champ de bataille à un mille de Verceil, entre le Tessin et le Pô, mais les Italiens et peut-être la « ribaudaille » des Pastoureaux, qui formaient la plus grande partie de ses forces, l'abandonnèrent à l'heure du danger, si bien que les Français se trouvèrent en face d'une armée dix fois supérieure en nombre août 1320).

Menacé d'être enveloppé, Philippe de Valois, qui n'était ni un diplomate, ni un capitaine de premier ordre¹, sollicita de Galéas une entrevue, et se vit réduit à signer un traité humiliant, par lequel il entra à Verceil, mais en compagnie de Galéas, les deux armées à la suite l'une de l'autre; puis, après cette entrée peu triomphale, à bout de ressources, impuissant et déçu, il regagna tristement la frontière avec un sauf-conduit de Galéas².

Loin de chercher à réparer l'échec de son cousin, Philippe le Long essaya d'obtenir des Gibelins les avantages que les Guelfes n'avaient pu lui procurer³; il négocia avec les Génois et devint leur protecteur⁴; il négocia avec les Visconti, et fut peut-être leur dupe⁵, mais la mort ne lui laissa pas le temps de parvenir à un résultat appréciable.

Villani (livre IX, ch. cxi et cxi) accuse Philippe de Valois de s'être laissé endoctriner par Galéas.

1. *Continuateur de Nangis* (édition Gerand, t. II p. 29) *La Chronographia* ajoute qu'il fut dévalisé en route, et « multas passus est miseria », p. 252. Il ne rentra à Paris, qu'au milieu de l'année 1321 (*ibid.*, p. 256).

2. V. Fournier, *le Royaume d'Arles*, p. 382.

3. Il est invoqué comme un protecteur par les Gibelins de Gènes, à la fin de 1321, et bientôt après, Charles e Bel intercede auprès du Pape « *super reformatione pacis civitatis et patrie* » c'est-à-dire pour rétablir la paix à Gènes), le Pape répond à Charles qu'il ferait bien de se délier des Gibelins, et lui rappelle leur conduite passée (Preger, *op. cit.*, t. 1^{er} 96 et 100, et n^o 69).

4. D'après M. Fournier (*le Royaume d'Arles*, p. 383), Visconti aurait fait entrevoir à Philippe le Long le lointain mirage de conquêtes en Italie.

Quant à Robert, privé de l'appui de la France, il renonça à ses projets ambitieux. Jean XXII se plaignit amèrement « que les princes de la maison de France fussent tombés dans les pièges des démons¹ ». Il ne lui resta pour combattre Louis de Bavière et Visconti que les armes spirituelles, déjà émoussées, et Dante, avant de finir sa vie dans l'exil (sept. 1321), put du moins renaitre à l'espérance.

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC L'EMPIRE

Les relations de Philippe le Long avec l'Empire se composent moins de ses relations directes avec l'empereur Louis de Bavière, que de ses relations avec nombre de terres d'Empire que le désordre de l'Allemagne laisse se transformer peu à peu en une zone d'influence française².

L'histoire des rapports de la France et de l'Allemagne consiste en grande partie dans leurs efforts pour s'emparer de la part de Lothaire constituée par le traité de Verdun faute de frontière naturelle comme les Alpes ou les Pyrénées, les limites qui les séparent ont varié de siècle en siècle; aujourd'hui encore elles ne sont pas définitives.

Le règne de Philippe le Long fait partie de cette longue période pendant laquelle la France, mieux gouvernée et plus unie, l'emporte sur sa voisine affaiblie par ses divisions³. C'est à cette époque que le génie allemand recule devant le génie français grâce au merveilleux éclat de la civilisation du règne de saint Louis⁴; c'est aussi à cette époque que la fron-

¹ Les démons, ce sont les Guelins de Lombardie (V. sa lettre du 21 septembre 1321, *Preger*, *op. cit.*, n° 69 et 75).

² M. Fournier (*le Royaume d'Arles*) a bien montré comment, dans l'ancien royaume d'Arles, l'autorité de l'Empire s'évanouit du III^e au XV^e siècle, pour faire place à l'influence française.

³ « *Depressione non modica.* » V. Zeller, *les Empereurs du XIV^e siècle*, p. 229.

⁴ C'est à cette époque par exemple que l'architecture gothique, c'est-à-dire l'architecture française, franchit les Vosges et le Rhin.

rière de la France avance rapidement vers l'Est, l'occupation de Lyon sous Philippe le Bel n'est que l'exécution partielle d'un vaste plan d'ensemble, qu'il doit rendre à la France ses frontières naturelles¹.

Mieux encore que Philippe le Bel, Philippe le Long est servi par les circonstances. Après l'inter règne de quatorze mois qui avait suivi la mort de Henri VII², Louis de Bavière n'avait pas été élu à l'unanimité (1314), son compétiteur Frédéric d'Autriche s'était fait sacrer empereur de son côté par l'archevêque de Cologne, qui avait légalement le droit de consécration; les deux adversaires recoururent au « jugement de Dieu » et la lutte dura sept années, principalement en Souabe et sur le Rhin.

Également besogneux, à court d'hommes, d'argent et de vivres, Louis aliénait des biens d'Empire, Frédéric aliénait les biens autrichiens, chacun cherchant à ruiner son adversaire plus encore qu'à le battre. L'Allemagne était en proie à l'anarchie : les princes du Nord et de l'Est, assez indifférents à cette concurrence des deux maisons, suivaient chacun ses intérêts : le margrave de Brandebourg luttait contre l'ordre teutonique et contre le Danemark, le duc de Saxe contre les villes, Jean de Bohême contre la noblesse, pendant qu'au midi de l'Allemagne les cantons suisses écrasaient Léopold d'Autriche à Morgarten. Ce fut seulement après la mort de Philippe le Long que Louis de Bavière, avec l'aide de Jean de Bohême, triompha de Frédéric à Muhlendorf³.

Il ne nous est pas permis, faute de documents, d'établir

1. V. Fournier *op. cit.*, p. 363. Déjà Frédéric Barberousse avait dit, à propos de Lyon, qu'il était trop occupé pour administrer efficacement les parties excentriques de son vaste empire, mais la France n'avait pu profiter de cette situation que plus tard (V. Leroux, *Recherches critiques sur les relations politiques de la France et de l'Allemagne*, Paris, Vieweg, 1882, p. 143).

2. On sait que Philippe le Long et Henri VII s'étaient brouillés : 1° à cause de l'annexion de Lyon à la France et des revendications de l'Empereur (en 1312), 2° à cause des projets de guerre de Henri VII contre la maison d'Anjou (1313), et des menaces d'excommunication que Clément VII avait lancées contre lui. Ils avaient en 1310 conclu une véritable alliance (J. 610, n° 4).

3. Septembre 1322.

avec précision les rapports de Philippe le Long avec les deux adversaires¹, mais, si nous en jugeons par l'attitude du pape Jean XXII, qui suit une politique française, il est très probable que, comme lui, Philippe le Long se garda de se prononcer, non par indifférence², mais par diplomatie, pour profiter des événements. Ce qui est certain, c'est qu'il ne posa pas sa candidature à la couronne impériale, comme l'avait fait Charles de Valois comme devait le faire Charles le Bel; il n'était pas homme, semble-t-il, à commettre de telles fautes.

Il serait très instructif de connaître le but de l'ambassade qu'il envoya en 1321 à Jean de Bohême. Le fils de Henri VII ne s'était alié à Louis de Bavière que pour empêcher le triomphe de l'Autriche, mais il conservait l'espoir de saisir un jour pour lui-même la couronne impériale. Elevé à la cour de Philippe le Bel³, il était porté par ses sympathies, comme par ses intérêts, à rechercher l'alliance française. On sait qu'après Mühldorf il céda aux conseils de Charles le Bel et du pape Jean XXII pour se rapprocher tout à coup des princes autrichiens qu'il venait de combattre, qu'il s'engagea à s'accorder désormais avec eux pour le choix du « roi d'Allemagne⁴ », et que, grâce à cet appui, le Pape put déclarer que l'élection impériale était nulle sans son approbation, exciter contre Louis de Bavière de nouvelles haines, et proposer même, en 1323, comme candidat à l'Empire⁵, le roi de France Charles le Bel, qui avait récemment, avec l'autorisation ponti-

1. Nous savons que sous Louis X, Louis de Bavière encouragea par lettres les Flamands à reprendre Lille et les autres villes conquises par Philippe le Bel (V. Leroux, *Recherches critiques sur les relations politiques de la France avec l'Allemagne de 1292 à 1378*, Paris, Vieweg 1882, mais nous ne savons rien de ses agissements sous le règne de Philippe le Long.

2. « La lutte de Louis de Bavière contre Frédéric d'Autriche le laissa indifférent », dit M. Leroux (p. 158). Nous aimons mieux avouer que nous ignorons ses sentiments.

3. On peut se rappeler que Henri VII lui-même ne parlait que le français : « il n'avait de l'allemand qu'une vague teinture » (V. Leroux, *op. cit.*, p. 133).

4. L'expression se rencontre souvent dans les documents (ex. JJ 52, n° 21; J 161, n° 6), concurremment avec celle d'empereur de Rome (ex. Bib. nat., coll. Moreau, t. CCXIII, fol. 258).

5. V. le traité de Charles le Bel et de Léopold d'Autriche à ce sujet, en 1314, contre le « duc de Bavière », J 118 n° 1.

ficale¹, épousé Marie de Luxembourg, fille de Henri VII et sœur de Jean de Bohême.

On sait aussi comment Jean de Bohême envoya son jeune fils Wenceslas² à la cour de Charles IV et à l'Université de Paris, le maria à la fille de Charles de Valois et lui donna à cette occasion le nom de Charles; enfin comment, grâce à l'alliance pontificale et à l'alliance française, il parvint, du vivant même de Louis de Bavière, à faire élire son fils empereur sous le nom de Charles IV (1346), et trouva la même année, dans les rangs de l'armée française, à Crécy, une fin digne de sa vie chevaleresque.

A quelle époque se noua cette solide alliance entre Jean de Bohême et la France? Il serait téméraire d'affirmer que ce fut en 1324, mais l'ambassade de Philippe le Long, composée de Regnaut de Lor et d'une suite imposante, autorise à le supposer, en attendant des documents plus décisifs³.

Aussi bien les relations de Philippe le Long avec un empereur tel que Louis de Bavière n'ont-elles qu'une importance secondaire, par la raison que cette période du règne de Louis de Bavière équivaut à peu près à une vacance de l'Empire.

Ce qu'il importe de mettre en lumière ce sont les heureux efforts de Philippe le Long pour fortifier son influence au delà du Rhône, de la Saône, de la Meuse et de l'Escaut, pendant que, de son côté, le Pape s'arroge le gouvernement de l'Italie.

1. On sait que Blanche de Bourgogne était encore vivante, à Chateau-Gaillard le mariage de Charles IV et de Marie de Luxembourg eut lieu le 30 sept. 1322 (deux jours seulement avant Mählhof, avant donc que la nouvelle fût connue). Marie mourut en couches au mois de mars 1324 (n. s.) à Besoudun : *acte sous-pechonnement* (V. Leroux, *op. cit.*, p. 160).

2. Agé alors de sept ans (1323).

3. Regnaut de Lor est membre du Grand Conseil, après avoir été maréchal du comte de Poitiers (V. t. II, Grand Conseil). Il a avec lui Bertrand de Briquerbec, le futur maréchal de France, Jean Labbé, chevalier, et 39 personnes avec 25 chevaux (V. Anselme, *Généalogie*, t. VII, p. 688). Les instructions à Regnaut de Lor étaient vraisemblablement contenues dans le registre aujourd'hui perdu qui faisait suite aux registres JJ 55 et JJ 58. Il y était peut-être déjà question du mariage entre Charles le Bel et Marie de Luxembourg, qui résidait chez les dominicains de Montargis (V. Leroux, *op. cit.*, p. 159). Une autre ambassade est envoyée à Jean de Luxembourg au commencement du règne de Charles le Bel. arch. nat., KK, 1.

RÉUNION DU COMTÉ DE BOURGOGNE

Le comté de Bourgogne, ou Franche-Comté, était « une terre étrangère¹ », que Jeanne de Bourgogne avait apportée en dot au comte de Poitiers. Devenu régent de France, Philippe commença par la réunir au domaine², et elle fut administrée jusqu'au mois de février 1317 (n. s.) par un « gardien royal » remplissant les fonctions de bailli³; mais plutôt que d'en faire hommage personnellement à l'empereur d'Allemagne, qui la réclamait comme fief impérial⁴, il la sépara bientôt du domaine, le 6 février 1317 (n. s.), pour l'octroyer à sa femme Jeanne⁵, à titre viager, et, après son décès, aux « hoirs issus de lui et d'elle⁶ », avec défense de rien aliéner. Mais, pour garder en réalité ce qu'il feignait d'abandonner, il exceptait d'abord de cette donation toutes les terres du comté que Mahaut avait données autrefois à Philippe le Bel, et que Philippe le Bel avait à son tour données à son fils Philippe

1. *Hist. de France*, t. XXI, p. 519.

2. Le traité de Vincennes de 1295, conclu entre Philippe le Bel et le comte de Bourgogne Otton V, portait que le comté devait être réuni sans retour à la couronne de France V. de Piepape, *Hist. de la réunion de la Franche-Comté*, t. I, p. 44. — Clerc, *Essai sur l'histoire de la Franche-Comté*; — Funck-Brentano, *Bibl. de l'École des Chartes*, 1888, p. 1).

3. *Ac. ex du Parlement* n° 4494 et 4507.

4. « Considérans que par cause de ladite comté à nulle personne nous ne ferions hommage, et encore plusieurs autres causes, lesquelles nous laissons à présent, qui nous ont deu esmonvoir » J 250, n° 8. Déjà le comte Otton avait refusé en 1289 de tenir son fief de l'Empereur (V. *Johann Helier Deutschland und Frankreich* p. 106).

5. « Nous attendans que il seroit dure chose que se nous mourrions avant ladite Jehanne, nostre compaignie, que elle n'eust aucun prouffit en ladite comté qui nous est venue de son comté », donnons et octroyons à ladite Jehanne « sa vie ladite comté et toutes les appartenances » J 250, n° 9. Il ajoute qu'« appelé au gouvernement du royaume, il peut bien se passer de ladite comté » (sept. 1318), J 251, n° 26 (copie peu lisible). — cf. JJ 13, n° 38. — Cabinet historique, t. I, 2^e partie, p. 213. — et Bibl. de Rouen, ms. 3401 (coll. Leber), fol. 145.

6. Le testament de Jeanne, confirmé par le roi (1319), porte que si elle a des fils du roi, l'aîné aura les biens qu'elle a « dans le royaume de France » : — le puîné aura les biens qu'elle a « hors du royaume », particulièrement au comté de Bourgogne, mais l'ajoute que si l'aîné veut avoir le comté, il pourra l'échanger contre d'autres terres « dans le royaume ». En cas qu'elle meure sans hoir mâle, elle institue sa fille Jeanne son héritière universelle (20 août 1319, J 403, n° 23).

comme provision ou apanage¹, enfin, par des conventions secrètes (connues seulement de Charles de Valois, de Louis d'Évreux, de Charles de la Marche et de quelques autres membres du Grand Conseil)², il se réservait le revenu d'un certain nombre d'autres terres du comté, la faculté de distraire dudit comté les parties qu'il voudrait pour les donner à qui il lui plairait³, et même le droit d'y nommer tous les officiers, en un mot les moyens de gouverner la province entière sous le nom de Jeanne « comtesse palatine de Bourgogne et dame de Salins⁴ ». Il ne portait plus officiellement le titre de comte de Bourgogne, qui eût fait de lui le vassal de l'Empereur, mais les actes de la comtesse de Bourgogne et dame de Salins étaient signés à la fois d'elle et de lui⁵, et, dans ses rapports avec ses fidèles, il gardait même le titre de comte de Bourgogne⁶. Enfin il spécifiait que, si sa postérité s'éteignait, les rois ses successeurs hériteraient de tous ses droits sur le comté⁷.

C'est ainsi que le comté de Bourgogne, sans être officiellement détaché de l'empire d'Allemagne, appartient en fait au roi, sinon au royaume de France. Déjà, dit l'historien du royaume d'Arles, « l'empereur Henri VII regardait Philippe le Bel d'un œil troublé par la haine, parce qu'il lui reprochait d'avoir occupé d'importantes régions appartenant à l'Empire surtout sur la rive gauche de la Saône⁸ ». Encore le comté

1. JJ 54 A, n° 74.

2. J 250, n° 8.

3. Ex. : Donation assise sur « le vults de Salins » JJ 50, n° 21. — autre donation (au chevalier Jean d'Ancres) de biens situés à Namua « *in comitatu nostro Burgundie* », dit le roi, et il est spécifié que le chevalier l'endra re fief du roi « *nullo mediante* ». JJ 63, n° 300.

4. Ex. : JJ 59, n° 172; — JJ 60, n° 84. Les officiers qui administrent le Comté sont appelés « *gentes carissime consorcin nostre Johanne, comitissa palatine Burgundie* ». Ex. : JJ 60, n° 155. — En 1320, le gardien ou bailli (*guardiator comitatus Burgundie*) est Robert de Milly (Arch. de la Côte-d'Or B, 1046).

5. *Per dominos regem et reginam*. Ex. : JJ 60, n° 42, 73, — JJ 59, n° 172. C'est du moins la souscription la plus fréquente : quelquefois le roi commande l'acte, et la reine le confirme comme comtesse de Bourgogne (Ex. : JJ 60 n° 131), « *en ple d'ifférence de formes* ».

6. Ex. : « Comme notre bien aimé le comte de Genève tient de nous comme comte de Bourgogne le château de Chateau-Garlard, nous, comme comte de Bourgogne, etc. ». JJ 59, n° 143; — cf. JJ 60, n° 84.

7. J 257, n° 26 (septembre 1318).

8. Fournier, *op. cit.* p. 373. M. Fournier cite « *mémoire de Robert de Naples à Clément V en 1313* ».

n'appartenait-il alors qu'au comte de Poitiers. Il était plus dur pour Louis de Bavière de voir ce fief impérial aux mains du roi de France sans que ce roi fût pourtant son vassal, et ce qui était plus grave encore, c'est que les Franc-Comtois, loin de s'agiter sous la domination française comme sous un joug odieux, se montraient maintenant dociles à leur nouveau maître¹; la noblesse franc-comtoise fournît, en 1317, 300 hommes d'armes qui prennent place dans les troupes royales chargées de pacifier la Champagne²; le plus grand seigneur du pays, dernier fils du fameux Chalon l'Antique, et beau-frère de Rodolphe de Habsbourg, le baron d'Arlay, l'ancien chef de la résistance sous Philippe le Bel, est devenu sous Philippe le Bel même le chef des ralliés; son fils Hugues de Chalon fait partie de l'Hôtel et du Conseil de Philippe le Long, mêlé aux représentants de l'aristocratie française³.

Le comté de Bourgogne est devenu une marche française⁴.

ZONE D'INFLUENCE FRANÇAISE

I. — SEIGNEURS LAÏQUES

En dehors de ses vassaux du comté de Bourgogne, Philippe le Long entretient des relations étroites avec un autre groupe de seigneurs de « terres étrangères⁵ », mais voisines, qui, en vertu de leur affinité, tendent à se combiner avec le royaume de France d'abord, et plus tard avec le domaine même.

Ces seigneuries forment deux groupes reliés par le comté de Bourgogne : celles de l'ancien royaume d'Arles et de Vienne⁶, où l'autorité impériale est presque évanouie; d'autre

1. Les nobles franc-comtois s'étaient agités en 1314 comme ceux du royaume, mais la pacification fut facile.

2. *Il* 35, n° 17.

3. Hugues de Chalon avait aussi modifié son attitude sous Philippe le Bel, et avait reçu de lui la garde de la Comté. *Il* 197, n° 91; Fournier, *op. cit.*, p. 335, sqq.; Fuchs-Brentano, *Publ. de l'École des Chartes*, t. XLIX, 1888, p. 32.

4. C'est l'expression qu'emploie Geoffroi de Paris pour le Lyonnais (*Hist. de France* t. XXII p. 164).

5. « *Terrarum forancorum* », Table de Robert Mignon, *Hist. de France*, t. XXI, p. 119.

6. On sait que Charles IV, d'accord avec Jean d'Autembourg, projeta de

part celles de la Haute-Alsace, de la Lorraine et de la Belgique, dépendant avec plus de réalité de l'Empire romain germanique. Du premier groupe il convient d'excepter le comté de Provence, qui appartenant au roi de Naples, reste une terre étrangère, mais alliée; dans le second groupe également, le comté du Luxembourg est une terre plus étrangère que les autres, parce qu'il est réuni au royaume de Bohême et que Jean de Luxembourg, tout en étant l'allié de Philippe le Long¹, entretient avec lui des relations royales.

Ces deux comtés exceptés, les terres de ces deux groupes ne sont étrangères que nominale²ment, c'est-à-dire que l'Empereur n'en a pas encore abandonné la souveraineté théorique³, mais en réalité elles nous apparaissent comme beaucoup plus françaises qu'allemandes, non seulement si nous envisageons leur situation géographique, leur langue et leur esprit, mais aussi si nous comparons leurs rapports politiques avec l'Empire et avec la France.

Sans doute elles ne sont assimilées ni en droit ni en fait aux seigneuries du royaume de France, même à la Bretagne et à la Guyenne. Philippe le Long n'exige d'elles ni hommes d'armes, ni subsides en argent; il ne s'occupe ni de leur monnayage, ni de leur justice; il n'y intervient ni pour les soumettre au régime des appels au Parlement, ni pour y appliquer la théorie des cas royaux et de l'asseurement, ni pour y régler le duel judiciaire, ni pour y interdire les tournois; en un mot il reconnaît qu'il n'y est pas chez lui.

Mais il les attire à lui comme un aimant, et plusieurs de ces terres étrangères, sans être soumises à son administration, sont plus près d'être françaises que le duché de Guyenne et

reconstituer le royaume d'Arles, au profit de Charles de Valois. Philippe le Long ne conçut certainement pas un tel projet, dangereux aux intérêts français, et ce n'étant pas sa tenresse pour son oncle qui eût pu l'y décider.

1. Il se trouve intéressé aux affaires de Flandre (où il possède le château de l'acompietre (Arch. de Bruxelles, Inventaire de Van Hurek, années 1316 et 1317), et mêlé directement aux affaires de Verdun (*ibid.*, année 1318). Il fait même la guerre au comte de Bar en 1321 (Arch. de la Meuse, B. 192), mais il est toujours l'allié du roi. Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXIV, fol. 10 et 16).

2. On voit encore Amedée de Savoie servir d'ambassadeur à Henri VII auprès du Pape en 1309, avec le dauphin de Vienne, puis de vicaire en Lombardie (1311),

3. Fourmies, *le Royaume d'Arles*, p. 367, etc.

même que le duché de Bretagne, si l'on en juge par les relations de leurs seigneurs avec le roi.

Il ne suffit pas de noter qu'il entretient avec eux des rapports de bon voisinage, qu'il leur accorde ou leur demande de léggers services¹, qu'il vidime ou confirme parfois des actes émanés d'eux², comme il le fait pour les actes émanés des seigneurs de France³, — qu'il écoute volontiers leurs recommandations⁴, — qu'aucun d'eux ne s'unit à ses ennemis, ni au comte d'Artois, ni au comte de Flandre, ni aux rebelles de Champagne⁵, — que, de son côté, il s'emploie à maintenir la paix entre eux, non en maître, mais en ami⁶, par exemple entre le duc de Savoie et le dauphin de Vienne⁷, entre le duc de Savoie et le comte de Genève, entre le comte de Bar et Jean de Luxembourg⁸.

1 Par exemple il mande au comte de Forette, au comte de Montbéliard et à Jean de Longwy, chevalier, de poursuivre le sire de Rougemont, dont il a à se plaindre (*Actes du Parlement*, n° 4193). — Il dispense les marchands viennois de certaines « coutumes » que doivent payer les marchands italiens (J 34 A, n° 92 bis).

2 Ex. : Vicarius du testament du dauphin de Vienne (*Cabinet historique*, t. IV, 2^e partie, p. 108) Confirmation du partage des biens d'Aymar de Poitiers (J 39, n° 111).

3 V. ci-dessous, p. 312.

4. Par exemple pour gracier des condamnés, « à la supplication et à la recommandation du comte de Hainaut » J 19, n° 351.

5 Le comte de Namur lui-même, Jean le Flandre, le vainqueur de Courtrai, reste étranger à la lutte de son frère Robert de Bellune contre le roi, il obtient de Philippe le Long, comme de Louis X, de conserver tous les biens qu'il a en Flandre, « compris ses villes fortifiées, même si le roi saisissait le comte de Flandre (1318), (Arch. de Bruxelles, ms. 429).

6 La politique de Philippe le Long subit dans le royaume d'Arles « les mêmes oscillations qu'en Italie, où d'abord favorable aux Gaelfes, elle semble se mettre ensuite au service de leurs adversaires » (Fournier, *le Royaume d'Arles*, p. 382).

7. Le duc de Savoie, qui mériterait le nom de « portier des Alpes », travailla à étendre sa domination tant du côté du Dauphiné et de Genève que du côté de l'Italie et de Lausanne (Fournier, p. 378), le dauphin de Vienne avait donc contre lui de nombreux alliés, unis par la communauté du danger, le comte de Genève, le comte de Valeninois, Hugues de Faucigny, pour ne parler que de la France (V. Arch. de la Côte-d'Or, série B, 7093, 7020, 9388, 9742, etc.); on sait que son fils Guignes VIII, le gendre de Philippe le Long, périt peu tard en combattant la Savoie — Si l'on en croit Vaibonias, Philippe le Long est « loin de décourager les entreprises des ennemis de la Savoie » (*Hist. du Dauphiné*, t. II p. 163 et 193). Il est certain qu'il a une préférence pour le dauphin, mais sans compromettre le duc placé entre ses deux adversaires, ses alliés, il cherche plutôt à les apaiser (Fournier, *op. cit.*, p. 382).

8 Hostilités entre le comte de Bar et le roi de Bohême (1311) (Arch. de la Meuse, B 491, fol. 76).

Il est déjà plus instructif de remarquer que la plupart d'entre eux l'aident contre ses ennemis de Flandre, d'Artois, de Champagne, surtout en lui fournissant des troupes, moyennant finance. Parmi les seigneurs du royaume d'Arles, le dauphin de Vienne lui fournit, en 1317, « 300 armures de fer »¹; c'est-à-dire 300 hommes bien armés², — le comte de Genève 60, — le comte de Valentinois et de Diois 40, — Aymar de Poitiers (fils du précédent) 15³. — Parmi les seigneurs de l'autre groupe, le comte de Ferrette Aubry lui fournit 200 « armures », le comte de Montbeliard (Renaut de Bourgogne) 60, — le duc de Lorraine 60, — le comte de Bar 15, le comte de Sarrebrück⁴ 15, celui-ci sert même en Flandre de sa personne en 1318⁵. D'autres, sans lui envoyer d'hommes d'armes, sont ses « aidanz »⁶, c'est-à-dire qu'ils font directement la guerre aux mêmes ennemis, par exemple le duc de Brabant qui guerroye contre la Flandre⁷, — le comte de Bar, qui aide le Connétable à faire la police de la Lorraine⁸.

Le comte de Hainaut⁹ se distingue par les services qu'il rend au roi de France : il lui fournit des troupes salariées¹⁰ et fait en même temps la guerre aux Flamands¹¹.

1. JJ 55, n° 17 et 19; — *Hist. de France*, t. XXIII, p. 807.

2. *Ibid.*, cf., en 1319, JJ 55, n° 140 — et *Hist. de France*, t. XXIII, p. 823.

3. (Sallebruge ou Salebruck) Ex. : JJ 56, n° 147 — JJ 59, n° 174.

4. Avec 3 ou 4 chevaliers et une dizaine d'écuyers Anselme, *Généalogie*, t. VIII, p. 532; — *Bibl. nat., coll. de Camps*, t. LXXXIII, p. 405; — *Arch. nat.*, JJ 59, n° 178; — *Arch. de Pas-de-Calais*, A. 374, fol. 9 v°.

5. C'est l'expression utilisée (Ex. : JJ 55, n° 56).

6. Ex. : *Arch. du Nord*, B, n° 549, 808.

7. V. ci-dessous (intervention du roi à Verdun).

8. « *Gues de Hainaut, de Hollande et de Zélande, et sire de Frie* » *Arch. du Nord*, B 511).

9. Nous ignorons les effectifs exacts, mais nous savons que le comte de Hainaut fournissait à Philippe le Bel 500 hommes d'armes et se chargeait de défendre les places frontières de son côté, ces garnisons étant elles aussi à la charge du roi. *Bibl. nat., coll. de Camps*, t. LV, fol. 254. Sous Philippe le Long nous le voyons envoyer des hommes d'armes au Connétable et recevoir pour leur solde, en juillet 1317, la somme de 1400 livres (140 000 francs environ d'aujourd'hui) *Bibl. nat., ms. fr.* 25 993, fol. 230. Le maréchal de Hainaut, Michel de Ligne, reçoit de Philippe le Long des faveurs (droit de haute justice, etc.) « pour ses services infatigables ». JJ 53, n° 236. La *Chronographia* (p. 247) nous le montre aussi servant le roi, en 1320.

10. V. ci-dessus, p. 51, 58, 132, 135 et 167. Les documents d'archives nous conservent les traces de cette alliance. Ex. : mission envoyée en l'hainaut par le Connétable pour affaires secrètes, en 1316 (*Bibl. nat., coll. de Camps*, t. LXXXIII).

Sans doute il importe de remarquer que plusieurs de ces seigneurs possèdent des terres dans le royaume de France « *infra regni Francie limites* », ou dans le comté de Bourgogne; par exemple le comte de Valentinois, qui a des terres sur la rive droite du Rhône, — le duc de Lorraine, qui a des terres « *ou royaume de France, en l'Empire et ailleurs* », c'est-à-dire sur les deux rives de la Meuse, — le comte de Bar, qui tient du roi tout ce qu'il possède « *par deçà Meuse* », — le comte de Sarrebrück, qui possède « *le châtel et la ville de Commercy* », — le comte de Hainaut, qui possède le comté d'Ostrevant¹.

Trois autres de ces seigneurs relèvent du comté de Bourgogne (quand ils suivent le roi, c'est de « *l'assentement de la*

fol 91), — *Comptes de Thomas de Marfontaine, chevalier-le roi, pour aïer à Mons, en Ha naut, parler au comte de Hennaut, au commandement le roy, de bouche.* » (Bibl. nat., ms. fr. 23 236, fol. 47) — « *Le comte de Haynaut, nostre allié.* » (13 55, n° 70 et 101) — Philippe le Long prend même le comté dans sa main pour le défendre contre la Flandre, en 1318 (Arch. du Nord, B. 547 — Autres ex. Arch. du Nord (*Inventaire de Godefroy*, n° 5098, 5101, et 2, 506.

¹ JI 60, n° 145.

² J 1-1, n° 51 — J 101, n° 5, — par exemple la partie méridionale du village de Domrémy (la partie nord, celle où devait naître Jeanne d'Arc, faisait partie de la Champagne) (V. Siméon Luce, *la France pendant la guerre de Cent Ans*, 1^{re} série, p. 264). Le Barrois était divisé, comme on sait, en deux parties, séparées par la Meuse : le Barrois mouvant (chef-lieu Bar) le Barrois non mouvant (chef-lieu Saint-Mihiel); le premier relevait de la couronne de France, le second du duc de Lorraine (V. Liénard, *Dictionnaire topographique de la Meuse*, p. XVI). Le comte de Barne devient duc qu'en 1355.

³ J 400, n° 53 — J 370, n° 1, — Arch. de la Meuse, B. 632. Il possède aussi Domrémy-aux-Bon (arrondissement de Commercy), des terres à Lerouville, etc., etc. (JI 56, n° 447).

⁴ Guillaume le Bon avait prêté hommage à Philippe le Bel pour le comté d'Ostrevant (pays de Bouchan), comme devant être du royaume de France (V. Bibl. nat., *coll. de Camps*, t. LV, fol. 944; — et *coll. des Chron. belges, Cartulaire de Hainaut*, t. III, p. 7). Il s'éleva de nombreuses difficultés pour la délimitation de l'Ostrevant, par exemple à propos de Fessin que le comte réclamait à l'abbaye de Marchiennes, le Parlement donna raison à l'abbaye, 1319 (Bibl. nat., *coll. Moreau*, t. CCXXIII, fol. 17) — Plusieurs documents montrent combien les limites de l'Ostrevant mouvant sont incertaines (Ex. Arch. du Nord, B. 539, — B. 540, 543 et 552. — Les gens du roi soulevèrent parfois d'autres difficultés avec le comte de Hainaut, par leurs empiétements sur la juridiction du comte : par exemple des hommes de Valenciennes ayant été jugés par le Parlement, les gens du roi demandent au comte de faire exécuter le jugement et le menacent de faire saisir ses terres s'il s'y refuse. Le comte répond qu'il en fera étienne ce que exigent : « *Car Valenciennes est dans l'Empire* », et il n'est pas tenu de « *justicier les bourgeois de cause qui suat jugife hors de ladite ville au royaume de France* »; c'est affaire aux gens du roi de faire arrêter ceux que le Parlement a condamnés, quand ils les trouveront « *audist royaume* » (J

comtesse sa femme¹) : ce sont le comte de Ferrette², le comte de Genève³ et le comte de Montbéliart. — Il se trouve donc, parmi les seigneurs des terres étrangères, quelques vassaux de l'Empereur qui sont en même temps vassaux de Philippe le Long, soit comme roi de France, soit comme comte de Bourgogne. C'est à ce titre qu'ils ressortissent à des bailliages et à des sénéchaussées françaises, par exemple le dauphin de Vienne, qui ressortit à la sénéchaussée de Lyon⁴, le comte de Bar, qui ressortit aux bailliages de Sens et de Chaumont⁵, le duc de Lorraine, aussi dans le ressort du bailliage de Chaumont⁶. C'est à ce titre qu'ils ont parfois affaire au Parlement de Paris⁷. C'est à ce titre que le roi les convoque à des assemblées seigneuriales (par exemple pour examiner le projet de croisade)⁸. Enfin c'est à ce titre qu'ils lui doivent le service d'ost, personnellement ou non, et qu'il lève les décimes ecclésiastiques sur leurs terres mouvantes du royaume⁹.

Il serait très instructif de pouvoir distinguer, parmi les hommes d'armes qu'ils lui fournissent, quel est l'effectif auquel

défend ses droits avec une grande courtoisie : « Se vous priens, chiers amis, écrit-il au prévôt de Saint-Quentin, *ke vous ne veuillez de faire damage à nos gens, par ce seroit à tort* », il rappelle les services qu'il a rendus au roi : « Bien que nous soyens appareillés de faire pour le roy nostre seigneur quan que nous poriens à sei prêtres et pour l'amour de lui, ne sommes nous de riens tenus à exécuter les jugemens qui sont faitz à Paris », car « nous tenons (la ville de Valenciennes) de l'Empire, qui de rien n'est subyet au roi ». 1321 (Arch. du Nord, B, 371). — Les différends, dus à des excès de zèle de subalternes, ne paraissent pas avoir trouble profondément ses rapports du comte de Hainaut avec le roi, la suzeraineté de l'Empereur ne l'empêche pas d'être plus français qu'Allemand, il demande seulement à être traité avec les égards qui lui sont dus.

1. Ex. : JJ 50, n° 19.

2. Il possède Château-Gaillard (arrondissement de Bolley), JJ 59, n° 142. En 1320, Philippe le Long en cède la souveraineté au dauphin de Vienne, Guignes VIII, son futur gendre (V. Anselme, *Généalogie*, t. II, p. 22).

3. Le comte de Ferrette tient, en outre, quelques liefs du royaume de France même (Ex. : JJ 50, n° 164).

4. JJ 55, n° 158.

5. JJ 581, n° 5, et JJ 141, n° 1.

6. JJ 581, n° 11 (différend à propos de la terre de Gonrecourt, près Commercy (Meuse), le roi et le duc les revendiquant) (319). Le comte de Sarrbruck ressortit à Vdry, JJ 50, n° 447.

7. Ex. (*Actes du Parlement*, n° 270, 365); Arch. du Nord B, 36.

8. Convocation du duc de Lorraine, du comte de Bar, du comte de Hainaut, JJ 58, n° 398, 440, 441.

9. Par exemple dans l'ostreван, Arch. du Nord, *Inventaire de Gislefury*, n° 5147.

il a droit comme suzerain. Les documents ne permettent pas d'établir cette proportion, mais il est certain qu'ils fournissent généralement beaucoup plus d'hommes que le contingent obligatoire, que le Dauphin de Vienne, par exemple, qui fournit 300 hommes d'armes, n'est pas tenu à un pareil contingent par les terres qu'il possède en France (à ce compte, en effet, il en fournirait à lui seul cinq fois plus que le duc de Bretagne, plus que la noblesse de Normandie, de Bourgogne ou de Champagne, et presque autant que celle des huit « bailliages de France »¹).

En outre, il convient d'observer que, parmi ces seigneurs des terres étrangères qui fournissent au roi des hommes d'armes, on en trouve dont toutes les terres sont situées hors du royaume, par exemple le sire de Blamont²; c'est donc qu'ils n'agissent pas à titre de vassaux du roi, et on peut en conclure que les autres, ceux qui possèdent des terres dans le royaume, n'agissent pas uniquement à ce titre.

Le contrat passe en juillet 1317 entre Philippe le Long et le sire de Blamont³ sur le rapport du Connétable, nous montre clairement la nature de ces relations : le seigneur lorrain s'engage, moyennant 300 livrées de terres de revenu, à aider le roi de France et à le servir envers et contre tous, excepté « ce que ja n'avieque » si le roi « a guerre au roy d'Alcmaigne, à l'évêque de Metz, au duc de Brabant, au duc de Lorraine, aux comtes de Hainaut, de Namur et de Bar, seigneurs dudit Henri ». — « Il ne sera pas tenu, dit la lettre du roi, à être contre eux pour nous, et il pourra les aider à la défense de leurs terres au cas où nous aurions guerre à eux, mais il ne pourra aider nul autre contre nous, mais il sera contre tous autres pour nous, et s'il advenait que ledit Henri ou aucuns de ses gens fussent pris en notre service faisant, nous serions tenus à pourchasser à nos coûts leur délivrance⁴ ». Le sire de Blamont agit donc non en vassal du roi, mais en allié,

1. De même ce n'est pas comme vassal du comté de Bourgogne que le comte de Ferrette fournit 200 armures de fer.

2. Aucun document ne montre qu'il possède quelque terre en France.

3. Henri de Blamont.

4. JJ 53, n° 345.

et en allié qui vend ses services. Les autres durent conclure des traités analogues.

Ces contingents étrangers, mais qui la plupart parlent français, fortifient sensiblement les armées royales; ils forment plus du quart des troupes que le roi rassemble en 1317 pour pacifier la Champagne (700 hommes environ sur les 2800 hommes que compte cette petite armée) : à côté des contingents de l'Hôtel du roi, des bailliages, des sénéchaussées, du duché de Bretagne, du comté de Bourgogne, il s'y trouve des Dauphinois, des Genevois, des Lorrains des Alsaciens même; toutes les parties de la nation française y sont représentées.

Mais ce qui nous révèle le mieux l'attraction croissante de la France sur la partie occidentale de l'Empire et surtout sur l'ancien royaume d'Arles, c'est la part de plusieurs de ces seigneurs et nobles dans le gouvernement même du royaume.

Si aucun d'eux ne fait partie ni du Parlement, ni de la Chambre des Comptes, plusieurs sont attachés à l'Hôtel du roi — c'est ainsi que nous trouvons parmi les « chevaliers poursuivants » Aymar de Poitiers, fils du comte de Valentinois et de Diois — Édouard de Savoie, fils du comte de Savoie. Quelques-uns de ces seigneurs des terres étrangères font même partie du Grand Conseil, comme de véritables Français : ce sont le comte de Savoie¹, Amédée V², — le dauphin de Vienno Jean II, et Aymar de Poitiers, déjà nommé. Comme les autres membres du Grand Conseil, ils prennent part aux séances, ils commandent des actes, siègent dans les assemblées seigneuriales, où rien ne laisse soupçonner qu'ils soient considérés par personne comme des étrangers. Ils tendent à s'assimiler aux grands feudataires du royaume³ et à prendre rang dans l'aristocratie monarchique.

1. Le roi lui donne « pour ses services » (août 1318) une maison et 300 livres de terre (JJ 56, n° 438), — une autre fois 104 livres (Bibl. nat. nouv. acq. fr., n° 5933, fol. 4).

2. Et non pas de *Saucerre*, comme le portent plusieurs copies inexactes qui ont donné naissance à de grosses confusions. Ex. Bibl. nat., coll. de Lamoignon, LXXXIII, fol. 93.

3. V. I. II, *Grand Conseil*.

4. Fournier, *Le Royaume d'Arles*, p. 381.

Il fallut certainement que Philippe le Long déployât une rare habileté pour vivre en aussi bonne intelligence avec les deux grandes maisons rivales de Savoie et de Vienne, attachées l'une au parti gibelin, l'autre au parti guelfe¹, et pour faire vivre à côté l'un de l'autre, dans le Grand Conseil, comme deux collègues, le dur Amédée et le dauphin Jean. Il fut aidé dans cette tâche par son vassal du comté de Bourgogne, le seigneur d'Arlay, qui plusieurs fois servit d'arbitre entre les deux adversaires².

Il ne paraît pas très exact que sous son règne « la politique française dans le royaume d'Arles ait flotté incertaine entre la Savoie et le Dauphiné³ ». Il est d'abord favorable aux Guelfes et par conséquent au dauphin, parce qu'il compte sur eux pour accroître son influence en Italie et préparer l'annexion du royaume d'Arles au royaume de France, mais quand il s'aperçoit qu'il travaille pour Robert de Naples, que les Angevins, maîtres de la Provence, convoitent le royaume d'Arles pour eux-mêmes, il refuse de jouer plus longtemps leur jeu, et sans rompre avec personne, sans changement brusque, il se rapproche des Gibelins, pour rétablir l'équilibre à son profit. Il sait fort bien, semble-t-il, ce qu'il veut : qu'il n'y ait dans le royaume d'Arles, ni Guelfes ni Gibelins, que tous soient des Français ; mais il sait aussi qu'à chaque jour suffit sa peine. L'annexion brutale lui eût aliéné à la fois les Angevins ambitieux et les Gibelins attachés aux traditions ; il préfère user de diplomatie, « *sine strepitu* », et se conformer dans le présent aux circonstances, pour assurer l'avenir.

Il use aussi avec succès dans ces terres étrangères, aussi bien dans un groupe que dans l'autre, au delà de la Meuse comme au delà du Rhône, des compliments et des largesses ; il loue volontiers « les services bons et loyaux⁴ », il remercie ses

1 « Amédée de Savoie avait toujours montré de l'hostilité à la maison d'Anjou ; le dauphin de Vienne, au contraire, est revêtu à Robert, chef naturel du parti guelfe ; son frère Guy de Montauban est au service des Angevins. (V. Lancelot, *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, ancienne série, t. VIII, p. 682 sqq.)

2 V. Anselme, *Généalogie*, t. II, p. 19 et 20.

3 V. cette opinion dans l'excellent ouvrage de M. Fournier (*Le Royaume d'Arles*, p. 382).

4 FN. JJ 54 B, n° 41. — « *Grata et accepta servicia* » JJ 54 B, n° 9. — « *Quicquid vobis impensum et in posterum impendendum* », *ibid.*, n° 48.

« amis et féaux » (plus fidèles certainement que certains feudataires officiels) de « leurs granz frais, mixes et despenses » pour son service; il espère « qu'ils seront toujours dévoués au roy et au royaume de France¹ ».

C'est pour les engager à persévérer dans leurs sentiments français qu'il les comble de largesses et d'honneurs. Les documents d'archives renferment de nombreux exemples de donations, de pensions, de faveurs accordées au comte de Savoie², au dauphin de Vienne³, — au comte de Ferrette, au sire de Blamont, au comte de Sarrebrück⁴ « pour qu'ils soient plus meuz, dit-il à propos du comte de Savoie, à nous servir et consoillier⁵ ». Le fils d'Aymar de Poitiers, Louis de Poitiers, est élevé princièrement avec les enfants de France⁶, ainsi que le « Dauphinot », fils du dauphin de Vienne⁷; nous trouvons encore à l'Hôtel de la reine la demoiselle de Montbéliard⁸.

Les liens qui unissent ces seigneurs à la France sont encore resserrés par des alliances de familles. Le comte de Montbéliard Renaud de Bourgogne (ou de Chalon) est l'oncle de la reine⁹, et allié aux maisons de Noyers¹⁰ et d'Auxerre¹¹; — la comtesse de Ferrette, Marguerite de Blamont, est aussi tante de la reine¹²; — la maison de Sarrebrück est alliée à celle de Joinville, la maison de Genève à celle de Chalon¹³, la ma son

1. JJ 54 B, n° 49.

2. Le comte Amédée, qui avait reçu de Philippe le Bel 2500 livres de rente, et de Louis X une partie des dépouilles d'Enguerrand de Marigny (JJ 54 B, n° 10, 14, 42), reçoit encore 2500 livres de rente de Philippe le Long (ce n'est pas la confirmation de la donation de Philippe le Long), JJ 54 B, n° 41. — autres donations: JJ 53, n° 270, — et Guichenon, *Hist. générale de la maison royale de Savoie*, t. I, p. 343.

3. 2000 livrées de terre (JJ 54 B n° 9); — Valbonnais, *op. cit.*, t. II, p. 170 et 182.

4. Ex.: JJ 400, n° 33. — JJ 54 B, n° 2, 68, 69; — JJ 53, n° 245. — JJ 56, n° 10. — *Cabinet historique*, t. VII, p. 234.

5. JJ 54 B, n° 41.

6. JJ 57, fol. 85; — cf. Bibl. nat., ms. fr., 20 833, fol. 46.

7. Bibl. nat., *Fonds Clairambault*, t. DCCCXXXII, p. 639.

8. V. t. II (Hôtel).

9. JJ 56, n° 49.

10. Bibl. nat., coll. *Marcus*, t. CCXXXII, fol. 169.

11. La fille du comte de Montbéliard épouse le comte d'Auxerre, Jean de Chalon, le roi enregistre le contrat, sur le rapport du comte de Savoie (JJ 54, n° 16).

12. JJ 54 A, n° 451.

13. Anselme, *Généalogie*, t. VI, p. 690, et VIII, p. 418.

de Savoie à celle de Bourgogne (Édouard de Savoie, fils d'Amédée, se trouve par son mariage¹ être le beau-frère des ducs de Bourgogne Hugues V et Eudes IV², de Louis X, du comte de Tonnerre, du roi de Thessalonique et de Philippe de Valois³. — Le dauphin de Vienne Jean est marié à Béatrice de Hongrie, sœur de la reine Clémence⁴. Enfin le fils du dauphin, Guigues VIII, dauphin lui-même en 1319, est fiancé à la fille de Philippe le Long Isabelle⁵ (le mariage projeté de 1310, avant la naissance même d'Isabelle⁶, ne fut contracté qu'en 1323). On pourrait multiplier ces exemples⁷.

Ces alliances de familles contribuaient à naturaliser ces seigneurs des « terres étrangères » qui ne tenaient plus à l'Allemagne que par un lien nominal, et Philippe le Long eût pu dire, à peu près comme les Habsbourg : *Bella gerant alii, tu, felix Francia, nube*.

En résumé l'œuvre de Philippe le Long est considérable dans les terres d'Empire : pour ne parler ici que des seigneuries laïques, la Franche-Comté lui appartient, les autres terres de langue française, sans être encore des provinces du royaume, lui sont annexées moralement, et la fusion matérielle est préparée. C'est grâce à la politique habile de Philippe le Long autant qu'à celle de Philippe de Valois que le Dauphiné deviendra français, en dépit de la guerre de Cent Ans, au lendemain même de Crécy ; avec des circonstances plus favo-

1 Avec Blanche de Bourgogne (le mariage est de 1307, Anselme, *Généalogie*, t. I, p. 547).

2 Et par conséquent de la fille de Philippe le Long, Jeanne.

3 Anselme, *Généalogie*, t. I, p. 54⁷.

4 Vaubonnais *Hist. du Dauphiné*, II, p. 170.

5 Vaubonnais *ibid.*, t. I, p. 280.

6 J'avais cru d'abord que Guigues épouserait une des filles de Philippe le Long, et Philippe le Bel devait la désigner, Philippe le Bel étant mort avant d'avoir fait cette désignation, ce fut Philippe le Long qui nomma Isabelle, les fiançailles furent célébrées à Lyon le 18 juin 1316, comme on venait d'apprendre la mort de Louis X. Desormais Philippe le Long appelle Guigues « son fils » (Anselme, *Généalogie*, t. I, p. 94, et t. II, p. 19, — JJ 59, n° 142).

7 Avec Gaucher de Châtillon connétable de France, a épousé en troisième nocce (1312, Isabelle de Rumigny (en Thierache), veuve du duc de Lorraine, Thibaut II, et mère du duc Ferry IV (JJ 60, n° 147 et 152) — Louis de Clermont a épousé, en 1310, Marie de Hainaut, fille du comte de Hainaut Jean II (Anselme, *Généalogie*, p. 217), etc.

rables, il en eût été de même de la Savoie, de Genève, de la Lorraine, du Hainaut, de toutes ces terres flottantes qu'attiraient les deux grandes masses voisines de l'Allemagne et de la France, en raison inverse de leur distance et en raison directe de leur force.

II. — PRÉLATS

Les seigneuries ecclésiastiques ne sont pas moins pénétrées par l'influence victorieuse de la France. Les documents ne nous montrent pas qu'elles fournissent à Philippe le Long des troupes salariées et des subsides; nous ignorons s'il obtint d'elles, comme son père, des « deniers » sous prétexte de croisade¹; mais nous savons que la plupart d'entre elles mettent gratuitement à son service leur influence morale, qu'elles acceptent ou recherchent même son alliance, qu'elles se prêtent avec lui à des parages qui étendent sa domination sur des terres d'Empire.

Nous possédons peu de documents sur les relations de Philippe le Long avec l'archevêque de Cologne et son suffragant l'évêque de Liège, — l'archevêque de Trèves² et ses suffragants de Toul et de Metz³. Nous pouvons seulement noter, parmi ceux qui nous sont conservés, la lettre où l'archevêque de Trèves parle « de son amour pour le roi de France⁴ », — l'élection de l'évêque de Metz Henri de la Tour⁵, frère du dauphin de Vienne et régent du Dauphiné, élection qui, venant après une vacance de trois années et de graves dissensions,

1. V. Zeller, *les Empereurs du XIV^e siècle*, p. 233.

2. Nous possédons en revanche quelques documents intéressants sur les relations amicales de Charles IV avec l'archevêque de Trèves et avec l'évêque de Liège (1380, n° 5; — 1382, n° 7 et 8).

3. Nous sommes encore moins renseignés sur ses relations avec l'archevêque comte de Vienne, l'archevêque de Besançon, les évêques de Belley, de Genève, de Valence, de Gap, de Grenoble, de Saint-Jean de Maurienne. Nous voyons seulement que l'autorité royale, s'étend parfois au delà du Rhône, au moyen de la garde royale (par exemple sur certains villages appartenant à l'abbaye de Tournus. Dom Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. II, p. 167).

4. 1380, n° 3. Le document est de 1324, mais il fait allusion à Philippe le Long aussi bien qu'à Charles IV, quand il désigne « les rois de France trépassés en cet siècle ».

5. Henri de la Tour est le quatrième fils de Humbert I^{er}, baron de la Tour-du-Pin et d'Anne, héritière du Viennois. Tuteur des enfants de son frère Jean II,

paraît marquer un triomphe du parti français¹, — la sauvegarde accordée à la ville de Toul, « qui est dans l'Empire² », par Philippe le Bel, et confirmée par Philippe le Long³, acte qui constitue un pariage entre le roi et l'évêque⁴.

Les relations de Philippe le Long avec l'évêque de Verdun, autre suffragant de l'archevêque de Trèves, nous sont particulièrement connues, parce qu'elles nous sont révélées par de nombreux documents d'archives et que les chroniques même s'y intéressent. A Metz « au delà de la Meuse », le roi de France a pour lui l'évêque, contre lui les bourgeois; à Verdun, « en deçà de la Meuse⁵ », c'est le phénomène contraire qui se produit, par la raison que l'évêque de Verdun cherche l'indépendance dans l'alliance impériale, et que l'évêque de Metz la cherche dans l'alliance française, tandis qu'à Metz comme à

dont l'autre est Guignes, fiancé à la fille de Philippe le Long, il administre ses États comme regent ou « administrateur » pendant quelques mois (1319), mais Jean XXII, « à qui le droit de nommer à l'évêché de Metz était dévolu par le défaut qui se trouvait dans l'élection des concurrents » fait du regent du Dauphiné un évêque de Metz. Un des premiers actes du nouvel évêque est de se rendre à la Cour de France, où était son neveu Guignes, et de consentir par acte du 25 janvier 1320 (n. s.) que Guignes prenne possession du Dauphiné « en considération de son mariage avec la fille du roi » JJ 59, n° 12, — 231, et Arnould, *Généalogie*, t. II, p. 20. — En 1319, il prend part à la bataille de Cassel; il est clair que cet évêque de Metz est dévoué à la France, — les « citoyens » de Metz au contraire sont « plusieurs griez, despois, et villainetés » au roi, ainsi qu'à ses allies l'archevêque de Trèves, le roi de Bohême, le duc de Lorraine et le comte de Bar (J 580, n° 3).

1 Philippe le Long a quelques relations avec les administrateurs de l'évêché pendant cette période. Ex. J 589 A, n° 5 et 6.

2 Variante : « au delà de la Meuse ».

3 Lettres de Philippe le Bel (1301), J 583, n° 6.

4 L'évêque de Toul, Jehan d'Arzillieres, ne doit pas être confondu avec Jehan d'Arzillieres, archidiacre de Dijon en l'église de Langres (JJ 58, n° 466; — JJ 60, n° 106); peut-être appartiennent-ils à la même famille. La sauvegarde accordée aux habitants de Toul amène quelques difficultés avec le duc de Lorraine « qui a eu de tout temps, dit-il, la garde du temporel de l'évêché de Toul ». J 582, n° 11, — J 583, n° 6. — Le comte de Bar lui aussi a la garde de la cité de Toul (1311) et aussi celle du chapitre (1319) (Arch. de Meurthe-et-Moselle, série B, 396, 116 et 174). On imagine la confusion qui pouvait résulter d'un tel régime. — Quant à l'évêque de Liège, nous voyons Philippe le Long lui donner 10 000 livres comptant et trois livres de rente « moyennant certains services spécifiés » mais nous ignorons quels étaient ces services (J 527, n° 7 et 4). Il s'agissait peut-être d'une action commune contre le comte de Rethel, comme le laisse supposer un acte du *Treasury of Charters* JJ 58, n° 377.

5 « *Infra regni limites.* » J 583 n° 3 et 31.

Verdun, les bourgeois, qui ne veulent pas d'un évêque trop puissant, se joignent volontiers à ses ennemis.

Louis X, qui trouvait le terrain bien préparé par Philippe le Bel¹, avait pris sous sa garde, non pas l'évêché, mais la ville de Verdun² (« les manans et habitans de la ville de Verdun ») (1313). un gardien royal y avait été établi, sorte de « résident » payé par la ville et destiné à « épargner aux habitants les coûteux déplacements et les longs délais » administratifs³.

Nous ignorons à quel propos la guerre civile éclata tout à coup à Verdun, en 1318; il est probable que la cause en fut cette sauvegarde royale qui était pour les uns un appui, pour les autres une gêne⁴. Ce qui est sûr, c'est que « la dissension des bourgeois de Verdun qui sont en la garde du roi » offrit à Philippe le Long l'occasion d'y intervenir, à peu près comme son père était intervenu à Lyon. Une partie des habitants s'étant soulevés contre l'évêque Henri d'Aspremont, celui-ci appela à son aide son frère et vassal dévoué Gobert, sire d'Aspremont⁵, et son voisin le comte de Rethel (qui était en même temps comte de Nevers) (mai 1318). De leur côté les insurgés obtinrent l'appui du comte de Bar Édouard (juin 1318)⁶. Nombre de seigneurs laïques et ecclésiastiques s'intéressèrent à la lutte, le duc de Lorraine, le comte de Sarre-

1. Arch. du Meurthe-et-Moselle, ms. 401.

2. J 583, n° 3; cf. Don Calmel, *Hist. de Lorraine*, t. II, p. 56.

3. « *Propter locorum distantias et moras forsan habendas* » Bibl. nat. coll. Moreau, t. CCXXIII, fol. 3. Les habitants s'étaient engagés à payer par an « 500 livres de bons petits tournois » aux receveurs royaux de Champagne (J 583, n° 4).

4. Le gardien royal est arrêté par l'évêque au moment de l'insurrection (J 583 n° 7); mais nous ne savons pas au juste à quel e date.

5. C'est l'expression officielle. Bibl. nat., ms. fr. 23 256, fol. 47.

6. Et sire de Dun (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 201. — et t. CCXXIII, fol. 118). — Alliance entre Gobert et le comte de Nevers (Arch. du Nord B. 348, 30 mai 1318).

7. Le comte de Bar, avec son oncle Renaud, évêque de Metz, avait fait récemment (en 1312) la guerre au duc de Lorraine et avait été battu à Frouard. En même temps il était intervenu dans les affaires de Verdun (en 1311, il avait accordé sa sauvegarde aux habitants) (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 218. — en 1315, pariage avec le chapitre, *ibid.* t. CCXXII, fol. 55). — Nous possédons un contrat du mois de juin 1318, par lequel un chevalier s'engage à servir l'évêque contre le comte de Bar moyennant finance et à la condition qu'on le rachète, s'il est « *priu des anemis* » (coll. Moreau t. CCXXII, fol. 238).

brück, le roi de Bohême¹..., si bien que les hostilités s'étendent de Verdun, où l'évêque avait le dessus², jusqu'à Stenay au nord et jusqu'à Commercy au sud³, où paraît l'emporter le parti contraire (Les documents d'archives nous révèlent de nombreux détails : ainsi Rouvres (arrondissement de Verdun) et Brandeville (arrondissement de Montmédy) sont brûlés par ordre de Pierre de Chambley⁴, du parti d'Édouard⁵.)

Philippe le Long, qui jugeait ces désordres particulièrement dangereux en raison de la guerre de Flandre et de la présence du comte de Nevers, son ennemi, parmi les belligérants de Lorraine⁶, commença par envoyer à Verdun un commissaire royal⁷, et par défendre toute guerre privée dans le bailliage de Vermandois⁸, dont faisait partie le théâtre des hostilités⁹ (1^{er} juillet 1318). Mais cette ordonnance fut peu efficace, comme la plupart de ses semblables : les documents conservés dans les archives de la Meuse¹⁰ mentionnent des chevauchées dans les environs de Verdun, de Longwy, de Marville, de

1 Cette guerre est représentée par plusieurs chroniques comme une guerre entre l'évêque de Verdun et le comte de Bar (Ex. : Bibl. nat., ms. fr. 10132, fol. 401).

2 « De telle manière que l'une partie boute l'autre (les bourgeois insurgés) hors de la cité » (Chron. de Saint-Denis, Hist. de France, t. XX, p. 701).

3 Commercy appartenait à la maison de Sarrebrück (V. Liénard, *Dictionnaire topographique de la Meuse*, où le comte de Sarrebrück entretenait de bonnes relations avec le roi de France (V. ci-dessus, p. 225). Les documents montrent des troupes d'Allemands prenant part à ces « chevauchées » : Ex. « Item délivré a li prévost pour heberger les Allemanz le samedi à la quinzaine de la Saint-Jehan » Arch. de la Meuse B, 1847, fol. 4.

4 Chambley (arrondissement de Metz).

5 Arch. de la Meuse B, 1847, fol. 3.

6 « Lesquelles (guerres) se elles estoient souffertes à faire durant les nostres pourroient estre périlleuses ». Ordonn. I, p. 100.

7 Nous le savons par un fragment de compte : le commissaire royal (un chevalier), envoyé à Verdun « environ pencheronte » 1318, « pour la dissension des bourgeois qui sont en la garde du roi » n'est pas payé par le roi « parce que li comte de Bar le paie » il perd un cheval « qu'il eust mort en allant à Verdun » et en achète un autre au prix de 37 livres. Bibl. nat., ms. fr. 23256, fol. 47.

8 Ordonn., I, p. 615. Cette ordonnance est souvent considérée comme ayant interdit les guerres privées d'une manière générale, dans tout le royaume (cf. Lalanne, *Dictionn.* au mot *guerres privées*). — Il ne s'agit que de la guerre de Verdun, et du bailliage de Vermandois.

9 V. Longnon, *Atlas historique* pl. XIV.

10 Surtout B 1847. Ils nous donnent les détails les plus précis, noms de villages, nombre d'hommes d'armes, solde des hommes à cheval et des arbalétriers, fournitures de vivres (fromages, etc.), dates exactes (dimanche avant l'Assomption, dimanche après la Nativité Notre-Dame, etc).

Duzey, d' « Hardon-Chastel », de Mangiennes¹, des incendies de villages (par exemple de Brandeville)²; enfin la prise par le comte de Bar, après de longs sièges, de deux châteaux, relevant, l'un de l'archevêché de Verdun, Sampigny près de Saint-Mihiel³, l'autre de la baronnie d'Aspremont, Dieulouard⁴, beaucoup plus à l'est, sur la Moselle (l'ancienne Scarpone romaine) près de Pont-à-Mousson (juillet-septembre 1318)⁵.

En présence de cette « mout grant guerre », Philippe le Long, sollicité à la fois par l'évêque de Verdun et par le comte de Bar, qui déclarent se soumettre à son arbitrage⁶, n'hésita pas à intervenir en faveur de la ville qu'il avait sous sa sauvegarde. Il envoya en Lorraine le connétable Gaucher de Châtillon avec une armée (1318), et cette démonstration énergique rétablit promptement la paix; les hostilités continuèrent quelque temps encore entre le comte de Rethel et le comte de Bar « qui avaient affaire l'un à l'autre »⁷, mais elles furent très circonscrites et finirent bientôt⁸. A Verdun l'évêque consentit à rappeler les habitants qu'il avait expulsés de la ville après sa

1. Marville, Mangiennes et Duzey (arrondissement de Montmédy), Hattonchâtel (arrondissement de Commercy).

2. Brandeville (arrondissement de Montmédy).

3. Lienard, *Dictionnaire topographique de la Meuse*.

4. Lepage, *Dictionnaire topographique de la Meurthe* (au mot Dieulouard). Les auteurs du t. XII des *Hist. de France* placent à tort Dieulouard dans la Meuse (p. 51. Cf. *Hist. de France*, t. XX, p. 621).

5. Parmi les belligérants on peut citer Jean de Faucompière et son frère (Faucompière, arrondissement de Remiremont?), Arch. de la Meuse, B, 1812, fol. 4). — Un autre Faucompière avait donné ses biens à Jean de Hohenbourg comte de Luxembourg, Arch. de Belgique, inventaire de Van Huerck, année 1317. Les principaux seigneurs du parti de l'évêque paraissent être, outre Gobert d'Aspremont et le comte de Rethel, Jean de Commercy, Geoffroy d'Aspremont et Renaut de Mandros (Dibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXXIII, fol. 114). L'évêque entretenait aussi les meilleures relations avec l'évêque de Spire, qui lui sert de témoin, avec les précédents, au moment de la soumission des rebelles (*ibid.*).

6. 21 septembre 1318, et non 1308 comme l'imprime M. Leroux (*op. cit.*, p. 158), Y. Dom Calmet, *Hist. de Lorraine*, édition de 1728, t. IV, preuves I, p. DLXVIII. Cette demande de l'évêque montre clairement qu'il n'avait pas rompu avec lui, tout en s'attaquant à ses alliés.

7. J. 362 A, n° 20 (date le jeudi après les octaves de Saint-Martin d'été). Plus tard le comte de Rethel obtint du roi amnistie entière pour son alliance avec Gobert d'Aspremont (Kervyn de Letterhove, *Hist. de Flandre*, t. III, p. 96).

8. J. 362 A, n° 20.

victoire, et à leur rendre les biens qu'il leur avait confisqués¹, il s'engagea à respecter les habitants de Verdun comme placés sous la garde du roi² et s'excusa d'avoir fait arrêter le gardien royal Colard des Prés au moment de l'insurrection, disant qu'il l'avait fait « pour la défense de l'Église, et non contre l'autorité du roi³ » (1321). En même temps, comme pour suivre l'exemple de Philippe le Long, il affranchissait un grand nombre de serfs de ses domaines⁴.

Philippe le Long, pour prix de son intervention, se fit donner par les habitants de Verdun 300 livres de rente de plus « *in augmentum* » outre les 500 livres qu'ils avaient promises à Louis X⁵, et renouvela solennellement les lettres de sauvegarde de 1315, à peu près dans les mêmes termes⁶; comme son frère, il promettait de défendre les habitants et leurs biens de toute injure, violence et oppression non méritée, contre

1 De leur côté ils restituent ce qu'ils ont pris, par exemple le bois de Saint-Martin, appartenant à l'abbaye de Saint-Airy (Bibl. nat. coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 103 et 131).

2 Ce qui prouve bien l'efficacité de la garde royale, c'est que les autres révoltes, par exemple ceux de Sivry-sur-Meuse (arrondissement de Montmédy), sont durement traitées : ils se soumettent « à toute amende pour leur rébellion, temerité et insolence », deux hommes apporteront de leur part chaque année, le jour de la Nativité de la Vierge en l'église de Verdun, en cote et en chaperon, 100 livres de cire, et diront que « c'est offrande pour leurs méfaits ». Un autre village est condamné à payer 6 sols de petits tournois en une bourse neuve (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 113, 13 et 136).

3 J 563, n° 7.

4 Par exemple ceux de Fleury en Argonne (arrondissement de Verdun) Bibl. nat. coll. Moreau, t. CCXXII fol. 208; — ceux de Sampigny (1320), V *Hist. de Lorraine*, t. I, 572; — ceux de Mont-Saint-Lucie, de Souhey, etc (Arch. de la Meuse, B, n° 2080). Il avait déjà affranchi, de concert avec le comte de Bar, Harville, Parvid, etc. *ibid.* — De son côté le comte de Sarrebrück affranchit les serfs de Lannercy (1318) (Arch. de Meurthe-et-Moselle B, 632).

5 J 563 n° 5 et 6 1311.

6 J 563, n° 4, et Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 3. Les lettres de Philippe le Long sont de décembre 1318, avant l'accord définitif avec l'évêque. Les 800 livres (500 + 300) doivent être payées au receveur de Champagne; les habitants sont partagés en trois catégories, les grands (*maiores*) qui paient 10 sous (50 fr. d'aujourd'hui environ), les moyens (*mediores*) 5, les petits (*inferiores*) et les « infirmes », 2 sous et demi (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXIII, fol. 3). — Le comte de Bar profite aussi des événements pour faire payer plus cher sa sauvegarde (800 livres tournois par an, au lieu de 400), à cause des dommages, brisures, arsures qui lui ont causés les habitants (ceux du parti de l'évêque), il entreprendra en outre à leurs frais quarante hommes de garnison, avec un « chevauchement » *ibid.*, fol. 218 et 219.

tous, excepté contre l'Empereur des Romains¹ », mais il répétait hautement que la cité de Verdun « était située en deçà des limites du royaume de France² » (décembre 1318), et spécifiait qu'elle ne serait jamais séparée de la couronne.

C'est ainsi que l'intervention militaire de Philippe le Long en Lorraine eut pour résultat d'y fortifier son influence. Quelques années plus tard, en 1331, l'évêque de Verdun lui-même, avec la permission du Pape, choisira Philippe VI « pour protecteur de son église et de ses châteaux³ » ; ce succès est préparé par Philippe le Long.

Ces exemples suffisent à montrer que la royauté poursuit au delà des frontières officielles du royaume, dans les pays de langue française, le travail qu'elle a accompli dans le royaume même, le rattachement des fiefs ecclésiastiques au royaume, la transformation des princes indépendants en vassaux dévoués et plus tard en sujets, en un mot le triomphe de l'autorité centrale, avec Paris pour centre. Les siècles précédents ont déjà montré l'union intime de la royauté avec le clergé du royaume ; le xiv^e siècle y ajoute le clergé des terres d'Empire de langue française : l'Église s'attache à celui qui représente à ses yeux le principe de sécurité sociale et politique : elle soutient le roi de France, pour être soutenu par lui, soit contre la féodalité, soit contre l'Empereur, surtout quand cet empereur est un ennemi du Saint-Père.

En résumé, sous Philippe le Long la royauté continue son

1. « *Ipsius et bona pauperum ab omnibus injuriis, molestiis et oppressionibus inhibitis contra omnes Romanorum imperatores duntaxat exceptio, defendere et tuere.* » Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXIII, fol. 3.

2. « *Quod ipsa civitas Verdunensis caset infra regni Francie limites situata* » J. 56, n° 403. « *Civitas in sua speciali gardia suscepit ita quod extra manum regiam poni et ab ea excludi in futurum non possent* », *ibid*.

3. J. 583, n° 8. En 1322, le comte de Bar et Jean, roi de Bohême (comte de Luxembourg), prennent chacun de leur côté le chapitre de Verdun sous leur garde, s'engagent à l'aider en cas de guerre, et à le respecter, quelque guerre qu'ils puissent avoir eux-mêmes, on sait que tous deux sont alliés de la France (Arch. de Belgique, *Inventaire de Van Huerck*, années 1318 et 1322). — En 1321, le comte de Bar, brouillé avec le roi de Bohême, fait acheter à Verdun cinq douzaines de lances (au prix de 8 livres, ce qui met chaque lance à 13 francs environ d'aujourd'hui (Arch. de la Meuse B, 492), il se reconcilie bientôt avec lui pour combattre les bourgeois de Metz, avec l'aide du duc de Lorraine et de l'archevêque des Trèves (1324), *Bibl. de l'école des Chartes*, t. XXXVII (1876), fol. 134.

mouvement d'extension hors du domaine. on peut même dire qu'elle l'accroît, malgré le peu de durée du règne. Si les limites officielles du royaume au nord et à l'est suivent à peu près l'Escaut, la Meuse, la Saône et le Rhône, l'influence royale s'étend bien au delà sur d'autres terres laïques ou ecclésiastiques « *extra limites regni* », non seulement sur la Franche-Comté, transformée en province française, mais aussi sur une grande partie du royaume d'Arles et de la région comprise entre la Meuse et le Rhin, si bien que la zone d'influence de Philippe le Long, touchant par plusieurs points les Alpes, le Jura et le Rhin même, comprend, avec l'ancien royaume de Charles le Chauve, une partie considérable de la part de Lothaire, constituée entre la France et la Germanie par le traité de Verdun. Chacune de ces terres « amphibies » y entretient encore des relations avec l'Allemagne, mais ses relations avec l'Empereur se relâchent; ses relations avec la France se resserrent.

Sans doute un roi conquérant eût pu les réunir plus vite, en profitant davantage de la faiblesse de l'Empire, mais il valait mieux que l'annexion fût consentie. Philippe le Long prépara ce consentement.

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC ÉDOUARD II, ROI D'ANGLETERRE ET DUC DE GUYENNE

Il y a dans Édouard II deux hommes : l'un, roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande et vicomte de Londres¹, ne connaît pas d'autre supérieur que Dieu; l'autre, duc d'Aquitaine² ou de Guyenne, comte de Ponthieu et sire de Montreuil, a pour suzerain le roi de France. A moins de séparer artificiellement

1. « Edward par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre, seigneur d'Irlande et duc d'Aquitaine, au vicomte de Londres. » Ex. : *Cronicles and memorials*, t. I, p. 238.

2. Le nom d'Aquitaine se rencontre toujours dans les pièces en latin, et aussi souvent que le nom de Guyenne dans les pièces en français. Ex. : *Record office, Chancery Priory Seals and signed bills* (Edward II, anno X).

ces deux personnages, l'examen des relations de Philippe le Long avec Édouard II exige un chapitre à part, puisqu'elles se rattachent à la fois à sa politique extérieure et à sa politique intérieure. L'histoire de ces relations se divise en trois phases : bonnes ou passables pendant la régence et à la fin du règne, elles sont orageuses de la fin de 1316 à la fin de 1319, date de la réconciliation, qui dure jusqu'à la fin du règne.

En 1316, l'Angleterre, toute récente du désastre de Bannochburn, était trop occupée par l'Écosse, la France, trop troublée et trop incertaine du lendemain, pour accepter d'un cœur léger la perspective d'une grande guerre. Leurs dispositions paraissent sincèrement pacifiques. La guerre maritime entre les Bayonnais et les Normands, les uns alliés, les autres ennemis des Flamands, menaçait de dégénérer, comme sous Philippe le Bel, en une guerre directe entre les deux royaumes.

Les deux gouvernements échangent des notes nombreuses au sujet des navires capturés. Henri de Sully, l'évêque de Saint-Malo et le comte de Savoie, lieutenants du régent pendant son voyage à Lyon, se plaignent à Édouard II des agressions des Bayonnais¹; Édouard II, de son côté, réclame un navire capturé par Bérenger Blanc² : « Nous n'inquiétons pas vos marchands, écrit-il, nous n'entravons pas votre commerce », et il requiert le régent de lui donner satisfaction. L'accord se fit : Édouard II, « voulant ramener la paix entre ses sujets et ceux du royaume de France », défendit aux Bayonnais toute agression contre les Normands et autres, et promit même de dédommager les Français des pertes qu'ils avaient subies; il demandait en retour que les Normands reçussent, de leur côté, l'ordre de rester en paix et

1. Beaucoup de questions étaient en litige; des navires français avaient été brûlés, et les indemnités promises n'avaient pas été payées. (Ex. n° 59, n° 170; — Rymor, *Fœdera*, éditions de 1818, t. II, p. 291.)

2. Le navire génois nommé *Dromund*, qui avait été capturé sous Louis X et conduit à Calais. Rymor, *ibid* (t. II, p. 292 et 305), pour Bérenger Blanc, amiral de France, cf., *ibid* p. 390 — Autres exemples, *ibid*, p. 373, et British Museum, ms. 4577 (Rymor, *Collectio non impressa*), n° 131.

qu'il fût aussi donné satisfaction, dans la cour du roi, aux réclamations des Rayonnais¹. Ces demandes étaient trop légitimes pour être rejetées; les commissaires des deux pays se réunirent à Montreuil-sur-Mer pour trancher les différends², et la paix sembla assurée³.

L'attitude de l'Angleterre se modifie dès l'avènement de Philippe le Long. Il n'eût déplu ni aux ennemis de l'autorité royale, ni aux ennemis de la France, que la régence se prolongeât : un roi jeune et énergique était pour eux un danger, et leur intérêt commun les poussait à s'unir.

Le premier acte de mauvais vouloir d'Édouard II fut, sinon de refuser formellement l'hommage qu'il devait à son suzerain « pour ses terres d'outre-mer », du moins de s'y dérober par de mauvaises excuses. Ses premières lettres sont encore d'une correction irréprochable : il ressent « une profonde douleur de ne pouvoir assister en personne au sacre de magnifique prince Philippe, illustre roi de France et de Navarre, son tres cher frère⁴ ». Ses ambassadeurs, le chevalier Jean Abel et le clerc Richard de Burton, renouvellent ses regrets à Philippe le Long et lui font espérer la visite de leur maître pour la mi-carême⁵. Philippe le Long se réjouit de cette heureuse nouvelle; il contremande aussitôt une assemblée qui devait se tenir ce jour-là à Paris en vue du voyage de Terre Sainte, et, pour faciliter l'entrevue, il fixe le rendez-vous à Amiens, moins éloigné de Londres que Paris.

Édouard II, prétextant « la perversité des Écossais » avec lesquels il est en guerre, demande et obtient de nouveaux délais⁶, une année s'écoule. Philippe, dont la patience se

1. 20 octobre 1316 (Hymer, t. I, p. 299).

2. *Catalogue des Arch. de Londres*. Londres, 1840, *Rapport 2^e, Appendice 2^e*, p. 62 (*Miscellaneous rolls*).

3. On voit alors Philippe le Long faire acte de suzerain, par cet exemple confirmer des lettres d'Édouard II (Fs. . février 1317, n. s., JJ 63, n° 18.)

4. Hymer, *ibid.*, p. 303.

5. *Ibid.*, p. 311, — cf. British Museum, ms. 4578 (Hymer, *Collectio non impressa*), n° 1.

6. Nouvelle sommation à Édouard II de venir en personne prêter hommage au roi (J 63^a n° 36 et 37) — nouvelle ambassade au commencement de 1318.

asse, ne cache pas son mécontentement aux deux envoyés anglais, Jean Abel et Richard de Burton (15 avril 1318)¹; il consent à attendre encore la visite de son vassal « le duc d'Aquitaine », mais il exige qu'au moins il lui prête hommage par procuration avant la Saint-Jean, et qu'il reconnaisse par une lettre spéciale la grâce qui lui est faite².

Édouard, sans se hâter, remercie « Sa Sérénité » le roi de France de son indulgence, et lui envoie, à la Saint-Jean, pour lui prêter hommage en son nom, trois ambassadeurs, Jean Abel, Richard de Burton et l'évêque de Hereford, Adam Orleton³, mais comme ils n'apportent pas la lettre demandée, Philippe le Long refuse de recevoir leur serment et les invite à revenir avant le 8 septembre. Édouard répond, au mois d'août, que cette lettre étant hors de la coutume, il ne peut l'écrire sans prendre l'avis de ses conseillers, et que, comme le Parlement est absent, un nouveau délai lui est nécessaire.

Six mois se passent encore. Philippe, ne voyant rien venir, rappelle à Édouard sa promesse. Cette fois, Édouard annonce « qu'il veut contenter le roi de France »; il lui envoie quatre ambassadeurs au lieu de trois, l'évêque de Hereford et Richard de Burton, déjà habitués à la traversée de la Manche, et deux envoyés nouveaux, des plus considérables, l'évêque d'Exeter⁴, et Robert de Baldok, archidiacre de Middlesex⁵, vraisemblablement munis de la lettre exigée, ils prêtent hommage simple et sans condition à Philippe le Long pour le duché d'Aquitaine, le comté de Ponthieu et la ville de Montreuil (juin 1319). Cet hommage par procuration s'était fait attendre pendant deux

composée de Jean Abel, de Richard de Burton, de Jean « de Holclert », British Museum, ms. 4578, n° 55.

1. Rymer, *ibid.*, p. 360.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 371, — et Record Office, *Patent Rolls* (Edward II, anno 11^e, 2^e série, m. 5).

4. C'est Walter Stapleton, il est trésorier d'Angleterre, au moins en 1320 (Rymer, *ibid.*, p. 428).

5. Rymer, *ibid.*, p. 395 (21 mai 1319) Robert de Baldok est, au moins en 1320, garde du sceau privé (Rymer, *ibid.*, p. 428), puis chancelier. On sait comment il périt pendant la guerre civile, assassiné par la populace de Londres, dans la maison de l'évêque de Hereford.

ans et demi, et le suzerain avait le droit de se montrer peu satisfait du vassal¹.

La principale raison qu'alléguait Édouard II pour se dérober à ses devoirs de « pair de France » était tirée de la guerre d'Écosse, mais la véritable cause de sa conduite était sa haine de la France. Enhardi par les événements de Flandre, d'Artois et de Champagne, il espérait profiter des embarras de Philippe le Long pour se joindre ouvertement à ses ennemis, et il n'attendait pour l'attaquer que l'occasion favorable. Les rapports de la France de 1317 à 1320 sont ceux de deux pays qui se sentent à la veille d'une grande guerre, longtemps différée, mais toujours menaçante, et qui ne maintiennent la paix que par leur désir commun d'être chacun plus prêt à la faire.

L'un et l'autre avaient des allies naturels, le roi d'Angleterre dans la Flandre et le roi de France dans l'Écosse. Mais il se trouvait qu'ayant su tous les deux obtenir le concours du Pape, Édouard II contre les Écossais², Philippe le Long contre les Flamands, ils ne pouvaient ni l'un ni l'autre faire appel à leurs allies secrets sans braver le Pape lui-même, qui, pour maintenir entre les deux royaumes l'équilibre et la paix, excommunait à la fois Écossais et Flamands.

Philippe le Long, entre l'Angleterre et l'Écosse, observe, au moins officiellement, une stricte neutralité³. L'attitude d'Édouard II est moins correcte. Y eut-il un traité d'alliance formel entre lui et le comte de Flandre? On ne saurait l'affirmer faute de documents⁴. Ce qui est sûr, c'est qu'il parle sans cesse des vieilles alliances qui ont uni les rois d'Angleterre et

1. D'après Anselme (t. II, p. 322), Philippe le Long donne l'investiture du duché au prince de Galles, qui lui en fait l'hommage personnel. Je n'ai trouvé aucun document à ce sujet.

2. Ambassadeurs envoyés à Avignon en 1317, pour demander au Pape d'excommunier Robert Bruce, et de lancer l'interdit contre l'Écosse; le royaume pacifié, Édouard II organisera une croisade (V. *Life of Edward II* (auctore Malmesburiensi) *Chronicles and memorials*, t. II, p. 219, etc., — *Chronicles of the reigns of Edward II*., t. II (édition W. Stubbs), p. 227, — *Thomas Walsingham, Hist. anglie*, t. I, p. 150, etc.).

3. *The Acts of the Parliaments of Scotland*, t. I. Les manuscrits 30659, 30660 et 30666 du British Museum (*foreign state papers*), qui contiennent les alliances de Philippe le Bel et de Charles IV avec l'Écosse, ne présentent aucune trace d'intervention de la part de Philippe le Long.

4. Les *Almonis Rolls*, qui comprennent les rapports de l'Angleterre avec la

les comtes de Flandre, et qu'il aide les Flamands autant qu'il peut se le permettre sans rompre ouvertement avec la France. Il s'emploie à ménager la paix entre eux et leurs voisins de Hainaut et de Hollande¹; il leur témoigne sa bienveillance de toutes manières.

La paix de Montreuil l'obligeait à interdire aux Flamands bannis de France le séjour de l'Angleterre; à la nouvelle de la paix de 1316, il s'empresse de lever cette interdiction, et se garde bien de la rétablir quand la guerre recommence². Il demande, en retour, que les Écossais ne soient pas reçus en Flandre³, le comte lui répond que, la Flandre étant ouverte aux marchands de tous pays, il ne peut, à son grand regret, satisfaire son désir, mais qu'il n'aura avec eux que des relations commerciales. Il montre d'ailleurs son zèle en arrêtant des marchands qui se rendent à Saint-Omer, sous prétexte qu'ils ont des dettes envers le roi d'Angleterre⁴.

Plusieurs villes, telles que la ville d'Ypres, plus dévouées encore aux intérêts d'Édouard II⁵, lui promettent de ne pas recevoir ses ennemis dans leurs murs et de ne les aider ni en armes ni en vivres.

L'entente est complète entre les deux pays : plusieurs fois ils resserrent leurs traités de commerce⁶ : défense d'Édouard à ses sujets d'inquiéter les marchands flamands⁷, — promesse des Flamands de respecter les marchands anglais, — et quand, malgré tout, survient quelque incident, par exemple quelque querelle entre marchands et matelots des deux pays, ou quelque piraterie⁸, les deux gouvernements s'interposent

Flandre ne renferment aucun document de cette nature pour les dix huit premières années d'Édouard II; je les ai dépouillées au Record Office

1 Rymer, *ibid*, p. 280.

2 Rymer, *ibid*, p. 363.

3 *Ibid*, p. 389 et 394.

4 Arch. nat., J 562 D. n° 30.

5 « *Facorem vestrum intima affectantis.* »

6 Record Office, *Patent rolls*, 1316-17 m. 1 et 8. — et *Calendarium rotulorum patentium in turri Londinensi*, Londres, 1802

7 *De Flandrensis non molestandis. de Flandrensis protegendis, etc.*, Rymer, t. II, p. 367, 378, etc.

8 Ex. British Museum, ms. 4577 (Rymer, *Collectio non impressa*), n° 226 et 262 Ex. inverso marchandises anglaises capturées par le sire de Fieennes,

aussitôt et travaillent à rétablir la paix au plus vite » pour que l'amitié des deux pays ne soit pas troublée ». Si des Flamands sont surpris à porter des vivres en Écosse, Édouard II les fait relâcher gracieusement « en considération de son très cher ami le comte de Flandre¹ » ; si au contraire des Anglais ont maltraité des Flamands, il offre toutes les réparations nécessaires², et prie le comte d'agréer ses excuses³ ; il traite avec une faveur particulière la ville de Bruges, la plus acharnée contre la France.

Il est facile de constater en effet que cette alliance d'Édouard II avec les Flamands est dirigée contre la France autant que contre l'Écosse. Non seulement il laisse les Bayonnais, leurs alliés, continuer leur guerre de piraterie contre les Normands, mais encore il les encourage : ainsi Philippe le Long lui ayant demandé la restitution d'un navire capturé, Édouard répond que le navire a été vendu à Bayonne et qu'il appartient à celui qui l'a acheté ; en même temps il écrit au maire, aux jurats, et aux Cent pairs de Bayonne, non pour les exhorter à la paix, mais au contraire pour les féliciter de leur zèle⁴, leur promettre de les soutenir en cette circonstance comme dans toutes les autres, confirmer leurs franchises et décider que leur ville⁵, en récompense de son dévouement, ne sera jamais, dans les siècles à venir, détachée de la couronne d'Angleterre (26 mars 1317 n. s.)⁶. Les Bayonnais, stimulés par cet honneur, assaillent les Normands

qui les croit françaises, et rendues à Édouard II, grâce à l'entremise du comte de Flandre (*ibid.*, n° 381). Une conférence se réunit à Londres le 9 juillet 1317, pour régler plusieurs différends analogues. British Museum, ms. 4578, n° 46.

1 *Rotuli Scotie in Turri Londonensi*, Londres, 1814, p. 193.

2 « *Vobis significamus quod super omnibus et singulis dampnis injuriis et gravaminibus parati sumus plenum, debitum, et festinum justicie complementum exhibere* » Rymer, édition de 1819, t. II, p. 417.

3 British Museum, ms. 4578, n° 134. « *Ad comitem Flandrie exoneratoria* ».

4 « *Regalem dei et magnificentiam illius qui fidei constantis favore regis beneplacitis adhererunt favore regio communire*. »

5 Bayonne avait déjà été mise en la main royale en 1314, mais seulement pour trois ans (Record Office, *Patron Bulls*, 917, m. 5).

6. British Museum, ms. 4577 (Rymer, *Collectio non impressa*), n° 247 ; — et Record Office, *Patron Bulls*, 916, m. 3. — Beaucoup d'autres villes sont également annexées, l'annexion est toujours présentée comme une récompense (Rymer, t. II, p. 308, 381, etc. ; — Record Office, *Patron Bulls*, 917, m. 11,

de plus belle; Philippe prend la défense de ses sujets, mais ses réclamations ne sont pas écoutées et la guerre semble imminente.

La situation était d'autant plus grave que Philippe le Long avait encore d'autres sujets de plaintes. On sait avec quel acharnement Jean de Fiennes luttait contre Mahaut d'Artois et contre les gens du roi; or c'était « son cher féal et cousin » Robert de Fiennes, frère cadet de Jean, qu'Édouard avait choisi comme son sénéchal en Ponthieu, le 15 novembre 1316¹, choix d'autant plus offensant qu'une question de délimitation du comté était pendante, et que le nouveau sénéchal devait la régler lui-même avec « les gens de la cour de France »; il n'est pas téméraire de supposer que Jean de Fiennes, principal chef des rebelles d'Artois, trouvait en son frère Robert un appui, et que l'audace des rebelles vint en partie de leur confiance dans leurs voisins de Ponthieu.

D'autres orages s'amassaient en Aquitaine. Les possessions d'Édouard II s'y divisaient en quatre sénéchaussées, la Gascogne, dont le sénéchal était en même temps sénéchal de Guyenne², l'Agenois, le Périgord³ et la Saintonge⁴. Si les baillis et les senechaux français ne méritent pas toujours d'être loués de leur équité et de leur désintéressement, que dire des officiers du roi d'Angleterre, sénéchaux, connétables, châtellains, receveurs, trésoriers, baillis et prévôts! Leur administration paraît avoir été une suite d'exactions et de tyran-

¹ Record Office, *French Rolls*, 274, m. 4. (Appendix)

² Ex. Record Office, *Gascon Rolls*, 913 m. 1.

³ Cette sénéchaussée est souvent appelée sénéchaussée de Périgord et de Quercy (*ibid.*, m. 9 v°), ou même sénéchaussée de Périgord, Quercy et Limousin (Rymer, t. II, p. 467). C'est ainsi que les mêmes noms figurent parmi les provinces anglaises et parmi les provinces françaises.

⁴ Rymer, t. II, p. 467, 468; — Record Office, *Gascon Rolls*, 917, m. 11 v°, et 918, m. 13. — Je n'ai trouvé ni dans Rymer, ni dans les documents du Record Office, aucune mention de la sénéchaussée des Landes, alors que les quatre autres sont nommées sans cesse, c'est apparemment que les Landes sortirent unies à la Gascogne. Les sénéchaux d'Aquitaine ou de Gascogne (*sen ducatus Aquitanie sen Gasconie*) sont pendant la courte période qui nous occupe, Amaury de Craon (1316), Antoine de Passaigne (1317-1318), William de Montagu (1318-1319), Ananieu de Fossat (1319-1320), Amaury de Craon (1320), Maurice de Berkeley (1320), Amaury de Craon (1320), Jehan de Gontly (1321), Jal Estrange (1322).

Record Office, *Gascon Rolls*, 917, m. 5, — 918, m. 13 v° — 919 m. 3;

Évêques 275. — *Miscellanea pasaim*, etc.

nies. Jean XXII, dans une lettre à Édouard II, se plaint des iniquités qui se commettent dans son royaume et particulièrement dans son duché d'Aquitaine, où il semble, dit-il, « qu'il n'y ait ni loi ni roi, tant la justice y est foulée aux pieds et le crime triomphant¹ ! » Les plaintes des populations maltraitées ont été si bien étouffées que nous n'en aurions rien su, si les archives anglaises n'avaient conservé leurs doléances et leurs prières, ensevelies dès le premier jour dans des coffres qu'on n'ouvrait plus. On ferait un livre sur les vexations et les attentats dont elles sont victimes².

Le sénéchal de Saintonge, Arnaud Cailhou, semble s'être distingué entre tous par ses iniquités : petites gens, bourgeois, abbés et barons, tous ses administrés l'accusent hautement³ de fouler aux pieds tous les usages du pays⁴, d'usurper des droits et des juridictions qui ne lui appartiennent pas, de s'enrichir malhonnêtement, par exemple de garder dans ses caves les vins levés pour le subside de la guerre d'Écosse, de couper plus de bois pour son usage personnel « qu'il n'en faudrait pour suffire à trois pensions annuelles », de faire saisir, sous prétexte d'utilité publique, tout le sel ou tout le blé disponibles, de manière à produire des hausses subites et à s'approprier les différences, de tenir avec sa femme une sorte d'agence matrimoniale dont les clients n'ont pas à se louer. Péchés véniels en comparaison du reste, si, comme l'accusent les populations françaises (*gallici*), il vole les chevaux et les bestiaux dans les champs, s'il arrête les honnêtes gens pour leur extorquer de grosses rançons, s'il vend la

1. « *hec enormia sub tuo sunt commissa domino.* » Rymer, t. II, p. 361 et 366 (juin-juillet 1318) Mêmes expressions dans le *Tresor des Chartes* : « *inobedientias, graues et enormes injurias, violentias dampna et gravamina in ducatu Aquitanie et vicinis partibus, homicidia, raptus, incendia et rapinas, plurimamque alia maleficia perpetrata per senescallos, bajulos, majores, officialesque alios servientes et subditos carissimos et fideles nostri Edouardi regis Anglie.* » Ex. : JJ 56, n° 252

2. Ce livre pourrait être intitulé « *les Anglais en Gascogne* », comme l'ouvrage de M. Brasaud, qui n'a pas connu les documents anglais

3. Ex. Rymer, édition de 1818, t. I, p. 351

4. Par exemple d'avoir ruiné la ville de Champagnac (près de Jonzac) en y supprimant les assises qui en faisaient la prospérité (*Record Office, Vaxon Bolls* : 17, m. 43 décembre 1317)

justice, s'il plonge ses ennemis dans les cachots de Saintes, s'il fait évader les voleurs pour dix livres, et pour soixante livres les pires criminels que réclame la potence¹. Il inspire une telle terreur dans la contrée que pendant longtemps ses victimes souffrent sans parler. le lieutenant² du sénéchal d'Aquitaine vient comme enquêteur dans la province, mais Arnaud Cailhou s'attache à ses pas; sa présence lie toutes les langues³, et l'enquêteur rédige un rapport élogieux sur l'excellente administration de la Saintonge.

Cependant l'exaspération finit par déborder et l'écho des plaintes arrive à Londres. Édouard II ordonne une enquête solennelle, mais il commet l'imprudence de la confier au sénéchal de Gascogne, Antoine Pessaïgne, dont la conduite lui commande l'indulgence envers ses collègues; les témoins qu'il fait interroger par ses commissaires restent muets d'épouvante; les accusations sont déclarées calomnieuses, l'innocence d'Arnaud Cailhou est hautement proclamée (22 déc. 1317)⁴, et le roi le comble de faveurs pour ses services exceptionnels⁵.

Autant l'intervention d'Édouard II dans les affaires de Flandre et d'Artois était illégitime, autant celle de Philippe le Long dans celles d'Aquitaine était justifiée par ses droits de suzerain. Les malheureux habitants de la Saintonge s'adressaient à lui comme au justicier suprême, et il les écoutait avec bienveillance : dès le mois de janvier 1317, Arnaud Cailhou est sommé, sous peine de bannissement, de comparaître devant le Parlement de Paris, pour répondre des crimes dont il est accusé « faux, rapines et trahisons »; l'accusateur, qui n'est autre qu'un sergent du roi de France, Hélié⁶, offre de prouver

1. Par exemple André Deschamps.

2. Gaucelin de Campaa.

3. « *Et hac de causa nullus erat ausus conqueri de eo, et sic remanserunt facta ipsius impunita.* »

4. Rymer, édition de 1818, t. II, p. 353.

5. Record office, *Gascon Rolls*, 917, m. 4, 5, 8. Il lui accorde par exemple le droit de porter des armes sur lui, de se faire escorter par des hommes d'armes, il lui accorde le droit de jouir de tous les privilèges des bourgeois de Bordeaux, mais sans être soumis à la juridiction de la ville « *pretextu servitii nobis per ipsum, a deo est, unpensé, et in posterum impendendi* ».

6. Hélié de « *Souscipreda* ».

son dire par le duel¹; cette sommation, renouvelée plusieurs fois dans le courant de l'année 1317, demeure lettre morte, et Cailhou, qui déjà projette d'assassiner Hélié, continue le cours de ses forfaits. C'est alors que le sénéchal français de Périgord (Jean d'Arrablay le jeune) et d'autres agents du roi, chargés par le Parlement d'une enquête sur les faits reprochés à Arnaud Cailhou, se transportent de leur personne dans la sénéchaussée de Saintonge et interrogent les habitants : les langues se délient par un coup de baguette magique; ils rédigent leur rapport, écrasant pour les accusés, et Arnaud Cailhou est sommé de nouveau de comparaître devant le Parlement².

Cet incident est un de ceux d'où la guerre pouvait sortir. Édouard II se plaint vivement à Philippe le Long de son intervention : « La cour de France, lui écrit-il le 30 mars 1318, ne peut connaître que des appels du duché, et non pas y exercer une juridiction immédiate qui n'appartient qu'à nous-même : vos officiers n'ont pas le droit d'y pénétrer comme ils l'ont fait à notre préjudice en vertu de vos ordres; Arnaud Cailhou est notre sujet et notre sénéchal, et nous n'entendons pas qu'il se rende à la citation de votre Parlement, préjudice, dommage et insulte que nous ne pouvons souffrir, car ce serait nous laisser déshériter³. »

Il est à remarquer que dans ce conflit Édouard II joue le rôle du grand feudataire qui défend ses droits : nous possédons ses lettres au comte de Valois, au comte d'Évreux, au comte de la Marche, à Gaucher de Châtillon, à Amé de Savoie, au comte de Clermont, à Anseau de Joinville⁴; il les presse de s'interposer de toutes leurs forces pour obtenir du roi la révo-

1. Les *Actes du Parlement* t. II, n° 4538, 4590, 4638, 4643 parlent de cette affaire, mais Arnaud Cailhou y est présenté comme « bourgeois de Borceaux »; il prend un tout autre aspect dans les documents anglais, comme sénéchal du roi d'Angleterre (Ex. Record Office, *Viscum Rolls*, 917, m. 10 v°).

2. 4 janvier 1318 n. s. (*Actes du Parlement*, t. I, n° 1132 et 1137).

3. Rymer, édition de 1818, t. II, p. 359.

4. Record Office, *Viscum Rolls*, 917, m. 10 v°. Il écrit en même temps « *magistris Guillelmo de Casis, Guillelmo Debronn, Austentio Jordan et Arnaldo de la Molère procuratoribus et defensoribus causarum et negotiorum regis Anglie in Curia Francie* », 30 mars 1318 *ibid.* — On remarque aussi auprès du Parlement Alain April, qu'Édouard appelle « *monorem negotiorum in Curia Francie promotor* » (British Museum, ms. 1573, n° 12).

cation des poursuites ordonnées contre Arnaud Cailhou. « Ce qui serait fait contre moi, ajoute-t-il hypocritement, serait d'un pernicieux exemple, car ma cause est celle de tous les pairs de France. » S'il tient un tel langage aux membres du Grand Conseil de Philippe le Long, que n'écrivait-il pas au comte de Flandre, au sire de Fiennes et autres rebelles?

Ainsi encouragée, la violence redouble en Saintonge; l'accusateur d'Arnaud Cailhou, Hélie, sergent du roi de France, est assassiné par les gens d'Arnaud lui-même, qui juge le guet-apens plus sûr que le duel; un navire français, la *Sainte-Marie*, est assailli près d'Esnaudes par trente-quatre barques anglaises, pillé et brûlé¹. Ces incidents relatifs à la Saintonge montrent clairement que les relations des deux pays, de 1317 à 1320, en viennent à ce degré de tension où la rupture semble inévitable².

Les autres senéchaussées d'Aquitaine offrent à peu près le même spectacle, et l'on s'exposerait à des redites si l'on entreprenait de raconter par le menu les excès des sénéchaux de Gascogne, de Périgord, d'Agenois, les plaintes des populations, leurs appels au roi de France, les violences exercées contre les appelants³, les efforts du Parlement de Paris pour défendre les opprimés et pour châtier leurs persécuteurs. Il serait trop long d'expliquer ici les plaintes de Pierre de Grailly, vicomte de Renanges, des coseigneurs de Monségur, de la dame du Tient, de Jean de l'Isle⁴ et de maints seigneurs contre les officiers du sénéchal de Gascogne⁵, — celles des marchands de vin gascons contre les « *grevances* » d'Estienne d'Abyndon.

1 Arch. nat., *Criminel*, III, fol. 19 r., — Bibl. nat., coll. *Doct.*, t. II, p. 186.

2 *Actes du Parlement*, t. II, n° 1973.

3 Cf. J 632, n° 38.

4 Ex. : *Actes du Parlement*, t. II, n° 142.

5 Record Office, *Gascon Rolls* 917, m. 63. — R. More, t. II p. 302, 306, *Actes du Parlement*, t. II, n° 3441, 3800, etc.

6 Par exemple Aude, dame de Tient, ayant appelé d'une sentence du sénéchal de Gascogne, Philippe le Long lui envoya deux sergents royaux pour la protéger. « Ors un « prévôt du duc », agent du sénéchal, assautit la maison pendant la nuit, à la tête de cent à deux cents hommes, enfonça les portes, emmena Aude et les sergents à Bordeaux » les mains liées derrière le dos comme des voleurs », et les jeta dans une basse fosse. A cette nouvelle Philippe le Long envoya à Bordeaux trois commissaires Jean Robert, Jean de l'Hopital et Guy de Montaigu pour procéder à une enquête et assigurer les parties devant le Parle-

échanson du roi¹, celles de la ville de Beaumont contre le sénéchal de Périgord William de Toulouse², celles de la ville d'Agen au sujet de la disgrâce de son bailli Bernard qui, à la différence de ses collègues, avait fait régner l'ordre et la justice³.

Ce concert de plaintes⁴ montre que le cas d'Arnaud Cailhou n'est pas une exception; partout les opprimés réclament la protection et la sauvegarde du roi de France; la police anglaise en arrête un grand nombre comme rebelles; elle saisit sur un d'eux, entre ses vêtements, un bâton aux armes de France, et y voit la preuve flagrante des intrigues de Philippe le Long pour s'approprier l'Aquitaine⁵.

Plusieurs incidents de frontière témoignent de la gravité du conflit : un sergent du roi de France, Arnal du Pin, surnommé Colon, ayant été saisi sur le territoire du duché, est jeté en prison, accusé de haute trahison, condamné à mort par le sénéchal de Gascogne et pendu (1318); les officiers coupables⁶ de cet assassinat juridique sont cités devant le Parlement de Paris et condamnés par défaut à des amendes⁷, mais Édouard II

ment (*Actes du Parlement*, n° 5800) — Plusieurs églises, bien que placées sous la garde du roi de France, par exemple celle de Saint-André de Bordeaux, sont dépourvues de leur droit de justice par les gens du duc de Guyenne : leur potence est abattue, leur pilon brûlé, leur prison forcée (Arch. nat., X 1, A 5, fol. 21).

1. Record Office, *Exchequer Queen's Remembrancer, Heals of France* 1217 — cf. *Miscellanea*, 1317, 1318.

2. Rymer, t. II, p. 336. — Record Office, *Vascon Rolls*, 917, n° 11 v°. Par exemple le sénéchal demande à un bourgeois de Beaumont, nommé Guillaume, la main de sa nièce pour une de ses créatures, nommée Pierre, le bourgeois ayant repoussé ce mariage est immédiatement jeté en prison, accusé de crimes sanglants et tellement maltraité qu'il promet de faire tout ce que le sénéchal exigera; en conséquence, il donne en dot à sa nièce la moitié de ses biens, le mariage se fait, la femme meurt, Pierre hérite d'elle et réclame à Guillaume, par surcroît, l'autre moitié de ses biens, le sénéchal l'encourage. La ville se plaint au roi, mais inutilement, parce qu'elle a, dit-elle, « *potentes amicos et inimicos capitales* » Record Office, *ibid*.

3. Rymer, édition de 1818, t. II, p. 337.

4. Cf. *Actes du Parlement* n° 5122, etc. — Rymer, t. II, p. 335; Arch. nat., X 1, A 5, — Record Office, *Vascon Rolls*, 917, n° 5, 8 v°, 12.

5. « *Et sic Curia Francie jura vestra et jurisdictionem vestram de die in diem occupat et usurpat*, » Rymer, t. I, p. 335 (juin 1317).

6. Le *Treasure des Chartes* (JJ 60, n° 132) et les *Actes du Parlement* (t. II, n° 6048) nous donnent leurs noms : Bertrand d'Assailly, châtelain de Penne d'Agenais, Raymond Guillaume de Penne, bayle de Penne, les consuls de Castillonès (Lot-et-Garonne), etc.

7. Ils sont condamnés solidairement à payer 2000 marks d'argent et à se rendre en prison au Châtelet (JJ 60, n° 132).

les félicite de leur dévouement, les remercie « d'avoir souffert pour la défense de son droit », qualifie d'« intolérables » les amendes qui leur ont été infligées et donne ordre au sénéchal de Gascogne de les dédommager largement¹.

Les vassaux suivent l'exemple de leurs suzerains : ainsi les gens de la comtesse de Foix², encouragés par les officiers du roi d'Angleterre, en viennent aux mains avec les agents du sénéchal de Toulouse qu'escortent des hommes d'armes du comte d'Armagnac. Philippe le Long, pour rétablir la paix, ajourne les deux parties devant le Parlement, mais, soutenue par Édouard II, la comtesse de Foix se refuse à comparaître, et voilà un conflit de plus³.

Les habitants de l'Aquitaine nous apparaissent divisés en deux camps : les opprimés forment ce qu'on peut appeler le parti français ; les privilèges sont attachés à l'Angleterre⁴ : ainsi les bourgeois de Bordeaux, qui vendent bien leurs vins aux Anglais, aident le sénéchal William de Montaigu à réprimer les émeutes, et Édouard II les remercie d'avoir aidé à la punition des coupables⁵ ; ils lui envoient aussi de leur plein gré des subsides contre l'Écosse⁶. Bayonne, qui s'enrichit par la piraterie, se réjouit « d'appartenir pour toujours à la couronne d'Angleterre », Philippe le Long ayant invité la ville à envoyer des députés à Bourges comme les autres villes de la langue d'oc pour la reformation du royaume⁷, elle lui répond formellement qu'elle n'a pas à en envoyer, se plaint à Édouard II « de l'astuce des Français », et Philippe le Long est invité à annuler sa convocation, par la raison, écrit Édouard II, « que la ville est soumise à notre juridiction immédiate, et qu'elle ne

1. Record Office, *Vascon Rolls*, 918, m. 16 (juillet 1319).

2. Jeanne, comtesse de Foix et vicomtesse de Béarn, cousine d'Édouard II (Record Office, *Vascon Rolls*, 918, m. 12 v°) ; — et *Roman Rolls*, 731, m. 43 v°. Elle est sœur de Robert d'Artois et son mari Gaston est membre du Grand Conseil de Louis X.

3. Rymer, *ibid.*, p. 354 (janvier 1319 n. s.). — Autres Ex. : Record Office, 917, m. 12.

4. Ceux qui ont soutenu Édouard I^{er} contre Philippe le Bel sont exempts de certains impôts (Rymer, t. II, p. 376, nov. 1318).

5. Record Office, *Vascon Rolls* 918, m. 15 v° (lettre du 23 novembre 1318).

6. Record Office, *Vascon Rolls* 916, m. 3.

7. Rymer, t. II, p. 346 ; — Record Office, *French Rolls*, n° 874.

pourrait obéir à votre dit mandement sans léser notre droit » (mai 1317)¹.

Philippe le Long, qui voit sa deuxième convocation² repoussée comme la première, adresse aux Bayonnais une lettre indignée et menaçante, où il leur rappelle que, s'ils sont les sujets du duc d'Aquitaine, ils relevent aussi du roi de France et lui doivent obéissance. Cette lettre, elle aussi, aurait pu allumer la guerre : Édouard II, dès qu'il en a connaissance, enjoint à son sénéchal de Gascogne de prendre aussitôt les mesures les plus efficaces, militaires ou diplomatiques (*vim et consilium*), pour empêcher « que la cour de France ne porte le moindre préjudice ni à ses droits ni à ceux de la ville de Bayonne³ ». La situation est la même qu'à la veille de la guerre de 1297; les hostilités semblent prochaines.

Si tant de causes de guerre ne produisent pas leur effet avant le règne de Charles le Bel, c'est grâce à la modération de Philippe le Long et plus encore à l'intervention de Jean XII. Aux violences des officiers anglais, aux pirateries des Bayonnais, à toutes les provocations de son vassal, Philippe le Long se contente le plus souvent d'opposer des enquêtes et des arrêts de ses sénéchaux et de son Parlement : Arnaud Cailhou et plusieurs de ses complices sont condamnés à mort par le sénéchal de Périgord Jean d'Arrablay (1318), mais la condamnation est prononcée par contumace et l'exécution n'a pas lieu⁴; — un sergent anglais, Géraud Forest, est condamné à mort, aussi par contumace⁵, des bayles sont condamnés à la prison, mais le plus souvent la peine prononcée est l'amende⁶.

Le principal acte de représailles de Philippe le Long paraît avoir été la saisie du comté de Ponthieu, en 1317 ou 1318 : fort de ses droits de suzerain, mais trop soucieux de la paix

¹ Rymer, édition de 1818, t. II, p. 330.

² Convocation à Paris pour l'âques Rymer, *ibid.*, p. 326.

³ *Ibid.*

⁴ Bibl. nat., coll. Doat, t. II, p. 86.

⁵ Rymer, t. II, p. 336. Édouard II déclare la sentence nulle : « *nullum irritum et inane quicquid contra ipsos servientem et consules per dictum senescallum testrum aut quicumque officiales vestros actum fuerit* ».

⁶ Ex. *Actes du Parlement*, t. II, n° 5132.

pour saisir tous les fiefs de son vassal, il choisit celui qu'il avait le plus d'intérêt à occuper, le Ponthieu, position précieuse pour lui en face des rebelles de Flandre et d'Artois¹.

Cette attitude pacifique, mais ferme, de Philippe le Long, n'aurait pas suffi à empêcher la guerre, si Jean XXII, au nom des intérêts supérieurs de la chrétienté, ne s'était interposé entre les deux princes. Invoqué par l'un contre l'autre, il était l'arbitre de la lutte, armé de l'excommunication et de l'interdit, il pouvait donner l'avantage à Édouard II ou à Philippe le Long selon qu'il faisait tomber les foudres de l'Église sur les Écossais ou sur les Flamands, sollicité par l'un et par l'autre² de se servir énergiquement des armes pontificales (*armis papalibus*), il était naturel qu'il profitât de cette circonstance exceptionnelle pour essayer de les reconcilier, et qu'il n'accordât ses faveurs que sous conditions, surtout au plus belliqueux des deux, qui était assurément le roi d'Angleterre.

C'est pourquoi il lui envoie en 1317 les cardinaux Gaucelin et Lucas³ pour resoudre avec lui les affaires d'Écosse et celles de Gascogne⁴. Ils se font d'autant mieux écouter qu'Édouard II ne sait comment les dédommager d'une fâcheuse mésaventure dont ils viennent d'être victimes sur le territoire de son royaume⁵ : volés, dépouillés et insultés par des bandits anglais, ils reçoivent de fortes indemnités, auxquelles le clergé anglais, soit dit en passant, contribue de fort mauvaise grâce⁶ ;

1 « *Comitatum Pontivi quem princeps Gallorum, in sua novitate, propter non factum hominagium occupaverat* » (*Vita et mors Edwardi secundi*, dans les *Chronicles and Memorials of Great Britain*, Londres, 1883, t. II, p. 301.)

L'*Histoire du comté de Ponthieu* n'en fait pas mention. Aux Archives nationales nous possédons quelques pièces de cette époque sur le Ponthieu (*Papiers des princes*, Artois B, t. 110, — J 236, n° 37; — 237, n° 14; — 257, n° 102 et 102 bis); elles ne nous renseignent pas sur la date précise de la saisie du comté, mais il y est question « du » gouverneur et gardien mis en ladite ville (d'Abbeville) par les gens du roy de France »; c'est assez pour permettre d'accepter le témoignage du chroniqueur.

2 En 1317, Édouard II le prie d'excommunier Robert Bruce (*Vita Edu. II*, auctore Malmeberienus, dans les *Chronicles*, t. II, p. 227).

3 Gaucelin d'Évêque et Lucas Fieschi.

4 Record Office, *Roman Rolls*, 731, m. 14.

5 1^{er} septembre 1317 (*ibid.*).

6 *Thomas Walsingham, Hist. Anglicana*, t. I, p. 153. Le chroniqueur n'a ni l'exactitude, ni la précision des documents du Record Office : il ne comprend

la police capture les bandits (ou d'autres qu'elle fait passer pour tels), et les pend sous les yeux des cardinaux. Enfin, ce qui est d'un intérêt plus général, Édouard II promet de rétablir la paix entre Bayonnais et Normands, « pour éviter de plus grands maux », terme vague qui veut dire la guerre avec la France¹. A ce prix les cardinaux oublient les insultes qu'ils ont subies, et consentent, non pas encore à frapper les Écossais, mais à les menacer des peines canoniques (28 novembre 1317)².

Nouvelle intervention l'année suivante (1318) : d'un côté les Écossais, qui continuent leurs ravages sur les frontières anglaises, sont dignes d'anathème comme « perturbateurs de la paix » et comme « empêcheurs du voyage d'outre-mer » ; de l'autre côté Édouard II, qui tolère les pirateries des Bayonnais, qui laisse l'Aquitaine en proie à l'anarchie et qui permet à ses sénéchaux de maltraiter le neveu et le « familier du Pape » Jean de l'Isle³, mérite aussi de sévères réprimandes. Aussi Jean XXII lui adresse-t-il cette curieuse lettre du mois de juin 1318 où il lui reproche le désordre de l'Aquitaine⁴. En vain Édouard II, pour se concilier ses bonnes grâces, comble-t-il de donations et de pensions Gaucelin et Lucas⁵, le frère du Pape Pierre d'Euse, et son neveu Pierre de la Vie⁶, il n'obtient d'eux l'interdit contre l'Écosse (fin de 1318)⁷ qu'en leur promettant une entière satisfaction au sujet de l'Aquitaine : il rappelle le sénéchal de Gascogne Antoine Pessaïgne, dont le Pape se plaint⁸ ; il reconnaît que la conduite de ses officiers d'outre-mer a été souvent coupable, et ordonne en

pas l'importance de la mission des cardinaux : « *his expletis, cardinales, quam grande quid patrassent, ad Curiam redierunt* », *ibid.*, p. 154.

1. Record Office, *Vascon Rolls*, 917, m. 10.

2. *Ibid.*, cf. *Annales Paulini*, dans les *Chronicles and Memorials*, t. 1, p. 281.

3. C'est le fameux Jourdain de l'Isle, seigneur de Casauzon, qui finit à Montfaucon en 1323.

4. Rymer, édition de 1818, t. II, p. 362.

5. 4000 marcs sterling et une pension annuelle de 50 marcs sterling.

6. Record Office, *Vascon Rolls*, 917, m. 6 ; — 918, m. 15 v°.

7. *Annales Paulini*, dans les *Chronicles and Memorials*, t. I, p. 293, — cf. *Gesta Edwardi de Carnarvan, auctore Bradingtoniensis*, *ibid.*, t. II, f. 52, — *Gesta Edwardi II, auctore Malocobriensi*, *ibid.*, p. 237.

8. Record Office, *Vascon Rolls*, 917, m. 7. La sénéchaussée doit payer 20000 marcs sterling pour le voyage (le marc sterling vaut 4 petits tournois). *Ibid.*, 20 novembre 1318.

conséquence des enquêtes, des restitutions, des réparations de dommages, « pour que l'on n'ait plus à appeler de sa cour à celle de France¹ ». Il accorde sa grâce à Jourdain de l'Isle « à la demande du Pape² » ; enfin il conclut avec Philippe le Long un traité de paix de quarante années entre les Bayonnais et les Normands³, et somme les Bayonnais de cesser toute hostilité.

Mais ces concessions sont plus apparentes que réelles, comme celles qu'il fait à la même époque aux grands d'Angleterre⁴. L'Écosse frappée de l'interdit, il oublie à quelles conditions il l'a obtenue du Pape. William de Montaigu n'est pas pour l'Aquitaine un meilleur gouverneur qu'Antoine de Pessaigne⁵; Bayonne viole le traité conclu avec les Normands, et les différends avec la France se renouvellent de toutes parts, un arrêt du Parlement condamne le duc de Guyenne à 4000 livres d'amende envers le roi et à 1000 livres de dommages-intérêts pour violences commises par ses agents⁶.

C'est seulement à la fin de 1319 que les relations s'améliorent entre les deux gouvernements. Il faut encore attribuer ce revirement, cette fois plus durable, à l'intervention de Jean XXII. Ni Édouard II ni Philippe le Long n'étaient disposés à se lancer dans l'inconnu d'une grande guerre avant d'en avoir fini, l'un avec l'Écosse⁷, l'autre avec la Flandre; tous deux avaient mené énergiquement la guerre contre « les rebelles », et avaient eu recours en outre « aux armes pontificales ». Il paraît certain que si Édouard II eût triomphé des

1 Record Office, *Vascon Rolls*, 917, m. 6.

2 *Ibid.*, m. 3, et British Museum, ms. 4578, n° 111.

3 Record Office, *Vascon Rolls*, 917, m. 5; — Rymer t. II, p. 316. Encore ne peut-on s'entendre sur les indemnités à payer, il est décidé qu'il n'en sera pas réclamé, ni d'une part, ni de l'autre (20 novembre 1318).

4 *Sed cito postea concessio regis apperuit non solum frivola, sed penitus fraudulenta* (Thomæ Walsingham, *Historia anglicana*, t. I, p. 154) (dans les *Rerum britannicarum medii ævi scriptores*).

5 Entre ces deux sénéchaux en titre, Amanieu de Fossat est chargé d'un court intérim (*Vascon Rolls*, 917, m. 5); c'est lui aussi qui succède à William de Montaigu mort vers la fin de 1319 (*Vascon Rolls*, 918, m. 11).

6 *Actes du Parlement*, n° 3953.

7 Thomæ Walsingham, *Historia anglicana*, t. I, p. 152.

Écossais, il eût été moins porté à prêter hommage à son suzerain qu'à lui déclarer la guerre. Mais Philippe le Long fut prêt le premier : pendant que, malgré l'interdit, les Écossais continuaient leurs ravages « à la manière des renards », et qu'Édouard II, pour les combattre, levait les hommes de vingt à soixante ans¹, les Flamands excommuniés contraignaient leur comte à la paix, et Robert de Béthune, s'avouant vaincu, s'engageait à venir de sa personne prêter hommage à son suzerain.

Ce fut la soumission de la Flandre qui amena la soumission d'Édouard II : toutes les forces de la France pourraient maintenant se tourner contre lui, tandis qu'il aurait à lutter à la fois contre l'Écosse, contre l'Irlande et contre les « rebelles » d'Angleterre. Il comprit qu'il y allait de sa couronne, et changea tout à coup d'attitude² : comme Robert de Béthune (et ce n'était pas là une simple coïncidence), il s'engagea à venir de sa personne prêter hommage à Philippe le Long à la mi-carême (6 mars 1320, n. s.) et traiter avec lui³ ; il envoya des instructions pacifiques à ses sénéchaux d'Aquitaine et à la ville de Bayonne ; il accorda même à des marchands français des indemnités qu'il avait refusées longtemps⁴.

Philippe le Long de son côté, pour montrer sa confiance dans les promesses d'Édouard II, lui restitua le Ponthieu, et Robert de Fiennes⁵ rentra en possession de sa sénéchaussée. Les habitants du Ponthieu paraissent n'être retournés à la domination anglaise qu'avec une extrême répugnance, qui provoqua un nouvel incident et de nouveaux retards⁶ ; le maire et

1. *Rotuli Scotie in turri Londinensi et in domo capitulari Westmonasteriensis asservati*, Londres, 1814, p. 202. — *Annales Paulini* (dans les *Chronicles and Memorials*, t. II, p. 284-287).

2. Il commence par signer une trêve de deux ans avec l'Écosse, *Chronicles of the reigns of Edw. I and Edw. II* (t. II, p. 237).

3. Ce furent Jean Abel, chevalier et Richard de Burton, clerc, ses ambassadeurs ordinaires, qui portèrent cet engagement à Philippe le Long ; celui-ci, de son côté, promit de se rendre à Amiens pour y recevoir l'hommage d'Édouard II et s'y entendre avec lui sur le fameux passage d'outre-mer, II 58. n° 435 (11 janvier 1320, n. s.).

4. Rymer, édition de 1812, t. II, p. 421-22 août 1320 ; — et *ibid.* p. 409, 414.

5. Et non Robert de Fumes, comme l'imprime Rymer, t. II, p. 425. Le sénéchal en 1319 est Michel de Fontaines, I 235, n° 29. — I 237, n° 14.

6. Avant le 19 février 1320 (n. s.) Édouard II annonce formellement, à son retour d'Irlande, qu'il sera à Douvres le 21 mars et à Amiens le 19 (Rymer, t. I, p. 447).

les échevins d'Abbeville écrivirent à Philippe le Long qu'« ils aimaient mieux obéir au roi de France qu'au roi d'Angleterre¹ ». Philippe le Long, qui ne pouvait les accueillir sans rompre avec Édouard II, dut rester sourd à leurs appels, et laissa Robert de Fiennes les châtier comme des rebelles, au nom du roi d'Angleterre; plusieurs d'entre eux furent jetés dans les chaînes et dans les cachots, puis transportés en Angleterre, « le roi ayant agi avec miséricorde² ». L'évêque de Laon, Miles des Noyers et Amaury de Craon, du Grand Conseil, s'employèrent à rétablir l'accord entre la ville et Édouard II³, qui promit de respecter ses privilèges⁴.

Comme on le voit, Ringois n'est pas le premier bourgeois d'Abbeville qui ait exposé sa liberté et sa vie pour ce qu'on peut déjà appeler l'amour de la France; il a sous Philippe le Long des précurseurs dont l'histoire ne sait pas les noms, mais dont nous devons nous rappeler avec respect l'héroïque complot, intéressant pour l'histoire du patriotisme en France.

Assuré des intentions pacifiques du roi de France⁵, Édouard II

Il quitte Londres à la fin de février, mais s'arrête à Canterbury et se contente d'envoyer à Philippe le Long une ambassade composée de son frère Édouard, de Hugues le Despenser le père, de Barthélemy de Badlesmere et de l'évêque de Hereford (Hymer, t. II, p. 419 1^{er} mars). — *Annales Paulini*, dans les *Chronicles and Memorials*, t. I, p. 288.

1. « *Se optasse magis subigi dictum regi Francie quam Anglie* ». *Ibid.*, p. 289. Ils avaient fourni à Philippe le Long des troupes contre les Flamands, par exemple en 1319 (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 41).

2. C'est à ces faits que fait allusion le maire d'Abbeville, quand il parle de « *plusieurs débats et querelles nées entre son noble seigneur le roi d'Angleterre et la ville d'Abbeville* » (lettre du 17 juillet 1320, Arch. nat. J 21), n^o 102. Il est encore question de cette affaire en 1322, où le bailli d'Amiens rend une sentence arbitrale sur les débats entre les gens de Ponthieu et la ville d'Abbeville J 21, n^o 10.

3. J 236, n^o 37; — 257, n^o 102 et 103 bis (octobre 1320).

4. Par exemple « *en cas de nouveau jugement, le ressort venroit au roy de France ou à sa court à Paris* » J 257, n^o 102. L'abbé de Saint-Josse sur mer (arrondissement de Montreuil, qui refusait de reconnaître la haute justice du comte de Ponthieu, ne trouva pas non plus auprès de la cour de France l'appui qu'il espérait (J 257, n^o 103). Philippe le Long se contentait de réclamer ses droits.

5. Les signes d'apaisement sont partout, par exemple les habitants de Saint-Omer rouvrent leur marché paisiblement et franchement « aux marchands du royaume d'Angleterre ». Ils s'engagent à leur louer places et maisons « au prix raisonnable, octobre 1319 (Arch. mun. de Saint-Omer, XXII, 2^e). Les dispositions sont confirmées par la comtesse d'Artois (juillet 1320), et par le roi, qui prend sous sa sauvegarde les marchands anglais et autres qui viendront à Saint-Omer (avril 1320) (Arch. mun. de Saint-Omer, LVIII, 4).

lui fit une nouvelle concession en remplaçant Robert de Fiennes par Henri Beaufils, moins suspect à Philippe le Long que le frère de Jean de Fiennes (28 mai 1320)¹. Enfin, une trêve signée avec l'Écosse, au grand mécontentement des barons anglais², les sauf-conduits négociés³ et reçus pour lui et pour sa suite⁴, Édouard II se décida à ce voyage de France tant de fois différé. Il laissa la garde du royaume à Aymer de Valence, comte de Pembroke⁵, avec le petit sceau, mit soigneusement le grand sceau sous clef⁶, et n'emporta avec lui que le sceau privé. Parti de Westminster le lundi 9 juin⁷, il s'embarqua à Douvres le 19 avec la reine Isabelle et une suite nombreuse⁸, où l'on distingue le comte de Richemond Jean de Bretagne (le futur duc de Bretagne)⁹, à côté d'évêques et de seigneurs anglais¹⁰.

Philippe le Long, accompagné d'une escorte aussi brillante, l'attendait à Amiens¹¹. Les deux souverains se firent fête, et la

1 Record Office, *Patent Rolls*, 731, m. 3 « Henri Beaufils, chevalier, sénéchal et garde de notre terre et comté de Ponthieu et de Montreuil » il est remplacé bientôt par « J. de Castro » (pièce latine). British Museum *Harleian*, ms. 5162, fol. 51, — et Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXIII, fol. 131.

2 *Vita Edwardi II, Chronicles and Memorials*, t. II, p. 270.

3 *Id.*, n° 44.

4 *Id.* « Il ne pourra être pris, grévé, molesté pendant son séjour, ni pour les affaires des terres de Champagne, ni pour d'autres, s'il tombe malade en France, son sauf-conduit durera jusqu'au jour où il pourra être retourné dans son royaume, et l'on s'en rapportera sur ce point à sa seule assertion » Anselme, *Général*, t. II, p. 68.

5 Record Office, *Exchequer treasury of the receipt, Miscellanea* (fiches relatives automatiquement, vol. 2, 4), juin 1320.

6 Rymer, édition de 1818, t. II, p. 328.

7 Record Office, *Charter Rolls, Edward II, anno XIII* (dernière pièce du rouleau).

8 Nous possédons la liste complète des personnes de son hôtel qu'il devait emmener avec lui à la mi-août, suivant son premier projet (Record Office, *Patent Rolls, Édouard II, anno XIII*, m. 10); cf. British Museum, *Addit. ms.* 32397, fol. 10 et 21003, fol. 1.

9 C'est un des personnages les plus considérables de l'entourage d'Édouard II et un de ses favoris : il reçoit de lui de nombreuses donations (v. Catalogue intitulé *Calendarium rotulorum chartarum*, Londres, 1803, in-fol.), — il est chargé de missions en Aquitaine (Record Office, *Patent Rolls*, 518, m. 9). — Il sert de médiateur entre le roi et les barons, avec le comte de Pembroke (*Annales Paulines*, loc. cit., t. I, p. 27 et 301).

10 Par exemple les évêques d'Exeter et de Northwich (*ibid.*, p. 289).

11 Nous savons par le *Treasury of Charters* que « l'alcé d'Amiens » nécessita des dépenses extraordinaires qui forcèrent encore Philippe le Long à emprunter une grosse somme à Gerald Gueite (*Id.* 60, n° 60).

cérémonie de l'hommage fut célébrée le 29 juin 1320 dans la cathédrale devant le grand autel¹. Ils réglèrent ensuite les principales difficultés qui les divisaient, par exemple la question du Ponthieu, dont les limites et les dépendances furent fixées²; les officiers anglais que le Parlement avait condamnés à des amendes (assassinat du sergent Hélie, etc.) furent pardonnés et réhabilités par Philippe le Long « à la supplication de sa sœur Isabelle³ ».

Après quelques semaines d'entrevue, l'accord était complètement rétabli⁴. Le 19 juillet, Édouard II était à Boulogne, le 22 juillet, il débarquait à Douvres et informait ses sujets « qu'il était de retour sain et sauf, avec l'aide de Dieu⁵ ».

A partir de cette date jusqu'à la mort de Philippe le Long, le duc de Guyenne, comte de Ponthieu, est un feudataire obéissant et respectueux. S'il a à se plaindre des officiers du roi de France, il s'adresse à lui sans colère pour obtenir justice comme un vassal à son suzerain⁶, et non plus comme un ennemi toujours prêt à tirer l'épée. Il recommande de son côté à ses officiers d'éviter soigneusement toute querelle avec les populations, avec le roi ou avec le Pape; il reconnaît que beaucoup d'entre eux, qu'il avait jusqu'alors couverts systématiquement, se sont rendus coupables de toutes sortes d'excès « dont il a horreur », et que des châtimens sont nécessaires; en conséquence il envoie en Aquitaine, avec les plus grands pouvoirs, deux commissaires qui ne sont autres que les fameux Hugues le Despenser le père et Barthélemy de Badlesmere⁷.

Ces choix n'étaient pas à l'abri de toute critique, puisque

1. *Gesta Edwardi de Carnarvon, auctore Bridlingtonensi* dans les *Chronicles and Memorials*, t. II, p. 40.

2. Il comprit Abbeville, Montreuil, le Crotoy, Rue, Crècy, Port-le-Grand, Martinneville, Cambon, etc. (J 237).

3. JJ 60, n° 132. — Autres exemples de bienveillance, JJ 59, n° 434, etc.

4. Les documents officiels observent eux-mêmes qu'Édouard II a passé la mer, non seulement pour l'hommage, mais aussi « *ad concordandum* » Rymer t II, p. 419.

5. *Ibid.*, p. 428, — cf. *Annales Paulini*, loc. cit., t. I, p. 290.

6. Ex. : Record Office, *French Holls.* n° 273, m. 13.

7. Rymer, t II, p. 318.

les deux commissaires étaient eux-mêmes des plus compromis et qu'ils sont considérés par les chroniqueurs anglais comme coupables d'avoir conspiré « pour l'enlèvement de la couronne et la destruction du royaume, des granz et du poeple¹ ». Quoi qu'il faille penser de ces deux personnages, Édouard II paraît avoir sincèrement cherché, dans son propre intérêt, à donner quelque satisfaction à ses sujets d'Aquitaine. Autant il rejetait naguère leurs plaintes comme des calomnies, autant maintenant il les accueille². Les officiers particulièrement désignés à sa sévérité étaient le sénéchal de Périgord William de Toulouse et le connétable de Bordeaux Ricard d'Ellefeld, dont se plaignent à la fois l'archevêque et le clergé de Bordeaux, l'évêque de Bazas, les Juifs et les Normands³. Il serait intéressant de connaître les résultats de l'enquête des deux commissaires, malheureusement les documents qui nous ont conservé en détail leurs instructions sont muets sur leurs actes; ils nous apprennent seulement que Ricard d'Ellefeld est mandé à Westminster le 27 juillet 1320 pour rendre ses comptes, et il paraît avoir été disgracié⁴.

Une grave querelle ayant éclaté à Condom entre l'évêque et les officiers anglais, Édouard II reproche à l'évêque de s'être plaint au roi de France plutôt qu'à lui; il l'accuse de vouloir le brouiller « avec son très cher frère », et supplie le roi et le Pape de rendre l'évêque plus traitable⁵.

Si, malgré ses instructions nouvelles, il survient quelque excès de zèle de ses officiers et de ses gens en haine du roi de France⁶, quelque incident de frontière, quelque conflit que sa justice ducal ne puisse apaiser, il accepte docilement la supe-

1. *Statutes of the Realm*, Londres 1810, in-folio; — *Life of Edward II, Auctore Malinesberiensis*, p. 214 (le chroniqueur qualifie Hugues de « belua marina », il l'accuse de piraterie).

2. « *Ad aures nostras perrenit quod constabularius noster Burdegalenus nuper prepositum eadris (episcopatus) incurrat... nos excensius abhorrentes*... » (Record Office, *Faxon Rolls*, 918, m. 11 v°).

3. Record Office, *Exchequer, Miscellanea the Realm of France, Gasconie* (1319-1320) — et *Faxon Rolls*, 918, m. 11 v°.

4. Record Office, *Faxon Rolls*, 918, m. 1, 7, 9, 11 v°.

5. Rymer t. II, p. 147 (mars 1321 n. s.).

6. V. par ex. les excès et révolutions du sénéchal de Gascogne en haine et mépris du roi de France (1320-1321), J. G. 2, n° 2.

riorité du Parlement de Paris, il laisse les appels suivre leur cours, et il écrit aux principaux membres de la Grand'Chambre, au Chancelier, au comte de Boulogne, à Alfonse d'Espagne, à l'évêque de Laon, pour solliciter leur bienveillance¹. Les Actes du Parlement renferment plusieurs arrêts cassant par exemple des sentences du sénéchal de Gascogne et lui enjoignant d'amender ses torts². Enfin Édouard II laisse les officiers de Philippe le Long venir à Bordeaux saisir ses monnaies et son matériel de fabrication en vertu de l'ordonnance royale qui suspend les monnaies seigneuriales³.

Il n'est pas moins méconnaissable comme roi d'Angleterre que comme duc d'Aquitaine : les moindres difficultés qui risquent de troubler ses relations avec Philippe le Long le remplissent de chagrin; il tremble de lui donner de nouveaux sujets de mécontentement. Ainsi des navires de Dieppe à destination de l'Écosse ayant été capturés par les gardes-côtes anglais, Édouard II les fait rendre à Philippe le Long dès la première réclamation⁴. Il accorde des indemnités à des marchands normands et picards dont les navires avaient été pillés pendant les années précédentes⁵; il témoigne une bienveillance particulière à la ville de Saint-Omer⁶, à la requête de Philippe le Long qui veut la dédommager de tout ce qu'elle a souffert pour sa cause tant de la part des Anglais que de la part des rebelles d'Artois et de Flandre. En même temps il témoigne aux Flamands une sévérité toute nouvelle⁷.

Il est manifeste qu'il recherche l'amitié du roi de France, dont il a besoin, et qu'il veut lui faire oublier son attitude des dernières années : ainsi, quand il a réglé ses différends avec le duc de Bretagne qui lui, aussi avait eu à souffrir de la pira-

1. Ex. : Record Office, *French Rolls*, n° 210, m. 13 (octobre 1321).

2. Ex. : *Actes du Parlement*, t. II, n° 6390.

3. Janvier 1321, n. s., V. Vuitry, *le Régime financier de la France*, t. I, p. 215.

4. Rymer, édition de 1818, t. II, p. 448 (mars 1321, n. s.).

5. *Ibid.*, p. 436 et 455.

6. *Ibid.*, p. 454 (30 août 1321).

7. Ex. : « *De bona mercatorum comitis Flandrie arrestandis pro dampnis mercatoribus anglie illatis reparandis* (British Museum, *Hubl. Cotton, Julius, E.*, III, p. 73). — En 1323 il promet à Henri de Sully la garde des îles normandes (V. *Bibl. de l'École des Chartes*, t. 37, année 1876-1883).

terrie anglaise¹, il soumet le traité à la ratification de Philippe le Long : « Et seront toutes ces choses, dit-il, approuvées par nostre seigneur le roi de France². »

Philippe le Long, sans se faire d'illusions sur les causes de ces démonstrations si nouvelles, s'emploie de bonne foi à rétablir la paix entre l'Angleterre et l'Écosse, moins pour sauver l'Angleterre des incursions écossaises que pour délivrer l'Écosse de l'excommunication pontificale³. Ses envoyés, le clerc Bertrand Boniface et le chevalier Jean de Varenne, son coureur Regnaud Petipas, son ambassadeur Guillaume Durant, évêque de Mende⁴, se joignent aux envoyés du Pape et parcourent l'Angleterre et l'Écosse pour y rétablir la paix. Édouard II les remercie de leurs services, des peines qu'ils endurent pour ses affaires⁵, il reconnaît l'intérêt que lui porte le roi de France et l'assure de sa gratitude⁶.

La paix rétablie entre la France et l'Angleterre, il ne restait qu'à la sceller solidement par un mariage, comme il avait été fait pour la Bourgogne et pour la Flandre⁷. Sur l'initiative de

1. Le duc de Bretagne s'en plaint dans les termes les plus courtois : « Le roi pourroit, à cause de la distance et de l'absence des malfauteurs, ignorer la vérité, c'est pourquoi j'ai lui fait connaître ». Ces incidents réglés à l'amiable troublent à peine les rapports des deux pays (V. *Catalogue des Arch. de Londres, Rapports 4^e et 5^e, Appendice I*, p. 200). — *British Museum*, ms. 4577, n^o 23, 4778, n^o 17, 461 (pièce en français). — *British Museum, Harleian*, ms. 7162, fol. 50 — 146.

2. Rymer, t. II, p. 430 (août 1321), et 463 (décembre 1321).

3. La lettre du Parlement et des barons d'Écosse au Pape pour obtenir la levée de l'interdit est fort belle : après avoir exposé l'origine de la lutte, les attaques des Anglais contre un royaume « *acephalum* », sa délivrance par Robert Bruce, « nouveau Machabée », ils concluent ainsi : « *Non propter gloriam, divicias aut honores pugnamus, sed propter libertatem eolummodo quam nemo bonus nisi amant cum vita amittit. Hinc est, reverende Pater, et domine quod sanctitatem vestram genuflexis cordibus exoramus quod apud eum cujus vices in terra geritis non sit pondus et pondus, nec distinctio Judei et Greci, Scotti aut Angli.* » — *The Acts of the Parliaments of Scotland*, t. I, p. 115.)

4. *Mimulensis*, et non *Munatensis*, comme L'Impératrice Rymer, *ibid.*, p. 412 (11 février 1321 n. s.); — cf. *Annales Pontifici*, *loc. cit.*, t. I, p. 291.

5. « *Ne exponat in nequiciis nostris fideliter* » Rymer, *ibid.*, p. 430 (4 mai 1321).

6. « *Recognoscentes ex hoc quod nostra negotia speculativer assident vobis corda* » Rymer, *ibid.*, p. 431 (7 octobre 1320).

7. « *Et desiderate pacis prosperitas, unitas, concordia et fides amicitie inter nostras et illustres reges Francie sub hoc firma soliditate perseverent.* » (Rymer t. II, p. 436.) — « a dispense nécessaire est demandée au Pape le 29 mars 1321 » *ibid.*,

Philippe le Long, sa cousine Marie, fille de la comtesse de Saint-Pol, fut fiancée au cousin d'Édouard II, Aymar de Valence, comte de Pembroke, qui avait été régent d'Angleterre pendant le voyage d'Édouard en France. Peu de temps après, au commencement du mois de juin 1321, Édouard II se rendit en France pour la seconde fois¹. Les chroniques ne mentionnent pas ce deuxième voyage, mais le *Record Office* conserve une série d'actes d'Édouard II datés de Paris depuis le 4 jusqu'au 22 juin 1321, ces actes n'ayant pas été réunis aux actes datés d'Angleterre². Rymer n'en a pas eu lui non plus connaissance, et son recueil, d'ordinaire si fourni, présente naturellement une longue lacune, qui va du 24 mai au 4 juillet 1321. Le but de ce voyage ne nous est pas clairement indiqué³, mais il ressort de plusieurs faits qu'Édouard II voulut par une nouvelle entrevue achever de se concilier Philippe le Long, peut-être même obtenir son arbitrage dans les affaires d'Écosse dont il s'était entretenu avec lui de vive voix dans l'entrevue d'Amiens⁴, puis par l'intermédiaire de ses envoyés l'évêque d'Hereford, Amaury de Craon et Richard de Burton⁵.

Plusieurs des pièces datées de Paris sont des satisfactions données à la Guyenne, par exemple l'ordre au sénéchal de Gascogne de délivrer une jeune fille qui a été enlevée « au mépris de Dieu » sur le pont de Bayonne, puis enfermée au château de Morlane, et de confisquer les biens du ravisseur que le prévôt de Dax n'ose poursuivre⁶.

Ce mandement et d'autres analogues datés de Paris ressemblent aussi peu que possible à ceux qu'il adressait naguère

1. Philippe le Long l'avait convoqué probablement pour la forme comme duc de Guyenne, à venir à Paris le 12 février 1321 (n. s.), par-devant le roi ou les gens de son Parlement, « avec les autres grands seigneurs du royaume », pour discuter la réforme monétaire (JJ 58, n° 449). Sa visite en France, six mois plus tard, eut certainement un autre motif : elle coïncide avec la persécution des lepreux.

2. Ils forment un petit rouleau de même largeur que les autres *Luscan Rolls*, mais de trois mètres de long à peine (trois membranes), avec le verso en blanc (*Record Office, Luscan Rolls*, 919).

3. Ce n'est pas le mariage du comte de Pembroke, qui a lieu le 3 juillet 1321 (*Annales Paulini, loc. cit.*, p. 291).

4. *Roman Rolls*, 731, m. 2.

5. *Ibid.*

6. *Record Office, Luscan Rolls*, 919, m. 1, n° 1.

d'York ou de Westminster. Au mois d'octobre 1321 il se transporte lui-même en Aquitaine¹, pour qu'on ne puisse pas dire « qu'elle est sans roi et sans loi » : l'ancien complice de l'oppression joue maintenant le rôle de justicier.

Est-il nécessaire d'observer que ce rôle ne doit pas nous tromper sur ses véritables sentiments ? Le revirement d'Édouard II n'a d'autres causes que ses embarras intérieurs, sa lutte avec l'Écosse et la soumission des Flamands.

C'est ainsi que les relations de la France et de l'Angleterre sous Philippe le Long subissent des vicissitudes qui correspondent aux différentes phases des affaires de Flandre. De nouvelles difficultés surgiront bientôt, et la guerre évitée non sans peine par Philippe le Long éclatera sous Charles IV, courte guerre, mais qui sert de prélude à la guerre de Cent Ans.

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC LES ROIS DE CASTILLE, D'ARAGON ET DE MAJORQUE

Philippe le Long entretient de bonnes relations avec les rois de Castille, d'Aragon et de Majorque.

Le roi de Castille Alphonse XI², suivant l'exemple de ses prédécesseurs, l'aïda contre les Flamands et contre les Bayonnais ; il suspendit toutes relations commerciales avec eux et les combattit à l'occasion, non sans éprouver « de graves dommages »³.

Philippe le Long, afin de lui prouver sa reconnaissance, lui promit pour son neveu Alphonse la main d'une de ses filles, Marguerite, sa seconde fille, ou même l'ainée Jeanne, « si le

1. Record Office, *Pascon roll*, 919, m. 3, n° 24 et 27.

2. Roi de Castille, Toledo, Gence, Séville, Cordoue, Murcie, Jaén, Badajoz et Algarves, c'est le père de Pierre le Cruel et de Henri de Transtamare.

3. Ex. D. 11, n° 136. Nous voyons par exemple le sire de Fiennes et le sire de Berty, vassaux du comte de Flandre, dérober des marchandises à des Espagnols (D. 1023, n° 30 art. 12). — Lutte avec les Bayonnais (V. Hymer, t. II, p. 331 et 332).

traité de mariage projeté avec le duc de Bourgogne n'avait son effet » (8 novembre 1317), le contrat de mariage fut préparé, la dot devait être de 50 000 livres¹, et le douaire de 6 000 livres de rente².

Mais les événements en décidèrent autrement. Le mariage de Jeanne avec le duc de Bourgogne, après avoir semblé compromis par la rébellion de son fiancé, fut assuré par sa soumission (1318); quant à Marguerite, elle demeura fiancée au jeune Alphonse jusqu'en 1320. L'évêque de Senlis Pierre Barrière fut envoyé en Castille pour régler définitivement le contrat avec l'évêque de Burgos (1319)³, mais tout à coup son père eut besoin d'elle pour sceller la paix avec le comte de Nevers et de Rethel, en la fiançant au fils de Louis de Nevers, Louis (de Crécy), 1320.

Partagé entre la crainte de froisser le roi de Castille et le désir de détacher le comte de Nevers de son père le comte de Flandre, Philippe le Long se trouvait dans un fâcheux embarras. Sa troisième fille Isabelle étant fiancée au dauphin de Vienne, il songea, nous dit-on, à tout concilier en tirant sa quatrième fille Blanche du monastère de Longchamp, pour la donner à Louis de Crécy et conserver Isabelle à son fiancé de Castille, mais la reine Jeanne s'opposa à ce que Blanche renonçât à la vie religieuse⁴.

Il se vit donc réduit à envoyer à son « excellentissime cousin » le roi de Castille une longue lettre d'excuses que nous conserve le Trésor des Chartes. « L'homme propose et Dieu dispose, dit-il avec un embarras visible; s'il a promis sa fille Marguerite à un autre, c'est qu'il lui a fallu céder au vœu unanime du Pape, des prélats, des princes, des grands et des villes qui ne voyaient aucun autre moyen de terminer la guerre de Flandre ». Et il ajoute en fin diplomate : « Nous avons

1. Environ 5 millions d'aujourd'hui.

2. J 529, n° 26.

3. JJ 58, n° 397.

4. Y. Kervyn de Lettenhove, *Hist. de Flandre*, t. III, p. 101.

5. « *Exstitit quod filiam nostram predictam filia comitis Noverensis dare per matrimonium deberemus, atque ipsius guerre nequaquam finis poterat imponi* » (JJ 58, n° 163.)

considéré, en pesant l'intérêt de la chose publique, que tant que durerait cette guerre maudite (*pestifera*), nous ne pourrions songer au passage d'outre-mer, qui est notre plus grand désir, ni prêter assistance à notre cher cousin le roi de Castille ni aux autres rois qui défendent la foi orthodoxe, et qui ont les Sarrasins sur leurs frontières ». Après de longues explications souvent embarrassées, Philippe le Long prie le roi de Castille d'accepter son changement de parti et d'en admettre les motifs¹, sans s'en affecter; il lui rappelle la vive amitié de son père Philippe le Bel et du roi Fernand, « que leurs âmes reposent en paix! » il espère que leurs relations ne souffriront pas de cet incident et seront aussi bonnes que par le passé; enfin, comme fiche de consolation, il assure que son oncle Charles de Valois a des filles à marier, « *maritandas*² », et qu'il ne les chérit pas moins que les siennes propres³; une d'elles devait épouser justement le fils du comte de Nevers, mais Charles de Valois a renoncé à son droit, et sa fille est libre : « Grâce à vous, dit-il, nous nous réjouissons qu'elle épousât votre neveu, et nous osons vous demander une réponse par le porteur de ces lettres⁴. » (18 octobre 1320.)

Les relations de Philippe le Long avec Alphonse XI se réduisent à peu près à ce mariage manqué. L'héritier légitime de la Castille, Alphonse de Lacerda « le deshérité », qui avait cherché en France un asile en 1303, ne paraît pas y avoir trouvé d'appui dans ses tentatives pour détrôner les usurpateurs⁵. — La petite guerre entre les Navarrais et les pillards castillans de la frontière, « malfaiteurs, incendiaires et larrons », ne paraît pas non plus avoir altéré les rapports de Phi-

1 « *Causas mutacionis preponit nostri predicti relictis admittere.* »

2 Marie, Isabelle et Blanche.

3 « *Quos non minus quam nostras proprias diligimus.* »

4 L'évêque de Burgos qui était venu pour négocier le mariage projeté. Philippe le Long lui recommanda en outre d'exprimer de vive voix tous ses regrets au roi, ainsi qu'à la reine douairière Marie de Molina, et de s'employer de tout son pouvoir à faire accepter ses explications (JJ 58, n° 483). Il y ajoute ses offres de service, dans le cas où le roi de Castille pourrait avoir besoin de lui, « *Si aliqua pro vobis et vestris volueritis nos factura, nos paratos offerimus ad omnia que vobis grata erunt.* » (JJ 58, n° 483.)

5 Nous savons seulement que quelques années plus tard Charles le Bel lui donna le baronnie de Lunel.

lippe le Long et d'Alphonse XI, malgré le peu d'empressement de celui-ci à donner satisfaction au roi de Navarre¹.

Les relations de Philippe le Long avec l'Aragon nous sont peu connues².

Fils de Pierre III le Grand (l'ennemi de Charles d'Anjou, du pape Martin IV et de Philippe le Hardi), — successeur de son frère Alphonse III le Magnifique, qui avait signé le traité de Tarascon, Jayme II³ resta en paix avec la France pour s'occuper surtout des affaires d'Italie⁴.

Le Trésor des Chartes nous apprend que de graves intérêts furent débattus entre lui et Philippe le Long; de solennelles ambassades furent échangées. Pierre de Beaujeu, prieur de la Charité, Pierre de Chalon, archid.acre de Dijon, et Jean d'Arrabluy, chevalier de l'Hôtel, furent envoyés en Aragon au printemps de 1317⁵, avec pleins pouvoirs pour lui faire connaître la pure vérité et pour traiter avec lui⁶; mais nous ignorons la nature de leur mission, Philippe le Long leur ayant donné ses principales instructions de vive voix⁷. S'agissait-il de l'Église, de la Terre Sainte, des affaires d'Italie, de Flandre⁸ ou de Guyenne? Tout ce que nous savons, c'est que Philippe le Long exprime son désir de conserver avec son cousin le roi d'Aragon les mêmes relations que par le passé⁹.

Le roi de Majorque, entre le roi d'Aragon et le roi de France,

1. *Actes du Parlement*, — n° 5193, et Bibl. nat. coll. Duchenne, t. XCIX, fol. 31.

2. Malgré la belle publication de Cadier (*Archives d'Aragon et de Navarre*, 1291-1317).

3. (1291-1317).

4. Philippe le Long lui demande son concours contre les pirates, sa protection pour les marchands français (II 54, n° 433), et Jayme II adresse des observations aux Flamands pour les décider à faire la paix avec le roi de France.

5. (Le 18 avril).

6. « *Quidquid nostro nomine concordaveritis ratum habentes, inviolabiliter observabimus* », dit le roi dans ses instructions (II 55, n° 43).

7. « *Nostre intentionis archana, que alias vobis ore tenus aperimus plenissime super istis, ipsi regi ac ipsius gentibus nostrum nomine explicetis ac juxta ipsius responsam ac tractare cum ipsis prout vobis impertimus, studeatis*. » (*Ibid.*)

8. Nous savons que le roi d'Aragon se joint à ceux de Castille, de Portugal et d'Angleterre pour presser le comte de Flandre de faire la paix.

9. *Commissio nuntiorum nuntiorum ad regem Aragonum*, II 55, n° 43.

maintient avec peine son indépendance. Roi de Majorque, comte de Roussillon et de Cerdagne, seigneur de Montpellier¹, Sanche a pendant tout son règne (1311-1324) des différends avec ses puissants voisins, surtout avec Philippe le Long, qui est le plus entreprenant.

La ville de Montpellier se trouvait dans une situation fautive d'où résultaient des difficultés insolubles. Depuis que Philippe le Bel avait acheté à l'évêque de Maguelonne sa part de Montpellier (1293), la Seigneurie (c'est-à-dire la juridiction sur la ville ancienne et sur le tiers de Montpellier) et la Baronnie (c'est-à-dire la juridiction sur la banlieue) continuaient d'appartenir au seigneur de Montpellier, mais la Rectorie ou « part antique », juridiction sur les deux tiers de Montpellier, appartenait au roi de France².

Il était résulté de cette substitution, non pas un simple transfert de pariage, mais un changement de suzeraineté qui avait fait du roi de Majorque un vassal véritable, en lui donnant un suzerain plus puissant que lui; il ne dépendait plus de l'évêque de Maguelonne, mais il dépendait du roi; il devait lui prêter hommage comme tenant de lui son fief³; il recevait des convocations pour se rendre à Paris (par exemple à propos des réformes monétaires⁴). Ce roi n'était plus pour les légistes qu'un seigneur comme le comte de Foix, le vicomte de Polignac ou le vicomte de Lautrec⁵.

Pendant la régence, Aymar de Poitiers vient à Montpellier au nom de Philippe le Long et exige le serment de fidélité des habitants de la Rectorie⁶, les gens du roi de Majorque déclarent que ce serment n'est dû qu'à leur roi, que l'évêque de Maguelonne ne l'a jamais réclamé, que le serment prêté à

1. Ex. : J 1036, n° 6.

2. V. d'Aigrefeuille, *Hist. de la ville de Montpellier*, 1737, p. 107. — Germain, *Hist. de la commune de Montpellier*, 1871.

3. J 398, n° 14, — J 53, n° 22. — Bibl. Sainte-Geneviève LP, 5, 2^e partie, fol. 201.

4. J 18, n° 449.

5. Le roi de Majorque est convoqué avec les « seigneurs de la sénéchaussée de Beaucaire », comme le roi d'Angleterre l'est avec ceux de la sénéchaussée du Penguon (*ibid.*).

6. « *Exigit ab eisdem hominibus partis nostre sibi prestare fidelitatis juramentum, in prejudicium domini dicti regis Majoricarum* » B 154 A, n° 538.

Aymar de Poitiers doit être annulé¹. Le sénéchal de Beaucaire réplique qu'Aymar de Poitiers avait le droit et le devoir d'agir comme il a fait², puisque les habitants de la Rectorie sont placés sous la juridiction du roi³. Philippe le Long rejette avec politesse, mais avec fermeté les plaintes des gens du roi de Majorque⁴, et se contente d'ajouter évasivement que s'ils veulent porter l'affaire au Parlement (*judicialiter experiri*), il est prêt à leur faire rendre justice (juin 1317).

Grandes difficultés à propos de la juridiction⁵. Du temps de l'évêque de Maguelonne, le bailli du roi de Majorque faisait seul, à Montpellier, l'exécution des peines corporelles (aussi bien celles de la Rectorie que les autres), et recevait en échange un tiers des amendes de la Rectorie. Le Recteur royal, qui ne demande pas au bailli du roi de Majorque les mêmes services, refuse naturellement de payer la part des amendes qu'on lui réclame. Philippe le Long décide qu'on fera une enquête⁶, dont le résultat lui fut évidemment favorable.

Le roi de Majorque, en tant que seigneur de Montpellier, reconnaissait la souveraineté de la justice royale, mais où devaient aller les appels, au sénéchal de Beaucaire, à des commissaires spéciaux, au Parlement de Paris? Après de longues contestations, Philippe le Long décide que les grandes causes et celles des puissants⁷ iront directement au Parlement, les petites causes et celles des pauvres⁸ à des commissaires ou au sénéchal, et qu'il pourrait être encore appelé de leurs arrêts au Parlement, et il ajoute, comme pour dorer la pilule, que c'est tout avantage pour les plaideurs peu fortunés d'éviter le voyage de Paris, car le voyage est coûteux et fatigant, et le privilège qu'ils réclament est

1 « *Juramentum petierunt revocari* », *ibid*

2 « *Potuit et debuit, obsequio juris injuria* », *ibid*

3 « *Sub alia et bassa jurisdictione domini regis* », *ibid*

4 « *Duximus ordinandum receptionem juramenti fidelitatis a predictis non esse revocandam, nec revocabitur* »

5 Philippe le Long avait promis (1 avril 1317) de « respecter les usages et coutumes » (JJ 53, n° 150), mais il restait à préciser ces termes.

6 « *Personas magne auctoritatis, zelantes pacem et concordiam* », juin 1317, JJ 53 A, n° 137.

7 « *Cause majores et cause potentium* ».

8 « *Cause minores et cause pauperum* ».

une lourde charge, même pour les pairs et pour les grands¹.

Autres difficultés à propos du monnayage. Le roi de Majorque ayant contesté au roi de France le droit de frapper monnaie dans la Rectorie², Philippe le Long réplique que le droit de monnayage lui appartient avec celui de haute justice, qu'il est chez lui dans la Rectorie³, que le reste de Montpellier dépend de lui comme un fief dépend de son suzerain; il tolère l'atelier monétaire du roi de Majorque à Montpellier parce que cet atelier existait du temps de l'évêque de Maguelonne et qu'il ne veut pas user de tous ses droits; il espère que cette concession suffira au roi de Majorque⁴; il ne peut lui en accorder de plus large⁵, car, en principe, nul autre que le roi de France n'a le droit de frapper monnaie à Montpellier⁶.

En résumé Montpellier est soumis à une espèce de protectorat qui devient de plus en plus étroit. Philippe le Long prépare l'annexion de 1349.

On représente généralement Philippe le Long comme un

1. « *Dictum privilegium in magna gravamine subditorum qui compelluntur venire in Franciam, non absque magna laboribus et expensis* », JJ 34, n° 339 et 343; — cf. JJ 34, n° 37. Philippe le Long n'est pas opposé aux concessions, quand elles ne portent pas préjudice à sa souveraineté. Ainsi la Rectorie contribuant du temps de l'évêque de Maguelonne aux dépenses générales de la ville (*pro communis utilitate*), par une taille de 5000 livres; les gens du roi de France ayant défendu aux consuls de la Seigneurie de rien exiger des habitants de la Rectorie, Philippe le Long leur donne tort et révoque les lettres par lesquelles ils avaient supprimé cette taille (juin 1317, JJ 34 A, n° 342). — Le roi de Majorque avait le droit reconnu d'entretenir des gardiens à Lattes et à Frontignan pour empêcher les exportations de marchandises françaises, les gens du roi ayant essayé de tromper cette surveillance, Philippe le Long témoigne son amitié à Sanche, « *amicabiliter pertrahere* », en donnant satisfaction aux gardiens: les visiteurs des ports sont envoyés sur les lieux pour régler toutes difficultés (juin 1317, JJ 34 A, n° 340).

2. L'Hôtel royal des monnaies avait été transporté récemment de Sommières (Gard) à Montpellier.

3. « *In ipsa parte nostra merum imperium habemus* ».

4. « *Sub spe quod idem consanguineus noster contentari debeat* ».

5. « *Ina pinguis* ».

6. « *Resqua pars quam idem rex Majoricarum tenet in Montepesulano ad nos jure directi domini pertinet, et cum a nobis ipse rex teneat in feudum et homagium, nobisque et non aut completat juxta extendi monetam in Montepesulano* » JJ 34 A n° 341 (juin 1317). Autre contestation moins importante, JJ 339, n° 11.

prince réformateur « qui n'eut pas le temps de se mêler aux affaires d'autrui ».

Sans doute il n'a pas franchi une seule fois la frontière; il n'a combattu ni les Infidèles, ni l'Angleterre, ni l'Empire, ni l'Aragon, ni la Castille, ni le roi de Majorque, et la seule expédition française qui eut lieu sous son règne, celle de Philippe de Valois en Lombardie, fut un échec complet.

Mais, malgré le temps qu'il consacrait à la politique intérieure, il n'est pas exact qu'il soit resté indifférent aux grands intérêts de la France à l'extérieur. Il a su garder des alliés en Italie, sans se lancer dans les aventures, étendre l'influence française aux dépens de l'Empire, éviter la guerre avec l'Angleterre et cependant retenir le duché de Guyenne sous sa suzeraineté effective, conserver de bonnes relations avec la Castille, l'Aragon, le royaume de Majorque, préparer la réunion de Montpellier.

En un mot, il a cherché à réaliser une idée bien définie, étendre le royaume de France jusqu'aux limites de l'ancienne Gaule. Il a été un roi national.

1 Ex : Leroux, *Relations politiques de la France avec l'Allemagne*, p. 153.

CHAPITRE VII

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC LES NOBLES¹

Plusieurs historiens regrettent que les ligues féodales n'aient pas réussi à écraser Philippe le Long : la royauté aurait été vaincue, et « la France, conclut Kervyn de Lettenhove, en détournant de son sens l'expression de Louis X, serait redevenue le royaume des Francs² ».

Cette appréciation rappelle le vœu de Charles le Téméraire disant à Commines sur le même ton : « J'aime tellement la France, que pour un roi qu'il y a, j'en voudrais six ! » Le bien public avait d'étranges défenseurs dans des brigands féodaux tels que le sire de Fiennes³ ; les mots de « franchises » et de « libertés », qu'ils avaient volontiers à la bouche, ne doivent pas nous faire plus illusion sur leurs sentiments véritables qu'ils ne parvinrent à séduire leurs contemporains ; « le peuple prise peu les nobles⁴ », déclare en propres termes

1 C'est le terme employé dans tous les actes (convocations, demandes de subsides, actes de non-préjudice, instructions aux enquêteurs, etc.). Ex. : *Item infrascriptis nobilibus fuit scriptum sub hac forma* », JJ 35, n° 93, 103, 107, 110, 111, 123, 126, 128, 129, 134, 140, 154, 155 ; — « ils appelleront par devant eux tous barons, bannerets et autres nobles », JJ 35, n. 1. Il n'y a donc pas intérêt à employer une autre dénomination, telle que féodalité laïque.

2 *Hist. de Flandre*, t. III, p. 66.

3 Plusieurs barons picards, tels que le sire de Licques et de Nedonchel, avaient abandonné la ligue, en disant, qu'« ils n'étoient mie alic pour faire outrages et exces mais tout seulement pour requerre et garder les anciens usages » Richard, *Mahout d'Artois*, p. 29.

4 « *Quar li peuple prise peu les nobles* », (1316) JJ 35, n° 1.

Philippe le Long à propos des ligues provinciales, c'est que les nobles dont il parle ne cherchaient en réalité que la satisfaction de leurs intérêts particuliers, la liberté de la tyrannie.

On a vu comment Philippe le Long réduisit, soit par la diplomatie, soit par la force, les grands vassaux et les ligues de seigneurs, qui, sous divers prétextes, s'insurgeaient contre l'autorité royale, — Robert d'Artois¹, qui protestait à main armée contre l'arrêt du Parlement; — le comte de Flandre, Robert de Bethune, qui violait brutalement les traités conclus avec le roi son suzerain; — le duc de Bourgogne Eudes IV², qui, malgré ses engagements formels, soulevait les nobles de Champagne en faveur de la fille de Louis X; — la ligue picarde, c'est-à-dire le sire de Fiennes et avec lui les seigneurs d'Artois, de Ponthieu, d'Amiénois, de Vermandois, de Beauvaisis et de Corbie, insurgés non seulement contre Mahaut pour lui disputer son comté et dévaster ses châteaux, mais aussi contre Philippe le Long, pour lui contester sa couronne et décapiter les statues des rois, en vrais révolutionnaires qu'ils étaient, — enfin le comte de Nevers et de Réthel, Louis, allié indifféremment à tous les ennemis de Philippe le Long³, avant de devenir son gendre comme le duc de Bourgogne⁴. — On a vu de même comment le duc de Guyenne fut amené à se soumettre après de nombreux incidents de frontière et de vassalité d'où faillit sortir la guerre contre les Anglais⁵.

Si Philippe réussit à réduire ces ligues féodales et ces grands

1 Robert d'Artois est comte de Beaumont-le-Roger et sire de Conches, de Domfront et de Mehun (Mehun-sur-Yèvre), (J 439, n° 2, — JJ 160, n° 127)

2 Son frère Robert de Bourgogne, qui devient comte de Tonnerre en 1321, par son mariage avec la sœur du comte d'Anxerre (Hibl. nat., coll. de Lamps, I. LXXXV, p. 147), paraît passer par les mêmes phases d'hostilité et d'obéissance, il n'a aucune part au gouvernement. Nous voyons de même plusieurs barons faire partie des ligues féodales, puis se rallier au roi, et même exercer des fonctions importantes (Gerard de Méry, par exemple, qui est capitaine général dans le pays de Langres, un certain Jean Carbonel lui rappelle son passe et est jete en prison, mais le roi le fait remettre en liberté. *Actes du Parlement*, 504^r).

3 A « *Se cum omnibus quos inimicos regis estimare potuit, confederans* » (Coul. Girard de Frachet, *Hist. de France*, L XXI, p. 167.)

4. V ci-dessus, p. 93, 98, 149, 151, 153, 233.

5. V ci-dessus, p. 257 sqq.

fendataires, à plus forte raison sut-il se faire respecter des seigneurs d'importance moindre, tels que le sire de Mercœur, qui n'a pas attiré l'attention des chroniqueurs, mais dont les documents d'archives nous permettent de reconstituer le dossier.

Le sire de Mercœur ayant intrigué contre le roi (il est accusé d'avoir voulu « entrer malvaisement dans le comté de Bourgogne » avec cette circonstance aggravante qu'il faisait partie du Grand Conseil, ou Conseil Étroit)¹, Philippe le Long ordonna aux officiers royaux, particulièrement au bailli d'Auvergne, de saisir les terres du coupable (Mercœur², avec de nombreuses dépendances dans le Gévaudan), et comme ceux-ci hésitaient à sévir contre un aussi puissant personnage, il les rappela sévèrement à leur devoir, leur renouvela ses ordres (nov. 1318)³ et envoya en Auvergne le duc de Bourgogne dans lequel il avait « *pleniere fiance* » (maintenant qu'il l'avait pour gendre), avec pleins pouvoirs « pour mettre à exécution lesdites besognes », c'est-à-dire pour confisquer lesdits domaines et dompter toute résistance⁴. Le comte de Boulogne et d'Auvergne fut convoqué à Clermont⁵ avec plusieurs autres nobles (par exemple le seigneur de la Tour d'Auvergne) pour l'accompagner en armes et lui prêter main-forte. Nous ignorons les détails de cette exécution, mais nous savons que Béraut fut le dernier baron de Mercœur⁶.

Ces « *emprises féodales* », d'où qu'elles viennent, non seu-

1. JJ 55, n° 31, 75 et 76. Cet incident sera étudié plus longuement au chapitre sur le *Grand Conseil*, t. II.

2. Et aussi connétable de Champagne. V. Bibl. Sainte-Genève, LF 3, 2^e partie, fol. 15a.

3. Mercœur, arrondissement de Brioude (Haute-Loire).

4. JJ 55, n° 75 et 76.

5. La liste de convocation publiée dans le t. XXIII, *des Hist. de France* (p. 816, § 73 à 74) se rapporte à cette affaire, et non à la guerre de Flandre comme le suppose l'auteur de la note. Le texte porte « Convocation faite pour l'exécution des besognes soumissas au duc de Bourgogne » (JJ 55 n° 126).

6. 14 décembre 1318 (JJ 55, n° 124).

7. D'après Anselme (*Général*, t. III, p. 787, Béraut meurt sans postérité en 1318, et la baronnie passe au comte de Joigny; le *Trésor des Chartes* montre qu'il s'agit d'autre chose que d'un transfert par succession.

lement n'entraînent ni les classes populaires ni le clergé, mais encore se heurtent à l'indifférence ou à l'hostilité de la majorité des seigneurs laïques.

Le comte de Valois¹ et le comte de la Marche² eux-mêmes, après les avoir encouragées, sinon ouvertement, du moins par une complicité latente et par des sympathies cachées, dans un accès de mauvaise humeur, s'en separent, comme on l'a vu, dès que la possibilité de régner à leur tour a modifié leurs idées sur le pouvoir royal³. Philippe le Long, qui connaît la valeur de leurs sentiments, entretient avec eux des relations correctes, mais leur laisse peu d'influence⁴. Il reste à Charles de Valois la puissance que lui donnent sa place au Grand Conseil, sa qualité de pair de France, ses comtés de Valois, d'Alençon, de Chartres, du Perche et d'Anjou, enfin ses brillantes alliances de famille avec les maisons de Saint-Pol, de Hainaut, d'Artois⁵, de Blois⁶, de Bourbon⁷, de Joigny⁸, de Naples et de Constantinople⁹.

Quant à Charles de la Marche, qui n'avait pas trouvé les

1 Charles de Valois est comte de Valois, d'Alençon, du Perche, de Chartres et d'Anjou. » Ex. : Arch. nat. K 40, n° 11; — JJ 56, n° 412; — Bibl. nat., *coll. de Camps*, t. LXXXVII, fol. 188. — En 1317 il a donné le Maine à son fils Philippe.

2 Charles de la Marche est « comte de la Marche, de Rigorre, et sire de Crecy (Crécy, Seine-et-Marne). Ex. : Bibl. nat. *coll. de Camps*, t. LXXXVII, fol. 282; — ms. fr. 6463, fol. 152; — *Hist. de France*, t. XX, p. 617, — t. XXI, p. 127. — JJ 60, n° 75.

3. Avant cet accès de mauvaise humeur, le lendemain même de la mort de Louis X, alors qu'ils espèrent écarter Philippe le Long du pouvoir, ils sont hostiles aux « allies », comme le prouve leur lettre du 9 juin 1316 aux habitants de Saint-Omer pour les remercier « de leur amour et bonne volonté », pour les requérir de persister dans leur fidélité à leur « droiturier seigneur », et de ne pas faire alliance avec les ennemis du royaume (Arch. municipales de Saint-Omer CCXXVI, n° 2, — et coll., n° 5).

4. V. t. II, Grand Conseil.

5. Anselme, *Général.*, t. I, p. 98. Sa fille est mariée, comme on sait, à Robert d'Artois, comte de Beaumont-le-Roger.

6. Sa fille Marguerite est mariée au comte de Blois Guy I, dont il est lui-même l'oncle par alliance (V. J 164, n° 28).

7. Mariage d'Isabelle (J 135, n° 28).

8. Son fils Charles est marié à Jeanne, fille du comte de Joigny, un des rebelles de Champagne.

9. Philippe le Long lui accorde même quelques libéralités vers la fin de son règne : par exemple il lui promet 60 000 livres (environ 6 millions d'aujourd'hui) pour le mariage de sa fille Marie avec Charles de Sicile, duc de Calabre (J 164 B, n° 2, et Bibl. nat., ms. fr. 20 598, fol. 112 v°).

mêmes avantages dans son mariage avec Blanche de Bourgogne (l'émule de Marguerite), il reçut de son frère, « en considération de sa grande affection », de quoi « accroître son état », c'est-à-dire un supplément d'apanage¹, avec le titre de pair² (mars 1317 n. s.). Charles de la Marche, comme pour s'exercer au métier de roi, avait non seulement ses grands officiers³, mais encore son Parlement, qui siegeait à Charroux⁴; il était en outre comte de Bigorre et sire de Crécy⁵; il réussit à patienter, en attendant que la mort de son frère lui fit oublier les rancunes du comte de la Marche.

Le comte du Maine (ou du Mans)⁶, Philippe de Valois⁷, fils de Charles de Valois et gendre du duc de Bourgogne, paraît modeler sa conduite sur celle de ses parents, et ses relations avec le roi passent par les mêmes phases: il n'est pas nommé membre du Grand Conseil, mais il jouit de ses prérogatives de prince: c'est ainsi qu'il assiste, ainsi que son frère Charles, au jugement du 28 mai 1318 contre Robert d'Artois⁸, et à l'assemblée solennelle du 7 janvier 1320 (n. s.), qui ratifie l'accord proposé par le Pape relativement aux affaires de Flandre⁹; il obtient en 1319 le commandement de l'expédition de Lombardie, où l'accompagne encore son frère Charles (qui, lui, est comte de Chartres)¹⁰.

Le duc de Bretagne Jean III, à la fois gendre de Charles de

1. Mort, Montmorillon, Fontenay — Philippe les avait d'abord destinés à ses filles, mais il juge « qu'elles peuvent bien attendre » (JJ 53, n° 118), Bibl. nat., ms. fr. 21607, n° 76 — Autres donations. Ex. JJ 56, n° 297.

2. Érection du comte de la Marche en pairie. JJ 53, n° 118, — et J 1025 n° 7 bis.

3. Nous connaissons son vénéral, qui est Robert de Marines, et toute sa «livree» (maison) Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXII, p. 108 et 112. Il a son *Parlement* (Bibl. nat., ms. lat. (ancien Fontenay, t. XX, p. 179).

4. Arch. nat., JJ 61, n° 88, — Bibl. nat., ms. lat. 44393, fol. 159; — *Bibl. de l'École des Chartes*, t. XLII (1881), p. 29.

5. Ex. : JJ 60, n° 166, avec Coulommiers et Crèvecœur, J 164, 28.

6. Ex. : JJ 58, n° 398.

7. Il a de son père, « par avancement d'hoirie » les comtés du Maine et de la Roche-sur-Yon (J 258, n° 6, année 1315).

8. J 139 n° 1 et 2.

9. J 513 A, n° 39 et 43 bis. Autres exemples. JJ 55, n° 61. — Il paraît avoir été nommé aussi « capitaine de la comte de Nevers » (avril 1310) JJ 56, n° 206 bis, mais, la pièce étant barrée, il est possible que la nomination n'ait pas été faite.

10. V. le partage de la succession de Charles de Valois dans les *Titres de la maison ducale de Bourbon*, n° 1536. C'est seulement en 1325, à la mort de son

Valois¹ et cousin germain de Robert d'Artois², s'inspire aussi de leurs exemples : il est d'abord hostile à Philippe le Long, comme le montre son refus d'assister au sacre de Reims, puis il se rapproche du roi, comme le prouvent ses relations peu amicales avec le comte de Flandre et le roi d'Angleterre. De son côté Philippe le Long lui confirme³ « tant qu'il demeurera en féauté et dévotion », les importants privilèges que lui avait déjà reconnus Philippe le Bel⁴ (suppression des sergents royaux en Bretagne, suppression des appels interjetés directement (*omisso medio*) des sentences des vassaux du duc aux justices royales (justices provinciales ou Parlement de Paris), suppression des sauvegardes royales, extradition réciproque des criminels)⁵, et l'importance de ces concessions est bien marquée par la mention ajoutée à l'acte : « *Non reddatur alieni sine speciali licentia domini cancellarii* » ; nombre de seigneurs eussent réclamé les mêmes avantages.

Quelques autres noms peuvent être ajoutés à cette liste de seigneurs d'humeur indépendante dont le roi doit surveiller l'hostilité latente : tels sont le comte de Saint-Pol⁶, le comte de Foix Gaston II (membre du Grand Conseil sous Louis X, mais en disgrâce sous Philippe le Long)⁷, le comte de Périgord Archambault IV. Le comte de Saint-Pol⁸ s'appuie sur

père, que Charles obtint le comté d'Alençon, destiné à son frère Louis. C'est ce comte d'Alençon qui fut tué à Crécy.

1. Il est son gendre par sa première femme Isabelle de Valois.

2. La mère de Robert d'Artois (comte de Beaumont-le-Roger) est, comme on sait, Blanche de Bretagne.

3. J 242, n° 6 (1316).

4. En 1296 (J 242, n° 6 et 7).

5. *Ordonn.*, t. I, p. 621, 622 ; — *Actes du Parlement*, n° 488, 6320. Louis X avait promis en outre de réparer les torts de ses baillis.

6. Ex ; J 242, n° 7.

7. Guy IV, comte de Saint-Pol, il est le beau-frère de Charles de Valois. Il meurt en 1317, ce qui permet de donner le titre de bouteiller à Henri de Sully, déjà membre du Grand Conseil et gardien du Louvre.

8. Gaston II est gendre de Philippe d'Artois et de Blanche de Bretagne V, les démiés de la comtesse de Foix avec les agents du roi (Record Office, *Viscoms Rois*, 918, m. 12 v°, — et *Roman Rois*, 731, m. 13 v°), quelques documents montrent de meilleures relations entre elle et le roi (Ex ; JJ 53, n° 90).

9. Quant à son fils Jean, il est le gendre du sire de Fieumes, l'ennemi le plus acharné du roi. Toute cette coterie est unie par des liens de famille.

Charles de Valois, son beau-frère ; les deux autres s'appuient sur leur voisin le duc de Guyenne¹.

A ces deux groupes de seigneurs formés, l'un de rebelles avérés dont Philippe triomphe, suivant les cas, par les armes ou par les négociations, l'autre de vassaux peu sûrs qu'il tient prudemment à l'écart, s'oppose le groupe compact des seigneurs grands et petits qui lui demeurent dévoués et où il choisit la plupart de ses conseillers laïques, sans s'astreindre à rappeler auprès de lui tous les serviteurs de Philippe le Bel.

Les personnages les plus considérables de ce groupe (ce qui ne veut pas dire les plus influents) sont ceux des princes du sang qui ne suivent pas le comte de Valois, c'est-à-dire le comte d'Évreux (Louis), le comte de Clermont (Louis I^{er}, qui est en même temps sire de Bourbon)², et son frère Jean de Clermont, comte de Charolais³, le comte de Dreux (Robert⁴, la comtesse d'Artois (Mahaut)⁵, la dame de Conches (Blanche de Bretagne)⁶, le comte de Beaumont-le-Roger lui-même, à partir de 1317, cherche à effacer la révolte de Robert d'Artois, et redevient « le cher cousin du roi »⁷.

Philippe le Long entretient d'ailleurs leur fidélité par des faveurs et des largesses : c'est ainsi que le comte d'Évreux,

1. Le Périgord avait dépendu de la Guyenne jusqu'en 1259, et le roi d'Angleterre conservait ses prétentions sur ce comte (V. Langnon, *Atlas historique*, p. 354). — V. ci-dessus, p. 247, — et Arch. nat., *Criminel*, fol. 20 v^o.

2. On peut ajouter son père Robert, mais Robert, paralysé par la maladie des 1316, meurt en février 1318 (p. 8) ; voir les conventions entre lui et son fils (JJ 56, n^o 9).

3. Il porte aussi le titre de comte de Soissons (Guard de Frachet, *Hist. de France*, t. XXI, p. 45).

4. Robert, comte de Dreux et de Braine, sire de Montpensier, Saint-Valery, Ault, Château du-Loir (JJ 59, n^o 28). Les comtes de Dreux, comme on sait, remontaient à Louis VI.

5. Mahaut porte encore le titre de « comtesse d'Artois et de Bourgogne, palatine et dame de Salins (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXIII, fol. 182), le roi lui-même l'appelle « comtesse d'Artois et de Bourgogne » (JJ 53, n^o 354), mais elle possède plus que le comté d'Artois ; Ricnz l'appelle (en 1354) « la plus grande dame de France ».

6. Blanche de Bretagne, veuve de Philippe d'Artois, appartient à la fois à la féodalité laïque, comme dame de Conches (JJ 53, n^o 111), et à la féodalité ecclésiastique comme abbesse de Fontevault (*Actes du Parlement*, n^o 72-8, 7373).

7. V. ci-dessus (Artois), p. 176.

dont la part est qualifiée d'insuffisante¹, reçoit un supplément d'apanage² avec le titre de pair de France³, et que son jeune fils, Philippe d'Évreux, est nommé aussi pair de France, en même temps qu'il devient comte d'Angoulême et de Mortain par son mariage avec Jeanne de France⁴.

À propos de ces donations de pairies, qui sont distribuées comme des honneurs suprêmes, il n'est pas sans intérêt de remarquer que Philippe le Bel, Louis X et Philippe le Long paraissent se proposer de ramener le nombre des pairs et de le maintenir au chiffre sacré de douze⁵, conformément aux vieilles traditions⁶. Réduit en réalité de six à trois par la réunion du duché de Normandie et du comté de Toulouse au domaine, puis par la conduite hostile du comte de Flandre, le chiffre des pairs laïques était déjà remonté à six sous Philippe le Bel par la création des pairies d'Anjou, d'Artois et de Bretagne (1297). Sous Louis X la pairie de Champagne avait disparu par la réunion du comté au domaine, mais une pairie nouvelle avait été créée, celle de Poitou.

Il en est de même sous le règne de Philippe le Long : la suppression de la pairie de Poitou est compensée par la création de celle d'Évreux (janvier 1317, n. s.); l'attitude du duc de Guyenne, qui n'a rien de celle d'un pair de France, permet de considérer sa pairie comme suspendue, sinon comme supprimée, et de créer la pairie de la Marche (1317) : la jeu-

1. Au point d'inquiéter Philippe le Long sur le salut de l'âme de Philippe le Bel et de celle de Louis X (JJ 53, n° 341).

2. Nantes, Anet, Pacy, etc., JJ 56, n° 474, — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXI, fol. 249; etc.

3. Janvier 1317 (n. s.), JJ 54 B, n° 84; — octobre 1317, J. 53, n° 341, — juin 1318, J. 975, n° 16; — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 229. Il se « *complaignait* » d'avoir été « *moult domagif* », parce que les terres que lui avait données son père lui avaient été « *baillées pour moult plus grant pris qu'elles ne valloient* ».

4. J. 408, n° 23. — Autres exemples JJ 60, n° 182. Louis de Bourbon reçoit plusieurs faveurs, le roi « *voillans estre gracieus à li* ». JJ 40, n° 182. — Bibl. nat., ms. fr. 20367, fol. 50. — Don à Charles de la Marche, J. 374, n° 18. — Faveur au comte du Maine, JJ 58, n° 598, — au comte de Beaumont le Roger (Robert d'Artois), JJ 59, n° 252, etc., etc.

5. Philippe le Bel le dit en propres termes en conférant la pairie au duc de Bretagne.

6. On continuait longtemps de dire les « douze pairs », alors même qu'il y en avait davantage (V. Bibl. nat., coll. de Campx, t. LXXXVI, p. 374).

nesse du comte d'Angoulême¹, encore loin de ses vingt-cinq ans, et en même temps la double perspective de la suppression de la pairie de la Marche (à l'avènement probable de Charles de la Marche), et de la réunion des comtés d'Angoulême et d'Évreux (à la mort de Louis d'Évreux), permettent de créer nominale-ment une septième pairie, la pairie d'Angoulême (1318), sans risquer beaucoup de dépasser en réalité le chiffre réglementaire (Louis d'Évreux meurt en effet dès l'année suivante).

Il y a donc eu, de 1319 à 1320, huit pairies laïques : celles de Guyenne et de Flandre, qui sont suspendues², celles de Bourgogne, d'Anjou, d'Artois, de Bretagne, de la Marche, et d'Évreux-Angoulême, qui existent réellement toutes les six (la pairie de Bourgogne est la seule qui subsiste des six pairies primitives)³. La qualité de pair, aussi peu prodiguée, avait une grande valeur, et les nouveaux pairs étaient liés au roi par un devoir particulier de reconnaissance comme les nouveaux chevaliers et comme les nouveaux notables⁴.

Les autres princes du sang⁵, au défaut de la pairie, reçoivent de nombreuses faveurs : le comte de Clermont Louis I^{er}, qui succède à son père Robert en 1318, et qui sera pair en 1327, reçoit de son cousin Philippe le Long des fiefs, des rentes, des droits féodaux⁶ et des honneurs, par exemple le comman-

1. Philippe, fils de Louis d'Évreux. Il n'a que 17 ans en 1318.

2. Jusqu'en 1320, le comte de Flandre, dans les actes, est appelé « le soi-disant comte de Flandre » (Ex., II 51, n° 116, 117, 118, 160, etc.), à plus forte raison n'est-il pas considéré comme pair de France. Philippe le Long lui avait rendu son titre de pair avec celui de comte en 1316, mais n'avait suspendu de nouveau V. Bibl. nat., coll. de Camps, t. XXXVI, fol. 216. Après 1320, le comte de Flandre est de nouveau traité comme pair (Ex., II 58, n° 419).

3. Le duc de Bourgogne, après son mariage avec la fille de Philippe le Long, paraît tout à fait rallié à la cause royale, le roi l'appelle « son très cher fils », il donne suite à ses recommandations (Ex., II 56, n° 413) : *contemplatione delecti et fidelis duci Burgundie filii nostri carissimi, qui nos super hac affectuosa requirit*.

4. Il en est de même encore sous Charles IV, la suppression de la pairie de la Marche et la perspective de la suppression de la pairie d'Anjou (à l'avènement de Philippe de Valois) permettent de créer en 1327 les deux pairies d'Étampes et de Bourillon.

5. Les chroniqueurs appellent souvent les princes du sang les « rois » (Ex., Bibl. nat., ms. fr. 10132, fol. 401, v°).

6. Par exemple Vente en Bourbonnais (arrondissement de Gannat) *Titres de la maison ducale de Bourbon*, n° 1468.

dement éventuel de l'expédition en Terre Sainte¹; il possède en outre, depuis 1312, la charge de Chambrier de France, qui, comme on sait, fut héréditaire dans sa maison jusqu'à la réunion du duché de Bourbon au domaine. — La comtesse d'Artois Mahaut² (à la fois cousine et belle-mère du roi), la dame de Conches Blanche de Bretagne³, le comte de Charolais Jean de Clermont, le comte de Dreux Robert V, sa mère Péronnelle de Sully⁴, et même le comte de Beaumont le Roger, Robert d'Artois, reçoivent des marques plus ou moins nombreuses de la faveur du roi, selon la sympathie qu'ils lui inspirent, et surtout selon les services qu'ils lui rendent, en vertu du principe *do ut des*, qui régit généralement les relations des rois avec leurs sujets, des suzerains avec leurs vassaux.

Plusieurs de ces princes du sang, pairs ou non, prennent une part importante aux affaires : le comte d'Évreux est un des chefs du Grand Conseil⁵, un des principaux négociateurs du roi et le commandant de ses armées «*ès frontières de Flandre* ». Le comte de Clermont, outre ses fonctions de Chambrier, occupe une place honorable au Grand Conseil⁶; les services signalés qu'il a rendus à Philippe le Bel lui assurent une autorité particulière. Le comte de Charolais est aussi du Grand Conseil (mais il meurt dès la fin de 1316). Mahaut d'Artois jouit des prérogatives de la pairie, et le comte de Beaumont-le-Roger est du Grand Conseil (excepté pendant deux années). Quant à Philippe d'Évreux, comte d'Angoulême, et à son frère Charles d'Évreux, s'ils ne jouent aucun rôle sous Philippe le Long après la mort de leur père, le premier comme

1. Septembre 1318, *ibid.*, n° 1509, 1526, — et JJ 59, n° 76. — Autres exemples : *ibid.*, n° 1460, 1462, 1469, 1552, etc.

2. Nombreuses donations. Ex : JJ 60, n° 73 et 74.

3. Ex : JJ 53, n° 111, 353.

4. Péronnelle de Sully, veuve du comte de Dreux Jean II, est une des dames de l'Hôtel de la reine (V. t. II, hôtel); — cf. *l'Histoire généalogique de la maison de Dreux*, Paris, 1631, in-fol., p. 283) Jean II, mort en 1309, avait été un des principaux conseillers de Philippe le Bel et son chambrier.

5. V. t. II, *Grand Conseil*.

6. Ex : JJ 439, n° 1 et 2.

comte d'Évreux et d'Angoulême, le second comme comte d'Étampes¹, c'est à cause de leur jeunesse, et non par disgrâce ; leurs comtés sont parmi les seigneuries les plus dévouées à la royauté.

La royauté n'est pas réduite à l'appui de ces princes du sang, qui sont, aux yeux de ses ennemis, des sénéchaux déguisés en ducs et en comtes, bien que quelques-uns d'entre eux menacent de reconstituer une féodalité aussi dangereuse que la première. Les autres « *hauts hommes* », c'est-à-dire les grands feudataires, sont divisés eux aussi, les uns, comme on l'a vu, sont des ennemis déclarés, tels que le comte de Flandre, ou des vassaux peu sûrs, tels que le comte de Bretagne ; les autres sont des vassaux fidèles qui contribuent puissamment au triomphe de la royauté : tels sont le comte de Forez et de Lyonnais (Jean I^{er}), le comte d'Auvergne et de Roulogne (Robert le Grand)², le comte de Blois (Guy de Châtillon), le comte de Comminges (Bernard), le comte d'Auxerre (Jean de Chalon)³, le sire de Beaujeu (Guichard), la comtesse de Foix⁴.

Les barons moindres et les simples nobles ou gentilshommes (c'est-à-dire les nobles qui ne sont pas des barons, autrement dit les nobles qui ne sont pas des seigneurs)⁵ se partagent entre les deux camps : dans l'un des rebelles tels que le sire

1. Étampes, Bourdan, Gien, Aubigny. V. le partage de l'héritage de Louis d'Évreux entre ses deux fils Philippe et Charles, et ses deux filles Jeanne et Marguerite (JJ 56, n° 283).

2. Sur ses domaines, V. les *Titres de la maison ducal de Bourbon*, n° 1420.

3. L'Auvergne s'étant distinguée par sa fidélité ; le roi le reconnaît en lui, confirmant ses privilèges. « Nous rappelant que les habitants d'Auvergne n'ont pas voulu imiter les barons d'autres provinces, et ont continué à nous servir fidèlement, au temps où le pouvoir royal était accablé de réclamations » Ordonn., t. I, p. 688.

4. JJ 53, n° 16.

5. Ex : JJ 56, n° 181, — JJ 58, n° 264 ; — JJ 59, n° 17 ; — Bibl. nat., coll. Dougl., t. II, fol. 327.

6. Les ordonnances les distinguent nettement. Ex : *barones et alii nobilitatis ballivie Arvernie* (JJ 53, n° 60 ; JJ 59 n° 114 et 115) ; — « *les dix barons et nobles* ». JJ, 55, n° 1 et 138 ; — « *les barons et les gentilshommes* ». JJ 55, n° 192. Les barons sont ducs, comtes ou sires, les nobles sont chevaliers, écuyers ou damoiseaux (V. JJ 53, n° 267 sqq.), les chevaliers à leur tour sont bannerets ou eschequiers (*ibid.*).

de Fiennes¹ et le sire de Renty, dans l'autre, et en plus grand nombre, des serviteurs dévoués, aussi attachés à la royauté que les bourgeois et les ecclésiastiques : tels sont le comte de Porcien (Gaucher de Chatillon), le sire de Joinville et de Rinel (Anseau)², le sire de Sully (Henri), le sire d'Arlay (Hugues de Chalon), le sire de Vaumain (Mahi de Trie), pour n'en citer que quelques-uns³.

Parmi ces nobles dévoués, grands et petits, il importe de remarquer de nouveaux venus dont la conversion est précieuse : ce sont les seigneurs et les nobles du comté de Bourgogne, que le roi gouverne sous le nom de sa femme, et qui est assimilé aux bailliages du royaume de France⁴. Le plus puissant d'entre eux est le sire Hugues de Chalon : son père Jean⁵, baron d'Arlay, avait été l'ennemi d'Otton V (ou Ottenin)⁶, prédécesseur de Philippe le Long comme comte de Bourgogne, et il avait combattu les progrès de l'influence française dans la Comté alors qu'Ottenin la favorisait; puis, après la mort de celui-ci, il avait changé d'attitude et s'était placé volontairement sous la suzeraineté du roi de France, en 1315, avec le comte de Montbéliard, les seigneurs de Mornay, de Mirebel⁷, de Clerval⁸, de Montferrand⁹ et bon nombre de chevaliers tels que Jean de Montfaucon et Jean de Faucogney (nous possédons l'analyse des lettres par lesquelles ils promettaient foi et hommage lige au roi Louis X et à ses successeurs)¹⁰.

1. Il est comme on sait le gendre de Guy de Dampierre, il est aussi allié à Guy de Saint-Pol.

2. Fils du grand Joinville il se cache souvent dans les souscriptions sous le nom de *Rinel*, ce qui l'a fait prendre pour un chevalier ou un clerc obscur. Une autre fois il est appelé *Joya* (Jf 60, n° 142). M. Dufayard semble s'étonner qu'Ansel de Joinville ait joui de la faveur du roi (*op. cit.*, t. LV, p. 266), comme si tous les Champenois (Anse, de Joinville, le sire de Conflans, etc.) étaient des rebelles; il montre lui-même (p. 268) le sire de Conflans faisant la guerre aux rebelles d'Artois, dès 1316 (bien qu'ayant fait partie de la ligue de 1311).

3. Autres exemples : Jf 54 A, n° 553.

4. V. t. II, (*Administration provinciale*).

5. Il était le beau-frère de Rodolphe de Habsbourg (7. *Bibl. de l'École des Chartes*, t. XLIX (1888), p. 1-13), et cousin de Mahaut d'Artois.

6. C'est le mari de Mahaut d'Artois.

7. Le seigneur de Mirebel est Jean de Vienne.

8. Imbert, seigneur de Clerval.

9. Eudes, seigneur de Montferrand.

10. *Hist. de France*, t. XXII, p. 773.

Il suffit de jeter les yeux sur le Grand Conseil, le Parlement, la Chambre des Comptes, l'Hôtel du roi et les administrations provinciales pour apercevoir quel concours Philippe le Long trouve dans cette aristocratie royaliste.

Ce sont, au Grand Conseil, le comte de Clermont, Louis¹, le comte d'Auvergne ou de Boulogne, le comte de Forez et de Lyonnais, le comte de Porcien² (Gaucher de Châtillon, connétable de France), le sire de Joinville et de Rinel (Anseau, sénéchal de Champagne, fils du grand Joinville³; le sire de Noyers et de Vandœuvre Miles⁴, le sire de la Sauchoye⁵, Guillaume d'Harcourt, le sire de Sully Henri, bouteiller de France; le sire de Fontenay (et de Vaumain) Mahi de Trie, le sire de Lor Regnaut de Lor, le sire d'Herquery Herpin, grand panetier; le comte de Comminges Bernard⁶; le sire d'Arlay Hugues de Chalon. On sait quelles importantes fonctions remplissent ces grands conseillers à la tête de l'administration et de l'armée⁷.

Au Parlement, et parmi les commissaires enquêteurs que le roi y choisit, nous trouvons le comte de Boulogne, le comte de Porcien, le sire de la Sauchoye, déjà nommés⁸, et un grand nombre d'autres seigneurs ou de simples nobles, la plupart chevaliers⁹, tels que Guillaume de Chaudenay¹⁰, Hugues de la Celle¹¹, Pierre de Dici, Thomas de Marfontaine, Jean d'Arrablay¹², Guillaume Flote, Guillaume de Marcilly, Hugues de

1 « *Consiliarium et familiare nostrum* », V. 1. 1, *Grand Conseil*.

2 Et en même temps seigneur de Châtillon-sur-Marne et de Crécy son fils Gaucher est seigneur de Tour et de Sampans.

3 Anseau n'est que sire de Rinel avant la mort de son père, qui vit jusqu'en 1318.

4 Miles, seigneur de Noyers (prononcer Lx) et de Vandœuvre.

5 Sauchey ou Sauchay (arrondissement de Dieppe), en latin « *dominus de Salercy* » *Hist. de France*, t. XXIII, p. 464. — JJ 66, n° 63, 66, — en français, *Saugoie*, JJ 66, n° 61, *la Sauchoye*, ou *Sauchay*.

6 Il est en même temps vicomte de Turenne (JJ 50, n° 122).

7 V. t. II, *Grand Conseil*.

8 *Actes du Parlement*, 4100 p.

9 JJ 53, n° 38.

10 Guillaume, sire de Chaudenay (le Château), arrondissement de Beaune (Côte-d'Or) (JJ 4 II, n° 19, — JJ, n° 141). Il est chevalier (JJ 4 II, n° 20). Il ne faudrait donc pas le prendre pour un bourgeois.

11 Hugues de la Celle est lui aussi chevalier, JJ 60, n° 162. Nous le trouvons sénéchal d'Angoulême en 1311 (Bibl. nat., ms. fr. 9488, p. 7).

12 Jean d'Arrablay est un ancien sénéchal de Bergord (*ibid.*).

Saint-Pol, Aubert de Roye, Mahi Vilain, Vilain de Beausemblant, Philippe de Pesselières, Guichard de Marzy, Pons d'Omélas¹, Mouton de Blainville, Raoul Mallet, Jean Robert, Hugues de Vissac, Ferry de Villepesque², Raoul de Joy, Jean de Fos, etc.³. Si tous ces personnages ne nous sont pas également connus, nous savons du moins que Guillaume de Chaudenay est sire de Chaudenay, en Bourgogne, que Guillaume Flote est seigneur de Revel⁴, que Pierre de Dici est seigneur de Villefranche (en Gâtinais), et qu'il y possède le droit de haute justice⁵, que Hugues de Vissac est seigneur d'Arlempdes⁶. Ces exemples, qu'on pourrait multiplier, suffisent à montrer que l'aristocratie est largement représentée au Parlement, non seulement par de simples gentilshommes, mais aussi par des barons et même de grands seigneurs.

A la Chambre des Comptes, on trouve encore le sire de Sully et Regnaut de Lor, du Grand Conseil, plus Guillaume Courtebeuse, chevalier⁷. — Au Trésor les principaux personnages sont le sire de Sully, et Guy Florent, qui lui aussi est un noble⁸.

L'Hôtel du roi, dont on verra l'importance politique⁹, n'est pas peuplé uniquement de « clercs et de chevaliers obscurs ». Entre autres grands seigneurs et barons, on y trouve, parmi les chevaliers poursuivants, le comte de Forez et de Lyonnais, le comte de Boulogne (et son fils Robert de Boulogne), le comte de Blois¹⁰, le sire de Craon¹¹, le sire d'Avaugour¹², le sire

1. Chevalier JJ 54, n° 683.

2. *Ferricus* (et non *Fericum*) *Briardi, donum de Villepeche*, Ordonn. XII p. 44.

3. *Actes du Parlement*, n° 4482 A, 4490 B, 5899 A.

4. Et aussi, chevalier, JJ 59, n° 362, — JJ 58, n° 201, — et *Bibl. nat., coll. Boet*, t. V, fol. 235.

5. JJ 54 B, n° 46.

6. Arrondissement du Puy.

7. Ex. : JJ 53, n° 38 v t. II (*Chambre des Comptes*).

8. Ex. : JJ 54 A, n° 476.

9. V t. II, Hôtel du roi, et ma thèse latine *de Hospitio regis*.

10. Guy de Châtillon, petit-fils du comte de Saint-Pol Guy III.

11. Amaury de Craon, sire de Craon et de Noirmoulter. *Bibl. nat.*, ms. lat. 18371, fol. 379.

12. Henri d'Avaugour, cf. *Martène et Durand, Thesaurus novus anecdotorum* (1717), t. I, col. 1390.

de Joinville, le seigneur de Noyers, le seigneur de Fontenay (et de Vaumain), le sire de Durfort¹, le seigneur de Cheneché, le seigneur de la Tour (d'Auvergne), le sire de Montmorency², le sire de Beaujeu³, etc.; — parmi les maîtres des requêtes de l'Hôtel, Jean d'Arrablay le père, Jean Robert et Pierre de Villepeaque⁴; — parmi les chambellans, le vicomte de Melun, seigneur de Montreuil Bellay, etc. Dans la foule des seigneurs moins importants et des simples nobles, on peut citer encore les sires de Sainte-Geneviève, de Remonville⁵, de Gaillon, de Garancieres⁶, de Briquebec⁷, de Bonnemares⁸, etc.

Le personnel de l'administration provinciale compte aussi des seigneurs et de simples nobles : sénéchaux tels que Pons de Mortagne, Guy de Chevreuse, Pierre de Ferrières, Aymeri de Cros, Étienne de Ceris, Jean de Blainville, Regnault Clignet, Jean Bertrand, Guyard Guy, Jean d'Arrablay, Étienne de Cèris, Jean d'Orouer⁹, — baillis tels que Guillaume de Dici, Jean de Machery¹⁰, Raoul Chaillou¹¹, — gouverneurs de provinces tels que Pons de Mortagne¹², qui gouverne la Navarre, et Robert de Milly, « gardien de la comté de Bourgogne »¹³, —

1. JJ 55, n° 68.

2. Erare (échanson de France) JJ 56, n° 346.

3. Guichard de Beaujeu dit le Grand, il reçoit de nombreux dons (Ex., JJ 56, n° 138. Huet de Beaujeu, qui est peut-être un de ses parents (éloignés), est élevé à la Cour comme valet de la reine. Bibl. nat., ms. fr. 20 853, fol. 54, r°.

4. « *Johanni Roberto, mititi et fideli consiliario nostro* ». Flammermont, *Hut de Seulus*, p. 209. Jean Robert est vicomte de Corbeil.

5. *Pierre de Bauphemont* (Beaufremont), seigneur de Remonville (arrondissement de Vouziers). JJ 58, n° 31, cf. Bibl. nat., *Acquis. fr. ms.* 5933, fol. 1.

6. Nous possédons la liste de ses domaines, fiefs, terres, prés, bois, vignes, forges (Vaucorbon, dans l'Eure), etc., villes (Quéigny, Saint-Aquilin, le Busson, le Mesuis, Neuville, etc.). JJ 56, n° 50; ce n'est donc pas un si petit personnage.

7. Robert Bertrand, seigneur de Briquebec JJ 56, n° 238 et Arch. du Nord, *Inventaire de Godefroy*, n° 5175.

8. V. L. II, Hôtel du roi.

9. Ex. : JJ 180, n° 64; — JJ 53, n° 88, — JJ 54 A, n° 426 et 506, — JJ 59, n° 188, 490 et 529. — Bibl. nat., ms. lat. 18 395, p. 377, — *coll. Dent*, t. V, fol. 235 et 371, — ms. fr. 25 993, n. 240; — *coll. Moreau*, t. CCXXIII, fol. 215.

10. JJ 60, n. 122. — Autres exemples. JJ 59, n° 383.

11. Anselme, *Généalogie*, t. VIII, p. 343. — JJ 59, n° 403.

12. Pons de Mortagne est vicomte d'Aunay (JJ 51, n° 50).

13. JJ 58, n° 157. A plus forte raison des gardes du château (Ex. JJ 54 A, n° 463), — des capitaines de villes (des capitaines généraux, tels que Gérard de Merv, chevalier *Actes du Parlement*, t. II, n° 5047, et Bouliard, *Institutions militaires de la France*, p. 213).

enfin, parmi les enquêteurs et les commissaires envoyés dans des provinces pour la « réformation du pays », on remarque le comte de Forez¹, le sire d'Avaugour², le maître des arbalétriers Pierre de Galart³, et maints autres barons et nobles appartenant au Grand Conseil, à l'Hôtel ou au Parlement⁴.

Ces divers exemples suffisent à montrer que les seigneurs et les nobles ont, sous Philippe le Long, une part considérable aux affaires, non pas seulement ceux du domaine, soumis à l'autorité royale depuis le xi^e et le xii^e siècle, mais aussi nombre de grands feudataires accoutumés à l'indépendance (ces deux catégories de seigneurs sont soigneusement distinguées par les documents mêmes)⁵. Il n'est donc pas permis de dire que Philippe le Long « gouverne avec les légistes », si l'on donne à ce mot le sens restreint de « bourgeois » ou de « clerc instruit »⁶; il faut, ou bien renoncer à ce terme vague, ou, si on l'emploie, comprendre sous le nom de *légistes* non seulement des hommes d'humble origine tels que Raoul de Presles, Gaulart et Giraut Gueite, mais aussi de hauts et puissants personnages tels que le comte de Forez, le comte de Boulogne et le sire de Sully, « que les laines et inimitiés maintes fois ont mis en peril de perdre son corps »⁷.

Dans sa lutte contre la féodalité, la royauté a donc de son côté des bourgeois, des clercs et des nobles; il faut rendre à chacun ce qui lui est dû, et si l'on met en balance la part de chacun d'eux dans l'œuvre commune, la part d'Henry de Sully l'emporte assurément sur celle de Raoul de Presles⁸.

1. Ex. : JJ 58, n^o 420, 444 — Bibl. nat., coll. Doat, . IV, fol. 36

2. Ex. JJ 50, n^o 42.

3. Ex. : J 582, n^o 39

4. Ex. Thomas de Marfontaine (JJ 58, n^o 207), Bernard, comte de Comminges (JJ 59, n^o 566).

5. Ex. : « Les barons de la baillie et du ressort d'icelle », JJ 55, n^o 94, JJ 60, n^o 179

6. Voyez par exemple Augustin Thierry, *Essai sur l'histoire du Tiers-Etat*, in-12, p. 37, 39, 41. — et Chéruel, *Dictionnaire, au mot Légistes*. — Plusieurs de ces seigneurs devoués sont même fort ennemis des légistes : par exemple le comte de Forez (JJ 59, n^o 576), et Guillaume d'Harcourt (JJ 56, n^o 74) qui insultent le Parlement

7. JJ 60, n^o 83

8. Philippe le Long, parlant de ces seigneurs devoués, « qui leurs personnes et leurs biens mettent franchement pour le roy ne doutent », espère « que par

avec l'ongt'emp' en prison van Aug. Henard E 19 I. Letty m
d'ici de janvier 1990(1), et d'octobre (1990)

Il n'est pas non plus sans intérêt de remarquer que ces seigneurs et ces nobles qui constituent l'aristocratie royaliste, sont, comme la coterie adverse, unis entre eux par de nombreux liens de famille¹.

Philippe le Long a si peu la majorité de la noblesse contre lui que les assemblées seigneuriales qu'il convoque² sont pour lui des appuis plus que des obstacles. L'assemblée des barons du 16 juillet 1316 (qui ne semble pas avoir été particulièrement trice) l'investit de la régence et refuse de suivre le duc de Bourgogne. Dans la grande assemblée du 2 février

Exemple d'un lien entre des autres rois et à faire semblable guerre. — JJ 10, n° 3. Outre les nombreux exemples que j'ai cités, je mentionnerai la querelle significative d'Ansur de Craon et de Henri d'Avaugour avec Charles de Valois, qu'ils accusent « d'avoir fait alliance avec ses ennemis » et met la main sur leurs biens (V. *Marlot et Durand, Thesaurus*, t. I col. 1319). Or ils comptent tous deux parmi les chevaliers de l'hot du roi.

1. Ainsi Henri IV de Sully, que le roi appelle « mon cousin » (JJ 11, n° 237, Perrenelle de Sully, sa sœur, avait épousé en 1308 le comte de Breux, Jean II, cousin du roi, JJ 18, n° 26), marie sa fille Marie à Robert Bertrand, sire de Bequenor (1318), et son fils aîné Jean à la fille de Louis de Clermont, Marguerite, qui apporte en dot 16 000 livres tournois (environ 1 600 000 fr. d'aujourd'hui V. *Tureau de la maison d'Orléans de Breux*, p. 133), puis il fiance son second fils Philippe à Jeanne d'II comte (1321), parente elle-même du maréchal Mahaut de Tré, etc. (en attendant qu'elle atteigne l'âge nubile, elle est confiée à Henri de Sully, « puissant homme qui verra sur elle chose convenable et profitable pour ladite demoiselle » (JJ 10, n° 19) — Le comte de Forez Gaucher de Chatillon, fils d'Hugues de Chatillon et d'Isabeau de Villardouin, est gendre de Robert de Breux, seigneur de Breu, beau-frère de Jiles de Noyers, beau-père du sire de Beaupré (Richard), etc. — Le comte de Clermont Louis est le frère du comte de Charolais, l'oncle par alliance du comte d'Auvergne (Robert VII) et en même temps du fils de ce dernier. Enfin, il a pour gendres le comte de Forez et Jean de Sully, une autre de ses filles est fiancée à Philippe de Tarente. — Le comte de Breux Pierre est le gendre du vicomte de Melun Jean (le chambellan). — On pourrait multiplier les exemples (JJ 10, n° 29; etc.) — On peut aussi consulter certains documents, qui malgré leur insignifiance apparente, nous permettent de juger des relations des grands entre eux. Ainsi la comtesse d'Artois Mahaut reçoit à sa table, le 1^{er} avril 1318, le duc de Bourgogne, les comtes de Savoie, de Saint-Pol, d'Arverre, d'Eu et de Vendôme, le sire de Comcy Enguerrand, Hugues de Chalon et plusieurs chevaliers; les « dames » présentes sont ses deux petites-filles Jeanne et Marguerite, filles de Philippe le Long, sa mère Jeanne d'Artois, veuve du comte de Fais, sa cousine la comtesse de Lancastre, la comtesse de Vendôme Alix, fille du duc de Bretagne Artus II, la comtesse d'Artois, la dame de Sully, etc. Le 12 mai, elle reçoit Aymar de Poitiers, le comte de Houlougne, le sire de Roussillon, la comtesse de Breux, etc., etc. (V. Richard *Mahaut* p. 71).

2. « Sur aucunes choses qui touchent notre honneur et l'estat de nostre royaume. » JJ 11, n° 116.

1317 (n. 3), les grands et les nobles, qui malgré l'absence des Bourguignons, des Champenois et autres dissidents ou rebelles, représentent la plus grande partie de la noblesse, paraissent aussi dévoués au nouveau roi que les prélats et les bourgeois de Paris.

Les représentants de la noblesse qui prennent part tant aux États généraux de 1317, de 1320 et de 1321¹ qu'aux assemblées plus particulières qui sont convoquées pendant le cours du règne², soit à Paris, soit dans les provinces, « pour délibérer sur certaines questions touchant au bon état du royaume³ », loin de rien tenter contre Philippe le Long, servent souvent ses intérêts; ils le fortifient de leur appui moral et parfois même de leurs subsides contre les Flamands et autres rebelles; les nobles du Berry se distinguent par leur générosité dans l'assemblée de Bourges, où ils accordent au roi la quinzième partie de leurs revenus d'un an « pour avoir gens d'armes⁴ ».

Les assemblées les moins dociles se contentent de se dérober à ses demandes d'argent ou d'éluder ses réformes monétaires; on peut dire qu'elles font de l'opposition au roi, mais aucune d'elles n'entre en lutte ouverte contre lui; elles ressemblent aussi peu au Parlement d'Angleterre que la royauté de Philippe le Long ressemble à celle d'Édouard II.

La composition de chacune de ces assemblées ne nous est pas connue exactement; nous possédons du moins plusieurs listes des convocations qui leur furent adressées. on y trouve mêlés les pairs de France, les princes, les grands feudataires, les seigneurs moindres, et même les simples nobles⁵.

Philippe le Long, en résumé, avait de nombreux ennemis parmi la féodalité laïque, mais il pouvait leur opposer d'autres

1. V. Hervé, *les Premiers États généraux*, p. 131.

2. Ex : JJ 55, n° 60.

3. La formule est généralement : « Cum super quibusdam bonum statum regni nostri subditorumque nostrorum utilitatem et pacem tangentibus deliberationem vobiscum habere volentes, vos... duxerimus... requirendos » Ex : JJ 51, n° 103.

4. Comme sus aucunes granz besoignes... nous avens a traier et ordener, et sus ycelles besoignes veillez avoir vostre conseil. JJ 55, n° 677.

5. Ordonn., t. I, p. 677.

6. Ex : « Barones ac nonnullos nobiles » JJ 55, n° 60.

seigneurs qui n'étaient ni les moins nombreux, ni les moins puissants, tant il est vrai que la noblesse était divisée en deux partis opposés et souvent hostiles, les partisans de l'anarchie féodale et l'aristocratie monarchique.

Aussi est-ce dans la noblesse que Philippe le Long, par des convocations échelonnées, trouve ses principales ressources militaires. Plusieurs fois, contre les nobles rebelles, il rassemble des armées féodales « où il y a grand nombre de hauts hommes, — tant de Languedoc que de France », amenant chacun un nombre déterminé d'hommes d'armes (depuis cinq jusqu'à cent)¹. Les convocations se font généralement deux mois à l'avance, mais la longueur des négociations force souvent le roi à les remettre.

Il convoque non seulement ceux qui jouissent de sa confiance entière, tels que le comte d'Évreux, le comte de Blois et Hugues de Chalon, qui doivent chacun 60 hommes d'armes², Louis de Clermont et le sire d'Harcourt (chacun 50), Robert d'Artois (fils de Mahaut), le comte de Boulogne, le comte de Dreux, le sire de Beaujeu (chacun 40), le vicomte de Limoges (35), Miles de Noyers, Guillaume d'Harcourt³, le comte de Comminges, le sire de Montmorency, le vicomte de Thouars et le sire de Craon (chacun 30), le vicomte de Melun et le sire d'Avaugour (chacun 25), Ansel de Joinville et le comte d'Eu (20), le comte de Forez et le seigneur de Baucay (15), Bouchard de Montmorency (10), mais encore, pour affirmer son droit, Charles de Valois et Charles de la Marche, qui doivent chacun 100 hommes d'armes, le duc de Bretagne (60)⁴, le

1 Philippe le Long tient moins au nombre qu'à la qualité des hommes d'armes. Aussi dans ses lettres de convocation du 1^{er} avril 1317, à l'occasion des affaires de Champagne, il recommande à Philippe de Valois de se trouver à Paris aux octaves de la Pentecôte « en armes et en chevins le mieux armez » qu'ils pourront, et non pas, ajoute-t-il, « à si grant nombre de gent que ceus que vous amenez ne soient bien appareilliez et gentz d'armes,... et vous souffra que vous amenez 31 homes d'armes ». *Ms. n° 18*.

2 Je cite les chiffres de la convocation de 1317. Ils varient légèrement d'une convocation à l'autre, mais la proportion reste à peu près la même entre les différents seigneurs. Ex. *Ms. n° 10 bis*, 17-21, 72.

3 Il est le fils du comte d'Harcourt.

4 Il est convoqué dans les mêmes termes que les autres. Ex. *Ms. n° 35*, n° 65.

comte de Saint-Pol (50), Robert d'Artois (comte de Beaumont-le-Roger) (30), Charles de Valois le jeune (20). « Nous vous requérons, dit-il dans ses convocations, de vous tenir sans nulle faute garnis en chevaux et en armes, pour aller là où nous vous voudrions mener ou envoyer¹. » Il n'excepte de ses convocations que ses ennemis déclarés, par exemple le duc de Guyenne, avec qui la guerre semble imminente, et naturellement le comte de Flandre et autres rebelles : ceux qui font leur soumission sont traités comme les vassaux fidèles et sont convoqués contre leurs alliés de la veille.

Aucun document ne nous permet de supposer que Philippe le Long ait trouvé plus de réfractaires qu'à l'ordinaire². Cette docilité est d'autant plus remarquable que ses armements sont dirigés non contre un ennemi national, mais contre des seigneurs du royaume³. C'est ainsi qu'il convoque à Paris et à Mâcon une partie des nobles de Champagne, de Vermandois, de Normandie, de Touraine, de Poitou, de Berry, et maints grands feudataires (tels que le comte de Valois, avec la noblesse angevine, le comte de la Marche, Louis de Clermont, le duc de Bretagne, le comte de Vendôme, le comte de Forez, etc. (environ cent cinquante seigneurs)⁴ contre le duc de Bourgogne et les rebelles de Champagne (juillet 1317)⁵; que, six mois après, il convoque plus de 400 seigneurs et nobles, choisis dans toutes les parties du royaume (y compris la Champagne)⁶; il les avertit de se tenir montés et équipés

1 JJ 55, n° 65, et *ibid.* n° 21, 121, etc.

2 On sait que les réfractaires étaient condamnés à l'amende par le Parlement, les *Actes du Parlement* suffisent donc à nous renseigner à ce sujet.

3. « *Ad reprimentes quorundam regni nostri Francie rebellium*. » JJ 55, n° 63, — « *Car, ajoute-4-1, nous ameriens miez à nous mettre à tout péril en pourchassant ledit bon estat, que vivre plus longuement en souffrant mist de tribulations.* » JJ 55, n° 65.

4 Ce qui fait plus de 2000 hommes d'armes. Nous en avons le détail : 210 sont fournis par l'*ostel de roy*, 670 par les princes royaux et les grands officiers, 325 par les bailliages de France, 120 par ceux de Champagne, 180 par ceux de Normandie, 235 par les sénéchaussées, 300 par le comté de Bourgogne.

5 JJ 55, n° 10 et 17. — *Hist. de France*, t. XXIII, p. 807.

6 110 dans les bailliages de France, 7 dans les bailliages de Lille, 98 en Normandie, 56 en Champagne, 136 dans les sénéchaussées. Nous ne savons pas combien chacune d'eux amena d'hommes, mais les chiffres des autres convocations nous permettent de nous convaincre que cette armée féodale était forte d'au moins 6000 hommes, sans compter les troupes fournies par les prélats et par les villes.

à partir de la mi-carême (2 avril 1318 n. s.) contre les rebelles de Flandre et d'Artois¹, et convoque en effet la noblesse du Lyonnais à Lyon pour le 22 avril, celle de Champagne à Troyes pour le 29 avril, celle du comte de Bourgogne à Mâcon pour le 6 mai², — que la même année il convoque à Arras pour le 5 août la noblesse de toutes les sénéchaussées et de tous les bailliages³ contre les rebelles du Nord, — et à Clermont pour le mois de novembre les nobles d'Auvergne et du comté de Nevers, sous le commandement du duc de Bourgogne, contre Béraut de Mercœur⁴, — qu'en 1319 il convoque, contre les Flamands, à Paris des barons de Champagne⁵, à Arras une centaine de seigneurs des baillages de Normandie, ainsi que des sénéchaussées de Lyon, de Rouergue, de Carcassonne et de Toulouse⁶, — qu'en 1320 il rassemble encore « grant ost », où l'on remarque « grant nombre de bien haultz hommes et puissans, tant de Languedoch comme de Francoys⁷ ». On pourrait multiplier les exemples⁸. En résumé, de 1316 à 1320, jusqu'à la pacification complète du royaume, Philippe le Long, tout en poursuivant les négociations, se tient prêt à agir avec vigueur contre les rebelles⁹.

Les listes de convocations, qui nous conservent les noms de tous ces nobles des armées royales, nous montrent que les divers rebelles, faute d'entente, sont amenés par les circonstances à se combattre les uns les autres : ainsi Béraut de

1 JJ 55, n° 63, 65, 70, 71, 78, 79, 80, 81, 83.

2 JJ 55, n° 139-141.

3 JJ 55, n° 78-82.

4 Et non contre la Flandre, comme il est dit dans le XXIII^e vol. des *Historiens de France* (p. 810), qui publie les listes de convocations, mais sans distinguer nettement les affaires auxquelles elles se rapportent V JJ 55, n° 75 et 125 (et non 120).

5 JJ 55, n° 23. — Bib. nat., *rol. vel. du Cabinet des titres*, n° 681, fol. 12v.

6 JJ 55, n° 146, 147, 158. — JJ 58, n° 302; — *Hist. de France*, t. XXIII, p. 823.

7 Anc. chron. de Flandre, *Hist. de France*, t. XXII, p. 411.

8 Ainsi le comte d'Armagne aide les agents du roi contre les gens de la comtesse de Foix, que soutiennent les officiers du roi d'Angleterre. (Record Office, *Jascon Rolls*, 918. m. 12 v°, — et *Itanen Rolls*, 731, m. 13 v°.)

9 Ces ressources furent plus que suffisantes, et Philippe le Long n'eut pas à convoquer l'*arrière-ban*, c'est-à-dire les vassaux des grands feudataires, tels que le duc de Bourgogne et le duc de Bretagne (V l'article de Louis X sur l'*arrière-ban*, *Ordonn.*, t. I, p. 361).

Mercoeur, en 1317, est avec le roi contre le duc de Bourgogne¹; en 1318, le duc de Bourgogne marche contre Béraut à la tête de l'armée du roi². « Monseigneur Robert d'Artoys³ », auquel le roi a fait la guerre en 1316, figure, en 1317, à côté de « Robert d'Artoys », le fils de Mahaut, dans l'armée appelée à combattre les rebelles de Champagne⁴. Le comte de Joigny, rebelle en 1317, marche contre les Flamands en 1319⁵. — Ces exemples montrent que Philippe le Long lui aussi sait diviser pour régner⁶.

Il conserve des partisans jusque dans la noblesse des pays rebelles, par exemple en Artois les nombreux « *aïdanz* » de Mahaut, tels que Guillaume de Vienne, seigneur de Saint-Georges⁷. En Flandre même, le roi a pour aliés quelques barons et quelques nobles, par exemple le sire de Watènes, Gautier de Tetinghen, Eudes d'Oxelaere, qui souffrent mille maux pour la cause du roi⁸. En Champagne, une bonne partie de la noblesse demeure fidèle, par exemple Gaucher de Châtillon (le connetable) et son fils, sire de Tour, le sire de Joinville, le sire de Noyers, le sire de Remonville⁹. Il en est de même dans le comté de Nevers.

La noblesse ne se borne pas à remplir strictement ses obligations militaires envers le roi. Il trouve encore parmi elle, moyennant finances, de nombreux bannerets, chevaliers et écuyers¹⁰, dont le renouvellement lui compose, avec les mercenaires non nobles, une petite armée régulière et permanente, sous les ordres du Connetable, des deux marechaux et Ju

1. H 55, n° 17.

2. H 55, n° 75 et 126.

3. C'est-à-dire Robert d'Artois, comte de Beaumont-le-Roger.

4. H 55, n° 10 et 17.

5. H 55, n° 121 et 147.

6. Rappelons qu'il y est aidé par la division des rebelles, incapables de s'unir entre eux : « *Templaverant Flamangi conjungere se colligatis simili juramento, ut contra regem essent fortiores; sed eos alligati recipere noluerunt* » Jean de Saint-Victor, *Hist. de France*, t. XXI, p. 667.

7. Fils d'Hugues V de Vienne (V. Richard, *Mahaut*, p. 30).

8. V. J 562 B, n° 30, art. 34; — V. la *Pacification de la Flandre*, p. 136.

9. Pierre de Beauffremont.

10. Ils servent généralement à cheval, mais il y en a aussi qui servent à pied (Bibl. nat., coll. de Campa, V LXXXIII, fol. 5).

maître des arbalétriers¹. Tels sont le comte de Vendôme, le comte de Roucy, le vicomte de Melun², les seigneurs de Talairan³, de Salmiech⁴, de Caumont⁵, de Combret⁶, de « Hondescote »⁷, Eustache de Conflans, Érard de Nanteuil⁸, Renaut de Trie⁹, Bertrand de Durfort¹⁰, Symon de Hautevesnes¹¹.

On remarque, parmi ces nobles salariés, un bon nombre de chevaliers de l'Hôtel, par exemple en 1318, Amaury de Craon, qui sert avec 19 chevaliers et 80 écuyers, Herpin d'Erqueri (4 chevaliers et 15 écuyers), Auscau de Joinville (8 chevaliers et 31 écuyers), Pierre de Garencières (3 chevaliers et 17 écuyers), Jean de Gaillon (3 chevaliers et 11 écuyers), Hue de Bauçay (4 chevaliers et 15 écuyers)¹².

Les gages sont de 30 sols tournois (environ 150 francs d'aujourd'hui) pour le banneret, de 15 sols pour le simple chevalier, de 7 sols 6 deniers pour l'écuyer à cheval, de 3 sols pour le « gentilhomme de pied »¹³. Souvent ces gages, qui ont le défaut de ressembler à un salaire, sont remplacés par des donations (donations de terres, de châteaux, de droits féodaux), plus flatteurs à l'amour-propre de la noblesse¹⁴.

1. Aux gentilshommes salariés il faut joindre quelques nobles criminels que le roi a graciés, à condition qu'ils rejoignent l'ost de Flandre « *in equis et armis* » et qu'ils servent sous les maréchaux pendant un an, à leurs frais. Ex. : JJ 54, n° 197.

2. Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXIII, fol. 104, 105 (nombreux exemples).

3. Amalric de Narbonne, seigneur de Talairan (Talairan, arrondissement de Carcassonne).

4. Arnaud de Landorre, seigneur de Salmiech (Salmiech, arrondissement de Rodez).

5. Berenger d'Arpajon, seigneur de Caumont.

6. Arnaud de Roquetaill, seigneur de Combret (Pour ces derniers noms, Bibl. nat., coll. Douai, t. I, p. 243, et t. VIII, fol. 114.)

7. JJ 53, n° 120.

8. Bibl. nat., coll. Douai, *ibid.* Érard de Nanteuil est le même qui figure à une date antérieure, parmi les rebelles de Champagne, il est du bailliage de Vitry (JJ 55, n° 132).

9. Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXIII, fol. 91.

10. Il rend déjà de grands services à Philippe le Bel, Ex. : JJ 54 B, n° 63 et 64.

11. Bibl. nat., ms. fr. 2003, n° 226.

12. Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXIII, fol. 105. Autres ex. : *ibid.* et p. 107, t. 3, etc.

13. Le « sergent de pied », non gentilhomme n'a que 2 sols (environ 10 francs d'aujourd'hui) (Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXIII, fol. 5, 89 et 105, — et JJ 58, n° 423.)

14. Ex. : le sire de Hondescote reçoit une donation d'importance (4000 livres) « pour ses services dans les guerres de Flandre », il avait entretenu une troupe qu'on peut estimer fort nombreuse (JJ 53, n° 120). Autres ex. : (JJ 54 B, n° 63 et 64).

De toutes les révoltes que Philippe le Long eut à réprimer, une seule exigea une guerre sérieuse, celle de Flandre; les troupes salariées et les quelques nobles flamands du parti du roi en supportèrent en fait presque tout le poids, mais si les contingents féodaux avaient eu peu à combattre¹, ils avaient contribué puissamment à la soumission des rebelles par la terreur qu'ils leur inspiraient, comme il arrive souvent des démonstrations militaires qui semblent exagérées par cela même qu'elles produisent leur effet d'intimidation.

Les nobles s'associent donc à l'œuvre de pacification qui fortifie la royauté; les rebelles avérés ou mal convertis sont perdus dans la masse des vassaux obéissants; à côté des mécontents qui aspirent aux revanches féodales et se bercent de chimères, un grand nombre de seigneurs et de nobles sont devenus des vassaux loyaux, presque des sujets, et estiment qu'un gentilhomme ne déroge pas à servir sous le roi de France.

Philippe le Long obtient aussi de la noblesse des subsides en argent

L'aide féodale qu'il lève à l'occasion du mariage de sa fille avec le duc de Bourgogne (1318), bien que très productive, mérite peu d'attention parce qu'une telle aide était depuis longtemps devenue un droit², ainsi que l'aide que les rois levaient pour la chevalerie de leur fils aîné.

Les « aides de l'ost » qu'il obtient de la noblesse sont plus remarquables. Ces sortes d'impositions étaient, comme on sait, des ressources extraordinaires, analogues aux aides levées pour le mariage de la fille aînée, ou pour la chevalerie du fils aîné³. Déjà la royauté sous Philippe le Bel et même sous Philippe le Hardi, avait connu cette source de revenus⁴.

1 Ils ne se réunissent même pas toujours, le roi envoie un contre-ordre si l'expédition est ajournée. Ex. JJ 58, nos 402, 403.

2 V. *Oliv.* I, 804. — Les barons et autres nobles de l'évêché de Beauvais en sont exemptes (entre autres), V. B. bl. nat., coll. Moreau, t. CLXXII, fol. 247.

3. « *Subsidia guerra.* »

4 Langlois, *Philippe III*, 370.

5. Langlois, *ibid.*, et Vuiry, *Régime financier*, t. I, p. 151 et 162.

mais Louis IX par principe, et Louis X¹ par impuissance, s'étaient abstenus d'y puiser Philippe le Long suit l'exemple de son père, mais avec plus de ménagements : au lieu de donner des ordres, il demande des services ; il s'adresse à la bonne volonté des nobles comme à celle du clergé et des villes ; il leur montre « combien la désobéissance des Flamands a grevé et *domagié* le royaume de France », combien le peuple en a été appauvri, et le voyage d'outre-mer retardé ; en conséquence il les prie de l'aider « à garder son honneur et celui de la couronne de France² », ce qui veut dire dans la langue d'aujourd'hui qu'il fait appel à leurs sentiments monarchiques et patriotiques.

Cet appel fut entendu, du moins dans plusieurs provinces. Les nobles du Berry³, les plus empressés, lui octroient, dès 1318, « mout gracieusement, de leur propre volonté et libéralité » le quinzième de leurs revenus, pour un an, à l'effet de lever et d'entretenir des hommes d'armes « pour la prévision de la guerre de Flandre⁴ » ; il est seulement spécifié qu'ils éliront eux-mêmes des prud'hommes chargés de l'assiette et de la perception de ces aides, et le roi, en les remerciant de leur don, déclare qu'il ne s'en prévaudra pas à l'avenir comme d'un droit acquis, que ses agents n'interviendront pas dans la levée dudit subside, et qu'aucune poursuite ne sera exercée contre les réfractaires⁵. En résumé, si les nobles n'ont pas l'initiative de leur libéralité, du moins elle ne leur est pas imposée, distinction qui est un peu plus qu'une question de forme⁶.

Les nobles d'Auvergne consentent aux mêmes sacrifices l'année suivante, et le roi les en remercie par l'Ordonnance

1 V. par exemple la *Charte aux Normands*, art. 3, par lequel le roi s'engage à ne lever que ses revenus ordinaires.

2 JJ 75, n° 89, 91, 138, etc.

3 On remarque parmi eux le comte de Sancerre, le sire de Chateauroux, le sire de Cluzan, le sire de Saint-Palais, la dame de Vierzon, etc. JJ 75, n° 134.

4 *Ibid*.

5 Ces libérations constituent une charte de non-préjudice.

6 On voit que cette aide exceptionnelle (*subsidium*) est distincte du rachat de service militaire (*financia*), qui est obligatoire, chaque fois que le vassal du roi ne s'acquitte pas du service d'ost (*servicium*).

connue sous le nom de *Charte aux Auvergnats*, qui reconnaît leurs franchises et leurs libertés¹. Les nobles du Périgord et du Quercy montrent la même docilité et reçoivent, eux aussi, des « chartes de non-préjudice »². Le Trésor des Chartes nous apprend que les nobles de Normandie reçurent à leur tour, en 1319, la visite de l'évêque d'Amiens et de Robert d'Artois, qui leur demandèrent « ayde » au nom du roi, en vue de la guerre de Flandre³, et il est vraisemblable qu'ils l'obtinrent⁴.

Ces « aides de l'ost » de Philippe le Long sont, comme on le voit, sensiblement différentes de celles de Philippe le Bel : 1° elles sont beaucoup moins élevées, puisque Philippe le Bel (en 1303 par exemple) avait exigé jusqu'au cinquième, au quart et même à la moitié des revenus⁵; — 2° elles ne sont appliquées qu'à un certain nombre de provinces, au lieu de s'étendre au royaume entier⁶; — 3° aucune ordonnance ne défend aux seigneurs de faire contribuer leurs sujets à ces charges⁷, et, pour le leur permettre effectivement, Philippe le Long s'abstient de lever des impositions sur leurs sujets, comme il avait été fait plusieurs fois sous Philippe le Bel sans opposition⁸ (à plus forte raison les aides de l'ost ne sont-elles pas levées directement par les agents du roi)⁹.

1. *Ordonn.*, p. 688 et 692. — JJ 39, n° 113, 114, 115 et 116. — Parmi les nobles d'Auvergne, on remarque Béral seigneur de Mercœur (Marcueil, le dauphin d'Auvergne, le comte de Boulogne), les seigneurs de la Tour (d'Auvergne), Guilaume Flote, etc (JJ 35, n° 93).

2. *Ordonn.*, I, p. 694.

3. JJ 35, n° 136.

4. Nous n'en avons pas la preuve dans le *Trésor des Chartes*, mais plusieurs registres nous manquent, notamment celui qui faisait suite au registre JJ 35 (lequel finit en juin 1319).

5. V. Boutaric, *la France sous Philippe le Bel*, p. 267.

6. Elles ne produisent par conséquent que quelques centaines de milliers de livres tournois. Nous savons que le centième pour la France entière peut être évalué à 315000 livres à la fin du xiii^e siècle, le quinzième eût donc été, à la même époque, de 2100000 livres (environ 210 millions d'aujourd'hui), et bien plus considérable sous Philippe le Long (de 2 à 3 millions peut-être), « cause du progrès de l'influence royale » (V. Boutaric, *op. cit.*, p. 264).

7. Nous voyons par exemple le comte de Foix lever une aide sur ses sujets « pour réparer ses frais et dépenses ». *Bibl. nat., coll. Rois*, t. XLVI, fol. 68^v. — Philippe le Long rétablit le comte de Périgord (Archambault) dans son droit de percevoir sur ses gens l'impôt de la chevauchée (*Bibl. de l'école des Chartes*, V, I (1862), p. 395).

8. Ex. : *Hist. de France*, t. XXI, p. 567.

9. Ce qui d'ailleurs ne paraît pas s'être fait sous les règnes précédents, malgré

Grâce à ces égards, qui ménageaient l'amour-propre de la noblesse, Philippe le Long ne rencontra pas les mêmes résistances que son père à l'occasion des aides de l'ost, mais il est à présumer que si les besoins de l'État étaient devenus aussi pressants qu'après Courtray, il eût augmenté ses exigences et rencontré des oppositions.

La politique de Philippe le Long est à peu près la même en ce qui concerne le maintien de la paix publique contre les violences féodales, c'est-à-dire qu'il respecte les droits des autres, mais qu'il fait respecter les siens.

Il promet solennellement aux nobles, dès son avènement, « de remettre en l'estat deu toutes oppressions et griez qui ou temps passe leur ont esté fez par ses gens (sous Philippe le Bel), et de garder et faire tenir les bones coustumes et usages anciens et de les remettre en l'estat que eles estoient au temps le saint roy Loys¹. » Et il ne se borne pas à des paroles; plusieurs actes nous le montrent modérant le zèle des officiers royaux², il accorde un grand nombre de commutations de peines, de grâces, de lettres de rémission, et réhabilitations à des seigneurs qui, dans un jour d'égarement³, ont « accumulé le mal sur le mal⁴ ».

l'affirmation contraire de Calery (*Etat du pouvoir royal d'imposer*, Bruxelles, 1879, p. 61).

1 JJ 51, n° 1 — Il déclare plusieurs fois qu'il les maintiendra « in suis justis possessionibus » (Ex JJ 51 A, n° 349), et qu'il supprimera les « nouveautés injustes » (Ex JJ 59, n° 113).

2 Par exemple un combat ayant eu lieu entre les habitants de Caudaval (Aude) et ceux de Corbere (Pyrénées-Orientales), sujets du sire de Mirepoix (Ariege), le juge royal de la sénéchaussée de Carcassonne retient la cause au roi, mais le sire de Mirepoix la réclame, et, après une longue procédure (savoir : instruction de l'affaire par le chevalier de Montreal, requête du procureur du sire de Mirepoix, arrêt du juge royal de la sénéchaussée de Carcassonne, appel dudit procureur, mandement du Parlement au sénéchal de faire une enquête, enquête et jugement du sénéchal, appel du sire de Mirepoix...), le Parlement donne gain de cause au seigneur, par la raison « qu'il n'y a pas eu port d'armes illicite », les deux partis s'étant armés « pour la défense de leur droit » *Actes du Parlement*, n° 612 — Autres ex. *ibid.*, n° 613, etc. — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII fol. 247; — coll. Boet, t. CCXIII fol. 1; — JJ 51 A, n° 339; — JJ 59, n° 566; — Arch. du Nord, *Inventaire de Gouffroy*, n° 2109; — *Ordonn.*, t. 1, p. 688.

3 Ex « *inconsulta calore et ira commotus*... » « *multa mala accumulando*... » JJ 56, n° 494.

4 Ex JJ 51 A, p. 329; — JJ 56, n° 494; — JJ 59, n° 139. Les formules ordi-

Contre les rebelles les plus puissants, tels que le comte de Flandre, le comte de Nevers, le sire de Fiennes, Robert d'Artois, le sire de Mercœur, « qui troublent la paix du royaume par leurs folles *emprises*¹ », il emploie, comme on a vu, l'intimidation et la force. Contre les seigneurs moins puissants, qu'un bailli ou un sénéchal suffirait à écraser, les hommes d'armes sont rarement nécessaires; l'intervention des commissaires royaux et du Parlement suffit le plus souvent, c'est-à-dire que Philippe le Long remet en vigueur le régime des cas royaux².

Ainsi le sire de Noaillan, Amanieu³, ayant été maltraité par le prévôt de Barsac, demande justice au roi comme à son défenseur naturel⁴; le Parlement retient la cause comme cas royal, malgré les réclamations des procureurs du duc de Guyenne⁵. Le prévôt de Barsac, qui veut se venger, attaque le château de Noaillan avec une multitude d'hommes d'armes, en brise les portes, renverse les fourches patibulaires, enlève les prisonniers qu'Amanieu y détenait selon son droit de haut justicier, se saisit d'Amanieu lui-même et l'emmène en prison à Barsac, où il le retient plusieurs mois. Mais le Parlement, après enquête, condamne le duc de Guyenne à 1000 livres de

naires sont qu'il y a des circonstances atténuantes « *non excusata multis seu ex preconcepto odio* », et que le coupable est recommandé : « *consideratione quorundam amicorum suorum* ». (J. 56, n° 197.)

1. Ex. JJ 33, n° 76, 78, etc.

2. Ce régime diffère suivant les provinces, dans certaines provinces, par exemple dans le bailliage des montagnes d'Auvergne, il ne se réserve que les causes qui touchent la sauvegarde royale, après qu'il a été reconnu « *an causa tangat gardiam supradictam* » (JJ 39, n° 113, art. 1), il se contente d'affirmer, dans les autres cas, la souveraineté de sa juridiction par la voie des appels « *personis et locis in nostra speciali gardia existentibus posimus per modum alium* (les appels) *de opportuno remedio providere sine prejudicio tamen justicie alterius cujuscunque* ». JJ 59, n° 113, art. 41 (juin 1319). Il y fait même enlever les panonceaux royaux placés indûment à la porte des abbayes et autres lieux soumis à la haute justice des barons « *panuncellus jubemus illis auferri* » (Ibid). Mais ces dispositions conciliantes ne sont possibles que dans les provinces où les barons « font leur devoir, vivent en paix et en droiture ».

3. De Novelliano (Noaillan, arrondissement de Bazas, Gironde) Barsac (Gironde).

4. « *Quod tam de more quam de consuetudine notum in dicto loco, quatenus dominus gravat subditum seu gravare minatur, subditus potest ad eumdem regem appellare* » X 1, A 5, fol. 11.

5. Ils soutiennent qu'il ne peut être appelé que de suite de droit ou de faux jugement (Ibid).

dommages-intérêts envers Amanieu, et à 4000 livres d'amende (environ 400 000 francs d'aujourd'hui) envers le roi (1320)¹.

Les gens du vicomte de Thouars, au nombre de 500, forcent à main armée la prison du monastère de Lieu-Dieu du Jard², placée sous la garde royale, enlèvent un meurtrier qui y est détenu, pillent les granges et blessent plusieurs moines, puis ils dressent en face de la chapelle, malgré la défense du gardien royal, des fourches patibulaires, fabriquées (par un raffinement d'impudence) avec du bois du monastère; à ces fourches ils pendent d'abord des mannequins revêtus du costume monastique, puis deux moines vivants, et comme le gardien royal continue à protester : « Tais-toi, lui crient-ils, il n'y a pas ici d'autre roi que notre vicomte, et si tu ouvres encore la bouche, nous tuons ton cheval sous toi, et tu pourras bien ne pas remporter la tête comme tu l'as apportée³ » (1317). Mais les moines et le gardien royal se plaignent au roi. Le Parlement condamne le vicomte de Thouars à 4000 livres d'amende et ses gens à des amendes proportionnées à leurs méfaits; le bailli de Tours veille à l'exécution de la sentence (1320).

Le sire de Caumont et Jourdain de l'Isle ayant maltraité les habitants de Sainte-Bazille⁴, placés sous la garde du roi, sont condamnés à des amendes par le sénéchal de Périgord, que le Parlement a chargé de juger l'affaire lui-même⁵.

Les gens du dauphin d'Auvergne ayant jeté des pierres au bailli et aux sergents du roi, le Parlement confisque un de ses châteaux (le Crest)⁶, pour excès, désobéissance et rébellion⁷.

Une autre fois c'est le sire de Die qui enlève malgré elle et malgré les panonceaux royaux une « damoiselle » placée sous

1. Arch. nat., X 1, A 3, fol. 41

2 (Vendée).

3. « *Nos non faciemus aliquid pro rege tuo, adjuvamus quod non vult alius rex in terra Thaurin, nisi dictus comes* » Arch. nat., X 1, A 3, fol. 24 v°. — Un valet du roi a les lèvres et le nez coupés dans une circonstance analogue, *Cramuel*, III, fol. 82 v° (*Actes du Parlement*, II, p. 3347).

4. Lot-et-Garonne (arrondissement de Marmande).

5. Boutaric, *Actes du Parlement*, n° 5771.

6. Arrondissement de Clermont (Puy-de-Dôme).

7. *Actes du Parlement*, n° 6306; — Arch. nat., X 1, A 3, fol. 72 v°.

la garde spéciale du roi ; il met la maison au pillage, brise les panonceaux, emmène sa captive dans son château de Die, et la frappe à coups de fourche. Mais le sénéchal de Lyon le condamne à 500 livres d'amende, et 60 livres de dommages-intérêts, et le Parlement confirme la sentence¹.

On trouve le même esprit de révolte chez certains des plus petits barons. Le sire de Keviler², ayant attaqué et blessé le prévôt de Peronne, est condamné à 1000 livres d'amende, 2000 livres de dommages-intérêts, et reste en prison jusqu'au paiement de ces sommes³. Un chevalier, nommé Richard d'Antigny⁴, ayant voulu entrer dans la ville de Langres à la tête d'une troupe armée, s'en voit refuser la porte ; transporté de colère, il défie les habitants, puis, sachant que leurs procureurs se rendent à Paris, il les dévalise et les transporte « sur les terres de l'Empire » ; le Parlement ordonne aussitôt aux baillis de l'Est et au gardien du comté de Bourgogne d'arrêter le coupable et de saisir tous ses biens⁵.

Dreu de Milly, chevalier, ayant mis en prison, par pur caprice, un « hôte » de l'abbaye de Saint-Lucien de Beauvais, un gardien royal et un sergent viennent délivrer le prisonnier ; Dreu, averti, les attaque dans l'exercice de leurs fonctions, leur reprend l'homme⁶, le met aux fers, injurie le sergent et le gardien, et les frappe à coups de bâton et d'épée « au mépris de la juridiction et de la souveraineté royale » ; mais le Parlement, intervenant à son tour, condamne Dreu à payer 500 livres d'amende (environ 50 000 francs d'aujourd'hui), 100 livres d'indemnité, et à tenir prison au Châtelet de Paris jusqu'au paiement de ces sommes⁷.

1. Arch. nat., X 1, A 5, fol. 39 r°.

2. Quivieres (Somme).

3. *Actes du Parlement*, n° 5857.

4. Vraisemblablement Au gny-la-Ville (arrondissement de Beaune - Côte-d'Or). Richard d'Antigny (ou Antigney) avait été en 1314 un des principaux chefs de la ligue féodale en Bourgogne, le « *Comte des bourgeois communes* » l'avait investi d'une sorte de dictature. Il avait déjà défilé la ville de Langres sous Louis X (V. DuGayard *Revue Hist.*, t. LV, p. 21).

5. *Actes du Parlement*, n° 4691 et 4698.

6. L'homme et non pas les officiers du roi, comme le dit l'analyse de Boulartie (*Actes du Parlement*, n° 6154).

7. Arch. nat., X 1, A 5, fol. 46 v°.

Jean de Loise, seigneur de Crux (Nivernais), envahit avec une bande de pillards les terres de Jean de Chambon, chevalier, et celles de Guillaume de Crux, damoiseau, l'un et l'autre placés sous la garde du roi ; tout est pillé, particulièrement à Saint-Sauge, à la Roche¹, aux Granges, les étangs vidés, les arbres coupés, les moulins détruits, les habitants, hommes et femmes, emprisonnés, torturés, bâtonnés, édentés, écrasés², assommés³, suspendus la tête en bas dans les puits. Mais le Parlement, instruit de ces atrocités (*excessus enormes*), condamne Jean de Loise à payer 6000 livres d'amende (environ 600 000 francs d'aujourd'hui) et 3000 livres d'indemnité à ses victimes (ou plutôt à leurs héritiers) ; Jean sera enfermé au Châtelet de Paris jusqu'au paiement de ces sommes. Les complices, dont nous avons la liste complète, sont eux aussi emprisonnés et condamnés⁴.

Les vassaux du duc de Guyenne, encouragés par l'exemple de leurs sénéchaux, se distinguent par leurs insolences et leurs méfaits. Par exemple Bernard de Trenqueléon⁵, ayant maltraité des bourgeois de Toulouse, est cité trois fois devant la cour du roi à Toulouse ; il refuse d'y comparaître, sous prétexte qu'il relève du duc de Guyenne, et le sénéchal de Toulouse, invité par le Parlement à sévir, condamne Bernard à 15 000 livres d'amende (environ 1 million et demi d'aujourd'hui)⁶. Un autre vassal du duc de Guyenne, le seigneur de Rions⁷, ayant mis le feu à la maison d'un de ses ennemis placé sous la garde royale, le sénéchal de Périgord le condamne, solidairement avec ses complices, à 10 000 livres d'amende, et le Parlement confirme la sentence.

On pourrait multiplier les exemples⁸.

1. Probablement la Roche-Millay.

2. L'homme *verase* (*in tantum quod ei fundamentum erant*) n'est pas le fils du châtelain, comme le dit M. Duclayard (*Révue historique*, t. LV, n° 275) ; c'est le fils d'un autre Guillaume, non noble. Si je relève ce détail, c'est que tout trait rapporté dans ce tableau de mœurs féodales.

3. *Isque ad viginti trium ossum de capite extraxerunt.*

4. *Actes du Parlement*, t. II, n° 6384 et 6385.

5. Il possède entre autres châteaux celui de Vèze (Gironde).

6. *Actes du Parlement*, t. II, n° 6111 et 6131.

7. Arrondissement de Cadillac (Gironde).

8. *Actes du Parlement*, n° 4493, 4751, 4831, 4922, 5002, 5159, 5426, 5515, 6171.

En résumé Philippe le Long a souvent à défendre ses agents et ses protégés, il rencontre de nombreuses inimitiés chez les seigneurs grands et petits, mais il ne se laisse pas outrager impunément, qu'il s'agisse d'un comte de Flandre, d'un sire de Thouars ou d'un sire de Kievler, et dans la plupart des cas les voies judiciaires suffisent à dompter les rebelles.

Philippe le Long emploie les mêmes procédés contre les guerres privées, c'est-à-dire qu'il n'a recours aux armes que dans les cas exceptionnels. C'est par la force, comme on a vu², qu'il intervient en Artois en 1316 en faveur de Mahaut contre Robert, mais seulement après l'avoir sommé en vain de comparaître devant le Parlement, et quand Robert s'est soumis, c'est le Parlement qui prononce entre lui et Mahaut suivant toutes les formes (1318)³. La guerre ayant continué entre Mahaut et ses autres ennemis tels que les sires de Fiennes, de Renty et de Pecquigny, Philippe le Long, à plusieurs reprises, ordonne aux deux partis de cesser les hostilités⁴; cet ordre n'ayant pas été écouté⁵, il intervient en faveur de Mahaut de la même manière que la première fois, c'est-à-dire que ce sont ses hommes d'armes qui réduisent les rebelles⁶, mais

6291, 6431, 6461, 6493, 6570, etc. Plusieurs de ces actes de vigueur sont attribués inexactement à Louis X par M. Duhaud (V. ci-dessus, p. 2 et 3). Philippe le Long est impitoyable quand les violences ont été préméditées (*excoitata malicia*), il est plus indulgent quand elles ont été commises dans la chaleur de la mêlée (*in calida melite*). Ex. - Bibl. nat., coll. Doust, t. CLXXXI, fol. 169.

2. Il importe d'observer qu'il ne les défend guère que contre ses propres ennemis (ce qui est le cas le plus fréquent); quand il leur arrive d'être insultés ou maltraités par ses amis, il ne montre pas la même fermeté. C'est ainsi que Guillaume d'Harcourt, membre du Grand Conseil et quarz de France, ayant insulté le Parlement et ayant été pour ce fait condamné à de fortes amendes, le roi lui pardonne « pour ses bons services », et cause l'arrêt du Parlement (Jl 56, n° 71). Il témoigne la même indulgence au comte de Fures, lui aussi membre du Grand Conseil, et qui a insulté le Parlement (Jl 59, n° 576). C'est qu'il se rencontre, dans l'aristocratie royaliste, des seigneurs dévoués au roi, ou ralliés, mais peu soucieux des légistes et sujets à des accès d'arrogance aristocratique.

3. V. Régence, p. 69.

4. Jl 55, n° 98; — v. ci-dessus, p. 176.

5. Jl 55, n° 100, 112.

6. Les « gentilshommes » d'Artois réclament même formellement le droit de « chevaucher » selon les coutumes anciennes (Arch. du Pas-de-Calais, A, 61, n° 22, § 17).

7. V. Artois, p. 177, 186, 187.

■

c'est le Parlement qui les juge (1321)¹, et Mahaut ne s'étant pas considérée comme suffisamment vengée, le roi lui répond « qu'il n'est tenu à rien envers elle, si ce n'est à juger ses ennemis régulièrement ».

D'autres interventions militaires sont encore nécessaires pour rétablir la paix, par exemple entre le comte de Comminges et la comtesse de Vendôme, qui se disputaient un château², mais le sénéchal de Carcassonne y parvient avec les ressources locales.

Ces ressources locales³, Philippe le Long les augmente par l'institution si importante des capitaines de villes, destinés, comme on l'a vu, à « maintenir la tranquillité et la paix en la manière qu'elle fut maintenue au temps de monseigneur saint Louis ». L'audace des seigneurs fut singulièrement refroidie le jour où les agents du roi purent compter dans chaque ville sur l'appui d'une troupe armée.

Comme on le voit, Philippe le Long considère comme le premier de ses devoirs de maintenir la paix publique; il se met en état de la faire respecter par la force et il ne recule pas devant les interventions militaires, quand il les juge nécessaires, mais il préfère les moyens pacifiques que les institutions monarchiques mettent entre ses mains.

Un des plus efficaces⁴ est l'asseurement, c'est-à-dire, pour l'opprimé, l'appel à la protection royale contre les menaces de guerre⁵, — pour l'oppresser, la « promesse de paix », qui suspend les vengeances privées au nom de l'intérêt supérieur

1 « Pour ce que armes sont deffendues de droit, et par tout le royaume de France... Arch. du Pas-de-Calais, A, 6, n° 23. — Les baillis et prévôts indigent aussi des amendes aux gentils hommes « pris en chet estat », les nobles d'Artois se paignent d'être « laxés » pour ce fait « si outrement que chest grant ludeur ». *Ibid.*, A, 61, n° 22 § 18.

2. Bibl. nat., coll. Doat, t. VI, fol. 91; — coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 192.

3 Les baillis et sénéchaux sont quelquefois autorisés par le roi à adjoindre à leurs sergents, pour une arrestation difficile, des hommes de bonne volonté, particulièrement les amis de la victime (au nombre d'une vingtaine par exemple), ils doivent opérer « sans strepitu ». *Criminel*, III, fol. 212 v°.

4. Il y en a d'autres encore : par exemple il défend le port d'armes illicite (la « miséricorde » est prohibée). Ex. : *Actes du Parlement*, n° 6498.

5. Le roi provoque ces appels à sa protection : voyez le mandement au bailli d'Amiens (*Criminel*, III, fol. 110 r°). Les baillis et sénéchaux servent souvent d'arbitres entre les parties (Ex. : *Actes du Parlement*, n° 4643).

de la société; très employé sous saint Louis et sous ses deux successeurs¹, l'asseurement avait été au contraire presque abandonné sous Louis X². Les actes du Parlement nous conservent de nombreux exemples d'asseurement de 1316 à 1322³. Ils sont prêtés devant le Parlement⁴, devant les baillis et sénéchaux⁵, devant les prévôts et vicomtes⁶, ou autres officiers du roi, devant le maire de la ville⁷. Les oppresseurs qui refusent de « jurer asseurement » à leurs victimes sont punis du bannissement comme rebelles⁸; à plus forte raison ceux⁹ qui « violent l'asseurement », c'est-à-dire qui, malgré leurs promesses, attaquent leur ennemi, l'insultent, le dépouillent, le blessent¹⁰, le tiennent en chartre privée¹¹, le tuent (lui ou ses gens)¹², sont poursuivis avec vigueur, comme coupables d'un « cas royal », et condamnés par les juges provinciaux ou par le Parlement à des « châtimens exemplaires », le plus souvent à la prison ou à l'amende, s'ils ont pu être arrêtés, sinon au bannissement avec confiscation de leurs biens¹³.

L'asseurement empêchait beaucoup de guerres privées, mais il n'était qu'un remède préventif; l'oppresseur n'en laissait pas toujours le temps à sa victime. Il arrivait aussi que les deux

1. Langlois, *Philippe le Hardi*, p. 201.

2. V. Ordonn., t. I, p. 559, 570, 574; — et *Actes de Parlement*.

3. Dans plusieurs pays, en Bretagne, en Touraine, etc, la simple promesse de ne pas faire de mal au plaignant équivalait à l'asseurement. Ex. : *Actes du Parlement*, n° 5635.

4. Ex. : *ibid.*, n° 5047.

5. Ex. : *ibid.*, n° 4551, 4603, 5624-5633.

6. Ex. : *ibid.*, n° 5174, 5236.

7. Ex. : *ibid.*, n° 5622.

8. Ex. : *ibid.*, n° 5622.

9. Ou « coiles », car on voit des femmes prêter l'asseurement, et même le violer, *ibid.*, n° 5006.

10. Ex. : *ibid.*, n° 4898, 5016, 5174, 5243, 5422, 5536, 5589, 5635.

11. Ex. : *ibid.*, n° 5269.

12. Ex. : *ibid.*, n° 5807, 6049; — autres exemples, *ibid.*, n° 4551, 4603, 4643, 5197, 5236, 5547, 5579, 6317, etc. (les exemples abondent).

13. Ex. : *ibid.*, n° 6317. Malheureusement nous possédons peu de sentences plus précises que celles que prescrivent les mandements du Parlement aux baillis et sénéchaux. Ex. : *ibid.*, n° 5807, 5622. — Un des rares arrêts qui nous sont conservés nous montre deux coupables condamnés l'un à 1000 livres parisis, l'autre à 1120 livres parisis d'amende, et à 1025 et 1035 livres parisis de dommages-intérêts, avec emprisonnement au Châtelet jusqu'au paiement. Arch. nat., X 1, A3, fol. 48 v°. — En général la peine est l'amende, s'il n'y a eu que délit, « nisi tamen causa fuerit criminalis ». (Ex. : JJ 59, n° 113.)

ennemis s'entendissent pour vider leur querelle entre eux : mais alors la royauté intervient énergiquement, au nom de l'intérêt public : si les hostilités n'ont pas amené de mort, ni de blessures graves, le roi se tient pour satisfait quand ses officiers décident les deux partis à conclure la paix¹; si la guerre privée a été sanglante, les baillis et sénéchaux font des enquêtes sur « ces crimes détestables et horribles² », et les juridictions royales les jugent comme « cas royaux ».

Par exemple le chevalier Jean de Sorel³ et quelques autres nobles artésiens ou picards attaquent traîtreusement Lemoine, de Haplincourt⁴, lui coupent le nez et le blessent à mort ; le prévôt de Péronne ne peut les arrêter, par la mauvaise volonté du sire de Thourotte⁵, qui leur donne asile, mais le bailli de Vermandois finit par mettre la main sur Jean de Sorel, qui passe une année en prison avant d'être jugé⁶ (nous ne possédons pas la sentence, qui fut vraisemblablement une condamnation).

Un autre seigneur du Nord, Guillaume de Norrein⁷, s'empare du château de Saint-Venant, appartenant à Marie de Roye, veuve du sire de Saint-Venant, et prétend que, d'après la coutume du pays et les privilèges accordés aux nobles par les rois de France (lisons « par Louis X »), il a le droit de faire la guerre aux Saint-Venant, mais le Parlement, qui est d'un autre avis, condamne Guillaume à 10 000 livres d'indemnité (environ 1 million d'aujourd'hui) envers Marie de Roye, et à la confiscation du surplus de ses biens au profit du roi (1320)⁸.

En résumé Philippe le Long ne se donne pas la vaine satisfaction d'interdire les guerres privées par des ordonnances inapplicables⁹, mais il les restreint par d'habiles mesures qui font honneur à son sens pratique.

1. Ex. *Actes du Parlement* n° 4643.

2. Ex. *ibid.*, n° 6036.

3. Sorel (arrondissement de Péronne, Somme).

4. Haplincourt (arrondissement d'Arras).

5. Thourotte (arrondissement de Compiègne).

6. *Actes du Parlement*, n° 6586.

7. Norrent-Fontes ? (Pas-de-Calais).

8. *Actes du Parlement*, n° 6126 (X 1, A 5, fol. 43); — autre exemple, *ibid.*, n° 5738.

9. Je n'en trouve que deux dans les actes de Philippe le Long : l'une est le

C'est encore parmi les mesures propres à restreindre les guerres privées qu'il convient de placer les prescriptions de Philippe le Long relativement aux duels judiciaires ou « gages de bataille », courtes guerres privées entre deux champions.

Saint Louis les avait défendus, du moins dans le domaine royal, au nom des principes religieux¹; Philippe le Hardi, au contraire, les avait tolérés partout², et Philippe le Bel les avait réglementés pour les restreindre, c'est-à-dire qu'il se réservait de les autoriser³.

Philippe le Long suit l'exemple de son père : il prescrit à ses officiers de justice de se reporter à l'ordonnance de 1306, qui précise les cas où le duel peut être permis⁴. Plusieurs duels (duels entre accusé et accusateur) sont autorisés par les baillis et sénéchaux, par le Parlement⁵, par le roi en personne : peu s'en fallut, comme on l'a vu, qu'un duel n'eût lieu sous les yeux du roi et de ses conseillers entre Ferry de Pecquigny et Jean de Varenne, à propos de la comtesse Mahaut.

C'est que Philippe le Long, qui n'est pas un théoricien, comprend que les ordonnances n'ont sur les mœurs qu'une action des plus lentes ; de deux maux, il choisit le moindre : un court et loyal combat entre deux hommes lui paraît préférable à une série d'assassinats⁶ ou à une suite interminable de vendettas et de guerres entre deux familles ou deux seigneuries. La tolérance est moins une satisfaction donnée à la

mandement adressé au bailli de Vermandois (*Ordonn.*, I p. 635), et aux baillis de Champagne Varin, *Arch. admin. de Reims*, II, p. 233) c'est-à-dire aux pays à pacifier, et non à tout le royaume. L'autre est destinée à la comte de Bourgogne : on peut y remarquer que la loi est la même pour tous « *cujuscunque status, preeminentie vel conditionis* », II 59, n° 172 *Ordonn.*, I, p. 701 ; — et *Hist. de Bourgogne*, t. II, p. 166.

1. *Ordonn.*, t. I, p. 87.

2. Langlois, *Philippe le Hardi*, p. 200.

3. Bibl. nat., ms. fr. 4425, p. 92.

4. Ex : *Actes du Parlement*, n° 4665, 4669, 5320, 5346, et surtout 5367, 5368, 5500, 5971 ; l'ordonnance autorise le duel quand on ne peut faire la preuve par sermons, cf. n° 5778.

5. Ex. : *ibid.*, n° 4773, 5322. Exemples de duels refusés par le Parlement, qui se réserve de juger la plainte. *ibid.*, n° 5557, 5971. — Enquêtes sur des demandes de duel, *ibid.*, n° 5177, 5304, 5340, 5778, 5853, 6015, 6046, 6333, 6391, 6405.

6. Ex : *ibid.*, n° 4491.

noblesse qu'une concession aux mœurs; c'est une preuve d'intelligence et non un signe de faiblesse.

Les tournois et les joutes n'avaient pas la même utilité : sans doute ils « faisaient aller le commerce » comme les courses d'aujourd'hui, mais, loin d'aider au perfectionnement de la race chevaline, ils causaient « une grande mortalité d'hommes et de chevaux » qui eussent pu être mieux employés.

Philippe le Long les proscrivit, comme l'avaient fait saint Louis et Philippe le Bel, surtout dans l'intérêt de l'ordre public et du « saint voyage d'outre-mer » : « *que nuls ne soit si hardi, écrivit-il à tous ses baillis et sénéchaux, sus paine d'encourre nostre indignacion, d'aler a joutes ne a tournois, ne de joster ne tournoier dores en avant.... Et de tous ceus que vous pourrez trouvez alanz, venanz ou retournanz desdites joustes et tournois, saisissez et arestex et prenez harnois, chevaux et armeures* » Cette ordonnance n'est annulée par aucune disposition contraire, ainsi qu'il était arrivé sous Philippe III⁴; elle paraît même avoir été observée : on sait le goût prononcé des chroniqueurs pour ces jeux élégamment barbares où les dames, les nobles et les poètes trouvaient un passe-temps héroïque et galant; nul doute qu'ils eussent décrit avec complaisance les beaux coups d'épée et de masse d'armes, s'ils y eussent trouvé matière.

Cette interdiction des tournois, rapprochée de l'autorisation des duels judiciaires, montre en Philippe le Long un homme d'une intelligence assez large pour laisser subsister les abus

1. V. Roman de Ham, p. 219, — et Langlois, *Philippe III*, p. 197.

2. Il est à remarquer qu'au contraire Jean XXII, sans les autoriser, revoke les sentences d'excommunication lancées par Clément V contre ceux qui font des joutes et des tournois « *comme empeschant le voyage d'outremer* ». V. *Cabinet historique*, t. X, 2^e partie, p. 155, — et J 696, n° 194.

3. Août 1317. *Ordona.* I, p. 643; — et JJ 75, n° 12. Cette ordonnance n'est adressée qu'à onze baillis : les cinq de Normandie, trois de France (Vermandois, Sens et Tours), et trois de Champagne, mais il est plus que vraisemblable que les autres baillis et sénéchaux reçurent les mêmes instructions, on s'expliquerait difficilement que les tournois fussent défendus par le roi dans le bailliage de Tours, et permis dans celui de Bourges.

4. V. Langlois *Philippe III*, p. 198.

qui tenaient aux nécessités de son temps, d'un cœur assez ferme pour s'attaquer à ceux qu'il était possible de détruire en bravant les préjugés et les haines. De nos jours il faudrait certainement moins d'énergie au gouvernement espagnol pour interdire les combats de taureaux.

C'est avec la même préoccupation de l'intérêt général qu'il intervient dans les seigneuries pour autoriser des foires, parfois malgré l'opposition des seigneurs¹, et réglementer la pêche. Après Philippe le Bel, dont l'ordonnance² n'avait pas été respectée, il ordonne de brûler « tous les malicieux engins de pêche tels que *bras de saine, rabez, pissonay, borreche, marchepié, nasse pelée, rabasces, truble à bois, desmesurée espoisse, nasse à croix, nasse que l'en tient aux agoux* », à cause de la « *grant destruction de poissons* » ; les délinquants seront punis d'une amende de 60 sols ; les seigneurs, aussi bien que les officiers royaux, devront veiller à l'exécution de l'ordonnance royale avec moins de négligence que par le passé, et prêter main-forte aux gardes-pêches et autres agents du roi (1319)³.

Il intervient quelquefois aussi chez les seigneurs pour soumettre leurs hommes à des règlements d'intérêt commun : par exemple les « courdoanniers » de la ville de Troyes se constituent en une corporation, où tous sont soumis aux mêmes règles, « *aussi bien li homme des églises, li homme des chevaliers, li homme des escuiers comme li homme nostre seigneur le roi* » ; c'est le bailli de Troyes qui approuve leurs statuts, c'est devant le prévôt de Troyes que leurs quatre « *preu-d'hommes* » prêtent serment et portent leurs plaintes.

Parmi les autres droits dont se ressaisit Philippe le Long,

1. Ex. : J 254 B, n° 92 (Dufayard, *op. cit.*, t. LV, p. 280).

2. Ordonn. de 1289.

3. Le garde-pêche Milloset de Bray-sur-Seine (arrondissement de Provins) est chargé de détruire dans sa circonscription les engins défendus, et pour stimuler son zèle le roi lui promet le tiers des amendes V. *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1852-53, p. 51 ; - et *Cabinet historique*, t. XIV, 2^e partie, p. 101 (Analyse de la *Collection Dom Grenier*, t. CCXXXI).

4. JJ 56, n° 11

il faut remarquer celui d'approuver et de confirmer¹ un grand nombre d'actes des seigneurs. Sur les quelques milliers d'actes émanés de la chancellerie royale qui nous ont été conservés, plusieurs centaines sont des confirmations de ce genre, confirmations de contrats de mariage², — de testaments³, — de partages de biens⁴, — d'accords, de conventions, de transactions diverses (soit entre deux seigneurs⁵, soit entre un seigneur et des religieux⁶, soit entre un seigneur et une ville)⁷, — confirmations de donations⁸, — d'amortissements⁹, — d'affranchissements¹⁰, — d'émancipations¹¹, — d'anoblissements¹², — d'acquittements¹³, — de lettres de rémission¹⁴.

Parmi ces confirmations, beaucoup sont facultatives, c'est-à-dire demandées par les seigneurs eux-mêmes, qui « supplient le roi » de ratifier l'acte émané d'eux, « d'y mettre son assentement et s'auttorité¹⁵ », comme si leurs actes n'étaient sans lui

1 *Ratificatio venditionis* ., — *Confirmatio partionum* ., — *Approbatio bonorum venditorum* JJ 56, n° 323, 337, 339, etc.

2 Ex JJ 1043, B, n° 22, J 380, n° 5; — JJ 53 n° 234; — JJ 56, n° 323, 343, — JJ 58, n° 452; — JJ 59, n° 332. — Bibl. nat., *Coll. Doat*, t. II, p. 59.

3 Ex : J 403, n° 24, 25; — JJ 59, n° 98.

4 Ex JJ 60, n° 75, et Arch. du Nord (n° 2292 de l'*Analyse de Godefroy*).

5 Ex JJ 174, n° 10, — 206, n° 4, — 218, n° 26, — JJ 56, n° 474 et 551 — JJ 59, n° 35, 142, 154, 176, 190, 207 249, 250, 320, 437, 469, 579, — JJ 60, n° 147, 152, 166. — Titres de la maison ducal de Bourbon, n° 1550 ou P, 1490^{re} cotes 913 et 918. Plusieurs de ces confirmations portent la mention « *Concordatum in curia* », — « *per vos de consensu partium presentium* » (JJ 59, n° 249, 452 et 453), ce qui montre qu'elles sont moins des confirmations que des arbitrages.

6 Ex. — JJ 60, n° 195.

7 Ex. : JJ 59, n° 150 426.

8 Ex. : JJ 59, n° 449, 454; — JJ 60, n° 45, 46, 95.

9 Ex. : JJ 53, n° 130 182, 188, — J 156, n° 91.

10 Ex JJ 60, n° 19, — JJ 59, n° 346, — JJ 53, n° 303, 323, — JJ 56, n° 567, 568.

11 Ex JJ 60, n° 222, 223, 224 (Émancipation, c'est-à-dire mise « *hors du pouvoir et des liens du père* » de Polie de Poitiers, âgée de deux ans).

12 Ex : JJ 58, n° 498, JJ 59, n° 457, JJ 60, n° 18.

13 JJ 56, n° 484; — JJ 59, n° 448; — JJ 60, n° 14, 44, 199, 200.

14 Ex. JJ 60, n° 99, 209 — Autres exemples divers JJ 53, n° 75, 76, 79, 80, 101, 180, 335, — JJ 60, n° 33, 59, 75 et 178, etc., — Bibl. nat. *Coll. Moreau*, t. CCXXII, fol. 97, 160, 223.

15 « *Sauttorit* », forme à remarquer au point de vue philologique et à rapprocher de lante (*tu ante*), J 53, n° 234, — Autres exemples JJ 53, n° 240, — JJ 60, n° 222, *ut perpetuum robur obtineant, auctoritatem nostram regiam interponimus* JJ 53, 250.

que des actes sous-seing privé (c'est au même titre qu'il préside à des contrats de mariage¹).

Mais les autres confirmations sont la formalité nécessaire pour que l'acte soit valable aux yeux du roi, soit qu'il s'agisse d'échanger des terres ou bien d'établir un pariage entre seigneurs², — de régler une succession litigieuse³, — de renter des bâtards⁴, — de vendre ou de donner des terres nobles, des redevances⁵, des droits divers⁶, tels que le droit de haute justice (*pleit de l'espée*) à un autre seigneur⁷, d'établir un pariage avec un autre seigneur⁸, de recevoir l'hommage de nouveaux vassaux : par exemple le comte de Beaumont le Roger (Robert d'Artois) se déclare prêt à recevoir le sire de Ferrières dans son hommage « s'il plaît au roi⁹, si bien

1 Ex : JJ 60, n° 82, 83.

2 Ex : JJ 56, n° 12; — JJ 60, n° 104; — JJ 59, n° 321 et 471, — ou entre un baron et un abbé, JJ 59, n° 319, — ou entre un baron et un non-noble, Ex : JJ 59, n° 361.

3 Ex : Bibl. nat., coll. Doat, t. 1, p. 154, 164, 300.

4 Ex : *Cabinet historique*, t. VIII (1862), 2^e partie, p. 77.

5 Ex : JJ 56, n° 337, 338, 339, 340, 365, 366, 364, sqq., 395, 434, 435, etc. (V. le texte, p. 44), JJ 59, n° 484, 518, 539. — Philippe le Long, restreignant les privilèges accordés par Louis X, annule l'autorisation accordée aux nobles champenois par la charte de Champagne (V. Duhaud, *Revue historique*, t. LV, p. 273), et défend aux nobles de rien aliéner de leurs fiefs ou arrière-fiefs sans son autorisation spéciale; en effet, s'il s'agit d'autres nobles, ces mutations troublent les coutumes, et laissent le roi dans l'ignorance de la réalité (Philippe le Long tient beaucoup à être renseigné sur l'état exact du royaume, quand ce n'est que pour adresser ses convocations); s'il s'agit au contraire de non-nobles, les fiefs qui passent entre leurs mains sont « abrégés », c'est-à-dire diminués (*ad servitium minus competentis tradita*), au grand préjudice de la royauté, surtout si ces fiefs sont des châteaux et des maisons fortes (*bradon*, t. I, p. 632 — (1317), p. 745 (1321), et notes de Laurière, *ibid.*, p. 746). En d'autres termes les non-nobles, ecclésiastiques ou laïques, ne pourront désormais acquérir de francs fiefs : 1^o qu'avec la permission de leur seigneur, comme précédemment; — 2^o qu'avec la permission du roi, permission qui lui est payée sous forme de droit d'amortissement, et dont le prix varie selon les cas Ex : JJ 59, n° 551, — JJ 60, n° 127.

6. Par exemple le droit de construire une maison forte « cum necessariis muralibus, cranellis, portallis, archibus, fossatis et fortalicis ». Ex : JJ 56, n° 424; — JJ 59, n° 230.

7. Ex. : JJ 60, n° 120, — JJ 56, n° 360, 361, 362, — Bibl. nat., coll. Doat t. CLXXII, fol. 1.

8. Ex : JJ 60, n° 103. C'est ainsi que Philippe le Long confirme l'accord par lequel le vicomte de Limoges Gui VII cède la vicomté à sa belle-sœur Isabelle, femme du duc de Bretagne, moyennant 8000 livres de rente (V. Lalanne, *Dictionnaire*, au mot *Limoges*. — Autre ex. : JJ 56, n° 462).

9 JJ 59, n° 267.

que la confirmation par le roi de cet accord entre les deux seigneurs équivaut à une autorisation.

Dans le premier cas les seigneurs sont les obligés du roi qui consent à donner à leurs actes volontaires la consécration officielle du sceau royal et de l'enregistrement, comme une sorte de notaire suprême¹. Dans le second cas les seigneurs sont les subordonnés de l'administration royale; la confirmation du roi n'est pas destinée à leur plaire : c'est une mesure d'ordre public. Dans les deux cas, que la confirmation ait été nécessaire ou non pour que l'acte soit valable, les obligés du roi sont surtout ceux que sa confirmation assure contre le caprice des seigneurs, contre leur défaut de mémoire ou contre le désordre de leurs archives. Elle est souhaitée par l'acquéreur qui leur a acheté une terre, par le serf qu'ils ont affranchi, par le bourgeois qu'ils ont anobli, par le mineur qu'ils ont émancipé, par l'accusé qu'ils ont acquitté, par le condamné qu'ils ont gracié, par le serviteur ou même le favori qu'ils ont comblé de dons et de faveurs².

Les plus grands feudataires, tels que le duc de Bretagne, le comte de Valois, le comte de la Marche, le comte d'Évreux, le comte de Nevers, le comte de Forez, le comte de Boulogne³, voient avec plus ou moins de plaisir, selon leurs sentiments intimes, leurs actes confirmés par le roi, mais les plus malveillants ne peuvent rejeter dans un cas une confirmation qu'ils sont les premiers à solliciter quand ils en ont besoin eux-mêmes. Ils reconnaissent ainsi la souveraineté de l'administration royale.

1 On rencontre le mot « *garantizare* ». Ex. : JJ 56, n° 238.

2 C'est sur la demande des intéressés que le roi ordonne l'enquête pour savoir s'il doit ou non confirmer l'acte. Ces enquêtes, dont nous possédons plusieurs exemples, sont faites, soit par les officiers royaux des provinces, soit par des commissaires ou enquêteurs (Ex. : JJ 59, n° 448).

3, Ex. : JJ 53, n° 75, 79; — J 403, n° 24, 25, — J 164 D, n° 7, — J 374, n° 13, — A 50, n° 1, — JJ 59, n° 342; — JJ 59, n° 465, 551, — JJ 60, n° 104, — JJ 58, n° 457. — Autres exemples, JJ 53, n° 96, — JJ 59, n° 207. Ajoutons enfin que le roi confirme aussi, à la demande des seigneurs, des actes de leurs prédécesseurs : par exemple quand Philippe le Long confirme d'anciennes ordonnances de Philippe Auguste obligeant en tant que comte d'Anjou, les sénéchaux d'Anjou à assister aux assises en personne, il le fait à la demande de Charles de Valois, qui est bien aise de s'appuyer sur l'autorité de son prédécesseur, tout ro qu'il est (JJ 53, n° 232).

A ces confirmations qui, sous des formes féodales, cachent l'intervention de l'État, il faut joindre les autorisations proprement dites que le roi accorde aux seigneurs « à leur prière », et dont ils ne pourraient désormais se passer, autorisations d'élever un colombier¹, — d'établir des péages, des viviers², — d'avoir un sceau authentique³, — de reconnaître la suzeraineté d'un autre seigneur⁴, — d'exercer le droit de haute justice ou *plaid de l'épée*, et de recevoir l'hommage des nobles⁵ (droits qui vont presque toujours ensemble⁶), — de construire une maison forte⁷, — d'anoblir un bourgeois⁸, — de légitimer un bâtard non noble⁹, de faire une donation à un bâtard noble¹⁰, — d'assurer à un héritier des avantages contraires à la coutume¹¹. — On pourrait multiplier les exemples. Ces permissions délivrées aux seigneurs par Philippe le Long contribuent à montrer le relèvement de la royauté pendant son règne.

Les nombreux arbitrages par lesquels il règle personnellement¹² « *sine strepitu judicii* »¹³ des « discors » entre nobles¹⁴,

1 C'est-à-dire d'entretenir des pigeons qui se répandaient dans les campagnes voisines; c'est le roi qui fait l'enquête de *commodo et incommodo*. Ex. : JJ 56, n° 193, 492; — JJ 59, n° 545, 547.

2. JJ 56, n° 496, *Ordonn.*, t. II, p. 127, — *coll. Doat*, t. CCXLII, fol. 606.

3. Ex. : JJ 59, n° 533.

4. Ex. : JJ 56, n° 318, 321; — JJ 59, n° 128, 278.

5. Ex. : JJ 53, n° 262, — JJ 56, n° 64, 67, 128, 429, — JJ 59, n° 16", 570, etc. Droit d'élever un gibet (là où le seigneur possède la haute justice) Ex. : JJ 59, n° 32.

6. Le roi peut retirer ces faveurs. Par exemple il retire le plaid de l'épée à Jean de Villepreux qui s'en acquittait avec négligence (*crasses et intolerabiles negligentias et offensas*); le roi le revoke (*ab officio amovimus totaliter et privamus*), JJ 59, n° 514.

7 « *Fortalicium* » Ex. : JJ 59, n° 494.

8. Ex. : JJ 53, n° 188.

9. Le roi paraît se réserver le droit de légitimer le bâtard noble (*pro legitimo et nobili censetur*). Ex. : JJ 56, n° 109.

10. Ex. : JJ 60, n° 53.

11. Le roi accorde par exemple à un seigneur l'autorisation de donner en douaire à sa femme plus du tiers de ses biens. Ex. : JJ 56, n° 329.

12 Par *personnellement*, j'entends sans l'intervention du Parlement et des autres juridictions, mais non sans l'intervention de ses clercs du secret (Belloyment) ou de ses chevaliers de l'hôtel (Ex. : Pierre de Garoneières), JJ 59, n° 13.

13 Ou « *sine strepitu et figura judicii* » JJ 56, n° 278. — *Littera de concordia inter*... Ex. : JJ 56, n° 331. — Le roi ajoute quelquefois « *non contrestant consuetudines de pnis* », formule qui proclame sa souveraineté (JJ 59, n° 13).

14 A plus forte raison prononce-t-il entre des nobles et des ecclésiastiques, entre des nobles et des bourgeois (Ex. : JJ 56, n° 262).

différends tantôt graves, tantôt futiles (par exemple entre le comte de Bourgogne et Amaury de Craon), montrent bien que son intervention est non seulement imposée ou acceptée, mais souvent aussi sollicitée. Il l'accorde, dit-il, parce qu'il préfère « *la pex, l'acord et la tranquillité des dites parties que leur plex et discors* », « pour qu'ils puissent vivre en paix en droiture et en justice¹ ». Les « dites parties », elles aussi, quand elles ne sont pas aveuglées par la haine, préfèrent l'arbitrage royal à la guerre et aux procès. Le roi spécifie que sa sentence arbitrale vaut un arrêt du Parlement.

C'est ainsi que la royauté, reprenant le terrain perdu sous Louis X, pénètre de plus en plus chez les autres « *sine strepitu* », à la fois au nom des droits de l'État et au nom de l'intérêt public. Elle amène avec elle le progrès et ruine peu à peu dans sa base archaïque le régime féodal qu'elle finira par détruire.

A plus forte raison Philippe le Long, comme tous ses prédécesseurs, y compris Louis X lui-même¹, étend sa domination directe sur un certain nombre de domaines seigneuriaux au moyen de pariajes² et de sauvegardes, institutions qui assurent au seigneur la protection royale, au roi de nouveaux droits et de nouveaux domaines.

1. JJ 58, n° 361. — Autres exemples : différends entre la comtesse de Brienne Jeanne de Châtillon, duchesse d'Athènes, et son fils Gautier (JJ 60, n° 2, 24, 25) — différend entre Ansel de Joinville et la dame de Benuefort (JJ 58, n° 361), — entre le comte de Fois et le comte d'Armagnac à propos du Gavardan (Pierre de Marca, *Hist. du Béarn*, 1640). — Ces accords dus, soit au roi en personne, soit à ses commissaires (tels que l'évêque de Laon et l'évêque de Nende), se terminent souvent par cette mention : « *Concordatum summarie et de plano et sine strepitu ac figura judicii per nos, perinde ac si solemniter judicatum per arrestum nostre curie fuisset* ». Accord entre la duchesse de Bretagne Isabelle et Guy de Bretagne : « *pro bono pacis* ». JJ 56, n° 258 ; — « *ac si ad omnia predicta dicte partes, per arrestum nostre curie Parliamenti essent finaliter condemnati in re, et causa transisset iudicata* ». JJ 59, n° 471. La reine est choisie quelquefois aussi comme arbitre (Ex. : JJ 56, n° 494).

2. Ex. : JJ 49, n° 414.

3. Ex. : Pariage avec Bertrand de Séverac JJ 53, n° 134 ; — autres exemples, JJ 56, n° 103, 460, — JJ 60, n° 104, — Bibl. nat., coll. Doot, t. XLIX, fol. 426 et 451, t. CXLIII, fol. 403, — t. CLVI, fol. 126 ; — Bibl. de Rouen, ms. 3401, fol. 91. — A plus forte raison confirme-t-il les anciens pariajes, pour ne rien laisser perdre de ses droits. Ex. : JJ 53, n° 74, — JJ 59, n° 444 ; — JJ 60, n° 117.

Le Trésor des Chartes nous montre par maints exemples combien la suzeraineté directe du roi et la sauvegarde royale sont recherchées par certains seigneurs que menacent les grands feudataires : c'est à leur prière¹ que Philippe le Long leur accorde de tenir leurs fiefs « sans moyen² », de ne jamais les mettre hors de sa main, de ne jamais les séparer de la couronne de France³, « *indissolubiler perpetuo et hereditarie eidem corone sint annexa⁴* ». Les Actes du Parlement nous montrent de leur côté que les panonceaux du roi sont une protection réelle sous un roi tel que Philippe le Long, parce qu'il sait les faire respecter contre les violences féodales.

C'est en étendant ainsi sa suzeraineté particulière que la royauté rendra effective sa suzeraineté universelle, et qu'elle cessera d'être féodale; il n'y aura plus en France que les vassaux du roi⁵.

La justice royale, de même que l'administration, reconquiert sous Philippe le Long sa souveraineté.

Louis X n'avait usé qu'avec mollesse de ses droits de juge suprême⁶, et il avait même renoncé dans plusieurs de ses Chartes, par exemple dans la Charte aux Bourguignons, à un de ses droits les plus importants, celui de se réserver le jugement des cas royaux⁷.

Il n'en est pas de même sous Philippe le Long : non seulement les Actes du Parlement nous montrent de nombreux cas royaux jugés par les juridictions royales, mais encore Philippe le Long prend soin d'abroger formellement l'ordonnance de Louis X, « *la constitution faite de très excellent prince Loys par*

1 « *Ad sue supplicationis instantiam* ». Ex. : JJ 50, n° 437.

2 Ex. : JJ 53, n° 362; « *immediate* » Ex. : JJ 56, n° 431.

3. « *Non ponet extra manum regiam* »; — « *non separabitur a corona Francie* ». Ex. : le château de Cauville, JJ 53, n° 361; le château de Belleruche, JJ 53, n° 293, — autres exemples, JJ 53, n° 83, 84, — JJ 56, n° 430.

4. JJ 58, n° 469. Quant aux personnes que le roi prend sous sa sauvegarde, on peut citer Guichard de Marry, Ysabelle de Neaufle (Neauphle, arrondissement de Rambouillet), JJ 60, n° 165 — J 421, n° 40, etc. Il confirme la sauvegarde déjà accordée aux fils de Guillaume de Nogaret. JJ 59, n° 381.

5. V. d'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. I, p. 211.

6. V. p. 2 et 6.

7. *Ordonn.*, t. I, p. 561.

la grâce de Dieu roys de France et de Navarre, en laquelle il est contenu que l'on ne puet traire sougiet hors de la court et juridiction de son seigneur¹. (On ne saurait souhaiter un texte plus clair.)

Il n'y a pas lieu d'étudier longuement ici comment, sous le règne de Philippe le Long, les juridictions royales connaissent non seulement des cas capitaux, mais encore de tous les cas royaux², jugent les seigneurs laïques au civil et au criminel, soit pour les mettre d'accord entre eux « en faveur du droit », soit pour régler leurs différends avec des seigneurs ecclésiastiques, avec des villes ou avec des particuliers non nobles³, soit pour maintenir contre eux les droits du roi⁴. Ce pouvoir judiciaire, la royauté l'avait toujours possédé en droit; elle le possédait en fait depuis plusieurs générations, et Louis X lui-même ne l'avait pas tout à fait abandonné⁵.

Il est seulement permis de remarquer que Philippe le Long use de ses droits avec une fermeté particulière, par exemple quand il déclare que son Parlement, garni de grands officiers, a qualité pour connaître des causes intéressant les Pairs⁶, tels que la comtesse d'Artois, le comte de la Marche, le duc de Guyenne et le duc de Bretagne lui-même, qui, bien qu'à peu

1. Février 1318, n. s. JJ 56, n° 127.

2. On sait la difficulté de définir les cas royaux : « Nous les avons, disait Louis X, éclaircis en cette manière, c'est savoir que la royal majesté est entendue es cas que de droit ou de ancienne coutume pient et dient appartenir à souverain prince et à nul autre », ce qui revenait à dire obscurément ce que Philippe le Bel formulait à peu près en ces mots : « Un cas royal est un cas royal ». Y. Boutaric, *la France sous Philippe le Bel*, p. 66 — et Defayard, *Revue historique*, t. LV, p. 258.

3. Par exemple le Parlement tranche la querelle de Robert d'Artois et de Mahaut, juge une importante affaire de ressort entre le comte d'Auvergne et l'abbé de Clusay (*Actes du Parlement*, n° 4946), — donne gain de cause à Louis de Sancerre contre le comte de Nevers (*ibid.* 4896) — condamne le comte de la Marche à payer 2340 livres aux exécuteurs testamentaires de la comtesse Agnès (*ibid.* 4744), tranche un conflit de juridiction contre le comte d'Évreux et l'évêque d'Évreux (*ibid.*, n° 4783 et 521, et Bibl. nat. ms. fr. 20598, fol. 149), délimite des terres (*ibid.*, n° 5981). Autres exemples : *ibid.*, 4764, 4876, 4907, 4916, 5093, 5311, 5354, 5573, 5774, 6326, 6352, 6401, — Bibl. nat. ms. lat. 16376, fol. 325, etc. ; — *coll. Doet*, t. II, p. 4 ; — Arch. nat. J 792, n° 15 ; — J 221, n° 4 ; — Archives du Nord, B 565, 569, 572, 573.

4. Ex. *Actes du Parlement*, t. II, n° 4718, 4783, 4831, 4832, 4906, 4922, 5446, 5563, etc. ; — J 914, n° 15.

5. V. par exemple Bibl. nat., *Coll. de Camps*, t. LXXXVII, fol. 248.

6. V. t. II (Grand Conseil).

près exempt des appels du roi, est plusieurs fois assigné devant le Parlement et condamné comme les autres vassaux petits et grands¹.

La juridiction royale empiète aussi sur celle des seigneurs en s'arrogeant de plus en plus le droit de juger les nobles et les religieux en dehors du domaine : les gentilshommes d'Artois se plaignent précisément que le roi et ses gens assimilent les « méfaits des nobles » à des cas royaux², qu'ils s'entremettent pour juger des gentilshommes qui ont été acquittés par leur seigneur, « et ainsi, ajoutent-ils, *vaut le gentiens home en celui cas mains que li vilain* ». Quand Philippe le Long rend à Louis de Nevers ses comtés de Nevers et de Réthel, il a soin de s'y réserver formellement la juridiction sur les nobles et sur les religieux³. Les seigneurs sont menacés de n'avoir plus d'autres justiciables que les vilains⁴.

Il serait très instructif de savoir quels furent les nobles exécutés sous Philippe le Long, et pour quels crimes; malheureusement les archives criminelles sont détruites, et comme aucun de ces suppliciés n'a la notoriété d'un Enguerrand de Marigny ou d'un Jourdain de Lisle, les chroniqueurs ne nous les nomment pas; seule une chronique anonyme raconte qu'Alard de Sainte-Aldegonde fut roué à Paris⁵, et les documents d'archives le montrent au premier rang parmi les bandits féodaux. Il est plus que vraisemblable que d'autres nobles furent condamnés à mort, décapités ou pendus « au commun patibulaire », sous le règne d'un roi justicier tel que Philippe le Long.

À plus forte raison la royauté ne souffre-t-elle pas d'empie-

1. Ex : *Actes du Parlement*, n° 6316, 6326.

2. « *Chast à entendre, en la baillie d'Amiens, du sulget qui est vilain, que l'exécution se doit faire par la main de son seigneur, mais se il est gentishome, home de fief, ils veulent exécutionner par leur main* ». Arch. du Pas-de-Calais A 61, n° 22, § 10, 21.

3. « *Quoniam ab eo gravati ad regem appellaverant* ». Baluze, *Vies des Papes d'Avignon*, col. 128 (*J. de Saint-Victor*).

4. Ils ne les ont même pas toujours : ainsi ils se plaignent que dans le Vermandois, les officiers du roi aillent jusqu'à s'arroger « l'exécution des francs et des vassaux » (Arch. du Pas-de-Calais, A 61, n° 22, § 13); c'est que le Vermandois est soumis à une espèce d'état de siège.

5. V. Pacif. de l'Artois, p. 190.

tement des juridictions seigneuriales sur la sienne. Ainsi les gens de la dame de Viarmes¹, ayant pris un voleur dans une rue de Montreuil, près de Vincennes, sur un territoire soumis à la juridiction royale, refusent de livrer leur prisonnier aux gens du roi, l'emmènent avec eux à Livry², au château de la dame de Viarmes, et le pendent aux fourches seigneuriales. Le prévôt de Paris, sur la plainte des gens du roi, condamne simplement la dame à restituer le pendu, mais comme elle a la maladresse d'appeler de cette sentence, le Parlement, plus sévère, augmente sa peine de 3000 livres d'amende (environ 300 000 francs d'aujourd'hui), pour avoir agi « au préjudice et au mépris du roi ».

Le prince qui projetait d'établir l'unité des poids et mesures cinq siècles avant la Révolution, devait naturellement travailler à l'unité de la justice. Ses interventions dans les justices seigneuriales sont significatives, surtout après la défaillance de Louis X³. Non seulement il juge les sujets des seigneurs grands et petits dans certains cas concernant la souveraineté (c'est-à-dire dans les cas royaux), mais il exerce encore un contrôle efficace sur leurs geôles. Par exemple, un prisonnier étant mort des suites de la torture⁴, dans la seigneurie de Conches⁵, le Parlement, de lui-même, se saisit de l'affaire, devenue cas royal. On trouve sous Philippe le Long plusieurs interventions analogues : il pénètre chez les plus grands feudataires, par exemple chez le duc de Guyenne⁶, au nom de l'intérêt public, « pour défendre le droit ».

Il achève de rendre à la justice royale son efficacité en rétablissant le régime régulier des appels, abandonné par son prédécesseur ; en d'autres termes, il soumet à la règle de l'appel

1. Viarmes (Seine-et-Oise).

2. Livry (canton de Gonesse, arrondissement de Pontoise).

3. Arch. nat. X, 1, A5, fol. 12 — Autres exemples, *Actes du Parlement*, n° 4718, 4876, — 4950, n° 116, — Bibl. nat., coll. Douai, t. CLXIV, fol. 282.

4. « Nous leur avons octroyé que nous en lor terres ne justicierons point. » *Ordonn.* t. 1, p. 574.

5. Il avait été trop longtemps pendu par les pieds, et avait en outre les veines coupées et l'épine dorsale brisée (*Actes du Parlement*, n° 4084).

6. La seigneurie de Conches appartenait à Blanche de Bretagne (*Actes du Parlement* n° 1273).

7. V. p. 250 251, 251, 262.

royal non seulement les baillis et les sénéchaux, mais aussi les barons et les plus puissants feudataires, comme il convient à un vrai roi.

Le nombre considérable des appels, comparé au néant du règne précédent, suffirait à montrer qu'avec Philippe le Long le Parlement a recouvré sa souveraineté judiciaire et la royauté sa vigueur administrative. A l'exception du duc de Bretagne¹, qui conserve une grande indépendance à cet égard, les plus hauts seigneurs tels que le duc de Guyenne², le comte de Valois³, le comte d'Évreux⁴, le comte de Joigny⁵, ne sont plus des juges suprêmes, c'est-à-dire que leurs sujets interjettent appel devant les baillis et sénéchaux, ou devant le Parlement. Philippe le Long ne laisse (ou n'accorde) aux plus privilégiés que « la connaissance des premiers appels », c'est-à-dire que leurs sujets condamnés par leurs officiers doivent appeler d'abord à eux, avant de recourir au roi⁶. Qu'ils possèdent ou non ce privilège, les seigneurs grands ou petits voient, en dernier ressort (c'est-à-dire en deuxième ou en troisième instance), leurs arrêts cassés ou confirmés par le Parlement, selon qu'ils ont « mal jugé » ou « bien jugé ».

Il arrive même fréquemment que leurs arrêts sont simple-

1. Non seulement nous n'avons pas d'exemples d'appels interjetés *directement* des sentences des sujets du duc de Bretagne au Parlement (appels supprimés par l'ordonnance de Louis X, et non rétablis par Philippe le Long. *Ordonn.*, t. I, p. 621, 633, 637, 654; — JJ 53, n° 81), mais les *Actes du Parlement* ne mentionnent aucun appel interjeté du duc lui-même, si ce n'est pour défaut de droit. Ex : X 1, A 3, fol. 51 r°.

2. Ex : *Actes du Parlement*, n° 4739, 4780, 4861, 4953, 6014, 6380, 6594, 6566.

3. Ex : *ibid.*, n° 5646.

4. Ex : *ibid.*, n° 6255.

5. Ex : *ibid.*, n° 5339. Autres ex : Bibl. nat. coll. Doot, t. CLXIV, fol. 231 v°.

6. Clémence de Hongrie, par exemple (la veuve de Louis X), a ce privilège : « *Ordinavimus ut omnes prime appellationes seu recursum primi non ad nos seu nostram curiam, sed ad ipsam seu ejus audientiam emittantur* » JJ 66 n° 203, l'acte définit nettement ces premiers appels : « *Primas appellationes seu priores recursum, que seu qui ab officialibus suis vel eorum loca tenentibus... emittantur*, » — « *Quas seu quos ab officialium aut commissariorum suorum... audientia fieri contigerit, non ad nos, sed ad ipsam emittentur*, ».

7. Par exemple une femme de Choisy avait été condamnée à payer à son seigneur les tailles et autres redevances comme sa femme de corps, mais elle appelle au roi, démontre qu'elle est libre, et le Parlement lui donne raison. X 1, A 3, fol. 77 r°.

ment soumis au contrôle des commissaires enquêteurs, ou même des baill. et sénéchaux (et des juges-mages)¹, dont la sentence est quelquefois révisée par le Parlement, mais qui prononcent aussi en dernier ressort².

On comprend sans peine que les « alliés » qui avaient cru tenir la victoire en 1314 n'aient pas accepté sans révolte ce retour offensif de la souveraineté royale. Les plus modérés reprochent au roi de soustraire leurs sujets à leur juridiction³. Les plus violents s'attaquent aux agents du roi, surtout aux subalternes : témoin ces gens du vicomte de Thouars, disant au gardien royal, en le menaçant de mort : « Il n'y a pas ici d'autre roi que notre vicomte⁴. »

Ils tournent aussi leur colère contre leurs justiciables coupables d'avoir invoqué la justice suprême du roi au lieu d'accepter docilement la sentence seigneuriale. Ainsi la veuve d'un chevalier, ayant appelé au roi d'une sentence du sénéchal de Gascogne, est maltraitée par le bayle de Pons⁵. — Un chevalier, Arnal de Noailles, a ses châteaux brûlés par les gens du roi d'Angleterre pour le même motif⁶. — Le vicomte de Longchamp⁷, furieux contre un bourgeois qui a appelé au roi d'une de ses sentences, l'attaque sur la route et le tient en prison pendant trente-six semaines⁸. — Il arrive même quelquefois que les gens des seigneurs exécutent ceux qu'ils ont condamnés à mort, nonobstant appel, au grand mépris du roi⁹. On pourrait multiplier les exemples.

Mais le roi ne laisse pas ces insultes impunies. Le Parlement,

1. Ex. : *Actes du Parlement*, n° 8014.

2. Ex. : *Ibid.*, n° 3931, 3970, 5828.

3. Ex. : « Depuis un petit de temps aucun bailli et prévost n'osent a traire a aus la connaissance des tourbes.. sans moyen, contre droit et contre les anciennes coutumes » Requête des nobles d'Artois (Arch. du Pas-de-Calais, A 61, n° 22, § 4).

4. X 1, A 5, fol. 24 v°, V. ci-dessus, p. 302; — Autre ex. : X 1, A 5, fol. 52 (sergent jete à bas de son cheval, foule aux pieds et depouille).

5. Pons (arrondissement de Sarthe); — *Actes du Parlement*, n° 3112.

6. *Ibid.* n° 3416.

7. Longchamp (arrondissement des Andelys).

8. *Actes du Parlement*, n° 4497 et 4576.

9. Par exemple le sire de Montarnal (Montarnaud, Herault), *Actes du Parlement*, n° 5055.

dès qu'il est saisi de ces affaires, défend le droit du roi : par exemple il ordonne que le bayle de Pons soit conduit au Châtelet de Paris, pour y rester prisonnier six mois et plus « s'il plaît au roi »¹ ; il condamne le vicomte de Thouars à la forte amende de 4000 livres (400 000 francs d'aujourd'hui environ)².

En résumé Philippe le Long rétablit la souveraineté de la justice royale. Geffroi de Paris dut s'en réjouir, car c'était un de ses vœux :

*N'ont il la venue et l'ulce
Et au roy et au Parlement
Et les orra l'en bonnement,
Et sanz faire déportement
Sera leur raison escoulée³.*

La royauté rentre en possession de tous les droits qu'elle avait un instant perdus.

L'anoblissement était une grave atteinte portée à la « gentillesse » ; il attaquait ouvertement le principe même de l'hérédité sur lequel reposait tout l'édifice féodal : il avait pour résultat immédiat de faire sortir de terre une aristocratie monarchique que la royauté pouvait opposer à la vieille noblesse, de même qu'elle réduisait à l'impuissance les anciens pairs par la création de pairies nouvelles.

Les anoblissements, rares sous Philippe III, mais très nombreux sous Philippe le Bel, avaient été presque abandonnés sous Louis X ; les « alliés » qui réclamaient le retour « aux coutumes de monseigneur Saint Louis » mettaient certainement les anoblissements au nombre des « nouvelletés » scandaleuses qu'il fallait abolir à jamais ; ils s'indignaient surtout de voir anoblir et armer chevaliers ces agents du roi, légistes, « *avocateriaux* »⁴, qu'ils considéraient non sans raison comme leurs mortels ennemis. On peut dire que de tels anoblissements les atteignaient à la prunelle de l'œil⁵.

1. *Actes du Parlement*, n° 5112.

2. V. ci-dessus, p. 302.

3. *Bibl. nat.*, ms. 116, p. 21.

4. V. *la Chron. métrique*, édit. Buchon, p. 215. et *Hist. de France*, t. XIII, p. 151.

5. Expression du cardinal de Retz en parlant des intendants de Richelieu

*comparaison
ou fausseté
les a le
craquant le
moteur de
marche contre
l'ennemi*

Philippe le Long, bravant la haine des « alliés », suit l'exemple de son père « dans la plénitude de sa puissance¹ » et « en dépit des usages² ». Il serait fastidieux d'énumérer ici toutes les personnes qu'il anoblit, clercs ou laïques, « bien qu'ils ne soient pas nobles³ ». S'il s'agit de clercs, clercs-prêtres ou non⁴, il se contente de les anoblir; s'il s'agit de laïques, il les fait le plus souvent, du même coup de baguette, nobles et chevaliers⁵.

Il suffira de citer, parmi les clercs, Philippe Convers, clerc des requêtes de l'Hôtel, qui est non seulement clerc, mais prêtre (il est alors trésorier de l'église de Reims)⁶, et le célèbre Raoul de Presles, clerc du secret de l'Hôtel, qui n'est pas prêtre⁷, — parmi les laïques, le valet du roi Pierre des Essars, bourgeois de Paris⁸, et parent de Martin des Essars, — Jean

1. Ex. JJ 53, n° 26 et 49, — JJ 58, n° 467, — JJ 59, n° 443; — JJ 60, n° 98 et 106.

2. Ex. : « Non obstantibus consuetudinibus, statutis, vel lege contraria aut aliis quibuscumque. » JJ 56, n° 210.

3. Ex. Guillaume Danchis, — Berenger Eglise, Raoul de Presles, Jean de Gougen, « licet ex utroque latere nobilitas non existat », — « licet ex parentibus nobilibus ortus non fuerit », — « qui de inuicibilibus ex utroque latere traxerit originem », — « licet non fuerit ex nobili genere procreatus » — « quanquam de nobilibus non traxerit originem » (JJ 53, n° 188 et 311 — JJ 56, n° 134 et 386, — JJ 59, n° 60, 93 et 188, — JJ 60, n° 129 et 211, etc.). Cette mention, qui se retrouve dans la plupart des lettres d'anoblissement, n'est pas une naïvete donnée de sens comme on pourrait le croire : elle spécifie seulement que la personne anoblée n'est noble ni de père ni de mère, par opposition à celles qui sont nées d'une mère noble et d'un père non noble (par exemple : « Jehan, dit de l'Espée, de Poligny (Poligny), qui n'estait mie noble de par le père, combien que sa mère fust noble », le roi ordonne qu'il soit reçu à hommage « de main et de bouche comme gentilhomme noble, nonobstant tout ce que l'en pourroit proposer et opposer encontre ledit Jehan pour raison de son père ». JJ 60, n° 42. — Jourdain de l'Isle est de même anobli « quamvis a paterno latere nobilitas non existat » JJ 59, n° 232).

4. Et aussi d'hommes incapables d'être chevaliers, pour une raison ou pour une autre (Ex. : JJ 59, n° 322).

5. « Nobilitamus et tanquam nobiles teneri, et singulum militem a quocumque recipere valeat » JJ 58, n° 631; — « Volentes quod pro milite et nobili habeantur » JJ 53, n° 188, — JJ 56, n° 210, — « Quod eidem licet quodcumque voluerit se facere militie singula decorari » JJ 53, n° 26; — « Nobilem effecimus et libilem ad accipiendum statum militie et nobilitatis insignia » JJ 56, n° 316. Autres ex. : JJ 59, n° 270, 390, etc. — « Singulum recipiam a quocumque milite principis, seu quovis alio erandi potestatem habente » Des évêques ont cette qualité : par exemple l'évêque de Meuse, celui de Maguelonne, — JJ 59, n° 398 et 425.

6. JJ 60, n° 98.

7. P. St. marie, et sa femme est anoblée avec lui (JJ 59, n° 311).

8. JJ 56, n° 186, — JJ 59, n° 191.

de Goujeul, gendre de Martin des Essars¹, — les sergents d'armes du roi Arnald de Portal² et Eustache Favre³, — les trésoriers Garin de Senlis⁴ et Guillaume du Bois⁵; — le maître de la Chambre des Comptes et « conseiller du roi » Giraut Gueite⁶, — l'argentier Geoffroy Fleury⁷. La plupart sont des gens de l'Hôtel ou de la Chambre des Comptes, des baillis (et aussi des sénéchaux)⁸, des « docteurs ès lois⁹ », des sergents même, dont le roi récompense le zèle, la vaillance, les longs services, la « dignité de vie », — des marchands enrichis ou des banquiers qui ont prêté de l'argent au roi pour les besoins de son gouvernement. D'autres enfin sont simplement des protégés de quelque grand personnage¹⁰ ou des parents du Pape¹¹.

Si Philippe le Long ne va pas jusqu'à décerner la chevalerie sans la noblesse, il proclame en propres termes, dans ses

1 JJ 59, n° 93. Quant à Martin des Essars, conseiller du roi, bourgeois de Rouen, ancien maire de Rouen, il ne paraît pas anobli (V. JJ 59, n° 400, — 54 A, n° 477, — JJ 59, n° 511).

2 JJ 53, n° 49. Il paraît être un marchand (*Ordonn.*, t. XI, p. 462 et 463).

3 JJ 59, n° 36.

4 JJ 58, n° 467.

5 *Ibid.*

6 Et son frère Mathieu Gueite, JJ 59, n° 14, et 272. On trouve aussi l'orthographe Géraud, Gaille (Bibl. nat., ms. fr. 2833, fol. 81); — Gueite (ms. fr. 2326, fol. 4), etc.

7 JJ 59, n° 496 et Douet d'Arcq, *Comptes de l'Argenterie* (1851), p. 75. — Autres ex. : Laurent Samier (JJ 56, n° 386); — Arnaud Petit (JJ 56, n° 346) — Giraud de Lignan (JJ 59, n° 445), — Raoul Macart (JJ 56, n° 210) — Seguin Lontart (JJ 53, n° 26) — Jacques de Nogent (JJ 53, n° 421); — Pierre Tardieu (JJ 60, n° 172), — Herbert Belland (JJ 60, n° 429), — Jacques, dit de la Noe (JJ 56, n° 60). Autres ex. : JJ 56, n° 7, 69, 216, 306; — JJ 58, n° 472, — JJ 59, n° 93, 124, 186, 163, 188, 232, 233, 270, 301, 300, 425, 445, 458, 462, 522, 537, — JJ 60, n° 42, 60, 106, 149, 174, 173. — Bibl. de Rouen, ms. 3401 (*coll. Le'et*), fol. 115 (ex. tiré du *Tre'sor des Chartes*), fol. 529 et 554 (ex. tirés du *Liber Rubens*).

8 V. t. II, *Administration provinciale*. Je me borne à citer ici Arnaud Petit « *senescallum Sanctonemum* » (JJ 56, n° 316).

9 Ex. : Pierre Thomas de Nîmes « *legum professor* », anobli pour sa science et son honnêteté de mœurs (JJ 59, n° 390); — Bernard « de Cadolis », docteur ès lois de Nîmes, pour ses merites (JJ 59, n° 423).

10 Ex. : « *Consideratione quorundam specialium amicorum nostrorum* » JJ 56, n° 216 — nous trouvons des protégés de la reine « *super hoc cum instantia nos rogante* » (JJ 60, n° 172), — du cardinal Pierre d'Arrablay (JJ 53, n° 390); — d'Ausel de Jonville (JJ 56, n° 69); — de l'évêque de Meaux, membre du Grand Conseil « *qui fervente desiderio nostris instant obsequiis* » JJ 59, n° 44, — de l'abbé de Saint-Serge, qui fait anobli un de ses parents, déjà marié à une noble (JJ 59, n° 458 et 522), — de l'évêque de Maguelonne (JJ 59, n° 42), — du prince de Tarante (JJ 59, n° 537).

11 Ex. : Pierre d'Anse, etc. JJ 54 B, n° 17 et 18.

considérants, que la chevalerie (militia) doit être donnée de préférence aux services, au mérite, à la bravoure¹; il considère la chevalerie comme l'honneur principal, la noblesse comme une condition nécessitée par l'usage².

Les esprits hardis qui comme lui projetaient l'unité des poids et mesures ou comme Pierre Dubois l'organisation de l'enseignement supérieur³, étaient capables de projeter cet autre anachronisme, la Légion d'honneur au xiv^e siècle⁴.

À côté des anoblissements, les « bourgeoissements ». Phi-

1. « Et illis qui vita laudabili rectum premii decenter ornentur, congruis honoribus prosequamur » JJ 46, n° 126. — « eundem quem morum honestas exornat » JJ 53, n° 311; — « illi precipue sunt honores proveniendi (sic) militia quorum actus strenuos laudabilis vita reddit » Il s'agit bien d'un anoblissement et non de la chevalerie d'un noble (le titre de Lucie porte : « Nobilitatis concessa Segurino Leutart » JJ 53, n° 16.) — « considerantes strenuitatem, industriam, fidelitatem, merita » JJ 59, n° 301). — et JJ 54 2, n° 12 Il faut ajouter sans doute que les actes ne sont pas toujours d'accord avec ces paroles — on rencontre parfois parmi les nobles des faux nobles, c'est-à-dire des non-nobles qui vivaient noblement. Certains documents montrent que dès cette époque un non-noble, en vivant noblement, peut être confondu avec un noble. nous voyons par exemple un homme Guillaume Gobe se présenter au connétable en armes « pour faire le service du roi ». Le roi ordonne une enquête pour savoir si Guillaume Gobe est vraiment noble (J 1033, n° 21). Il faut aussi rechercher soigneusement par ses commissaires tous les non-nobles (ignobles), qui possèdent des fiefs, arrière-fiefs, censives, allées nobles (et laïques) sans en avoir reçu l'autorisation, il les force à « financer », autrement il saisi leurs terres (Ex. : JJ 44, n° 441) Ces enquêtes ont parfois pour conséquence soit de découvrir un faux noble, soit d'inquiéter un noble authentique (Ex. : JJ 56, n° 182).

2. Ex. : « Nobilitatis concessa B. Jordan, domino de Insula, militi » JJ 59, n° 225; — « ut ad premium reddatur ab illo nobilitatus » JJ 56, n° 200; — « Petrum Regem ad gradum milite cupientes ascendere, nobilitamus » JJ 40, n° 7.

3. V. Langlois, *Recueil des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1891, p. 390.

4. Il y aurait toujours naturellement cette grande différence que cette noblesse est héréditaire. L'anobli a des analogies avec l'homme noir de la République romaine, il n'est plus non-noble, et il n'est pas encore complètement noble, même s'il est chevalier, même si le roi, en l'anoblissant, ordonne qu'il soit traité comme noble : « ac si fuerit de nobilibus procreatus », par exemple, JJ 60, n° 40, JJ 58, n° 210; — il n'est pas sans difficulté en possession de fiefs nobles « exigent un vassal noble », or lui objecte « qu'il n'est mis gentils hors de doute ligne », il faut que le roi lui en donne l'autorisation : « Fecit seu alia quaque nobilia tenendi et possidendi, more nobilium » JJ 53, n° 43, et les clercs rédigent l'acte en ces termes, qui traitent leurs vassaux quelque peu confus : « Gratia facto Reginaldo de Ruy, quod, quoniam non sit nobilis possit tenere quoddam feudum hic descriptum », or, l'acte porte que Regnaud est chevalier et le fief dont il s'agit est un « noble fief », qui ne peut être tenu que par « noble personne » JJ 60, n° 21 Il faut donc distinguer deux espèces de nobles : 1^{re} le noble de naissance « de nobili lingua », Ex. : J 1033, n° 21, « nobilitas procreatus », analogue au noble romain qui a le droit d'usage, 2^e anobli, chevalier ou non, analogue à l'homme noir.

lippe V, fait un assez grand nombre de bourgeois le roi, c'est-à-dire de bourgeois qui ne dépendent que de la juridiction royale, bien qu'ils résident hors du domaine¹; deux restrictions limitent le droit du roi : il faut 1° que le seigneur du pays où habite le bourgeois n'ait pas le droit de haute justice (ou plaïd de l'épée); 2° que le bourgeois réside un certain nombre de jours de l'année dans une ville royale. Mais ces deux conditions, dont la seconde est souvent annulée par une dispense en due forme, n'empêchent pas l'extension de la bourgeoisie royale, si préjudiciable au régime féodal, puisque nul ne peut être bourgeois en deux endroits².

On peut encore noter ici les autorisations accordées à des bourgeois de posséder des fiefs nobles « comme s'ils étaient nobles », mais sans les anoblir³. On sait qu'en principe les fiefs nobles exigeaient des possesseurs nobles; c'était donc encore la violation d'un vieux principe que de les accorder à des non-nobles, au grand déplaisir du parti féodal⁴.

Mieux qu'aucun de ses prédécesseurs Philippe le Long atteint les seigneurs féodaux dans un de leurs droits princiers les plus chers, le droit de battre monnaie.

Déjà Philippe le Bel avait réglementé⁵ la fabrication des monnaies seigneuriales, mais ses prescriptions, peu respectées

1. Il ne fait en cela qu'imiter Philippe le Bel (V. *Ordonn.* t. I, p. 314, 315, 316).

2. V. l'*Ordonn.* de Philippe le Bel « Nul ne peut être admis à la seconde bourgeoisie qu'en renonçant à la première, le bourgeois est justiciable du seigneur auquel il a fait nouvel aveu. » *Ordonn.* de 1302 (*Ordonn.* t. I, p. 356). Il n'est pas sans intérêt de noter sous Charles IV le Bel (en 1323) un arrêt du Parlement reconnaissant que Jehan Niquo doit être congédié de la bourgeoisie-le-roi, qu'il a reçue illégalement (sous Philippe le Long) vu qu'il est l'homme taillable de Pierre de Fovindas, damoiseau *Actes du Parlement*, n° 7250.

3. Ex. : JJ 54, n° 446; — JJ 60, n° 12 et 245; — Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXVI, fol. 294.

4. Il ne paraît pas exact de dire que Philippe le Long ait enlevé aux seigneurs les droits de bâtardise et d'aubaine. Comme Philippe le Bel et comme Louis X il leur reconnaît le droit de succéder aux bâtards « nés de leurs femmes de corps, en leurs terres où ils ont haute justice », il se réserve seulement, comme ses prédécesseurs, la succession des bâtards qui ne se trouvent pas dans ces conditions. (V. Cheruel, *Hist. de l'Administration*, t. I, p. 62.) Quant aux aubains étrangers, aucune ordonnance de Philippe n'en parle, à ma connaissance.

5. V. Vuitry, *Régime financier*..., t. I, p. 213. Les principales prescriptions sont de l'année 1313.

de son vivant même, avaient été foulées aux pieds sous Louis X. La réaction calmée, Louis X avait lui-même remis en vigueur l'ordonnance de Saint Louis, d'après laquelle les monnaies des seigneurs n'avaient cours que dans leurs domaines, et règle à son tour le titre, le poids, la marque, la valeur des espèces qu'ils pourraient frapper; mais ceux-ci, peu soucieux d'ordonnances que la force n'appuyait pas, avaient continué de monnayer à leur convenance.

C'est Philippe le Long qui le premier ajoute les actes aux paroles : dès le mois d'octobre 1317, il annonce que pour remédier à la diversité et à la mauvaise qualité des monnaies seigneuriales¹, il les a fait saisir par ses baillis et sénéchaux, ainsi que les « boltes des essais » et les coins servant à les frapper, en un mot tout le matériel de fabrication. Le nombre des seigneurs battant monnaie était encore considérable²; tous furent soumis à la mesure énergique de Philippe le Long, depuis les barons tels que le sire de Vierzon, le vicomte de Brosses, le vicomte de Châteaudun, jusqu'aux plus puissants feudataires tels que le comte de Valois, le duc de Guyenne, le duc de Bretagne, le comte de Clermont³; nous savons par exemple que le maître des monnaies, P. de Cahours, reçut l'ordre de se rendre à Bordeaux et dans les autres ateliers de l'Aquitaine pour y exécuter l'ordonnance de 1317⁴.

Le rêve de Philippe le Long était, comme on sait, d'établir l'unité des monnaies, c'est-à-dire d'assurer à la royauté le

1. « Soit de barons, soit d'autres », à cause des abus, qui se commettent. » J 359, n° 13, 14, 15 et 16. L'ordonnance de 1320 ajoute que les barons ont lise les intérêts du peuple « en defraudant juste pois et docturière loy ». Mercier, *Premiers États généraux*, p. 160.

2. Nous en ignorons le chiffre exact, la liste de 1315, publiée par Boutaric (*Philippe le Bel*, p. 324), d'après les Arch. nat., contient 29 noms, mais elle est certainement incomplète, puisqu'elle ne comprend ni le duc de Guyenne ni le comte de Flandre, ni le duc de Bourgogne, qui avaient leurs monnaies, d'autre part, nous savons que le nombre en était de plus de 200 au xiii^e siècle (*Ordonn.*, t. II, p. 93), mais qu'il avait diminué depuis lors; dans quelle proportion, on ne pourrait l'estimer que vaguement (V. vicomte d'Avenel, *la Fortune mobilière dans l'histoire*, Revue des Deux Mondes, 15 avril et 15 juin 1892).

3. J 478, n° 15 et 16 (1321).

4. Philippe le Long cite son frère Charles, comte de la Marche, à comparaître devant le Parlement pour avoir transgressé ses ordonnances sur les monnaies (1320); J 374, n° 20.

monopole monétaire. Seulement il était impossible d'enlever aux barons (et aux prélats) des prérogatives aussi essentielles sans les indemniser. C'est pour aviser aux moyens de réunir l'argent nécessaire que Philippe le Long réunit plusieurs fois les députés des villes¹, et de fait il réussit à racheter quelques-unes des monnaies seigneuriales, pour 100 000 livres les monnaies de Chartres et les monnaies d'Anjou, appartenant à Charles de Valois, pour 15 000 livres les monnaies de Clermont et de Bourbon², appartenant à Louis de Clermont³.

Nul doute que si le règne de Philippe le Long eût duré, un grand nombre de monnaies eussent été rachetées (comme le fut celle du comté de Beaumont-le-Roger sous Charles IV)⁴; ce n'était pas en quelques années que la royauté pouvait ni triompher des résistances féodales, ni réunir l'argent nécessaire à une aussi vaste entreprise. Si l'œuvre devait rester inachevée, il suffit à l'honneur de Philippe le Long de l'avoir entreprise.

En résumé son règne fait partie de cette longue période d'efforts d'où est sortie la monarchie moderne. Il n'a pas remporté de victoire retentissante, mais il a travaillé sans bruit, « *sine strepitu* », à cette œuvre collective. Non seulement il a repris tout le terrain perdu par Louis X, mais il a fait quelques pas de plus en avant.

Ses efforts pour opposer aux « alliés » une aristocratie royaliste, ses pariajes, ses sauvegardes, ses arbitrages, l'énergie avec laquelle il pacifie le royaume, réprime les violences féodales et les guerres privées, rétablit le régime régulier des cas royaux et des appels, la souveraineté de la justice royale

1. Ex. n. 14 33, n° 47. V. Lervieu, *Premiers États généraux*, p. 134 et 160.

2. (1310) J. 459, nos 12 et 143. — Bibl. nat., ms. fr. 4422 (*Extrait du mémorial* A, p. 96). — Brussel *Nouvel examen de l'état général des fiefs* 1727, t. I, p. 210 et 212.

3. (1320) *Cabinet historique*, t. IV, 2^e partie, p. 70.

4. En exécution des ordonnances de Philippe le Long, « *pro venditione monetarum suarum, et dimissione juris quod habebat faciendi et exculendi monetas* »; l'indemnité est de 8000 livres, Bibl. de Rouen, ms. 3180 (coll. Leber), fol. 41, — et J. 531, n° 17. — Celle du comté de Blois est rachetée aussi, sous Philippe VI (Brussel, *op. cit.*, p. 212), etc.

comme celle de l'administration, ses nombreuses lettres d'abolissement et de bourgeoisie, ses ordonnances sur les monnaies, en un mot ses relations avec la noblesse montrent qu'il se considère comme le gardien de l'intérêt public plus encore que comme un suzerain. Il répond au conseil que lui donne le peuple même par la bouche de Geffroi de Paris :

*Igitur rex pugna pro patria,
Rebellantium vires debilita,
Imitator regalis generis,
Antiquorum genus regenera¹.*

Cette idée romaine d'un intérêt général supérieur aux intérêts particuliers, le moyen âge l'avait à peine entrevue, si ce n'est à Rome; le premier en France Philippe le Bel avait substitué la politique d'État à la politique de fief, mais sa politique révolutionnaire et pédante avait provoqué cette réaction féodale qui s'était fortifiée ensuite de toute la faiblesse de Louis X. Il appartient à Philippe le Long d'avoir repris l'œuvre de son père, mais avec l'intelligence pratique qui tient compte des faits, ménage les transitions et évite les froissements inutiles.

¹ Bibl. nat., ms. fr. 146, fol. 49 v^o. — Dufayard (*Revue historique*, t. LV, p. 278).

CHAPITRE VIII

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC LE CLERGÉ

Ce serait se faire une idée très inexacte de Philippe le Long que de se le figurer hostile au Clergé, et l'on comprendrait mal la célèbre réforme de 1319 si l'on y voyait une « laïcisation » de l'administration monarchique.

I. — PART DU CLERGÉ DANS LE GOUVERNEMENT

En décidant qu' « *il n'y aura nuls prelatz députés en Parlement* », le roi se propose véritablement, ainsi qu'il le dit, d'avoir en son Parlement « *genz qui y puissent entendre continuellement sans en partir*¹ », et non pas de se débarrasser d'auxiliaires disgraciés. Abbés, prieurs, archidiaques, recteurs, chanoines, doyens, ecolâtres, trésoriers, chantres, évêques, archevêques², cardinaux, il continue d'employer des hommes d'Église dans toutes les parties de son administration, si ce n'est dans celle de la guerre.

Dans le Parlement même, non seulement il conserve tous les ecclésiastiques non prélats, dans leurs fonctions de chanceliers, de présidents, de clercs de la Grand'Chambre³, de clercs

1. « *Et qui ne soient occupez d'autres grans occupation* ». *Ordonn.*, t. I, p. 701; — *Actes du Parlement*, n° 5898 A, — et K 40, r° 23 (11^e Ordonn.)

2. Cette liste se trouve dans la plupart des lettres adressées à l'ensemble du clergé de France. Ex.: A 562 B, n° 35.

3. Ex.: le chantre de Clermont Hugues de Chalançon (*Actes du Parlement*,

des requêtes¹, de rapporteurs², de clercs des enquêtes³, mais encore il continue d'y employer les prélats « qui sont de son conseil », c'est-à-dire l'archevêque de Laon Raoul Rousselet et l'évêque de Mende Guillaume Durant⁴; seulement il ne les astreint plus à y résider continuellement comme les membres ordinaires; il se contente de les consulter « sur les granz besoignes » qui intéressent le Parlement, et de leur confier d'importantes missions comme enquêteurs; à plus forte raison demeurent-ils au nombre des grands conseillers que le roi adjoint, dans certains cas, à la Grand'Chambre, pour la « garnir⁵ ».

La réforme de 1319 n'a donc pas le caractère qu'on lui a prêté quelquefois : elle n'écarte du Parlement qu'une partie des évêques⁶, et elle les remplace par d'autres ecclésiastiques, tels que l'abbé de Saint-Denis et l'abbé de Saint-Germain des Prés, qui peuvent suffire à leurs doubles fonctions, parce que de l'abbaye au palais de la Cité le voyage est facile.

Au Grand Conseil, la proportion des ecclésiastiques, loin de diminuer, augmente : on en compte trois pendant les premières années; ils sont quatre à la fin du règne⁷. Un d'entre eux, Raoul Rousselet, fait partie du Grand Conseil depuis 1316

n° 5899 et 5908). — le doyen de Poitiers Jean de Cherchemont, l'archidiacre (ou prieur) de Soissons, Dene de la Charité (Arch. du Nord, B 572, et J 262 A, n° 1). — le doyen de Sens, le chantre de Paris, l'ecclésiaste de Paris, etc. (*Actes du Parlement*, n° 5898, — JJ 33, n° 38, 44, etc., etc.; — Bibl. nat. coll. Desmoyers, t. XXXI, n° 3.)

1. Ex. : le chanoine de Sens, Jean de Bigon, le chantre de Clermont JJ 36, n° 531, et *Actes du Parlement*, n° 410 B, p. 116.

2. Ex. : Barthélemy de Desertines (et non Desertives), official de l'évêque d'Arras (*Actes du Parlement*, n° 5899 A et 6930 A).

3. Ex., le trésorier de Lisieux, Jean de Leres, le chanoine de Sens, Benard d'Alby (Arch. du Pas-de-Calais, A 63, fol. 1). — Jean de Mandevillain, syndic des cordons de Noyers. — Pierre Fouvel, trésorier de Noyers (JJ 35, n° 47. — JJ 80, n° 179).

4. En même temps comte de Combaux, JJ 33, n° 875.

5. V. t. II, *Grand Conseil*.

6. Le Parlement est de six évêques en 1316 : ceux de Rouen, d'Amiens, de Saint-Malo, de Saint-Breux, de Mende et de Soissons (*Actes du Parlement*, n° 4100 B).

7. Et peut-être cinq, si Pierre Rodier est du Grand Conseil, comme on peut le croire.

jusqu'en 1322, successivement évêque de Saint-Malo, de Pampelune¹ et de Laon; les autres se renouvellent, c'est-à-dire qu'à l'archevêque de Rouen succède l'évêque de Mende, Guillaume Durant², et qu'au chancelier Pierre d'Arrablay, nommé cardinal³, succèdent Pierre de Chappes (chanoine de Reims et d'Amiens, puis trésorier de Laon), et ensuite Jean de Cherchemont (doyen de Poitiers, puis chanoine de Paris), mais comme Pierre de Chappes, nommé évêque d'Arras, reste membre du Grand Conseil⁴ en quittant la chancellerie, le nombre des ecclésiastiques y est désormais de quatre, et ils sont de ceux à qui le roi confie les fonctions les plus importantes, les missions les plus délicates. Raoul Rousselet particulièrement peut être considéré comme un des ministres principaux de Philippe le Long⁵, il n'y a que Henri de Sully et le Chancelier qui aient une plus grande part au gouvernement, après le roi, encore les divers Chanceliers ne restent-ils pas longtemps en fonctions.

Les pairs ecclésiastiques gardent leurs prérogatives traditionnelles. Ils sont, comme on sait, les acteurs principaux dans les cérémonies solennelles, et la querelle de l'évêque de Langres avec l'évêque de Beauvais au sacre de Philippe le Long montre à quel point ils défendent leurs droits; mais leurs fonctions ne sont pas seulement honorifiques : l'archevêque duc de Reims (Robert de Courtenay), l'évêque de Laon (Guillaume, puis Raoul Rousselet), l'évêque de Langres (Guillaume de Durfort, puis Louis de Poitiers), l'évêque de Beauvais (Jean

1. Ex. : JJ 51 A, n° 556 (juin 1317). Il n'est que fort peu de temps évêque de Pampelune, mais il est certain qu'il l'est, l'évêque de Pampelune que nous rencontrons dans les souscriptions du Trésor des Chartes (JJ 51 A) n'est autre que Raoul Rousselet.

2. Qui a joué déjà un rôle important sous Philippe le Bel (V. *Gallia Christ.*, t. I, p. 95; — Henri Martin t. IV, p. 495). — C'est lui qui propose le mariage des prêtres, au concile de Vienne.

3. Il est chanoine de Saint-Quentin avant d'être cardinal. Son prédécesseur Etienne de Mornay, qui est chancelier à la mort de Louis X, est doyen de Saint-Martin-de-Tours, V. *Bibl. de l'École des Chartes* A, V (1611), p. 380.

4. C'est en cette qualité qu'il « commande » de nombreux actes que nous conservons le Trésor des Chartes (Ex. : JJ 60, n° 192, 193, 196, — annes 1321) — Il est l'un des exécuteurs testamentaires de Philippe le Long, l'autre est Raoul Rousselet (JJ 403, n° 27).

5. Il a aussi une grande importance sous Louis X, qui le choisit comme un de ses exécuteurs testamentaires (*Hist. de France*, t. XXII p. 771).

de Marigny), l'évêque de Châlons (Pierre de Latilly, ¹, l'évêque de Noyon (Florent de la Boissière, puis Foucaut de Rochechouart), ont tous une part plus ou moins considérable au gouvernement, comme pairs de France. Tantôt ils sont réunis au Grand Conseil, à l'assemblée des grands ou à l'assemblée des trois ordres pour délibérer sur les plus « *graves besoignes touchant le royaume* », par exemple sur la succession au trône, « *sur les besoignes de Champagne* », sur les affaires de Flandre et d'Artois²; — tantôt ils contribuent, concurremment avec le Grand Conseil, à « *garnir le Parlement* », c'est-à-dire à former la « *cour des pairs* », pour juger les affaires de pairie, mais il est rare qu'ils y soient convoqués tous les six; il suffit même de la présence d'un d'entre eux, par exemple de l'évêque de Laon ou de l'évêque de Noyon (les deux pairs ecclésiastiques les plus avancés dans la confiance du roi), pour que le Parlement soit « *suffisamment garni de pairs* », et ceux qui ne sont pas convoqués paraissent se prêter sans observation à cette décadence de la cour des pairs, tant il est vrai que les seigneurs ecclésiastiques, unis au pouvoir monarchique par la communauté de l'origine et de la mission, se prêtent de bonne grâce à la ruine des institutions féodales.

A la Chambre des Comptes, les ecclésiastiques sont d'abord quatre sur huit³, puis cinq sur neuf, par l'adjonction, en 1318, de l'évêque de Noyon, comme « *souverain* », si bien qu'au début du règne les deux souverains de la Chambre sont laïques, et qu'à partir de 1318 les souverains sont au nombre de trois, dont un ecclésiastique. Enfin la plupart des notaires et des clercs des comptes sont des ecclésiastiques⁴.

A l'Hôtel du roi, les clercs tiennent une place à peu près

¹ L'ancien chancelier de Philippe le Bel — une des victimes de la réaction de Louis X.

² Ex. n° 562 A, n° 9, 10, 11, — J 563, n° 40, 41, 42, 43, 45, — Arch. du Nord B, 559 — Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXVII, fol. 218.

³ Jean de Bannartin, Pierre de Laonde (archidiacre de Laon, JJ 40, n° 198), Roger le Fort, doyen de Bourges (Gallia Christ., t. II, col. 112) et Amaury de la Charroie.

⁴ Par exemple Pierre Tessen est chanoine de Rouen et curé de Saint-Jacques de Dieppe. Le roi lui donne en 1320 un morceau de la vraie croix (JJ 50, n° 505).

égale à celle des laïques : à côté du groupe des chevaliers de l'Hôtel, se presse autour du roi un groupe aussi compact de « clercs prêtres », conseillers ecclésiastiques qui ont une part considérable au gouvernement : écolâtres tels qu'Étienne de Borret¹; — chanoines tels que Philippe le Convers², Jean de Cherchemont³, Regnaut de Molins⁴, Pierre Rodier⁵; — abbés tels que l'abbé de Charroux⁶ et Pierre de Beaujeu⁷; — trésoriers tels que Philippe le Convers⁸ (déjà nommé); — archidiaques tels qu'Amy d'Orléans⁹, Pierre de Chalon¹⁰, Jean Pasté¹¹, Jean d'Argillières¹² — doyens tels que Jean Pasté et Jean de Cherchemont (déjà nommés); — évêques enfin, tels que l'évêque de Senlis Pierre Barrière, l'évêque de Nevers Pierre Bertrand¹³, l'évêque de Meaux Guillaume de Brosse, qui devient archevêque de Bourges en 1321. Le principal clerc de la reine, à la fois son chapelain, son clerc du secret et le maître de sa Chambre aux deniers, est archidiacre de Dijon¹⁴.

Même proportion d'ecclésiastiques dans les autres groupes de l'Hôtel du roi qui participent à l'administration : sur les six

1. *Escuyer de Borret, mastra scola de Prytens* (grecce en Navarrais, parce qu'il est commissaire en Navarre (JJ 54, n° 607; — JJ 56, n° 17 et 63), — il est bien-tôt doyen de Chartres, en 1318 (JJ 56, n° 63). — Il est très employé aussi sous Louis X, où il n'est que sous-doyen de Poitiers (JJ 52, n° 72, 82, 89, etc.).

2. Chanoine de Paris (JJ 56, n° 23).

3. Chanoine de Paris (*Gallia Christ.*, t. II, col. 78), et auparavant doyen de Poitiers (*ibid.*, t. II, col. 1217).

4. Ex. JJ 60, n° 168.

5. Chanoine de Limoges. Ex. JJ 58, n° 390, 392).

6. Ex. JJ 55, n° 2, — JJ 59, n° 143.

7. Prieur de la Charité (JJ 55, n° 13, — JJ 58, n° 146).

8. Philippe le Convers, trésorier de Reims (1318): Ex. JJ 56, n° 263; — JJ 59, n° 16 et 339, d'où les très nombreuses souscriptions « *ad relationem thesaurarii venientis* ». Ex. JJ 59, n° 394.

9. Archidiacre d'Orléans. Ex. JJ 59, n° 189). — Bibl. nat., ms. fr. 2833, fol. 106).

10. Archidiacre d'Autun (JJ 55, n° 13). Nous possédons l'acte de sa nomination « *Retentus est in consiliarium et familiarem regum* ». JJ 58, n° 76.

11. Et non Paste (pour notre prononciation), il est seigneur de Piessis-Pasté, archidiacre de Thiérache en l'église de Laon (JJ 53, n° 337), puis doyen de Chartres (en 1320), *Gallia Christ.*, t. VIII, p. 1203, et évêque en 1326.

12. Archidiacre de Dijon (JJ 60, n° 184). Ne pas le confondre avec l'évêque de Toul, qui porte le même nom. — A ces archidiaques conseillers de l'Hôtel on peut ajouter encore Philippe le Convers, qui est archidiacre d'Éa avant d'être trésorier de Reims (JJ 56, n° 131).

13. Ex. JJ 58, n° 460. V. t. II, l'Hôtel du roi.

14. Jean d'Argillières, déjà nommé (JJ 60, n° 184).

poursuivants, trois sont des ecclésiastiques, Michel de Mauconduit, chanoine de Notre-Dame de Paris¹, Pierre Bertrand, archidiacre de Bilom, puis évêque de Nevers²; Pierre de Chappes, qui devient évêque d'Arras en 1320; et ils sont tous remplacés, pendant le cours du règne, par Thomas de Savoie, chanoine d'Amiens, Amy d'Orléans, archidiacre d'Orléans, Jean d'Argillières, archidiacre de Dijon. — Parmi les clercs du secret, les ecclésiastiques sont au moins aussi nombreux que les laïques : tels sont Amy d'Orléans, déjà nommé, Jean Mailard, chanoine de Tournay³, Pierre Barrière, évêque de Senlis⁴. Les notaires de l'Hôtel sont presque tous des ecclésiastiques⁵, comme leurs chefs le Chancelier et le « compagnon du Chancelier⁶ ». Il n'est pas jusqu'à l'aumônier et au confesseur⁷ qui n'aient une petite part aux affaires⁸.

Dans l'administration provinciale, de nombreux offices sont encore confiés à des ecclésiastiques : ainsi Pierre de Chalon, archidiacre d'Autun, est surintendant des ports et passages⁹; un chanoine de Reims a la garde et la recette des régales du roi dans la province de Reims¹⁰; l'abbé de Saint-Denis, l'évêque d'Auxerre¹¹, des trésoriers, des chanoines, ont la recette des décimes¹²; un chanoine de Roye est procureur royal au bailliage de Vermandois¹³, plusieurs prévôts sont encore des ecclésiastiques.

1 Ex. JJ 60 n° 126 Il est d'abord doyen de Chartres (V. t. II, l'Hôtel du roi). Beaucoup d'actes sont signés « per decaum Larnat » Ex. JJ 38 n° 257 mais en général il signe de son nom.

2 V. t. II, l'Hôtel du roi.

3 Ex. JJ 53, n° 313.

4 V. t. II, l'Hôtel du roi.

5 Ex. Guillaume de Rive, chancelier de l'évêque de Beauvais (JJ 56, n° 123).

6 Il en est de même de leurs collaborateurs le chauffe-re et le fournisseur de parchemin qui est trésorier de la Sainte-Chapelle (*ibid.*).

7 Renaut d'Aubigny JJ 53, n° 38.

8 Le personnel de service renferme aussi ces ecclésiastiques, par exemple le médecin Jean de Graty est chanoine d'Aire « de la Sainte-Chapelle » (*Inscriptions du 1^{er} au XIII^e siècle, dans ces Documents inédits*).

9 Titres de la maison ducal de Bourbon, n° 110 — et JJ 58, n° 182.

10 Ex. JJ 53 A, n° 48.

11 Ex. JJ 58, n° 110, 119, 120, 120 bis.

12 Ex. JJ 53, n° 20.

13 JJ 53 A, n° 221 — Autres exemples JJ 53, n° 221, — JJ 60, n° 66, etc.

Enfin les enquêteurs réformateurs qui inspectent les provinces deux par deux¹, les nombreux commissaires envoyés en mission par le roi, par le Parlement ou par la Chambre des Comptes, isolément ou par groupes, soit en province, soit à l'étranger, à Avignon, à Westminster, en Allemagne, en Castille, en Aragon, etc., sont, dans plus de la moitié des cas, des ecclésiastiques. Tels sont, au premier rang, l'évêque de Saint-Malo Raoul Rousselet, l'évêque de Mende Guillaume Durant et l'évêque de Senlis Pierre Barrière²; puis l'archevêque de Rouen Gilles Aycelin de Montaigu³, l'évêque de Noyon Foucaut de Rochechouart, l'évêque de Meaux Guillaume de Brosse⁴, l'évêque d'Avranches Jean de la Mouche⁵, l'évêque de Nevers Pierre Bertrand⁶, l'abbé de Saint-Denis Giles de Pontoise⁷, l'écolâtre de Poitiers Étienne de Borret⁸, l'abbé de Charroux⁹, le chanoine de Paris Pierre Rodier¹⁰, le doyen de Chartres Jean Pasté¹¹, le prieur de la Charité Pierre de Beaujeu¹², l'archidiaque d'Autun Pierre de Chalon¹³, le chanoine de Nevers Pierre Fauvel¹⁴.

Ces différents clercs, très occupés par leurs fonctions royales (*regis obsequiis occupati*), ne résident guère dans leurs églises et dans leurs abbayes, comme le montrent les bulles leur accordant le droit de percevoir les revenus de leurs bénéfices sans être tenus à la résidence, à la condition toutefois

1. Un clerc et un laïque, comme on sait : il y aurait donc autant d'enquêteurs ecclésiastiques que d'enquêteurs laïques, si ceux-ci ne se renouvelaient pas plus souvent, mais les premiers n'en ont que plus d'importance.

2. Ex. JJ 58, n° 307.

3. Ex. JJ 51, n° 35.

4. Ex. 58, n° 401; — cf. Hervieu, *op. cit.*, p. 133.

5. Ex. JJ 55, n° 2.

6. Employé déjà comme enquêteur quand il n'est qu'archidiaque de Bayon (V. I II, Administration provinciale).

7. Ex. JJ 58, n° 418. Cf. *Gallia Christiana*, t. VII, col. 399.

8. « *Ambador en el regno de Navarra por el rey nostro seignor por reformation de la terra* » JJ 56, n° 17; — JJ 51 A, n° 485, 487, 607 — JJ 78, n° 206.

9. Ex. JJ 50, n° 2 et 113.

10. V. Pacification de la Flandre, p. 151 et 161 (Ex. JJ 58, n° 392).

11. V. I. II, l'Hôtel du roi.

12. Ex. 55, n° 13.

13. *Ibid.*, — et JJ 58, n° 2.

14. Ex. : JJ 50, n° 179. On pourrait multiplier les exemples : l'évêque de Saint-Brieuc (Alain de Lambelle, puis Jean d'Avangour) : Ex. JJ 55, n° 2 et 38, JJ 50, n° 216.

qu'ils se fassent suppléer dans l'exercice de leur sacerdoce¹.

Comme on le voit par ces exemples, l'administration, particulièrement l'Hôtel du roi, continue d'être ce qu'était autrefois la chapelle royale², une pépinière d'évêques et de hauts dignitaires de l'Église. Beaucoup de ces « clercs » de Philippe le Long, qui semblent obscurs faute de titres éclatants, parce qu'ils ne sont encore que chanoines, doyens, écolâtres, trésoriers, sont destinés à devenir bientôt évêques, archevêques et cardinaux : le chancelier Jean de Cherchemont deviendra évêque d'Amiens en 1325, — le membre de la Grand'Chambre Hugues de Beauchon, évêque de Paris en 1326, le jugeur d'enquêtes Jean Mandevillain, évêque de Nevers en 1333, le rapporteur Bernard d'Alby, évêque de Rodez en 1336, les clercs de l'Hôtel Jean Pasté et Pierre Rodier, évêques, l'un d'Arras en 1326, l'autre de Carcassonne en 1324, le notaire Jean d'Aubigny, évêque de Troyes en 1326, etc³. L'Église est donc peuplée d'anciens serviteurs de la royauté, dont le roi a favorisé l'élection, et qui, une fois élus, restent naturellement des sujets dévoués, ennemis de l'anarchie féodale.

Outre ces ecclésiastiques fonctionnaires qui ont une si grande part à l'administration du royaume, Philippe le Long emploie souvent, comme à titre auxiliaire, pour des missions (enquêtes, négociations, arbitrages, etc.), des clercs qui n'appartiennent ni au Grand Conseil, ni à l'Hôtel, ni au Parlement, ni à la Chambre des Comptes, ni à l'administration provinciale, par exemple l'archevêque de Bourges Renaut de la Porte⁴, l'évêque de Chartres Robert de Joigny⁵, l'évêque de Chalon Bertrand de la Chapelle de Villiers⁶, l'évêque de Maguelonne André de Frédo⁷, l'évêque de Beauvais Jean de Marigny⁸, l'abbé de

1. « *Provisio quod animarum cura nulla tenus negligatur* ». J 690 et 692.

2 V. Luchaire, *Les Premiers Capétiens*, p. 58.

3. Gams, *Scripta episcoporum* . . . Batisbonne, 1872.

4. Ex. J 100, n° 33 et 34.

5. Ex. J 101, n° 30 et 31.

6. *Ibid.*, n° 41.

7. Ex. J 100, n° 42. (le roi l'appelle son conseiller).

8. Ex. Bibl. nat., *coll. Douc.*, t. 1, fol. 204.

Saint-Germain des Prés¹ Pierre de Courpalay, le doyen de Saint-Germain l'Auxerrois Ansel de Morgueville², le chanoine de Tournay Nicolas de Braye³, le chanoine de Bordeaux Pierre de Nogaret⁴, l'abbé de Saint-Serge Pierre de Chatelus⁵, le dominicain Béranger de Landore⁶, le maître en théologie Pierre de la Palu⁷.

Enfin Philippe le Long convoque plusieurs fois les représentants du clergé, particulièrement les évêques, et parmi les abbés ceux de Cluny, de Cîteaux, de Saint-Germain des Prés, des Prémontrés, de Marmoutier⁸, tantôt à des assemblées de barons et de prélats, tantôt à des États généraux, pour leur demander leurs conseils et leur appui moral et matériel⁹. C'est ainsi que le clergé de France est appelé à se prononcer sur la question de la régence, sur celle de la succession au trône, sur les affaires d'Artois et de Flandre, sur le voyage d'outre-mer, sur la réforme des monnaies, des poids et des mesures¹⁰.

Jamais roi ne prit plus souvent conseil du haut clergé « sur aucunes besoignes touchant le royaume ». Il serait intéressant de savoir dans le détail quel rôle joua ce clergé dans chacune de ces assemblées, quels arguments il apporta dans les délibérations, quels furent ses principaux porte-parole¹¹, mais les procès-verbaux des séances nous manquent. Nous savons seulement que le clergé fut toujours un appui pour la royauté dans les questions politiques, mais qu'il montra quelque indépen-

1. Ex. : *Ordonn.*, t. XII, p. 415. — *Gallia Christiana*, t. VII, col. 158.

2. Ex. : JJ 56, 225 et 251. — *Gallia Christiana*, t. VII, col. 260.

3. Ex. : JJ 56, n° 182. — JJ 59, n° 102; — *Ordonn.*, t. I, p. 653.

4. Arch. du Nord, B, 559. Ce n'est pas un des fils du chancelier, qui s'appelle Raymond et Guillaume et qui sont valets du roi (JJ 59, n° 382).

5. Ex. : JJ 561, n° 4. — Arch. du Nord B, 559.

6. V. p. 100, 101, 102.

7. On pourrait encore multiplier les exemples, l'abbé de Lagny (JJ 59, n° 378), l'évêque de Saint-Malo Alain Gonthier, etc. etc.

8. Ex. : JJ 58, n° 396 et 437. On trouve aussi des prieurs, des doyens, des procureurs d'abbayes et de chapitres (V. Hervieu, *op. cit.*, p. 31).

9. La convocation est un ordre. Les prélats qui ne peuvent s'y rendre doivent faire accepter leurs excuses, ainsi l'évêque de Limoges se fait excuser par le pape lui-même (JJ 53, n° 69).

10. Ex. : JJ 54 A, n° 191, 192. — JJ 58, n° 396, 397, 400; — Hervieu, *op. cit.*, p. 144, 148, 159, 162.

11. Il est très vraisemblable que l'évêque de Saint-Malo Raoul Rousciet et l'évêque de Meaux furent là encore au premier rang.

dance à propos du projet de croisade, qui lui paraissait dissimuler une demande de contributions destinées à d'autres usages : « Ils déclarèrent, dit la chronique¹, qu'ils donneraient volontiers les décimes nécessaires quand l'expédition serait prête et qu'ils iraient eux-mêmes en Terre sainte, mais que le moment de lever ces décimes ne leur paraissait pas venu, puisque le passage d'outre-mer ne pouvait se faire encore² ». Les représentants du clergé ne paraissent pas avoir fait dans ces assemblées d'autres actes d'opposition.

En résumé Philippe le Long, dans le gouvernement et l'administration du royaume, fait à peu près la part égale entre les ecclésiastiques et les laïques nobles; il consulte les prélats comme les barons, et il emploie sensiblement autant de hauts dignitaires de l'Église que de hauts barons, autant de prêtres que de chevaliers.

II. — SERVICES RENDUS AU CLERGÉ PAR LE ROI

Un gouvernement où le clergé tient une place aussi considérable entretient naturellement les meilleures relations avec l'Église de France. Philippe le Long reste ce qu'ont été ses ancêtres, le protecteur né des droits ecclésiastiques³, comme le répètent à l'envi en termes pompeux les préambules des actes officiels⁴.

¹ Jean de Saint-Victor, *Hist. de France*, t. XXI, p. 667.

² Philippe le Long les convoqua plusieurs fois pour étudier le projet de croisade, mais ils n'eurent point d'empressement à se rendre à ses convocations (Ex. JJ 58, n° 436) (quant aux deux conciles provinciaux tenus sous le règne, l'un à Sens en 1317 l'autre à Sens en 1321, ils n'ont pas d'importance politique (V. Marlot, *Hist. de Reims*, t. IV, p. 24).

³ Il confirme solennellement les divers privilèges des églises de France (juridictions, immunités, exemptions diverses, protection royale) *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, t. III, p. 10 (dans les *Documenta inedita*), — Ordonn., t. I, p. 618. — *Bibl. Sainte-Genève* LF, 5, 2^e partie, fol. 178. — *Laboriet historique*, t. IV, 2^e partie, p. 46.

⁴ Ex. « *Iura ecclesiarum defendere* » JJ 54 B, n° 13. — « *Ecclesie servatores sub protectione regia luere* ». JJ 58, n° 612. — « *quod omnes justiciarii nostri ecclesiarum auxilium brachium secularis prestant* ». Ordonn., t. I, p. 610. — « *in jurebus earundem (ecclesiarum) et libertatibus conservandis pugili manu* ». JJ 54 B, n° 52.

Sa conduite est d'accord avec ses paroles. Il exige réellement que ses officiers, depuis les petits jusqu'aux grands, respectent les privilèges et les droits de l'Église de France : « ceux qui y contreviendront doivent réparer leurs fautes ou payer des dommages et intérêts¹ ». Ainsi les gens du roi ayant enlevé aux religieux de Saint-Ouen de Rouen un homme qu'ils avaient le droit de juger, le vicomte de Rouen reçoit l'ordre de leur donner satisfaction, et comme le prisonnier est mort, de leur remettre au moins son effigie, et de la placer en lieu convenable, pour rappeler dans la suite des temps l'insulte et la réparation². Le prévôt de Melun ayant empiété sur la juridiction de l'abbaye de Barbey³, est menacé d'un châtimement sévère⁴; — un autre prévôt est condamné à payer soixante livres parisis d'indemnité à un chapitre⁵. — Trois sergents du Châtelet sont destitués pour avoir violé les immunités du chapitre de Paris en pénétrant dans le cloître Notre-Dame pour y arracher un accusé, et en y frappant un sergent du chapitre⁶. Des sergents du bailli de Douai, qui ont forcé les portes du chapitre de Saint-Aimé et y ont arraché deux hommes, en dépit du droit d'asile, sont condamnés à rendre leurs deux prisonniers et à venir un dimanche, à l'heure de tierce, à la porte de l'église demander pardon à genoux au doyen et aux chanoines⁷.

1. Défense aux gens de ses garnisons de prendre les bles, foin, pailles et autres biens appartenant aux chanoines de Notre-Dame de Paris (K 40, n° 46). — Exemptions de subventions pour la guerre de Flandre (*ibid.*, n° 21). — Autre exemple, JJ 56, n° 125.

2. B bl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 224.

3. Barbey, arrondissement de Fontainebleau.

4. B bl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 205.

5. X 1, A 5, fol. 59 v°.

6. *Actes du Parlement*, n° 5406.

7. *Actes du Parlement*, n° 4486. — Autre exemple, *Bibl. de l'École des Chartes*, 1893, p. 371. À plus forte raison Philippe le Long, comme ses prédécesseurs, montre-t-il la plus grande discrétion dans l'exercice de son droit de gîte. Il défend aux baillis et aux senechaux de se faire héberger gratuitement dans les maisons d'église « qu'un jour et non plus » (JJ 57, fol. 102, *Ordonn.*, t. XII, p. 450). Lui-même « se fait héberger par un évêque ou par un abbé, il lui délivre aussitôt une lettre de non-prejudice, constatant que cette hospitalité est non l'acquit d'une dette, mais la suite d'une gracieuse invitation qui ne saurait créer un droit nouveau (par exemple à l'évêque de Soissons, chez lequel il a couché et dîné au château de Sept-Monts (Aisne), en revenant de son sacre

Mais c'est surtout contre les violences et les usurpations féodales¹ que la royauté a encore à défendre le clergé. Sa protection est fréquemment sollicitée, par exemple par les évêques du Nord contre le comte de Flandre et ses gens; sa diplomatie, c'est-à-dire son conseil, ses commissaires, ses enquêteurs, s'emploient à leur faire rendre justice², son Parlement reçoit leurs plaintes et condamne les coupables, ses armées s'assemblent et combattent, si l'emploi de la force est nécessaire. En général l'intervention du Parlement suffit : ainsi l'abbé et les religieux de Tournus, dépouillés et maltraités par les gens du duc de Bourgogne, portent leurs plaintes au Parlement; le bailli de Mâcon reçoit l'ordre de leur faire rendre ce qui a été pris; le duc, après avoir essayé de se dérober, finit par obéir³.

Le Trésor des Chartres montre par maints exemples combien sont recherchées la suzeraineté directe du roi et la sauvegarde royale, dont la violation est rangée parmi les cas royaux. Plusieurs églises et abbayes sollicitent et obtiennent « de ne jamais être démembrées de la couronne⁴ » (si elles ne sont

{Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 73), — au doyen de Saint-Martin de Tours, Étienne de Moigny, l'ancien chancelier de Louis X, le conseiller de Charles de la Marche (Bibl. de l'École des Chartes, X, V (1811), p. 380).

1. *Intolerabiles oppressiones* Bibl. nat., coll. Morrin, t. CCXXII, fol. 75 et 207. — Philippe le Long recommande à ses officiers « *quod ab omnibus violentiis, oppressionibus, et armis et potentia laborum defendant, nec permittant eundem aliquam a quocunque fieri indebitam novitatem* ». JJ 71 B, n° 48. — Le roi a aussi à protéger le clergé contre les viles, mais plus rarement, et pour des affaires moins graves, tracasseries plus que persécutions (Ex. : Bibl. nat., coll. Moreau, t. CXXII, fol. 127), — affaires d'argent (Ex. : différend à propos des feus du sacre de Reims. V. Marlot, *Hist. de Reims*, t. IV, p. 23).

2. Ex. : JJ 56, n° 23. — K 40, n° 6, 13, 15, 21, 31. — Bibl. nat., coll. Douet, t. CIII, fol. 18; — t. CXXXI, fol. 80 et 126.

3. Donn Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. II, p. 167. Ces mauvais traitements remontent au moins à l'année 1308 (V. *Hist. de Tournus*, Dijon, 1733), c'est Philippe le Long qui les fait cesser. — Autres exemples : repression de pillages (*Artes du Parlement*, n° 4600), — arrêt du roi contre la reine Clémence en faveur des religieux de Saint-Pierre (K 40, n° 6), — en faveur des religieux de Saint-Mesmin, près d'Orléans (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 113); — arrêt du Parlement en faveur de l'abbaye de Saint-Germain des Prés contre Simon de Villerois à propos du ruisseau d'Issy (K 40, n° 15); — autres exemples J 292, n° 13; — J 293, n° 18; — JJ 53, n° 85; — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXIII, fol. 61.

4. Ex. : *Ordonn.*, t. IV, p. 206, — « *in protectionem regia et corone Francie* », JJ 50, n° 610.

pas plus nombreuses, c'est qu'une multitude d'autres ont déjà obtenu le même avantage pendant les siècles précédents)¹.

C'est ainsi que Philippe le Long prend sous sa sauvegarde les évêques de Bazas, de Condom, d'Agen et de Bayeux², — les églises de Rodez, d'Angoulême, de Saint-Hilaire de Poitiers et de Liseux³, — les monastères de Saint-Saturnin de Toulouse, de Saint-Michel en l'Herm, de Saint-Maixent en Poitou, de Saint-Eutrope, de Saintes, de Challis (en Valois)⁴, le prieuré des Chartreux de Bonnefoi⁵, les sœurs de Sainte-Claire près Paris, les frères et les sœurs de la maison-Dieu de Pontoise⁶, etc. Un plus grand nombre encore de sauvegardes anciennes sont soigneusement confirmées sur la demande des évêques, doyens et abbés, pour qu'il n'y ait pas prescription. C'est ainsi que Philippe le Long confirme les sauvegardes accordées à l'évêché d'Avranches⁷, à l'église de Billom⁸, aux églises de Pontigny et de Clairvaux⁹ (deux des quatre filles de Cîteaux), — aux abbayes bénédictines de Faremoutier en Brie, de Beaulieu-en-Argonne et de Marchiennes¹⁰, — à l'Hôpital de Sainte-Marie de Paris, à la maison-Dieu de Caen¹¹, etc., etc.

Sans doute il reste encore des évêchés et des abbayes placés sous la sauvegarde de seigneurs laïques¹², et Philippe le Long

1. Ainsi l'archevêché de Rouen (Arch. de la Seine-Inférieure, série G n° 910), l'évêché de Noyon (*Actes du Parlement*, n° 4651).

2. JJ 54 B, n° 48. — JJ 59 n° 375. — JJ 56, n° 253. — JJ 56, n° 613.

3. JJ 56, n° 545; — JJ 59, n° 612. — Bibl. nat., ms. lat. 18386 fol. 301. — JJ 56, n° 614.

4. JJ 59, n° 409. — JJ 54 B, n° 52. — JJ 59, n° 283. — JJ 56, n° 621. — JJ 53, n° 93 et 272.

5. Senchaussée de Beaumont (JJ 58, n° 224).

6. JJ 59, n° 39. — JJ 56, n° 67 et 176. — JJ 66 (*sic*), n° 51. — Autres exemples JJ 53, n° 340, 347, 348. — JJ 56, n° 178, 279, 560; — JJ 59, n° 174, 447, 497, 515, 523, 609. — JJ 60, n° 48, 49, 143, 146, 150, 164, 188. — Bibl. nat. coll. Moreau, t. CCXXIII, fol. 75. — *Actes du Parlement*, n° 5210, 5211, 5212. Arch. du Nord B, 563. — Bibl. nat., coll. Doat, t. CXLI, fol. 141 (*sic*, etc., etc. Pour Tournay, v. t. II, *administration provinciale*).

7. JJ 56, n° 615.

8. JJ 59, n° 519.

9. JJ 53, n° 1 et 7. — JJ 54 B, n° 56; — Bibl. nat., coll. Doat, t. I, fol. 300.

10. *Actes du Parlement*, n° 5210, 5211; — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 230.

11. JJ 59, n° 519, 617. Autres exemples JJ 53, n° 93, 280. — JJ 54 B, n° 44. — JJ 56, n° 126, 148, 155, 157, 226, etc. — JJ 59, n° 482 et 440. — JJ 60, n° 71. — JJ 66 (*sic*), n° 51. — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 76.

12. Ex. : Prétentions du comte d'Alençon (Charles de Valois) sur l'abbaye de

lui-même confirme plusieurs de ces sauvegardes¹. Mais la sauvegarde royale continue à s'étendre parce qu'elle est la plus efficace et la plus recherchée : c'est ce que le langage imagé du temps appelle tantôt « tenir à distance la rage sinistre des loups » (*luporum importunam rabiem arcere*), tantôt « servir de défense contre les flots des tempêtes² ». De nombreux exemples nous montrent que cette sauvegarde est une protection réelle sous un roi tel que Philippe le Long³; l'influence politique de la royauté s'accroît d'autant : la sauvegarde, sorte de protectorat, prépare l'administration directe⁴.

Le pariage, ou « traité d'association⁵ », est, comme la sauvegarde, une institution qui profite à la fois au clergé et à la royauté, par un échange de services : au clergé elle assure la protection du roi et par conséquent la sécurité que menacent soit les seigneurs laïques, soit, plus rarement, les villes; à la royauté elle donne de nouveaux domaines et de nouveaux droits; elle propage le respect du pouvoir qui personnifie le principe d'ordre en face de l'anarchie féodale. Le pariage avait contribué à fortifier la royauté sous Philippe Auguste⁶, sous saint Louis, sous Philippe le Bel. Philippe le Long n'a garde de le dédaigner. Quelques évêchés, par exemple celui de Vabres⁷ et celui de Carcassonne⁸, un plus grand nombre de monastères, bénédictins, cisterciens ou chartreux, tels que ceux de Paulhac, de Rosières, d'Elne⁹, abandonnent au roi la moitié de leurs propriétés, pour qu'il leur garantisse le reste.

Tourn JJ 56, n° 128; — le sire de Sully a la garde de l'abbaye de Noirlac (*Actes du Parlement*, n° 5774).

1. Ex. : Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 90.

2. Ex. : JJ 54 B, n° 47, 48, 52, 56, — JJ 53, n° 1.

3. Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 205. — Dom Plancher, *Hist. de Bourgogne*, t. II, p. 167; etc.

4. Expression significative : les religieux placés sous la sauvegarde royale reçoivent parfois le titre de chapelains du roi. Ex. JJ 50, n° 609.

5. Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXIII, fol. 73.

6. V. Luchaire, *op. cit.*, p. 187, 190, 192.

7. JJ 56, n° 288.

8. Bibl. nat., coll. Douat, t. IV, fol. 36 — et t. XV, fol. 214.

9. Paulhac (Gant.), — Rosières (Jura). — Elne (Roussillon). JJ 56 n° 273, et J 398, n° 31, JJ 56 n° 298, — n° 618 et 619, — autres exemples JJ 56, n° 276, — JJ 53, n° 128, — J 341, n° 3, — J 398, n° 32. Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 75.

Philippe le Long n'est pas seulement pour le clergé un protecteur puissant; il est aussi un généreux donateur. Donations d'argent, d'immeubles¹, de revenus, de livrées de terre, du droit d'acquérir avec amortissement, du droit de défricher², donations de droits féodaux (droit de colombier, droit de s'entourer de murs et de fortifications, droits de justice, droit d'avoir une prison, des entraves, des fourches patibulaires)³; — donations de privilèges divers (droits d'usage dans les forêts royales, coupes de bois, droit de pacage, droit de chasse (accordé à des religieuses⁴ aussi bien qu'à des religieux)⁵, dîmes sur les chasses royales⁶, exemptions de gruerie, exemptions du droit de gîte, exemptions de péages et de gabelles, dispenses de dixièmes (ou décimes); — autorisations gracieuses (permission de clore des terres, d'établir des marchés et des foires⁷, de vendre du sel⁸, renouvellement de chartes brûlées ou perdues, remises de dettes, interventions pour amener les débiteurs du clergé à s'acquitter⁹, — faveurs accordées à des

— A plus forte raison Philippe le Long confirme-t-il les parages anciens qui ont besoin d'être renouvelés. Ex. : parages avec l'évêque de Meade, l'évêque du Puy, etc. JJ 53, n° 128; — *Ordonn.*, t. VI, p. 343, — t. XVI, p. 255. — Autres exemples : JJ 59, n° 148 et 358. *Bibl. nat., coll. Doat*, t. VI, fol. 267, t. LXIX, fol. 239 et fol. 305; t. CXX, fol. 79.

1. Ex. : Une maison place Maubert aux Carmes de Paris, pour qu'ils soient mieux logés *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, par A. Franklin, t. II, p. 2).

2. « *Brucias agricolare*. » Ex. : JJ 56, n° 395.

3. Ex. : JJ 53, n° 41, 133, 131, 141, 142, 159, 296; — JJ 54 A, n° 125, 193, 386, 601; — JJ 56, n° 170, 302 c, 395; — JJ 60, n° 143; — J 155, fol. 40; — JJ 59, n° 152, 157, 158, 169, 175, 181, 91, 219, 226, 238, 239, 245, 247, 248, 251, 259, 271, 274, 324, 331, 332, 336, 341, 348, 350, 353, 387, 397, 418, 427, 430, 440, 487, 560, 562, 583.

4. Ex. : JJ 56, n° 248 (seulement la chasse au lièvre et au lapin).

5. Ex. : *Bibl. de Rouen*, ms. 3401, fol. 98.

6. Ex. : JJ 60, n° 112.

7. Par exemple au monastère de Saint-Michel en perl de mer, JJ 54 B, n° 11.

8. Ex. : JJ 59, n° 320.

9. Ex. : JJ 53, n° 64, 87, 92, 102, 116, 117, 124, 131, 141, 142, 159, 165, 170, 188, 194, 231, 241, 253, 257, 267, 268, 269, 272, 274, 288, 296, 302, 311, 319, 322, 330, 333, 338, 339, 349, 374; — JJ 54 B, n° 29. — JJ 56, n° 4, 14, 18, 42, 43, 46, 58, 60, 74, 80, 95, 103, 125, 129, 133, 146, 148, 162, 163, 169, 170, 173, 179, 179 bis, 182, 183, 186, 188, 194, 198, 202, 221, 229, 248, 250, 260, 279, 311, 317, 322, 326, 336, 341, 343, 405, 415, 418, 446, 470, 470, 479, 486, 502, 508, 561, 570, 571, 576, 578, 581, 583, 585, 591, 594, 596, 597, 600, 603, 607, 623; — JJ 58, n° 171. — JJ 59, n° 307, — JJ 60, n° 3, 143, 197, 201. — J 121, n° 38. — *Bibl. nat., coll. Moreau*, t. CCXXII, fol. 51 et 128, — *coll. Doat*, t. II, p. 300, t. LXVII, fol. 123; — t. LXX, fol. 199.

ecclesiastiques en considération de leurs services¹, de leur piété ou de leur pauvreté, — tous ces actes abondent dans les documents, faveurs souvent considérables, que le roi partage entre les couvents et les églises, entre les abbayes et les évêchés; il favorise surtout les religieux de l'ordre de Cîteaux², les Bénédictins de Royal-Lieu près Compiègne, les Dominicains de Poissy, les Cordelières de Sainte-Marie de Longchamp³, où s'était retirée sa quatrième fille Blanche de France⁴.

Il accorde une large part de ses libéralités aux maisons-Dieu, les seuls hôpitaux du moyen âge⁵. Les pauvres religieux et chapelains doivent être payés aux termes assignés « avant tout autre gent⁶ ». — « Nous voudrions, dit-il, égaler la générosité de nos prédécesseurs envers la sainte Église de Dieu, et, s'il est possible, la dépasser⁷. »

1. Ex. : 200 livres de pension annuelle à Etienne de Barret (environ 20 000 francs d'aujourd'hui). JJ 53 A, n° 661.

2. L'ordre de Cîteaux se distinguait par son dévouement à la royauté, et l'importance de ses subside (Ex. Bibl. nat., coll. Doust, t. XVII, fol. 167).

3. Ex. : JJ 53, n° 170, 231, 311; — JJ 54, n° 151; — JJ 50, n° 101; — k 40, n° 11, 33, etc.

4. Les religieuses de Longchamp étaient presque toutes de famille noble et de grande famille, par exemple Jeanne d'Harcourt, abbesse *Gallia Christiana*, t. VII, col. 946), Marguerite et Jeanne de Brabant, sœurs du comte de Juliers (k 40, n° 8 et 12), mais il s'y trouvait aussi des bourgeois, par exemple Etienne, fils d'un bourgeois de Seules (k 40, n° 2). Blanche avait des revenus considérables : outre ceux que lui avait assurés son père, elle reçut de Mahaut d'Artois, en 1419, 200 livres de rente à prendre sur le bailliage de Bapaume (k 40, n° 32), elle pouvait donc « tenir son rang (*secundum statum suum*) » JJ 53, n° 37.

5. Ex. : Les sœurs de la maison-Dieu de Paris JJ 53, n° 32 — à maison-Dieu de Bar-sur-Seine, JJ 53, n° 5. — l'hôpital de Villepreux fondé par Philippe le Convers, JJ 50, n° 186; — autres exemples : JJ 53, n° 41, 87; — JJ 59, n° 343, — Bibl. nat., ms. fr. 24697, fol. 83 et 8.

6. JJ 57, fol. 100 : « Les rois nos prédécesseurs, dit l'ordonnance, ont tant chargé certains lieux et certaines recettes du royaume, tant d'assignations que de rentes à héritages, à vie ou à volonte, que les dépenses desdits lieux montent plus que les recettes, et par ce plusieurs églises et pauvres mesmes Dieu et chapelains sont en telle pauvreté et misère que le service Dieu en est moins fait en moult de lieux. Philippe le Long établit qu'elles seront payées les premières. JJ 57, fol. 97; — JJ 56, n° 13, — k 40 n° 23 (10^e ordonnance du rondeau), — Bibl. nat., ms. lat. 12814, fol. 126. Cette ordonnance est intitulée « l'Ordonnance faite adonc par le roy pour les receptes du royaume trop chargées ».

7. « *Testibus progenitorum nostrorum inherentes, que ad sacroanctas Dei ecclesias manum habuerunt dapnalem.* » — A plus forte raison confirme-t-il les privilèges et les donations accordées au clergé par ses prédécesseurs (Ex. JJ 53, n° 170, — JJ 54, n° 46 — k 40, n° 43; — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 31, — par des seigneurs laïques ou ecclésiastiques ou par des bourgeois. Ex. : JJ 56, n° 170 et 171; — JJ 59, n° 460 et 483, — Bibl. nat.,

Il contribue particulièrement à augmenter les biens du clergé en accordant une multitude d'amortissements¹, autorisations accordées à des particuliers de donner ou de vendre (généralement « pour le salut de leur âme »), des biens au clergé, c'est-à-dire de les faire passer de l'état de main vive à l'état de mainmorte².

Il autorise et confirme la fondation de nombreuses chapelles³ (dont quelques-unes en l'honneur de la Vierge Marie)⁴. A la vérité ces fondations pieuses sont présentées comme des faveurs accordées aux fondateurs en récompense de leurs services, parce qu'elles doivent racheter leurs péchés, mais il est évident qu'elles profitent aussi au clergé, parce que les revenus attribués aux chapelains sont souvent considérables⁵.

Philippe le Long fonde lui-même plusieurs chapelles « pour honorer Dieu et augmenter le culte divin », en même temps

ms. fr. 20367, fol. 51; — coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 79, 86, 91. — Bibl. Sainte-Geneviève LF 5, fol. 178; — Titres de la maison ducal de Bourbon, n° 1548. Il loue les donateurs de leur générosité et les propose pour exemples : « *quorum laudabile propositum commendantes* ». JJ 56, n° 26.

1. Ex. JJ 53, n° 21, 28, 48, 66, 77, 89, 119, 146, 157, 148, 163, 227, 247, 261, 261, 286, 357. — JJ 56, n° 35, 38, 57, 88, 106, 112, 116, 121, 123, 124, 145, 192, 204, 221, 239, 255, 277, 279, 306, 328, 381, 382, 389, 424, 442, 445, 475, 489, 503, 512, 513, 519, 521, 528, 530, 531, 548, 566, 587, 622. — JJ 59, n° 21, 30, 92, 105, 115, 202, 363, 384, 412, 417, 432, 440, 470, 508, 527, 543, 567, 577, 680, 689, 691, 698. — JJ 60, n° 36, 56, 136, 181, 227. — K 40, n° 7. — Bibl. nat., coll. de Campa, t. LXXXVI, fol. 322; — *Cartulaires de N.-D. de Paris* (dans la collection des *Cartulaires de France, documents inédits*, t. II, p. 52), etc.

2. De là la formule : « *gratia facta... quod quantum domum* (ou autre immeuble) *passit transferre quibuscumque personis ecclesiasticis, et eadem possint ipsam tenere pacifice* ». Ex. : JJ 53, n° 247; — JJ 60, n° 88, etc. — Au contraire les amortissements faits sans autorisation sont frappés de fortes taxes, (outre le prix de l'enregistrement de l'acte) V. *Ordonn.*, t. I, p. 631.

3. Par exemple des chapelles fondées par le duc de Bretagne (JJ 53, n° 23), par la reine Marie, veuve de Philippe III (JJ 53, n° 17), par Guillaume d'Harcourt (JJ 56, n° 122), par la comtesse de Roucy (JJ 56, n° 341), par Pierre de Diez, chevalier (JJ 59, n° 88), par Firmin de Coquerel, membre du Parlement (JJ 53, n° 2), par Guillaume de Villars, valet du roi (JJ 53, n° 10), par Jean des Barres (le maréchal de France) (JJ 56, n° 26), par Miles des Noyes (JJ 1024, n° 26), sans compter les chapelles fondées par les rois précédents. Ex. : JJ 56, n° 61 et 381, JJ 1040, n° 6. — Autres exemples : JJ 53, n° 27, 95, 119, 126, 129, 146, 192, 263.

JJ 54B, n° 47, 48, 50. — JJ 56, n° 95, 97, 117, 246, 313, 341, 401, 412, 467, 497, 498, 503, 527, 586. — JJ 59, n° 1, 4, 11, 21, 87, 88, 89, 90, 107, 118, 208, 302, 387. — JJ 60, n° 27, 51, 108, 115, 127, 131, 140, 141, 145, 146, 154. — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 89.

4. Ex. JJ 56, n° 24.

5. Ex. JJ 53, n° 27, 95.

que « pour assurer son salut et celui de ses prédécesseurs » C'est ainsi qu'il fonde la chapelle du Châtelet de Paris¹, deux chapelles à Saint Michel-en-péril-de-mer², et que, dans son testament, il fonde une chapelle à Notre-Dame³; il crée aussi des prébendes nouvelles à la Sainte-Chapelle⁴. Il s'intéresse aux constructions d'églises : il donne 1000 livres au chapitre de Beauvais pour la construction de l'église Saint-Pierre⁵. Sollicité par un de ses clercs, qui a eu une vision miraculeuse, il aide les Chartreux de Paris à reconstruire leur église au lieu dit de Vauvert⁶, dont le diable fameux ne pouvait être réduit à l'impuissance que par les prières des moines⁷. Il pose lui-même la première pierre de l'église de Boulogne-sur-Seine, sous l'invocation de Notre-Dame de Boulogne-sur-mer (1319) (c'est depuis ce jour que le village de Menuss'appelle Boulogne-sur-Seine, et la forêt de Rouvray Bois de Boulogne)⁸.

Si l'on ne peut mentionner ici toutes les églises, tous les monastères qui ont reçu des marques de la bienveillance royale, à plus forte raison ne pourrait-on énumérer tous les prêtres, tous les moines qui ont reçu de lui des faveurs plus particulières, mais il importe d'en remarquer quelques-unes, par exemple l'anoblissement par le roi de son clerc Philippe

1. JJ 58, n° 231, — avec 40 livres parisis de revenu annuel à percevoir sur le sceau du Châtelet (JJ 53, n° 173). Autres chapelles fondées par le roi : JJ 53, n° 212 pour son anniversaire; — JJ 56, n° 31; — JJ 59, n° 14. — Bibl. Sainte-Geneviève LF 5 (1^{re} partie).

2. JJ 59, n° 258.

3. X 1 A n° 8, fol. 181.

4. JJ 56, n° 268; — cf. De Broul, *le Théâtre des Antiq. de Paris*, Paris, 1639, p. 114.

5. JJ 54 A, n° 627.

6. Aujourd'hui rue N.-D.-des-Champs, près de la place de l'Observatoire (d'où peut être l'expression populaire « aller au diable au vert », V. L. ttre), mais il y avait un Vauvert plus lointain, près de Nîmes, qui était aussi un but de pèlerinage « *ecclesia Beate Marie de valle viridi Nemaunensis dyocesis* » Arch. du Nord, B. 570), V. ci-dessus, p. 56.

7. Les travaux furent rapides : « *parce que l'un des maîtres charpentiers avoit au dict lieu de Vauvert un sien fils unique, religieux, la besaigne fut plus soigneusement et diligemment conduite par son moyen, et le comble de l'église accompli* », Hist. gen. de Paris, *topographie du vieux Paris* par Berty, p. 77-78.

8. V. *Inscriptions du V^e au XI^e siècle*, dans les *Documents inédits*, t. II, p. 78, — et Arch. nat., K 40, n° 31. Les principaux édifices construits ou commencés sous le règne de Philippe le Long sont à Paris l'église Saint-Leu, à Rouen l'église de l'abbaye de Saint-Ouen (318), V. Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXIII fol. 237, 242; — Bibl. Ecole des Chartes, C, III (1852), p. 466.

le Convers, trésorier de Reims, et de ses héritiers¹, la permission à un autre ecclésiastique « d'acquérir un fief², bien qu'il ne fût pas noble », les nombreuses faveurs accordées aux parents de ses clercs et à leurs protégés³.

Le recrutement du bas clergé est facilité par des affranchissements accordés à des serfs signalés par leur piété, à la condition qu'ils deviennent clercs, qu'ils reçoivent les ordres sacrés et observent le célibat; « sinon ils seront rendus à leur servitude première⁴ ».

La fondation de diverses confréries religieuses, avec l'autorisation du roi, par exemple celle de Saint-Magloire et celle du Saint-Sacrement, a pour but « de favoriser les sentiments de dévotion, d'affection et de respect qui doivent présider au culte catholique⁵ ». Lui-même Philippe le Long fonde la confrérie de Boulogne⁶.

En résumé, comme il le répète maintes fois, il veut « l'accroissement du service de Dieu⁷ »; beaucoup de ses actes favorables au clergé sont dus aux instances de son confesseur

1. JJ 60, n° 98; — cf. JJ 53, n° 200, et l. II, l'Hôtel du roi.

2. « Absque aliqua coactione vendendi aut financia prestanda » JJ 60, n° 48. — Autres exemples JJ 54 A, n° 198. — JJ 58, n° 132, 315. — JJ 59, n° 7, 204, 401. — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 130-201.

3. Par exemple il nomme bailli des juifs d'Estella en Navarre et garde du château de Beaumarchies le sergent d'armes J. de Borret, neveu d'Etienne de Bonvet (JJ 54 A, n° 681). — à la recommandation de l'abbé de Saint-Serge d'Angers *ad preces et contemplatione dilecti nostri Petri de Castro Lucii*, il anoblit plusieurs bourgeois (maris à des femmes nobles, parentes de l'abbé). JJ 59, n° 158, 162, 522. — Il anoblit de même le frère de Galhard Saugate, archevêque d'Aries. JJ 59, n° 535.

4. Ex. « Ad hoc duntaxat ut clericus fiat, et clericalem tonsuram habere, privilegio clericali gaudere, nec non quocumque sacros ordines gradatim recipere valeat » (ou « religionem intrare, seu ecclesiasticum obtinere beneficium »), si vero clericus esse neglexerit, volumus quod in servitutem pristinam redigatur » variantes « ita tamen quod, si matrimonium contrahere contigerit, eo facto in servitutem pristinam redigatur »; — « dum tamen bigamiam non contrahat in quo casu volumus ipsum illico servituti pristine subiacere ». JJ 53, n° 29, 112, 117. — JJ 54 B, n° 84. — JJ 56, n° 10, 66, 518, 524. — JJ 59, n° 240.

5. La confrérie de Saint-Magloire fut fondée à l'occasion de la translation du corps de saint Magloire, en 1318. Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 220 et 240 r^o. Les frères de la Confrérie se réunissaient une fois par an dans le couvent de Saint-Magloire, à Paris, pour prier ensemble et pour vénérer leur patron le confesseur (JJ 56, n° 315). — La confrérie du Saint-Sacrement faisait célébrer chaque semaine une messe chantée à l'Eglise Saint-Sauveur (JJ 59, n° 111).

6. Inscriptions du 7^e au 18^e siècle, t. II, p. 78.

7. Ex. : « ad divine laudis obsequium » JJ 53, n° 424.

Intale
de l'œuvre
induite
à son
de son
Fague

ou de son aumônier¹; plusieurs sont datés de son oratoire². Sans doute il n'oublie pas ses intérêts terrestres et royaux; il entend être payé de retour, en obéissance et en dévouement, mais il n'est pas moins préoccupé du salut de son âme chrétienne³, du royaume des cieux, « du grand jugement dernier qui donnera à chacun selon ses œuvres⁴ ».

111 SERVICES RENDUS AU ROI PAR LE CLERGÉ

Le clergé rend au roi services pour services. Il donne à l'aristocratie laïque l'exemple de l'obéissance : c'est ainsi qu'il reconnaît sans murmurer la souveraineté judiciaire du Parlement⁵, qu'il laisse sans difficulté le roi supprimer ses monnaies, qu'il accepte docilement ou sollicite même son arbitrage dans ses différends (avec des seigneurs laïques, avec des villes ou avec d'autres seigneurs ecclésiastiques), ainsi que la confirmation de tous les actes auxquels il désire donner des garanties particulières d'irrévocabilité et de perpétuité, principalement des affranchissements, des donations, des accords, des conventions diverses⁶. Il le laisse même s'ingérer dans

1. Ex. « ad relationem confessoris JJ 58, n° 153. — JJ 60, n° 140, — *precepte confessoris* JJ 59, n° 287 et 300, — *precepte elemosinario* JJ 53, n° 311, — JJ 60, 113; — V t II, l'Hôtel du roi.

2. Ex. « per dominum regem in oratorio suo. » Ex. JJ 56, n° 37.

3. Ex. « pro remedio anime nostre, utilitate nostra pensata (Bibl. nat., coll. Moreau, t. LXVII, fol. 25). — *pro nostre consortis ac parentum nostrorum aumoniarii remedio et salute* (Bibl. nat., coll. de Lamps. t. XXXVI, fol. 322), et JJ 60 n° 201, etc.

4. JJ 58, n° 238 « *In jour du grand jugement esportable, dit un autre donateur* (Guillaume d'Harcourt, conseiller du roi), *chacun sera présent devant le souverain juge droiturier pour recevoir son paiement à juste mesure de toutes œuvres que il aura faites en ceste vie soit bien soit mal. »* « l'ambitionne » la vie perdurable, plaine de joie et de repos », si supérieure à « la vie de home humaine, brève en cest uiecle et chargée de tribulacions et occupacions vaines » JJ 56, n° 122.

5. Aussi le nombre est-il considérable des jugements de cours ecclésiastiques confirmés par le roi. Ex. JJ 59, n° 191, 206, 312, 363, 596, 611. — JJ 60, n° 161, 190, 202, 203. — Bibl. nat., ms. fr. 20 798, fol. 149 — coll. Doul., t. 1, p. 300. On peut remarquer que ce sont surtout des acquiescements : « *Cum vellemus misericorditer agere* ».

6. Ex. JJ 53, n° 256. — JJ 1 B, n° 36 et 66. — JJ 58, n° 471. — JJ 59 n° 39. — JJ 60, n° 51-61, 96, 161. — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CXXXII, fol. 115. Le roi a même des baillis dans plusieurs diocèses qui ne sont pas encore remis au

l'organisation intérieure des monastères et des chapitres¹, par exemple assurer le respect des règlements et de la discipline², intervenir dans les élections abbatiales et épiscopales³.

Il le soutient de son autorité morale, si puissante encore. Partout, dans le Grand Conseil, dans le Parlement, dans les diocèses, il combat les rebelles comme des « empêcheurs de croisade » et comme des ennemis publics. C'est en partie l'excommunication des évêques du Nord qui dompte la résistance des Flamands; beaucoup de prêtres et de moines souffrent un commencement de martyre pour la cause de la royauté : les trois moines envoyés à Bruges en 1318 sont injuriés par la multitude et menacés de mort; les deux moines dépêchés au comte de Flandre par l'évêque de Tournai en 1319 sont aussitôt jetés en prison; d'autres sont dépouillés de leurs biens, bousculés, frappés, parce qu'ils observent l'interdit, mais ils ne cèdent pas à la violence, et ils entraînent une partie de la population, les Gantois par exemple, dans le parti français⁴. L'évêque de Nevers est maltraité par le comte de Nevers, en 1317, parce qu'il est fidèle au roi⁵.

Le clergé met aussi ses armes matérielles au service du roi. Philippe le Long n'astreint pas les évêques et les abbés à servir de leurs personnes, mais il demande à la plupart⁶ des

domaine, par exemple dans celui de Viviers (J 3 8, n° 72), pour faire valoir ses droits et rendre sa sauvegarde plus efficace.

1. Ex : JJ 53 A, n° 110 — JJ 60, n° 51. — h 10, n° 5 et 18. — Bibl. nat., ms. fr. 20 598, fol. 112 v°.

2. Il intervient par exemple dans le priouze de Notre-Dame-des-Champs « *ad tollenda scandalala, ne ad rixam et arma procedant* » JJ 53 A, n° 110. — Une jeune fille étant sortie d'un couvent, avant d'avoir prononcé ses vœux et « chan. mariez », le roi assure à ses enfants la succession que le couvent réclamait. Philippe le Bel se fait réserver le droit d'entrer dans les monastères, aussi bien de femmes que d'hommes, chaque fois qu'il le jugerait à propos (J 1030, n° 65). Philippe le Long maintient ce droit royal.

3. Le droit de regale ne soulève pas de difficulté sous le règne de Philippe le Long. V. d'intéressants détails sur la regale d'Orléans, qui dure quatre-vingt-sept jours après la mort de Miles de Charly (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXVIII, fol. 214. — autres exemples, *ibid.* fol. 1-4. — J 152 n° 20 — JJ 53 A, n° 308. — *Cabinet historique*, t. IV 2^e partie p. 16 — V p. 202-338.

4. V. Pacification de la Flandre, p. 142, 142, 143.

5. J 265, n° 7.

6. Quelques-uns sont exemptés « de tout service militaire en personne ou autrement ». Ex. L'évêque d'Angers, qui tient ce privilège de Richard Cœur-de-Lion (JJ 63, n° 306).

charrois et des milices, chevaliers, écuyers, sergents¹. « Les Flamands, écrit-il par exemple au clergé normand², ont rompu avec l'équité et avec la raison, et s'endurcissant de plus en plus dans leur perversité et dans leur folie, ils s'apprêtent à la révolte ouverte, pour nous empêcher d'entreprendre le voyage de Terre Sainte, qui nous tient tant à cœur, mais nous voulons mettre un frein à leur orgueil et rendre la paix au royaume: c'est pourquoi nous vous requérons d'envoyer à Arras, à la quinzaine de la Madeleine³, les hommes d'armes que vous êtes tenus de nous fournir, et au delà de ce nombre, autant qu'il vous plaira, dans la mesure où vous désirez défendre notre honneur⁴ ».

Le clergé reçoit plusieurs fois de Philippe le Long des convocations de ce genre⁵; il s'y rend avec empressement, « sans marchander », il fournit souvent plus d'hommes qu'il ne doit, et donne même son concours « libéralement » dans des cas où il n'est tenu à rien⁶: c'est ainsi que l'évêque d'Albi Béraud de Fargis, par amour de la paix, fournit spontanément des troupes au sénéchal de Carcassonne pour mettre fin à une guerre privée⁷.

Aux hommes d'armes ajoutez les subsides en argent, non seulement les subsides ordinaires et obligatoires fournis par les exemptions de service (personnel ou non)⁸, mais encore des subsides extraordinaires, qu'il demande à leur courtoisie

1 Ex : Bibl. nat., ms. fr. 23 236, fol. 17.

2 4 juin 1319 (JJ 53, n° 60).

3 5 août 1319.

4 « *tenentem sufficienter militum in equis et armis, prout tenemini, et ultra, quantum nostrum honorem desideratis servare* » JJ 53, n° 100, 4 juin 1319.

5 JJ 53, n° 63, 80. Nous possédons le rôle contenant les noms des abbés et autres qui doivent des charrois au roi pour ses guerres. JJ 621, n° 105, — la liste des prélats qui doivent fournir des milices. JJ 621, n° 100.

6 « *Li roy demande ce de grâce et de cortoisie, venant par voie de contrainte* » JJ 58, n° 423.

7 *Gothia Christiana*, t. 1, p. 26. — Bibl. nat., coll. Inat., t. VI, fol. 91, c. 1. CXX, fol. 57. L'évêque d'Albi était un des grands seigneurs ecclésiastiques du Midi (V. Arch. du Tarn, *ville d'Albi*, series AA, n° 3, — B1, n° 1, — E1, n° 1, — autres exemples. JJ 53, n° 281, etc).

8 Le roi laisse souvent aux « prélats, chapitres, abbés et couvents », le choix entre les hommes d'armes à fournir eux-mêmes, ou une somme à payer. Ex. JJ 58, n° 423.

leurs « ces décimes ne sont qu'un prêt, que le roi restituera quand la croisade pourra se faire¹ ».

Les documents d'archives montrent avec précision, par les quittances mêmes du roi, que ces décimes furent payés²; les premiers ne sont pas encore tous perçus au mois d'août 1318, à cause des résistances du clergé et des hésitations des collecteurs (qui sont l'évêque d'Auxerre Pierre de Grez, l'abbé de Saint-Denis Gilles de Pontoise et le chanoine de Paris Geoffroy du Plessis), mais dès que l'autorisation du Pape est parvenue, Philippe le Long renouvelle ses ordres à ses collecteurs (8 août 1318)³, et cette fois il est obéi, puisque, au mois d'octobre suivant, il leur donne quittance des 183 208 livres tournois qu'ils ont levées dans toute la France⁴; sur cette somme, qui équivaut à dix huit millions d'aujourd'hui, il remet au pape 100 000 florins « pour la croisade particulière que celui-ci organise (en d'autres termes 81 250 livres tournois), et il dispose du reste (soit 101 958 livres tournois). Les décimes des années suivantes s'élèvent au même chiffre, avec la même déduction⁵. Si l'on se rappelle les gages des hommes d'armes, on peut calculer que ces sommes pouvaient suffire à l'entretien de 200 chevaliers et de 1500 sergents pendant toute l'année.

Nous ne possédons pas le chiffre des décimes fourni par les

1. JJ 56, n° 331; — JJ 58, n° 418. — Cf. Hervieu, *Recherches sur les premiers États généraux*, p. 133.

2. Plusieurs historiens (Hervieu, *op. cit.*, p. 133, — Michaud, *Hist. des Croisades*, t. V, p. 22) n'exposent que les résistances du clergé, et croient ou laissent croire que les décimes ne furent pas perçus.

3. « Cum mandata nullatenus perfolens, quod si contra hoc facere presumeres, id de tuis compatia non deduceretur... mandantis quatenus totam pecuniam quam levabis celeriter thesaurarius nostris transmittas... quod non potius reprehendi negligentia vel defectu. » JJ 56, n° 99.

4. Nous possédons, par la quittance de Philippe le Long, le détail de cette somme : la province de Reims, de beaucoup la plus riche, paie 506,0 livres, celle de Sens 128,2, celle de Rouen 380,5, celle de Bourges 19 933, celle de Narbonne 10 058, celle de Bordeaux 15 230, celle de Lyon 8941, celle de Tours 8000, sommes qui produisent un total de 183 205 livres « novies viginti trium milium ducentarum et octo librarum turonicensium ». JJ 56, n° 331. — Bbl. nat., *coll. hist.*, t. XVII, fol. 173, et t. V, n° 355. Il n'est pas question de la province de Toulouse, qui n'est créée que pendant le cours de l'année 1317, au des décimes de la Comté, qui fait partie d'un autre compte.

5. Ex. JJ 58, n° 384. — JJ 60, n° 17.

prélats de la comté de Bourgogne¹, du royaume de Navarre², et de la province de Vienne (pour les évêchés de Valence, de Viviers, de Die et du Puy, français en tout ou en partie)³, mais nous savons que des collecteurs y furent envoyés comme dans les archevêchés français, avec la permission du Pape.

Les annates et les décimes (ou dixièmes) accordés par le Souverain Pontife ne sont pas les seuls subsides que Philippe le Long obtient du clergé : il lui arrive plusieurs fois de lui exposer franchement la détresse du Trésor⁴, et de lui demander son aide « pour rétablir la paix publique ». — « La rébellion des Flamands, écrit-il aux archevêques en 1319, n'empêche pas seulement la tranquillité du royaume, elle diminue aussi le culte divin, et personne n'a plus d'intérêt à la paix que les prélats et autres ecclésiastiques⁵. En conséquence les archevêques assembleront les ecclésiastiques de leurs provinces⁶, « aussi bien les exemptés que les non exemptés », pour délibérer avec les gens du roi sur le parti à prendre, principalement sur l'« aide » ou « grâce » à payer; Philippe le Long leur demande « de ne mie marcheander avec lui »; il n'a « mie acoustumé de preudre aides par teles manières »; qu'ils fassent donc « au roi libéralement et franchement l'aide qu'ils lui voudront faire, pour lui témoigner « leur chaude affection et leur zèle »; en retour « il troveront li roy gracieux es choses que il porra souffrir bonnement⁷ ».

1. L'archevêché de Besançon, qui relevait de l'Empire, était dans une situation particulière, depuis que la comté appartenait à Philippe le Long.

2. Ex. l'évêché de Pamplune, le doyen de Tudela, l'abbé de Saint-Sauveur, etc. (JJ 55, n° 51). — Le roi ne paraît pas avoir rien demandé aux archevêques d'Arlès, d'Aix, d'Embrun, de Vienne et de Tarentaise, qui ne faisaient pas partie du royaume.

3. JJ 55, n° 99.

4. Nous avons, dit-il, supporté des frais presque innombrables, « *sumptus fere innumerabiles pro regni nostri tuitione* », la guerre de Flandre est un « gouffre » (JJ 55, n° 159; JJ 58, n° 123).

5. « Car il ne peuvent servir Dieu entièrement tant comme li royaume soit en tel trouble ».

6. « De abbatibus capitulis, collegiis et prioribus vultre diocesis congregationem seu synodum evocatis ». — « prelati in provincialibus conciliis propter hoc convocati, subsidium peti fecimus. » Ces conciles provinciaux doivent se réunir le 22 juillet 1319 dans le Nord, et le 3 août dans le Midi (JJ 55, n° 159).

7. JJ 55, n° 73, 74, 109; — JJ 58, n° 107, 123, 126, 127, 128, 129, 130, 132.

Ces appels sont entendus; les archevêques répondent au roi avec la plus grande courtoisie; ils assemblent des conciles provinciaux ou épiscopaux¹, et, après s'être entendus avec les gens du roi, ils accordent les subsides nécessaires « pour suffire aux difficultés des guerres et des troubles »; les provinces de Reims et de Sens, les plus intéressées à la pacification du Nord², se distinguent par leur empressement; le roi les remercie de leur dévouement et les cite comme modèles aux archevêques du Midi³.

En résumé, Philippe le Long obtient du clergé non seulement des prières, selon l'usage, mais aussi des subsides considérables, mais sans lui imposer de charges aussi lourdes que son père⁴, aucune chronique ne dit de lui ce que Geffroi de Paris disait de Philippe le Bel, « que l'Église ne priait pour lui que de bouche, et non de cœur⁵ », ni ce que le continuateur de Nangis dira quelques années plus tard : « La pauvre Église, lorsque l'un la tond, l'autre l'écorche. »

IV. — RÈGLEMENT DE QUELQUES DIFFÉRENDS

C'est à peine si l'on trouve, pendant le règne de Philippe le Long, quelques différends de peu d'importance entre des personnes d'Église et la royauté⁶.

1. Ex. : à Sens, le 22 juillet 1319. — JJ 58, n° 407.

2. Evêchés de Tournay, Therouanne, Arras, Cambrai, Amiens, Noyon, Laon, Beauvais, Soissons, Chalons, etc.

3. Philippe le Long insiste pour que les églises contribuent à ces aides « de leur propre », et non pas en mettant « une taille sur les prestres et autres subgiez », par la raison que ceux-ci sont déjà taxés par le roi; il profite de l'occasion pour prier les évêques de faciliter le paiement de cette taxe par leurs exhortations : « les bons doivent aider les mauvais payeurs comme il a été fait à Paris » JJ 58, n° 423. En Champagne et dans le Nord de la France nous savons qu'elle est payée au moyen d'une aide de trois sols en moyenne par feu sur les serfs et sur les bourgeois (*liberos non nobiles*), excepté sur les mendiants authentiques (*qui de puris elemosinis vivunt*) et sur les habitants de la frontière de Flandre (JJ 58, n° 440, — et JJ 58, n° 386 et 399).

4. V. Viatry, *le Régime financier*..., t. I, p. 176. La paix faite avec la Flandre, y restitue quelque argent au clergé. Ex. JJ 58, n° 386.

5. V. Langlois, *Philippe III*, p. 227.

6. Je ne parle pas ici de l'évêque de Verdun, dont la vassalité n'est pas encore établie, ni de l'évêque de Cahors, dégradé, corché et brûlé à Limoges en 1317,

C'est sous son règne que se règle la difficile question du partage des biens du Temple avec les Hospitaliers, biens acquis « *ou temps que ycelle religion estoit en estat de bonne devotion*¹ ». Un arrêt du Parlement, rendu sous le règne de Louis X², avait décidé que les deux tiers de ces biens, meubles ou immeubles, seraient attribués au roi, et la « tierce partie » à l'Hôpital. Mais il s'agissait de savoir si les 200 000 livres de petits tournois que le Temple devait à Philippe le Bel (ou était censé lui devoir) au moment de l'abolition de l'ordre, et les 60 000 livres auxquelles les gens du roi évaluaient leurs « *mises et despens* » (frais de jugement et frais de torture), — au total 260 000 livres — seraient prélevées sur la part du roi ou sur celle de l'Hôpital. Il restait aussi à fixer à qui seraient attribuées les sommes dues au Temple au moment de sa suppression.

« *Moult de discordes sourdoient* » à cette occasion entre les gens du roi et ceux de l'Hôpital; les premiers³, et avec eux ceux de Charles de la Marche et ceux de Charles de Valois, avaient largement profité de ces obscurités, pendant le règne de Louis X et les troubles de la Régence, pour se tailler la part du lion⁴. Les Hospitaliers « pour avoir la paix » et pouvoir « accomplir leur désir de la Terre Sainte », offrirent à Philippe le Long 50 000 livres tournois, et lui abandonnèrent même tout ce que ses gens (et ceux de ses frères et oncle) avaient levé jusque-là à leur détriment (mars 1318 n. s.), à la condition qu'il leur laissât la part qu'il leur revenait encore, sans rien leur réclamer à l'avenir « sous quelque

mais après avoir été accusé par l'autorité ecclésiastique et jugé par les inquisiteurs du Saint-Siège, comme empoisonneur du Pape (V. *Gallia Christ.*, t. 1, p. 141).

1. « Meubles, joyaux, maisons, chapelles, terres labourées, vignes et autres choses » (JJ 53, n° 351).

2. JJ 56, n° 142. Ce n'est donc pas le pape Clément V qui décide le mode de ce partage.

3. Ex. : *Actes du Parlement*, n° 1483. — Il y avait dans chaque diocèse un administrateur des biens du Temple, nommé par l'évêque, pour le royaume, et un administrateur général (Arnaut Barrou).

4. Voir par exemple la pièce où Charles de Valois charge Jean de Billouart de recevoir en son nom le tiers des biens meubles qui ont appartenu aux Templiers aux bailliages de Senlis, Amiens, Vermandois, Vitry, Chaumont « et ressorts desdites baillies » (mai 1317) (K 40, n° 11).

couleur que ce fût » ni à l'occasion des dettes du Temple, ni à l'occasion des frais de jugement; quant aux sommes dues au Temple, l'Hôpital en faisait aussi abandon au roi.

Philippe le Long leur donna quelque satisfaction¹ : il leur « délaissa tout le droit dessus dit », c'est-à-dire le tiers des biens du Temple, « pour Dieu et en aumône »; il promit de « ne pas venir contre cet accord », de le tenir « en bonne foi », et il fut entendu que « si ses gens, depuis cette composition, levaient aucune chose desdits biens, ils seraient tenus à en rendre compte ». Cet accord² entre Philippe le Long et « frère Symon Le Rat de la sainte maison de l'Ospital de S. Jehan de Jérusalem, humble prieur de France », fut confirmé par le Pape; les Hospitaliers purent enfin jouir de la tranquillité à laquelle ils aspiraient³ et étudier à loisir les divers projets de croisade⁴. Les gens du roi, de leur côté, s'occupèrent de recouvrer toutes les sommes dues au Temple⁵.

C'est aussi sous le règne de Philippe le Long que se règlent définitivement les rapports de l'archevêque de Lyon avec la royauté (avril 1330)⁶. Le roi, « pour ôter toute matière de discorts » provoqués par les conflits de juridiction (d'où moult de débats et frain pourroient sourdre), transmet à l'archevêque la juridiction haute, moyenne et basse de la ville de Lyon, mais il est entendu que l'archevêque « la tient du roi », et que les baillis de Mâcon pourront entrer en armes dans la

1. Il leur avait fait déjà restituer les biens qui avaient été saisis pour compenser les hypothèques dont étaient chargés les biens du Temple (mai 1317) (A 40, n° 119), mais le Trésor n'y avait rien perdu parce que l'Hôpital s'était engagé à payer ces hypothèques (*ibid.*)

2. Il est du 8 mars 1318 (n. s.). JJ 46, n° 142; et Bibl. nat., ms. fr. 2833, fol. 319 v°, « Copie de la dernière composition faite au roi Philippe le Grand ».

3. Tranquillité relative : ils ont encore des procès avec des particuliers « au sujet des biens du Temple », par exemple avec le Chambrier de France (*Artes du Parlement*, n° 6229).

4. A la même date, Philippe le Long fait quelques légers cadeaux au prieur (JJ 55, n° 183).

5. « Comme par un accord recent toutes les dettes dues au Temple jadis soient nôtres et nous appartiennent » (JJ 59, n° 42). Des débiteurs voient leurs biens vendus (par exemple par les soins du maire de Rouen, juillet 1319, JJ 59, n° 20).

6. J 263, n° 28, 30, 32, — JJ 38, n° 418; — JJ 59, n° 380; — Bibl. nat., ms. fr. 4425, fol. 176 et 181; — ms. fr. 20398, fol. 80; — Brussel *Nouvel examen de l'usage général des fiefs* (1727, t. I, p. 302, — *Cabinet historique*, t. IV, 2^e partie, p. 62 et 63, — t. V, 2^e partie, p. 70).

ville; les habitants de Lyon ne sont que justiciables de l'archevêque, mais non ses sujets, comme le montre le serment d'obéissance que prêtent au roi tous les « *citoyens* » et habitants âgés de plus de quatorze ans : si l'archevêque est désobéissant au roi (*que ja n'aviegne!*), la ville de Lyon et ses « *citoyens* » ne seront pas tenus d'aider en rien l'archevêque, mais seront tenus d'aider le roi¹.

Les autres différends du roi avec des personnes d'Église sont de bien médiocre importance. L'abbé de Saint Tibère (dans le diocèse d'Agde) ayant profité de la défaillance de la royauté sous Louis X pour usurper « *frauduleusement la connaissance et la décision des premiers appels* » (venant des justices seigneuriales et municipales), Philippe le Long le maintient dans la possession de ce privilège, mais à la condition que l'abbé paiera 700 livres de bons tournois² (environ 70 000 fr. d'aujourd'hui).

Le monastère de saint Méen de Gael³, placé sous la sauvegarde du roi, ayant refusé de recevoir le moine que le roi avait le droit d'y nommer, le bailli de Cotentin, qui a la Bretagne dans son ressort, reçoit de Philippe le Long l'ordre de forcer l'abbé à l'obéissance « *par la caption de son temporel* », car il ne faut pas « *que le roi reçoive d'atteinte* »; un commissaire du roi est envoyé à saint Méen; le moine est installé de force « *audit monastère en frère et en moine* », et cet acte énergique est ratifié aux assises d'Avranches en présence du lieutenant de Cotentin « *par les chevaliers et autres saiges*⁴ ». Voilà certainement un des actes les plus vifs de Philippe le Long à l'égard du clergé : ni la religion ni les droits de l'Église ne sont intéressés dans cette affaire; l'abbé de saint Méen n'est pas un martyr.

Philippe le Long a aussi à défendre contre les empiétements de quelques ecclésiastiques ses droits de chasse et ses

1. Le doyen et le chapitre prêtent un serment analogue, non seulement en corps (J 363, n° 30), mais chacun en particulier (J 263, n° 32).

2. JJ 54 D, n° 12.

3. Arrondissement de Montfort (Ille-et-Vilaine).

4. JJ 60, n° 43.

droits de pêche¹, ses droits d'épave, ses péages², ses forêts dévastées « sous prétexte de coutume » par les bûcherons, les bestiaux et les porcs des monastères (par exemple la forêt de Trait, devenant la proie des Bénédictins de Saint-Vandrille)³.

Philippe le Long n'a pas à réprimer de rébellions plus graves dans ses rapports avec le clergé. Si le comte de Flandre, le comte de Nevers, le sire de Fiennes et autres hauts barons n'avaient pas été plus dangereux que les abbés de Saint-Vandrille, de Saint-Tibère ou de Saint-Méen de Gacé, la royauté aurait été absolue en fait comme elle l'est en principe.

En résumé, l'union est à peu près aussi complète que possible entre Philippe le Long et le clergé : les évêques et les abbés, non seulement ceux du domaine, mais aussi ceux de tout le royaume, ceux-là mêmes qui dépendent immédiatement de l'Église romaine⁴, sont de moins en moins des seigneurs féodaux et de plus en plus des sujets dévoués, qui donnent l'exemple de l'obéissance.

1. Difficultés avec l'archevêque de Rouen au sujet de la pêche du Poët (d'Estrehan au Fuys), le roi, pour éviter les querelles *contentiones et iurgia*, la concéda à l'archevêque, mais se réserva la pêche sur la rivière d'Arques. L'archevêque ayant entrepris d'y pêcher, les officiers du roi saisirent ses bateaux et ses filets, l'archevêque, en vrai Normand, intenta au roi un procès dont ni l'un ni l'autre ne vit la fin, puisqu'on plaçait encore à ce sujet au xviii^e siècle! (Arch. de la Seine-Inférieure, série G, n° 910). — Difficultés avec l'abbé de Moissac au sujet de la juridiction et du droit d'épaves. Bibl. nat., coll. Doat, L. CXXVII, fol. 99.

2. Difficultés à propos du péage de Compiègne, dont l'abbé de Saint-Vaast prétend être exempt (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXIII, fol. 159). — à propos d'un pont que l'évêque de Paris veut construire sur la Seine « pour le bien public » (*ibid.*, t. CCXXII, fol. 152).

3. JJ 60 n° 211. — Autres exemples analogues, sans plus d'importance. JJ 54 B, n° 62 et 63. — *Cabinet historique* t. VII, p. 211, compléments de l'abbé de Moissac, un arrêt du Parlement y met bon ordre; l'abbé n'aura pas d'autre juge à Moissac qu'un « *bailli lay* », d'autre prison que celle du roi; le roi aura les deux tiers des naufrages sur les rivages de la Garonne et du Tarn, le monastère un cinquième seulement. — Contestation entre le roi et l'évêque de Beauvais au sujet de la justice sur les nobles du « comté de Beauvais » (*Actes du Parlement*, n° 4638), le roi met cette justice en sa main en attendant la décision du Parlement).

4. « *Nullo medio*. » Ex : Saint-Médard de Soissons (JJ 56, n° 62).

Cette entente entre la royauté et l'Église de France n'est pas nouvelle . depuis des siècles elles se soutiennent l'une l'autre par cet échange continu de services, mais jamais leur union n'avait été plus intime, la « sauvegarde » royale n'avait pas encore approché aussi près de l'administration directe, parce que jamais la Papauté n'avait été plus française que depuis l'avènement de Jean XXII.

CHAPITRE IX

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC LE PEUPLE

Philippe le Long est un des rois du moyen âge qui se sont le plus intéressés au peuple¹ : il lui donne une petite part dans le gouvernement; il le consulte, il s'occupe de lui procurer plus de liberté et plus de bien-être.

I. — PART DES BOURGEOIS DANS LE GOUVERNEMENT ET DANS L'ADMINISTRATION

Il est permis de dire que Philippe le Long associe le peuple au gouvernement, mais il faut ajouter aussitôt que cette association est très limitée : elle consiste surtout dans les fonctions qu'il confie à des bourgeois.

On se tromperait beaucoup si l'on se représentait Philippe le Long gouvernant avec de petites gens, « *sers, vilains, avocateriaux* » ; il est entouré de princes, de seigneurs, de prélats, et il leur accorde la plus grande partie de sa confiance, mais c'est beaucoup de trouver mêlés à ces personnages quelques bourgeois, et dans des situations qui ne sont pas toujours inférieures.

Le Conseil Étroit, à côté de vingt-trois grands (*proceres et*

¹ J'emploie cette expression, qui est celle des documents contemporains, de préférence à celle de « Tiers État », qui ne s'y rencontre pas, et à celle de « Classes populaires », qui me paraît une périphrase peu utile.

magnates) compte un bourgeois de Rouen, Martin des Essars¹; il n'en comptait pas un seul sous Louis X, contraste qui certainement mérite d'être remarqué.

L'Hôtel du roi, parmi ses clercs non ecclésiastiques² et ses notaires, associés si intimement au gouvernement, en renferme plusieurs, par exemple le fameux clerc du secret Raoul de Presles³, déjà si influent sous Philippe le Bel et persécuté sous Louis X. Plusieurs huissiers d'armes tels que Jean le Mire⁴, et la plupart des sergents d'armes (officiers qui ne sont pas si subalternes, puisqu'ils peuvent passer amiraux de la mer⁵), sont de simples bourgeois⁶, un des panetiers, Barthélemy Chevrier, qu'à l'occasion le roi charge de missions politiques (par exemple à l'effet d'obtenir des subsides des villes de la sénéchaussée de Lyon), est un bourgeois de Lyon⁷.

Le Parlement compte aussi des bourgeois non seulement dans les fonctions subalternes, mais jusque dans la Grand'Chambre. Il en est de même de la Chambre des Comptes (où l'on retrouve Martin des Essars, à côté de Giraut Gueite et d'autres laïques non nobles), — et de la Trésorerie, où l'on compte les bourgeois Guérin de Serlis, Guillaume du Bois, une des victimes de la réaction féodale de 1314⁸, et le riche marchand Gaulart.

Enfin beaucoup d'officiers de province ne sont ni nobles ni clercs : tels sont Denis d'Aubigny, bailli d'Amiens⁹, — Arnaut Petit, sénéchal de Saintonge¹⁰, — Arnald Saumate, sénéchal de

1 Ancien maire de Rouen (JJ 56, n° 300), il avait déjà fait partie du Grand Conseil sous Philippe le Bel. Étienne Marcel est allié à cette famille.

2. On sait quels sens divers offre ce mot, Mme de Mornay, à la fin du xvi^e siècle, s'en plaint encore : « Clerc, dit-elle, comme les idiots appellent les doctes en leur vulgaire », t. 1, p. 42 (Collection de la Soc. de l'Hist. de France).

3 Je rappelle qu'il est clerc, mais non ecclésiastique; il est marié (Ex. : JJ 56, n° 203).

4 Johannes Medicus (Ex. : JJ 60, n° 213).

5. Par exemple Berenger Blanc et son successeur Gentian Tristan.

6. Ex. : Arnald de Portal, — Guillaume d'Aix, JJ 53, n° 49, — JJ 56, n° 67.

7. « Civis Lugdunensis », JJ 55, n° 118.

8 V. Clément, *Enguerrand de Marigny*, p. 19.

9. JJ 60, n° 12.

10. JJ 50, n° 347.

Rouergue¹, preuve que les sénéchaux ne sont pas tous nobles, pas plus que les baillis ne sont tous non-nobles, comme on le répète volontiers. Tels sont encore Geoffroi Coquatriz, « superintendant des ports et passages² », — Renier Coquatriz, trésorier des guerres, — Jean le Mire, clerc des arbalétriers en même temps qu'il est huissier d'armes du roi³. — Le roi, par une ordonnance, déclare réserver aux non-nobles les fonctions de prévôts, dénommés suivant les lieux prévôts, vicomtes, viguiers ou bayles⁴. — Des bourgeois sont fréquemment adjoints comme commissaires à des nobles ou à des clercs chargés d'importantes missions⁵; des « prudhommes loyaux », généralement non-nobles, sont adjoints souvent aussi aux baillis, aux sénéchaux, aux receveurs, aux juges-mages, pour les aider dans leurs fonctions financières et judiciaires⁶.

On pourrait multiplier les exemples, et encore sommes-nous loin de connaître tous les bourgeois employés, parce que les noms ne suffisent pas à nous renseigner⁷; si nous en apercevons un certain nombre, c'est surtout grâce aux actes du Trésor des Chartes qui les anoblissent ou qui confirment leurs privilèges « comme s'ils étaient nobles ». Ainsi Raoul de Presles, Giraut Gueite, Guérin de Senlis, Guillaume du Bois, Gaulart, sont tous transformés en nobles pendant le cours du règne, mais ils exercent leurs fonctions pendant des années avant de rece-

1. JJ 59, n° 537. Il est frère de Galhard Saumate, archevêque d'Arles (*ibid.* l.

2. JJ 54 A, n° 700. Il est bourgeois de Paris (JJ 53, n° 264, — JJ 59, n° 86 c. 244), familier du roi (JJ 59, n° 483).

3. JJ 60, n° 215.

4. JJ 57, fol. 102. Les procureurs ne sont pas nobles non plus. Ex. Hugues Bechi, bourgeois de Nîmes (JJ 59, n° 490); et les procureurs (JJ 54 A, n° 112).

5. Ex. Jacques de la Noë et Pierre de la Noë, bourgeois de Troyes (JJ 54, n° 600); — Geoffroy de Vitry, bourgeois de Paris (enquête sur les biens confisqués à Jean de Fiennes, 1319, JJ 59, n° 121); — autre ex. : JJ 54 A, n° 231.

6. Par exemple Jean le Mire est un des arbitres qui rendent une sentence sur un débat entre les religieux et la ville de Saint-Quentin. Les trois autres arbitres sont un chevalier, un chanoine et un bourgeois de Saint-Quentin nommé Jean Rasequin (JJ 59, n° 23).

7. Ainsi Guy Florent, qui pourrait sembler un bourgeois, est un noble (Bibl. de Saint-Omer, ms. 871, fol. 11). Inversement beaucoup qui pourraient sembler des nobles sont des bourgeois, par exemple Denis d'Aubigny, Martin des Essars, Raoul de Presles (de même en dehors du personnel administratif ainsi Geoffroi de Saint-Amour, un nom sonore, n'est qu'un bourgeois de Mâcon (JJ 56, n° 190).

voir « cette récompense due à leurs services », et l'on peut affirmer qu'il restait encore en 1322 d'importants fonctionnaires dont le tour n'était pas venu encore¹.

II. — CONSULTATIONS POPULAIRES

De tous les rois qui ont régné en France avant la Révolution, Philippe le Long est celui qui, en proportion de la durée de son règne, a invité le plus souvent le peuple à faire acte politique.

Première consultation en 1316, après la mort de Louis X, quand il s'agit de régler la question de la régence et celle de la succession au trône. Philippe le Long fait appel non seulement à l'assemblée des grands réunie à Paris, mais aussi aux habitants des villes; il ne les convoque pas à Paris, faute de temps, mais il leur envoie des commissaires. c'est ainsi qu'Aymar de Poitiers se rend à Nîmes en son nom, consulte les bourgeois et reçoit leur serment de fidélité par la bouche de leurs cinq consuls².

Nos historiens paraissent avoir ignoré cette intervention du peuple dans le règlement de la succession de Louis X. Il est clair que Philippe le Long, en face du parti féodal, qui l'accuse d'usurpation, s'appuie sur l'opinion publique, comme l'avait fait Philippe le Bel en face du Pape et des Templiers. Les bourgeois disaient modestement à Robert d'Artois : « Nous ne sommes mie faiseurs de comtes », mais ils pouvaient ajouter qu'à l'occasion ils étaient faiseurs de rois.

En 1317, le peuple est consulté trois fois. La première fois, quand il s'agit de se faire reconnaître comme roi légitime. Philippe, encore pressé par le temps, ne put convoquer à l'assemblée du 2 février que les bourgeois de Paris; mais il ne s'ensuit pas qu'il redoutât de la part du tiers état une opo-

¹ Par exemple Martin des Essars à la différence des conseillers nobles tels que Mgr Mahu de Trie, Mgr Guillaume Lourdeuse, son nom n'est pas précédé du mot Monseigneur.

² Cf la lettre des consuls de Montpellier au nouveau roi (Servois, *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1861, p. 62 et 63).

sition quelconque¹ »; nous savons par le Trésor des Chartes que des commissaires furent envoyés dans les provinces, qu'ils y firent ce qu'ils avaient fait au commencement de la régence, et qu'il se passa dans la plupart des chefs-lieux de bailliages et de sénéchaussées, avec plus ou moins d'enthousiasme, ce qui s'était passé à Nîmes le 18 juillet 1316, dans le pré du couvent des frères mineurs²; la nation fut donc consultée par fractions, au lieu de l'être en une fois. Sans doute, il eût été difficile aux villes ainsi consultées isolément de faire de l'opposition au roi, mais leur était-il plus aisé de faire acte d'indépendance alors même que leurs procureurs étaient réunis tous ensemble?

La seconde consultation bourgeoise de 1317 a lieu au mois de mars, cette fois en deux groupes : les procureurs de la langue d'Oc³ s'assemblent à Paris le 3 mars, et ceux de la langue d'Oc à Bourges le 27 mars⁴. Les uns comme les autres délibèrent « sur plusieurs besoignes qui touchent l'estat du royaume, le commun profit et le bon estat des bonnes villes »; ils demandent au roi d'assurer la tranquillité du royaume « comme au temps de saint Louis », et c'est comme pour répondre à ces vœux que Philippe le Long confirme les privilèges des villes, institue les capitaines, envoie des enquêteurs dans les provinces et travaille à la pacification du royaume⁵.

1. V. cette thèse dans Hervieu (*les Premiers Etats généraux*, p. 123) M. Picot au contraire fait une part un peu trop grande aux bourgeois, en croyant que la décision de l'assemblée fut prise malgré les efforts de l'aristocratie, il faut distinguer une autre aristocratie qui est royaliste.

2. Par exemple les consuls de Carcassonne jurèrent sur l'Évangile d'être à jamais fideles et loyaux « et pro concordia statu et honore nostre coroneque France, nec non jure nostro et heredis nostre masculi..., exponant personis et bona » JJ 51, n° 151 — Serment de la ville de Narbonne. Bibl. nat., coll. Doul., t. LII fol. 7.

3. Ils sont aussi désignés du nom de *Gallicans*, ils sont convoqués en français, les autres en la langue d'oc : JJ 53, n° 151.

4. Quarante-sept villes sont représentées à Paris, et cent à Bourges, ces listes que nous conserve le *Trésor des Chartes* (JJ 51, n° 20), ont été publiées par M. Hervieu (*op. cit.*, p. 29). Nous possédons plusieurs procurations, par exemple celle de la ville d'Albi (Bibl. nat., coll. Doul., t. VI, fol. 7; — t. CIII, fol. 97, — et plusieurs convocations. Ex. *ibid.*, t. CIII, fol. 9.)

5. Ex. JJ 53, n° 23 mars 1317, n° 3.) Beaucoup de villes prêtent serment au roi en personne, à Bourges, par l'intermédiaire de leurs procureurs, s'engageant à lui obéir et à lui « à son heritier male » — « exponant personis et bona, et ad compendium subdientes auxilium prestant » JJ 53, n° 151.

La troisième consultation a lieu au mois d'avril en une seule assemblée, où les procureurs des villes sont réunis à ceux des deux autres ordres et forment de véritables États généraux¹, qui accordent au roi des subsides, destinés en apparence au voyage d'outre-mer, mais en réalité à la lutte contre les rebelles².

Les années suivantes présentent de nombreuses consultations du même genre. En 1318, les bonnes villes sont d'abord consultées sur place (comme au commencement de 1317), et non pas en une assemblée générale³, touchant le rétablissement de la forte monnaie (mars 1318). Puis ce sont les villes des bailliages qui envoient leurs procureurs à Paris le dimanche 11 novembre⁴, ensuite les villes des sénéchaussées qui envoient les leurs (« trois ou quatre députés *idoines* par ville »)⁵ à Toulouse le 1^{er} janvier 1319 (n. s.)⁶, pour délibérer sur les affaires de Flandre, délibérations qui consistent surtout à fournir au roi de nouveaux subsides. Ni à Paris ni à Toulouse les procureurs des bonnes villes ne sont mêlés aux procureurs des deux autres ordres, mais les prélats et les nobles sont, comme on sait, convoqués de leur côté pour « délibérer » sur la même question⁷. C'est ainsi que la nation tout entière peut être consultée par fractions, sans qu'il y ait nécessairement

1 Il faut remarquer toutefois, que beaucoup de villes furent « *oblies* à mander à ceste fois », nous en avons la liste (JJ 55, n° 20), avec cette mention : « *Nichil fuit factum hoc anno de istis* » (le mois de mars 1317, n. s., faisant partie de l'année 1316, ancien style).

2 V. Hervieu, *op. cit.*, p. 133.

3 L'assemblée fut bien et dûment convoquée pour le dimanche 19 mars 1318 (n. s.) JJ 55, n° 47 et 48, mais il semble prouvé qu'elle ne se réunit pas (V. Hervieu, *op. cit.*, p. 137, et Dom Vaissete, *Hist. du Languedoc*, t. IV, p. 171).

4 JJ 55, n° 93 (et non le 15 octobre); l'administration est encore si imparfaite que la chancellerie ne possède pas la liste complète des villes, elle envoie des lettres « à celles dont elle a pu avoir les noms » (*ibid.*).

5 JJ 55, fol. 35, 81 et 92. Nous connaissons les noms de 96 de ces villes (46 pour les bailliages et 50 pour les sénéchaussées), mais ces listes sont sûrement incomplètes (V. Hervieu, *op. cit.*, p. 143).

6 L'assemblée devait avoir lieu d'abord le 17 décembre (JJ 55, n° 89-90, — et *Hist. de France*, t. XXIII, p. 813). Toutes les sénéchaussées y sont représentées excepté celles de Lyon et de Mâcon qui paraissent avoir été convoquées à part (V. Hervieu, *op. cit.*, p. 144). — L'assemblée fut présidée par les deux enquêteurs, le comte de Forez et l'évêque de Saint-Malo.

7 JJ 55, n° 93, 95, etc. — Hervieu, *op. cit.*, p. 150.

d'États généraux rassemblés à la même heure dans un lieu unique.

Point de consultation de ce genre dans le courant de l'année 1319¹, mais en 1320 et en 1321 sont réunis de vrais États généraux, où les villes sont représentées comme à l'ordinaire par des procureurs choisis « parmi les plus sages et les plus notables ». Les États de 1320 se réunissent à Pontoise le 8 juin², ceux de 1321 à Poitiers le 14 juin³. Les uns comme les autres sont destinés principalement à aider le roi à diminuer la diversité des monnaies, des poids et des mesures⁴ « à la volonté de Dieu et au profit du peuple »⁵, mais ils se séparent sans résultat, à cause de la résistance des barons et du manque d'enthousiasme des deux autres ordres⁶.

Philippe le Long, qui tient à ses projets, renonce à consulter ensemble les trois ordres, et revient au système des assemblées partielles et locales, qu'il espère manier plus aisément. Sur son ordre, les procureurs des villes se transportent aussitôt à Paris, le 8 juillet⁷, à l'abri des influences féodales; mais ils ne peuvent se mettre d'accord entre eux, demandant les uns⁸ la suppression, et les autres⁹ le maintien des monnaies seigneuriales, ceux-là séduits par les avantages de l'unification, ceux-ci effrayés par la dépense immédiatement nécessaire¹⁰.

1. Plusieurs historiens, par exemple Sismondi et Laurière, par suite d'une grosse erreur, ont placé en 1319 les États généraux de 1316; il ne convient pas d'en reparler plus loignement après l'étude de M. Hervieu (*op. cit.*, p. 133).

2. *Id.* *ib.*, n° 130.

3. Le nombre des bonnes villes représentées fut très considérable. En onze villes pour le bailliage d'Amiens, huit pour le bailliage de Vermandois. Chaque ville doit envoyer trois ou quatre personnes (*Id.* *ib.*, n° 131 bis).

4. On reparle encore en 1321 de l'expédition en Terre Sainte, mais on se contente encore d'en parler vaguement. — On traite aussi du rachat des fractions aliénées du domaine, mais sans résultat (V. Hervieu, *op. cit.*, p. 138).

5. « Ce serait un moyen très salutaire, souhaite en 1612 l'auteur de l'*Hist. de Navarre* (p. 385), pour couper la broche aux procès et à une infinité de larcins qui se commettent tous les jours au sujet de la marchandise. »

6. Hervieu, *op. cit.*, p. 133, 163, etc.

7. M. Hervieu a bien montré que cette assemblée a lieu en 1321, et non en 1318, comme l'avait supposé Dom Vaissète.

8. Par exemple ceux de Champagne, ceux de Lunoges (*Id.* *ib.*, n° 18) (*Id.* 139, n° 20 (1322) sqq).

9. Surtout ceux du Midi « qui ne se gouvernent pas par monnaie de Paris ».

10. Tous paraissent favorables en principe à l'unité monétaire.

Malgré cette nouvelle deception, Philippe le Long ne se décourage pas encore; il invite les procureurs à consulter les villes qu'ils représentent et à revenir à Orléans le 10 octobre formuler leur réponse. Il est regrettable que nous ne possédions aucun procès-verbal des délibérations des procureurs avec leurs commettants; tout ce que nous savons, c'est que l'assemblée d'Orléans n'eut pas plus de résultat que celle de Paris et que les projets de Philippe le Long furent réduits à néant¹.

En résumé, Philippe le Long a consulté le peuple des villes de trois manières : 1° au moyen de ses commissaires et enquêteurs, ville par ville, ou par petits groupes; — 2° dans des assemblées partielles, c'est-à-dire sans la participation des deux autres ordres; — 3° dans les États généraux, réunis trois fois en cinq ans. Dans les trois cas il le consulte pour réaliser quelque réforme ou quelque changement.

Ces consultations diffèrent sensiblement de celles de l'époque précédente. Les États n'avaient été pour Philippe le Bel qu'un instrument perfectionné de despotisme; les États de 1302 et de 1308 avaient servi de complices à deux crimes, l'attentat d'Anagni et le supplice des Templiers. Philippe le Long n'est pas un tyran comme son père; sans doute il n'entend pas limiter lui-même son autorité, abdiquer « la plénitude de son pouvoir royal »; il consulte les bourgeois « ut dominus »; il ne s'astreint pas toujours à suivre leurs conseils et à respecter leurs objections. Mais le peuple, peu soucieux encore des libertés publiques, est sensible à la confiance qu'il déclare lui témoigner, à la forme paternelle de ses consultations et de ses exigences mêmes; qui sait s'il ne lui est pas plus reconnaissant de lui demander son avis sans le suivre que de le suivre sans le lui demander? « Nous voulons avoir l'avis et le conseil de vous », répète-t-il dans ses lettres de convocations²; — « Nous voulons avoir votre conseil, duquel nous nous fions tout comme

1 « Chacun voulant avoir la liberté de compter selon l'ancienne mode de son pays » Sanson, *Hist. général des comtes de Pontfaver*, Paris, 1617, p. 280.

2 F. X. n. 11 55, n. 48.

de ceux en qui nous et nos prédécesseurs avons toujours trouvé ferme loyauté¹ ».

Et ce ne sont pas toujours de vaines paroles : pour ne citer que l'exemple le plus frappant, les États de 1320 et de 1321 empêchent l'unité monétaire que rêvait le roi²; s'ils l'avaient suivi docilement, ils auraient travaillé au bien public, et s'il avait pu leur imposer cette grande réforme, sans les ruiner, il aurait mérité leur reconnaissance. On peut mesurer ainsi la distance qui sépare les consultations de Philippe le Long et celles de Philippe le Bel³, celles-ci avaient pour but d'éblouir l'opinion publique; Philippe le Long cherche à s'éclairer lui-même⁴.

III. — LES LIBERTÉS DES VILLES

Philippe le Long reste ce qu'ont été les Capétiens depuis le temps qu'ils luttent contre l'anarchie féodale, le « protecteur du peuple », à la condition que celui-ci soit dévoué à la royauté et respecte l'ordre public, la bourgeoisie servant de cadre aux masses populaires.

Son règne montre une petite partie de la longue évolution où les communes disparaissent⁵. Les faits y peuvent d'abord

1. JJ 64 A, n° 12 et 13.

2. « Encore que les rois soient très puissants, constate naïvement l'auteur de l'*Hist. généalogique des comtes de Ponthieu*, p. 280), ils ne sont pas néanmoins tout-puissants, il n'y a que Dieu seul qui peut faire tout ce qu'il veut » — « Les princes disent ordinairement de bien faire lorsqu'ils n'en ont plus le temps ni le moyen », conclut de son côté l'auteur de l'*Hist. de Navarre*, Fayon (1612, p. 38).

3. J'entends les plus expressives, surtout les États généraux de 1320 et de 1321, comparés à ceux de 1302 et de 1308, ceux de 1317 ressemblent à ceux de 1311.

4. Le roi consulte les procureurs des villes comme ses commissaires, ses baillis et ses sénéchaux consultent « des plus anciens et des mieux sçavans que l'on peut trouver au pais (au pays) » (JJ 60 n° 43), c'est-à-dire dans certains cas embarrassants, pour connaître ou pour modifier les usages « que de tout de temps il peut souveuir à mémoire d'homme » (*ibid.*). Les décisions prises dans les États généraux et dans les consultations bourgeoises ressemblent en plus grand aux décisions prises dans les commissions provinciales, décisions qui se terminent généralement par ces mots : « *juré fu et dit par les chevaliers et autres sçavans, qui prenent es dites affaires* » (*ibid.*).

5. On distingue comme on sait dans l'histoire du mouvement communal trois périodes : demi-hostilité sous Louis VI et sous Louis VII, alliance sous Philippe

sembler contradictoires ; car on y trouve à la fois des suppressions et des créations de communes ou de consulats.

La ville de Figeac, qui luttait depuis le milieu du xiii^e siècle contre son seigneur l'abbé de Saint-Sauveur pour lui arracher la suppression de certaines redevances et l'accroissement des pouvoirs de la municipalité, était passée par voie d'achat, en 1302, sous la souveraineté directe du roi, et avait obtenu de Philippe le Bel un commencement de satisfaction, droit de surveillance sur les métiers, juridiction de simple police, etc. Mais la ville avait plus d'ambition : elle réclamait la juridiction pleine et entière en matière criminelle et les autres franchises dont jouissait Toulouse.

Après des négociations et des débats qui durèrent plus de douze ans, Figeac obtint de Philippe le Long, par une charte de 1318¹, une constitution libérale et durable, qui établissait un gouvernement pondéré où les consuls faisaient équilibre aux gens du roi. Les sept consuls partageront avec les deux représentants du roi, le vignier et le juge², l'administration de la ville ; avant l'expiration de leurs pouvoirs, qui durent un an, ils choisiront leurs successeurs ; ils auront aussi la nomination des conseillers et des greffiers ; ils recevront les serments des médecins, des chirurgiens, des apothicaires, des notaires et des maîtres d'école ; ils dirigeront l'administration de la voirie, pourront réquisitionner les bêtes de somme, surveilleront l'industrie et le commerce, c'est-à-dire qu'ils s'assureront de la qualité et du poids des marchandises, etc. Ils auront une maison commune, un registre de procès-verbaux, un sceau, un trésor, un étendard, des bannières. L'appel aux armes ne peut être ordonné que par le roi, mais il se fera au nom des consuls. Ils pourront entretenir vingt gardes de police qui veilleront à la sûreté de la ville concurremment avec les gardes royaux.

Pour subvenir aux dépenses publiques, ils pourront lever

Auguste et sous Louis VIII, assujettissement progressif depuis saint Louis V. Luchaire, *les Communes françaises*, p. 284.)

1. Le texte nous en a été conservé (M. 46, p. 303 ; — Bibl. nat. coll. Douc, t. CXXV, fol. 1) ; — il est publié dans les *Ordonnances*, t. VII, p. 600.

2. Relevant du sénéchal et du juge-mage de Perigord.

sur les habitants des tailles proportionnelles à leurs biens; ils percevront en outre des droits sur la mouture des grains et sur les nouveaux habitants, une part des droits de justice, des amendes et des confiscations. La juridiction pénale est aux mains des officiers du roi, mais les consuls auront le droit d'assister aux enquêtes, aux interrogatoires et aux tortures, ils pourront racheter les criminels condamnés par les juges royaux. Quant à la juridiction civile, ils jugeront non seulement les procès usuels, relatifs à la voirie, aux poids et mesures, au commerce, mais encore toutes les affaires des parties qui les accepteront pour juges: les appels de leurs jugements seront portés devant le sénéchal de Périgord et enfin devant le Parlement. Les deux représentants du roi, le viguier et le juge prêteront serment à leur entrée en charge, et à chaque renouvellement des consuls, de respecter et de défendre les franchises de la ville¹.

Confirmée plusieurs fois dans le cours des siècles suivants, cette constitution resta le grand monument des libertés de Figeac. Mais elle n'était pas démocratique comme celle qui tendait à s'établir dans les vieilles communes à mesure que la population ouvrière prenait une part plus grande à l'élection des magistrats et au gouvernement de la ville²; les consuls de Figeac, nommés les uns par les autres, se recrutaient non dans le menu peuple, mais dans une oligarchie bourgeoise et royaliste, sans désordre, sinon sans abus. Figeac n'était donc en réalité qu'une bonne ville du roi, dotée de certains privilèges à l'usage des seuls bourgeois.

Philippe le Long rétablit aussi le consulat, c'est-à-dire le régime municipal³, dans un certain nombre de villes: la ville de Périgueux avait été mise sous la main du roi en 1309 à la suite de fraudes dans les élections consulaires, les consuls et

¹ Noël Valois, *Établissement et organisation du régime municipal à Figeac* (Bibl. de l'École des chartes, t. XI (année 1870), p. 515) — Cf. *Cabinet historique*, t. XV (1866), 2^e partie, p. 16.

² Luchaire, *op. cit.* p. 293.

³ Les mots employés dans les documents sont *Communia* pour le Nord (ex. JJ 63, n° 109, — JJ 74 B, n° 25, etc.), *universitas* ou *consulatus* pour le Midi (ex. JJ 36, n° 302, — Bibl. nat., coll. Dont, t. V, p. 236).

le maire coupables avaient été privés de tout office jusqu'à la troisième génération, les portes de l'hôtel de ville brisées et brûlées avec défense de les remplacer par aucune barrière. Philippe le Long rend à la ville ses libertés, moyennant une indemnité (1317)¹. Le consulat est rétabli de même dans quelques petites villes sans importance².

Il n'y a dans la politique de Philippe le Long à l'égard des municipalités ni contradiction ni caprice. Il fait parmi elles des distinctions systématiques, selon les intérêts de la royauté, comme d'autres princes l'ont fait parmi le clergé. Il laisse subsister toutes celles qui ne sont ni une menace pour l'ordre public ni une limite à l'autorité royale : il confirme en bloc tous les consulats du Midi³ et plus particulièrement ceux de Montpellier⁴, de Carcassonne⁵, de Toulouse⁶, de Narbonne⁷, de Saint-Affrique⁸, de Quillan⁹, et d'Albi¹⁰, parmi les communes, celles de Tournay, de Saint-Omer, d'Orchies, de Saint-Quentin, de Bapaume, de Péronne, d'Amiens, de Montdidier, de Roye, de Noyon, de Chauny de Beauvais, de Crépi en Laonnais, de Soissons, de Fismes en Champagne, de Provins, de Bar-sur-Seine, d'Auxerre, de Pontoise, de Rouen, de la Rochelle, de Saint-Jean-d'Angély¹¹. Non seulement il les tolère, mais il

1. 11000 livres (environ 1100 000 fr. d'aujourd'hui), JJ 74 A, n° 460, — *Hist. de Périgueux* dans les *Positions des thèses de l'École des Chartes*, 1894.

2. Ex. : JJ 53, n° 231, — *Bibl. nat.*, ms. fr. 20.89, fol. 131 (huit grandes pages, — *Ordonn.*, t. XI, p. 468 (saint Paul de Cadajoux, dans la sénéchaussée de Toulouse), etc.

3. Confirmation des privilèges des peuples et des villes du Languedoc, 7 avril 1317, n. s. J 295, n° 60, — *Bibl. nat.*, coll. Doat, t. III, fol. 5, — *Ordonn.*, t. I, p. 644.

4. *Ibid.*

5. *Coll. Doat*, t. IV, p. 36, — t. CLXIV, fol. 35, 67.

6. *Promissio facta universitati Tholose quon jura antiqua ave libertates ei concessas observabit* (JJ 53, n° 154, 1317).

7. *Coll. Doat*, t. LI, fol. 446.

8. *Ibid.*, t. CXIX, fol. 41.

9. Quillan (Aude). — *Quod deinceps in dicto castro consules consiliarios habere possit* (février 1318, n. s.).

10. Arch. du Tarn, FF, n° 19 (1320). — Autre exemple : Arch. du Rhône, série AA, n° 1.

11. Ex. : « *Confirmatio institutionis communie ville de Fismes* » (JJ 53, n° 109, — t. 40, n° 42 — *Ordonn.*, t. XII, p. 419 (1317), — *Confirmatio quarundam libertatum pro villa Sancti Johannis Angelharum* dans la forme de la commune de Rouen) JJ 53, n° 139 — pour les autres communes, JJ 53, n° 53 (sic), 144.

confirme généralement leurs chartes communales¹, dans des lettres solennelles où résonnent les mots de droits, de franchises et de libertés.

Il augmente même les privilèges des communes qui se sont distinguées « par leur fidélité inaltérable, par leurs loyaux services », subsides en hommes ou en argent contre les rebelles d'Artois et de Flandre. C'est ainsi que la commune d'Amiens reçoit le droit de juger « tout enfreigneur de justice qui détournera des marchandises se rendant à Amiens », et le droit d'abattre la maison de quiconque « dit chose deshonnête à un homme de la commune », de quiconque « recèle à bon escient *anemi de commune* », de quiconque « *enfreint les établissements de la commune* »². Les communes de Saint-Omer³, de Tournay, de Saint-Quentin, de Péronne, de Rapaume, de Montdidier, de Provins, etc., reçoivent aussi des faveurs diverses en récompense de leur dévouement⁴, extension de juridictions, diminution d'impôts, délais pour payer leurs dettes. Comme sous Philippe Auguste, c'est dans les régions frontières du domaine, dans les marches exposées aux incursions ennemies, que la royauté montre le plus de goût pour les libertés communales, de même qu'elle y voit de meilleur œil qu'ailleurs creuser des fossés et élever des murailles.

¹ Cf. 249. — JJ 54 B, n° 25, 26; — JJ 55, n° 23, 24; — JJ 56, n° 42; — Bibl. nat., ms. fr. 2, 697, n° 78, *coll. Moreau*, t. CCXXI, fol. 110. — Arch. mun. de Saint-Omer, 68, n° 5. — 251, 5 bis et 6; — AB 15, n° 3; — AB 17, n° 2; — AB 16, n° 1, etc. — *Cabinet historique*, t. II, 2^e partie, p. 19, etc. — *Ordonn.*, t. II, p. 421. — t. XI, p. 78 et 65.

1. Par exemple ce d'Amiens, à la demande du maire et des échevins qui l'ont supplié « d'éclaircir certains points de leur charte » JJ 54, n° 282.

2. 137 JJ 54, n° 282, — cf. JJ 53, n° 42, 200. — Bibl. nat., *coll. Moreau*, t. CCXXII, fol. 149, 151.

3. Qui s'est portée « loialement et fermement en guerre de Flandre et d'Artois » JJ 58, n° 21. — « Pour la loiauté du maire, eschevins et communans de la ville de Saint-Omer. » Arch. mun. de Saint-Omer, 2^e registre du renouvellement de la loi, fol. 16 r^e et 17. — Autres faveurs : dispense de payer au roi 7000 livres parisis qu'elle lui devait comme solde de l'aide à payer pour le mariage de Charles de la Marche avec Blanche de Bourgogne. JJ 54 A, n° 390. — JJ 58, n° 291. Arch. mun. de Saint-Omer, 2^e registre du renouvellement de la loi fol. 94 r^e *ibid.* LVIII n° 5. — CCXXII, n° 15, etc. — Cf. *Ordonn.*, t. IV, p. 246, 253, 256, 258, etc., 337, etc., 464.

4. Ex. JJ 53, n° 197, 198. — 54 A, n° 3, 14; — 54 B, n° 24, 25, 26. — 56, n° 399. — Bibl. nat. *coll. Moreau*, t. CCXXII, fol. 54, 201 et 251. — *Ordonn.*, t. XI, p. 477. — t. XI, p. 445.

A plus forte raison Philippe le Long respecte-t-il les communes placées sous sa sauvegarde, mais sujettes de grands feudataires contre lesquels il a besoin d'alliés, par exemple celle de Montreuil-sur-Mer, qui a pour seigneur Édouard II, roi d'Angleterre, et celle de Gand, qui a pour seigneur Robert de Béthune; il confirme leurs franchises¹, il y ajoute des faveurs nouvelles, pour avoir des intelligences au cœur de la place: le coup de théâtre des Gantois abandonnant le comte de Flandre au passage de la Lys montre assez le succès de cette habile politique avec laquelle l'inintelligence de Philippe VI devrait rompre, au grand détriment du royaume: les Arteveld tiennent pour Philippe le Long contre le comte de Flandre pour les mêmes raisons que Geffroi de Paris le soutient de toute son âme contre les ligues féodales; c'est qu'il n'y a pas plus place sous son règne pour un Jacques Arteveld que pour un Étienne Marcel.

Toutes les municipalités que le roi encourage de sa bienveillance et soutient de ses faveurs, toutes les communes qu'il aide à vivre sont des municipalités bourgeoises, où le menu peuple accepte ou subit le gouvernement des « bonnes et sages personnes » de la cite, où les libertés ne sont un danger ni pour l'ordre public ni pour la monarchie. Quant à celles qui, par leurs agitations populaires, lui paraissent dégénérer en péril social, Philippe le Long ou les supprime sans autre forme de procès, ou leur fait payer leur indépendance de plus en plus cher, pour achever de les en dégoûter.

La suppression de la commune de Laon est particulièrement instructive. Abolie déjà en 1296, pour cause du meurtre d'un chevalier et d'autres excès commis dans la cathédrale de Laon au bruit du tocsin et aux cris de « Commune! Commune!! » elle avait été rétablie par Philippe le Bel lui-même quand le chapitre de Laon avait pris parti pour Boniface VIII, quand les ennemis des libertés de Laon étaient devenus les ennemis

¹ JJ 53, n° 162; — JJ 5, n° 421, 422, 423, 424, 518, 521, 525. — JJ 53, n° 612; — *Ordonn.*, t. XI, p. 117 — Cf l'arrêt du Parlement en faveur de la ville de Montreuil contre les officiers du roi de France, au sujet de la juridiction du maire et des échevins sur les bourgeois (*Bibl. nat., coll. Moreau*, t. CCXXII, fol. 211).

du roi, et le Pape, en excommuniant la ville, avait achevé de lui rendre la sympathie de Philippe le Bel.

Philippe le Long, soit qu'il cédât à un sentiment de respect pour les droits consacrés par le temps, soit que les bourgeois eussent offert une forte somme d'argent pour qu'il les maintint dans leurs libertés précaires¹, commença par ratifier la charte de Philippe le Bel, c'est-à-dire qu'il confirma la ville dans son droit de commune et dans tous ses privilèges, « corps, maire, échevinage, juridiction, beffroi, cloches, sceau », pour autant de temps « qu'il plairait à sa volonté royale² » ; mais le chapitre de Laon ne cessait de rappeler au roi et au Parlement les « méfaits et excès notoires, énormes et detestables que la ville avait commis au temps passé et était encore capable de commettre, si la commune n'y était ôtée et abattue à toujours ». Le roi ecouta d'autant mieux les requêtes du chapitre que le nouvel archevêque de Laon était Raoul Rousselet, c'est-à-dire son principal conseiller et ministre avec Henri de Sully. La commune de Laon fut donc supprimée, c'est-à-dire que le maire et les échevins y furent remplacés par le prévôt du roi, et que « perpétuel silence fut imposé aux citoyens et habitants présents et à venir » (mai 1320)³.

La suppression de la commune de Senlis n'est pas moins clairement expliquée. Comme à Laon, un conflit dangereux éclate entre les bourgeois (*majores*), et le menu peuple (*minores*), ce qu'on appelait à Florence le peuple gras et le peuple maigre. Las de ces désordres, Philippe le Long fait procéder à une enquête rapide⁴, d'où il résulte que la grande

1. Augustin Thierry, *Lettres sur l'Hist. de France*, p. 265; — Melloville, *Hist. de Laon*, t. II, p. 219. — Matton, *la Commune de Laon* (*Bull. de la Soc. acad. de Laon*, t. XI).

2. 13 mars 1317, n. s. 1 233 n. 32 (la pièce est munie de son sceau blanc, qui est justifié, l'acte ne portant en aucune façon perpétuité), — JJ 35 A, n. 229; — Bibl. nat., ms. fr. 20 638, fol. 100; — Bibl. de l'Armenat, ms. 3200, — *Ordonn.*, t. XI, p. 446.

3. Arch. de Laon, série A 1, n. 1, Matton, *op. cit.*, — Augustin Thierry attribue la suppression de la commune de Laon à Charles IV (1322), d'après les *Ordonn. des rois de France* (t. XII, p. 460), mais l'acte de Charles IV n'est qu'une confirmation (II 233, n. 33).

4. Il y envoie deux commissaires, le chantre de Senlis (Pierre Fons), et un de ses chevaliers de l'Hôtel (Jean Robert).

n'y a
rien à
inclure
Laon

majorité des habitants demandent la suppression totale de la commune¹, que le maintien de l'état présent n'est réclamé que par le maire et les échevins, coterie louche qui a lassé tout le monde par sa mauvaise administration². En conséquence il déclare supprimés la commune, le maire, les échevins, les jurés, le sceau, le beffroi, la cloche, et ordonne que la ville soit gouvernée par un prévôt royal (16 février 1320, n. s.)³. On peut remarquer que, comme l'archevêque de Laon, l'évêque de Senlis, Pierre Barrière, est un des principaux conseillers du roi.

La commune de Sens, supprimée une première fois dès 1147, à la suite de désordres populaires, rétablie ensuite par Philippe Auguste, fut supprimée de même en 1317⁴. Celle de Compiègne, elle aussi, perdit son « *maieur* », et fut mise « à tous jours mais » en prévôté (1319⁵). Il en fut de même de Bourbonne et de Chantemerle en Champagne, qui ne pouvaient payer la redevance attachée à leur privilège de commune⁶.

Dans le Midi, le consulat de Montauban, convaincu d'usurpations de droits en matière de juridiction fut mis sous la main du roi, et la ville condamnée à 1000 livres d'amende (1321)⁷. Autant de petites républiques⁸ à demi indépendantes

1. « *Major par habitatorum ipsorum, dicens communiam dicte ville esse inutilem et damnosam* »

2. « *Quod omnes habitatores, pauci dumtaxat exceptis, qui ipsius ville regimen retroactis temporibus habuerunt et se male in dicta administratione commiserunt* »

3. « *Per iudicium nostrum, maiorem, scabinos, iuratos et communiam dicte ville, sigillum archam communem, beffredum et campanam... annullamus. .* »

Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXIII fol. 99. Le document est publié dans les *Ordonn.* (t. XII, p. 476) — dans la *Gallia Christiana*, t. X, preuves, col. 185, et dans l'*Hist. des institutions municipales de Senlis* par M. Flammermont, d'après

Voiz

Arch. de Senlis, AA, t. 4.
4. « Les habitants seraient justiciés et gouvernés par le prévôt de la ville » (*Cartulaire Sénonais*, publié par G. Julien, Sens, 1881, p. 17). — Cf Ponsignon, *Hist. de la Champagne*, 1883, t. I, p. 122

5. JJ 58, n° 416; — JJ 59, n° 48

6. « *Revocatio et annullatio communie villarum de Bourbonne et Chantemerle*, 1319, JJ 56, n° 565; — *Ordonn.*, t. XII, p. 438. La redevance était de 150 livres tournais par an (environ 17 000 francs d'aujourd'hui).

7. Bibl. nat., coll. Doat, t. V, fol. 235. Le consulat y fut rétabli par Charles le Bel (*ibid.*, t. LXXXVII, fol. 84; cf J 301, fol. 95)

8. Il y en a aussi une grande qui disparaît, la ville de Lyon perd sous Philippe le Long les derniers vestiges de son indépendance politique (elle n'a plus de

qui disparaissent pour accroître le nombre déjà grand des bourgeoisies assujetties et fortifier la centralisation politique et administrative.

La royauté profite de ces suppressions, mais ce sont ses progrès qui ont eu pour conséquence de transformer en sujets ces alliés qui ont contribué à sa victoire : entre le péril féodal et le péril démagogique, la bourgeoisie ne voit d'autre salut que l'assujettissement ; elle s'adresse au roi parce qu'il est fort, parce que la justice royale, depuis saint Louis surtout, est meilleure que celle des prévôts fermiers du XII^e siècle. Par une évolution fatale, irrésistible comme la meule d'un moulin, la monarchie centralisée broie peu à peu tous les États isolés, toutes les puissances locales qu'elle atteint, aussi bien les libertés communales que les dominations féodales.

La chute du régime communal a-t-elle été un mal ou un bien ? La question dépasserait le cadre de cette étude. Ce qui est sûr, c'est que, sous Philippe le Long comme avant lui, l'assujettissement ou la disparition des communes n'arrête pas le développement général du Tiers État. Il confirme et maintient contre tous « les franchises légitimes des villes », aussi bien celles des villes prévôtales que celles des communes et des consulats, par exemple l'affranchissement des habitants mainmortables, les garanties contre les arrestations arbitraires, les juridictions municipales, l'exemption de certains péages et de certains impôts, le droit de s'entourer de murs, etc. C'est ainsi qu'il confirme solennellement « les privilèges des peuples du Languedoc¹ », les *fueros* de la Navarre², les franchises de Paris³, de Calais, de Troyes, de Vitry, de Meaux, de Chaumont, d'Ervy, de Gonesse, de Gisors, d'Évreux,

juridiction, J 263, n^o 29 et 31, mais c'est là le résultat de son annexion à la France, ce qui est très différent.

1 « *Usus, consuetudines, libertates, franchisias, privilegia*... » Ordonn., t. I, p. 644 (1317 n. s.) Ex. JJ 39, n^o 159, 182, 311, etc.

2 Ex. Tud. la JJ 53, n^o 295.

3 K 30, n^o 29. Cf. l'octroi des privilèges accordés à un marchand italien naturalisé « comme aux autres bourgeois de Paris » JJ 38, n^o 163. Il est fait, dans cette pièce, mention du prévôt des marchands, mais on souhaiterait des informations plus complètes.

de Lisieux, de Caen, de Montargis, d'Orléans, de Bourges, de Châteauroux, de Niort, etc.¹.

Il les maintient contre les empiètements et les abus de pouvoir de ses officiers, souvent portés par leur zèle à exagérer les droits du roi²; il les fait respecter par les seigneurs laïques et ecclésiastiques : c'est ainsi qu'il protège la ville de Moissac contre les usurpations de l'abbé de Moissac qui voulait étendre sa juridiction et avoir une prison à lui³, — les échevins de Reims que l'archevêque a fait arrêter injustement⁴, — les habitants de Sainte-Bazeille⁵ contre les mauvais traitements de Jourdain de l'Isle⁶, le bandit féodal que Charles le Bel fera pendre à Montfaucon.

Il augmente même les privilèges de plusieurs villes, non seulement de communes⁷, mais encore de villes assujetties : c'est ainsi qu'il accorde aux habitants de Monferrand, récemment annexés, la connaissance des premiers appels criminels⁸; d'autres villes obtiennent le droit d'avoir des échevins « honnêtes et fidèles », sans former une commune⁹, l'affranchissement de leurs mainmortables¹⁰, — la création de ressources nouvelles, la suppression ou la diminution de certains impôts et de certains péages, — le droit de s'entourer de murs¹¹, et autres privilèges d'un intérêt pratique¹².

Au défaut de libertés politiques, les villes continuent donc d'acquérir des avantages matériels, civils, administratifs, éco-

1. Ex : JJ 51 V, n° 319, 333; — JJ 51 D, n° 13. — JJ 59, n° 166, 399. — JJ 60, n° 6, 11, 90, — *Ordonn.*, t. VI, p. 132. — t. XI, p. 371. — t. XII, p. 331, 352, etc.

2. V t II (*Administration provinciale*).

3. Bibl. nat., coll. Doat, t. VI, fol. 239.

4. *Actes du Parlement*, n° 4481.

5. Lot-et-Garonne.

6. *Actes du Parlement*, n° 4771.

7. Ex : *Augmentatio privilegiorum concessorum ville Amblyensis* (juillet 1317), JJ 53, n° 202; — V. ci-dessus, p. 374.

8. C'est à-dire qu'il les dispense de l'appel devant le juge-mage de l'assise d'Avignon, JJ 59, n° 11. Ce « *Monferrandus* » paraît être Monferrand dans le Drôme, de l'autre côté du Rhône.

9. Par exemple Bourg-le-Comte, Saône-et-Loire, JJ 51 D, n° 39. — *Ordonn.*, t. XII, p. 441.

10. Par exemple Gray, A. de la Seille, p. 293, note 7.

11. Ex : JJ 53, n° 193.

12. Ex : JJ 51 D, n° 39, — JJ 56, n° 181. — JJ 59, n° 142, — etc.

nomiques; entre les communes dont l'indépendance disparaît, et les villes prévôtales dont la condition s'améliore, la distinction est déjà à peu près superflue; les premières ont cessé d'être des républiques, les secondes ont cessé d'être des villes domaniales, les unes comme les autres sont des villes du roi; l'idée de l'État triomphe.

IV. SERVICES RENDUS AU PEUPLE PAR LE ROI

Les avantages que Philippe le Long accorde au peuple sont moins des pouvoirs politiques que des progrès matériels qui profitent à tous, nobles ou non nobles, clercs ou laïques, et des améliorations sociales, en faveur d'un certain nombre de bourgeois et de serfs.

Il ne cesse de répéter dans ses ordonnances et dans ses mandements qu'il « veut résister au péril de tous », qu'il compatit à la misère de ses sujets, qu'il n'a rien de plus à cœur que de la diminuer, que leur tranquillité ferait son bonheur, et leur sécurité ses délices¹. Qu'il soit inspiré ou non par l'amour du « commun profit² », c'est avant tout au peuple que profite sa politique à la fois prudente et ferme, qui, sans guerre sanglante, dissipe les ligueurs féodaux, pacifie la Champagne, la Picardie, l'Artois, la Flandre, le Nivernais, l'Aquitaine. Les guerres privées, où les combattants se faisaient un jeu de brûler les maisons, d'enlever les bestiaux, de couper les arbres, d'arracher les vignes, de maltraiter les paysans³, avaient ruiné l'agriculture, l'industrie, le commerce. Philippe le Long fait mieux que de les interdire par des ordonnances : il y met fin à l'aide de ses tribunaux, et au besoin par la force.

C'est avant tout au peuple que profitent ses institutions et ses réformes d'intérêt général, dont la plupart réalisent un

1. Ex. « *Quorum pace pacemur, et tranquillitate letamur.* » H. 50, n° 20.

2. Ou « *Reipublice utilitas* » Ex. : H. 50, n° 138. — « *Cum res utilitati publice tangat.* » H. 50, n° 317, etc.

3. « *Pessimam et horrendam incendiariorum malitiam.* » Ordonn., t. I, p. 701. — « *Depredationes agrorum, vinearum et arborum, captiones et arrestationes agricolarum pauperum et animalium eorundem.* » H. 50, n° 172.

progrès tangible, par exemple la création des capitaines des villes, qui contribuent à assurer la paix publique, — les visites fréquentes des commissaires et des enquêteurs réformateurs, qui surveillent l'administration et la procédure des officiers royaux¹, punissent les abus² que l'apathie de Louis X avait tolérés, s'assurent que les droits et les prérogatives légitimes des villes sont respectés, que les ordonnances royales et particulièrement les Établissements de Saint Louis sont appliqués; — les assises où « *quiconque se voudra plaindre ou doloir* », obtient « *droit et raison sans trop grant delay*³ », — les réformes judiciaires qui rendent la justice moins lente et moins coûteuse⁴, — la suppression d'offices inutiles, qui permet de réduire les dépenses⁵, — la diminution du nombre des sergents « *qui mangent et grèvent le commun*⁶ », — la plus grande sécurité des communications, l'amélioration des routes, la suppression ou la diminution de nombreux péages, — progrès indéniables qui diminuent la barbarie et la misère

Enfin c'est avant tout au peuple que profitent les mesures plus particulières qui ont pour but d'aider l'agriculture, l'industrie et le commerce.

C'est ainsi que Philippe le Long, « *préférant la bonté à l'oppression*⁷ », interdit toute création de garennes nouvelles, et supprime, à la prière des habitants, un grand nombre de garennes anciennes⁸, non seulement toutes celles qui ne sont pas appuyées sur les titres les plus incontestables, mais aussi plusieurs de ses propres garennes⁹, de sa propre initiative.

1. Ex : *Ordonn.*, t. I, p. 611; — *Actes du Parlement*, n° 6394. — JJ 53, n° 149 — JJ 56, n° 465; — Arch. du Tarn, A3 14. — CC 56, — etc. On a vu la mission des enquêteurs de 1317, les provinces en reçoivent pendant toute la durée du règne V. L. II, *Administration provinciale*.)

2. « *Oppressiones, exactiones, malefacta* »

3. Ex : JJ 57, n° 102

4. Par exemple quand il permet « *aux gens de petit estat* » qui ont un procès de desguer un homme de leur pays pour étudier l'affaire, à la place des officiers royaux qui coûtent si cher. » *Ordonn.*, t. I, p. 681.

5. Ex : *Ordonn.*, t. I, p. 615, 619, 622, 711, etc.

6. Ex : JJ 57, n° 102

7. « *Et dominatiori preferatur pietas, equitasque rigori* » JJ 56, n° 111

8. C'est à dire que la chasse aux oiseaux, au lapin et quelquefois au sanglier, au cerf et au daim est permise « *à quiconque y voudra chauer* ». Ex : JJ 56, n° 9

9. Par exemple sur les territoires de Lixy et de Montjay

« pour empêcher la dévastation des récoltes par les bêtes fauves¹ ». Le droit de garenne était, comme on sait, un des abus les plus criants du régime féodal. Dans les pays où il conserve ses garennes, il accorde aux agriculteurs des indemnités, par exemple le droit d'usage dans la forêt voisine².

On peut aussi relever parmi les actes de Philippe le Long quelques mesures favorables à l'industrie, particulièrement le rétablissement de plusieurs confréries (on sait quelle était l'importance de ces espèces de syndicats de gens de métiers, associations à la fois charitables et religieuses)³; Philippe le Bel les avait abolies par crainte des réunions tumultueuses; Philippe le Long, « dans l'intérêt de la fraternité », rétablit au moins celles des Nieulliers (orfèvres nielleurs⁴), des Pelle-tiers⁵ et des Merciers⁶, il exigea seulement, « pour éviter tout scandale, peril et conspiration », que chaque fois qu'elles voudraient se réunir pour conférer de leurs intérêts, elles avertissent le prévôt de Paris, de manière qu'il y assistât ou y envoyât un commissaire⁷.

Nous possédons plusieurs ordonnances de Philippe le Long, relatives à l'organisation des corporations et à la technique des métiers, ordonnance sur la draperie de Paris⁸, sur la

1. *Ex.* : JJ 56, n° 10, 111, 114. — *Ordonn.*, du 26 août 1321.

2. *Ex.* : JJ 60, n° 9. — Des seigneurs suivent son exemple, par exemple Charles de la Marche, pour ses garennes de Meaux, de Contonnières, etc. (JJ 58, n° 94). — Philippe de Valois, comte du Maine, et Charles de Valois, comme comte d'Anjou, suppriment leur droit de garenne dans la quinte d'Angers (*Ordonn.*, t. XI, p. 351). Philippe le Long n'est pas pour cela indulgent aux braconniers, il protège efficacement le droit de chasse, l'amende est de 30 sols parisis (environ 250 francs d'aujourd'hui) par sanglier tue, de 100 sols par cerf ou dam. JJ 56, n° 110, 111. — cf. JJ 40, n° 20.

3. Par exemple celle des Nieulliers de Paris est établie en l'honneur de saint Michel, celle des Pelle-tiers en l'honneur des saints Innocents, celle des Merciers « en l'honneur de Dieu et de Monseigneur saint Loya ».

4. JJ 60, n° 3.

5. JJ 60, n° 92.

6. JJ 58, n° 363. La confrérie des Merciers se réunissait dans la maison des aveugles de Paris, et non ailleurs, « de tel manière que les oblations et annuages qui demourront de toute confrarie ne puissent estre convertiz forz en la maison des diz aveugles, et si par aventure les diz merciers tenoient la confrarie ailleurs, nous ordenons que la dite confrarie soit nule » (JJ 58, n° 363).

7. A plus forte raison aucune confrérie ne peut-elle être établie sans l'autorisation du roi. *Bibl. nat., coll. Daut.*, t. II, fol. 311.

8. *Ordonn.*, t. XI, p. 190.

draperie de Narbonne¹, sur les filandriers de Paris², etc.³ Elles abondent en réglementations minutieuses, par exemple sur la qualité de la laine, de la teinture, des lisières (le tout doit être « comme au temps de saint Louis »); les draps bien drapés seront signes du seing de la ville; ceux qui sont « dissolus » ou trop peu « tissus » seront coupés « outrageusement » en trois pièces, avec quinze sols d'amende. Nul ne peut être maître filandrier sans avoir été apprenti quatre ans; nul fil de chanvre ne doit être mêlé au fil de lin « car ce serait fausseté »; — nul tisserand ne doit commencer à tisser avant le soleil levant, sous peine d'un sol d'amende⁴. — Mais ce régime industriel n'est pas particulier au règne de Philippe le Long; c'est celui de tout le moyen âge.

Philippe le Long favorise surtout le commerce. Il n'est pas de ceux qui appellent les marchands des « courtauds de boutiques » et qui les confondent avec les crocheteurs : « car sans marchandises, dit-il, ne se pourrait notre royaume ni nul autre gouverner⁵ ».

Le rétablissement de la sécurité publique a pour résultat immédiat de multiplier les échanges : ainsi les foires de Champagne ayant à souffrir des malfaiteurs, « *qui roboient marchanz et autres gens* », il veut que ces desordres cessent, et il ordonne à ses baillis de rendre le pays si sûr « que les gens du pays et d'autres pays, marchands et autres, puissent sûrement aller et venir avec leurs marchandises⁶ ». La police,

1 Bibl nat, coll. Doat, t. III, fol. 28, et t. LI, fol. 462.

2 Bibl nat, ms. fr. 20596, fol. 168.

3 Ex. : Confirmation d'un règlement de 1303 sur le « métier de sellier » qui doit être achevé au roi 16 sols parisis, dont 10 au chambellan et 6 au connétable (Jl 59, n° 313), règlements de différends, — entre les tisserands et les drapiers de Rouen (par l'archevêque, Jl 59, n° 414), — entre les tisserands et les teinturiers de Toulouse (par les *capitoulz*, avec confirmation du roi, Jl 73, n° 331), etc.

4 La fabrication de mauvais produits est severement punie : des boutangers sont emprisonnés pour avoir mêlé à la farine une foule d'immondices (*freces rerum, stercore porcorum, etc*); seize d'entre eux sont « mis en une roue » aux halles de Paris, en 1316, c'est-à-dire exposés chacun sur une roue les bras en l'air, avec un morceau de leur pain dans chaque main, puis ils sont bannis de France, pour aller exercer leur industrie ailleurs (*Léon, anonyme, Hist. de France*, t. XXI, p. 140, — *J de Saint-Victor*, *ibid*, p. 663).

5 *Ordonn*, t. 4, p. 637.

6 *Ibid* (ordonnance envoyée aux baillis de Champagne, ainsi qu'aux baillis de Sens, Senlis, Amiens et Vermandois).

désorganisée sous Louis X, reçoit l'ordre et les moyens de faire son devoir; la justice royale, réveillée elle aussi, réprime le brigandage et la piraterie¹, et quand ces moyens sont insuffisants, par exemple à la frontière de Flandre, en Artois, en Champagne et jusqu'en Lorraine, le roi fait donner son Connétable et ses marchaux, qui rétablissent la paix de force, et avec elle le commerce.

Les routes, les ponts, les bacs, que quelques années de désordre ont suffi à rendre souvent impraticables², sont réparés autant que les ressources le permettent; un grand nombre de villes sont dégrevées d'impôts, ou reçoivent l'autorisation de vendre des terres, de s'imposer, de se créer des ressources nouvelles, pour refaire leurs ponts détruits, pour supprimer les « mauvais pas » qui les isolent, et permettre ainsi aux marchandises d'arriver jusqu'à elles³. Les routes sont plus sûres et mieux entretenues⁴.

En même temps la circulation y est moins coûteuse. Beau-

1 La piraterie proprement dite et aussi la piraterie sournoise qui se cache sous les drapeaux de croisade et de guerre, le pillage des navires est interdit, à moins qu'ils n'appartiennent à des infidèles ou à des ennemis du roi.

2 Ex. : Gayart (Lol) n'a plus de pont : « *ejus vicale frequenter, propter inundationes aque et alia varia pericula non possumt secure transire* » Bibl. nat. coll. Doust, t. CXXXVIII fol. 342. La rupture des barrages de l'Aude et l'envasement, les étangs et des grans dus au manque de surveillance, ruinent pour toujours le port de Narbonne, malgré de coûteuses tentatives pour rétablir le chenal (V. Celestin Fort, *le Commerce maritime de Narbonne*, p. 480).

3. Diminution de taxes (JJ 59, n° 338), — exemptions d'aides autres que celles des quatre eus (JJ 54 B, n° 49), — délais pour payer des dettes (JJ 54 A, n° 11, — JJ 56, n° 110), — Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 75), — droit d'aliéner des terres (JJ 53, n° 200, — JJ 54 A, n° 169; — subventions accordées par le roi « à la requête de son confesseur », Ex. : JJ 54 A, n° 616; — droit de barrage ou de passage (droit d'imposer les marchandises qui passent sur le territoire de la ville ou de la banlieue) accordé aux villes de Senlis (JJ 54 A, n° 3), de Vernon (JJ 54 A, n° 394), de Saint-Joreien (Auvergne), JJ 54 A, n° 294 (autres ex. JJ 54 A, n° 3 294, 379, 629, 630, etc.); — droit d'établir une taxe sur toutes marchandises vendues, JJ 54 A, n° 240, 241, taxes d'importation (accordées à Calais, 2 deniers par livres (= $\frac{1}{2}$ pour 100), JJ 54 A, n° 349, — droit d'usage dans les forêts royales, JJ 59 n° 18, etc.

4 Le roi s'occupe de supprimer « les mauvais pas », par exemple à Paris il fait placer « chascune nuit » une chandelle « de suif », « pour cause de clarté », dans une lanterne « servant l'usage de la benoite Vierge Marie », au-dessus de la porte du Châtelet de Paris pour diminuer « l'obscurité de la mur, laquelle est debitable à tous malfauteurs, tant par raison que le lieu est hauté et commun, comme pour ce que en ce mesme lieu plusieurs malefices ont été fait ou temps passé en trespassant par illeuc pour deffaute de lumière, et pour ce nous qui voulons résister au péril de tous, ardemment... etc. », JJ 56, n° 349 (1319).

coup de péages royaux, « leudes » ou « tonlieux » sont diminués, quelques-uns supprimés : des exemptions, temporaires ou définitives, sont accordées à des marchands¹, à des sociétés commerciales, et même à des villes entières, par exemple à celles de Verneuil² (Normandie) et de Sanguesa³ (Navarre). Tous les péages qui ont été établis sans autorisation royale par des seigneurs, par des villes, ou même par des officiers royaux, sont supprimés par l'ordonnance de 1317⁴. Quant aux péages autorisés, le tarif en doit être affiché dans chaque bureau, pour ne pas laisser le public à la discrétion du péager. Mêmes prescriptions pour les « ports et passages » des frontières, c'est-à-dire pour les douanes⁵; les gardiens ou commissaires devront être polis envers les marchands, avoir un cartulaire et y enregistrer « tout ce qui vient à leur passage », avec le nombre et la quantité des choses à *traire*, le seing des balles et les noms des marchands⁶.

La pacification de la Flandre fut un des principaux services que Philippe le Long rendit au commerce. La France avait un grand intérêt à entretenir de bonnes relations avec la Flandre, à la fois grand marché d'achat et grand débouché, surtout pour les vins. Louis X avait défendu tout commerce avec les Flamands révoltés⁷. Philippe le Long renouvela cette défense, mais en modifia l'esprit en en conservant la lettre,

1 Par exemple à ceux qui iront le samedi au marché de Saint-Antoine (Bouergue, où il y a une manufacture de draps, *coll. Doat*, t. II, fol. 101).

2 JJ 56 n° 398.

3 JJ 56, n° 195 et 196 — Autres ex. : JJ 53, n° 200 — JJ 54 A, n° 133 — JJ 56, n° 141, 195, 196, — JJ 60, n° 11; — Bibl. nat., ms. fr. 24607 fol. 78 — *coll. Doat*, t. II, p. 404; — t. CXIX, fol. 44.

4 « *Nullus potest facere pedagia nova. absque assensu nostre regie maiestatis.* » Olim, t. LI, p. 114*, — Ordonn., II, p. 127. En conséquence, la Seine redevient libre pour les Parisiens depuis Mantes jusqu'à la mer, comme l'avait déjà décidé Louis X (Ordonn., t. I, p. 598); — le comte de Périgord est requis de supprimer le nouveau péage par lui établi à Sainte-Lavrade (*coll. Doat*, t. CCXLII, fol. 666).

5 Comme on sait, ces douanes empêchent surtout la sortie gratuite de certaines marchandises (blé, foin, laines, fer, etc.), au moyen d'une taxe d'exportation dite « haut passage » (Ordonn., t. I, p. 730); des tarifs d'importation, ou tarifs prohibitifs, sont quelquefois accordés comme faveurs à certaines villes, par exemple à Calais (JJ 54 A, n° 319), mais ce sont des exceptions.

6. Bibl. nat., ms. fr. 2833, fol. 106, art. 5; — ms. fr. 20398, fol. 292 — Ordonn., t. I, p. 730. — cf. JJ 56, n° 161.

7. Ordonn., t. I, p. 604 et 619. — Jal, *Archéologie navale*, t. II.

c'est-à-dire qu'il se montra indulgent pour les coupables¹, jusqu'au jour où la Flandre soumise fut rouverte au commerce.

Sans doute, la circulation est loin d'être encore sans embarras et sans péril, mais c'est beaucoup qu'elle soit redevenue possible d'un bout à l'autre du royaume, de la Méditerranée à la mer du Nord. Les affaires reprennent aussitôt : à certaines époques surtout, au moment des foires, les marchands reçoivent des sauf-conduits², les routes sont surveillées jour et nuit, les convois escortés; c'est pourquoi ces foires seront longtemps nécessaires.

Les documents d'archives parlent fréquemment des grandes foires de Champagne et de Brie³, de celle du Lendit, de celle de Beaucaire, principaux centres du commerce européen. Toutes les villes voudraient avoir leur foire ou leur marché, pour s'y approvisionner à meilleur compte, mieux vendre leurs marchandises, et recevoir de riches étrangers, la foire étant, en très petit, ce que sont aujourd'hui nos expositions universelles. Beaucoup de villes du domaine reçoivent cet important privilège, par exemple Pont-de-l'Arche⁴, Chançay⁵, Gien⁶, Gray⁷, Maillezois⁸, Nohan⁹, Nîmes¹⁰; d'autres obtiennent des

1 Nous possédons d'assez nombreuses lettres de remission accordées à des marchands qui avaient violé ces ordonnances, marchands français, bayonnais, espagnols ou italiens. Ex. : « *Littere compositionis et finantie a quibusdam mercatoribus marinis pro aliquibus transgressionibus hic descriptis* » (il s'agit de marchands espagnols et bayonnais qui ont acheté des vins à la Rochelle et les ont transportés en Flandre, le roi, pour se montrer indulgent, se contente d'une amende inférieure à celle qu'il pourrait exiger (1317) JJ 53, n° 214. — A d'autres marchands coupables de la même contravention il impose une amende de cent sous par tonneau de vin (200 francs d'aujourd'hui), et d'un tiers de la valeur des marchandises pour le reste (1318). JJ 56, n° 352 et 353. — Autres ex. JJ 51 B, n° 1. — JJ 56, n° 209, 307, 357, 503.

2 « *Fundo, morando et redeundo* » Nous possédons plusieurs de ces sauf-conduits, par exemple pour aller au marché de Chosrouel (Chosrouel, Haute-Marne) : « *Propter quod nonnulli mercatores ad dictum mercatum accedere non auit* » (JJ 56, n° 586).

3 Provins, Troyes, Lagny et Bar.

4 Trois jours par an, dont un le jour de la Saint-Louis (JJ 59, n° 181).

5 (Indre-et-Loire) JJ 59, n° 420.

6 JJ 56, n° 1.

7 JJ 51 B, n° 19 (quinze jours par an).

8 (Vendée) JJ 60, n° 7.

9 Nohan en Goul (Cher), JJ 56, n° 86 (sic).

10 Pigeonneau, *Hist. du Commerce*, t. 1, p. 253 et 324.

dates plus commodes¹. Plusieurs villes situées hors du domaine reçoivent la même faveur, à la prière de leur seigneur, par exemple de Hugues de Bauray², de Jean de Joinville³, de l'abbé de Cluny⁴.

Philippe le Long n'est pas le premier qui ait pris les corporations sous sa protection royale, mais il leur témoigne une bienveillance particulière. Parmi ceux qui les composent, il se trouve des hommes des seigneurs laïques ou ecclésiastiques : une ordonnance établit qu'ils seront soumis, en tout ce qui concerne la corporation, à la juridiction des officiers royaux « aussi bien que le homme nostre seigneur le roy⁵ ». Dans leurs statuts, qui sont élaborés par les baillis ou sénéchaux, et confirmés par le roi, on remarque à la fois le souci du bien public et des intérêts royaux : les « courdouaners » de Troyes, par exemple, ne doivent pas vendre le soulier de basane plus de 8 deniers tournois (3 fr. 30 d'aujourd'hui) ; « nul des mestiers ne pourra ouvrer de nuit, sauf pour le roi et pour son conseil », sous peine d'une amende de dix sous (50 francs d'aujourd'hui) pour le roi et de six deniers pour le sergent. C'est Philippe le Long qui donne ses statuts à la corporation des ménestriers, qui comprend ménestriers et ménestrelles, jongleurs et jongleresses⁶. On le voit aussi réu-

1 Par exemple Montparchon (arrondissement de Coulances), JJ 56, n° 23, Saint Quentin, JJ 59, n° 131.

2 Champigny-sur-Vende, JJ 53, n° 216 ; — Guerin, *Arch. nat. du Poutou*, t. XI, 1881, p. 175.

3 « Dominus de Jullevo castro », JJ 59, n° 52.

4 JJ 53, n° 339. — Autres foires fondées, soit dans le domaine, soit hors du domaine : JJ 53, n° 185, — JJ 56, n° 168, — JJ 59, n° 138 — JJ 60, n° 111. — Confirmations de fondations de foires. Ex : JJ 56, n° 527, — JJ 59, n° 183.

5 JJ 56, n° 11.

6 Nous y remarquons Pariset, menestrel du roi Marguerite, dite « la femme au Moine », etc. *Bibl. de l'École des Chartes*, A III (1852) p. 400. — Nous voyons encore Philippe le Long accorder des privilèges à certaines corporations, par exemple à la grande boucherie de Bourges (JJ 54 B, n° 7 et 8), — régler le régime du commerce de la draperie (*Ordonn.*, t. XI, p. 474), celui du commerce du sel à Carcassonne (*Bibl. nat.*, ms. fr. 20409, n° 1, — et *Ordonn.*, t. VII, p. 448, les changes et forges du Grand Pont de Paris (*Ordonn.*, t. I, p. 71 ; — t. IV, n° 23, et ordonnance du rouear, — nombreuses pièces dans le *Treor des Chartes* sur les changes du Grand Pont. Ex. : JJ 54 A, n° 7 ; — JJ 58, n° 84, 197, 218, 261, 324, 382), — enfin trancher des différends entre diverses corporations (JJ 59, n° 101), etc. Les règlements commerciaux sont aussi compliqués que les règlements industriels.

nir en congres des délégués de corporations, par exemple ceux de la draperie¹, et c'est sur leur demande qu'il défend la sortie des laines et des matières premières nécessaires à la draperie².

Bien renseigné et bien conseillé, Philippe le Long montre une véritable intelligence du commerce en facilitant la formation de grandes maisons et de grandes compagnies commerciales, seules capables, avec leurs gros capitaux et leur organisation, de couvrir largement leurs frais, d'assurer facilement le recouvrement de leurs créances, et de sortir vivantes des coupe-gorge de la chicane.

Il souhaite évidemment que la France apprenne à faire ses affaires elle-même. Il ne va pas jusqu'à proclamer qu'un gentilhomme peut faire le commerce sans déroger, mais il encourage les riches bourgeois de son entourage et de son conseil, par exemple Giraut Gueite et Gaulard, de la Chambre des Comptes, à continuer leur négoce, « comme s'ils n'étaient pas de son conseil et de son service³ ». Un de ses valets, Pierre des Essars (la femme d'Étienne Marcel appartient à cette famille) reçoit même l'exorbitant privilège de faire passer ses marchandises « par tous destroits, ponts, passages, par yauc comme par terre franchement et quittement sans paier coutume, travers, passage, maleloustie, paiage et autre redevance et exaction quelconque⁴ ».

Mais, en attendant la formation de compagnies françaises, Philippe le Long prend résolument son parti de conserver les maisons étrangères, hanseates, espagnoles et surtout italiennes, (maisons de commission, d'importation et d'exportation), qu'il juge nécessaires au commerce⁵.

1. Ordonn., t. XI, p. 476, 490.

2. Fils, draps non teints ni tondus, leutures, tartres, etc (1321) (*ibid.*) Jacques Marcel et Garner Marcel, qui paraissent être le grand-père et le père d'Etienne Marcel, étaient à la tête de cette corporation, ils eurent probablement pour Philippe le Long les mêmes sentiments que Geoffroi de Paris.

3. « *Quod possit exercere officium licitum mercature, non obstante quod in nostro servicio et de nostro consilio existit, ne si de nostro consilio non esset* » (1318, JJ. 56, n° 403).

4. Bibl. nat., ms. fr. 21607, n° 88 (1311).

5. Elles avaient à leur tête des capitaines, plusieurs sociétés françaises, par exemple les merciers, sorte de commissionnaires en marchandises, avaient des rouls (V. Pigeonneau, *Hist. du commerce*, *op. cit.*, t. I, p. 337 et 338).

Les marchands étrangers, longtemps repoussés et exploités comme aubains, avaient été déjà mieux traités par Philippe le Bel : moyennant une taxe assez légère¹ et proportionnelle au chiffre de leurs affaires, le « denier et maille » ou « Lombarderie » (terme employé en Champagne), beaucoup d'Italiens (dits encore Transalpins ou « Ultramontains »), Lombards, Génois, Florentins et Siennois, et avec eux quelques Hanséates et Espagnols avaient été assimilés aux bourgeois du roi, c'est-à-dire affranchis des charges personnelles, droits de main-morte et d'aubaine, et déclarés indépendants de toute autre juridiction que la justice royale.

Mais Philippe le Bel, à la fin de son règne, avait rompu avec ces mesures libérales; les marchands étrangers, abandonnant une partie de leurs biens à la merci du roi, avaient émigré en masse pour s'établir à Avignon et à Montpellier², et la France était menacée de perdre le grand courant commercial qui allait de la Méditerranée aux ports du Rhin et de la mer du Nord³. — Louis X leur avait permis de revenir, comme aux Juifs leurs rivaux, mais pour neuf années et dans quatre villes seulement, Paris, Saint-Omer, Nîmes et La Rochelle⁴; il avait légèrement augmenté la taxe de Philippe le Bel, en la portant d'un denier trois quarts à deux deniers par livre, et il les avait grevés en outre d'un nouvel impôt ou taille. la taille des Lombards, impôt à la fois personnel et réel⁵, proportionnel à leur avoir⁶.

Philippe le Long améliore leur condition. Il ne supprime en principe ni la Lombarderie (impôt sur la vente), ni l'impôt sur l'ensemble des biens⁷, mais il en exempte « par faveur spe-

1. Un denier trois quarts par livre (un denier, une obole et une pite); c'est ce qu'on appelait « le denier et maille » (*denarium et obolum*, JJ 53 A, n° 363), expression approximative, puisqu'elle oubliait la pite (la maille étant synonyme d'obole). *Ordonn.*, t. I, p. 327; — *Bull. de la Soc. d'Hist. de France*, 1873, p. 97.

2. Bibl. de Rouen, ms. 3401 (coll. Leber), fol. 137.

3. V. Pigeonneau, *op. cit.*, p. 253.

4. *Ordonn.*, t. I, p. 384-386.

5. *Tailha Lombardorum*.

6. Un sol par livre, en d'autres termes 2 pour 100. *Ordonn.*, t. I, p. 382.

7. *Ordonn.*, t. I, p. 630 et 630, JJ 54 A, n° 363, 442, 501 et 618. Ceux qui seront convaincus d'avoir dissimulé la valeur de leurs biens paieront comme amende la moitié de la somme non déclarée (*Ordonn.*, t. I, p. 631). Les documents

ciale » (et ceux-là sont nombreux) tous ceux qu'il fait bourgeois du roi¹, c'est-à-dire tous ceux qu'il naturalise et affranchit du même coup²; il en exempt de même tous ceux qui reçoivent des lettres de bourgeoisie de seigneurs « non soumis à lui, mais de ses amis³ ».

Quant aux Lombards sans privilèges⁴, c'est-à-dire non naturalisés, il améliore aussi quelque peu leur sort : il augmente le nombre des villes où ils peuvent résider⁵; pour le commerce en détail (celui des drapiers, des taverniers, des épiciers, des changeurs, etc.), il leur demande une redevance annuelle payée en une fois, au lieu de la taxe tracassière qui frappait chaque vente et il semble la réduire aux taux fixés par Philippe le Bel⁶; pour le commerce en gros il maintient la taxe sur les ventes, mais il en améliore le mode de perception⁷. Quant à l'autre impôt, dit taille des Lombards, il paraît l'avoir diminué de moitié (c'est-à-dire l'avoir réduit de 5 pour 100 à 2 1/2 pour 100⁸). Enfin il rend à quelques-uns de ces Lombards non naturalisés, par exemple à la grande compagnie des

mentionnent des « collecteurs des recettes des deniers pour livres » ce sont quelquefois des Italiens (Ex. : JJ 54 A, n° 476).

1. « *Burgenses francos, — burgones inanes* » Les des bourgeois qu'il anoblit, le sergent d'armes Arnald de Portal JJ 53, n° 49, paraît même être un de ces marchands lombards (V. *Ordonn.*, t. XI, p. 462).

2. Ex. : JJ 54 A, n° 691, — JJ 56, n° 5 — JJ 58, n° 463 — *Ordonn.*, t. IV, 308 v°. Les frais de sceau d'une « lettre pour Lombard » coûtent 11 sols (k. 40, n° 23. 1^{re} ordonnance du roi Jean).

3. Ex. : JJ 54, n° 187 — JJ 54 A, n° 691; — Pigeonnet, *op. cit.*, t. I, p. 461. Il faut l'autorisation du roi, parce que seul il a juridiction sur les Lombards du royaume, en tant qu'anciens (cf. *Ordonn.*, t. XI, p. 462).

4. « *Nullum libertatem nec privilegium a nobis habentes* » JJ 54 A, n° 691, — « *mercatores juxta vias sive de vicinis et oblatum pro libra* » JJ 54 A, n° 365.

5. Nous en trouvons à Provins, JJ 54 A, n° 365. Il accorde aussi aux Italiens qui ont épousé des Françaises l'exemption de la Lombarderie pour toutes les marchandises françaises dont ils font commerce dans le royaume (*Ordonn.*, t. I, p. 461).

6. Il n'est question que « d'un denier et quatre » Ex. : JJ 54 A, n° 365.

7. *Ordonn.*, t. I, p. 460.

8. Il est d'abord dit « un sol pour livre », en d'autres termes « de cent sols de chacune cent livres », comme sous Louis X (*Ordonn.*, t. I, p. 631), il paraît réduit ensuite à six deniers par livre (Bibl. nat., *Manuscrits*, t. XIII, fol. 149 ordonnance colligée par Du Tillet, t. II, p. 607. Il résulte de ces changements que les revenus assis sur le produit de ces taxes perdent leur assiette quand le taux de la taille des Lombards diminue; d'où des exclamations et des difficultés dont nous trouvons la trace.

mence¹, parce qu'ils ont l'avantage d'être des chrétiens, et non des ennemis du Christ, des bourgeois et non des mainmortables, des privilégiés richement vêtus, et non des parias marqués d'une croix rouge.

Les passions populaires qu'ils exploitaient devaient bientôt se retourner contre eux, mais en attendant, cette concurrence eut pour résultat d'abaisser le loyer de l'argent², et de donner à la France l'outillage du grand commerce.

Enfin, si Philippe le Long ne réussit pas à doter la France, comme il le projetait, de l'unité des poids et mesures et de l'unité monétaire, il remédia, du moins en partie, à la confusion qui, comme il le déclare lui-même, avait été si funeste au bien public sous le règne de son père³. Pour les poids et mesures il accorda à plusieurs villes de plus le droit d'avoir un poids servant d'étalon légal⁴. Pour les monnaies, il diminua le nombre des monnaies seigneuriales⁵; il imposa aux seigneurs laïques et ecclésiastiques qui conservaient le droit de battre monnaie, un type fixe (de poids, de loi et de coin), et poursuivit efficacement les contrevenants⁶; il fit la guerre aux faux-monnayeurs, petits ou grands, aux exportateurs, aux destructeurs de bonne monnaie et à « tous abuseurs de ycelle⁷ »; enfin il eut l'intelligence de n'apporter aucun changement au cours des monnaies royales, qui, fixé par deux ordonnances de Louis X, resta le même jusqu'au règne de Charles IV⁸. Ces bienfaisantes

1 Philippe le Long a recours à eux comme banquiers. Ex. JJ 53, n° 115. Les grands personnages s'adressent fréquemment à eux. Louis de Bourbon par exemple leur emprunte 5000 livres (JJ 53, n° 115).

2. Philippe le Long obtint aussi ce résultat en dépendant aux Juifs (de certaines provinces au moins) de prêter à usure (Bibl. nat., coll. Doat, t. II, fol. 30 — t. III, fol. 25).

3 « *Ex quibus tam gravia et enormia lesio popularis evenit.* » JJ 53, n° 47.

4. Ex. : JJ 61, n° 43, — Bibl. nat., coll. Doat, t. I, p. 284, — t. CXIV, fol. 111 — t. CLVI, fol. 134.

5. V. ci-dessus, p. 328.

6. Ex. : coll. Doat, t. CXIX, fol. 39.

7. Principalement de la monnaie de billon. Ex. : JJ 59, n° 3; — Bibl. nat., coll. Doat, t. III, p. 27, — t. VI, p. 254 et 255; — t. CXIX, fol. 70, — t. LI, fol. 450.

8. V. Vuitry, *le Règne financier de la France*, t. I, p. 209. — D'après de Wailly au contraire (*Mémoire sur les variations de la livre tournois*, p. 39) la livre tournois serait restée invariable, ou sa valeur intrinsèque (de 17 fr. 90) à 14 fr. 25 en 1318, c'est qu'il en deduit la valeur du cours combiné des espèces d'or et

mesures, qui assuraient la stabilité des transactions, permettent de placer Philippe le Long au premier rang parmi les rois qui ont eu souci de la fortune publique.

En résumé, tout ce qui travaille, paysans, ouvriers, marchands, continue sous Philippe le Long à grandir avec la royauté, et par elle, grâce aux progrès de la justice et de la raison. Sans exagérer cette prospérité toute relative, il est certain que « les affaires reprenaient », quand l'avènement des Valois et la guerre de Cent Ans vinrent balayer toute cette richesse.

Outre ces mesures dont profite l'ensemble du peuple (et avec lui le clergé et la noblesse mêmes)¹, Philippe le Long témoigne sa bienveillance aux classes populaires par un grand nombre de faveurs individuelles, anoblissements, donations, lettres de bourgeoisie, affranchissements, aumônes.

Il anoblit ces bourgeois qui lui ont rendu des « services exceptionnels », soit par leur zèle administratif, soit par leurs prêts d'argent². Il anoblit des bourgeois qui lui sont recommandés par quelque puissant protecteur, par le Pape, par le comte d'Auvergne, par l'abbé de Saint-Serge³; ce protecteur est souvent un parent de la femme du bourgeois, « laquelle est

d'argent, mais M. le vicomte d'Avenel a bien montré que « le luxe des décimales des tables dressées par plusieurs savants entretient souvent l'illusion de l'exactitude ». *Revue des Deux Mondes*, 15 juin, 1892, p. 787. D'après les calculs plus simples de Voltry, l'aune d'or, pesant 4 gr. 136 et ayant une valeur intrinsèque de 13 fr. 24, avait cours sous Philippe le Long pour 12 sous 4 deniers tournois de la monnaie de compte, le gros tournois d'argent, pesant 4 gr. 219 et ayant une valeur intrinsèque de 0 fr. 89, avait cours pour 12 deniers, le petit tournois nouveau (de billon), ayant une valeur intrinsèque de 0 fr. 074, avait cours pour 1 denier. De Breul (*le Théâtre des Antiquités de Paris*, 1639, in 4°, p. 164) rapporte que Philippe le Long fit faire en outre, à partir de 1317, de petits parisis d'argent qui avaient cours pour 15 deniers tournois et avaient par conséquent une valeur intrinsèque de 1 fr. 01. La valeur de la livre tournois était donc de 17 fr. 80 mais l'n'y avait toujours pas de pièce pour la représenter, bien qu'elle réglât toutes les transactions, avec ses sous-multiples, les sous et les deniers.

1. Les actes officiels l'observent eux-mêmes. Ils déclarent généralement, en s'adressant aux villes, que ces mesures portent « *super quibusdam bonum Italiani regni nostri, restraque, et aliorum subditorum nostrorum utilitatem et pacem fangentibus* ». Ex., JJ 52, n° 80, 91 etc.

2. V. ci-dessus, p. 323.

3. Ex., JJ 54 B, n° 18, — JJ 59, n° 563, — n° 418, 525.

noble », ce qui facilite l'anoblissement. Il autorise des seigneurs à anoblir des bourgeois¹.

Il accorde aussi à des non-nobles le droit de « posséder des fiefs et arrière-fiefs nobles » (ce qui veut dire d'en être propriétaires « comme s'ils étaient nobles », et non pas d'en avoir seulement l'usufruit)², ces privilèges sont tantôt accordés moyennant finance, tantôt délivrés gratuitement³. Enfin nombre de bourgeois⁴ reçoivent du roi des sommes d'argent, des rentes, des cadeaux⁵, des faveurs, soit pour leurs services « *intuitu serviciorum* », soit parce qu'ils ont des amis puissants qui jouissent de la confiance du roi.

Philippe le Long accorde de nombreuses lettres de bourgeoisie, soit à des étrangers⁶, marchands ou autres⁷, qui se transforment ainsi en Français, soit à des sujets de seigneurs qui se transforment ainsi en sujets du roi. Certaines villes du domaine,

1 Ex. : JJ 53, n° 188.

2 Épithète de nature, comme les vaisseaux creux d'Homère, il n'y a pas de fief non-nobles, mais le propriétaire du fief n'est pas nécessairement noble.

3 Il accorde par exemple ce privilège à Jean Ville, changeur et bourgeois de Paris « *licet a nobilibus originem non traxerit* », JJ 53, n° 552. — 1 Lettre Coquatrix (On trouve un Bernard Coatrix en 1355 à côté d'Etienne Marrel et de Charles Toussac, parmi les échiquiers) JJ 59, n° 86. — autres exemples JJ 53, n° 60, JJ 56, n° 167. On ne peut reprocher à ces textes de ne pas mettre les points sur les i : on trouve par exemple ces mots, « *ac si essent nobiles, licet sint ignobiles* ». Ex. : JJ 56, n° 138.

4 Ex. : « *abique financia solvenda* ». Les frais de sceau pour la lettre, qui sont de 60 sols (300 francs d'aujourd'hui), ne sont pas toujours exigés, comme l'indique la mention « *Nichil solvit* » placée dans les souscriptions (V. L. II, l'Hôtel du roi).

5 Des bourgeois de Paris, tels que Geoffroi des Essars (JJ 51 A, n° 563), des bourgeois de Saint-Omer, qui se sont distingués pendant la guerre de Flandre, par exemple Jean de Loudewyn, « qui a subi de grandes pertes pour le roi » JJ 58, n° 204, — des bourgeois de Soissons, de Meaux, etc., etc. (JJ 53, n° 219, — JJ 54 A, n° 314, 377, 528, 529, 663, — JJ 58, n° 291, — JJ 59, n° 466, 467 ; — JJ 60, n° 139).

6 Par exemple la fille du roi « Madame Blanche » donne à sa filleule (la fille du bourgeois Martin des Essars, conseiller du roi) une fourrure de 11 livres 6 sols. Bibl. de Rouen, ms. 3101 (coll. Leber), fol. 123, — le roi donne volontiers des fourrures, par exemple des fourrures « de cuisses de lievres de Norwege » (ibid., fol. 124).

7 Ex. : « *in omnibus actionibus et contribucionibus burgenses nostri censentur, nec Lombardi vel cives Astensis reipublice reputentur* » JJ 56, n° 165, — « *in nostris seris et liberis burgenses regnicolas et mansionarios recipimus* » JJ 58, n° 334, « *in burgensem nostrum parinensem duximus admittendum* », JJ 58, n° 463, — « *quod gaudeant privilegium ville Nemausi* ». JJ 59, n° 488, etc. ; — cf JJ 59, n° 168, 192, 538.

8 Ex. : JJ 59, n° 27.

par exemple Gray en Franche-Comté, leur sont ouvertes comme des asiles inviolables¹. Enfin il constitue à leur usage, suivant l'exemple de ses prédécesseurs, quelques bastides nouvelles : ces petits centres de population, créés de toutes pièces par sa volonté et dotés de certains privilèges, se peuplent instantanément, comme si elles étaient bâties sur une mine d'or, elles contribuent puissamment à ruiner la suprématie féodale, à étendre le pouvoir royal, à préparer l'unification de la France².

Le roi use aussi « de la plénitude de sa puissance royale » (le plus souvent à la requête de son aumônier ou de son confesseur), pour légitimer des bâtards, fils de non-nobles³, comme il le fait pour les fils de nobles⁴; la légitimation, qui confère le droit d'hériter, de posséder des biens meubles et immeubles⁵, est un privilège des plus recherchés, le roi la donne comme récompense de longs services ou d'une vie exemplaire « *pietatis intuitu* »⁶, et augmente ainsi le nombre des bourgeois sur lesquels il peut compter.

La bourgeoisie s'accroît encore de tous les serfs affranchis. Comme Louis X⁷, Philippe le Long déclare « *qu'il lui desplaît* » que « *moult de personnes soient encheu en lien de servitude par aventure, ou par le meffait de leurs predecesseurs* »⁸; car « *selon le droit de nature chacun doit naître franc, surtout dans un royaume qui est dit et nommé le royaume des Francs* »⁹;

1. « *Quicumque habitator per annum et diem moram sine fraude traxerit, eodem gaudebit franchisia et tenebitur pro burgensi.* » JJ 54 B, n° 49. En général le nouveau bourgeois du roi est tenu de se présenter aux officiers royaux aux grandes fêtes de l'année, à la Toussaint, à Noël, à Pâques et à la Pentecôte, pour faire constater sa présence (Ex. JJ 52, n° 312 — JJ 56, n° 191).

2. V. *Bibl. de l'École des Chartes*, t. XLII (1881), p. 451, — t. XLIII (1882), p. 139.

3. Surtout des enfants nés avant le mariage.

4. La formule est la même : « *Abilitatio et legitimatio bastardie* ».

5. « *Ac si de legitimo matrimonio esset procreatus* »; — « *ad omnes actus legitimos et civiles admissus* ».

6. C'est ainsi qu'il légitime Guillaume de Porchefontaine, fils naturel de certain sous-diacre, JJ 56, n° 210; — la dame Marsonne Bachelet, JJ 56, n° 201. — autres exemples : JJ 56, n° 211. — JJ 59, n° 323 et 546.

7. Le droit naturel avait été invoqué déjà au xiii^e siècle par Frédéric II (V. Winspeare, *Storia degli abusi feudali*, Napoli, 1811, p. 10).

8. Ex. JJ 56, n° 221.

9. Ex. JJ 54 B, n° 40. Ce jeu de mots, qui nous fait sourire, avait évidemment un vif succès au xiv^e siècle; tout le monde le répète comme la formule d'un principe.

et bien ne
ce vif succès
un vif succès
et bien ne
ce vif succès
et bien ne
ce vif succès

en conséquence, « pour qu'en vérité la chose soit accordant au nom », il les invite, à l'occasion de son avènement¹, à s'affranchir, moyennant finance, « en souvenir de la rédemption du Christ² », c'est-à-dire à se racheter des mainmortes, fornariages et autres charges qui les grèvent, prises, corvées, guet, etc., pour ne plus payer que les deniers et autres redevances que paient les bourgeois³, tenir des biens meubles et immeubles qu'ils pourront léguer⁴, enfin se marier avec une femme libre « autant de fois qu'il leur plaira⁵ », sans plus jamais payer de droit de formariage.

Les documents montrent que l'ordonnance du roi ne fut pas lettre morte : le nombre des affranchissements est considérable⁶, affranchissements individuels, affranchissements de familles, affranchissements de villages entiers et même de petites villes, dont la plus importante est la ville de Gray en Franche-Comté⁷. L'affranchissement est même gratuit pour certains privilégiés, surtout pour les serfs qui se destinent à la prêtrise, et qui retomberont dans leur servitude première, comme coupables de bigamie, s'ils contractent mariage⁸. Il arrive quelquefois qu'un affranchi est injustement classé par les gens du roi parmi les serfs⁹, mais le roi désavoue ses gens¹⁰.

1. La faveur est quelque peu tardive, venant le 22 janvier 1318 n. s. (*Ordonn.*, t. I, p. 633, — JJ 59, n° 263).

2. Ou « *exemplo redemptoris nostri, qui disrupto quo tenebamur vinculo servitutis, nos restituit pristinae libertati* », JJ 59, n° 439.

3. « *Homines liberi non nobiles* » qui se distinguent ainsi d'une part des nobles, d'autre part les non *liberi* ou « *homines de manu mortua et forismariage* » ; leur condition est appelée *ingenitas* (JJ 59, n° 446).

4. Ex. : JJ 59, n° 27.

5. *Quod ipse cum quavis muliere libera matrimonium possit contrahere quocumque sibi placuerit, ut persona libera* » (ibid.).

6. Ex. : « *Guillelmum, hominem nostrum de corpore, manumittimus ei ab omni servitutis iugo et onere in perpetuum liberamus* », JJ 56, n° 185.

7. « *haden habitatoribus de Gray franchimur, libertates et gratias concedimus que sequuntur...*, quod ab omnibus tallis, prisus et servitutibus, quibus aut et immanes » JJ 55 B, n° 39.

8. Ex. : JJ 56, n° 185, 154, — JJ 59, n° 340, — V ci-dessus, p. 349. Philippe le Long n'est cependant pas sans entraves pour ces infortunés : c'est ainsi qu'il pardonne à un d'eux, c'est-à-dire qu'il l'affranchit pour la seconde fois (JJ 56, n° 152). Il affranchit aussi des enfants de clercs d'origine serve (Ex. : JJ 59, n° 446).

9. Ex. : « *Jacobum fore serviti conditioni subjectum* » JJ 58, n° 468.

10. C'est ainsi qu'il donne satisfaction à un homme Chaucherken de Seus (ibid.), autres exemples, JJ 53, n° 23, — JJ 59, n° 439.

Les seigneurs sont invités à affranchir aussi leurs serfs « pour qu'il n'en reste pas dans le royaume ». — « *Que les autres seigneurs qui ont homes de cors, dit le roi, prennent exemple à nous*¹. » L'exemple du roi est suivi, particulièrement par les seigneurs de son entourage : le connétable Gaucher de Châtillon, comte de Porcien, « *mû de pitié* », dit-il, affranchit un de ses serfs, un tanneur de Sens, « *de tout vilain joug de servitude* »; — « *qu'il soit franc, commande-t-il, qu'il puisse tourner et aler quelque part que ce soit*² ». Raoul de Presles fait mieux : il affranchit tous ses serfs de Presles, de Vailly, de Condé, de Celles, de Filain, de Pargny³ et autres villages « *à la prière desdites bones gens* », à la condition qu'ils y conserveront au moins leur domicile principal⁴. Le sire de Saint-Dizier affranchit les habitants de Soncourt⁵. Une « *gentilfame*⁶ », Aliz de Château-Villain, affranchit tous ses hommes et femmes de corps « *de toute exaction, subvention, imposition, chevauchée, taille, subside, coustume et de toute autre servitude, moyennant 20 livres tournois par an, répartis entre les chefs d'ostel* », c'est-à-dire levés par feux, proportionnellement aux ressources de chacun⁷.

Le comte de Bar affranchit ses hommes de corps d'Harville, de Pareid et d'autres villages⁸; — le comte de Sarrebruck ceux de Commercy⁹; l'évêque de Verdun ceux de Fleury en Argonne¹⁰, ceux de Sampigny, de Sainte-Lucie, de Souhey, etc.¹¹. Nombre de barons et d'abbés agissent de même¹².

1 « Pour que par tout le royaume les servitudes soient ramenées à franchise » JJ 66, n° 221

2 JJ 63, n° 246

3. (Aisne)

4. JJ 36, n° 77 et 177, — JJ 39, n° 415, 607, — JJ 60, n° 190

5. (Haute-Marne, JJ 39, n° 173

6 Le mot se rencontre plusieurs fois. Ex. Bibl. Sainte-Geneviève 1 F, 12

7 1321 (JJ 60, n° 207). Le sire d'Arc, fils du seigneur de Château-Villain, avait déjà affranchi en bloc tous les habitants d'Orches-en-Barrons (Meuse), moyennant 160 livres. Philippe le Long confirme cet acte important (JJ 60 n° 208,

8 (Meuse) Arch. de la Meuse, B, n° 3086

9. Arch. de Moselle et-Moselle B 612

10. Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXXIII, fol. 208. — *Une ou deux fois*

11. Arch. de la Meuse, B, n° 3086

12. Par exemple l'abbé de Saint-Médard de Soissons JJ 56, n° 62 — autres exemples JJ 423, 2 19, — JJ 63, n° 30, 2 et, 2 7, 303, 324, — JJ 61 B, n° 39, —

ne s'agit pas de d'un affranchissement de serfs mais d'une exemption de l'impôt
(l'abonnement) à l'usage
l'abonnement

229

classe de serfs
le la par l'abbé
de l'abbé
et le pays

Les rois affranchisseurs tels que Louis VI, Louis VII, Louis X et Philippe le Long étaient certainement moins occupés de réaliser des bénéfices que d'assurer leur salut dans l'autre monde : c'est le plus souvent au lendemain d'un deuil, ou au cours d'une maladie, à la veille de leur mort que leur conscience inquiète songe aux malades, aux pauvres, aux serfs, comme ces donateurs innombrables qui avaient enrichi l'Église « à la veille de la fin du monde », sous le règne de Robert le Pieux¹ et à beaucoup d'autres époques encore². Leurs actes d'affranchissements se trouvent généralement mêlés à des fondations pieuses et charitables. C'est peu de temps avant sa mort que Louis VI avait songé à ses mainmortables ; c'est en 1180 même que Louis VII avait émancipé les serfs d'Orléans « par une disposition suprême de piété et de clémence³ ».

Philippe le Long lui aussi, dans ses lettres d'affranchissements, déclare être inspiré « par l'amour de Dieu », et se proposer « le sauvement de son âme » ; les souscriptons nous apprennent qu'il les accorde fréquemment aux instances de son confesseur ou de son aumônier⁴, sa longue maladie paraît développer ses sentiments de charité ; ses derniers actes surtout en font foi⁵.

C'est mal comprendre « l'état d'âme » des rois du moyen âge que d'attribuer systématiquement tous leurs actes à la recherche de leur intérêt dans ce monde. Cette opinion, qui vient de la crainte exagérée que nous avons d'être dupes, doit être reléguée au nombre « de ces injustices qui, suivant l'expression de Renan, forment trop souvent le fond de ce que nous croyons savoir du passé ».

Nous ne possédons pas la liste des aumônes de Philippe le Long. Les documents nous montrent du moins qu'il n'oublie

1. Ex. Bibl. nat., coll. Desat, t. XCXYIII, fol. 136.

2. V. Phister, *Robert le Pieux*, p. 323.

3. V. Luchaire, *Institutions monarchiques de la France*, t. II, p. 117.

4. Ex. JJ 52, n° 214, 316 — JJ 56, n° 69, 78, 84 — JJ 60, n° 194 (septembre 1321).

5. C'est ainsi que dans son testament il supprime « les garennes nouvelles », et distribue des sommes d'argent pour les dommages faits par les bêtes de ses forêts (JJ 63, n° 36).

pas les pauvres. Quand il lève une aide, il ordonne que les pauvres en soient exempts et que leur part soit payée par les autres feux, « car les riches doivent aider les pauvres¹ ». Il s'intéresse aux pauvres malades² parmi ses innombrables donations au clergé, beaucoup vont aux maisons-Dieu³, aux malades, aux infirmes, aux aveugles⁴, aux lépreux⁵, il procure à plusieurs villes le moyen de s'assurer des revenus stables pour soigner les malades; il favorise la fondation de nouveaux hôpitaux : la reine Jeanne pose la première pierre de l'hôpital Saint-Jacques à Paris⁶ (rue Mauconseil); la ville de Carcassonne est autorisée à construire un hôpital « pour les pauvres pèlerins revenant du pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle, et autres pauvres et infirmes⁷ »; des particuliers reçoivent la même permission, c'est ainsi qu'un de ses conseillers, Philippe le Convers, fonde à ses frais un hôpital à Villepreux⁸, sa ville natale. Les aumônes de Philippe le Long, comme ses affranchissements, lui sont souvent inspirées par les prêtres de son entourage, et ont pour but le salut de son âme⁹.

Il s'intéresse aussi aux écoliers. Il confirme les donations que leur ont faites Jeanne de Navarre sa mère¹⁰, Raoul de

1 « *Pauperes, qui in dictorum trium solidorum solutione essent gravati, per divites jurebuntur, secundum eorum facultates.* » JJ 58, n° 430

2 Ex. « *Computi tenemur miserabili ecclesiæ* » JJ 56, n° 219

3 V. ci-dessus, p. 346

4 60 livres aux Quinze-Vingts « *pro vestibus suis* », — 20 livres « *pro pectus* », JJ 56, n° 219

5 Avant la découverte de leur prétendue conspiration, JJ 56, n° 290. — Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXV, fol. 321

6 1349, *Hist. de France*, t. XVI, p. 140. A plus forte raison confirme-t-il les donations anciennes, par exemple les donations faites aux lépreux de Bourges (JJ 56, n° 311, — celles de saint Louis aux Quinze-Vingts (JJ 56, n° 219, — l'invent. des Arch. hosp., hosp. de des Quinze-Vingts, n° 779) — Autre exemple JJ 51 B, n° 60. Son aumônier, Jean de Grand-Prie, vend aux Quinze-Vingts une maison avec l'autorisation du roi (inventaire des Arch. hosp., n° 1093, 1094).

7 1317, JJ 53, n° 33

8 Canton de Marly (Seine-et-Oise), janvier 1320 (n. s.) JJ 59, 339

9 Ex. « *Ob nostre et progenitorum nostrorum animarum eruedium et salutem* » JJ 56, n° 290. — Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXV, fol. 322

10 JJ 53, n° 228. Il confirme aussi leurs statuts « *lesdits écoliers doivent être Français natus du royaume* » JJ 53, n° 13. Il confirme de même les privilèges de l'université d'Orléans, 1320 *Ordonn.*, t. XI, p. 473. — cf. *Gallia Christ.*, t. VII, p. 258

Presles, son conseiller¹, le cardinal Lemoine, « son ami² ». Il leur fait lui-même des dons en argent et en revenus³; il leur accorde des bourses⁴; il les appelle « ses chers écoliers » : il compare le collège de Navarre « à une jeune vigne dont il attend des poussées vigoureuses⁵ ».

Les collèges ont parfois grand besoin de la protection royale. La ville de Nevers est troublée par une véritable émeute qui en veut à l'instruction publique : les habitants réunis en armes attaquent les écoliers et les docteurs, malgré la sauvegarde du roi; ils en blessent plusieurs grièvement, brisent les chaires des professeurs et rendent les cours impossibles; mais Philippe le Long envoie à Nevers des commissaires pour rétablir l'ordre, le Parlement se saisit de l'affaire, et les principaux coupables, condamnés à des amendes envers le roi et à des indemnités envers leurs victimes, sont emprisonnés jusqu'à ce qu'ils se soient acquittés⁶. De tels exemples montrent que la sauvegarde royale n'est pas un vain mot sous un roi tel que Philippe le Long.

Il est si vrai que les services rendus par la royauté sont ap-

1 Raou de Presles avait fondé avec Guy de Laon, trésorier de la Sainte Chapelle, en 1311, le collège de Presles, rue Saint-Hilaire, à Paris (Bibl. de l'École des Chartes, L. XXXIX (1878), p. 64).

2 JJ 58, n° 81. Le cardinal était mort en 1311.

3 Ex. Don de 66 livres aux écoliers de Navarre (Bibl. nat., nouv. acq. fr., ms. 5839 fol. 1, — donation de livres et de terres au collège de Navarre (JJ 53, n° 228), — « à ses chers écoliers de la Sorbonne à Paris » (*dilectis nostris scholaribus universitatis Parisiensis*). JJ 53, n° 233.

4. Il a un officier chargé « des bourses à donner aux écoliers », *bursarium scholaribus largienturum*; cet officier s'occupe en même temps des travaux publics (JJ 54 A, n° 101).

5. JJ, 53, n° 228.

6. Par exemple Oudet de Brialest est condamné à 300 livres d'amende, un nommé Chaïche-Fosse est privé à perpétuité de son office public de sergent-terrier; les quatre « élus », sortes d'échevins, Laurent la Bise, Jean de Corbigny, Raoul Gros et Pierre le Selier, sont condamnés solidairement à 1000 livres d'amende (environ 100 000 fr. d'aujourd'hui), cinquante et une personnes, dont nous avons aussi les noms, sont condamnées à 500 livres tournois, pour les violences et les dégâts dont elles se sont rendues coupables, les deux principales victimes reçoivent 540 livres de dommages-intérêts, et les quatre docteurs insultés (Étienne de Châteauneuf, etc.) chacun 100 livres tournois, les « badoux » reçoivent la même somme. Arch. nat., X 1, A 5, fol. 40 v°.

précises des classes populaires, que sa domination directe est recherchée comme un bienfait.

Nombre de villes sujettes de seigneurs laïques ou ecclésiastiques demandent à se séparer de leurs seigneurs particuliers pour passer « sous la domination et la juridiction directe du roi¹. C'est ainsi que les habitants de Limoges offrent à Philippe le Long de lui prêter serment de fidélité, au lieu de le prêter au vicomte de Limoges². La ville de Laure, qui appartient à la fois au roi et au vicomte de Narbonne (Aymeri VI), demande à n'appartenir qu'au roi³, et lui offre 4700 livres tournois de revenu annuel; Philippe le Long, considérant le zèle des habitants, le nombre des feux (qui est de 600) et « le nombre des nobles », considérant aussi que Laure est la seule ville du Mervois où le viguier puisse tenir ses assises, et enfin que le pariage avec le vicomte n'est pas encore irrévocable, accepte les offres des consuls et réunit la ville à la couronne⁴. Les habitants de Cajarc⁵, sommés par leur seigneur l'évêque de Cahors de se mettre sous son enseigne pour aller servir le roi en Flandre, refusent d'y aller de son commandement, mais se déclarent prêts à obéir aux ordres directs du roi⁶. Les habitants d'Abbeville se soulèvent contre Édouard II.

Au défaut d'annexion complète, plusieurs villes sollicitent un traité de pariage qui leur donne le roi pour nouveau seigneur, concurremment avec l'ancien. Philippe le Long, a

1. « *Tenebantur immediate sub jurisdictione et tuitione domini regis absque alio feodum* ».

2. Bibl. nat., coll. Doct., t. CCXII, fol. 335. Le vicomte de Limoges Jean, en devenant duc de Bretagne, avait cédé la vicomté à son frère Guy VII, mais comme il en avait antérieurement fait donation à sa femme Isabelle de Castille, Isabelle demanda l'arbitrage du roi et obtint gain de cause à charge de payer à Guy une compensation pécuniaire de 8000 livres de rente. — La vicomté appartenait donc à Isabelle et à son mari Jean III, le duc de Bretagne dont la mort devait amener la guerre des deux Jeanne.

3. « *Quod ad domini regis ratione proprietatem, dominium et jurisdictionem manerium reducere disparetur* ».

4. Lance 1465, « *Dictum castrum de Laure cum juribus, pertinentiis, alio et brevis jurisdictione, non obstante paraggio supradicto, sub immediatis proprietate domini et jurisdictione domini regis perpetuo retineatur* » 1316, 39 v. 16° 362.

5. Arrondissement de Figeac (Lot).

6. 1317 (Bibl. nat., coll. Doct., t. II, fol. 90). — Autres exemples : Montfermeil (Drôme), 41 39, n° 11, — Fronton (arrondissement de Toulouse), etc.).

l'exemple de ses prédécesseurs¹, conclut plusieurs de ces traités qui ont le double avantage d'étendre sa domination directe et d'assurer aux villes ainsi favorisées sa protection puissante², en attendant mieux.

Enfin beaucoup de villes qui ne peuvent demander ni l'annexion ni le pariage royal, auquel leur seigneur ne se prêterait pas, par exemple la commune de Gand en Flandre, ont au moins le roi comme « especial gardien » ; ainsi Philippe le Long, qui se garde bien de refuser l'alliance des Gantois, s'engage « à les défendre contre tous et en tout cas, à protéger particulièrement les « Trente-Neuf » contre les injustices du comte, à exiger de lui qu'il les exempte des contributions de guerre, etc.³ » Cette sauvegarde royale est une sorte de protectorat consenti et recherche qui prépare l'annexion.

Quant aux villes de la couronne, celles qui n'ont d'autre seigneur que le roi, elles recherchent comme une faveur la promesse « de ne jamais être mises hors de la main du roi et de ne jamais être séparées de la couronne⁴ ». Parmi celles qui l'obtiennent pour leur fidélité, « par grâce spéciale », on peut citer la Rothière⁵ (en Champagne), Capdenac⁶, — Saint-Christophe et Saint-Sardos en Navarre⁷, Fronton, Monbeton, Ville-neuve et plusieurs autres petites villes situées sur la frontière d'Aquitaine⁸, — Lille, dont les habitants veulent être assurés de

1. Luchaire, *les Institut. monarchiques*, t. II, p. 187.

2. Ex. JJ 49, n° 13.

3. JJ 44, n° 421, 422, 423, 518, 521, 524. — Cf. JJ 43, n° 137, 204.

4. Ex. « *Non ponet extra manum suam* » : — « *sub corona Francorum in perpetuum remanebit* » ; — « *sub dominio regum et corona Francie perpetuo remanebit* » ; — « *non separabuntur a dominio regum nec corona Francie* » JJ 56, n° 215, 216. — JJ 79, n° 41 ; — JJ 60, n° 85.

5. « *Etiam si constatum Campanie extra manum regiam poni contingeret* » (JJ 56, n° 184).

6. La lettre adressée aux habitants de Capdenac est fort curieuse par sa recherche d'érudition. Philippe le Long rappelle avec complaisance l'antique importance de la ville, « qui lui a valu, dit-il, le nom de second Lyon, « *Secundum Lugdunum* », sa vigoureuse résistance contre les légions de César : « le manque d'eau seul put la forcer à se rendre, ses habitants furent passés au fil de l'épée ou mutilés, d'où le nom de Capdenac, nez coupés, à moins qu'il ne vienne de la forme de la ville « en tête de navire », etc. », il la remercie de rester fidèle à ce glorieux passé en résistant au roi d'Angleterre comme elle a résisté à César (Bibl. nat., coll. Duf., t. II, p. 11).

7. JJ 56 n° 6, — JJ 59, n° 217.

8. Fronton (arrondissement de Toulouse) ; — Monbeton (Tarn-et-Garonne) ;

ne pas redevenir les sujets du comte de Flandre. Enfin la pacification de la comté de Bourgogne est grandement facilitée tant par la sympathie des bourgeois que par celle du bas clergé pour la royauté française, qui mieux que l'Empereur la protège contre les seigneurs laïques et le haut clergé¹; les villes franc-comtoises souhaitent, comme celles de Champagne, comme celles de Navarre, comme Lille en Flandre, de n'avoir jamais d'autre seigneur que le roi.

Les habitants des nouvelles bastides, qui redoutent leurs anciens seigneurs, à peu près comme les negres de Porto Novo craignaient récemment encore le roi de Dahomey, sont peut-être ceux qui sollicitent avec le plus d'ardeur de rester à perpétuité sous la domination directe de la couronne « pour prévenir les dangers futurs »². Philippe le Long n'a pas de sujets plus fidèles.

Ainsi partout le peuple s'attache au roi comme à son défenseur.

La réaction de 1314 lui a montré quelles misères lui eût réservées le triomphe des ligues féodales.

Le gouvernement de Philippe le Long achève de le ramener à la cause de la royauté.

V. — SERVICES RENDUS AU ROI PAR LE PEUPLE

Le peuple est dévoué à cette royauté, qui souvent le rudoie, mais qui le défend contre les tyrannies seigneuriales. Geoffroi de Paris est certainement l'interprète de l'opinion générale, quand il montre, en longs développements imagés, que le roi et le peuple ont les mêmes ennemis : les grands mangent le

pour Villeneuve, nous n'avons que l'embaras du choix JJ 60, n° 39, — autres exemples JJ 56, n° 243, 240, 401, 467, 555.

¹ V. de Piepape, *Hist. de la Franche-Comté*, t. I, p. 48, 64, sqq.

² Par exemple celles de Brisalesta (JJ 56, n° 416), — de Montguard (JJ 60, n° 231), — de Moncabrie (arrondissement de Lavaur, Tarn), JJ 60, n° 111, — autre exemple JJ 56, n° 15.

peuple : ce sont des serpents, des vautours, des poissons voraces :

*Ainsinc en ce monde qui mîle
Le riche le pourre mengîe¹.*

Et continuant la même parabole, qu'un peu de pédantisme transformerait aisément en théorie philosophique, il prie « *Phelippe de Loys le frère²* », de protéger « les petits poissons » ; qu'il tende ses filets, pour que les gros soient à leur tour « *pris et mangiez* ».

Si en sunt les petiz vengiez.

Que le roi soit doux envers les petits :

Fiant mites principes populi

souhaite le texte lat.n,

Et sois pastour et non pas lous³

conseille le texte français Qu'il soit pacifique ; qu'il évite les guerres non nécessaires :

*De là viennent toutes et toutes
Quant le roy chevauche en batailles.*

Mais qu'il soit sans pitié « pour les ennemis de la patrie », c'est-à-dire (en 1316) pour les rebelles

*Hostes regni repellas longius.
Igitur, rex, pugna pro patria.*

Qu'il écrase cette « gent dénaturée ».

*Oing les bons et poing les mauvais
Tu dois estre pierre adurée,
Et glaive acéré et espée,
Pour maintenir ton lènement
Si que ne soit pas mespriée
Dont tu as le couronnement.*

1. Bibl. nat., ms. fr. 146, fol. 54.

2 Ce passage montre clairement à quel prince s'adresse Geoffroi de Paris

3 *Ibid.*, fol. 52

L'heure est venue d'agir avec vigueur, après « le sommeil de Louis X » :

*Hora, rex, est de sompno surgere
Ergo surge¹.
Rebellantum vires debilita;
Sis dux et lux, et rex et lex prima,
Revertatur et lex et equitas.*

Et il salue avec enthousiasme l'avènement de Philippe le Long :

*Lors content le grant temps venir.
Le temps a grant victoire et force.*

Qu'il use de sa force, pour mettre fin au « triboulement », pour débarrasser « le lis des épines qui veulent l'étouffer » Un roi est fait pour commander, au nom du bien public :

*De ce proverbe le souriengne
Fui que dois, et riengne que riengne;
Ne autre conseil ne croi pas,
Faus tu besoigne pas a par,
Et Diez te le dunt et octroie.
Amen ! quer se seroit grant jou !*

le texte latin n'est pas moins expressif :

*Rex Philippe, tu regni dicaris
Capud; ergo subditis impera.
Imitator regalis generis,
Antiquorum genus regenera,
Et de flore da fructum operis
Tanquam a re plus rex quam littera².*

Louis X n'a été qu'un roi nominal, Philippe sera un vrai roi, et le peuple le soutiendra de tout son pouvoir :

*Ut tu prosis et possis regere,
Populus est tibi propitius.*

On ne peut souhaiter une profession de foi plus nettement royaliste.

1. Cf. le texte français « Mes com cœ se doit corceiller »

2. *Ibid.*, fol. 49, v^o

Ces vers seraient sans valeur historique s'ils exprimaient les flatteries d'un courtisan ou les illusions d'un sot, mais les faits sont d'accord avec les paroles.

Comme le remarque Philippe le Long lui-même, « le peuple prise peu les nobles¹ ». Nulle part les classes populaires ne se joignent aux « alliés »; elles se défient de leurs promesses et restent sourdes à leurs avances. *Nous ne sommes mie faiseurs de comtes d'Artois* », répondent par exemple les bourgeois de Calais aux nobles artésiens.

L'institution des milices et des capitaines montre aussi de quel côté est le peuple : elle est demandée par ses procureurs à l'assemblée de Paris; elle a pour but de combattre les lignes féodales; grâce à elle, dit le roi « *les bones gens seront plus prest pour nostre droit et le leur deffendre* »; la cause du peuple se confond avec celle du roi².

Les villes de la frontière du nord, telles que Saint-Omer et Calais, sont celles dont le dévouement est le plus méritoire : non seulement elles ferment leurs portes aux rebelles, artésiens ou flamands, mais elles ont à repousser des attaques, à racheter des prisonniers, à supporter des famines. Nous possédons de nombreuses lettres où le roi les remercie « *de leur grant affection et bone volenté* », car « *tousjours si sont ils portez loialement et fermement es guerres de Flandre et d'Artoys, pour cause desqueles il leur a convenu a faire grant mures et sustenir grantz domaiges, oppressions, peines et despens* ».

Les autres villes du royaume contribuent à « *restreindre les rebellions et desobeissances* », soit par des envois de troupes, soit par des subsides en argent³. Le *Trésor des Chartes* nous montre par plusieurs exemples que Philippe le Long emploie

1. JJ 53, n° 1.

2. V. ci-dessus Restauration, p. 113), « *avec les cueurs de menu peuple si eust en telle manière a luy adjoint que non pas seulement ceux de Paris mais toutes les autres communes de son royaume lui promirent a faire aide et secours et garantie contre toutes gens, et spécialement contre les barons aïez* » (Grecu Paris, anonyme, dans les *Mémoires de la Société de l'Hist. de Paris*, t. XI, p. 27).

3. JJ 58, n° 294. — Arch. mun. de Saint-Omer, t. LVIII, n° 5. On peut citer aussi la ville de Gand et ses *Trente-Neuf* (JJ 54 A, n° 422, 423).

4. Ex JJ 53, n° 116, 117, 118, etc.

les milices urbaines, non seulement celles des villes frontières ou voisines du théâtre de la guerre comme Saint-Omer et Saint-Quentin¹, mais encore celles des villes du Centre et du Midi telles que Cahors² et Saint-Antonin de Rouergue³. Les consuls de Narbonne, requis d'envoyer des hommes en Flandre, répondent que leur ville, étant maritime et sur la frontière du royaume, ne doit pas être dépourvue de gens d'armes⁴, mais la plupart des villes obéissent sans observation.

Comme son père⁵, Philippe le Long préfère aux contingents fournis directement l'argent qui lui permet d'entretenir pendant toute l'année des troupes salariées, « chevaliers, écuyers à cheval, gentilshommes de pied et sergents de pied⁶ », et invite les villes à financer, en leur dépeignant les ennuis du service personnel. C'est ainsi qu'en 1319 il demande aux villes des bailliages au subs de pour en finir avec les Flamands : chaque bailli, accompagné d'un chevalier ou d'un clerc du roi⁷ va de ville en ville, réunit les notables, leur expose le péril du royaume, leur promet au nom du roi que le subside ne sera employé qu'au paiement des sergents⁸, et qu'il ne confère pas au roi de droit nouveau (à cet effet le bailli doit remettre à chaque ville, si elle le demande, une lettre de non-préjudice,

1 Par exemple le 15 novembre 1317, Philippe le Long mande « a ses ames et p'aux le maire, les jurés et tous les habitants » de Saint-Quentin, de se tenir « garnis de chevaux et d'armes, selon la condition de chacun » et d'être prêts à le suivre pour la mi-carême (1318), la où il les vouldra mener et envoyer, « car nous n'avons mieus nous abandonner à tous les peus en poursuivant le bon estat du royaume que de vivre longuement en souffrant les tribulations où il est encore » (JJ 35, n° 66).

2 Lettres analogues (en lat n) à la ville de Cahors. JJ 35, n° 69.

3 Bibl nat., coll. Daut., t. CXLI, fol. 60.

4 Coll. Daut., t. LII, fol. 37 (1319).

5. Sous Philippe III le Hardi, les villes peuvent choisir entre le « *servitium* » et la « *financia* ». V. Langlois, *Philippe III*, p. 339.

6 Ex. « *subsidium certi numeri mercenarium tam peditum quam equitum pro custodienda frontiera terre Flandrensis, seu pro expeditione predictae guerre finaliter consumanda* » ; « *quicquid pro dictorum stipendiis necessarium fuerit* », janvier 1319 n. s. (JJ 35, n° 115, 116, 117, 118). Un sergent de pied non gentilhomme reçoit deux sous de gages par jour, le gentilhomme de pied reçoit trois sous (Bibl. nat., coll. de Camps, t. LXXXII, fol. 5, 89 et 103).

7 Par exemple : Gervais le clerc du secreti, Pierre Brunet (notaire de l'hôtel), Guillaume Arnard et Pierre Boell, maîtres des requêtes du Parlement l'abbé de Sainte-Foyeave, etc. (JJ 35, *ibid.*).

8 « *In usus alios minime convertendum* » (JJ 35, n° 115).

constatant que le subside est accordé de plein gré et sans conséquence)¹.

Nous ignorons malheureusement le chiffre de ces aides de l'ost; nous savons seulement que certaines villes, par exemple Amiens², se distinguent par leurs sacrifices pécuniaires, et que le roi les remercie de leur dévouement³.

Le peuple contribue encore largement à la paix en payant sa part des subsides destinés en apparence au voyage de Terre Sainte, mais en réalité à la lutte contre les rebelles. Il est juste d'ajouter que, la Flandre et l'Artois pacifiés, Philippe le Long rend aux villes la moitié des subsides devenus sans emploi⁴.

Si les rébellions du Nord et le projet de croisade permettent au roi de demander des subsides aux trois ordres de la nation, ce sont les classes populaires qui, sous Philippe le Long comme sous ses prédécesseurs, assurent au trésor la plupart de ses ressources ordinaires, revenus domaniaux, taxes d'exportation, droits sur les foires, taxes sur les Italiens et sur les Juifs, ventes de privilèges, etc.⁵ Ce sont encore les classes populaires qui paient l'aide ou subside levé à l'occasion du mariage de la fille de Philippe le Long, Jeanne, avec le duc de Bourgogne; nous savons que la ville d'Amiens, par exemple, paya pour sa part 4000 livres, que Paris paya 2100 livres en 1318 et 1000 en 1319⁶.

1. « *Non ex debito, sed de gratia speciali* » (coll. *Doat*, t. CXIX, fol. 48). Cahors reçoit une de ces lettres (coll. *Doat*, t. VI, fol. 254). Les villes sont censées offrir ce subside volontairement par l'organe de leurs « capitaines » ou de leurs notables, mais les particuliers (*singulares persone*) n'ont pas le droit de s'y déroger : « *negligentes ad hoc faciendum, pensatis ipsarum facultatibus, compellatis et inobedientes puniatis* ». JJ 55, n° 116 et 121, — cf. JJ 55, n° 89 et 91.

2. JJ 55, n° 200.

3. « *Commendando ipsos de fidelitate sua et confortando eos ut in bono proposito perseverent* ». Ex. : JJ 55, n° 43. Nous voyons en outre la ville de Saint-Omer prêter au maréchal de France Jean de Beaumont des sommes considérables « pour la défense de la ville »; le maréchal s'engage à les rembourser (14 oct. 1317). Arch. mun. de Saint-Omer, CXLIV, n° 5.

4. Ex. : JJ 58, n° 391.

5. Ex. : JJ 60, n° 39.

6. JJ 60, n° 86. Pour tous ces revenus nous ne possédons que des fragments de comptes et des chiffres très partiels, sans qu'aucun renseignement nous renseigne ni sur l'assiette ni sur la perception (Ex. : Bibl. de Rouen, ms. 3408 (coll. Leber), fol. 29. Il est certain que cette aide payée à l'occasion du mariage

Le chroniqueur de Saint-Denis nous raconte que Philippe le Long ne se contenta pas de ces ressources tant ordinaires qu'extraordinaires, et qu'il voulut encore avoir le « quint » (le cinquième) du revenu de chacun. « *Les bourgeois de Paris et des autres bonnes villes se merveilloient et disoient : « Qu'est devenue la rente du royaume, et les dimes (decimes), et les annates des bénéfices, et la subvention des Juifs et des Lombards? Il n'a tenu chevauchées, ni fait d'édifice si comme son père fit; où est fondu tout cela? » On pensoit que aucuns qui estoient auour de lui l'avoient conseillé de lever cette exaction pour mieuz embourser¹. »*

Il est possible que le gouvernement de Philippe le Long ait, comme tant d'autres, levé quelques impôts de trop et distribué quelques largesses scandaleuses; mais on doit remarquer que le chroniqueur de Saint-Denis est le seul qui l'accuse « d'exaction »; le Continuateur de Nangis² et Jean de Saint Victor³ se contentent de rapporter un bruit qui court⁴; encore présentent-ils le nouvel impôt projeté comme étant la condition nécessaire de l'uniformité des poids, des mesures et des monnaies. Il est donc probable que les ennemis de Philippe le Long, particulièrement les barons menacés par ses réformes, essayerent de soulever les « gens du commun », en représentant l'uniformité des poids, des mesures et des monnaies comme une charge nouvelle. L'opposition est coutumière de ces procédés. Ils reprenaient leur tactique de 1314, mais il ne paraît pas qu'ils aient « *grant gent avuylée* ».

C'est que les classes populaires, plus clairvoyantes, étaient revenues de leur indécision. Après le règne despotique de Philippe le Bel, en face de l'apathie de Louis X, elles s'étaient laisse parfois séduire par les avances des ennemis de la royauté. Mais le retour offensif de la féodalité et l'avènement

de Jeanne était très inférieure à l'aide de l'est (V. l'anglais, *Philippe III*, p. 3-40), mais elle produisait une somme encore considérable, qu'on peut évaluer approximativement à plus de 100 000 livres pour tout le royaume (environ dix millions d'aujourd'hui).

¹ *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 703.

² *Hist. de France*, t. XX, p. 450.

³ *Hist. de France*, t. XXI, p. 67. — et Girard de Frachet, *ibid.*, p. 37.

⁴ « *Pl' creditur.* » — « Quod tamen non verisimile videbatur. »

de Philippe le Long leur a rendu la vue nette de leur intérêt et de leur devoir, il n'est plus question de ligue, même simplement théorique, entre elles et les ennemis de la royauté. A ceux qui leur crient : « Guerre au roi », elles répondent : « La féodalité, voilà l'ennemie ».

Si l'on rencontre, sous le règne de Philippe le Long, des différends des villes avec le roi et même quelques troubles populaires, ce ne sont que des accidents locaux et sans importance politique, analogues aux rares contestations du clergé avec le roi.

Les documents d'archives nous laissent apercevoir ici des tentatives d'empiétement sur la juridiction royale¹, là une ville qui fait des difficultés pour fournir des soldats et de l'argent², là des sergents du roi insultés par le menu peuple, à l'occasion d'une levée de subsides, de la saisie d'un château, ou de quelque abus de pouvoir. Une bande d'émeutiers surexcités crient : « Nous ne connaissons ni roi ni reine³ », mais ces cris restent sans écho; ces désordres sont facilement réprimés par les propres moyens des baillis ou même des prévôts; les juridictions locales ou le Parlement condamnent les coupables, qui sont peu nombreux, à des peines qui paraissent avoir été légères, surtout à des amendes. Aucun de ces accidents ne rappelle l'émeute Barbette.

La grande masse du peuple est redevenue docile et dévouée, depuis que la royauté n'est ni la tyrannie de Philippe le Bel, ni l'imbécillité de Louis X. Comme sous les rois du XII^e et du XIII^e siècle, le peuple, suivant l'exemple du clergé, s'attache à la royauté d'un attachement opiniâtre, il lui donne son sang et sa liberté parce que, en comparaison de la brutalité et de l'anarchie féodales, la royauté est, malgré ses abus, le gouvernement du droit et de la justice, parce que Philippe le Long, sans mériter d'être canonisé comme saint Louis, a ramené la royauté à sa fonction, qui est de protéger les petits et les humbles.

1. Par exemple à Pampelune (Bibl. nat., coll. Duchesne, t. XCIX, fol. 53).

2. Par exemple Narbonne (V. ci-dessus, p. 400).

3. A Vic (Ariege), et à Corrensac (Haute-Garonne), X 1, A 5, fol. 38 v^o.

CHAPITRE X

LES CLASSES MAUDITES ET LES MISÈRES PUBLIQUES

(FAMINES, PASTOUREAUX, LÉPREUX, JUIFS, HÉRÉTIQUES, CRIMINELS)

Si le progrès des institutions est rapide au commencement du xiv^e siècle, particulièrement sous le règne de Philippe le Long, il n'en est pas de même des mœurs, qui semblent marcher vers la barbarie plus que vers la civilisation.

La misère est extrême, non seulement dans les pays troublés par la guerre, comme la Flandre et l'Artois, mais jusque dans les provinces les mieux partagées, telles que la Normandie¹, et à Paris même. Le peuple vit au jour le jour : il suffit d'un hiver trop froid, d'un printemps trop sec, d'un été trop pluvieux pour amener la détresse. La récolte avait manqué en 1315; les semences d'automne avaient gelé et le blé de mars n'avait pas mûri, malgré le défilé des longues processions où les hommes, nus sous l'averse, promenaient à travers les champs boueux les reliques de leurs saints pour demander à Dieu le retour du soleil². L'année 1316 ne fut pas meilleure : deux ans de suite les champs et les vignes ne donnèrent que des produits insuffisants.

1 Ex. : *Continuateur de Nangis, Hist. de France*, t. XX, p. 614; — ou édit. Gouad, t. II p. 12; — *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX p. 638.

2. Par exemple dans les environs de Saint-Denis (*Continuateur de Nangis, Hist. de France*, t. XX p. 614).

et les marais salants ne firent pas de sel, faute de chaleur¹.

Depuis le milieu de 1315 jusqu'aux récoltes de 1317 et au rétablissement des prix normaux (qui ne fut possible qu'après la Pentecôte de 1318)², toute la France fut en proie à la famine pendant deux ou trois années³. Le setier de blé⁴, qui valait ordinairement de 10 à 15 sols parisis, en coûtait 60 à Paris, et 80 dans certaines villes⁵. Seuls les riches pouvaient se nourrir à ce prix; ceux qui possédaient quelques ressources, sans être en état d'acheter du pain, mangeaient des fèves, des pois, des lentilles, des glands; quant aux indigents « *plusieurs hommes et femmes, pources créatures, labourans de faim par rues et par places à Paris mouraient* »⁶. À la frontière de Flandre, dans les villes, les riches mouraient comme les pauvres, parce que la guerre empêchant tout approvisionnement, les rues de Tournay étaient des cloaques pleins de

1 Long hiver sans en 1321-22 *fr. Chronica rotomagensis continuatione, Hist. de France*, t. XXII, p. 349.

2 « L'an mil CCC VIII et III,
Sans vendengier et sans blé batre,
Fut lors Diez le chier temps abatre ».

(*Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 701, et *Chron. anon., Hist. de Fr.*, t. XXI, p. 152) — « Ayant recordance de sa miséricorde, print compassion à la poureté et misère humaine. » Bibl. nat., ms. fr. 9002, fol. 153 v°. — Cf. Bibl. nat., ms. fr. 1310, fol. 83; — Bibl. nat., ms. fr. 16132, fol. 401 (Chronique); — *Chron. anonyme, Hist. de France*, t. XXI, p. 152.

3. Même famine en Angleterre. « *Non est ulla temporibus nostris in Anglia, nec audita centum annis retroactis tanta carities* » (1316). *Chronicles of the reigns of Edward I and Edouard II*, vol. II, auctore Malmesberienus Edition William Stubbs, p. 126, — *Thomas Walsingham (Historia anglicana*, t. I, p. 14) raconte que, dans les prisons, les prisonniers se mangeaient les uns les autres.

4 Le setier de blé équivalant, à Paris, à 156 litres environ d'aujourd'hui, il a la même valeur commerciale que 100 livres de farine (Bibl. nat., coll. Douai, t. I, p. 284), à 80 sols parisis, il coûte donc environ 7500 sous ou 375 fr. d'aujourd'hui, pour juger de cette disette, il faut donc imaginer le pain d'aujourd'hui à 3 ou 4 fr. la livre. Le prix baissa, en 1318, à 12 sols le setier, ce qui correspond au prix de 12 sous la livre, en monnaie d'aujourd'hui, prix encore exorbitant, si l'on passe en revue quelques prix normaux d'autres articles, de la gelée par exemple, qui est évaluée à 6 deniers parisis (environ 3 fr. d'aujourd'hui). JJ 56, n° 16.

5. Autres exemples de cherté : le setier d'avoine, en 1316, coûte 27 sous, le setier de pois 14 sols, le boisseau de sel 10 sols « en bonne et forte monnaie ». *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 698 et 701, — *Chron. belges*, t. II, p. 207; — Bibl. nat., ms. fr. 16132, fol. 399.

6 *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 698.

morts décomposés, et la « pestilence » apparut après la famine¹.

Même misère dans les campagnes : les affamés « s'en étoient par les prairies et buissons et cueilloient à manière de bœufs et vaches, et les trouvoit on morts par les champs, par bois et chemins, et les enfouoit on illec en terre sauvage selon que on les trouvoit »². Tous les chroniqueurs nous montrent « les pères et les enfants se disputant les glands et les racines »³, les pauvres mourant par troupeaux sur les fumiers « comme au temps de Jérémie », et si la plupart d'entre eux ne font de cette famine qu'une légère esquisse, c'est par coquetterie littéraire, par crainte des redites⁴. Les documents officiels eux-mêmes, dans leur sécheresse froide, parlent des malheurs du temps⁵, et laissent entrevoir cet enfer.

La superstition ajoute encore aux souffrances réelles. Ces âmes désaccordées, d'où se retire la foi primitive, et où ne pénètrent pas encore la religion de la patrie et le culte de la science, sont remplies de ténèbres et peuplées d'hallucinations. On ne parle que de prophètes sinistres de Gog et de Magog, du déchainement de l'Antéchrist⁶. Tous les maux ont dès lors des causes surnaturelles : la guerre, la famine, la misère, tout fleau est mis au compte du diable, de Saturne, de Jupiter⁷, ou de « l'estoille comete..., signe du ciel qui plu-

1. Chron. belges, t. II, p. 207 (Chron. de Gilles li Muisis), — Bibl. nat., ms. fr. 9002, fol. 133 v^o (ch. unique), — Thomas Walsingham *Historia anglicana*, t. I, p. 146 (« ut vir possent viri mortuos sepelire »).

2. Ms. fr. 9002, fol. 74. Le chroniqueur parle de la Flandre et de la Hollande, mais la France offrait les mêmes spectacles : « Et eut la raiere de bled / mes excus et eut le raiere de sel, et morient sus les fumiers les poveres gens, et bien honnestes gens qui ne pouent recouvrer de pain » (Bibl. nat., nouv. acq. fr. 1396).

3. « car le temps estoit si dur
Que le père faisoit mourir de faim le fiuls »

(Potier, *Documents inédits pour servir à l'histoire de Rouen*, 1812, Rouen.)

4. Pendant les années suivantes les plaintes des chroniqueurs abondent, mais elles se résument en quelques mots : « turbatus elementorum ; — multa damna... », etc. Ex. : *Ex Utiensis monasterii annalibus*, *Hist. de France*, t. XXII, p. 483. — Les épidémies sont fréquentes.

5. Ex. : « preteriti temporis adversitas in regno Francie » JJ. 66, n^o 29, — « ad tantum inopiam, quod vir habent unde valeant sustentari » JJ. 66, n^o 47.

6. Acad. des Inscrip., *Notices et extraits*, t. XXI, p. 305.

7. Ex. : *Chronicles of the reigns of Edward I and Edward II*, vol. 2, Edit. on William Stubbs, p. 226, — *Chronicles and Memorials*, t. II, p. 219, etc.

*seurs jours, à la nuitée, fut veue, denonçant le détriment du royaume de France*¹. »

Le moindre « *trollement de terre* », la plus légère secousse du sol, à peine suffisante pour faire bruire la vaisselle sur les crédences, aujourd'hui humble fait-divers à l'usage des gazettes locales, est consigné par les chroniqueurs les plus sérieux² comme un événement considérable qui, le plus souvent³, annonce une catastrophe⁴. Tout fait qui frappe l'imagination, mort subite, maladie qui terrasse l'homme ou l'animal, adultère, naufrage noyade⁵, inondation⁶, incendie, passe facilement pour l'œuvre du démon ou de ses suppôts attitrés tels que « *sorciers, astrologues et envoûteurs* »⁷.

On a vu les étranges accusations portées contre Mahaut d'Artois, coupable, disait-on, des pratiques de sorcellerie es plus abominables pour frayer à sa fille Jeanne le chemin du trône⁸. On pourrait multiplier les exemples. C'est ainsi que, d'après l'acte d'accusation dressé contre l'évêque de Troyes Guichard, ancien conseiller de Philippe le Bel, le misérable a non seulement entretenu une nonnain, absous un hérétique moyennant finance, pratiqué l'usure, le faux, le parjure et la sodomie, mais, « *accumulant les crimes sur les crimes* », s'est encore adonné à la sorcellerie et a maintes fois consulté le diable à l'effet de faire mourir la reine Jeanne de Navarre⁹.

L'évêque de Cahors Hugues Géraud, accusé d'avoir conspiré

1 *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 658.

2 Bibl. nat., nouv. acq. fr., ms. 1396 (*Chron. que*).

3 Ex. *Contumaceur de Vangis, Hist. de France*, t. XX, p. 616; — *Chron. de Saint-Denis, ibid.*, p. 700.

4 Ex. « *Et ce signefu remonementz et remuementz de royaumes terriens* » Bibl. nat., ms. fr. 90 132, fol. 399 v° (*Chron. de Thomas de Maubeuge*).

5 Ex. 48 pèlerins se noyèrent le 16 septembre 1518, près du Mont-Saint-Michel en peril de mer (*Notre monastère montis Sancti Michaelis, Hist. de France*, t. XXIII, p. 575).

6 Terribles inondations en Flandre, en 1321, par suite de la rupture des digues, *Genealogia comitum Flandrie*, dans Martene et Durand, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 311. — Rupture des barrages de l'Aude, ensablement des étangs, ruine irremédiable du port de Narbonne en 1320 (V. Celestin Port, *Commerce maritime de Narbonne*, p. 180).

7 Ex. *Actes du Parlement*, n° 1200, t. IX, 6158, etc.

8 V. *Pacification de l'Artois*, p. 169.

9 1 438 (Procès criminel de l'évêque Guichard), *Hist. littéraire de la France*, t. XXIV, p. 43; — *Thomas Walsingham, Histor. anglicana*, t. I, p. 145.

contre son compatriote le pape Jean XXII par des pratiques magiques, est soumis à mille avanies, condamné, dégradé, traîné sur la claie¹, écorché vif, écartelé et brûlé à Avignon; après quoi ses restes sont enfermés dans un sac et suspendus au gibet², pour servir d'exemple.

La croyance aux sorts et aux « *voults* » ou envoûtements paraît générale. Charles de Valois accuse Jeanne de Latilly d'avoir voulu l'envoûter jadis (*olun*), aussitôt elle est jetée en prison au Châtelet de Paris; ses biens sont saisis; trois commissaires, Girard de Châtillon³, Thomas de Marfontaine et Hugues de la Celle⁴ sont chargés par le roi de faire une enquête; ils interrogent la veuve d'Enguerrand de Marigny, font appliquer Jeanne à la question, et, bien que les tourments soient variés⁵, il est impossible de prouver sa culpabilité, même par des aveux. en conséquence les commissaires ordonnent de la remettre en liberté et de lui restituer ses biens; le roi la réhabilite⁶.

Girard de Châtillon et « autres personnes dignes de foi » accusent Huguenin de Boys-Jardin, écuyer, d'avoir fait mourir le sire de Saint-Yvain et plusieurs autres, « *par invocacion et conjuracion du déable, comme par autres voyes et ars deffendues et veuz (voults) de cire batisiez de mauvez prestre* ». Cette fois le Parlement croit à l'accusation, mande au comte de Nevers de faire justice « *hastivement, qu'il soit à touz bone exemple, et dotence de tels faiz fere en nostre réaume* ».

1 « *Tractus, de pulvis Papæ ad pedes equorum per totam civitatem* » *ibid.* (1317).

2, 1317, *Gallia Christiana*, t. I, p. 131.

3 « *Tullus erret* » ce sont ces petites statuettes de cire que l'on modelait à la représentation des personnages dont on voulait se débarrasser, ou les faisant baptiser « par un mauvais prestre », puis on leur traversait le cœur avec des épingle; ce « sort » devait amener rapidement la mort de la personne envoûtée.

4 Le noble normand qui est du parti du roi (v. *Succession*, p. 93 et 95).

5 Ces deux derniers appartenant au Parlement.

6. 22 avril 1319. JJ 39, n° 20.

7 « *Lacet dicta Johanna diversis et pluribus questionibus penta fuerit.* »

8 « *Audita nostrorum commissariorum relatione, et diligenter de verbo ad verbum considerata et intellecta, in presentia fidelis nostri R. Valentis et plurimorum de consilio nostro, ea laudamus, ipsamque Johannetam innocentem et immunem a predictis et legitime purgatam absolvimus, et eandem ad famam suam, et patriam, bonoque sua omnia restituvimus* » (ma. 1319) JJ 39, n° 20.

9. 6 octobre 1317, *Actes du Parlement*, n° 3013.

L'influence même qu'un homme prend sur un autre passe aisément pour diabolique¹.

Cet état morbide, fait de misères et de superstitions, produit une sorte de renaissance de la barbarie. Aux atrocités et aux étrangetés communes au moyen âge tout entier se joignent des « nouvelletés » particulières, dont les plus expressives sont la « muete » (c'est-à-dire l'expédition) des Pastoureaux et la destruction des lépreux, deux épidémies morales qui sont au nombre des plus sinistres du moyen âge.

Les Pastoureaux de 1320 ressemblent aux Pastoureaux de 1251². Ce sont comme eux des paysans, surtout des bergers et autres « menues gens », vêtus de sarraux de toile³, les plus pauvres des hommes des champs et les plus prédisposés à l'exaltation mystique par leur vie contemplative où la démence germe, naïfs et fanatiques, « ils quittent leurs champs et leurs bêtes sans prendre congé ni de père ni de mère », et s'en vont devant eux, portant leurs besaces au bout de leurs houlettes⁴; la plupart ont moins de vingt ans⁵.

Beaucoup d'entre eux veulent sincèrement mettre à exécution ce projet de croisade dont on leur parle toujours et qu'on remet toujours depuis la mort de saint Louis; ils s'indignent, comme en un délire, du peu d'ardeur du roi⁶, et se persuadent que les anges leur ordonnent d'aller « oultre mer » sans attendre son signal; ce sont des illuminés qui ont soif de

1. Ex. : « Unde multi estimaverunt quod arte magica uteretur ». Jean de Saint-Victor, *Hist. de France*, t. XXI, p. 359.

2. Meyer les compare aussi aux Bagaudes (*Commentarii*, 1581, fol. 123).

3. « Induti strictis vestibis lineis que gallice dicuntur sarraux (*Chronographia*, p. 252).

4. « Gerebant peras suas cum baculis gallice dictis houlettes » (*ibid.*).

5. Un chroniqueur dit même que le plus âgé n'avait pas vingt ans (*Annales Paulini*, dans les *Chronicles and Memorials of Great Britain during the middle ages*, t. 2, p. 288).

6. On peut juger de leurs sentiments par ces lignes d'une chronique : « Nui ne pourroit estimer les deniers (décimes) qui furent offerts par l'espace de cinq ans (1314-1319), et quand les cinq ans furent passez et les bonnes gens furent prêts, la chose fu délaissée, mais le Pape ot l'argent, et le roy et les autres qui avoient la croiz prise demourèrent par deça, et les Sarrazins sont encorres par dela en leur bonne paix, et croy que encore pevent-ils bien dormir » (*Chronique anonyme*, *Hist. de France*, t. XXI, p. 130).

combats, d'aventures et d'extravagances, dans une de ces crises aiguës qu'on observe à la suite des grandes déceptions, quand les ardeurs surchauffées, après avoir vainement brûlé les âmes se tournent en un besoin fou de vengeance.

Mais, comme toujours, les naïfs à idée fixe sont exploités par des « trufeurs »¹, c'est-à-dire par des meneurs sans scrupule, particulièrement par un prêtre interdit, qui « a été dépouillé de son église à cause de ses méfaits »², et par un moine defroqué, déserteur de l'ordre de Saint-Benoît. Les vrais croisés, les mystiques rêveurs sont noyés dans le flot louche des malfaiteurs de droit commun, des gens sans foi ni loi, sans feu ni lieu, ribauds, routiers, rôdeurs et bandits qui ne cherchent qu'à assouvir leurs haines et leurs passions mauvaises; les mystiques sont conduits par les mystificateurs, dès son début la croisade tourne en jacquerie.

Hâves, amaigris, vêtus de loques, armés de bâtons et de couteaux ces Pastoureaux forment une telle multitude qu'ils s'épandent au loin, irrésistibles, et passent partout « comme un torrent », dit un chroniqueur, — « comme un tourbillon de vent », dit un autre. Ils marchent vivement sur Paris³, envahissent l'abbaye de Saint-Martin-des-Champs, mettent les prisonniers en liberté, puis entrent dans la ville sans résistance; ils forcent même le Châtelet, et le prévôt de Paris, Gilles Hakin, précipité du haut d'un escalier, n'échappe qu'à grand'peine à la mort⁴. Le roi doit se contenter de défendre le palais de la Cité et le Louvre; fiers de leur force, ils lui offrent insolemment le combat dans le Pré aux Clercs; il est réduit à l'impuissance et les laisse aller⁵.

Enhardis par l'impunité, ils gagnent le Berry, puis, con-

1. *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. IX, p. 702, — et Bibl. nat., Nouv. acq. fr., ms. 1396 (*Chronique*).

2. Baluze, *les Papes d'Avignon*, 1692, col. 428.

3. Au nombre de 10000, dit la *Chronographia*, p. 351, mais leur masse grossit sur toute la route, notamment à Paris.

4. « Ils le trebuchèrent » *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. IX, p. 713. Les crimes de son prédécesseur Tapereel étaient bien faits pour échauffer les colères populaires, et assurer aux Pastoureaux de nombreuses sympathies.

5. *le peuple chrestien ne s'en vouloit mesler*.

6. *Contin de Nançay*, édition Leroux, t. II, p. 26.

tournant judicieusement les montagnes, ils se répandent en Languedoc par la Saintonge¹ et par l'Aquitaine, au nombre d'au moins 40 000; maintenant ils ont des armes et des étendards². Partout ils forcent les prisons pour mettre leurs pareils en liberté³; partout ils vivent de pillage, « robant les bonnes gens », sans en excepter le clergé⁴; mais leur folie furieuse s'attaque de préférence aux Juifs : bergers et bandits rivalisent de cruauté envers ces parias que personne n'ose défendre : les Juifs périssent en foule⁵.

Le massacre de Verdun sur-Garonne est resté célèbre : cinquante Juifs, hommes, femmes et enfants, s'étaient réfugiés dans le donjon à l'approche du fléau; bientôt assiégés avec rage, ils se défendirent avec des pierres et des bûches, puis, quand ils n'eurent plus de pierres, si l'on en croit les chroniques⁶, ils jetèrent leurs enfants du haut des murs, en guise de projectiles, mais les Pastoureaux mirent le feu à la porte, et les Juifs, plutôt que de périr dans des tortures sans nom, s'entrégorgèrent. Les chroniqueurs, peut-être pour rendre la scène plus émouvante encore, ajoutent que, quand il ne resta plus qu'un homme vivant, entouré seulement de quelques petits enfants tout en larmes, sur le monceau de Juifs qu'il venait de tuer, il ouvrit la porte aux assiégeants et leur demanda grâce, mais ils le « dépiécèrent pièce à pièce pour l'occizion de Juifs que faite avoit »; quant aux enfants, ils les baptisèrent⁷.

En vain le Pape lance contre eux anathèmes et excommunications, « pour s'être croisés sans la permission de l'Église »; en vain il les voue à l'enfer d'où ils viennent, et leur promet le feu éternel; dans leur imbécile colère de brutes lâchées, ils rejettent toute autorité, se rient du Pape comme du roi, et se

1 Ils incendient la tour de Saintes, *Actes du Parlement*, n° 6220, 6835, 6836, 6837.

2 « Cum armis et vexillis » Arch. du Tarn, Albi, EE n° 3.

3 Bibl. nat., ms. fr. 40132, fol. 402 v° (Chron.).

4 *Hist. satirique, Hist. de France*, t. XXII, p. 15.

5 Ex. *Actes du Parlement*, n° 6220, 6835, 6836.

6 *Contu. de Nungis*, édition Geraud, p. 25. — *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 702. — Baluze, *les Papes d'Arignon* col. 130.

7 Bibl. nat., ms. fr. 40132, fol. 402 v° (chron.).

8 Cf. la bulle adressée à l'archevêque de Bourges (*Gallia Christ.* t. II, p. 79).

dirigent sur Avignon, « continuant leurs méfaits par le chemin¹ », accumulant les crimes « *mala malis accumulantes* », tourmentés d'une fringale de massacre et de destruction.

Partout ils ont pour complice la populace², parfois le peuple et la bourgeoisie, tous ceux qui applaudissent au massacre des Juifs ou qui craignent l'impopularité s'ils font mine de les protéger. A Albi les consuls essaient d'arrêter le flot aux portes de la ville, mais les Pastoureaux forcent le passage en criant qu'ils viennent tuer les Juifs; la populace les accueille comme des amis et comme des frères (*lato vultu*), « par amour du Christ contre les ennemis de la foi³ ». A Lézat les consuls font cause commune avec les Pastoureaux⁴. Il arrive même à des officiers du roi de s'associer au fanatisme populaire.

Ce fut seulement dans la senéchaussée de Carcassonne qu'on parvint à les arrêter. Le peuple refusa⁵, comme partout, de se joindre au sénéchal⁶ pour défendre les Juifs détestés, mais le sénéchal, aidé par le camérier du Pape et par le clergé⁷, put réunir des hommes d'armes en nombre suffisant; il défendit, sous peine de mort, de prêter assistance aux Pastoureaux, leur ferma les portes d'Aigues-Mortes, où ils voulaient s'embarquer sur « la grande mer » à l'instar de saint Louis; il les refoula dans les plaines marécageuses qui entourent la ville, si bien que les Pastoureaux, fourbus et mourant de faim, se dispersèrent pour vivre. Ce fut leur fin⁸ : les hommes d'armes du

1 *Anon de Caen, Hist. de France*, t. XXII, p. 26; *Artes du Parç*, n° 6781, etc.

2. « *Rapine particeps ac etiam condutor.* » Le *Trésor des Chartes* nous montre un clerc (Guillaume Royssel), condamné à 100 livres d'amende par le sénéchal de Saintonge « pour avoir donné aide aux Pastoureaux dans l'incendie de la tour de Saintes » (JJ 59, n° 614), mais c'est là une exception le clergé condamne les Pastoureaux.

3 (Arch. du Tarn, *Albi*, EE n° 3.) Les habitants d'Albi sont condamnés pour ce fait à 200 livres d'amende quelques années plus tard (*ibid.*)

4 Ils sont condamnés en 1322 à 400 livres d'amende pour ce fait (Bibl. nat., coll. Doat, t. II, p. 228).

5 Excepté, semble-t-il, à Narbonne (Bibl. nat., coll. Doat, t. III, p. 14).

6 Aymer de Cros (*ibid.*)

7 *Hist. satirique, Hist. de France*, t. XXII, p. 45; cf. Pollier, *op. cit.*

Mors fuerunt et destruit par les felons juifs

8 Une chronique anglaise raconte qu'ils se rendirent à Avignon, auprès du Pape, puis qu'ils repassèrent par Paris, où ils se signalèrent par leurs excès; elle est en désaccord avec les autres (*Annales Paulini, dans les Chronicles and memorials of Great Britain during the middle ages*, t. I, p. 128 sqq.).

sénéchal, aidés des habitants de quelques villes¹, poursuivirent leurs bandes errantes et les saisirent par milliers; la plupart des prisonniers furent pendus aux gibets et aux arbres, « ici dix, ici vingt, ici trente »; d'autres furent jetés dans les cachots², et « ainsi, concluent les chroniqueurs, cette indiscrete congrégation s'évanouit comme fumée » (1320)³. Les Pastoureaux étaient dispersés et détruits aux trois quarts⁴, mais il resta encore longtemps de leurs bandes dans le Midi⁵.

A peine les Pastoureaux ont-ils disparu de la scène où ils ont joué successivement les rôles de bourreaux et de victimes, que les Léproux y entrent à leur tour, comme des martyrs poussés dans l'arène. Quant aux Juifs, ils ne sont délivrés des Pastoureaux que pour être traités souvent comme les Léproux : leur existence est une suite de cauchemars, d'angoisses et de souffrances; on se demande comment leur race ne s'est pas éteinte dans ces tourmentes.

Le peuple ruiné et endetté, en proie aux famines et aux épidémies, rendait volontiers responsables de ses maux les Juifs et les Léproux : aux Juifs usuriers il attribuait sa misère, aux Léproux répugnants⁶ ses maladies. Il les enveloppa dans une même proscription, au nom de la religion et du bien public.

On sait combien le moyen âge était dur pour les êtres dif-

1. Ex. : Narbonne, Bibl. nat., coll. Douat, t. LII, fol. 67.

2. Leurs biens furent saisis, comme le montrent plusieurs documents, par exemple Regnaud de Molins, notaire du roi, est « *receptor bonorum Pastellorum in senescallia Petragorensi* » (Arch. nat., Kk 1, fol. 6 et 120); — Gentian Tristin, sergent d'armes du roi, est lui aussi receveur des biens des Pastoureaux à Corbeil (*ibid.*). Ces biens ne durent pas être très considérables (il ne faut pas les confondre avec le riche butin qui put leur être repris).

3. Bibl. nat., ms. fr. 10138, fol. 403 (*Chron. de Thomas de Maubeuge*), — *Echronica Rotomagensis continuatione Hist. de France* t. XIII, p. 349, — Baluze, *les Papes d'Avignon*, col. 130. — *Thomas Walsingham, Hist. anglie*, t. I, p. 154.

4. D'après la *Chronographia* (p. 250), un grand nombre d'entre eux auraient été emmenés en Italie par Philippe de Valois (V. *Relations extérieures*, p. 211.).

5. Charles IV, en novembre 1322, se plaint que des Pastoureaux aidés par les habitants de Lézat (Ariège) courent encore en armes et enseignes déployées dans les sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne (Bibl. nat., coll. Douat, t. II, p. 328; — t. CII, fol. 266).

6. Sur les Léproux ou *Mézelis* (Cagots ne se rencontre pas dans les documents de l'époque), ou autres malades considérés comme tels, voir Michel, *Hist. des races maudites*, t. I, p. 284, — cf. *Académie de médecine, séance du 1^{er} novembre 1892*.

formes de corps ou d'esprit¹; le lépreux n'était pas moins suspect que l'épileptique : on aimait à croire que le diable s'en était mêlé.

Une croyance absurde partit tout à coup d'Aquitaine (juin 1321)² et se répandit parmi les masses crédules avec une vitesse prodigieuse. On avait, disait-on, découvert une conspiration épouvantable : les « Mésels » et les Juifs étroitement unis avaient entrepris d'empoisonner les cours d'eau, les puits et les fontaines pour faire périr tous les chrétiens de France et d'Allemagne, en un mot, pour « enherber tout le monde³ ». C'étaient le roi de Grenade, pour se venger traîtreusement de ses défaites⁴, et avec lui le roi de Tunis, qui avaient offert aux Juifs des richesses infinies s'ils leur indiquaient un maléfice infailible pour détruire la Chrétienté; les Juifs avaient répondu qu'ils en connaissaient un, qu'ils ne pouvaient se charger eux-mêmes de le mettre à exécution, à cause des soupçons qu'ils inspiraient, mais que les Lépreux, vivant au milieu des chrétiens, seraient dans les meilleures conditions pour réussir⁵.

En conséquence les Juifs s'étaient abouchés avec les chefs des Lépreux, les avaient gagnés à leur cause à prix d'argent et leur avaient donné l'effroyable recette qu'ils tenaient directement du diable : il s'agissait de préparer une poudre noire et fétide dont les principaux ingrédients étaient du sang humain et de l'urine, des herbes magiques, des têtes de couleuvres,

1 V. *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*, article *Elephantiasis*, p. 474.

2 Vers la Saint-Jean, disent plusieurs chroniqueurs, mais l'ordonnance de Philippe le Long relative aux Lépreux étant du 21 juin 1321, il faut avancer d'une quinzaine de jours la date de départ de cette rumeur, qui arriva, selon les lieux, un peu avant ou un peu après la Saint-Jean.

3. Bibl. nat., nouv. acq. fr., ms. 1396 (*Chron*).

4 Il était en guerre avec le roi de Castille.

5. Le *Trésor des Chartes* conserve deux lettres traduites de l'arabe en français, par un médecin, en présence de cinq notaires, l'une du roi de Grenade, l'autre du roi de Tunis. Le roi de Grenade écrit au juif Sanson et lui envoie quantité d'argent pour décider les Mésels à empoisonner les citernes, les puits et les fontaines. « Cent quinze Mésels, dit-il, ont déjà juré de faire ce qu'il desire », il faut que les autres suivent leur exemple, il lui envoie en outre un poison spécial pour le jeter dans l'eau que boit le roi, et il lui recommande de ne rien épargner pour réussir. — La lettre du roi de Tunis est analogue. J 497, n° 18 (et ancien J 4836, n° 12).

des pieds de crapauds, des hosties transpercées¹ et des cheveux de jeunes filles; un paquet de cette composition, jeté au fond d'un puits, suffisait à en corrompre l'eau au point de tuer quiconque en boirait. — tous les lépreux de la terre « excepté ceux de deux léproseries anglaises » étaient entrés dans le complot, et eurs représentants, érigés en une sorte de syndicat, avaient tenu quatre assemblées générales pour en fixer le plan infâme avec le concours du diable et des Juifs; ils répandraient parmi les chrétiens la mort et la lèpre²; ils cesseraient d'être des objets de dégoût et d'horreur le jour où les chrétiens seraient comme eux; alors ils prendraient leur revanche; ils se partageraient les richesses, les honneurs et les royaumes : tel serait roi de France, tel autre comte de Valois, et la lèpre regnerait sur le monde³.

Quels étaient les auteurs de ces accusations qui nous font sourire, mais qui remplissaient les hommes d'alors d'épouvante et d'horreur? Étaient-elles une revanche des Pastoureaux et de leurs complices latents, qui ne pardonnaient pas aux Juifs de leur avoir échappé? (Les débris des Pastoureaux refoulés du Languedoc avaient certainement fui en Aquitaine.) — Étaient-elles machinées par les sénéchaux anglais pour créer des difficultés à Philippe le Long et empêcher Édouard II de prolonger son séjour auprès de lui? (Le point de départ de l'accusation, sa date et la faveur faite « aux léproseries anglaises » pourraient le donner à penser⁴.) — Enfin étaient-elles tout simplement le truit de l'imagination populaire? (La psychologie des foules est telle que, dès que le soupçon les saisit, elles foulent aux pieds toute critique, et que, plus la calomnie est osée, plus elle s'impose facilement à leur crédulité robuste.) Autant d'hypothèses entre lesquelles il est

1 « *Corpus Domini dictis potionibus miscuerunt* » Baluze, *op. cit.*, col. 130.

2. *Que les autres seroyent méchants ainsi comme ils estoient, ou qu'ils morroyent.* Chron. de Flandre, dans les Chron. Bruges, t. I, p. 326. — Bibl. nat., ms. fr. 1410, fol. 13. — Baluze, *les Papes d'Avignon*, col. 130.

3. *Contin de Nangis*, Ed. Geraud, t. II, p. 34. — *Genealogia comitum Flandrie*, dans Martène et Durand *Thesaurus novus anecdotorum*, t. III, col. 411. — Bibl. nat., ms. fr. 1410, fol. 83.

4. Édouard II est précisément à Paris au mois de juin 1321. V. ci-dessus, p. 265.

impossible de se prononcer; les chroniqueurs contemporains s'occupent peu d'expliquer les événements; un seul se demande d'où peut venir l'accusation, mais c'est pour répondre « qu'il n'en sait rien¹ ».

Il est probable qu'il y eut en Aquitaine, au printemps de l'année 1321, des morts dues à des eaux de puits contaminées, fièvres typhoïdes et autres. Nous savons qu'en 1832, une certaine partie du peuple attribua le choléra à des empoisonnements, et que plusieurs malheureux, soupçonnés au hasard, furent mis en pièces ou jetés à la Seine. Il n'est pas étonnant que la foule détraquée de 1321 n'ait pas montré plus d'intelligence et de sang-froid que celle de 1832, qu'elle n'ait été avertie de son erreur par personne, et qu'elle ait commis des atrocités.

Ces atrocités s'étendirent à toute la France, à l'exception de la Flandre² et de quelques provinces³. Kervyn de Lettenhove glorifie la Flandre « de s'être placée par sa civilisation au-dessus de la barbarie des édits royaux⁴ »; peut-être est-ce simplement parce que la Flandre était la plus éloignée de l'Aquitaine, et parce que le comte de Flandre ne modelait pas sa conduite sur celle du roi.

Ce fut la populace qui donna le signal du massacre⁵ : elle se ruait sur les léproseries et sur les juiveries, pour les mettre à feu et à sang : « *Et faisoit le commun peuple celle justice sans apeller ne provoat ne bailliu, et quand il les avoyent enclos en leurs maisons, il boutoyent le feu dedans⁶.* » Souvent les patients étaient torturés avant de mourir; naturellement ils avaient, comme l'avaient fait les Templiers, tous les crimes dont on les accusait (*dixerunt voluntatem torquen-*

1 « *Ne say dont elle vint.* » Bibl. nat., ms. fr. 1410, fol. 83.

2 « *In Flandria vero fuerunt solummodo capti, sed postea liberati, quod tamen displicuit non paucis.* Chron. des comtes de Flandre, dans les Chron. Belges, t. I, p. 180. — Martene et Durand, *Thesaurus nov. anecd.*, t. III, col. 414.

3 *En Aquitaine et en une grant partie de la Franche, tout li mesiel furent ars* (Chron. de Flandre dans les Chron. Belges, t. I, p. 326).

4 *Hist. de Flandre*, t. III, p. 21.

5 « *Plus per populum quam per secularem justiciam* » E chron. Bel. cont., *Hist. de France*, t. XXIII, p. 319.

6 *Chron. Belges (Isidore et Chron.)*, t. I, p. 326; — Bibl. nat., ms. fr. 1410, fol. 84 (chron.)

tium), et leurs aveux confirmaient le peuple dans sa démence¹.

Cette rage monta de classe en classe. La folie des couches inférieures de la société se communiqua bientôt par contagion à toutes les parties du peuple, aux bourgeois, aux seigneurs, aux officiers royaux, au roi lui-même, mais avec une différence essentielle qu'ils réservèrent leurs cruautés aux Léproux et qu'ils ménagèrent les Juifs. Si absolue que soit la royauté, elle redoute l'opinion publique, et loin de la braver elle la flatte. Il semble qu'en face des masses déchaînées, Philippe le Long, qui a besoin des banquiers juifs, sacrifie les Léproux : on peut dire sans métaphore qu'il fait la part du feu. S'il avait simplement partagé les préjugés de la foule, il aurait comme elle persécuté sans discernement Léproux² et Juifs, suivant la « commune renommée ».

Trois ordonnances désignent « les Léproux fétides³ » à la rigueur des justiciers royaux, non comme des malades qu'il faut isoler, mais comme des révolutionnaires qu'il faut détruire. La première, qui date du 21 juin 1321, est la plus importante⁴ : le roi y recommande à ses baillis et sénéchaux de sévir au plus vite et d'empêcher que quiconque ne s'arroge ce droit, qui n'appartient qu'aux officiers royaux; tous les Léproux, hommes, femmes, enfants de plus de quatorze ans⁵, qui ont échappé jusqu'ici à la fureur populaire, seront donc saisis et jetés en prison; on les interrogera au plus tôt; ceux qui avoueront leurs maléfices seront brûlés; ceux qui refuse-

1. « Sicut facti evidentia et leprosorum legitima confessio patefecit » Bibl. nat., coll. Doat, t. CLVI, fol. 134.

2. Avant ces événements, le roi fait des aumônes aux Léproux (V. ci-dessus, p. 40).

3. Le roi emploie lui-même cette expression. Ex. : Bibl. nat., coll. Doat, t. CIX, fol. 61.

4. L'ordonnance que nous possédons (Bibl. nat., coll. Doat, t. VIII, fol. 115; — et Bibl. de l'École des Chartes, 1856-1857, p. 270) n'est adressée qu'au bailli de Vermandois, mais il n'est pas douteux qu'elle n'ait été générale. « Nous avons fait prendre, dit le roi lui-même dans une lettre au sénéchal de Carcassonne, les messux sur tous les pays de notre royaume » (Bibl. de Rouen, ms. 3409, coll. Leber, fol. 133). — Les deux ordonnances du 16 août et du 18 août 1321 ne sont que des additions à la première (Bibl. nat., coll. Doat, t. CIX, fol. 61), elles sont adressées à tous les bailliages (Bibl. de Rouen, ms. 3409, coll. Leber, fol. 133).

5. « Ordinavimus quod pueri leprosi minores annis quatuordecim. includantur, majores vero quatuordecim, si confessi fuerint reatum suum, sponte sua aut alio modo quod premititur (id est questionibus et tormentis), similiter comburantur ».

ront de faire des aveux seront mis à la torture « jusqu'à ce que la vérité s'échappe de leur bouche », et l'aveu obtenu, ils seront brûlés comme les premiers. Les enfants de moins de quatorze ans, garçons et filles, seront enfermés pour la vie. Les femmes enceintes resteront en prison moins longtemps : elles en sortiront le jour où leur enfant pourra être sevré, et « se passer d'elles », mais ce jour-là elles seront torturées et brûlées.

Tout n'est pas fini avec le supplice et la mort : comme les Léproux sont au plus haut chef coupables de lèse-majesté et d'attentat contre la chose publique, leurs biens demeureront dans la main du roi jusqu'à nouvel ordre, et seront affectés en partie à la nourriture des Léproux incarcérés, en partie à celle des frères, sœurs et autres personnes qui en jouissaient déjà précédemment, c'est-à-dire aux gardes-malades.

En un mot cette ordonnance est une proscription en masse. Un article particulier porte que s'il se trouve des Léproux, hommes ou femmes, à qui la torture n'arrache aucun aveu et dont le crime ne puisse être prouvé, ils seront enfermés à perpétuité, au pain et à l'eau, mais l'habileté professionnelle des tortionnaires rendait cette chance de salut à peu près illusoire ; ils savaient ouvrir les mâchoires les plus rebelles, et il n'échappa vraisemblablement que les cataleptiques.

Quelques esprits résolument optimistes pourraient être tentés de croire que cette ordonnance sauvage fut destinée à satisfaire l'opinion publique et à sauver les Léproux des fureurs populaires. Mais de nombreux exemples prouvent que, loin de rester lettre morte, elle fut appliquée rigoureusement, et que les prisons royales furent, non des refuges hospitaliers, mais des lieux de tourments et de mort¹. C'est ainsi qu'au château de Chinon, dans le bailliage de Tours, cent-soixante Léproux et Léprouses furent brûlés le même jour² ; à Tours on brûla un Léproux qui avait pris, disait-on, le titre d'abbé de Marmou-

1. Ex. : Bibl. nat., coll. Douc, t. VI, fol. 209, — t. VIII, fol. 118.

2. D'après *Girard de Frachet*, ce sont des Juifs qui sont brûlés à Chinon (*Hist. de France*, t. XXI, p. 106), mais les autres chroniques parlent de Léproux. Girard de Frachet a confondu avec d'autres exécutions ou massacres, sans doute avec le massacre de Saintes.

tiers. C'est que le roi suait la peur, comme tout le monde; la cour ne buvait plus que de l'eau de Seine, qu'on envoyait « *querre en tonniauls* »; l'eau de source était proscrite, de peur des « *philtres* ».

Beaucoup de seigneurs montrent la même férocity. Nous savons par exemple qu'à Esquerdes, dans le comté d'Artois, treize « *ladres* » furent « *peinés* » pendant quatre jours par la main du « *pendeur des larrons* » et de ses aides, et que cinq d'entre eux moururent pendant les tourments¹. — Le seigneur de Parthenay, en Poitou, ayant pris sur ses terres un Lépreux « *de grand renom* », lui arracha tous les aveux qu'il voulut, entente avec les Juifs, fabrication de poudre infernale, empoisonnement de puits et de fontaines; ces aveux furent aussitôt transmis au roi.

Philippe le Long s'était réservé la punition des Lépreux comme coupables du crime de lèse-majesté, mais il était plein d'indulgence pour les seigneurs qui « *débarrassaient la surface de la terre d'une pourriture aussi infecte* »; ainsi les barons des sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne ayant massacré un grand nombre de Lépreux, le roi non seulement leur pardonne, mais encore les approuve d'avoir puni avec tant de vigueur « *des crimes abominables qui demandent une répression immédiate* », et dans une lettre que nous possédons, il les décharge de l'amende qu'ils ont encourue, les félicite de leur zèle et les prie de continuer².

Le Continuateur de Nangis, qui compte certainement parmi les hommes les plus instruits de son temps, raconte avoir vu de ses propres yeux, en Poitou, un paquet qu'une Lépreuse avait jeté derrière elle en fuyant : on y avait trouvé la mixture diabolique, infecte et hideuse qui servait à corrompre les eaux, et quand on l'avait jetée dans les flammes, elle avait

1. *Coll. des Chron. Belges, Istore et Chroniques*, t. 1, p. 226. — Les puits royaux furent ensuite curés, nettoyés et gardés (Ex. Bibl. de Rouen, ms 3609, fol. 136).

2. Les bourreux reçoivent 32 sols pour leurs opérations et 15 sols pour l'enterrement des morts, 3 sols par mort (15 francs environ d'aujourd'hui) Richard, *Mahaut*, p. 45.

3. Bibl. nat., *coll. Doat*, t. CIV, fol. 451. — t. III, fol. 94. — t. VI fol. 91; — t. CIX, fol. 61.

refusé de brûler, « ce qui prouvait bien qu'elle était faite du poison le plus violent ». Tous les chroniqueurs partagent les mêmes préjugés : tous voient dans les Lèpreux des conspirateurs qui veulent détruire la chrétienté ; tous remercient Dieu « d'avoir démasqué leur perfidie » ; tous approuvent l'atrocité des supplices.

La persécution ne cessa qu'en août 1321, date à laquelle le roi ordonna de remettre dans l'état antérieur les biens des Lèpreux¹. Quant aux Lèpreux eux-mêmes, ils avaient à peu près disparu, dans le feu qui purifie tout, mais l'ignorance, la misère et la débauche devaient bientôt les remplacer par d'autres ; le roi de Tunis et le roi de Grenade n'eurent pas à intervenir : ce fut la lèpre qui vengea les Lèpreux.

La destruction des Lèpreux ressemble en plusieurs points à celle des Templiers : les uns comme les autres ont le malheur d'exciter la défiance populaire, parce qu'il n'y a pas plus de sûreté, au xiv^e siècle, à faire pitié qu'à faire envie ; la richesse des Templiers et l'infirmité des Lèpreux se transforment, par un même phénomène, en pratiques abominables et en crimes monstrueux concertés avec les Infidèles et avec Satan en personne. Les Lèpreux comme les Templiers sont accusés de vouloir se partager les richesses et les royaumes ; les Templiers comme les Lèpreux « souillent la terre de leur ordure et infectent la pureté des airs » ; le diable, qui pénètre partout, hante les léproseries aussi bien que le Temple. Les uns comme les autres sont donc broyés par la royauté liguée avec la foule : au lieu de protéger ces milliers d'innocents contre ce peuple en délire, les rois les traitent en criminels, se chargent d'en purger la face de la terre et donnent l'exemple de la cruauté. Dans les deux cas ce sont les mêmes tortures, les mêmes supplices et le même résultat final, la destruction.

Philippe le Bel et Philippe le Long sont donc deux bourreaux qui travaillent de main de maître, de père en fils, mais

¹ C'est-à-dire « *omni regis manu* ». V. Dubois, *Hist. ecclési. de Paris*, t. II, p. 194 — et *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, t. III, p. 16 (dans les *Documents inédits*).

² V. Langton, *le Procès des Templiers*, *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1891.

le premier exerce le métier par rapacité, le second par entraînement. Les Templiers sont des banquiers que Philippe le Bel supprime pour s'approprier leurs biens immenses; les Lèpreux n'ont pas enrichi beaucoup Philippe le Long, et il faut chercher l'explication de sa cruauté dans sa barbarie.

La compassion envers les infirmes est un sentiment assez moderne. Philippe le Long et ses contemporains détruisaient les Lèpreux pour détruire la lèpre, comme ils torturaient les possédés, pour incommoder le démon. Les Lèpreux pouvaient dire d'eux, comme les martyrs : « Mon Dieu, pardonnez-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font ». Le moyen âge ne connaissait qu'un antiseptique, le feu du bûcher. X

Ces deux monstruosités, la « muete » des Pastoureaux et la destruction des Lèpreux sont deux faits à date précise, qui, commençant et finissant sous le règne de Philippe le Long, lui appartiennent en propre. Mais ils ne suffisent pas à rendre dans toute son intensité la couleur de cette époque sinistre; il faut y ajouter encore quelques tableaux appartenant à ces longs drames qui durent autant que le moyen âge, dont la scène se passe surtout dans les juiveries et dans les cachots, et dont les principaux acteurs sont d'un côté les Juifs et les hérétiques, mêlés aux criminels, de l'autre les bourreaux et les juges, avec le roi.

L'histoire des Juifs sous Philippe le Long montre bien que l'« antisémitisme », au moyen âge comme aujourd'hui, est un fait social autant que religieux. Il avait été purement religieux dans le premier moyen âge, quand on haïssait sincèrement les Juifs pour avoir crucifié Jésus; c'est au nom de la religion qu'on les avait exclus des corporations et des fonctions publiques, et le peuple croyait vraiment faire œuvre pie en massacrant ces ennemis de Dieu¹.

Mais cette race opiniâtre à vivre s'était rejetée sur le commerce de l'argent, le prêt à intérêt, que l'Église interdisait aux

1. L'auteur de l'*Hist. de la Navarre*, André Favyn, qui écrit en 1612, n'est pas éloigné de partager ces sentiments. Il est persuadé que chaque année les Juifs crucifient un enfant chrétien après l'avoir torturé, qu'ils déclenchent la peste pour

chrétiens, et les Juifs étaient devenus des capitalistes, armés des moyens d'action que donne l'argent, mais aussi méprisés comme usuriers et détestés de leurs débiteurs grands et petits. « L'argent des Israelites est ce qui les tue », dit un chroniqueur allemand en racontant les massacres de 1348 en Allemagne¹, on pouvait en dire autant des Juifs de France; les débiteurs avaient intérêt à se transformer en bourreaux.

Philippe le Bel les frappe comme les Templiers; peu lui importe que les uns aient crucifié Jésus-Christ et que les autres aient combattu pour la Croix; il lui suffit qu'ils soient ses créanciers pour les détruire les uns comme les autres; à seule différence, c'est que contre les Templiers il est réduit à une sorte de campagne de presse pour entraîner l'opinion², contre les « circoncis » il n'a qu'à suivre la foule.

Il les avait donc expulsés en masse, vraisemblablement pour leur vendre très cher le droit de rentrer plus tard (car le Juif était une manière de serf taillable à merci qu'il avait intérêt à conserver, pour en exprimer de l'argent à sa guise), et il avait confisqué leurs biens sur toute l'étendue du royaume³, non seulement dans le domaine royal, mais aussi dans toutes les seigneuries particulières, « en vertu de son droit royal (*jure regio*) ». La foule avait applaudi; mais le roi, toujours en vertu du même droit, s'était substitué aux Juifs pour faire rentrer dans ses coffres les sommes que ses sujets leur devaient. L'enthousiasme qu'avait inspiré l'ordonnance d'expulsion s'était aussitôt calmé: Juifs et débiteurs s'entendaient désormais comme par enchantement, malgré la différence de leur foi, pour dissimuler au roi le plus de créances

empêcher les chrétiens de passer outre mer, que sous Henri IV ils ont donné au Grand Turc 500 000 écus pour abattre le Saint-Sépulchre, et il conclut comme un homme du xiv^e siècle: « L'air odoriférant du beau lys de la France ne peut donner vie et nourrir ces vipères. » (P. 382-383.)

1 V. Zeller (*Hist. d'Allemagne, les Empereurs du xiv^e siècle*, p. 348).

2 V. Langlois (*op. cit.*).

3 75 000 livres tournois (plus de 7 millions d'aujourd'hui) dans la seule sénéchaussée de Toulouse. Au moins une partie de ces amendes servit à rebâtir en pierre le Pont-Neuf de Paris (De Breul, *le Théâtre des antiquités de Paris*, p. 180. — Favyn, *Hist. de Navarre*, 1612, p. 383. — Autre exemple de biens confisqués aux Juifs. *Id.* ibid. n. 274).

possible; en même temps le commerce se ressentait du départ de ses prêteurs ordinaires, que les Lombards (la concurrence) ne suffisaient pas à remplacer, si bien que la foule, mobile, réclamait le retour des Juifs avec les mêmes instances qu'elle avait demandé leur bannissement.

C'est pourquoi Louis X^e, cédant à la « commune clameur », s'était décidé à rappeler les Juifs et à tolérer leur présence « à l'imitation de saint Louis et de la sainte Église de Rome, pour les convertir à la foi catholique par la conversation des chrétiens » (1315)¹. Mais il leur avait demandé 22 500 livres, à payer en douze années² et il ne leur avait pas rendu leurs biens; il avait été convenu qu'ils montreraient leurs titres de créances, que leurs débiteurs seraient soigneusement recherchés et que, des sommes recouvrées, les Juifs auraient un tiers, et le roi le reste, la part du lion³.

Philippe le Long souscrivit à cette combinaison pratique qui avait l'avantage de lui procurer des revenus dans le présent sans en tarir la source pour l'avenir⁴. Pendant tout son règne ses officiers poursuivirent la recherche et le recouvrement des sommes dues aux Juifs⁵; ils y déployèrent la plus grande rigueur : on voit par exemple un nommé Engelbert, accusé d'avoir recélé des biens appartenant à des Juifs, subir la question par ordre du sénéchal de Rouergue⁶.

Les commissaires réformateurs, tels que le comte de Forez et l'évêque de Saint-Malo, s'occupent activement de poursuivre

1. *L'Anonyme de Caen* place à tort leur rappel sous Philippe le Long (*Hist. de France*, t. XXII, p. 26).

2. Bibl. nat., coll. Doat, t. VIII, fol. 104-109, — cf. t. CIVII, fol. 73.

3. JJ 54 B, n° 14.

4. Bibl. nat., coll. Doat, t. III, fol. 29; — cf. J 1030, n° 6, — JJ 54 B, n° 16. Encore les Juifs, effrayés des difficultés et des frais de ces recouvrements, abandonnèrent-ils leur part au roi, moyennant un délai pour payer les 22 500 livres. JJ 54 B, n° 16.

5. Bibl. nat., coll. Doat, t. VIII, p. 100.

6. Ex. *Actes du Parlement*, n° 4372, 190^e, 5881. Le roi « dans chaque baillage et sénéchaussée des commissaires » sur le fait de la confiscation des biens des Juifs : « *Officium basilie Judeorum* » (Ex. JJ 58, n° 206), — « *Commissarii negotiorum et inventariorum judeorum* » (J 1130, n° 5).

7. (1310) *Actes du Parlement*, n° 4310, 5733. Le bayle royal de Narbonne, Jean Beucel, dut sans doute à de puissantes protections d'être traité avec indulgence coupable d'avoir, avec l'aide de sa femme Berengère et de sa servante, recelé

ces recéleurs des biens des Juifs¹. Les instructions de Louis X sont même dépassées : l'administration ne se contente pas de recouvrer les créances « claires et liquides », elle recherche toutes les dettes secrètes qui ont pu être contractées envers les Juifs; c'est seulement en 1321 que Philippe le Long, à la prière des consuls de Narbonne, ordonne de cesser les poursuites de ce genre, c'est-à-dire de renoncer au recouvrement des dettes non établies².

Moyennant cette énorme rançon (22 500 livres et l'abandon au roi des deux tiers de leurs créances), les Juifs obtiennent de vivre dans le royaume de France avec certaines garanties pour leur vie et pour leurs biens³.

Sans doute leur situation y est précaire : ils ne peuvent avoir ni nourrice, ni servante, ni serviteurs chrétiens; ils ne laveront en aucune eau, rivière ou autre, dont usent les chrétiens; ils ne toucheront aucune chose à manger ou à vendre, qu'ils ne l'achètent; ils ne loueront pas leurs maisons à des chrétiens et n'y recevront aucune femme chrétienne; ils ne bailleront usure; ils ne mangeront chair en carême, ni le vendredi; ils ne discuteront jamais avec les chrétiens, si ce n'est avec les Juifs convertis et avec les théologiens (permission peu engageante); ils n'entreront ni dans les maisons, ni dans les églises, ni dans les cimetières des chrétiens⁴.

Ils vivent parqués, marqués, rançonnés, humiliés ils ne sont que tolérés, comme les femmes de mauvaise vie; ils savent qu'à toute heure ils peuvent être chassés encore; ils paient des tailles et des droits arbitraires⁵, dont ils obtiennent

les biens d'un Juif (900 florins d'or à l'agneau des florins d'or de Florence, etc.), il fut privé pour toujours de son office, et se racheta lui et ses complices du jugement et de la peine qui l'attendaient, moyennant une amende de 300 livres de petits tournois (5 juin 1318); Sauge, *les Juifs du Languedoc*, pièces justificatives, p. III.

1. *Ibid.*, p. 331. — Cf. Bibl. nat., coll. Doat, t. III, fol. 30. — et t. LII, fol. 25, 5^e.

2. Paris, 29 mars 1321, n. 4.

3. Ordonn., t. I, p. 646.

4. J. 427, n° 19; — Brussel *Nouvel examen de l'usage général des fiefs*, 172^e, t. I, p. 621. A plus forte raison ne peuvent-ils recevoir en gage ni ornements d'église, ni vêtements ensanglantés ou mouillés, ni fer de charrue, ni blé (Bibl. nat., ms. fr. 2833, fol. 139).

5. « *Tallus et exactionibus* » V. Bibl. de Rouen, ms. 2400, fol. 35 (coll. Leber

quelquefois de se racheter moyennant finance, nouvelle source de revenus pour le trésor¹. Ils sont hors la loi. Beaucoup sont détruits en 1320 par les bandes des Pastoureaux, en 1321 par la foule soulevée contre les Lèpreux; un rien suffit pour provoquer la rage populaire. leurs maisons sont pillées et brûlées, les Talmuds détruits, les hommes égorgés, les femmes violées, les enfants baptisés².

Si nous en croyons les chroniqueurs³, quarante Juifs réfugiés dans une tour à Vitry décident de s'entre-tuer pour ne pas tomber vivants au pouvoir de la foule : quand il n'en resta plus que deux, un vieux et un jeune, le jeune tua le vieux, puis, se voyant seul, il s'appropriâ l'argent des morts, « avec la rapacité de sa race », et essaya de s'enfuir à l'aide d'une corde⁴, mais, la corde étant trop courte, il tomba, et, alourdi par l'argent qu'il portait, il se cassa la jambe (punition du ciel); arrêté, il reconnut son crime, on ne nous dit pas dans quelles tortures, et fut mis à mort. Ce récit⁵ n'est peut-être qu'une fable, destinée à l'édification du lecteur, mais si les détails en sont des plus suspects, il n'est pas douteux que les Juifs n'aient été massacrés en masse.

En dépit des ordonnances, ils n'ont à compter sur aucune protection efficace⁶. Dès que la multitude se déchaîne, les officiers du roi refusent de se compromettre pour eux et sont complices des pires excès⁷; par exemple s'ils permettent à quelques fuyards de se réfugier dans un château ou dans une tour, ils les y laissent le plus souvent sans défense; les auto-

1. Ex. Un Juif du roi se rachète moyennant 100 livres de revenu (0 000 francs d'aujourd'hui environ!). JJ 53, n° 219.

2. V. Ha-Cohen, *Vallée des pleurs*, trad. Julien Sér., p. 74 et 75.

3. *Hist. de France*, Girard de Frachet, t. XXI, p. 57; — *Continuateur de Nangua*, édit. Géraud, t. II, p. 36, — cf. *Chron. de Saint-leu*, *Hist. de France*, t. XX, p. 703.

4. D'autres disent à l'aide de « linceuls », c'est-à-dire de draps.

5. Il se retrouve dans beaucoup de compilations modernes (par exemple dans *l'Hist. des comtes de Ponthieu*, 1651 (Paris) p. 201 (auteur cite ses sources)).

6. Le roi dispense même les chrétiens, en 1321, de leur payer les intérêts de leurs dettes (Bibl. de Rouen, ms. 3409, coll. Lebr., fol. 137).

7. Il suffit qu'un Juif soit accusé par un mesel, ou qu'il y ait « véhémence presumption contre lui », pour qu'il soit arrêté et « mis à tourment », s'il est condamné à mort ou à la prison, les officiers du roi, selon l'ordonnance royale du 26 juillet 1321, doivent le forcer, « par toutes les voies et manières », à révéler

rités attendent pour paraître qu'il n'y ait plus que des décombres et des cadavres, et elles n'interviennent que pour saisir au nom du roi ce qui peut rester de leurs biens. Elles vont même parfois jusqu'à prendre l'initiative des persécutions, pour se rendre populaires : c'est ainsi que le bailli de Tours fait torturer quatre Juifs et en fait pendre deux, malgré leur innocence, parce que la foule raconte qu'ils ont crucifié un enfant chrétien et appelé Jésus-Christ fils de courtisane¹ ou pis encore.

Le roi, qui craint aussi l'opinion populaire, se contente le plus souvent, dans les cas de ce genre, « d'ordonner des enquêtes » que ne suit aucun acte; les fanatiques ou les criminels qui ont exposé les Juifs « à la furie des Pastoureaux » sont le plus souvent absous²; s'ils sont punis, c'est qu'ils ont « violé le droit du roi ». Il ordonne par exemple des poursuites contre les gens qui ont pénétré de force dans la synagogue de Château-Thierry, brisé le tabernacle et enlevé les rouleaux de la loi³; il fait arrêter d'ingénieux escrocs qui, se donnant pour des agents du roi, font métier d'intimider les Juifs, de « perquisitionner » chez eux, et de les dépouiller au nom de la loi⁴; enfin il signale quelquefois à l'avance à ses officiers certains Juifs que leurs ennemis veulent perdre par leurs calomnies, et qu'il déclare prendre sous sa protection⁵.

Au milieu de leur misère, c'est quelque chose pour ces parias, que le roi respecte habituellement leur vie⁶. Aussitôt rentrés dans le royaume, ils ont repris leur commerce d'argent; ils s'obstinent à se relever de leur ruine, et quelques-uns déjà y réussissent. Dans certains pays où ils se sentent en

où sont cachés ses biens, et que les hommes lui sont loyaux, pour que le roi ne soit pas « défrayé » Bibl. de Rouen, ms. 3402 (coll. Leber), fol. 135 (copie du fol. 4 du livre journal des Mémoires).

1. Actes du Parlement, n° 3827, — Bibl. de Rouen ms. 3400 fol. 36. — autres ex., *ibid.*, n° 3936, 676, — Bibl. nat., coll. Dont, 4. XXX, fol. 281.

2. Ex., Bibl. nat., ms. fr. 20. 198, fol. 94.

3. Actes du Parlement, n° 6250.

4. Actes du Parlement, n° 6733.

5. Ex., *ibid.*, n° 5218, 1176, 6113.

6. Quelques-uns obtiennent le privilège de ne pouvoir être arrêtés arbitrairement (*ne arrestari permittatur*), ex., *ibid.*, n° 111; — de n'être pas considérés comme inamovibles (Brusset, *op. cit.*, p. 621).

nombre ils en viennent même à s'enhardir : ainsi à Troyes ils achètent d'importants privilèges ; ils cessent de porter leur marque , destinée à les distinguer des chrétiens comme les Léprieux ; ils sortent de leur quartier de « la Broce aux Juifs » , ils se mêlent à des réunions de chrétiens et pénètrent, dit-on, jusque dans les églises : « plusieurs fois les fidèles et les prêtres mêmes, en les y voyant entrer, les avaient pris à leur faste et à leur riche cortège pour de puissants personnages, et s'étaient levés par respect à leur approche ». Ces Juifs imprudents eurent le bonheur de n'être pas massacrés, mais le peuple de Troyes les accusa de pousser dans leurs synagogues des cris et des hurlements qui troublaient le service divin dans les églises. Philippe le Long, « instruit de ces scandales », ordonna au bailli de Troyes de ne tenir aucun compte de leurs privilèges, de les contraindre à reprendre leur marque distinctive, et « de les châtier si rudement pour leurs excès passés qu'ils perdissent l'envie d'en commettre de semblables à l'avenir¹.

Telle est la protection de Philippe le Long : c'est une main de fer qui rudoie autant qu'elle protège, mais les Juifs la préférèrent encore aux griffes de la foule.

Si Philippe le Long a ménagé quelque peu la « juiverie », il a été impitoyable pour les hérétiques. Son règne coïncide avec un redoublement de rigueur dont le pape Jean XXII donne le signal à son avènement.

La liste est longue des sentences prononcées par les inquisiteurs, de 1316 à 1322, contre les hérétiques du Midi, appartenant surtout à la classe ouvrière ou à celle des médecins,

1 Ce « signal » devait être large d'un blanc tournois d'argent, et d'autre couleur que la robe. *Ordonn.*, I, p. 596. — Amende de 10 livres prononcée contre un Juif qui n'a pas porté son « signal » à la campagne, en allant d'une ville à l'autre (*Bibl. nat. coll. Doat*, t. III fol. 29, et t. VIII, fol. 105).

2. 26 février 1320. *Bibl. de l'École des Chartes*, 1818-1849, p. 414. — Autre scandale plus grave au Fay : les Juifs en sont expulsés en 1321 « ob clerorum majoris ecclesie interfectum ». *Gallia Christiana*, t. II, p. 723. — Les Crespinois, usuriers juifs, ont aussi maille à partir avec les habitants de Bruges, qui leur doivent de l'argent. Philippe le Long les soutient, à l'exemple de Philippe le Bel, parce que les Brugeois sont ses ennemis.

Albigéois, Patarins, Béguins et Béguines, Béguards ou Bigots, Cathares, Bougres, Manicheens, Apostoliques, Faux-Apôtres, Vaudois, Fratricelles, Spirituels, Frères de la pauvre vie, Pauvres de Lyon, Pauvres du Christ ou du Tiers ordre¹.

Les crimes dont on les accuse sont, entre autres, comme au temps de Boniface VIII, de croire à l'existence de deux Dieux et de deux Églises² (l'une charnelle, l'autre spirituelle), de railler le baptême, de nier la présence réelle, de mépriser la croix, de déclarer que le monde est éternel³, de se donner comme les seuls observateurs de l'Évangile et comme les successeurs des apôtres, d'insulter l'Église romaine⁴, accusations redoutables auxquelles on ajoute souvent, pour les perdre sans remission, des soupçons de sorcellerie, sacrifices aux démons, baptême d'images de cire, envoûtements, correspondances avec Satan, par billets ou autrement, toute la kyrielle des sortilèges⁵.

Les hérétiques avérés ne sont pas seuls poursuivis. Malheur aux Juifs « rejudaisés », qui « sont retournés à leur vomissement, comme le chien de l'Écriture⁶ », ou même aux convertis qui n'ont pas un protecteur puissant : ils sont environnés d'ennemis qui les guettent, et s'ils ne peuvent plus être persécutés comme Juifs, ils risquent d'être brûlés comme apostats⁷. Malheur aux chrétiens bien pensants qui lisent des livres

1 V. *Cabinet historique*, t. IX (1863), p. 161. Nous possédons la formule du serment que devaient prêter tous ceux qui étaient reçus habitants de Narbonne, ils doivent renoncer à toute hérésie et vandoïsme et jurer qu'ils n'ont pas tué de frères prêcheurs, ni brulé de leurs livres, etc. (*Bibl. nat., coll. Doat*, t. LII, fol. 45).

2. L'une charnelle, celle du Pape, l'autre spirituelle, la leur. Leur croyance aux deux Dieux principes, l'un des choses visibles, l'autre des choses invisibles, se rapproche de celle des Patarins du xii^e siècle (*coll. Doat*, — t. IV, fol. 144. — t. XXXIV, fol. 153, t. XXXVI, fol. 91).

3 De croire à la métempsychose (*ibid.*, t. XXXIV, fol. 93), de croire que Lucifer peut monter au ciel pour tenter les bienheureux en leur promettant des femmes « saffrances » et que plusieurs le savent (*Bibl. nat., coll. Doat*, t. IV, fol. 130, — de croire que Jésus-Christ vivait encore quand il fut percé de la lance (*ibid.* t. XXX fol. 210).

4 V. la *Practica* (*Bibl. nat., coll. Doat*, t. XXIX et XXX. — *Cabinet historique*, t. IX, p. 161; — Douais, *Practica inquisitionis*, 1886; — et la bulle de Jean XXII renfermant la profession de foi que l'Église exige de ceux qui se convertissent (*Cabinet historique*, t. VII, p. 271).

5. *Bibl. nat., coll. Doat*, t. II, fol. 248, — t. IV, fol. 214, — t. V, fol. 15, — t. XXXIV, fol. 181.

6 *ibid.*, t. XXX, fol. 279 et 295.

7. V. la bulle contre les Juifs convertis, J. 696, n° 187. Les inquisiteurs doivent

défendus, entendent prêcher des hérétiques, mangent de leur pain béni, les saluent « comme s'ils étaient d'honnêtes gens », leur font l'aumône, ou seulement les rencontrent sur leur chemin¹. Malheur aux moines qui par pitié ensevelissent un excommunié dans leur cimetière, et surtout aux prêtres, aux docteurs en théologie « qui ne pensent pas bien de la foi » : ce sont « des renards enragés qui veulent mordre l'Église » ; il faut détruire ces « pestes » par tous les moyens².

Plus que jamais la procédure est aveugle et barbare : la torture est prodiguée, sur le plus léger soupçon, sur la dénonciation la plus vile, et les mortels aveux qu'elle arrache ne peuvent être rétractés³; les accusés oubliés dans les prisons attendent souvent pendant des années l'heure de leur jugement et même de leur interrogatoire; cette détention préventive est à elle seule un long supplice : les cachots obscurs, avec leurs misères innommables, sont d'excellents instruments de torture lente dont les inquisiteurs attendent beaucoup pour le triomphe de la vérité « *ut veritas eruat* » ; « on a vu, dit un d'eux, l'emprisonnement amener des aveux après trente et quarante années d'entêtement⁴ ».

Quant à la pénalité, elle est la même depuis le milieu du xiii^e siècle⁵ : elle comprend les peines canoniques, c'est-à-dire

poursuivre les apostats jusque dans les églises : le droit d'asile est supprimé (*ibid.*).

1. Les consuls d'Albi sont forcés de jurer « de ne jamais plus s'opposer à l'Inquisition, et d'accomplir la pénitence qui leur sera commandée » (tombeaux aux inquisiteurs, chapelles, constructions, pèlerinages), *coll. Doat*, t. XXXIV, fol. 169.

2. « *Non bene de fide sententium.* »

3. « *Ad hujusmodi pestis exterminationem... non obstantibus privilegiis et indulgentiis... procedas.* » (Bulle de Jean XXII Bibl. nat., *coll. Doat*, t. VI, fol. 90); — Baluze *Miscellanea*, t. II, p. 217. Un des plus connus, parce que les chroniqueurs parlent de lui, est le maître en divinité, Jean de « Pouilly », qui me l'officiante de la confession aux frères prêcheurs et mineurs, et exige la confession aux prêtres de la paroisse : « Son erreur, semée en l'université de Paris, troubla fort l'Église », mais il est forcé de confesser son erreur publiquement en chaire, à Paris « *combien qu'il luy en despitait fort* » ; à ce prix il échappe au tour et au bûcher (*Chron. anonyme, Hist. de France*, t. XXI, p. 152 et 153, — *Chron. belges, Isidre et Chron.*, t. I, p. 326; — Bibl. nat., ms. fr. 1410, fol. 84 (*Chron.*), toute sa doctrine y est longuement exposée).

4. « *Eum sua confessio ligat* » (*coll. Doat*, t. XXXVII, fol. 83, 96), la retractation est punie comme un parjure (brûlures au fer chaud) (*ibid.*, p. 204).

5. Bibl. nat., *coll. Doat*, t. XXX, fol. 300 — t. XXXVII, fol. 83, etc.

6. V. Molinier, *l'Inquisition dans le midi de la France*, p. 375, — et *Hist. littéraire de la France*, t. XIX, p. 33 et 39.

l'excommunication et l'interdit, — les peines mineures au nombre de deux, les amendes et les œuvres pies; — les peines publiques et infamantes, au nombre de trois, le pèlerinage¹, la flagellation, la marque (croix doubles, ronds jaunes, langues rouges à porter sur les vêtements après exposition publique); — enfin les peines majeures, qui sont la prison au pain de douleur et à l'eau d'angoisses, le bûcher, et après la mort la confiscation des biens, sans compter l'enfouissement dans le cimetière « des chiens et des Juifs ».

C'est vers 1321 que le célèbre dominicain Bernard Gui², dont on sait la compétence en matière de persécution, a écrit ce chef-d'œuvre de fanatisme qui s'appelle la *Practica*, espèce de manuel à l'usage des inquisiteurs, avec des modèles variés d'interrogatoires et de sentences; les cas où il convient d'employer la diète, le cachot, les chaînes, le caveau, la torture à différents degrés appropriés au genre des crimes, à l'âge et au sexe; il juge les tourments salutaires, s'ils sont appliqués avec méthode, mais il a une prédilection marquée pour l'emprisonnement indéfini qui use tous les courages et produit son effet lentement, mais sûrement (*per annos plurimos, ut vexatio det intellectum*)³.

Cette « practica » est le fruit d'une longue expérience personnelle; elle est le « vade-mecum » du parfait inquisiteur, comme les *Souvenirs du général de Brack* sont l'aide-mémoire de l'officier de cavalerie; c'est, comme on dit aujourd'hui, un livre vécu; beaucoup des formules qu'il renferme sont en réalité des actes authentiques qui n'ont subi aucune modification⁴. Chef de l'inquisition dans le midi de la France comme

1 A Saint-Pierre de Rome, à Saint-Jacques en Galice, à Saint-Thomas de Cantorbéry, au Puy, à Rocamadour, à Paris, à Charlevoix, à Saint-Denis, à Saint-Gilles en Provence à Saint-Leonard, à Boulogne-sur-Mer, etc., etc. (Bibl. nat., coll. Doat t. XXVI, fol. 1).

2 « Peu d'hommes, dit M. Marraud (*Hist. de la régence de Limoges*, 1873, t. I, p. 373), eurent à cette époque les vertus et les talents de ce prélat; le catholicisme s'illuminait alors des gloires les plus pures. » On voit que de nos jours même Bernard Gui a ses admirateurs. — Sur la puissance croissante des frères prêcheurs, coll. Doat, t. XVIII, fol. 323 et 337.

3 Bibl. nat., coll. Doat, t. XXX, fol. 259, 268, 299, etc., — et *Cabinet historique* t. IX, p. 161.

4 V. *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. XXXVI (année 1877, p. 381).

inquisiteur de Toulouse, de 1317 à 1323, Bernard Gui a brûlé 630 hérétiques, et en a torture des milliers. Les documents précis ne nous manquent pas, citations, interrogatoires, dépositions, monitoires, sentences, procès-verbaux de torture, comptes de geôliers, frais d'exécutions, qu'on pourrait imprimer à la suite de la *Practica* comme pièces justificatives.

En voici quelques exemples choisis entre mille¹. Un habitant de Cordes², Guillaume Salavert, jete en prison en 1306, n'obtient son jugement qu'en 1319, après treize ans d'attente; la procédure, qui est une suite d'angoisses, ne dure pas moins de six mois, au bout desquels il est mis en liberté « par miséricorde », mais à la condition de porter des croix doubles et de faire un certain nombre de pèlerinages³.

Un professeur de droit romain à Carcassonne, Guillaume Garric, emprisonné déjà pendant plusieurs années sous Boniface VIII, est de nouveau emmuré par Jean XXII; absous après une longue détention en 1321, il est contraint néanmoins de fournir à ses frais un soldat pour la prochaine expédition en Terre Sainte, et de quitter la France avant trente jours⁴. Ces faits peuvent être cités comme des exemples de clémence en comparaison des autres.

Il suffira d'en mentionner quelques-uns. Onze hérétiques albigeois, dont nous avons les noms et les professions, sont condamnés à la prison perpétuelle dans une basse fosse, avec fers aux pieds, et exposés préalablement trois dimanches de suite sur « l'échelle », avec des images de démons placées sur des poteaux rouges⁵. — Un prêtre nommé Philibert, du diocèse d'Auch, accuse de « vaudoisie », est arrêté, torturé,

1. Soit dans la *Practica* même, soit dans la coll. *Doat*, soit dans les *Arch. départementales*.

2. Cordes (arrondissement de Lablanc, Tarn).

3. Muirer, *L'inquisition dans le Midi*, p. 28. — Un autre habitant de Cordes, Isarn « Colla », à qui la torture a arraché l'aveu de crimes imaginaires, attend aussi durant treize années, dans les cachots, l'occasion de se retracter et de protester de son innocence, *ibid.*, p. 39.

4. Limborch, *Liber sententiarum inquisitionis Tolosanæ*, fol. 282. On trouve quelques commutations de peines, mais en très petit nombre (*coll. Doat*, t. VI, fol. 7; — t. VII, fol. 1).

5. *Cabinet historique*, t. X, p. 10 et 11, — cf. *Doat*, t. XXVII fol. 7.

dégradé, rasé et emmuré pour la vie (1321)¹. — (L'Inquisition frappe jusqu'aux évêques, comme le montrent les exemples de l'évêque de Cahors, Hugues Géraud, et de l'évêque de Troyes, Guichard¹.)

Un autodafé grandiose, où figurent de nombreux condamnés, est célébré à Toulouse le 30 septembre 1319 dans l'église Saint-Étienne². Nous connaissons jusqu'au prix des exécutions : un bûcher pour quatre personnes revient à 4 livres 14 sols, savoir 55 sols de gros bois, 21 sols de fagots, le reste pour les poteaux, la paille et les cordes; le bourreau (*carnassarius*) reçoit 20 sols par personne pour son salaire³; à ce taux il s'enrichirait rapidement, s'il n'avait autant de confrères⁴.

De tant de victimes laïques ou ecclésiastiques la plus célèbre est le moine franciscain Bernard Delicieux, dont M. Hauréau a fait connaître la touchante histoire⁵. C'est un long drame, qui nous peint en couleurs exactes l'état de la France méridionale au commencement du xiv^e siècle. Pris de pitié pour les « emmurés », il va trouver Philippe le Bel et la reine (en 1301), et leur dépeint avec tant d'émotion les cruautés des persécuteurs, qu'il leur arrache la révocation de Foulques de Saint-Georges, le plus fougueux des inquisiteurs. La persécution ayant repris en 1303, Bernard Delicieux essaie d'inti-

1. *Hist. littér.*, t. XXIV, p. 48; — Mohner, *op. cit.*, p. 10 et 228, — Baluze, *Miscellanea*, t. II, p. 237, 248, 257.

2. V. ci-dessus, p. 415.

3. Limborch, *op. cit.*, fol. 97 B et 98 A; — Mohner, *op. cit.*, p. 281.

4. Ex. Bibl. nat., coll. Doat, t. XXXIV, fol. 223 et 224.

5. Ces 20 sols équivalent à une centaine de francs d'aujourd'hui. Autres exemples : Bibl. nat., coll. Doat, t. XXIV, fol. 227; — Baluze, *Miscellanea*, t. II, p. 237, 272, etc.; — Mohner, *op. cit.*, p. 146, — *Hist. littér.*, t. XXIV, p. 8, 49. — *Cabinet historique*, t. X, p. 18, etc.; — On peut remarquer que l'excommunication a souvent pour résultat l'amende : ainsi les habitants d'Albi, excommuniés pour avoir maltraité les inquisiteurs, paient encore, sous Philippe le Long et sous Charles le Bel, de fortes sommes pour la levée de l'excommunication qui pèse sur eux; l'argent doit être employé à la construction d'une chapelle, d'un portail, d'un tombeau monumental pour les deux inquisiteurs maltraités, et à des indemnités aux inquisiteurs vivants qui continuent leur œuvre (Arch. du Tarn, ville d'Albi, série 34, 321).

6. Hauréau, *Bernard Delicieux et l'Inquisition albigeoise*, 1877 (d'après le ms. lat. de la Bibl. nat., n° 4270, gros volume de 616 pages in-quarto), — cf. *Hist. littér.*, t. XXIV, p. 98, etc.; — Mohner, *Hist. de l'Inquisition*, p. 40 — J.-P. Laurens, tableau du musée du Luxembourg.

raider l'inquisition par des manifestations plutôt que par des émeutes : il rassemble le peuple à Carcassonne, à Albi à Castres, à Cordes, à Limoux, mais il ne peut décider les Albigeois à un soulèvement général; les insurgés ou les manifestants sont partout réduits ou châtiés; quinze sont pendus à Carcassonne, quarante à Limoux; les prisons se remplissent encore. Emprisonné durant deux années (1305-1307), puis relâché grâce à la modération de Clément V, il entreprend aussitôt avec un zèle infatigable de prouver l'innocence de ces dernières victimes¹, d'obtenir la liberté de ceux qui vivent encore, de faire au moins transporter dans des prisons claires ceux qui languissent dans les caveaux. Il va supplier le roi à Chartres et le Pape à Avignon, mais ni l'un ni l'autre ne consentent à l'écouter, ses amis ont disparu ou se cachent, il cède lui-même au découragement, et, devant son impuissance, il redevient un moine obscur.

Il reparait en 1318, agité d'une nouvelle fièvre de pitié et de révolte. L'ordre de Saint-François était divisé depuis 1315 en deux partis, les rigides et les relâchés. Bernard se jette dans la mêlée à la tête des rigides : accompagné de soixante-quatre moines de Béziers et de Narbonne², il se rend à Avignon pour éclairer l'esprit du Pape et obtient une audience; les deux groupes franciscains sont en présence : Bernard s'avance et commence un discours imbu des premières phrases des idées de Joachim sur la propriété personnelle; aussitôt Jean XXII l'interrompt, lui défend de parler et commande qu'on l'arrête (23 mai 1318); l'évêque de Troyes³ et l'abbé de Saint-Sernin reçoivent l'ordre de l'interroger.

Alors commence un procès terrible : les articles sur lesquels Bernard doit répondre sont au nombre de soixante, et les questions qu'on lui pose sont innombrables, les crimes qu'on lui impute sont ceux qui semblaient pardonnés depuis dix ans,

1 Il déclare que saint Pierre et saint Paul seraient condamnés comme hérétiques s'ils étaient jugés par l'inquisition.

2 Beaucoup avaient été excommuniés, ainsi que tous ceux qui assistaient à leurs messes et à leurs prédications, les consuls avaient appelé au Pape de cette sentence au nom de tous les habitants (1317) *Coll. Doul.* t. II, fol. 30^v.

3 Guillaume Merhin.

sa lutte ouverte contre l'Inquisition et « sa conspiration contre le roi de France ». A ces deux griefs, dont le premier était fondé, on en ajoute un troisième des plus inattendus : c'est Bernard, dit-on, qui, à l'aide du diable, a fait empoisonner le pape Benoît XI : « il a envoyé à la cour romaine un messenger, et par ce messenger un petit coffret entouré de linges fermé avec une serrure dont il a par devers lui conservé la clé, et dans ledit coffret, il a fait parvenir à la cour romaine des préparations, des potions, des poudres, et une lettre écrite de sa propre main, au moyen desquelles choses ledit frère Bernard a fait abrégier la vie dudit seigneur Benoît ». Et voilà pourquoi le pape est mort ! — « Item ledit frère Bernard a prédit devant plusieurs personnes d'Albi le jour même où devait mourir le Pape Benoît. » — Il avait appris ce qu'il disait « dans un livre où étaient beaucoup de caractères et beaucoup de roues entourées de diverses écritures ». — « Item il avait envoyé les préparations ci-dessus dites à maître Arnould de Villeneuve et à quelques autres pour abrégier la vie dudit seigneur Benoît, etc... » (Arnaud de Villeneuve était le médecin du Pape, et l'on affectait de croire que pour lui ôter la vie il avait eu besoin de la complicité de Bernard !)

L'accusé ne daigna pas répondre à de pareilles accusations ; immédiatement excommunié, il se plaignit seulement d'être traduit devant des commissaires qui n'étaient pas instruits des faits, et se renferma dans le silence. Mais les témoins parlèrent, tous témoins à charge, parmi lesquels Bernard put voir avec amertume plusieurs de ses anciens amis¹, accusateurs d'autant plus acharnés qu'ils cherchaient par leur zèle à faire oublier leur conduite passée. Tous les crimes de Bernard se trouvèrent donc dûment établis, même l'empoisonnement : il avait eu en sa possession un petit livre secret, contenant des listes de démons avec la manière de les invoquer « pour détruire les maisons, couler les navires, tromper les puissants, séduire les femmes, crever les yeux, briser les membres,

1. Par exemple Guillaume de France (ou Guillaume Francia? *Guillelmus Francia*) et Pierre de Castanet, qui l'avaient accompagné en 1301 à la cour de Philippe le Bel.

semmer la mort », et sur les marges de ce livre Bernard avait fait des marques ! On l'avait vu remettre à son serviteur Étienne un coffret de cuir, enveloppé de toile cirée et destiné « à maître Arnould de Vienne, au delà des monts, en cour de Rome ». Comment douter avec de telles preuves !

La justice apostolique était lente : l'enquête n'ayant pas duré moins de douze mois, le procès ne commença que le 3 septembre 1319, à Castelnaudary, devant l'archevêque de Toulouse, Jean Raymond de Comminges¹, ses deux suffragants les évêques de Pamiers et de Saint-Papoul, l'inquisiteur Jean de Beaune, deux commissaires du roi (les deux réformateurs du Languedoc), les sénéchaux de Toulouse et de Carcassonne, et quelques autres ecclésiastiques et seigneurs, chacun remplissant son rôle.

Après avoir pris connaissance des pièces du procès, le tribunal se transporta à Carcassonne (12 septembre 1319), pour entendre les nombreux témoins cités à la requête des inquisiteurs et procéder à un laborieux interrogatoire. Il en fut à Carcassonne comme à Avignon ; les anciens amis de Bernard² furent les plus empressés à le perdre. Sur le premier chef d'accusation, Bernard, non sans fierté, reconnut « avoir combattu de toutes ses forces les persécuteurs du peuple d'Albi », et déclara hautement qu'il regrettait de n'avoir pas réussi à les perdre dans l'esprit du Pape et du roi. — Sur le deuxième chef, c'est-à-dire sur la trahison concertée contre le roi de France « avec les fils du roi de Majorque », il reconnut qu'il s'était rendu auprès de ce roi, mais seulement pour l'intéresser à la cause des malheureux, et non pour trahir le roi de France.

Les juges, après l'avoir sommé plusieurs fois « de dire la vérité qu'il cachait », le firent mettre à la question³, le 3 octobre, en présence de deux notaires chargés de recueillir ses paroles et ses cris (*vocibus et clamoribus*), mais Bernard

1. Il ne siégea que le premier jour.

2. Par exemple Arnould Garsia.

3. « Ordinaverunt quod ipse frater Bernardus supponeretur questionibus, ut per illas ab eo veritas plenius haberetur. » Bibl. nat., ms. lat. 4270, p. 101.

ne dit rien, et les bourreaux, qui avaient défense de le tuer et de l'estropier, durent suspendre leurs opérations¹.

Sur le troisième chef d'accusation (l'empoisonnement de Benoît XI et la sorcellerie, *libellus negromanticus*), Bernard s'indigna qu'on pût le soupçonner de pareilles infamies et brava toutes les menaces. Ramené aux tourmenteurs le 20 novembre, au matin, il les laissa pour la seconde fois².

Bien que les trois chefs d'accusation fussent épuisés, on lui posa encore quelques questions embarrassantes sur certains points de foi, dans l'espoir de le convaincre d'hérésie : on lui demanda par exemple ce qu'il pensait de Joachim³, à quel moment il croyait que le Christ fût mort sur la croix, avant ou après le coup de lance, etc..., Bernard fut assez heureux pour résister à cette redoutable épreuve (28 novembre)⁴. On l'invita encore une fois, pour le salut de son âme menacée, à reconnaître pleinement tous ses crimes; Bernard répondit qu'il n'avait rien de nouveau à dire, ni de complices à dénoncer; quant à la pénitence qu'on lui imposerait, il s'y soumettait humblement; il demandait seulement à être relevé de l'excommunication, « peine qui lui paraissait plus insupportable que toute autre, parce qu'il n'était pas hérétique⁵ ».

Le terrible interrogatoire était terminé (28 nov. 1319). La sentence fut rendue le 8 décembre : des trois chefs d'accusation, les deux premiers furent considérés comme prouvés, le troisième fut écarté en partie, c'est-à-dire que les juges renoncèrent à convaincre Bernard d'empoisonnement, mais ils s'obstinèrent à voir en lui un sorcier. En conséquence, Bernard Déléicieux, « fauteur d'hérésie, traître au roi et nécromancien », fut condamné à être dégradé, puis à être

1. « In quibusdam questionibus nihil omnino confessus fuerat nec se dixerat confessurum, uno dixerat in dictis questionibus positis quod ea que sibi imponebantur super dicto articulo falsa erant » (Ibid.)

2. « In questionibus supradictis existeret constanter asseruit se nunquam in mortem dicti domini Benedicti aliquid commississe aut quomodolibet participatum fuisse » Ibid., p. 136.

3. Ibid., p. 168.

4. Ibid.

5. Ibid., p. 169.

enfermé à perpétuité dans un cachot pour faire pénitence, au pain de douleur et à l'eau d'angoisses, sous des chaînes de fer.

L'humiliante et longue cérémonie de la dégradation eut lieu aussitôt sur la place du marché de Carcassonne, le samedi 8 décembre 1319, en présence de trois évêques et d'un grand nombre d'abbés, de seigneurs, d'avocats et de légistes, puis le condamné fut conduit « à la prison située entre la cité et le fleuve de l'Aude », sans doute celle qui subsiste aujourd'hui encore, sous le nom de « Tour de l'Inquisition¹ », et soumis aux longues angoisses de l'emmurement², auquel il avait essayé d'arracher tant de victimes. Les inquisiteurs, par pitié pour son âge, lui avaient laissé ses habits de religieux et avaient recommandé à son gardien d'avoir quelques ménagements pour sa faiblesse, mais trois mois après, le Pape donna l'ordre d'enlever au condamné les habits qu'il était indigne de porter, et d'exécuter la sentence dans toute sa rigueur (février 1320, n. s.). D'ailleurs le supplice du prisonnier finit bientôt avec sa vie, au mois de mars 1320 (n. s.)³.

Bernard Délicieux ne fut pas la seule victime de la querelle de 1318 entre relâchés et rigides. Quatre de ses compagnons avaient été arrêtés en même temps que lui à Avignon et conduits à Marseille devant l'évêque de la ville (Raimond Robaud) et l'inquisiteur Michel, qui était lui-même des Frères mineurs ou Franciscains⁴. Les hérésies dont on les accusait se renfermaient en deux propositions principales : ils avaient prétendu que le Pape ne pouvait les contraindre à quitter leurs habits courts différents de ceux des autres religieux de l'ordre de Saint-François, — ni permettre à leur ordre de faire ample provision de blé et de vin dans leurs greniers et celliers, en dépit de leur règle. Sommés d'abjurer ces deux propositions coupables, ils s'y refusèrent; convaincus en conséquence d'avoir propagé la doctrine criminelle des Spirituels et des

1. M. Hauréau place cette prison en dehors de l'enceinte, sur les bords de l'Aude, mais M. Molmer l'identifie avec la tour de l'Inquisition (*op. cit.*, p. 45).

2. Le mot « emmurement » ne veut pas dire que la prison eût sa porte murée, mais on sait ce qu'étaient ces cachots, même munis d'une porte.

3. *Jean de Saint-Victor, Hist. de France*, t. XXI, p. 664.

4. *Bibl. nat., coll. Doat* t. XXX fol. 214.

Parfaits sur la pauvreté absolue, ils furent livrés au bras séculier et brûlés sur le bûcher, le 7 mai 1319¹.

Ce terrible exemple ne dompta pas les *Rigides*, ou *Béguins*, ou *frères de la pénitence du tiers ordre de Saint-François*. Les uns s'enfuirent « vers les Infidèles² », laissant par écrit, dans leur langage mystique, qu'ils quittaient non pas l'ordre, mais les murailles, non pas l'habit, mais le drap, non pas l'Église, mais la synagogue aveugle, non pas le pasteur, mais le devoreur; enfin, ajoutaient-ils³, de même qu'après la mort de l'Antéchrist les fidèles extermineront leurs persécuteurs, de même après la mort du pape Jean XXII, ils reviendront, eux, de l'exil, et triompheront de leurs ennemis⁴.

Mais les plus courageux sont résolus à continuer la lutte, malgré les supplices; quelques-uns d'entre eux ont réuni en secret les os brûlés et les cendres de leurs quatre frères; ils en ont fait des reliques que de nombreux croyants, hommes et femmes, viennent baiser pieusement dans leurs monastères, comme des reliques de martyrs. La persécution n'a fait jusqu'alors qu'exaspérer l'hérésie nouvelle; les Béguins rebelles bravent en face le Pape et l'Inquisition; leur audace est déchainée: « il n'y a point, disent-ils, de salut hors de leur secte; ni le Pape ni les conciles mêmes ne peuvent casser la règle de saint François; Jean XXII est un hérétique, puisqu'il a violé cette règle, lui dont le devoir est de défendre la perfection évangélique; il ne faut plus lui obéir en rien; les prélats faits par ce faux Pape n'ont aucune puissance ecclésiastique, tous ceux qui sont d'accord avec lui, prélats, prêtres ou moines, tous les frères mineurs qui ont accepté le relâchement de leur règle, sont par cela même hérétiques et retranches de l'Église

¹ *Hist. littéraire*, t. XXIV, p. 7. — Hauréau, *op. cit.*, p. 153. — Bibl. nat., coll. Douc. t. XXX, fol. 244, et t. XXXVII, fol. 2 (*Practica*, 3^e partie, fol. 42), — Baluze, *Maxellana*, t. II, p. 218 sqq. (6 colonnes).

² Peut-être en Afrique, où existaient des missions de Franciscains.

³ Ils annonçaient aussi de grandes guerres entre peuples chrétiens, « il y aurait tant d'innocents morts que les femmes embrasseraient les arbres par concupiscence » (Douc. t. XXX, fol. 245), puis la fraternité et l'égalité régneraient entre tous (*Ibid.*).

⁴ « *Doctrina iuxta et heretica secte post-fere predictorum Beguinorum.* » Bibl. nat., coll. Douc. t. XXX, fol. 244, — et t. XXXVII fol. 2.

de Dieu. Ceux au contraire qui ont été brûlés à Marseille pour avoir voulu conserver la pauvreté, la pureté et la vérité de l'ordre de Saint-François, ceux-là ont été condamnés injustement; ce sont de glorieux martyrs aussi méritants devant Dieu que saint Laurent et saint Vincent; il sera institué une fête en leur honneur, et l'Église de Dieu les reconnaîtra comme des saints; en eux le Christ a été crucifié spirituellement à quatre bras de croix; les inquisiteurs qui les ont envoyés au feu sont des hérétiques comme le Pape, l'Église romaine est une Babylone corrompue ivre du sang des martyrs, la « paillarderie de l'Apocalypse », « une courtisane qu'il faut détruire, comme a été détruite autrefois la synagogue des Juifs¹. »

De pareilles doctrines devaient allumer bien des bûchers. A Avignon, huit maîtres en théologie, chargés de les examiner, n'eurent pas de peine à y trouver « des articles d'hérésie, des erreurs détestables, des témérités de prédiction ». L'Inquisition sévit aussitôt avec rigueur : quelques Béguins épouvantés se séparèrent de leurs frères, dans une soumission frémissante², mais la plupart déclarèrent « aimer mieux mourir que de se rétracter », et se glorifièrent d'être « les défenseurs de la vérité évangélique, de la pauvreté et de la vie de Jésus-Christ³ ». Sommés de dénoncer ceux qui partageaient leurs croyances, ils répondirent que ce serait agir contre la charité chrétienne; ils se renfermèrent dans le silence, et ce furent encore les tortionnaires qui ouvrirent leurs mâchoires rebelles.

Ainsi le temps n'est plus où le grand saint Bernard réprouvait le bûcher et tentait de ramener les hérétiques par la persuasion. Il semble que la Papauté, se sentant moins forte, craigne de s'affaiblir encore par la clémence⁴; dès le xiii^e siècle

1. Bibl. nat., coll. Doat, t. V, fol. 246, — t. XXXIV, fol. 147, 148, — t. XXXVII, fol. 1.

2. Par exemple à Beziers à Lodeve, à Lunel, à Pamiers (1319-1321).

3. « Sunt qui obstinati persistunt et resistere volunt, quando potius mori preelegerunt, quam abjurare, dicentes se in hoc defendere evangelicam veritatem et vitam Christi. »

4. V. Molnier, *op. cit.*, p. 127 et 462. — *Hist. littéraire de la France*, t. XXIV, p. 415.

la politique de la douceur a fait place à celle de la répression violente; l'Inquisition est un instrument terrible, d'un effet qui semble infaillible, mais la Papauté, en le créant, s'est dépouillée pour longtemps d'une partie de son prestige moral, et a force brutale dont elle s'est servie à l'exemple des empereurs, romains ou allemands, s'est déjà retournée une fois contre elle, à Anagni. L'hérésie semble détruite par le fer qui ampute, par le feu qui purifie, mais la foi, en se mélangeant de fanatisme, a perdu sa valeur première, comme l'or qui emprunte au cuivre sa dureté.

Philippe le Long n'a pas l'initiative de ces persécutions qui remplissent son règne, mais il en est complice au même titre que la majorité de ses contemporains : il laisse par fanatisme l'Église brûler les hérétiques comme il laisse par superstition la foule massacrer les Lèpreux¹. Ses enquêteurs, ses commissaires, ses baillis et sénéchaux, ses prévôts et bayles collaborent avec les inquisiteurs : à la première réquisition ils arrêtent les prévenus qui leur sont désignés et les font conduire sous bonne escorte devant le terrible tribunal²; ainsi quand il s'agit de transférer Bernard Déléieux à Toulouse, puis à Castelnau-dary, c'est le sénéchal de Toulouse, en personne, Guiard Gui, qui se charge de l'y conduire (nous connaissons le détail de leur conversation sur plusieurs points de théologie, sur Joachim et l'Évangile éternel, sur des questions d'histoire sacrée, et sur le supplice récent des quatre religieux brûlés à Marseille)³.

Quant aux tribunaux de l'Inquisition, sans être royaux, ils sont composés en partie d'officiers du roi. Ainsi les deux enquêteurs ou commissaires réformateurs du Languedoc, qui sont l'évêque de Laon et le comte de Forez, tous deux membres du Grand Conseil de Philippe le Long, sont au nombre des juges de Bernard Déléieux, ainsi que le sénéchal de Car-

1 On peut remarquer les excellentes relations qu'il entretenait avec Bernard Gui (V sa mission en Flandre, p. 134).

2 Molinier, *op. cit.*, p. 317.

3 Haureau, *op. cit.*, p. 153 et 154.

cassonne Aimeri de Gros; c'est le sénéchal de Toulouse, Guiard Gui, qui présente aux juges l'accusé et les pièces du procès, au nom du Pape; puis les deux enquêteurs royaux, au nom du roi, invitent le tribunal à ne pas laisser traîner l'affaire en longueur. Des deux notaires chargés de recueillir « les paroles et les cris » pendant la torture, l'un est un notaire royal, l'autre un notaire à la fois apostolique et royal.

La plupart de ces officiers royaux¹ assistent aussi à la cérémonie de la dégradation, ainsi que d'autres juges, procureurs, avocats, notaires royaux, gracieusement invités comme témoins.

Philippe le Long ne se contente pas toujours du rôle d'auxiliaire de l'Inquisition; il stimule quelquefois son zèle. Ainsi, après le jugement de Bernard Délicieux, le procureur du roi en la sénéchaussée de Carcassonne, Raymond Foucauld, et un autre magistrat civil, appellent de la sentence, qu'ils estiment non pas d'une sévérité exagérée, mais d'une douceur contraire à la justice, « offensante pour la dignité royale, révoltante pour la conscience de sujets fidèles »; ils s'indignent qu'on ne punisse que de l'emprisonnement le « complot » contre le roi, et plus encore qu'on laisse impuni l'empoisonnement du pape Benoît XI : « L'accusé eût mérité de mourir plusieurs fois, si la nature l'eût permis ».

Les services que le roi rend à l'Inquisition ne sont pas entièrement désintéressés, et l'intérêt se concilie généralement avec le fanatisme. Philippe le Long profite régulièrement des confiscations prononcées contre les hérétiques; il prend sa part de leurs biens meubles et immeubles, de leurs terres, de leurs maisons², et, s'il ne s'agit que de pauvres gens, de leurs méchantes hardes vendues à l'encan au lendemain de l'exécution³. Le partage de ces biens entre les ayants droit soulève

1. On remarque aussi le procureur des « *encours* » (*procurator super incurribus hereticorum in senescallia Carcass. et Biter.*), cf. JJ 54, n° 78.

2. « *Si nature conditio fateretur.* »

3. Ex JJ 54 B, n° 78 — coll. Pont, t. XXIV, fol. 135. Ces confiscations l'aident à faire des cadeaux à sa femme (JJ 58, n° 782), à la comtesse de Foix (JJ 56, n° 13). Le roi indique la provenance de ces biens (*domum que fuit quondam Favri super heretice pravitale condemnati*).

4. « *Venalia exponatis et plus offerenti vendatis.* » (JJ 59, n° 206), — cf. *ibid.*, n° 247, 351.

souvent des difficultés¹, curée chaude où le roi se distingue par son appétit et par ses coups de dents.

Les procédés de la justice royale diffèrent peu de ceux de l'Inquisition, et les accusés ordinaires sont traités avec les mêmes rigueurs que les hérétiques, la barbarie est égale au fanatisme. Les chroniqueurs nous font rarement pénétrer dans cet enfer, mais si nous parcourons les documents d'archives, par exemple les Actes du Parlement et certaines pièces des Layettes, nous sommes frappés de cette féroce judiciaire. Que serait-ce si nous n'étions pas aussi pauvres en documents d'ordre criminel!

Sans doute les crimes abondent, crimes atroces que ne saurait combattre efficacement une répression paternelle, parjures, faux, pillages, incendies, assassinats, viols, rapt, séquestrations et tortures; les documents que nous possédons nous offrent toutes les formes de la perversité humaine², et ils ne nous racontent que les faits dont la justice royale est saisie.

Nous y trouvons tous les types de criminels, les voleurs et les assassins vulgaires, qui pillent et tuent, le plus souvent en bandes, dévalisant les maisons isolées et les monastères, égorgeant paysans, bourgeois, prêtres et moines³; — les sinistres gredins, nobles ou non-nobles, qui enlèvent des femmes pour les violer et les torturer⁴; — les moines détroqués

1. Ex. : difficultés avec l'évêque d'Albi (Bibl. nat., coll. Doat, t. VI fol. 89, — avec la comtesse de Vendôme (*Actes du Parlement*, n° 5815), autre exemple : *ibid.*, n° 6383. Dans les partages, le roi prend quelquefois soin de se réserver à l'avance les biens confisqués sur les hérétiques, de même que la connaissance des crimes de faux-monnayage (Ex. : JJ 320 n° 7). Les grâces sont interdites aux inquisiteurs, parce qu'elles lésaient les intérêts du roi : « *in fisco prejudicium* »; elles ne peuvent être accordées qu'avec l'approbation du fisc, « *assensus fisci* », c'est tout dire (Doat, t. XXXVII, fol. 23, 93).

2. *Actes du Parlement*, *passim*. Il suffit de les parcourir pour être édifié. On trouve de ces crimes à chaque page. Le *Trésor des Chartes* en rapporte aussi plus d'un, non sans réalisme, « *ledit Jehan si mal tracta ladite femme que li fist la fente issir par la bouche, et par ladite boteure et courpe dudit Jehan icelle Agnès morut assés tost après ladite boteure* » (JJ 59, n° 372). Il en est une autre si cruellement qu'elle reste « *effolée* » (*ibid.*).

3. *Actes du Parlement*. Ex. : n° 5711, 5724, 6129; — JJ 33, n° 265, etc.

4. Ex. : Un mendiant enlève une enfant de onze ans, de bonne famille, la viole et l'estropie, puis il veut l'épouser « *pour devenir riche* » (*ibid.*, n° 6545, — un individu viole une femme, ses deux filles et leur cousine (n° 4418); — le

qui parcourent le royaume en commettant des attentats monstrueux¹; — les seigneurs qui, sous prétexte de guerre privée, ravagent les campagnes avec leurs coupe-jarrets (*satellites*), détruisent les vignes et les arbres, incendient les maisons, tuent et mutilent les paysans et les moines, rançonnent les marchands²; — les seigneurs tyrans de leurs sujets, voleurs de grand chemin, recéleurs et naufrageurs³, — les officiers royaux qui abusent de leur autorité pour détrousser les passants, enlever des femmes, séquestrer et torturer leurs ennemis⁴.

Si de tels faits ne sont particuliers ni au règne de Philippe le Long, ni au ^{xiv}^e siècle, ni même au moyen âge, la cruauté de la procédure et de la pénalité est une des caractéristiques de cette période brutale qui commence à Philippe le Bel. La torture interroge, et la douleur répond, et si jamais bourreau royal a eu le droit de dire « Nul ne torture mieux que moi », comme le héros de Joseph de Maistre, c'est bien le juge dont l'art s'est exercé successivement sur les Templiers et sur les Léproux, sans oublier les hérétiques⁵.

Cette justice, dans son zèle, travaille si rudement les accusés,

filz d'un marchand de Bar-sur-Aube tue un clerc, viole une jeune fille, Jeanette, et torture sa sœur Luquette n° 5853); — plusieurs bandits, nobles et non-nobles mêlés, voient les uns après les autres la fille d'un cordonnier, Jean de Bougiva n° 5857; — la fille d'un bourgeois d'Angoulême est elle aussi volée par toute une bande (n° 5790), — un noble pénétre par effraction dans une maison, attache une jeune fille noble par ses pieds et par les mains, lui bouche les yeux et les oreilles, la bâillonne, et lui fait subir des traitements indicibles (n° 5718), etc.

1. Ex. n° 4695.

2. Ex. n° 5651, 5675, V *Repression des violences féodales*, p. 303, et *Pacification de la Flandre*, p. 131.

3. *Ibid.*

4. Ex. Un sergent du roi, nommé Saurel, viole une religieuse *Actes du Parlement*, n° 5471, 5472) — Le juge royal, Jean Jaubert, viole une femme, malgré sa résistance, et la fait ensuite mourir dans les tortures (n° 5534), on trouve de nombreux exemples de cette cruauté particulière, que certains criminologistes très modernes qualifient de « dilettantisme chirurgical ».

5. Nous possédons quelques exemples de frais d'exécution : l'« éventuel » du bourreau est de 10 sols pour pendre un homme, 20 sols pour brûler une femme, 10 sols pour fouetter deux femmes en place publique, 2 sols pour la corde « *cum qua fuerunt posite ad questionem* »; — « *Item posuit in cordis ad impendendum murtrem et ad litigandum mulierem que fuit combusta cum lignis*, IX sol. l.; — *Item solvit dicto carniassero pro comburendo dictam mulierem*, XX sol. l., — *Item solvit dicto carniassero pro comburendo dictum murtrem*, X sol. l.; *pro fustigando matrem et sororem dicti suspensi et pro relegando eos et clamando*, X sol. l. etc.. Bibl. nat., ms. fr. 25993, fol. 247.

coupables ou non, qu'il lui arrive fréquemment de les dépêcher dans l'autre monde avant la condamnation. Par exemple un voleur nommé « Cinq-Soulz », bien qu'ayant reconnu les délits dont on l'accuse, est mis à la question et y succombe; le prévôt de Sézanne, coupable de cette précipitation, est arrêté par ordre du bailli de Meaux, mais le Parlement rend en sa faveur une ordonnance de non-lieu¹. — Un malheureux accusé de sortilège est mis à la torture et brûlé à petit feu sans jugement par ordre du sénéchal de Toulouse, nonobstant l'appel au roi². — Beaucoup d'officiers royaux, baillis, sénéchaux, juges-mages, prévôts et viguiers, commettent impunément les mêmes abus de pouvoir, tant sur des femmes que sur des hommes³; l'usage est que le Parlement ordonne chaque fois une enquête, mais que l'enquête n'aboutisse pas⁴.

Les tribunaux seigneuriaux présentent les mêmes spectacles, par exemple dans la terre de Conches, appartenant à Blanche de Bretagne, un accusé qu'on a pendu par les pieds est torturé si rudement qu'il a l'épine dorsale brisée et les veines coupées: il meurt le lendemain et sa mort reste impunie⁵. — Chez l'archevêque de Reims, deux accusés sont amenés dans la chambre des tourments: l'un, nommé Huet, bourgeois de Reims, est soumis à la fois, en dépit des règlements, à la question par l'eau et à la question par le feu sur le terrible instrument appelé la « courte-pointe » (*culcita puncta*), le brasier étant placé à moins d'un pied des chairs; quant à l'autre, Rémi Grammaire, « les pieds lui tombèrent par pièce, » et tous deux « moururent en ladite prison en grande misère ». Philippe le Long ordonna une enquête d'où il ressortit officiellement que les prisonniers étaient morts de leur mort naturelle « au temps de la plus grande mortalité de l'année⁶ ». On pourrait multiplier ces exemples⁷. — Plusieurs fois Philippe

1. *Actes du Parlement*, n° 5161 (Crimine III, fol. 176 r°)

2. *Ibid.*, n° 6158

3. Ex. : *ibid.*, n° 4106, 4827, 4999, 6090

4. Ex. : *ibid.*, n° 4515, 4961, 5281, 5378, 5571, 5835, 6158

5. *Actes du Parlement*, n° 3681

6. *Varlot, Hist. de Reims*, in-8° Reims 1816, t. IV, p. 32

7. *Actes du Parlement*, n° 5089, 5773, 6095, etc

le Bel avait puni de pareilles cruautés (sans se priver toutefois d'en donner l'exemple); il avait par exemple envoyé à Chypre en pèlerinage un seigneur coupable d'avoir fait perir dans les tourments deux innocents, le mari et la femme¹. Aucun document ne nous montre que Philippe le Long se soit même élevé jusqu'à cette humanité toute relative de Philippe le Bel.

Quant à la peine de mort, elle est prodiguée, souvent² avec des raffinements de cruauté dont nous n'avons pas de description très précise dans les documents contemporains de Philippe le Long, mais dont nous pouvons juger, entre autres exemples, par le supplice des deux frères d'Aunay, écorchés vifs à Pontoise en 1314. Nous savons aussi, par des comptes de 1319, que le peuple essaye parfois d'empêcher l'exécution, et qu'il faut alors un déploiement de force considérable pour brûler une femme et pour pendre un homme³; mais c'est ce même peuple qui massacre les Lépreux et les Juifs; ce sont ses jeux, *circenses*, surtout s'il manque de pain.

Ainsi la barbarie est partout, dans les tribunaux comme dans la foule, chez le roi comme chez les seigneurs. Les Pastoureaux, les Lépreux, les Juifs, les hérétiques attirent particulièrement nos regards, parce qu'ils forment des groupes pittoresques, riches de couleur et de caractère, mais ces groupes s'agitent dans une foule obscure que rongent toutes les misères, physiques et morales.

Le ^{xii}^e et le ^{xiii}^e siècle, les deux grands siècles du moyen âge, avaient été un temps de progrès matériel et de progrès moral. Le ^{xiv}^e siècle rend aux mœurs leur dureté des vieux âges et mérite, avant même la guerre de Cent Ans, son nom de siècle de fer. L'accroissement des impôts, le désordre monétaire, la fréquence des guerres, diminuent le bien-être qui rend

1. *Actes du Parlement* n° 4283.

2. Quand la mort ne doit pas être accompagnée de tortures, cette faveur est spécifiée dans la sentence. Ex. : « *ita quod moriem patiatur, sine aliquo tormentorum terrore* ». Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 33. Le vol est souvent puni de mort, par exemple le vol d'un mouton (*ibid.*). Condamnation à mort pour sorcellerie (Ex. : X 1, A 5, fol. 40 2°).

3. « *Ne impediretur executio* » (Bibl. nat., ms. fr. 25 993, n° 247).

les hommes moins rudes; l'avortement des croisades, la fin du rêve pontifical, le triomphe de la force, diminuent pour un temps la confiance en Dieu qui les arme contre la douleur. Philippe le Bel en mourant avait répondu à ses fils qui lui demandaient comment il se trouvait : « Mal de corps et d'âme¹ ». La France tout entière peut faire la même réponse.

Elle ne sait pas ce que l'avènement des Valois lui réserve de maux plus atroces encore, et déjà, en comparant le présent au passé, le temps de « Monseigneur Saint Louis » lui apparaît comme l'âge d'or.

¹ Geoffroi de Paris, *Histor. de Fr.*, t. XXII, p. 134.

CONCLUSION

LA PERSONNE DE PHILIPPE LE LONG

Pour bien juger le règne de Philippe le Long, il serait intéressant de bien connaître sa personne. Sans doute on peut dire d'une manière générale que « la disparition progressive de l'indépendance féodale a été due moins à l'énergie propre des rois qu'au zèle persévérant des légistes¹ ». Encore fallait-il que les légistes, pour réussir, fussent soutenus et non pas trahis par cette royauté à laquelle ils se dévouaient. Louis X les avait laissé pendre et torturer; Philippe le Long les réhabilite et les anoblit. Si le contraste est aussi grand entre les deux règnes, c'est moins par la différence des circonstances que par la différence des personnes : le faible Louis X avait abandonné le gouvernement à Charles de Valois; Philippe le Long gouverne par lui-même.

L'étude détaillée du mécanisme du gouvernement pourra seule montrer avec précision quelles y furent la part du roi et celle de ses conseillers, mais la disgrâce de Charles de Valois et la restauration de la royauté sous Philippe le Long suffisent à prouver l'importance de la personne royale.

Les chroniques ne font de lui, comme la plupart des sculpteurs des pierres tombales, qu'un de ces portraits approximatifs qui reproduisent seulement « l'air de famille ».

Au physique², elles s'accordent à nous le représenter grand,

1. V. Luchaire, *Alain sire d'Albret*, p. 235.

2. Nous possédons sa statue sur son tombeau à Saint-Denis. C'est d'après elle

« plus grand que son père¹ », beau de visage « *pulcherri-mus*² » (malgré les lèvres trop minces, les pommettes trop saillantes et les joues trop creuses que nous montre la statue de Saint-Denis), le corps grêle et dégingandé, trop d'os et pas assez de muscles, les jambes et les bras trop longs, d'où ce surnom de Philippe le Long qui chagrine certains historiens³.

D'autres chroniqueurs l'appellent Philippe le Grand⁴, dans le même sens; d'autres encore l'appellent Philippe le Borgne⁵, mot qui comme le latin *lusco* paraît désigner indifféremment les borgnes et les myopes.

Au moral les chroniqueurs s'accordent presque tous à tracer de Philippe le Long un portrait sympathique. La plupart insistent sur sa piété, sa douceur, sa bonté, sa libéralité⁶ : « Il sut s'imposer à tous, dit l'un, par sa loyauté, sa piété et l'admirable gravité de ses mœurs⁷ ». Un autre l'appelle

que le portrait de Philippe le Long a été peint par Debacq, gravé par Weber et gravé par Nassard (V. *Description des Galeries historiques de Versailles*, in fol., t. VIII, — et Bibl. nat., Cabinet des Estampes, *Recueil de Gaignières*, t. III, n° 6. — Nous possédons aussi des miniatures représentant Philippe le Long sur son trône, par exemple dans les *Caron de Saint-Denis* (Bibl. de l'Arsenal, ms. 5223), enfin nous possédons son sceau, mais ce n'est pas là qu'on peut trouver le caractère de sa physionomie.

1. *Chron. anonyme, Hist. de France*, t. XXII, p. 20. — *E brevuario historiarum Landulphi, Hist. de France*, t. XXIII, p. 194.

2. *Ibid.* (sans doute à cause des yeux, car la statue de Saint-Denis ne peut pas passer pour belle).

3. Ex. : Oronceaux, *Hist. de France*, t. I, p. 384. — Au xviii^e siècle, l'historiographe Moreau pensa que ce surnom lui venait de sa longue barbe (Bibl. nat., coll. Moreau, t. CCXXII, fol. 7a), il n'avait pas vu la statue de Saint-Denis.

4. « *Philippe le Grand* » Anc. chron. de Flandre, *Hist. de France*, t. XXII, p. 419; — *E brevuario historiarum*, *Hist. de France*, t. XXIII, p. 194. Les documents d'archives l'appellent aussi tantôt *le Long* (Ex. : J 54 A, fol. 1, — J 55, fol. 1), tantôt *le Grand* (Ex. : J 149, fol. 55; — J 453, fol. 58; — J 473, fol. 370, — Bibl. nat., ms. fr. 2033, fol. 58; — et ms. fr. 2033, fol. 32, — Arch. du Nord, B, 1596, fol. 40; — Bibl. de Rouen, ms. 3414 (coll. Leber) fol. 164, — *Table de Robert Nignon (Hist. de France*, t. XXI, p. 323 et 326).

5. « *Le Borrenque* », Anc. chron. de Flandre, *Hist. de France*, t. XXII, p. 414, — Froissard l'appelle le Deau, « *li Déaus* » (édition Luce, t. I, p. 41). Enfin quelques chroniqueurs l'appellent *Philippe I* (Ex. : Jean de Saint-Victor, *Hist. de France*, t. XXI, p. 613), parce qu'ils comptent le fils de Louis VI, Philippe, qui avait été associé à la dignité royale (V. J. Desnouettes, *Hist. de France*, t. XXI, p. 203, — et Luchaire, *Annales de Louis VI*, n° 460, 474, 487).

6. « *Magnificus*. »

7. « *Cumque pro sua fide, pietate, morumque mirabili gravitate omnibus esse acceptus* » *E brevuario historiarum Landulphi de Columna (Hist. de France*, t. XXIII, p. 94).

Philippe le Débonnaire¹ (mot qui ne veut pas dire comme aujourd'hui bon jusqu'à la faiblesse). Son contemporain Villan l'appelle « *homo dolce e de bona rita*² ». Outre ces qualités morales, plusieurs lui attribuent une intelligence remarquable : ils louent son « *sens* », sa « *discretion* » (c'est-à-dire son jugement), sa modération³ (la modération est l'intelligence politique). « Il fut sage et en même temps généreux, dit une chron. que latine, jeune par son âge, mais vieillard par la raison et par l'éloquence⁴, » éloges qui n'ont pas tort à fait la banalité qu'on pourrait croire, car la même chronique garde sur les mérites de Louis X un silence significatif.

On pourrait souhaiter une psychologie plus savante, mais les chroniqueurs du moyen âge sont surtout des conteurs de faits, rarement des peintres de portraits ; on peut leur savoir gré d'avoir dessiné au moins les traits essentiels.

Ces traits, l'étude détaillée des actes de Philippe le Long les met en pleine lumière.

Il mérite sa réputation de piété : nous savons qu'il entend la messe chaque matin « avant aucune chose temporelle⁵ », qu'il défend à qui que ce soit de lui parler pendant les offices⁶ ; il entretient avec l'Église les meilleures relations ; enfin ses donations et ses faveurs au clergé, ses fondations de messes et de chapelles, ses affranchissements, surtout quand ils sont gratuits, montrent qu'il se préoccupe des intérêts de son âme, à la requête de son aumônier ou de son confesseur⁷.

Il mérite sa réputation de douceur et de bonté. On ne

1. *Hist. de France*, t. XXI, p. 153. — « *Hic Philippus fuit vir mitis* » (Caron anonyme, *Hist. de France*, t. XXII, p. 20, — *J. de Saint-Victor* (ibid., t. XXI, p. 675) (cf. p. 151) — « *Homo benignus* » (*Genealogia comitum Flandrie*, dans Martène et Durand, t. III, col. 413). — « *Princeps excellentissimus, filius magni Philippi qui simul dederunt nobis C libras annui redditus* » (*Notæ monasterii montis sancti Michaelis*, *Hist. de France*, t. XXIII, p. 575).

2. Villani, liv. X, ch. cxxxi.

3. « *Ce Phelippe fut homme moult attrempez* » Caron, anonyme, *Hist. de France* t. XXI, p. 151 ; — Bibl. nat., ms. fr. 1410, fol. 83.

4. « *Juvenis etate, sed sapientia senex* » E. *Breviaro hist.*, *Hist. de France*, t. XXIII, p. 191.

5. Ordonn., t. I, p. 669.

6. Du Tillet, *Recueil des Rois*, p. 435.

7. Ez. : « (*leprosis*) volentes gratiam facere specialem, nec non ob nostre anime remedium et salutem. » JI 76, n° 290 (1318).

raconte de lui aucun de ces accès de brutalité si communs pourtant au moyen âge. Il n'est pas inexorable : il déclare fréquemment qu'il préfère la clémence à la rigueur¹. Les grâces qu'il accorde sont nombreuses, ainsi qu'en font foi les lettres de rémission que nous conserve le Trésor des Chartes²; sans doute on peut dire, comme on l'a dit des affranchissements, qu'il les accorde d'autant plus volontiers qu'il les fait souvent payer, mais il serait exagéré d'attribuer sa clémence à l'appât du gain; des confiscations lui eussent rapporté davantage.

Parmi ces grâces, il en est d'intéressantes. Un certain Guillot, de Malines, condamné à mort pour homicide par le tribunal séculier de l'abbé de Saint-Germain des Prés, allait être exécuté, quand une jeune fille, nommée Lucette, fille de feu Jeannot Luteur³, réclama le condamné pour mari, et implora humblement la miséricorde du roi. Philippe le Long, espérant « que ledit Guillot, qui n'a pas commis d'autre méfait, donnera encore un bon fruit, et ne se laissera pas désormais entraîner facilement au crime », écoute la prière de ladite Lucette, et ordonne que Guillot soit mis en liberté et rendu à ladite Lucette pour lui être uni par le mariage⁴.

Philippe le Bel devant ses enfants, à son lit de mort, s'était repenti d'avoir accablé ses sujets d'impôts, d'avoir changé la valeur des monnaies. Philippe le Long semble se rappeler cet enseignement. Il cherche à éviter « la malédiction des pauvres ». Il a pitié des humbles, de ce « menu peuple » qui intéressait saint Louis et Joinville; beaucoup de bourgeois, d'écoliers, de marchands, de serfs, de malades, lui doivent une condition meilleure. Les chroniqueurs ne nous rapportent de Philippe le Long aucun de ces mots qui font connaître l'homme, quand ils sont authentiques. Il semble

1 Ex. : « Jous volant que l'en alast plus debonutrement que la qualite du mesce ne requeroit, et delessant la voie de rigueur ». JJ 56, n° 299. — « domination prefentur pietas, equitasse rigori ». JJ 56, n° 114.

2 Ex. : JJ 53, n° 216. — JJ 54 A, n° 559; — JJ 56, n° 70 et 71; — JJ 59, n° 131; — JJ 60, n° 11. — Bibl. nat., coll. Doat, t. 1, p. 243, etc.

3 Luctorator.

4 « Eidem Lucete reddere cum ipsa matrimonialiter compulandum », lundi 9 janvier 1318, n° 8 Arch. nat., K 40, n° 17.

qu'il n'ait parlé que dans ses ordonnances; c'est là qu'on lit la pensée de son règne. « Le peuple prise peu les nobles, » dit-il dans ses instructions aux enquêteurs; c'est peut-être le mot le plus expressif qu'il ait prononcé.

Il mérite sa réputation de libéralité : il suffit de passer en revue les innombrables donations en argent, en maisons, en terres, en droits lucratifs, dont il comble ceux qui ont des droits à sa bienveillance, depuis la reine Clémence¹, le bouteiller Henri de Sully², le comte d'Évreux, le comte de Savoie, Ansel de Joinville (fils de Jean), jusqu'aux valets les plus humbles de son hôtel, pour les aider à marier leurs filles³, pour assurer leurs vieux jours, « pour qu'ils puissent vivre et mourir en bonne tranquillité ». Large pour donner, il vit lui-même sans faste : les dépenses de son hôtel sont très inférieures à celles de Louis X et à celles de Philippe de Valois⁴.

« Homme de bonne vie », il l'est par ses mœurs, dont ses ennemis ne trouvent rien à dire; il l'est par son esprit distingué, par son goût pour la poésie et pour la musique. Si l'on en croit certaine chronique⁵, il aurait lui-même fait des vers; ce qui est sûr, c'est qu'il aimait à en entendre, surtout en langue provençale; plusieurs de ses gentilshommes sont cités comme des célébrités par l'historien des poètes provençaux, Jean de Notre-Dame⁶. Il paraît aussi avoir aimé la

1 La veuve de Louis X. Il lui donne 8022 livrées de terres, considérant quelle est venue « *ad perles France non sine immensis laboribus et dumerum ducriminibus* ». JJ 56, n° 423. — Ex. : JJ 54 A, n° 531, 571; — JJ 54 B, n° 41; — JJ 56, n° 269.

2 Ex. : JJ 53, n° 363. « *Nous volons que l'on sache bien que nous savons bien que les dix chastiaus (de Chalus, de Chabrol, etc.) sont mout fors, mout beaux et mout bien edifiés et de granz couz, mes considérés les bons, loials et profitables services pourquoy nous sommes trop plus tenus à lui que les dix edefiers* ». Ibid.

3. Ex. : « *in auxilium maritagi cujusdam filie sue* » (JJ 51 A, n° 476).

4. 184 000 livres (environ 18 millions d'aujourd'hui, au lieu de 312 000 livres (voy. t. II).

5. Du Boullay, *Historia Universitatis parisiensis* t. IV, p. 985.

6. Tels sont à sa cour le comte de Poitiers, Pierre Milhon (son premier maître d'hôtel), Bernard Marchis (son chambellan), Peyre de Valieras (son valet tranchant), Oul de Cadors (un de ses ecuyers), Lays Emeric (un de ses secrétaires), Giraudon le Roux, Americ de Sarlar, Guilhem des Amalrics, Plisoleta (*Not. littéraire*, t. XXIV, p. 433 et 747).

musique¹ et peut-être même avoir favorisé l'art musical¹. Nous possédons en partie l'inventaire de sa bibliothèque², qui est celle d'un bibliophile³. Nous ignorons quel était le degré de son instruction, mais nous le voyons anoblir au moins deux bourgeois « pour leur science⁴ ».

Il est évident qu'il aime sincèrement la paix. Il répète maintes fois à ses sujets qu'il « a grant volenté d'eus tenir en bone paix et en bone amour⁵ », et ses actes sont d'accord avec ses paroles : il ne se décide à employer la force contre les rebelles d'Artois et de Flandre qu'après avoir « ouvert le sein de sa miséricorde », pour parler comme ses légistes⁶; il réussit, à force de patience, à pacifier tout le royaume et à empêcher la guerre avec l'Angleterre.

Mais il n'est pas de ceux dont les chroniqueurs disent volontiers : « C'est un moine, non un roi ». La rudesse paternelle ne s'est pas amollie chez lui en sentimentalité tendre. Conscient de ses droits et de ses devoirs royaux, il n'est ni faible ni pusillanime; il sait, quand il le faut, parler un fier langage,

1. Sa musique, fort modeste, paraît se composer de deux trompeurs, d'un tubaquier, d'une trompette et d'un cor sarrazinois (Andrieu, Bernard, Pariset, Raoulin de Saint-Vrain). *Bibl. de l'École des Chartes*, A, III (1812), p. 377 et 400. Mais nous trouvons aussi auprès de lui le ménestrel Touset (Jl 53 n° 15, et J 160, n° 22).

2. On peut en effet remarquer la prospérité croissante de la corporation des ménestrels sous son règne, la faveur accordée à leur chef Pariset (le ménestrel du roi), enfin l'organisation du métier de fabricants d'instruments de musique à la même époque.

3. *Cabinet des manuscrits de la Bibl. impériale*, par Léopold Delisle, t. III, p. 323; — et de Bouislé, *Revue des Sociétés savantes*, 6^e série (1875) t. II, p. 89.

4. Nous savons que l'abbé de Saint-Denis, Gilles de Pontoise lui offrit en 1317 une histoire de la vie de saint Denis et des gestes des rois de France (vraisemblablement les n° 2090, 2091 et 2092 du fonds fr., et le ms. 13436 du fonds latin (V. *Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 12; — et *Notices et extraits des manuscrits*, t. XXI, 2^e partie, p. 219). Les peintures de ces exemplaires sont parmi les plus précieuses de l'art français. — Ce fut, selon toute vraisemblance, pour Jeanne de Bourgogne que Philippe de Vitry rédigea sa traduction moralisée des *Métamorphoses* d'Ovide (V. P. Paris, *les Manuscrits français*, t. III, p. 182 et 183); — enfin une des filles de Philippe le Long, Blanche, « seur meneur » à Longchamp, possédait l'*Apocalypse* (ms. 9574 du fonds français), et le fameux exemplaire du *Livre des Rois* conservé à la Mazarine (V. Le Roux de Lincy, *les Quatre Livres des rois*, p. 46; — et *Hist. littéraire*, p. XXIV, p. 160).

5. Le légiste Pierre Thomas de Nîmes et le docteur en lois Bernard « de Coda-lu », également de Nîmes (Jl 59, n° 320 et 425).

6. Ex. : Jl 55, n° 2, 5, 47, 87.

7. J 562 B, n° 30.

par exemple aux Anglais et aux Flamands; il facilite ses négociations par des démonstrations militaires et par l'emploi judicieux de la force¹; il a l'intelligence des grands intérêts de la France et mérite d'être appelé un roi national.

Sa justice n'est pas moins vigilante et énergique. Il ne se contente pas de répéter, comme tant d'autres, qu'il veut le règne de l'équité, et qu'il prend saint Louis pour modèle², il surveille efficacement son administration et a le courage de châtier les officiers coupables; il force les uns à demander pardon à genoux à leurs victimes; d'autres sont condamnés à des amendes ou à la prison; le prévôt de Paris Henri de Taperel ayant été convaincu d'avoir fait exécuter trois « *poires innocenz* », à place de trois criminels riches, Philippe le Long, au lieu d'étouffer l'affaire, comme beaucoup le lui demandaient, fait pendre Henri de Taperel³. C'est avec raison qu'on a pu louer la vigueur de son caractère⁴.

Il a surtout deux qualités maîtresses, l'activité persévérante et l'intelligence pratique. Son activité, et le ressort assez de ses déplacements incessants, que nous révèle la liste de ses séjours⁵, de ses négociations multiples, qui, menées de front avec fermeté et esprit de suite, finissent par dompter les plus rebelles, de sa lente réforme du Conseil Étroit, en un mot de ce court règne si rempli qu'il semble avoir duré une vie d'homme.

Son intelligence pratique, que les chroniqueurs appellent son « sens », sa « discrétion », est plus remarquable encore. Sa politique révèle en général un esprit équilibré, précis, attentif, ingénieux, clairvoyant, maître de soi : il suffit de rappeler avec quelle décision il se fait reconnaître comme régent d'abord, comme roi ensuite, avec quelle habileté il

1. Les chroniqueurs mêmes le remarquent. « *Flandrenses viriliter sapienterque sedavit* » (*Breviarum historiarum Landulphi* — *Hist. de France*, t. XIII, p. 194); — cf. II 53, n° 18, 21, 30, 41, 75, 76, 146, 175.

2. Ex. : II 53, n° 2, 5, 47, 87, — cf. *Ordonn.*, t. I, p. 632.

3. *Continuateur de Nangis*, édition Géraud, p. 25; — et pour plus d'exactitude, II 59, n° 566; — V. t. II, administration provinciale.

4. Naudet, *Rapport sur le concours relatif aux Institutions de Philippe le Bel* (*Ac. des Sc. morales*, juillet 1869).

5. *Hist. de France*, t. XXI, p. 141.

établit son autorité, avec quel discernement il emploie la souplesse ou la fermeté, la diplomatie ou la force, les armes matérielles ou les armes pontificales. Pacificateur du royaume, il mérite l'éloge de ce chroniqueur ami de la concision qui résume son règne en une ligne : « *Et tant fist par son sens que tout vindrent à luy à merci*¹ ».

Il y a certainement parmi les rois de France de plus vastes intelligences, des caractères plus originaux, des figures plus dramatiques ou plus touchantes. Aucun n'a possédé plus de sens pratique. Plus sense qu'enthousiaste, plus fin que passionné, il a quelque chose de « ce subtil sens » que saint Louis admirait dans Joinville²; il n'a rien de cette fausse chevalerie du xiv^e siècle qui jettera les Valois dans le monde décevant des illusions et des chimères.

Aux qualités que les chroniqueurs s'accordent à lui reconnaître, nous devons joindre les défauts qu'ils passent sous silence.

Peu soucieux de résoudre les antinomies, il est à la fois barbare et civilisé, dévoué au mal comme au bien, sans apercevoir les contradictions où il s'agit, persuadé qu'il tient les deux bouts de la chaîne de vérité. Il est superstitieux et fanatique : il consulte les nécromanciens; il consulte l'âme de son père, et si nous en croyons la chronique, Philippe le Bel lui répond qu'il habite l'Enfer pour l'éternité. Il croit aux sortilèges, aux maléices, aux envoûtements. Il croit à la conspiration des Lépreux; il croit à la culpabilité de Bernard Delycieux, il regarde les hérétiques comme des vipères qu'il faut écraser. Philippe le Bel, un des tyrans les plus rudes qui furent jamais, avait parfois jugé excessive la cruauté des inquisiteurs : « Sous l'apparence de la piété, disait-il, ils ont osé des choses impies et inhumaines; sous prétexte de

1. *Chron. abrégée du Continuateur de Nangis, Hist. de France, t. XX, p. 652* — « *Que il estoit moult preudon* » *Chron. abrégée de Guillaume de Nangis, Hist. de France, t. XX, p. 652*

2. On peut observer que Philippe le Long avait beaucoup fréquenté Joinville, et qu'il eut son fils Ansel pour conseiller et pour ami.

défendre la foi catholique, ils ont commis des forfaits! » Philippe le Long ne dit rien de semblable; il proteste au contraire contre la clemence de l'Inquisition; il réussit à dépasser son père en fanatisme.

Il est naturel que les chroniqueurs ne nous aient rien dit de ces sentiments, qu'ils partagent et qu'ils considèrent comme méritoires, âmes complexes où le bien et le mal bouillonnent ensemble dans l'inconscience. Philippe le Long a donc plusieurs préjugés de son temps, il serait puéril de s'en étonner; mais il a sur beaucoup de points ses idées personnelles, et la volonté de les mettre en pratique; il est quelqu'un.

Dante, qui a placé Philippe le Bel dans le Purgatoire, eût vraisemblablement assigné à Philippe le Long la même résidence, s'il n'avait pas quitté la terre un peu avant lui. Les chroniqueurs nous montrent que Philippe le Long profita de l'autorisation qu'il avait obtenue du Pape de partager son corps après sa mort : son cœur alla aux Cordeliers, ses entrailles aux Jacobins, le reste à Saint-Denis.

Partage symbolique! Comme son corps, son âme méritait d'être partagée, entre le Ciel et l'Enfer.

Le règne de Philippe le Long est un des plus courts de l'histoire de France. Après cinq ans de règne, au mois d'août 1321, après un voyage à Crécy¹ chez son frère Charles², il tomba malade à Conflans-les-Carrières³, où il fut vraisemblablement en danger de mort, puisqu'il y fit son testament⁴,

1. Langlois (*Revue des Deux Mondes*, 15 janv. 1891) — Les archives nous montrent à quels faits Philippe le Bel fait allusion (Ex. : Arch. du Tarn, serie CC, n° 1).

2. Arrondissement de Meaux.

3. JJ 60, n° 170, 174.

4. Et non à Longchamp, le *Treasure des Chartes* montre qu'il n'est à Longchamp qu'en octobre; il est à Conflans à la fin d'août et en septembre (Ex. : JJ 60, n° 186, 191, 195), à Paris en septembre et en octobre (Ex. : JJ 60, n° 178, 179, 193).

5. 26 août 1321. Arch. nat., kk, n° 1; — J 303, n° 26; — Bibl. Saint-Genèveve LF, n° 12.

puis il se fit transporter à Paris et de là à Longchamp. Atteint de dysenterie¹ et de fièvre (*quarlaine*), il languit pendant cinq mois dans de cruelles souffrances « *Son beau corps petit à petit se consuma comme à néant, si que enfin l'en ne veoit sur luy fors la peau et les os* ».

Philippe se vit lentement mourir : tous les jours faisait ouvrir les huis de sa chambre, et faisait venir jusques à son lit les passans et les officiers de son hostel petits et grans : « *Mes bons amys, leur disoit-il, vées icy le roy de France, vostre souverain seigneur, voirement le plus pauvre de tout son royaume, car il n'est nul de vous à qui je ne voudrais avoir changé. Pour Dieu merchy, mes enfans, mirez vous à vostre prince temporel, à vostre roy, et en pensant à sa débilitation, ayez tout le cœur à Dieu, car quant il lui vient à plaisance, ainsi se poeult il jouer de ses créatures du monde* ».

Attaché encore à ses devoirs de roi, il s'occupa surtout, dans ces derniers mois, de gracier des condamnés et de confirmer des lettres de rémission², d'affranchir des serfs et de confirmer des affranchissemens³, de récompenser ses valets, ses familiers et ses conseillers, qui l'avaient servi « au grand travail de leur corps »⁴, d'assurer des donations et des faveurs au clergé et aux maisons-Dieu « pour éviter la malédiction des pauvres », « pour assurer le salut de l'âme de son père et de son frère, et en même temps le salut de la sienne »⁵. Mais ces actes mêmes se font de plus en plus rares⁶, la maladie qui s'aggrave chaque jour le met hors d'état de gouverner.

1. Van « *grief flux de ventre que on appelle duxintere* » *Chron. anonyme, Hist. de France*, t. XXI, p. 173, — *Chron. de Saint-Denis*, *ibid.*, t. XX, p. 706.

2. *Anc. chron. de Flandre, Hist. de France*, t. XXII, p. 414.

3. *Ibid.*, — cf. *Chronographia*, p. 255, — *Anc. chron., Hist. de France*, t. XXII, p. 414, — *E breviaris*, *Hist. de France*, t. XXIII, p. 401; — *Isore et Cron.*, t. I, p. 318 et 319; — *Continuateur de Nangis* (édition Geraud), t. II, p. 37.

4. Fx. JJ 60, n° 190, 191, 192, 194, 196, 199, 200, 203, 209, 211, 213, 217, 220.

5. Fx. JJ 60, n° 207, 208, 216.

6. Fx. Pierre Rodier, Philippe le Convalescent, Rubillard de Gamaches, Pierre d'Anno, Pierre d'Esse, etc. (JJ 60, n° 160, 162, 171, 176, 182, 186, 187, 210, 218, 219).

7. Fx. JJ 60, n° 175, 179, 180, 183, 198, 201.

8. On ne trouve pas au mois de décembre, dans les souscriptions, que deux fois la mention « *per regem* » (JJ 60, n° 215 et 219), et avec cette addition « à la relation de Madame la Roynie ».

En vain les moines de Saint-Denis, au mois de décembre, se rendirent à Longchamp nu-pieds avec la croix, le saint clou et le bras de saint Siméon, en dévote possession¹ : il toucha les reliques, les baisa pieusement et se sentit mieux. Il se crut guéri, remercia saint Denis de sa guérison, et commit des imprudences, malgré les « fusiciens » : le mal l'ayant repris avec une nouvelle force, il ajouta un codicille à son testament, le 2 janvier 1322², reçut les sacrements et attendit patiemment la mort, « laquelle il ot si devote et sainte comme nul homme pourroit avoir ». Il expira dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 janvier, un peu après minuit³.

Nous connaissons les moindres détails de ses obsèques, qui furent réglées par Martin des Essars⁴ : le corps fut transporté le jeudi 7 janvier de Longchamp à Paris par douze valets dans une litière couverte de draps à fleurs de lis ; le cortège se rendit au Roule⁵, puis aux Aveugles⁶, à Notre-Dame, enfin à Saint-Denis, où il n'arriva qu'à la nuit. Le service y eut lieu le lendemain 8 janvier, dans la basilique ornée de tentures aux fleurs de lis, de draps d'or, de draps de Turquie et de tapis « sarazinois » ; enfin le corps fut mis au tombeau, dans la croisée du sanctuaire, lieu où il demeura jusqu'en 1793 sous le monument qu'on peut voir encore.

Si nous en croyons certains chroniqueurs, Philippe le Long « fut plaint par tout le monde »⁷, mais cette appréciation est certainement exagérée : Philippe le Long, qui n'avait pas

1. *Chron. de Saint-Denis, Hist. de France*, t. XX, p. 706.

2. Bibl. Sainte-Geneviève LF, n° 12.

3. *Guard de Frachet, Hist. de France*, t. XXI, p. 153, et non pas au mois de juin 1322, comme le dit à tort l'ancienne chronique de Flandre, qui fait commencer la maladie à la date où elle finit (*Hist. de France*, t. XXII, p. 414).

4. Les frais des obsèques s'élèvent à 568 livres 17 sols (environ 57 000 francs d'aujourd'hui). On achète par exemple pour l'ensevelissement 20 aunes de toile blanche, du prix de 3 livres l'aune, 20 aunes de toile cirée, à 3 livres 6 deniers l'aune, 6 livres d'étoupe, un anneau d'argent pour mettre à son doigt, une couronne d'argent, un « setre », une main... Bibl. Sainte-Geneviève LF 5, fol. 503 v° ; — Bibl. nat., ms. 2834, fol. 171.

5. La léproserie du Roule ou *Role*, dans le faubourg Saint-Honoré.

6. *L'aveugle des quinze-vingts aveugles*, alors rue Saint-Honoré.

7. *Chron. anon., Hist. de France*, t. XXII, p. 153, — cf. *Breviarium historiarum Landulphi, Hist. de France*, t. XXIII, p. 194, — « dont ce fut grant damage » *Chron. abrégée de Guillaume de Nangis, Hist. de France*, t. XX, p. 652.

été un prince quelconque, comptait beaucoup d'ennemis; plusieurs chroniqueurs le représentent comme un tyran détesté¹. Il avait aussi des envieux qui allaient profiter de sa mort, et Jean de Saint-Victor² nous rapporte, sans s'expliquer davantage, qu'il courut sur sa mort des bruits d'empoisonnement. Les souscriptions du Trésor des Chartes, les seuls documents qui nous parlent du voyage à Crécy, nous laissent facilement deviner qui l'on dut accuser tout bas en vertu de l'adage *Is fecit cui prodest*, mais la présomption est trop légère pour que le « tribunal de l'Histoire », malgré ces très vagues soupçons, ne rende en faveur de Charles le Bel une ordonnance de non-lieu.

La mort de Philippe le Long était-elle pour le royaume une perte ou une délivrance? Il suffit, pour répondre à cette question, de comparer l'état de la France pendant son règne à ce qu'elle a été sous Louis X et à ce qu'elle sera sous Philippe de Valois. La mort de Philippe le Long était une délivrance pour le parti féodal; elle était une perte pour la France.

1. Girard de Fréchet, *Hist. de France*, t. XXI, p. 153. — Jean de Saint-Victor, *ibid.*, p. 674; — Dufayard, *Revue hist.*, t. LV, p. 282.

2. « Fuit autem opinio aliquorum quod venenum fuerat sibi a principio propinatum. » *Hist. de Fr.*, t. XXI, p. 674.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	
LES SOURCES	vii
I. Documents diplomatiques. — Trésor des Chartes, registres, p. viii, layettes, p. xi; — supplément, p. xii; — autres fonds des archives, p. xiii. — Bibliothèque nationale, p. xiv. — Archives départementales, p. xvi. — Record office, p. xvi. — Recueils de documents; incorection des textes imprimés, p. xvii.	
II. Chroniques, p. xi, — continuateur de Nangis, p. xi; — anciennes chroniques de Flandre, p. xxi; — chronique rimée attribuée à Geffroi de Paris, p. xxii; etc.; — chroniques inédites, p. xxiii.	
III. Travaux modernes, p. xxiv.	

ÉTUDES PRÉLIMINAIRES

I. La Réaction féodale sous Louis X.	1
La réaction féodale sous Louis X, p. 1; — responsabilité de Louis X, p. 2; Charles de Valois, p. 4; — victimes de la réaction féodale, p. 5; — réaction dans les institutions, le Conseil étroit, p. 6; — attitude de la bourgeoisie et du peuple, p. 7; — échec de la réaction féodale, p. 9.	
II. Philippe le Long avant la régence	10
Enfance de Philippe le Long, p. 10, — son mariage, p. 10; — Philippe le Long, comte de Poitiers, p. 12; — chevalier, p. 13; — croisé, p. 14; Hôtel du comte de Poitiers, p. 14; — Jeanne de Bourgogne, p. 16; — Philippe le Long en Flandre, p. 18; — Philippe le Long grand conseiller, p. 19. — Philippe le Long sous Louis X, p. 20; — sa mission à Arignon, p. 24; — Louis X et Philippe le Long, p. 26.	

CHAPITRE I

RÉGENCE DE PHILIPPE LE LONG

I. Règlement de la régence 28

Les candidats à la régence, p. 28. — Premiers actes de Philippe le Long, p. 30; — message de Philippe le Long, p. 31; — emmurement des cardinaux, p. 32. — Rencontre de Philippe le Long et de Charles de Valois, p. 33; — Philippe le Long à Paris, au palais de la Cité, p. 35; — premier conseil au palais de la Cité, p. 35. — Assemblée du 16 juillet 1316, p. 37; — traité du 16 juillet, défaveur de Jeanne, p. 37, — sens de ce traité, p. 41; — opposition du duc de Bourgogne, p. 42, — accord avec le duc de Bourgogne, p. 43 — Projet de croisade, p. 45. — Philippe le Long reconnu par la province, p. 46. — Premières réformes, p. 47. — Election et couronnement du pape Jean XXII, p. 49.

II. Première pacification de la Flandre 50

Causes de la guerre avec la Flandre, p. 51; — guerre avec la Flandre, p. 53; — chevauchée de Saint Omer (août 1316), p. 54, — négociations, p. 55; — traité du 1^{er} septembre 1316, p. 56. — Nouvelles menaces de guerre, p. 59.

III. Pacification partielle de l'Artois et de la Picardie 61

La succession d'Artois, p. 61; — la ligue picarde, p. 62; — traité de 1315, p. 63; — pillage du château d'Hesdin, dévastation de l'Artois, p. 64. — Tentatives d'apaisement, p. 65. — Rupture des négociations, p. 66. — Entrée de Robert d'Artois à Arras, p. 67, — campagne de Robert en Artois, p. 67, — résistance de Saint-Omer et de Calais, p. 68; — Philippe le Long prend l'oriflamme, p. 69 — Traité d'Amiens (6 novembre 1316), p. 70; — soumission partielle, p. 71; — emprisonnement de Robert d'Artois, p. 72.

IV. Fin de la régence 73

Naissance et mort de Jean le Posthume, p. 73; — le prétendant Gianino, p. 75.

CHAPITRE II

LA SUCCESSION A LA COURONNE

I. La fait 79

Philippe le Long reconnu roi, p. 80; — opposition du duc de Bourgogne, p. 80; — attitude de Charles de la Marche, p. 82. — incidents du sacre de Reims, p. 83.

II. Le droit.	84
Philippe le Long et l'opinion, p. 84. — Assemblée du 2 février 1347, p. 85, — exclusion des femmes, p. 86, — la loi dite « saque », p. 87.	
III. L'opposition.	93
Nouvelle opposition du duc de Bourgogne, p. 93; — les « hommages de Champagne », p. 93; — révolte du comte de Nevers, p. 95. — Saisie des comtés de Rethel et de Nevers, p. 96; — traité de Gisors (13 septembre 1347); soumission du comte de Nevers, p. 98. — Conférences de Melun (juin-juillet 1347), p. 99, — difficulté des négociations, p. 101, concessions au duc de Bourgogne, p. 102, — renonciation de Jeanne à la couronne, p. 103. — Traité du 27 mars 1348, règlement définitif de la succession, p. 104.	

CHAPITRE III

RESTAURATION DU POUVOIR ROYAL

I. Réparation des « forfaits » de Louis X	106
Raou de Presles, p. 107, — réhabilitation d'Enguerand de Marigny, p. 109	
II. Envoi d'enquêteurs dans les provinces.	110
Instructions aux enquêteurs, p. 110.	
III. Institutions nouvelles	112
Institution des capitaines des villes, p. 112; — sens de cette institution, p. 113. — Réforme du Conseil Étroit, p. 115; — suppression du Conseil Étroit, p. 116. — Le « veto » des Poursuivants, p. 117. — Relèvement de la justice royale, p. 118.	

CHAPITRE IV

PACIFICATION DE LA FLANDRE, DU RETHÉLOIS ET DU NIVERNAIS

(1317-1321)

I. Hostilités et négociations	120
Provocations du comte de Flandre, p. 121. — Appel au Pape, p. 122. — Conférence de Paris (4 novembre 1317), p. 123. — Mauvaise volonté des Flamands, p. 124. — Arbitrage du Pape (8 mars 1318), p. 125. — Nouvelles hostilités, p. 127; — prise de Cassel par le comte, p. 128. — Livi-	

sions des Flamands, p. 129; — tentatives de négociations, p. 130; — conférence de Bruges (21 avril 1318), p. 130. — Nouvelles violences des Flamands, p. 131. — Menaces d'excommunication, p. 132; — mission de Pierre de la Palu (mai 1318), p. 133. — Redoublement de violences, p. 135; — longanimité de Philippe le Long, p. 138; — préparatifs de guerre (août 1318), p. 138. — La Flandre frappée de l'interdit (septembre 1318), p. 140. — Entrevue de Royallieu (11 octobre 1318); discours d'Henri de Sully, page 143, — instructions du Pape au cardinal Gaucelin, p. 145; — grands préparatifs de guerre, p. 147, — efforts combinés du roi et du Pape, p. 148; — entêtement de Robert de Bethune, p. 149; bataille imminente, p. 150.

II. Soumission du comte de Flandre. 150

Dénouement : défection des Gantois (juillet 1319), p. 150, — impuissance du comte de Flandre, p. 151; — soumission verbale du comte (22 août 1319), p. 153; — accomplissement de la paix, p. 154; — ratification du traité par le roi (7 janvier 1320), p. 155. — le comte de Flandre à Paris, p. 157, — nouvelle incartade de Robert de Bethune, sa fuite et son retour p. 158, — sa soumission effective (3 mai 1320), p. 159. — Mariage de Marguerite de France, p. 160; — annexion de Warneton, p. 161, — dernières difficultés, p. 161; — Robert de Bethune et Louis de Nevers, p. 163. — Philippe le Long et la Flandre, p. 165.

CHAPITRE V

PACIFICATION DE L'ARTOIS ET DE LA PICARDIE

I. La succession d'Artois. 166

Esprit conciliant de Philippe le Long, p. 166. — Soumission de Robert d'Artois, p. 167. — Accusations calomnieuses contre Mahaut, p. 168; — jugement de Mahaut, p. 171, — le gage de bataille, p. 171; — acquittement de Mahaut (9 octobre 1317), p. 173. — Règlement de la succession d'Artois, p. 175; — arrêt du 28 mai 1318, p. 176, — Robert d'Artois rentré en grâce, p. 176. — Hostilités contre les rebelles d'Artois, prise de Saint-Venant (1318), p. 177; — échec des négociations, p. 178; — exigences de Mahaut, p. 179, — nouveaux efforts de Philippe le Long, p. 179, — soumission des « alliés » d'Aménois (février 1319), p. 181, — soumission des « alliés » d'Artois (mars 1319), p. 181; — entêtement de Mahaut, p. 182; — traité de Longchamp (4 juillet 1319), p. 183; — rentrée de Mahaut en Artois (juillet 1319), p. 184.

II. Soumission des derniers rebelles. 185

Le sire de Fiennes, p. 185, — prise des châteaux de Tingry et de Fiennes (1320), p. 186. — dernières hostilités (1320), p. 187; — soumission de

sire de Fiances (1320), p. 187. — Jugement des rebelles, p. 188. — exécution d'Abrd de Sainte-Aldegonde (1321) p. 190). — Succès de la politique de Philippe le Long, p. 191.

CHAPITRE VI

RELATIONS EXTÉRIEURES

Préliminaires.	192
I. Le projet de croisade	194
Projets grandioses, p. 195; — échec de ces projets, p. 196. — Projet plus modeste; Louis de Clermont, p. 197; — manque d'enthousiasme, p. 198; impossibilité d'une nouvelle croisade, p. 199	
II. Relations de Philippe le Long avec la Papauté.	199
Le Pape Jean XXII, p. 199; — l'église d'Avignon, p. 200. — union du Pape et du roi, p. 200; — les nouveaux évêchés, p. 204, — le Pape et le clergé de France, p. 205. — Services rendus au roi par le Pape, p. 206; — décimes ecclésiastiques, p. 207; — choix d'évêques, p. 208; — faveurs accordées par le Pape, p. 209; — politique franco-pontificale, p. 210.	
III. Relations de Philippe le Long avec les États d'Italie	211
Jean XXII et Robert de Naples, p. 211. — Attitude de Philippe le Long, p. 213; — expédition de Philippe de Valois, p. 214, — échec de Philippe de Valois en Italie, p. 215; — diplomatie de Philippe le Long, p. 215.	
IV. Relations de Philippe le Long avec l'Empire	216
Relations avec l'empereur Louis de Bavière.	216
Relations avec Jean de Bohême	218
Réunion du comté de Bourgogne	220
Zone d'influence française	222
I. Seigneurs laïques. — L'ancien royaume d'Arles, p. 224, — le comte de Bar, p. 223; — le comte de Sarrebrück, etc., p. 225, — troupes salariées, p. 228; — conseillers du roi, p. 229; — faveurs du roi, p. 231, — alliances de famille, p. 232; — progrès de l'influence française, p. 233	
II. Prélats. — Évêchés de Lorraine, p. 233, — évêché de Verdun, p. 234; — guerre de Verdun, p. 235; — intervention de Philippe le Long, p. 237.	
Conclusion, Expansion de la France, p. 239.	
V. Relations de Philippe le Long avec Édouard II, roi d'Angleterre et duc de Guyenne	240

Mauvaise volonté d'Édouard II, p. 242; — difficultés au sujet de l'hommage, p. 242, — entente d'Édouard II avec les Flamands, p. 244; — pinceries des Bayonnais, p. 246; — administration de l'Aquitaine, p. 247; — le sénéchal de Saintonge Arnaud Cathou, exactions, abus de pouvoir, 248, enquête sur son administration, 249; — assassinat du sergent Hélie, p. 251; — les autres sénéchaussées d'Aquitaine, p. 254; — incidents de frontière, p. 252; — difficultés au sujet de la ville de Bayonne, p. 253; — modération de Philippe le Long, p. 254; — saisie du comté de Ponthieu, p. 254, — médiation du Pape, p. 255; — fausse soumission d'Édouard II, p. 256, — soumission réelle d'Édouard II, p. 257; — restitution du Ponthieu à Édouard II, p. 258 — résistance des bourgeois d'Abbeville, p. 259; entrevue d'Amiens, l'hommage d'Édouard II (29 juin 1320), p. 260 — Attitude nouvelle d'Édouard II, p. 261, — explication de cette attitude, p. 263; — médiation de Philippe le Long entre l'Angleterre et l'Écosse, p. 264; — Édouard II à Paris, p. 265; — réconciliation précaire, p. 266.

VI. Relations de Philippe le Long avec les rois de Castille, d'Aragon et de Majorque 266

Projet de mariage entre le neveu du roi de Castille et une des filles de Philippe le Long, p. 266. — Ambassade envoyée en Aragon, p. 269. — Difficultés avec le roi de Majorque au sujet de Montpellier, préparation de l'annexion, p. 270.

Conclusion. Politique extérieure de Philippe le Long, p. 272.

CHAPITRE VII

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC LES NOBLES

- I. Les lignes féodales, p. 274, — rébellion à main armée, p. 275; — Béraut de Mercœur, p. 276. — Charles de Valois, p. 277; — Charles de la Marche, p. 277; — le duc de Bretagne, p. 278; — aristocratie hostile, p. 279; — aristocratie dévouée, p. 280; — pairs de France, p. 280; — princes du sang, p. 282, — grands feudataires, p. 284; — barons et simples nobles, p. 284.
- II. Part de la noblesse dans le gouvernement, p. 286, — assemblées seigneuriales, p. 290, — l'ost féodal, p. 292, — gentilshommes salariés, p. 295; les aides féodales, p. 297.
- III. Maintien de la paix publique, p. 300, — répression des violences féodales, p. 301, — répression des guerres privées, p. 305; — asseurements, p. 306, — daels judiciaires, p. 309; — tournois, p. 310. — Souveraineté de l'administration royale, p. 311 — confirmations d'actes seigneuriaux p. 312; — autorisations, p. 313; — arbitrages, p. 315; — panages

et sauvegardes, p. 316 — Souveraineté de la justice royale, p. 317; appels, p. 320. — Anoblissements, p. 323; — monnaies, p. 327. — Conclusion, p. 329.

CHAPITRE VIII

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC LE CLERGÉ

I. Part des ecclésiastiques dans le gouvernement. 330

Les ecclésiastiques au Parlement, p. 330; — au Grand Conseil, p. 332; — à l'Hôtel du Roi, p. 334; — les ecclésiastiques enquêteurs et commissaires, p. 336; — les ecclésiastiques aux États généraux, p. 339.

II. Services rendus au clergé par le roi. 340

Protection royale, p. 341; — sauvegardes royales, p. 342. — parages, p. 344; — donations au clergé, p. 345; — amortissements, p. 347; — fondations de chapelles, p. 347; — anoblissement de clercs, p. 348. — recrutement du bas clergé, p. 349. — « accroissement du service de Dieu », p. 349.

III. Services rendus au roi par le clergé. 350

Dévouement du clergé, p. 350; — milices ecclésiastiques, p. 351; — subsides en argent, p. 352; — annates et décimes, p. 353; — autres aides, p. 355.

IV. Règlement de quelques différends. 356

Partage des biens du Temple, p. 357. — L'archevêché de Lyon, p. 358. Différends sans importance, p. 359.

Conclusion. Union de la royauté et de l'Église en France, p. 360.

CHAPITRE IX

RELATIONS DE PHILIPPE LE LONG AVEC LE PEUPLE

I. Part des bourgeois dans le gouvernement et dans l'administration. 362

Les bourgeois à l'Hôtel du roi, au Parlement, etc., p. 362.

II. Consultations populaires. 365

Consultations de 1316, p. 365; — de 1317 p. 365; — de 1318, p. 367; — de 1320 et de 1321, p. 368; — caractère de ces consultations, p. 369.

III. Les libertés des villes.	370
Philippe le Long et les communes, p. 371; — établissement du régime municipal à Figeac, p. 372; — rétablissement du consulat à Périgueux, p. 373; — communes confirmées, p. 374; — communes supprimées, p. 375; — suppression de la commune de Laon, p. 376; — suppression des communes de Senlis, Sens, Compiègne, etc., p. 376; — centralisation monarchique, p. 378. — Avantages matériels, civils, administratifs, économiques, accordés aux villes, p. 378; — protection royale, p. 379.	
IV. Services rendus au peuple par le roi.	380
Mesures d'intérêt général, p. 380; — mesures favorables à l'agriculture, p. 381; — mesures favorables à l'industrie, p. 382; — mesures favorables au commerce, p. 383; — rétablissement de la circulation, p. 384; — foires et marchés, p. 386; — corporations, p. 387; — le grand commerce, p. 388, — marchands étrangers, p. 389, — marchands lombards, p. 389, banquiers lombards, p. 391. — Bonne monnaie, p. 392. — Anoblissements, p. 393, — lettres de bourgeoisie, p. 394, — légitimations, p. 395, affranchissements, p. 395; — aumônes, p. 399; — dons aux écoliers, p. 400. — Avantages de la domination directe du roi, p. 401. — avantages des parages royaux, p. 402, — attachement du peuple pour la royauté, p. 403.	
V. Services rendus au roi par le peuple.	404
Profession de foi de Geoffroi de Paris, p. 405; — fidélité du peuple, p. 407, milices urbaines, p. 408; — subsides, p. 409; — docilité du peuple, p. 410; — différends sans importance, p. 411.	
Conclusion. Union du peuple et de la royauté, p. 411.	

CHAPITRE X

LES CLASSES MAUDITES ET LES MISÈRES PUBLIQUES

(FAMINES, PASTOUREAUX, LÉPREUX, JOIFS, HÉRÉTIQUES, CRIMINELS)

I. La misère.	412
Famine de 1316-1317, p. 413; — les superstitions, p. 414; — la sorcellerie, p. 415.	
II. Les Pastoureaux (1320).	417
Les Pastoureaux à Paris, p. 418; — massacre de Verdun-sur-Garonne, p. 419; — complicité du peuple, p. 420; — destruction des Pastoureaux, p. 420.	
III. Les Léproux (1321).	421

TABLE DES MATIÈRES.

475

Prétendue conspiration des Léproux, p. 422; — démence publique, p. 423; — destruction des Léproux, p. 424, — ordonnance du roi (24 juin 1321), p. 425; — tortures et supplices, p. 426; — état des esprits, p. 427.	
IV. Les Juifs	429
Leur expulsion sous Philippe le Bel, p. 430; — leur rappel sous Louis X, p. 431; — règlement de leurs créances, p. 432; — vie précaire des Juifs, p. 432; — massacre de Vitry, p. 433; — la protection royale, p. 434.	
V. Hérétiques	435
Hérésies, p. 435; — pénalité, p. 437; — la <i>Practica</i> , p. 438; — longs emprisonnements, p. 439; — bûchers, p. 440; — Bernard Dèbeieux, p. 440; — Spirituels, Parfaits et Béguins, p. 445. — Philippe le Long et l'inquisition, p. 448.	
VI. Criminels	450
Principaux types de criminels, p. 450, — cruauté de la procédure, p. 451; — cruauté de la pénalité, p. 453.	
Conclusion. Barbarie des mœurs, p. 453.	

CONCLUSION

LA PERSONNE DE PHILIPPE LE LONG

I. La personne de Philippe le Long	455
Importance de la personne royale, p. 455; portrait de Philippe le Long, p. 456; — ses qualités maîtresses, p. 461; — sa superstition, son fanatisme, p. 462.	
II. Mort de Philippe le Long	463
Maladie de Philippe le Long, p. 463; — mort de Philippe le Long, p. 465.	
Table des matières	467

PIÈCES JUSTIFICATIVES

ET

INDEX

—

(Voir à la fin du deuxième volume.)

Vu et lu,
en Sorbonne, le 28 mars 1896,
*par le Doyen de la Faculté des Lettres
de Paris,*

A. HIMLY.

Vu et permis d'imprimer,
*Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,*
GRÉARD.



3 9015 03015 3699



